

Alexandre Elsig

LES SHRAPNELS DU MENSONGE



Antipodes



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur-e, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

© 2017, Éditions Antipodes
École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse
www.antipodes.ch – editions@antipodes.ch
DOI: 10.32551/ANTIPODES.11094
Papier, ISBN: 978-2-88901-109-4
PDF, ISBN: 978-2-88901-964-9
EPUB, ISBN: 978-2-88901-965-6

LES SHRAPNELS DU MENSONGE

REMERCIEMENTS

Ce texte, issu d'une thèse de doctorat, doit beaucoup au professeur Alain Clavien, directeur de cette recherche, à mon collègue Patrick Bondallaz et à toute l'équipe du domaine d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, à qui je tiens à exprimer toute ma gratitude. Je remercie également les membres de mon jury de thèse, les professeur-e-s Anne-Françoise Praz (présidente), Jakob Tanner (rapporteur), François Vallotton et Thomas Hunkeler (assesseurs), pour leurs précieux commentaires.

L'édition de ce livre a reçu le soutien du Fonds national de la recherche scientifique, de la Société d'histoire de la Suisse romande et de la Commission de publication de l'Université de Fribourg.



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



MISE EN PAGE

Claudine Daulte | mise-en-page.ch

CORRECTION

Adeline Vanoverbeke

COUVERTURE

Edmond Bille, «Mensonges», *Une danse macabre*, Lausanne: Éditions Spes, 1919, planche N° 11 (détail). © Association Edmond-Bille, Juriens.

DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Des images et documents supplémentaires sont disponibles via les QRcodes et les URL que vous trouverez dans ce livre.

D'autres informations sont disponibles sur notre site :



© 2017, Éditions Antipodes
École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse
www.antipodes.ch – editions@antipodes.ch
ISBN : 978-2-88901-109-4

Alexandre Elsig

LES SHRAPNELS DU MENSONGE

**LA SUISSE FACE À LA PROPAGANDE ALLEMANDE
DE LA GRANDE GUERRE**

À Laure

Une propagande étrangère multiple pénétrait [la Suisse] par des chemins détournés et, désagrégeant ou ameutant les forces vives du pays, attaquait sous cent masques divers : nouvelles tendancieuses d'agences étrangères, journaux se camouflant sous une étiquette suisse, attaques de brochures prétendant éclairer l'opinion ou réclamant à grands cris je ne sais quelle justice, conférences qui exprimaient toute sorte de points de vue, sauf le point de vue suisse, menées personnelles d'agents révolutionnaires ou autres ; tous intriguaient, tous briguaient les faveurs du peuple.

Meinrad Inglin, 1938¹

1. Meinrad Inglin, *La Suisse dans un miroir*, trad. par Michel Mamboury, t. II, Vevey : L'Aire, 2013 [1^{re} éd. 1938], pp. 130-131.

INTRODUCTION

À la fin du mois d'août 1917, l'exposition du Werkbund allemand*, une association d'arts appliqués, ouvre ses portes avec faste à Berne. Un bâtiment, œuvre du célèbre architecte Peter Behrens, a été construit spécialement pour l'occasion à la Kirchenfeldplatz, sur un terrain aujourd'hui occupé par la Bibliothèque nationale suisse. Spectacle de danse et défilé de mode enchantent les 400 invités, installés dans le jardin luxuriant de l'exposition. La *Berner Intelligenzblatt* salue les « beaux mannequins avec leurs fabuleux manteaux de fourrure [...], un défilé toujours changeant de luxe et de splendeur créative »¹. Le responsable de cet événement, le comte Harry Kessler, se laisse enivrer par une atmosphère qui contraste si fortement avec les dévastations que provoque la guerre mondiale depuis trois longues années. « Clair de lune et projecteur sur le bosquet, la terrasse et les statues dans le parc, qui apparaît, dans la chaude nuit, tel un îlot de paix particulièrement secret et féérique au milieu de la guerre »², note Kessler dans son journal personnel. La presse romande, dans sa grande majorité, est loin de partager cet enthousiasme et dénonce une manœuvre de « propagande économique » qui n'est autre qu'un « envahissement pacifique » du pays³. Estimés à plus de 200 000 Reichsmark, les coûts soulignent le gigantisme d'une manifestation organisée grâce aux fonds magnanimes de la diplomatie allemande⁴.

Cette anecdote illustre plusieurs phénomènes au cœur de cette recherche, qui se propose d'étudier les mécanismes de la propagande allemande dans la Suisse de la Grande Guerre. L'exposition

* Toutes les citations tirées de sources allemandes ou anglaises ont été traduites en français par l'auteur.

du Werkbund illustre d'abord le caractère totalisant du combat de propagande mené par l'Allemagne auprès des neutres. L'ensemble des forces culturelles est mobilisé par Berlin pour tenter de gagner les faveurs des opinions publiques étrangères. Si les sociétés neutres ne subissent pas frontalement les violences de la guerre, elles sont cependant profondément bouleversées par un conflit auquel elles n'assistent pas simplement en spectatrices. Sur le plan culturel, les principales forces d'instabilité sont portées par les propagandes étrangères, l'une des facettes des « systèmes d'information »⁵ mis en place par les États belligérants. Nourries par les « cultures de guerre »⁶ des sociétés combattantes, ces propagandes institutionnelles ne sont pas totalement inédites, mais leur potentiel d'arme de guerre change radicalement de statut et d'ampleur en 1914.

Deux éléments expliquent ce bouleversement. Premièrement, le développement des techniques de communication permet aux belligérants de penser leur action de propagande à une nouvelle échelle, s'adressant à une opinion publique devenue mondiale. L'un des responsables du travail de propagande de la légation allemande en Suisse rapporte ainsi, en 1917, que la « Suisse représente désormais [...] une partie de l'opinion mondiale [*Weltmeinung*] »⁷, ce qui souligne les mutations d'un espace médiatique transnational où la vitesse de transmission des informations s'accélère, alors que les échelles se globalisent. Les actions de propagande en Suisse ne sont pas seulement menées pour conquérir l'opinion helvétique. Elles visent aussi, par ricochet, d'autres territoires, principalement les opinions publiques des pays frontaliers, mais aussi des opinions plus éloignées en Europe ou ailleurs. Les États belligérants tentent de fédérer les opinions des pays neutres en leur faveur et l'exemple de l'exposition bernoise est significatif sur ce point : le bâtiment mobile construit à Berne en 1917 doit voyager auprès des neutres scandinaves au cours de l'année 1918.

Deuxièmement, le conflit prend immédiatement des contours de combat eschatologique qui menace l'existence même de la « civilisation » ou de la « *Kultur* ». Majoritaires en août 1914, les consensus nationaux trouvent leur expression symbolique dans les termes de « *Burgfrieden* », exprimée par Guillaume II le 1^{er} août 1914, et d'« union sacrée » forgée par le président Raymond Poincaré trois jours plus tard. Les intellectuels investissent pleinement cet effort de mobilisation culturelle des sociétés. Le 8 août 1914, devant l'Académie des sciences à Paris, le philosophe Henri Bergson

déclare : « La lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie. »⁸ De l'autre côté du Rhin, son homologue allemand Rudolf Eucken soutient à l'Université de Jena le caractère moral et légitime de ce « combat de tout un peuple pour sa survie et la conservation de ses propriétés sacrées »⁹. Le ralliement massif des intellectuels à la cause nationale explique la forte idéologisation de la guerre et le passage décisif à un conflit « total » sur le plan culturel. Les polémiques provoquées par les récits d'« atrocités » dans les différents camps belligérants contribuent aussi à faire du conflit mondial une « croisade » en faveur de valeurs nationales fondamentales.

Si les États belligérants mènent rapidement des actions de mobilisation culturelle, cette dernière reste avant tout un phénomène spontané provenant de multiples sources individuelles ou associatives. Stéphane Audoin-Rouzeau a bien montré que la propagande n'est pas simplement une « tentative étatique d'encadrement de l'opinion, plus ou moins relayée par les autorités sociales, politiques, culturelles. Elle a aussi, elle a d'abord sa source dans les représentations du plus grand nombre. »¹⁰ Si la propagande étrangère est menée, une fois la guerre de positions installée, par les États belligérants, ceux-ci restent grandement dépendants de l'engagement des acteurs privés et de leur production de messages et d'objets mobilisateurs. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker écrivent à ce sujet :

Les dessinateurs d'albums pour enfants, les journalistes, les écrivains, les cinéastes, les musiciens, les artistes qui ont réalisé les affiches, les cartes postales ou encore les illustrations des livres et des journaux, les instituteurs dans leurs classes, les professeurs dans les lycées, les « intellectuels » et les universitaires, les prêtres dans les églises, les pasteurs dans les temples, les rabbins dans les synagogues et, d'une manière générale, les élites cultivées, celles de l'arrière comme de l'avant, tous ou presque ont participé, d'une manière ou d'une autre, à une « propagande » de guerre multiforme, décentralisée, dans une très large mesure incontrôlable, en tout cas plus souvent spontanée qu'organisée ou imposée.¹¹

Cette production de messages mobilisateurs venue de la société civile est particulièrement significative pour la propagande domestique (*Inlandspropaganda*) à l'intérieur des sociétés belligérantes. Pour

l'action de propagande étrangère (*Auslandspropaganda*) auprès des neutres, l'État belligérant bénéficie tout de même, après quelques mois de conflit, de possibilités d'intervention plus conséquentes, de par les structures diplomatiques et militaires qui le représentent officiellement au-delà des frontières. Il n'empêche que son action reste étroitement liée à l'effort mobilisateur fourni par les « élites cultivées » mentionnées plus haut¹².

Citée en préambule, la réception médiatique différenciée de l'exposition du Werkbund dans la *Berner Intelligenzblatt* et dans la *Gazette de Lausanne* permet de pointer du doigt une seconde caractéristique centrale de cette recherche. L'opinion suisse est partie prenante de ce conflit idéologique et l'on pourrait croire, à lire la prose particulièrement enragée de certains littérateurs, que les tranchées du front se prolongent symboliquement le long de la Sarine et du Gothard. Dès le début du conflit, un profond « fossé » se creuse dans l'opinion entre germanophiles et francophiles. Les premiers se recrutent au sein des élites alémaniques, les seconds parmi l'intelligentsia romande et tessinoise. Les sympathies majoritaires divergentes de part et d'autre des frontières linguistiques provoquent un malaise qui met à mal la cohésion morale du pays. Il faut pourtant se garder d'essentialiser la métaphore du « fossé », qui reste une image simplificatrice, car ce dernier ne s'installe pas seulement entre communautés linguistiques, mais aussi entre groupes politiques. Si les adeptes de l'autoritarisme tournent volontiers leur regard vers Berlin, les partisans de l'Entente se recrutent surtout parmi les défenseurs du libéralisme et du parlementarisme. Qu'elles soient culturelles ou politiques, ces tensions intérieures restent étroitement liées aux ingérences psychologiques venues de l'étranger. Lorsqu'il se penche sur la problématique du « fossé » au printemps 1916, le professeur Gonzague de Reynold, patricien fribourgeois enseignant à l'Université de Berne, souligne l'implication causale des propagandes de guerre sur le phénomène de discordance intérieure :

Nous aurions surmonté peut-être plus facilement cette crise inévitable et, dans un sens, normale, si la guerre européenne ne s'était point dédoublée. Il y a la guerre des armes, de la diplomatie et du commerce. Mais, derrière les fronts, une autre guerre s'est organisée, a livré ses grandes batailles : la *guerre intellectuelle*. Elle a deux causes : d'abord, cet immense procès qui se plaide devant l'opinion

des neutres – de là toute une propagande effrénée –; ensuite ce conflit, non seulement d'États contre États, mais encore de peuples contre peuples. Dans un tel conflit, les forces morales jouent le plus grand rôle: la victoire semble devoir rester à celui qui soutiendra le plus longtemps l'effort. Il faut donc agir sur les peuples, il faut les endurcir dans leur orgueil, il faut les stimuler dans leurs haines. [...] On se bat à coups de journaux, de brochures, de livres, d'images, de conférences, de discours; les plus hautes chaires sont devenues des positions d'où l'on foudroie l'ennemi; le papier, l'imprimé, est aussi nécessaire que les munitions. Jamais une aussi vaste folie, jamais autant de passion ne s'était emparée de l'Europe.¹³

L'EMBRIGADEMENT MORAL DES NEUTRES

Ce conflit immense prend ainsi rapidement la voie de la « totalisation ». Si la Grande Guerre n'est jamais « totale » *stricto sensu*, elle engage, dès le début des hostilités, une mobilisation d'une nouvelle ampleur, d'abord par son étendue géographique et matérielle, ensuite par le dévouement de violence industrialisée qu'elle provoque et, enfin, par la cristallisation de communautés nationales combattantes autour de valeurs d'idéalisation de soi et de diabolisation de l'ennemi¹⁴. Passé les premières semaines de la guerre de mouvement, quelques intellectuels en Suisse perçoivent avec gravité cette totalisation culturelle de la guerre. Le 20 septembre 1914, le professeur lausannois Maurice Millioud fait ressentir le caractère explosif de cette nouvelle « guerre de plume » :

En même temps que la grande guerre, il s'en fait une petite, comme si des batteries d'écritaires accompagnaient les automobiles blindées et les obusiers. Tandis que le canon vomit des shrapnels, les plumes crachent l'injure, les accusations et les démentis. Une odeur d'encre vénéneuse se mêle à la fumée de la poudre, et l'on entend, à travers la clameur des batailles, l'appel des mourants et le gémissement des peuples en deuil, un bruit continu de papier gratté [...]. Il faut entretenir l'exaltation guerrière dans le peuple à qui l'on demande ses enfants, ses biens et sa foi. Grave problème! Connaît-on quelque stratégie pour gouverner l'opinion, quelque tactique pour la manœuvre des esprits?

Difficulté plus grande : il faut persuader les tiers. Quatre continents sur cinq sont ébranlés par la plus formidable conflagration de l'histoire. À défaut de leurs forces armées, il importe essentiellement de s'assurer les sympathies des neutres. [...] Malgré la censure, malgré les postes de douane et les cordons militaires, aucune nation n'arrive à se confiner dans un isolement mystique. Il n'en est pas qui échappe à l'influence des nations voisines et dont l'état moral ne se ressent de leur opinion : se soutenir et gagner les autres, les deux problèmes sont connexes.¹⁵

Le déchaînement de destruction et de violence sur les champs de bataille est concomitant d'une véritable déflagration de propagande sur sol neutre. En 1917, l'écrivain bernois Carl Albert Loosli reprend cette idée dans une brochure à succès, *La Suisse et ses rapports avec l'étranger*, dans laquelle il dénonce l'embrigadement moral des neutres dans le conflit. Loosli écrit au sujet de l'action germanique : « [La propagande allemande] fut un assaut général livré à la conscience des neutres, que l'on chercha à désorienter avec les obus de la parole et les shrapnels du mensonge. »¹⁶ Cet amalgame entre l'action psychologique et les nouvelles armes de combat est significatif de la rupture, aussi bien symbolique que technologique, dans les seuils de violence de cette guerre¹⁷. Inventé au XVIII^e siècle, le shrapnel, une arme à sous-munitions qui libère des centaines de billes de plomb au moment de son explosion, devient un instrument de mort massivement utilisé par l'artillerie au cours de la Grande Guerre. Dénonciateur, l'ouvrage de Loosli est pourtant, lui aussi, un marqueur de l'irradiation des propagandes, puisqu'il est financé par le Foreign Office, qui utilise la rhétorique antiallemande de l'écrivain bernois. À l'instar de la pénétration mortelle du shrapnel dans les corps, les propagandes de la Grande Guerre ont tendance à infiltrer l'ensemble du champ culturel helvétique. Cette donnée contredit l'image largement diffusée par les discours patriotiques, pendant et après la guerre, qui présente la Confédération comme une île épargnée par le conflit environnant.

Dans ce conflit « total », les esprits neutres sont amenés à participer moralement au conflit et l'obtention de leur soutien constitue l'une des causes fondamentales de l'apparition de structures institutionnelles conséquentes de propagande étrangère¹⁸. L'idée d'une neutralité « morale » ne peut être admise alors que chaque camp

belligérant est convaincu par le caractère défensif et légitime de son combat. Lorsque Carl Spitteler, dans une conférence en décembre 1914, appelle ses concitoyens à prendre une distance critique à l'égard de l'Allemagne, les mots du poète suisse font polémiques dans les Empires centraux. De Vienne, l'écrivain Stefan Zweig relève l'incompréhension des intellectuels des pays belligérants : « La neutralité est un spectacle irritant pour ceux qui sont plongés dans l'action. »¹⁹ De par sa position géographique et son caractère pluriculturel, la Suisse occupe une position centrale au sein de ce nouveau « tribunal des neutres »²⁰, spécialement pour les combats franco-allemand et austro-italien, car la Confédération leur permet de contourner les fronts et les barrières psychologiques. Les voix suisses sont alors convoitées pour leur apparence d'impartialité et leur capacité à peser sur les espaces médiatiques environnants. En 1917, le journaliste zurichois Hermann Schoop souligne ainsi avec justesse : « Le terme de < neutre > a pris une grande valeur marchande auprès des agents de la propagande de guerre. [...] Car les témoins neutres sont censés être au-dessus de tout soupçon. »²¹ Les propagandes belligérantes visent alors un triple but dans leur influence de l'opinion helvétique : obtenir la confirmation de la justesse de leur cause et, par là, renforcer la cohésion de leur propre opinion publique ; affaiblir en retour le moral de l'adversaire ; et, enfin, conserver les faveurs d'un pays neutre qui occupe une position stratégique importante en Europe, tant sur le plan militaire qu'économique.

PROPAGANDA ET AUFKLÄRUNG

Avant d'aborder les problématiques et la construction de cet ouvrage, il s'agit de définir la propagande, une notion chargée par le poids de l'histoire du court XX^e siècle. Dans l'acception de cette étude, la « propagande » sera comprise comme la politique systématique menée par un État belligérant en vue d'influencer l'opinion publique helvétique et d'obtenir son soutien²². Les actions de propagande issues d'acteurs non étatiques, collectifs ou individuels, ne seront dès lors traitées que dans leur rapport de dépendance, de concurrence ou de collaboration avec les structures institutionnelles. Cette première limite a des implications sémantiques. La propagande ne consiste ainsi pas simplement dans une manipulation, une désinformation ou un « bourrage

de crâne» de l'opinion²³. Cette connotation négative, que l'on retrouve dans l'expression «shrapnels du mensonge», est apparue au cours du conflit déjà, avant d'être définitivement ancrée dans les consciences dans l'après-guerre, en lien notamment avec les développements «totalitaires» du phénomène de propagande au sein des régimes fascistes et communistes.

Avec l'expérience de la Grande Guerre, la propagande n'est plus perçue comme un phénomène sémantiquement neutre, l'égal d'une «technique utile»²⁴, mais bien comme une action politique de manipulation et d'endoctrinement. En 1916, un rapport des autorités allemandes différencie d'ailleurs l'action de «*Propaganda*», qu'il attribue aux basses œuvres de l'ennemi, de celle d'«*Aufklärung*», dont il se fait le paragon²⁵. Il ne faudrait dès lors pas amalgamer l'action de propagande à une pratique perverse d'intoxication et de maniement des esprits. Elle est aussi une technique de persuasion, d'information et de séduction des opinions neutres et représente le creuset contemporain d'instruments institutionnels désormais parfaitement intégrés par les citoyens d'États démocratiques, qui se nomment «communication politique», «relations publiques», «politique culturelle», voire «diplomatie culturelle».

Sur le plan des pratiques, l'action de propagande dans un contexte de guerre existe depuis que des groupes ont cherché à légitimer leur pouvoir ou à assurer leur domination. Sur le plan des idées, la première utilisation du terme est issue de la Congrégation de propagande de la foi (1622) et renvoie à la «propagation» d'idées catholiques afin de combattre la Réforme protestante. Le mot prend une connotation sécularisée avec la Révolution française, que l'industrialisation du XIX^e siècle, le développement des moyens de communication et l'apparition d'une «opinion publique» confirment. Des groupes de propagande se créent au sein des formations politiques partisans, avant tout dans le monde socialiste, et la «propagande par le fait» entre dans le vocabulaire anarchiste. À la toute fin du XIX^e siècle, la propagande comme dissémination des idées auprès du plus grand nombre renvoie aussi au domaine de la publicité (ou de la réclame) commerciale²⁶.

Des changements décisifs se produisent entre 1914 et 1918 et la plupart des chercheurs s'accordent, à la suite des réflexions pionnières de Jacques Ellul²⁷, pour considérer la période de la Grande Guerre comme celle de la naissance de la propagande dite

« moderne » (même si ce terme de « modernité » reste équivoque). Premièrement, l'échelle d'action des belligérants est désormais mondiale, grâce au développement des techniques de communication (télégraphie sans fil, agences de presse, presse d'information à grand tirage, reproduction des photographies, cinématographe²⁸). À ses causes structurelles s'ajoute l'élargissement d'un public qui accède à la lecture par de grandes politiques d'alphabétisation. La Grande Guerre s'inscrit au cœur de ce que Dominique Kalifa nomme le « premier âge romantique » de la culture de masse (1860-1930) et de ce que Christophe Charle caractérise de « siècle de la presse » (1830-1939)²⁹. Les phénomènes de concentration urbaine et de première mondialisation encouragent également l'apparition de cette « société de la communication », d'après le mot d'Hans-Ulrich Wehler.

La Grande Guerre n'est cependant pas le premier conflit médiatique à grande échelle, car la guerre de Crimée (1853-1856) était déjà une guerre « moderne » de l'information. Mais sa durée exceptionnelle bouleverse en profondeur la manière de rendre compte du conflit, à la fois dans la presse à grand tirage, mais aussi, et surtout, dans la presse illustrée ainsi que dans un nouveau média qui prend conscience de ses capacités d'influence, le cinématographe. Deuxièmement, si l'action étatique de propagande n'est pas un phénomène totalement nouveau, elle s'institutionnalise à un degré inédit, car les États belligérants doivent mobiliser et contrôler leur opinion, aussi bien au front qu'à l'arrière, obtenir le soutien des opinions neutres et chercher à démobiliser celles de leurs ennemis. Avec la montée des nationalismes, les relations culturelles internationales s'étaient jusque-là réalisées par les opérations d'influence menées par plusieurs groupements privés (Alliance française, Deutsche Schulverein, Società Dante Alighieri), qui avaient engagé des opérations de séduction sous le regard bienveillant des États à la fin du XIX^e siècle³⁰. La Grande Guerre amène progressivement à l'institutionnalisation de ces relations par le biais de l'installation de structures de propagande auprès des neutres.

LES PROPAGANDES FACE À L'OPINION

Le but de ce livre consiste à cerner les enjeux et les mécanismes qui régissent le combat mené par les propagandes belligérantes en Suisse, à déterminer leurs champs et leurs moyens d'action, à

réfléchir à leur impact et à esquisser les réactions et les réponses développées dans la Confédération, qu'elles soient étatiques ou privées. Quels effets l'action étrangère de propagande a-t-elle eus sur la perception que les Suisses se sont donnée de leur neutralité, ainsi que sur la genèse et le développement de leurs tensions intérieures? Comment les deux phénomènes ont-ils interagi et quelles ont été les phases principales de leur interdépendance? Face à l'ampleur de la tâche et de la documentation archivistique, cette recherche focalisera son attention sur le dispositif allemand de propagande. Deux raisons ont poussé à ce choix : premièrement, l'action allemande se situe aux avant-postes du combat des propagandes en Suisse, à niveau égal avec l'action française; deuxièmement, si les archives du Quai d'Orsay ont déjà révélé une grande partie de leurs secrets grâce aux travaux de Jean-Claude Montant³¹, les informations confidentielles conservées par les archives de l'Auswärtiges Amt restaient à découvrir. L'utilisation de l'action allemande comme fil rouge n'empêche pas l'angle comparatif. D'ailleurs, l'action de propagande d'un État étranger ne peut être appréhendée sans tenir compte du faisceau de concurrence enchâssant l'ensemble des structures belligérantes. Bien souvent même, la raison principale du déclenchement d'une action tient dans la peur de laisser la main à l'adversaire. Si les archives austro-hongroises, anglaises, italiennes et françaises n'ont pas été sondées, un certain nombre de travaux historiques ponctuels permettent cependant d'ouvrir la focale sur de nombreux points de comparaison.

L'objectif de ce livre revient ainsi, dans un premier mouvement, à étudier l'action institutionnelle de propagande menée par l'Allemagne en Suisse, en s'intéressant à sa conceptualisation, son aspect protéiforme, sa diffusion et ses relais indigènes. La population suisse n'est pas la seule cible des propagandes étrangères. Grâce à sa neutralité, la Confédération devient un lieu carrefour des influences intellectuelles en Europe et de nombreux groupements allogènes sont également mobilisés par les États belligérants, qu'il s'agisse des colonies étrangères, des dissidences pacifistes, des militants des « petites nationalités » ou des internés de guerre. Les Empires centraux et l'Entente ont avantage à soutenir ou à combattre l'action de ces groupes sur l'opinion suisse et internationale. Dans un second mouvement, on cherchera à saisir l'effet des propagandes sur le champ culturel helvétique et à déterminer les principales réponses que l'État et les intellectuels suisses

donnent à un phénomène largement inédit. L'intégration de la réception des actions de propagande permet d'éviter une histoire trop institutionnelle, et surtout unilatérale, de la problématique du combat culturel mené auprès des neutres. Le contexte national est fondamental dans cette étude, car la population suisse internalise les polémiques internationales et les juge à l'aune de ses propres questionnements intérieurs.

L'ÉPINEUSE QUESTION DE L'IMPACT

L'impact des propagandes constitue un volet important ici. Il faut relever les difficultés méthodologiques de son étude, puisque l'effet des propagandes ne se mesure qu'à l'aune d'un objet extrêmement volatil, l'opinion publique. Tout en étant forcément une « formule réductrice »³², pour les contemporains déjà, l'opinion publique n'en reste pas moins une « construction vérifiable »³³. Pour Pierre Laborie, elle se définit comme un « phénomène collectif, reflet et affirmation d'une position dominante à l'intérieur d'un groupe social »³⁴. En 1914, la presse reste le meilleur capteur des soubresauts de l'opinion publique helvétique, même si elle ne se confond pas avec eux. Dans une réflexion menée en 1917, le jeune maître de latin genevois André Oltramare cherche ainsi à montrer que le phénomène du « fossé » est avant tout la conséquence des prises de position extrêmes de certains « faiseurs d'opinion » et ne reflète que très imparfaitement la complexité de l'opinion :

C'est surtout, dit-on, par la presse que s'exprime l'âme des peuples. On juge la Suisse romande par ses journaux ; l'étranger croit pouvoir suivre jour après jour dans les colonnes de nos quotidiens les métamorphoses de l'opinion publique. [...] C'est là un procédé simpliste qui fausse la réalité.

Dans des périodes de crise, comme celle qui secoua naguère notre pays, les journalistes suivent sans doute les réactions de la majorité ; mais pour donner l'illusion qu'ils précèdent et orientent ces mouvements, ils se croient obligés de les exagérer ; ils veulent faire croire à l'unanimité et étouffent systématiquement les oppositions. La presse ne représente qu'une partie du public ; elle la représente inexactement.³⁵

Avec la guerre, l'opinion publique entre d'ailleurs pleinement dans l'agenda des gouvernements qui cherchent à la contrôler par leur « système d'information ». Celui-ci mêle étroitement l'effet mobilisateur recherché par la propagande à l'effet répressif dicté par la censure, cette « propagande négative »³⁶. Avant-guerre, les gouvernements démocratiques consultaient ponctuellement l'opinion publique lors d'élections ou de votes. À partir d'août 1914, tous les belligérants doivent désormais s'assurer en permanence de son soutien et de son respect des normes dominantes³⁷. Le 22 septembre 1914, dans son article « Au-dessus de la mêlée », Romain Rolland relève l'importance prise par les phénomènes d'opinion :

Il n'est pas un gouvernement, si despotique soit-il et marchant appuyé sur la victoire, qui ne tremble aujourd'hui devant l'opinion publique et ne cherche à la courtiser. Rien ne l'a mieux montré que les efforts des deux partis aux prises, ministres, chanceliers, souverains – et le Kaiser lui-même, se faisant journaliste – pour justifier leurs crimes et dénoncer ceux de l'adversaire au tribunal invisible du genre humain.³⁸

En Suisse aussi, l'opinion publique prend une importance renforcée dans la conduite des affaires publiques. Une censure militaire est très rapidement mise en place et sera complétée par une censure politique; des rencontres entre le Conseil fédéral et l'Association de la presse suisse ont lieu; la Confédération subventionne l'Agence télégraphique suisse; le Département politique se dote d'un Service de presse, entre autres initiatives.

L'étude de l'impact des propagandes s'insère dans un contexte extrêmement dense qui la détermine: d'abord, l'évolution militaire du théâtre de la guerre; ensuite, le développement stratégique des dispositifs centralisés et les différentes phases de mobilisation et de démobilisation des sociétés belligérantes sur le plan culturel³⁹; enfin, les soubresauts du contexte sociopolitique helvétique. De nombreuses sources empiriques doivent permettre d'affiner nos connaissances de l'influence des propagandes sur les esprits helvétiques – des connaissances qui restent très dépendantes du domaine interprétatif et donc inévitablement suspectes⁴⁰. Les rapports que les institutions de propagande ont produits sur leur action et celle de leur ennemi sont fondamentaux. Ils peuvent être croisés avec les observations faites par les autorités fédérales,

principalement dans leur action de censure et de surveillance des étrangers. D'autres vecteurs permettent également de prendre le pouls de l'opinion, qu'il s'agisse de formes du rituel social (fêtes nationales, célébrations patriotiques, mais aussi manifestations de protestation), de productions artistiques, d'élections et de votations, de journaux et de correspondances privées, etc. Enfin, un dernier point d'appui est constitué par les discours que les commentateurs suisses produisent sur le phénomène de propagande. Durant la guerre, de nombreux intellectuels consacrent des études aux nouvelles manœuvres psychologiques mises en branle par les États belligérants. Deux remarques importantes doivent être faites sur ces « faiseurs d'opinion ». Premièrement, ces élites sont dominées par des postures masculines issues du camp bourgeois, ce qui provoque un biais important dont il faut tenir compte. Deuxièmement, la figure de l'« intellectuel » reste une invention récente en 1914. Sa posture sociale date de l'affaire Dreyfus pour le cas français et de la *lex Heinze* pour le cas allemand. Au tournant du siècle, la Suisse a suivi ce mouvement, avec toutefois plus de retenue, dans le débat portant sur la définition d'une identité suisse. La figure de l'intellectuel helvétique s'impose justement au cours des polémiques virulentes provoquées par la Grande Guerre⁴¹. L'étude de leurs réflexions sur l'action des propagandes relève dès lors bien souvent d'un parti pris idéologique qui s'insère dans la problématique du « fossé ».

Pour reprendre les mots de Stéphane Audoin-Rouzeau, le chercheur est « plus à l'aise pour analyser les outils de l'encadrement que pour apprécier leur efficacité »⁴². Les données empiriques dont on dispose sont ainsi parfois très fragmentaires, quand elles ne sont pas contradictoires. Dans les rapports des propagandistes, l'aspect logistique et organisationnel prend bien souvent le pas sur toute considération réflexive quant au contenu à transmettre à la population suisse. Au demeurant, les agents allemands de propagande ne définissent que rarement des buts explicites à atteindre auprès de l'opinion. Cette relative pauvreté de sources « qualitatives » est l'exact opposé de la richesse des rapports qui portent sur les conditions matérielles à mobiliser. Chaque belligérant a en outre tendance à surestimer les effets des actions menées par ses adversaires. Cette méconnaissance peut s'expliquer à la fois par un temps de guerre où les propagandistes croient apercevoir la main de leur ennemi derrière chaque évolution qui ne leur est

pas favorable, mais elle relève aussi d'une logique de légitimation de la part d'agents qui cherchent à obtenir le plein soutien des autorités centrales. Les difficultés d'interprétation sont encore renforcées par le fait que les messages de propagande mis en place par les belligérants, à partir de 1915, cherchent surtout à être subliminaux. La meilleure propagande est alors celle qui ne laisse pas de trace et est parfaitement intériorisée par l'opinion. Il est donc plus aisé de déterminer, en amont, les actions qui ont été compromises et dénoncées.

ESSAI DE MODÉLISATION

Cet ouvrage analyse le fonctionnement de la propagande de guerre selon trois axes principaux. Le premier s'intéresse aux structures politiques, y compris répressives, qui sont mises en place par les États pour définir les stratégies, les supports et les messages de propagande. Il faut se garder d'une image idéalisée d'institutions qui imposent, grâce à des intentions clairement formulées et une approche descendante (*top-down*), des actions à la mécanique parfaitement huilée. Premièrement, ces structures sont étroitement dépendantes d'acteurs collectifs et privés qui nourrissent la réflexion, collaborent à la réalisation des manœuvres et n'hésitent pas à prendre des postures conflictuelles. Ensuite, la centralisation des structures, voulue par l'ensemble des États, reste un idéal tout au long du conflit. Les luttes internes de pouvoir qui opposent, particulièrement en Allemagne, les pouvoirs civils aux autorités militaires sont constantes. Les besoins inédits de la guerre psychologique à l'étranger impliquent une forte part d'empirisme et la centralisation des institutions de propagande n'est jamais pleinement aboutie.

Quant à la figure de l'« agent » de propagande, elle recouvre de multiples intérêts et motivations. Les degrés d'implication varient fortement et vont de l'engagement sincère et total à la récupération non consentie, voire inconsciente, en passant par la connivence, commerciale ou idéologique, ou l'échange à double gagnant. La figure de l'agent provocateur est enfin une posture qui n'est pas isolée dans le contexte explosif de la guerre. L'acteur feint d'agir pour un gouvernement, alors qu'il travaille en réalité pour les adversaires de ce dernier. On le voit, la figure de l'agent recouvre de multiples réalités et demande une étude souvent individualisée

de ses conditions d'engagement. Une étude diachronique est aussi fondamentale, car les quatre années de guerre sont marquées par des phases constantes de mobilisation et de démobilisation. Si l'on prend l'exemple de l'écrivain allemand Hermann Hesse, installé à Berne depuis 1912, son attitude se situe d'abord dans l'acceptation du conflit. Déjà âgé de 37 ans, Hesse s'annonce comme volontaire auprès de la légation, mais n'est pas déclaré apte au service. Il s'engage alors dans l'aide aux prisonniers de guerre allemands depuis Berne. Après un voyage à Stuttgart en octobre 1914 où il rencontre des permissionnaires qui lui parlent du front, Hesse se révèle de plus en plus désillusionné sur la nécessité de ce combat mortifère⁴³. Il publie alors son fameux article « O Freunde, nicht diese Töne » sur la page de titre de la *Neue Zürcher Zeitung* du 3 novembre 1914, ce qui lui vaut de grandes inimitiés dans le champ intellectuel allemand. S'il perçoit par la suite son activité au sein de la légation comme « pure de toute influence patriotique-politique », Hesse acquiert en 1917 la certitude de « servir une puissance qui ne devrait pas l'être »⁴⁴ et se refuse désormais à apporter son soutien moral à la poursuite d'une guerre qu'il estime menée par une Allemagne prussienne et militariste. Le Ministère de la guerre ordonne à Hesse de cesser toute prise de position politique suite à un article qu'il publie dans la *Neue Zürcher Zeitung* à la fin de l'année 1917⁴⁵. Hesse poursuit pourtant son activité au service des prisonniers de guerre et se retrouve même engagé, en 1919, dans une entreprise éditoriale lancée par les services littéraires de propagande du temps de guerre. Les discours et la pratique d'un agent individuel peuvent donc directement entrer en concurrence et Hesse est loin d'être un cas isolé.

Le deuxième axe d'analyse est celui des porteurs matériels de propagande. Tous les supports culturels, à de très rares exceptions près, sont engagés par les États pour atteindre l'opinion des neutres. Par ordre d'apparition, il s'agit des vecteurs d'information (la presse et ses dérivés), de réflexion (la littérature de guerre et les conférences) et de séduction (les images, les arts et le cinématographe). Ces champs s'installent donc à la croisée des réseaux médiatiques, littéraires et artistiques. Leur étude s'inscrit de ce fait dans une optique d'histoire culturelle, comprise comme une histoire sociale des représentations, pour reprendre la célèbre définition de Pascal Ory⁴⁶. Les idées abstraites que sont, en dernier lieu, les actions psychologiques de propagande sont profondément ancrées dans

un contexte d'interactions sociales dont il s'agit d'établir les contours.

Le troisième axe est justement celui des représentations. Celles-ci ne prennent pas seulement la forme d'idées rationnelles, argumentées et fondées sur les faits. Ces représentations sont aussi composées d'affects qui visent à toucher les émotions du public neutre, afin de susciter de la compassion, d'exacerber des ressentiments ou, plus modestement, d'établir une communauté de pensée transnationale. La propagande est ainsi à la fois un combat pour les cœurs et les âmes, pour reprendre une expression familière des théoriciens du *soft power*. Une remarque méthodologique doit encore être faite sur la « vérité » des messages de propagande. Dans ce combat psychologique, la véracité devient une valeur cardinale. Pour l'historien de la propagande, le travail ne consiste pas seulement à séparer le vrai du faux dans les représentations que les belligérants cherchent à imposer aux neutres, mais à tenter de déterminer quelles croyances ont été instillées dans les esprits. Comme l'écrivait Hannah Arendt au sujet du *Protocole des Sages de Sion*, l'essentiel revient à établir qu'« on a cru à ce faux. Ce fait est plus important que la circonstance (historiquement parlant, secondaire) qu'il s'agit d'un faux. »⁴⁷

Ces trois axes d'analyse sont étroitement corrélés entre eux et doivent permettre de dépasser le triptyque classique et linéaire « émetteur-message-récepteur ». Suivant les apports du sociologue Stuart Hall, le processus de communication (qu'est en dernière analyse toute action de propagande) est conflictuel et correspond à différents moments singuliers, le codage de l'émetteur et le décodage du récepteur qui, chacun, influent sur le « sens » du message⁴⁸. Cette approche dynamique semble particulièrement pertinente, car elle permet de saisir les différences de perception qui existent entre les volontés, explicites ou non, des propagandes belligérantes et les multiples réactions offertes par le public suisse. La notion de public cible amène à d'ultimes considérations méthodologiques. Seules deux catégories sont explicitement et clairement désignées par les propagandistes. Il y a d'abord les élites cultivées, que l'on peut regrouper sous la dénomination d'« intellectuels », ces « producteur[s] ou consommateur[s] d'idéologie »⁴⁹ qui pèsent sur le débat public. Cette catégorie est principalement la cible de la propagande littéraire. Certains groupes socioprofessionnels sont ainsi visés en particulier, comme les écrivains, les professeurs, les

journalistes, les maîtres d'école, les religieux, les architectes ou les avocats⁵⁰. Le second public cible qui ressort des rapports des propagandistes est moins facilement définissable. Il s'agit du « grand public », du public « non littéraire » ou des « larges masses », comme l'indiquent différents rapports allemands, qui classent sous ces dénominations aussi bien les milieux paysans et ouvriers que les femmes ou les familles. La théorie proposée par Gustave le Bon sur la *Psychologie des foules* en 1895 marque alors fortement le cadre de pensée qui structure les actions des propagandistes. Ces masses essentialisées sont perçues comme irrationnelles et passionnées, donc manipulables à loisir par des élites éclairées. Le Bon est d'ailleurs engagé comme conseiller de l'état-major français pour les questions psychologiques en 1914-1918⁵¹.

UN RICHE CORPUS DE SOURCES

La focalisation sur l'action allemande de propagande a été, en grande partie, tributaire de la richesse des fonds conservés dans les archives berlinoises. Ordonnée dans les missions diplomatiques allemandes au moment de la grève générale⁵², l'élimination des pièces compromettantes ne constitue heureusement pas un écueil insurmontable, même si les archives allemandes ont aussi souffert d'importantes destructions au cours de la Seconde Guerre mondiale. L'histoire de l'action de propagande, si proche de la clandestinité et du secret, doit accepter la présence de nombreuses zones d'ombre qui ne pourront, peut-être, jamais être levées.

Conservés aux archives fédérales allemandes, les fonds de la Zentralstelle für Auslandsdienst, la centrale berlinoise de propagande à l'étranger, constituent la matière première de cette recherche. Ils permettent de cerner le réseau mis en place entre Berlin, Berne et Zurich pour produire et diffuser des messages de propagande dans toute la Suisse⁵³. Centrale à partir de 1916-1917, la propagande culturelle est également documentée dans ces fonds. De nombreux volumes sont consacrés à des actions ponctuelles, comme l'édition de certains ouvrages de propagande ou l'engagement de personnalités suisses. Les documents conservés par les archives politiques de l'Auswärtiges Amt sont également précieux, car ils contiennent les correspondances et télégrammes échangés entre le Ministère des affaires étrangères et la légation allemande de Berne. L'influence de la presse suisse est en outre

particulièrement bien analysée par les fonds de la *Presseabteilung*⁵⁴. Quant aux documents classés sous la division « Bern », ils traitent spécialement du domaine du renseignement politique, qui se révèle souvent très proche de l'action de propagande. Les sources sont conséquentes et concernent plusieurs centaines d'agents. Les documents du contre-espionnage offrent enfin une vue détaillée des dispositifs de propagande mis en place par l'Entente.

En Suisse, les archives fédérales permettent d'esquisser les réponses données par les autorités au phénomène de propagande. Trois cartons portent spécialement sur l'action des Empires centraux, alors que six sont consacrés à celle de l'Entente. Cette différence quantitative s'explique moins par un activisme supérieur de la part de la coalition franco-britannique que par un intérêt particulier porté par l'État fédéral et son dispositif de censure sur les menées de l'Entente, au moins jusqu'à la fin de l'année 1916⁵⁵. Les mesures détaillées relatives à la censure, notamment les fonds de la Commission fédérale de contrôle de la presse, permettent de se faire une idée précise de l'interventionnisme étatique dans ce domaine. Les rapports concernant les titres individuels de la presse suisse montrent que la Confédération s'intéressait avant tout à réprimer les excès de la presse indigène, mais qu'elle ignorait en grande partie l'identité des intérêts étrangers qui dirigeaient en coulisse plusieurs publications⁵⁶. Au demeurant, Berne a très souvent joué le « coup d'après » face à un phénomène inédit et ses interventions ont fortement varié tout au long du conflit, dans un délicat jeu de balancier oscillant entre intérêt national et ménagement des puissances étrangères.

Des sondages ponctuels dans certaines archives cantonales (à Zurich, Bâle et Genève) ont permis de saisir l'application parfois délicate, au niveau régional, des mesures de contrôle de la presse⁵⁷. Enfin, certains fonds personnels (ceux des intellectuels Gonzague de Reynold et Carl Albert Loosli) et collectif (celui de la Nouvelle Société helvétique) déposés à la Bibliothèque nationale suisse offrent une première idée de la réponse offerte par la société civile aux menées des propagandes belligérantes⁵⁸. À la Bibliothèque de Genève, le fonds Jean Debrit, le principal relais de la propagande allemande en Suisse romande, s'est en revanche révélé très pauvre en révélations⁵⁹. Lié à la préparation d'une exposition et à la réalisation d'un site internet [www.14-18.ch], un important travail de recherche iconographique a été mené dans les fonds du Cabinet

des estampes de la Bibliothèque nationale, ce qui a permis d'ajouter au corpus de nombreuses productions qui n'ont pas été conservées dans les fonds précédemment mentionnés (notamment des cartes postales et des affiches⁶⁰).

Grâce à l'instauration d'un système de dépôt volontaire peu après le début du conflit, la Bibliothèque nationale possède également la grande majorité des publications, périodiques ou monographiques, éditées par des maisons suisses au cours de la guerre, ce qui a permis de sonder les centaines de titres individuels ou périodiques publiés par les belligérants au cours du conflit. Deux instruments de travail sont très utiles pour se faire une idée de la profusion de cette littérature de guerre. La Zentralstelle für Auslandsdienst a édité une liste détaillée des 574 titres individuels et des périodiques utilisés par l'Empire allemand pour sa propagande auprès des neutres⁶¹. Quant à Jean Vic, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale de Paris, il a publié en trois volumes, à partir de 1918, un *Manuel méthodique et critique des publications de langue française*⁶². Enfin, deux journaux de guerre ont été particulièrement précieux pour établir les réseaux personnels tissés entre les diplomates et les intellectuels suisses et étrangers au cours de la guerre. Le premier est l'œuvre du comte Harry Kessler, responsable de la propagande artistique allemande⁶³. Le second est celui de l'écrivain français Romain Rolland, qui séjourne en Suisse tout au long de la guerre et devient une figure emblématique de la « dissidence » pacifiste suite à son article « Au-dessus de la mêlée », paru dans le *Journal de Genève* du 22-23 septembre 1914⁶⁴.

Durant le conflit déjà, des études sont parues pour dénoncer la place occupée par les propagandes dans le contexte intellectuel suisse. Plusieurs d'entre elles sont des armes de combat financées par les belligérants pour dénoncer les manœuvres d'influence menées par leurs adversaires. Les liens entre l'étude de Loosli de 1918 et la légation britannique ont déjà été mentionnés. Parue également en 1918, une publication à charge de Karl Hänggi, un auteur suisse engagé par les services français, donne d'utiles précisions sur les relations entre *La propagande allemande et la presse suisse*⁶⁵. Cette même année, le comte Harry Kessler rend un rapport publié par la Chancellerie impériale, qui s'intitule la *Propagande artistique ennemie en Suisse*⁶⁶. Si le caractère d'arme de combat de ces différentes études demande une mise à distance critique, ces dernières n'en demeurent pas moins des sources fondamentales pour cette recherche. Leurs

auteurs sont souvent bien informés grâce à l'ampleur des réseaux de contre-espionnage mis en place en Suisse.

Dans l'entre-deux-guerres, la plupart des intellectuels suisses préfèrent fermer les yeux et ne pas revenir sur une période peu glorieuse pour leur statut d'indépendance. Seule une publication polémique a été localisée. Dans cet *Examen de conscience* de 1924, Aldo Dami dénonce notamment l'«abominable vénalité» de la presse romande durant le conflit⁶⁷. Le journaliste genevois s'en prend, avec raison, à l'or allemand injecté dans *La Nation* ainsi qu'à l'or français placé dans la *Tribune de Genève*, sans préciser toutefois les noms des protagonistes. Les sources rétrospectives produites par les propagandistes étrangers sont en revanche beaucoup plus nombreuses. Elles restent délicates à manier, car leurs auteurs suivent une logique de légitimation de leur action passée. Un exemple est donné par les *Mémoires de guerre* de Matthias Erzberger, publiés en français en 1921. Erzberger disposait d'un bureau de propagande semi-officiel durant le conflit⁶⁸. Le politicien du *Zentrum* catholique, signataire de l'armistice de Compiègne, est alors la bête noire des milieux conservateurs allemands, dont l'influent économiste Karl Helfferich, et d'incessantes polémiques tentent de le rendre responsable de l'échec de la propagande allemande. Il est assassiné par des militants nationalistes en 1921.

Enfin, l'expérience de la Grande Guerre provoque l'ouverture d'un nouveau champ de recherche consacré à la propagande. Certes, des réflexions sont menées durant le conflit déjà par certains acteurs⁶⁹. Mais la construction de la légende du «coup de poignard dans le dos» (*Dolchstosslegende*) reste déterminante. Ce mythe est construit dans l'immédiat après-guerre par les responsables de l'armée allemande pour désengager leur responsabilité dans la défaite militaire et pointer du doigt celle des politiques, de l'arrière et de ses éléments «subversifs». L'expression apparaît d'ailleurs pour la première fois dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 17 décembre 1918, dans un article où l'état-major allemand la prête à un général anglais⁷⁰. L'action de propagande est directement concernée par cette légende: dans ses *Mémoires de guerre*, l'ancien quartier-maître général Erich Ludendorff rend l'image d'une propagande britannique toute-puissante face aux défaillances de l'action impériale⁷¹. Hitler reprendra cette idée de façon quasiment identique dans *Mein Kampf*. Des scientifiques allemands (Johann Plenge, Edgar Stern-Rubarth, Hans Domizlaff)

entement alors de nombreuses recherches conceptuelles pionnières consacrées à la propagande, qui seront élargies par des chercheurs américains comme Walter Lippmann et Edward Bernays. Ce champ de recherche s'institutionnalise définitivement avec les travaux de Paul Felix Lazarsfeld et surtout ceux d'Harold D. Lasswell aux États-Unis⁷².

LE SURSAUT HISTORIOGRAPHIQUE DU CENTENAIRE

Jusqu'à très récemment, la Suisse de 1914-1918 restait un sujet qui avait relativement peu retenu l'attention des historiennes et historiens. Avant 2013, la seule monographie synthétique sur le sujet était l'œuvre du Bernois Jacob Ruchti, publiée en 1928 et 1930⁷³, un ouvrage réalisé sur commande du service allemand de propagande en 1917. Depuis, Georg Kreis a publié une nouvelle synthèse. Signe de l'absence d'une culture historiographique récente de la Grande Guerre en Suisse, son livre dépend fortement de travaux datés d'il y a plus de trente ans⁷⁴.

Ces propos doivent cependant être nuancés en ce qui concerne une histoire politique, militaire et économique du conflit. Dans un récent article-bilan, Béatrice Ziegler et Konrad Kuhn ont montré que l'histoire suisse de la guerre a été imprégnée, jusque dans les années 1970, par une narration centrée sur la neutralité armée et la cohésion nationale du pays, en héritage direct des recherches de Jacob Ruchti⁷⁵. L'histoire sociale et économique a cependant ouvert par la suite de nouvelles pistes de recherche avec les travaux pionniers de Willi Gautschi sur la grève générale de 1918 et ceux d'Heinz Ochsenein et de Pierre Luciri sur la politique économique de la Suisse. Cette approche a été depuis bien approfondie et doit nuancer une trop sombre perception de l'état des recherches. L'attitude des responsables de l'armée suisse est bien documentée et le nombre important de travaux de mémoires – plus d'une cinquantaine depuis les années 2000 – doit également être mentionné.

Au demeurant, le centenaire de la Première Guerre mondiale est en train de provoquer une révision attendue de ce champ de recherche. Les tendances actuelles sont marquées à la fois par des optiques transnationales⁷⁶, culturelles⁷⁷ et régionales⁷⁸, ce qui est loin de constituer une exception helvétique, mais renvoie bien plus aux orientations dominantes du champ de recherche international.

Celui-ci a connu depuis plus d'une vingtaine d'années un renouvellement important des approches, qui s'est cristallisé autour du concept très discuté mais fécond de « culture de guerre », pour mener de nouvelles recherches, anthropologiques, sociales et culturelles, sur les sociétés en guerre. D'après Antoine Prost et Jay Winter, qui utilisent l'expression au pluriel, les « cultures de guerre » sont un « amalgame d'éléments de toutes sortes, les uns matériels, les autres discursifs, par lesquels les groupes sociaux et les individus ont donné sens à la guerre et adapté leurs vies et leur langage à la situation qu'elle a créée »⁷⁹. Si les disputes autour de prétendues écoles de la « contrainte » et du « consentement » semblent aujourd'hui dépassées, l'approche culturelle de la guerre domine actuellement le champ académique international. Ce courant a également décloisonné les approches nationales au profit d'études transnationales et globales du phénomène guerrier, comme en témoignent les trois volumes de la *Cambridge History of the First World War* parus à l'occasion du centenaire⁸⁰. Sous l'impulsion de l'Historial de Péronne, le phénomène de propagande, face institutionnalisée des « cultures de guerre », a été traité par de nombreuses études fondatrices⁸¹.

En Suisse, les approches culturelles sont restées dans l'arrière-plan des intérêts historiographiques. Plusieurs études ponctuelles permettent cependant d'établir les lignes de force du paysage médiatique et intellectuel de la Confédération dans ces années de trouble. Les articles de Pierre du Bois sont primordiaux pour saisir les multiples réalités du « fossé » moral surgissant entre Alémaniques et Latins⁸². Le champ médiatique, bien balisé, notamment par les recherches d'Alain Clavier, aide à la compréhension des polémiques de presse entre organes francophiles et germanophiles. Quant à l'histoire des intellectuels, de nombreuses études collectives et biographiques permettent de dégager les positionnements des principaux facteurs d'opinion, à l'instar de la biographie de Gonzague de Reynold par Aram Mattioli ou des travaux de Gérald Arlettaz sur la Nouvelle Société helvétique, pour ne mentionner que deux exemples. Un mémoire de licence de Stephan Winkler permet de surcroît de suivre l'évolution du cercle germanophile qui se développe autour du pasteur Eduard Blocher⁸³. Un cas particulier est représenté par la littérature historique, abondante, qui se consacre aux réseaux d'exilés « dissidents » actifs en Suisse, dont la figure incontournable reste Romain Rolland. Concernant la réaction

culturelle de l'État fédéral, les travaux pionniers menés par Hans Ulrich Jost illustrent la naissance progressive d'une politique culturelle de la Confédération. Enfin, la censure fédérale des écrits et des images a été étudiée par différents travaux de mémoire récents⁸⁴.

Sur la question précise des propagandes belligérantes, l'historiographie a ouvert d'intéressantes pistes de recherche. La propagande française vers la Suisse a fait l'objet d'un chapitre de la volumineuse thèse de Jean-Claude Montant⁸⁵. Le mémoire de licence de Pascal Bongard apporte un complément bienvenu, car il utilise les sources laissées par l'écrivain Guy de Pourtalès, actif en Suisse au cours du conflit, notamment en lien avec la prise de contrôle de la *Tribune de Genève*⁸⁶. Les connexions des maisons d'édition Payot à Lausanne et Attinger à Neuchâtel avec le Quai d'Orsay sont également détaillées par la thèse de François Vallotton⁸⁷. Quant à l'action allemande de propagande en Suisse, elle a moins retenu l'attention des historiennes et historiens, à l'exception de quelques angles particuliers. Peter Grupp et Alexandre Kostka se sont intéressés à la propagande artistique dirigée par le comte Kessler à partir de 1916 et Sophie Ding-Guccione a détaillé le financement allemand d'un journal genevois, *L'Indépendance helvétique*⁸⁸. Quant à Alfred E. Senn, spécialiste de la Russie, il a mis en lumière les relations de la propagande allemande avec les militants des nationalités et les Zimmerwaldiens en Suisse⁸⁹. Le court chapitre concernant la Suisse dans l'étude que Stefan Kestler consacre à la propagande allemande auprès des neutres doit également être mentionné⁹⁰.

Les dispositifs de propagande que les Austro-Hongrois, les Britanniques, les Italiens ou les Russes établissent en Suisse restent de leur côté largement méconnus⁹¹. Les études de Dieter Riesberger, Martin Korol et Landry Charrier permettent toutefois de localiser les relais de la propagande de l'Entente au sein de l'émigration allemande, alors qu'Erwin Marti décrit l'engagement de Carl Albert Loosli au service de la propagande britannique⁹². L'action du dispositif américain de propagande à la fin de la guerre est connue grâce à une recherche récemment menée par Christophe Schuwey⁹³. Ces différentes études n'évoquent qu'occasionnellement les échos que provoquent les propagandes sur l'opinion publique helvétique. Cette recherche cherchera ainsi à articuler au plus près l'action des propagandes belligérantes avec les réactions du public cible helvétique.

La bataille des propagandes sur sol suisse concerne de plus plusieurs États et ne doit pas se cloisonner à une approche de relations entre un pays émetteur et un pays récepteur. Cette ouverture de la focale est aussi souhaitable entre les différents territoires qui n'ont pas pris part au conflit militaire. Des transferts culturels ont eu lieu entre les opinions neutres, sous le regard intéressé des propagandes belligérantes. En Europe, si l'on exclut le Liechtenstein et le Saint-Siège, seuls la Suisse, les Pays-Bas, les monarchies scandinaves (Norvège, Suède, Danemark) et l'Espagne ne s'engagent pas militairement dans le conflit⁹⁴. Pour l'Allemagne, ces terres constituent une voie de passage obligée pour atteindre les pays ennemis et ceux d'outre-mer, car l'empire s'est rapidement retrouvé isolé sur le plan médiatique suite à la coupure, le 5 août 1914, de ses cinq câbles transatlantiques par le Royaume-Uni⁹⁵. Le combat institutionnel des propagandes relie ainsi, sur le plan culturel, des États neutres situés à la périphérie de la guerre, mais non en dehors de cette dernière. Cette recherche sera attentive aux expériences lancées par l'Allemagne en Suisse avant d'être reprises au sein d'autres territoires neutres. Les deux études de Nicole K. Eversdijk et Jens Albes, menées respectivement sur la propagande allemande aux Pays-Bas et en Espagne, sont dès lors particulièrement utiles⁹⁶. Un cas particulier est encore représenté par l'Italie, qui passe les premiers mois de la guerre comme neutre « temporisateur » avant de s'engager dans le conflit. Patrick Ostermann a analysé le « duel » auquel se sont livrées les propagandes des deux blocs pour faire basculer l'opinion italienne dans leur camp⁹⁷. L'intérêt qui entoure depuis quelques années le vécu des sociétés non belligérantes permettra d'aborder un champ transnational, celui de la propagande auprès des neutres, qui ne peut se limiter aux seules relations bilatérales.

NOTES DE L'INTRODUCTION

1. *Berner Intelligenzblatt*, « Abendunterhaltung und Modenschau », 3 septembre 1917.
2. Harry Graf Kessler, *Das Tagebuch 1916-1918*, Stuttgart: Cotta, 2006, entrée du 1^{er} septembre 1917, p. 153.
3. Edgar Junod, « L'infiltration allemande », *Gazette de Lausanne*, 8 juin 1917.
4. Voir les documents comptables de Politisches Archiv des Auswärtigen Amt, Berlin (ci-après PA), Bern 1378, Einmalige deutsche Unternehmungen in der Schweiz, 1917-1918.
5. Voir Olivier Forcade, « Information, censure et propagande », in *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris: Bayard, 2004, pp. 451-466.
6. La notion de « culture de guerre » a d'abord été définie, au singulier, par Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau comme « le champ de toutes les représentations de la guerre forgées par les contemporains : de toutes les représentations qu'ils se sont données de

l'immense épreuve, pendant celle-ci d'abord, après celle-ci ensuite.» Voir Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, « Violence et consentement », in *Pour une histoire culturelle*, Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.), Paris: Seuil, 1997, p. 252.

7. PA, R11406, Dietrich von Bethmann Hollweg au chancelier impérial, Berne, 2 juin 1917.

8. Cité par Christophe Prochasson dans sa préface à Romain Rolland, *Au-dessus de la mêlée*, Paris: Payot/Rivages, 2013, p. 19.

9. Cité par Kurt Flasch, *Die geistige Mobilmachung. Die deutschen Intellektuellen und der Erste Weltkrieg*, Berlin: A. Fest Verlag, 2000, p. 20.

10. Stéphane Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants*, Paris: Arman Colin, 2004, p. 18.

11. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, Paris: Gallimard, 2000, pp. 155-156.

12. Pour une mise à jour récente et synthétique de ce double mouvement, voir Anne Rasmussen, « Mobilising minds », *The Cambridge history of the First World War*, Jay Winter (éd.), vol. 2, Cambridge: Cambridge University Press, 2014, pp. 390-417.

13. Gonzague de Reynold, « L'indépendance intellectuelle de la Suisse », *Annales fribourgeoises*, N° 5, septembre-octobre 1916, pp. 195-196.

14. John Horne, « Introduction », in *Vers la guerre totale. Le tournant de 1914-1915*, Paris: Tallandier, 2010, p. 12.

15. Maurice Millioud, « La guerre de plume », *Gazette de Lausanne*, 20 septembre 1914.

16. Carl Albert Loozli, *La Suisse et ses rapports avec l'étranger*, Neuchâtel: Delachaux & Niestlé, 1917, p. 24.

17. Voir à ce sujet Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, *op. cit.*, pp. 27-126.

18. Jean-Claude Montant, « Guerre subversive et propagande », in *La Première Guerre mondiale*, Paul-Marie de La Gorce (dir.), vol. 2, Paris: Flammarion, 1991, p. 324.

19. Stefan Zweig, *Journaux: 1912-1940*, Paris: Belfond, 1986, note du 5 janvier 1915, pp. 90-91.

20. L'expression est tirée de Raoul Mortier, *Au tribunal des neutres. À la gloire de la France*, Paris: Dunot et Pinat, 1917.

21. Hermann Schoop, « Unsere Presse und der Weltkrieg », *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 1917.

22. Il existe de nombreuses définitions du phénomène. L'une des plus récentes est signée par Fabrice d'Almeida, pour qui la propagande consiste en « un ensemble de stratégies, de moyens et d'outils et/ou un système d'organisation qui vise à transformer les idées, les représentations et les comportements d'une population donnée ». Voir Fabrice d'Almeida, *Une histoire mondiale de la propagande, de 1900 à nos jours*, Paris: La Martinière, 2013, p. 6.

23. Stéphane Audoin-Rouzeau, « Bourrage de crâne et information en France en 1914-1918 », in *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Nanterre: Centre d'histoire de la France contemporaine, 1990, pp. 163-174.

24. Fabrice d'Almeida, « Propagande. Histoire d'un mot disgracié », *Mots. Les langages du politique*, N° 69, 2002, p. 142.

25. Bundesarchiv, Berlin-Lichterfelde (ci-après BAr), R901/72438, Rapport de la Zentralstelle für Auslandsdienst, Berlin, 15 octobre 1916.

26. Fabrice d'Almeida, *Une histoire mondiale de la propagande...*, *op. cit.*, p. 6.

27. Jacques Ellul, *Histoire de la propagande*, Paris: PUF, 1967, pp. 104 ss.

28. Jean-Jacques Becker, *L'Europe dans la Grande Guerre*, Paris: Belin, 1996, p. 133.

29. Voir Dominique Kalifa, *La culture de masse en France*, Paris: La Découverte, 2001, p. 111; Christophe Charle, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris: Seuil, 2004.

30. Concernant le concept de relations culturelles internationales, voir Pierre Milza, « Culture et relations internationales », *Relations internationales*, N° 24, 1980-1981, pp. 361-379.

31. Voir Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France pendant la Première Guerre mondiale: l'exemple de quelques neutres européens*, Lille: Atelier national de reproduction des thèses, 1988, ici pp. 967-1246.

32. Jean-Jacques Becker, « L'opinion publique: un populisme? », *Vingtième siècle*, N° 56, 1997, p. 92.

33. Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième siècle*, N° 18, 1988, p. 103.

34. *Idem.*

35. André Oltramare, *L'indépendance de notre presse (1914-1916)*, Genève: Sonor, 1917, p. 3.
36. Laurent Gervereau, *Les images qui mentent. Histoire du visuel au XX^e siècle*, Paris: Seuil, 2000, p. 89.
37. Jean-Jacques Becker, «L'opinion publique: un populisme?», *op. cit.*, p. 95.
38. Romain Rolland, «Au-dessus de la mêlée», *Journal de Genève*, 22 septembre 1914.
39. Consulter John Horne (éd.), *State, Society and Mobilisation in Europe during the First World War*, Cambridge: Cambridge University Press, 1997.
40. Pierre Laborie, *op. cit.*, pp. 105 ss.
41. Voir Alain Clavien, «Les intellectuels suisses et la Grande Guerre: un engagement vigoureux», in *14/18. La Suisse et la Grande Guerre*, Roman Rossfeld, Thomas Buomberger, Patrick Kury (éds), Baden: Hier und jetzt, 2014, pp. 102-123.
42. Stéphane Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants*, *op. cit.*, p. 213.
43. Anne-Marie Saint-Gille, «À la recherche de nouveaux paradigmes politico-religieux: Hermann Hesse, Annette Kolb et Romain Rolland face à la Grande Guerre», in *Écritures franco-allemandes de la Grande Guerre*, Arras: Artois Presses Université, 1996, p. 70.
44. Lettre de Hermann Hesse à Max Bucher, Berne, 25 décembre 1917, citée dans Hermann Hesse, *Gesammelte Briefe*, vol. 1: 1895-1921, Francfort: Suhrkamp, 1973, pp. 366-368.
45. Hermann Hesse, «Soll Friede werden?», *Neue Zürcher Zeitung*, 30 décembre 1917.
46. Pascal Ory, «L'histoire culturelle de la France contemporaine, question et questionnement», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, N° 16, 1987, pp. 67-82.
47. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme. Sur l'antisémitisme*, Paris: Seuil, 1984, p. 31, cité par Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, «Introduction», in *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, Paris: La Découverte, 2004, p. 24. Voir à ce sujet le riche article de John Horne, «Propagande et «vérité» dans la Grande Guerre», in *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, *op. cit.*, pp. 77-95.
48. Stuart Hall, «Kodieren/Dekodieren», in *Cultural Studies. Grundlagentexte zur Einführung*. Lüneberg: Zu Klampen, 1999, pp. 92-110.
49. Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris: A. Colin, 2002, p. 10.
50. Voir par exemple BAR, R901/72023, Hans Attenberger à la NA, Zurich, 4 février 1918.
51. Thymian Bussemer, *Propaganda: Konzepte und Theorien*, Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, p. 433. Cf. Gustave Le Bon, *Enseignements psychologiques de la guerre européenne*, Paris: Flammarion, 1917.
52. Voir par exemple BAR, R901/72022, Adolf Müller (Légation) à l'AA, Berne, 11 juillet 1919.
53. Voir notamment les cotes centrales BAR, R901/72166 à 72169 et 71084, Propaganda in der Schweiz, 1915-1919; R901/71085 à 71086 et 72022, Propagandatätigkeit Attenbergers, 1915-1919.
54. Voir notamment PA, R11416-11419, Die schweizerische Presse, 1909-1919; R121000 à 1210006, Presse- und Nachrichtendienst, 1915-1919; R122982-122983, Beeinflussung der Schweizer Presse, 1915-1918.
55. La dénomination de ces dossiers est, en outre, révélatrice du parti pris de leur contenu, puisqu'elle amalgame la propagande faite contre les Empires centraux à une action menée contre la Suisse: AFS, E27/13892, Propaganda gegen die Zentralmächte und die Schweiz, 6 vol., 1914-1918; E27/13893, Propaganda gegen die Entente, 3 vol., 1914-1918.
56. AFS, E27/13729 à 13867, Kontrolle, Verwarnung, Untersuchung und Suspendierung einzelner Zeitungen wegen neutralitätswidrigen Veröffentlichungen, 1914-1918.
57. Staatsarchiv des Kantons Zürich (ci-après SKZ), P 239.14 (5) Verordnungen und Beschlüsse betr. Pressekontrolle während der Kriegswirren, 1914-1916; Staatsarchiv des Kantons Basel (ci-après SKBa), POLIT JJ 4, Weltkrieg 1914-1918, Presse, Kriegsliteratur, Bilder, Vorträge, 1914-1919; Archives d'État du Canton de Genève (ci-après AEG), Département de justice et police, T Ri/33-3 à 33-4, Contrôle de l'information et de la presse, 1914-1916.
58. Archives littéraires suisses (ci-après ALS), Berne, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. cop. I à V, 1914-1918; Nachlass Carl Albert Loosli, B-01 et B-02, Briefe von und an C.A. Loosli; Bibliothèque nationale (ci-après BN), Cabinet des Estampes, Fonds Nouvelle Société helvétique.

59. Bibliothèque universitaire de Genève (ci-après BGE), Papiers Jean Debrüt et Agnès Vogel, 2001/34 et 2002/18 (en préarchivage).
60. BN, Cabinet des Estampes, blau VIII Gestelle 10/11 Ansichtskarten Kriegspostkarten, Militär, Soldatenkarten, Allegorisches, Satire; SNL_GUER_1 à SNL_GUER_199, Affiches.
61. Zentralstelle für Auslandsdienst, *Alphabetisches und Systematisches Verzeichnis der von der Zentralstelle für Auslandsdienst vom Oktober 1914 bis Ende März 1918 verbreiteten Drucksachen*, slnd.
62. Jean Vic, *La littérature de guerre*, 3 vol., Paris: Les Presses françaises, 1918-1923.
63. Harry Klemens Ulrich von Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit.
64. Romain Rolland, *Journal des années de guerre 1914-1919. Notes et documents pour servir à l'histoire morale de l'Europe de ce temps* (ci-après JAG), texte établi par Marie Romain Rolland, Paris: Albin Michel, 1952.
65. Karl Hänggi, *La propagande allemande et la presse suisse*, Laupen: Société polygraphique, 1918.
66. Harry Graf Kessler, *Feindliche Kunstpropaganda in der Schweiz*, Berlin: Reichskanzlei, [1918].
67. Aldo Dami, *Examen de conscience. La presse romande*, Genève: Jornot, 1924, pp. 9-10. L'expression « abominable vénalité » est reprise d'une série d'articles publiés par Boris Souvarine dans *L'Humanité* en 1923, qui dénonce la corruption de la presse française par des crédits russes dans l'avant-guerre. Voir Fabrice d'Almeida, Christian Delporte, *Histoire des médias en France, de la Grande Guerre à nos jours*, Paris: Flammarion, 2010, p. 57.
68. Matthias Erzberger, *Souvenirs de guerre*, Paris: Payot, 1921.
69. Pour le cas allemand, mentionnons Paul Eltzbacher, *Die Presse als Werkzeug der auswärtigen Politik*, Jena: Eugen Diederich, 1918; Albert Haas, *Die Propaganda im Ausland. Beobachtungen und Erfahrungen*, Weimar, 1916.
70. Horst Müller, *La République de Weimar*, Paris: Tallandier, 2005, p. 83.
71. Erich Ludendorff, *Meine Kriegserinnerungen: 1914-1918*, Berlin: E. S. Mittler, 1919, pp. 285 et 303.
72. Thymian Bussemer, op. cit., pp. 102 ss. Voir l'ouvrage classique de Harold D. Lasswell, *Propaganda Technique in First World War*, Massachussets: M.I.T. Press, 1971 [1^{re} éd.: 1927].
73. Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz während der Weltkriege 1914-1919. Politisch, wirtschaftlich und kulturell*, Berne: Paul Haupt, 2 vol., 1928 et 1930.
74. Georg Kreis, *Insel der unsicheren Geborgenheit. Die Schweiz in den Kriegsjahren 1914-1918*, Zurich: Neue Zürcher Zeitung, 2013. Les études de référence de Max Mittler, de Hans Ulrich Jost ou de Roland Ruffieux enchâssent pour leur part la période de la Grande Guerre dans un panorama plus vaste: Max Mittler, *Der Weg zum Ersten Weltkrieg: wie neutral war die Schweiz?*, Zurich: Neue Zürcher Zeitung, 2003, pp. 595 ss; Hans Ulrich Jost, « Menace et repliement, 1914-1945 », in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne: Payot, 1983, pp. 91-173; Roland Ruffieux, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne: Payot, 1974, pp. 9-74.
75. Konrad J. Kuhn, Béatrice Ziegler, « Dominantes Narrativ und drängende Forschungsfragen. Zur Geschichte der Schweiz im Ersten Weltkrieg », *Traverse*, N° 3, 2011, pp. 123-141.
76. 14-18. La Suisse et la Grande Guerre, op. cit.; « 1914-1918: Nouvelles approches et perspectives de recherche en Suisse », *Revue suisse d'histoire*, N° 3, 2013, pp. 337-535.
77. *Der vergessene Krieg: Spuren und Traditionen zur Schweiz im Ersten Weltkrieg*, Konrad Kuhn, Béatrice Ziegler (dir.), Baden: Hier und jetzt, 2014.
78. Notamment *Kriegs- und Krisenzeit. Zürich während des Ersten Weltkriegs*, Erika Hebeisen et al., Zurich: Chronos, 2014; *1914-1918/1919: die Otschweiz und der Grosse Krieg*, Johannes Huber et al., Saint-Gall: Historischer Verein des Kantons St. Gallen, 2014.
79. Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Essai d'historiographie*, Paris: Seuil, 2004, p. 218.
80. *The Cambridge History of the First World War*, Jay Winter (éd.), 3 vol., Cambridge: Cambridge University Press, 2014.
81. Le lecteur se référera à trois articles synthétiques et à leurs références bibliographiques: Anne Rasmussen, « Mobilising minds », op. cit.; Michael Jeismann, « Propaganda », in *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*, Gerhard Hirschfeld et al., Paderborn: Schöningh, 2004, pp. 198-209; Olivier Forcade, « Information, censure et propagande », op. cit.

82. Voir notamment Pierre du Bois, « Mythe et réalité du fossé pendant la Première Guerre mondiale », *Union et division des Suisses*, Lausanne : L'Aire, 1983, pp. 65-91.

83. Stephan Winkler, *Die « Stimmen im Sturm » (1915-1916) und die « Deutschschweizerische Gesellschaft » (1916-1922)*, Bâle : Lizentiatsarbeit, 1983.

84. Par exemple, Gion Caviezel, Markus Näpflin, *Die Zensur der Schweizer Presse im Ersten Weltkrieg*, Berne : Lizentiatsarbeit, 2005.

85. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, pp. 967-1246.

86. Pascal Bongard, *L'autre guerre. Intellectuels et propagande française en Suisse pendant la Grande Guerre*, Université de Fribourg, mémoire de licence, 1996.

87. François Vallotton, *L'édition romande et ses acteurs, 1850-1920*, Genève : Slatkine, 2001, pp. 295-308.

88. Voir Peter Grupp, « Voraussetzungen und Praxis deutscher amtlicher kulturpropaganda in den neutralen Staaten während des Ersten Weltkrieges », *Der Erste Weltkrieg: Wirkung, Wahrnehmung, Analyse*, Munich : Piper, 1994, pp. 799-820; Alexandre Kostka, « Sur deux fronts, Harry Kessler et la propagande culturelle allemande en Suisse », in *Écritures franco-allemandes de la Grande Guerre*, *op. cit.*, pp. 83-108; Sophie Ding Guccione, *La plume et l'encre pour l'honneur du Reich. La propagande allemande en Suisse pendant la Grande Guerre. Le cas de l'« Indépendance helvétique »*, Université de Fribourg, mémoire de licence, 2003.

89. Alfred Erich Senn, *The Russian revolution in Switzerland 1914-1917*, Londres : University of Wisconsin Press, 1971.

90. Stefan Kestler, *Die deutsche Auslandsaufklärung und das Bild der Ententemächte im Spiegel zeitgenössischer Propagandaveröffentlichungen während des Ersten Weltkrieges*, Berne : Peter Lang, 1994, pp. 93-110.

91. Des pistes de recherche sont notamment données par Michael L. Sanders et Philip M. Taylor, *British propaganda during the First World War*, Londres : Macmillan Press, 1982; Peter Schubert, *Die Tätigkeit des k.u.k. Militärattachés in Bern während des Ersten Weltkrieges*, Osnabrück : Biblio Verlag, 1980.

92. Dieter Riesenberger, « Deutsche Emigration und Schweizer Neutralität im Ersten Weltkrieg », *Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte*, N° 2, 1988, pp. 127-150; Martin Korol, *Dada, Præxil und die Freie Zeitung, 1916-1919*, Brème : Dissertation, 1997; Landry Charrier, *Penser et dire la paix depuis la Suisse, de la Grande Guerre à Locarno*, vol. 2, Université Lumière-Lyon 2, thèse d'habilitation, 2015; Erwin Marti, *Carl Albert Loosli 1877-1959, Im eignen Land verbannt*, vol. 3/1, Zurich : Chronos, 2009.

93. Christophe Schuwey, « To get the truth about America into Germany ». *La propagande américaine en Suisse durant la Première Guerre mondiale, 1917-1919*, Université de Fribourg, mémoire de master, 2013.

94. Sur les pays neutres, voir Samuël Kruizinga, « Neutrality », *The Cambridge history of the First World War*, *op. cit.*, vol. 3, pp. 542-575.

95. Daniel R. Headrick, *The Invisible Weapon. Telecommunications and International Politics, 1851-1945*, New York : Oxford University Press, 1991, p. 141.

96. Nicole P. Eversdijk, *Kultur als politisches Werbemittel: ein Beitrag zur deutschen kultur- und pressepolitischen Arbeit in den Niederlanden während des Ersten Weltkrieges*, Münster : Waxmann, 2010; Jens Albes, *Worte wie Waffen. Die deutsche Propaganda in Spanien während des Ersten Weltkrieges*, Essen : Klartext, 1996. Voir aussi, au sujet de la Scandinavie, l'introduction d'un ouvrage collectif récent : *Scandinavia in the First World War: studies in the war experience of the Northern neutrals*, Claes Ahlund (éd.), Lund : Nordic Academic Press, 2012, pp. 9-56.

97. Patrick Ostermann, *Duell der Diplomaten: die Propaganda der Mittelmächte und ihrer Gegner in Italien während des Ersten Weltkrieges*, Weimar : Verlag und Datenbank für Geisteswissenschaften, 2000.

PARTIE 1

ENTRE DISCORDE ET CONCORDE

1. LES POMMES DE LA DISCORDE

Sommes-nous une nation? Si oui, nous devons avoir et développer un esprit national. Ou bien ne sommes-nous que des fragments de trois grandes nationalités, fragments rattachés par le seul lien politique des institutions républicaines?

Ernest Bovet, 1909¹

Espace plurilingue enchâssé dans l'Europe des impérialismes triomphants, la Suisse de la Belle Epoque est une terre d'acculturation des influences étrangères. Le conflit qui éclate en août 1914 pose dès lors de façon impérative la question des rapports de parenté à l'égard de l'étranger. La tension porte avant tout sur la forte influence de l'Allemagne en Suisse, dans un pays dominé par sa composante germanophone (63% de la population en 1910, contre 19% de Romands et 7% de Tessinois²). Avec le « nouveau cours » voulu par Guillaume II à partir de 1890, les avancées sociales, économiques et culturelles de l'Allemagne unifiée fascinent de nombreuses élites alémaniques. Celles-ci formeront un terreau favorable à l'épanouissement de la propagande allemande une fois le conflit lancé. « Nulle part, peut-être, la cause germanique ne jouissait de sympathies plus actives dans les milieux influents »³, estimera le propagandiste français René Massigli en 1918, jugeant que la Suisse de 1914 était une « terre d'élection » pour la propagande allemande.

Bien entendu, les représentations que les Suisses se font de l'Allemagne, depuis la fin du Kulturkampf, varient selon les régions, les classes sociales et les positionnements politiques. En Suisse romande et au Tessin, mais aussi chez certaines élites alémaniques, des craintes apparaissent face aux ambitions impérialistes de la

Weltpolitik wilhelmienne⁴. En 1902, lorsque le professeur bernois Ferdinand Vetter déclare à Nuremberg que la « Suisse est une province allemande », il provoque une affaire intérieure qui fait scandale⁵. D'aucuns dénoncent dès lors la « pénétration pacifique »⁶ de l'Allemagne en Suisse. Le malaise intérieur qui met à mal l'unité de la Suisse en août 1914 révèle des tensions longtemps contenues dans l'avant-guerre.

LA FORCE D'ATTRACTION ALLEMANDE

L'Allemagne dispose d'interactions fécondes avec la Suisse dans l'immédiat avant-guerre. Sur le plan économique d'abord, l'Empire devient le premier partenaire commercial de la Confédération en 1911-1913, fournissant le tiers des importations⁷. Des filiales de sociétés allemandes, comme celles de l>Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft que dirige le consul allemand de Lausanne, sont créées en Suisse romande et provoquent un certain sentiment de défiance⁸. Une certaine germanophobie est également présente au sein de la population tessinoise. Son économie s'estime discriminée par rapport à la majorité alémanique. Des intellectuels tessinois s'en prennent à la « germanisation » du Tessin, se retrouvant notamment autour de la nouvelle section de la Società Dante Alighieri. Composée de 6000 personnes en 1910, la colonie alémanique agace par ses propensions autarciques. En 1912, un palier est franchi avec le lancement d'une revue, *L'Adula*, qui plaide pour le renforcement des liens entre le Tessin et l'Italie. Le ton provocateur de cette publication éveille l'intérêt du Ministère public, qui contacte le gouvernement tessinois en 1914⁹. Ces tensions intérieures sont étroitement mêlées à des considérations internationales.

Les polémiques qui entourent la signature de la Convention du Gothard soulignent ce malaise grandissant à l'encontre de la puissance germanique. En octobre 1909, la Suisse rachète cette ligne ferroviaire de première importance et signe une convention avec l'Allemagne et l'Italie, qui avaient financé les deux tiers de sa construction. Les autorités concèdent des tarifs préférentiels à Berlin et Rome sur l'ensemble du réseau pour le trafic de transit, avec l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée sur les droits de douane. Les protestations sont nombreuses. Les premières voix critiques sont alémaniques, avant d'être amplifiées par la Suisse

romande¹⁰. En mars 1913, une manifestation réunit 12 000 personnes à Lausanne. Une pétition signée par 116 000 citoyens – dont deux tiers sont alémaniques – dénonce une perte de souveraineté économique. Elle ne parvient pas à bloquer la ratification de la convention par les Chambres fédérales les 4 et 9 avril 1913. Un comité vaudois lance en réaction une initiative de référendum facultatif en matière de traités internationaux. Il n'accepte pas les concessions accordées par la Convention du Gothard, alors qu'un accord similaire, la Convention du Simplon, n'avait pas offert les mêmes avantages à l'Italie et à la France¹¹. Le *Bund* dénonce ces démonstrations romandes. «Le chauvinisme de race échauffé jusqu'à l'effervescence célèbre ses orgies»¹², s'emporte le quotidien bernois. Cette réaction du *Bund*, considéré comme le porte-voix du gouvernement, symbolise l'exaspération d'une majorité radicale échaudée par les nombreux référendums lancés par les libéraux-conservateurs romands. Le conflit de la Convention du Gothard alimente la défiance romande à l'encontre de l'Allemagne et des autorités fédérales. Une revue satirique genevoise publie par exemple une caricature où le tunnel du Gothard est gardé par un Guillaume II menaçant. Le sous-titre indique le «trionphe du patriotisme fédéral.»¹³ Cette suspicion est renforcée par la perte du deuxième siège romand au Conseil fédéral après la mort de Louis Perrier en mai 1913. La guerre qui éclate gèle provisoirement l'initiative romande, qui sera largement acceptée en 1921.

L'influence germanique est également due à la forte colonie allemande établie en Suisse. En 1910, les Allemands représentent 40 % de l'ensemble des étrangers, soit environ 220 000 personnes¹⁴. Il s'agit de la plus forte colonie étrangère. Concentrée en Suisse alémanique dans les villes de Bâle, Zurich ou Saint-Gall, cette présence est bien structurée et influence grandement la vie locale, tant sur le plan économique qu'intellectuel. La colonie allemande est fortement représentée au sein des classes sociales supérieures. De grandes entreprises (Brown, Boveri & C^{ie} ou l'AIAG), des banques, des assurances, des rédactions (*Tages-Anzeiger*) ou de nombreuses chaires d'université sont en mains germaniques. Le séjour en Allemagne est d'ailleurs un passage obligé pour les jeunes élites helvétiques.



tinyurl.com/juuf83

Cette brochure de Paul Berger documente le fort mécontentement des élites romandes contre la Convention du Gothard.

Plus que la propagande de certaines associations allemandes, la richesse des échanges avec l'empire wilhelmien explique la germanophilie d'une partie des élites helvétiques¹⁵. La pangermaniste Alldeutsche Verband n'a pas de réel poids en Suisse. La Verein für das Deutschtum im Ausland bénéficie d'une meilleure aura, même si son influence reste limitée à une minorité germanophile. Cette association de propagande culturelle profite en Suisse du travail de la Deutschschweizerische Sprachverein (DSV), dirigée par le pasteur Eduard Blocher. Fondée en 1904, la DSV engage une campagne polémique en faveur de la « germanité » du pays. Se pensant comme le pendant de l'Alliance française, elle lutte contre la « romanisation » (« *Verwelschung* ») prétendue de la Suisse en se concentrant sur les germanophones jurassiens et valaisans. L'appellation des communes romandes fournit notamment un prétexte au conflit linguistique (fig. 1). Ce débat provoque une réaction du camp francophone, qui crée en 1907 une éphémère Union romande pour la culture et l'enseignement de la langue française à Neuchâtel¹⁶. Les tensions linguistiques se limitent encore à de petites minorités agissantes.

Le dernier champ où l'influence allemande se fait nettement sentir est celui de l'armée. La « tendance novatrice » voulue par le commandant de corps Ulrich Wille, né en 1848, impose le style prussien avec l'Organisation militaire de 1907¹⁷. Quant aux alliances secrètes en cas de guerre, les autorités militaires penchent alors clairement du côté des forces austro-allemandes. Pour Theophil Sprecher von Bernegg, chef du service de l'état-major général, l'agression ne pourrait venir que de France en cas de conflit franco-allemand. En 1907, son plan informel d'alliance défensive avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'est pas remis en cause par le Conseil fédéral¹⁸. Cette interpénétration entre les armées suisse et allemande est symbolisée par la visite impériale de Guillaume II en septembre 1912, qui assiste à sa demande aux manœuvres de l'armée suisse, connues sous le nom de *Kaisermanöver*. Elles sont dirigées par Wille.

En arrière-plan de cette visite de courtoisie figurent des raisons géostratégiques. Le plan Schlieffen-Moltke prévoit, en cas de guerre généralisée, une attaque de la France par la Belgique et le Luxembourg. Les autorités allemandes veulent s'assurer de la solidité d'une armée suisse qui serait appelée à couvrir le flanc sud de l'empire¹⁹. Pour la forme, le général français Paul Marie Pau fait

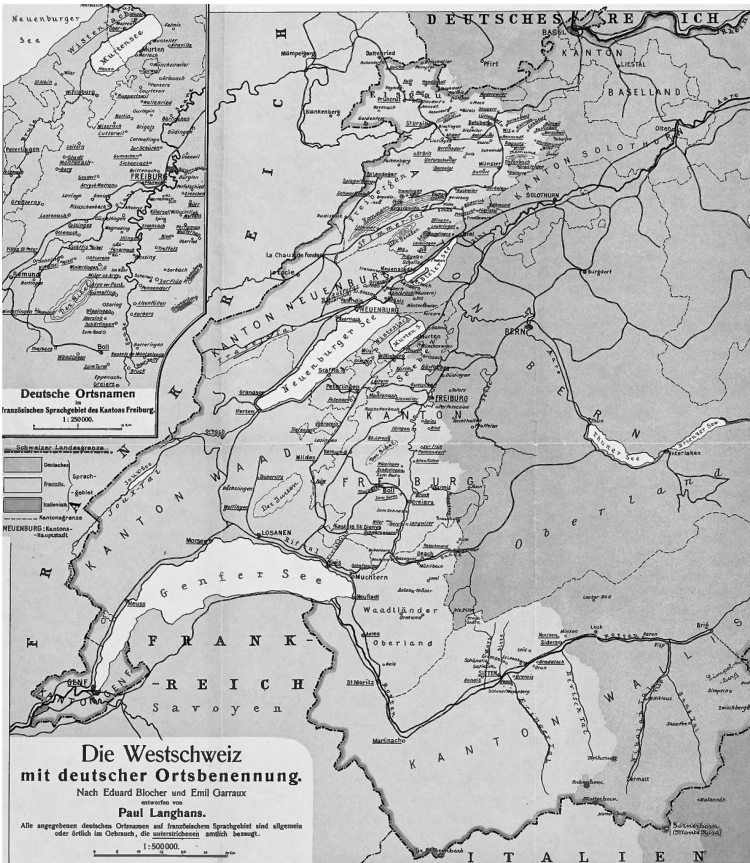


Fig. 1. Réalisée par la Deutschschweizerische Sprachverein, cette carte de 1907 germanise les noms des communes romandes.

partie des invités. Guillaume II est reçu avec faste par le gouvernement fédéral. À Zurich et à Berne, la population manifeste bruyamment son enthousiasme. Si de nombreux hurrahs proviennent de la colonie allemande, la réception zurichoise reste une grande fête populaire. L'empereur effectue un défilé qui s'apparente à une « *via triumphalis* »²⁰, écrit la *Neue Zürcher Zeitung*.

La toute première réception diplomatique de ce type, celle du président français Armand



tinyurl.com/hzhoawh

Visite à Berne
de Guillaume II,
en 1912 (film).

Fallières en 1910, n'avait pas soulevé la même ferveur populaire. En Suisse alémanique, des voix s'étaient même élevées dans la presse, car Fallières avait prévu de passer par la Savoie, une région qui, d'après la *Berner Tagblatt*, «devrait faire partie de notre pays»²¹. Le président français avait finalement modifié son parcours. Deux ans plus tard, la visite impériale de Guillaume II ne soulève que de très rares réprobations, notamment dans les rangs socialistes. Les élites romandes ne semblent pas s'émouvoir outre mesure du tapis rouge déroulé devant l'empereur. Édouard Secretan, rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*, écrit par exemple :

Nous ne dissimulons pas qu'au début, nous avons quelque appréhension vague, celle du petit paysan appelé à recevoir à sa table le seigneur du château voisin. Que veut-il de nous ? Il voulait seulement nous voir, voir notre peuple, serrer la main de nos conseillers fédéraux, nous témoigner de l'amitié et aussi un peu de considération. C'est tout. Il l'a fait sans trace de condescendance, avec tact, simplement, aimablement. Merci !²²

Mais cet accueil poli réservé aux *Kaisermanöver* ne doit pas faire oublier les nombreuses voix qui, de Suisse romande, critiquent depuis quelques années les agissements du Reich. En novembre 1913 tout particulièrement, la répression des émeutes alsaciennes de Saverne alimente l'antigermanisme d'une partie de l'opinion romande. Des journalistes écoutés, comme Albert Bonnard ou Maurice Muret, n'hésitent pas à dénoncer avec virulence l'influence de l'esprit prussien sur la politique allemande, un esprit qu'ils relient à un pangermanisme brutal et à un militarisme de fer²³.

Les affrontements entre germanophiles et germanophobes ne sont d'ailleurs pas l'apanage de la seule Confédération helvétique. Les autres pays européens qui déclarent leur statut de neutralité en août 1914 connaissent des débats similaires, avant, pendant et après la guerre. En Espagne, les partisans de l'Entente soutiennent la voie d'une démocratisation de la monarchie, alors que les soutiens de l'Allemagne se recrutent dans les rangs de l'aristocratie, de l'Église et de l'armée²⁴. En Suède ou aux Pays-Bas, les forces libérales portent leurs attentes sur la coalition franco-britannique, alors que les courants conservateurs montrent une inclination certaine pour les empires austro-allemand²⁵. En août 1914, le « fossé »

qui divise les germanophiles et les francophiles en Suisse ne peut donc se réduire à une simple appartenance linguistique. Les sympathies extérieures de la population suisse sont dépendantes aussi bien d'une communauté d'esprit et d'une appartenance culturelle que d'une orientation politique.

EXISTE-T-IL UNE « CULTURE SUISSE » ?

Les tensions d'avant-guerre révèlent les difficultés de définition d'une identité commune. Les différentes initiatives qui tentent de définir un « nationalisme » helvétique appartiennent à une dynamique globale, celle des poussées nationalistes des pays environnants, tout en étant étroitement mêlées aux mutations sociales provoquées par l'entrée du pays dans la modernité du XX^e siècle. La société s'industrialise et s'urbanise à grande vitesse, ce qui déstabilise la position traditionnelle des élites. Apparue au tournant du siècle, la « question des étrangers »²⁶ s'ajoute à cette problématique identitaire. Différents espaces symboliques cherchent alors à affirmer progressivement la nation helvétique. Première Exposition nationale en 1883, première fête nationale en 1891, fondation de la Société suisse des traditions populaires en 1896, du Musée national suisse en 1898, de l'*Heimatschutz* (ou Ligue pour la beauté) en 1905 sont autant de marqueurs de démarcation vis-à-vis de l'étranger. En 1908, un grand débat est ouvert dans la revue *Wissen und Leben*, suite aux critiques alémaniques à l'encontre d'une exposition impressionniste française à Zurich. Fondée une année auparavant et dirigée par Ernest Bovet, cette revue bilingue s'inscrit dans le mouvement de renforcement de la « culture suisse ». Elle ouvre néanmoins ses colonnes à l'ensemble des débatteurs. Petit-fils d'un Allemand, Eduard Blocher y creuse la division culturelle du pays. « La Suisse allemande est un morceau de culture allemande et la Suisse française est un morceau de culture française », polémique le pasteur dans un article au titre provocateur (« Sommes-nous Allemands ? »²⁷). Professeur à l'École polytechnique de Zurich, le Vaudois Bovet lui répond que la Suisse doit au contraire cultiver à tout prix son « esprit national »²⁸.

En Suisse romande, le problème identitaire devient également d'une actualité brûlante et scinde la jeune génération intellectuelle. Apparu autour des littérateurs Gonzague de Reynold et Robert de Traz, un nouveau courant bourgeois, l'« helvétisme », cherche à

définir les racines endogènes de l'identité nationale, à l'opposé des frères Cingria et de leur vision «latine» de la culture romande. Pour les helvétistes, l'idéal radical de 1848 est épuisé et la régénération morale du pays est une nécessité. À la recherche de l'«esprit suisse», cet helvétisme est proche des idées défendues par Bovet, mais les options libérales et européanistes de ce dernier sont vivement rejetées par le nationalisme défensif et traditionaliste de Gonzague de Reynold, fortement influencé par l'Action française et Charles Maurras²⁹.

Jouant sur différents niveaux, les divergences culturelles sont mises en lumière par une manifestation nationale prenant place peu de temps avant le déclenchement de la Crise de juillet. Le 15 mai 1914, la troisième Exposition nationale ouvre ses portes à Berne. Espace central de la mise en scène de l'imaginaire national, la manifestation est ouverte par un discours du conseiller fédéral saint-gallois Arthur Hoffmann, dont le leitmotiv est : «Apprenons à nous connaître!»³⁰ L'Exposition nationale agit pourtant bien plus comme le symbole des incompréhensions existant entre les communautés linguistiques. Avant même son ouverture, la manifestation provoque de vives polémiques. La pomme de discorde se trouve sur l'affiche de la manifestation, le «Cavalier» du peintre Emil Cardinaux, qui représente un jeune paysan montant un cheval aux tons gris-vert³¹. En automne 1913, la presse romande dénonce une affiche au style trop germanique à son goût. *L'Express de Genève* parle de «chevaux germaniques»³². Le ton monte avec l'intervention du responsable de la publicité de l'exposition – un Allemand –, qui menace la *Tribune de Genève* de retirer ses annonces si les critiques se poursuivent. Les esprits s'échauffent et le Conseil fédéral doit intervenir en médiateur. Une seconde affiche est commandée au peintre Plinio Colombi, qui recourt au stéréotype alpin. Représentant la Jungfrau, un motif plus consensuel, cette œuvre est utilisée sur le marché romand, mais aussi en France, en Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Quant à l'affiche de Cardinaux, elle continue à être exposée en Suisse alémanique, en Allemagne et en Autriche³³.



tinyurl.com/hhe6mgb

Réalisée par le peintre bernois Emil Cardinaux, cette affiche de l'Exposition nationale suisse de 1914 est retirée du marché romand car elle est jugée par trop «germanique».

Les plaintes romandes ne visent pas seulement l'affiche, mais s'en prennent plus généralement

à l'influence allemande sur l'exposition. La majorité des pavillons est alors inspirée du « style de Munich », celui du *Werkbund* allemand. Les formes épurées promues par cette association d'art industriel ont marqué les esprits lors de l'Exposition universelle de Bruxelles en 1910, et notamment celui du délégué suisse de l'Exposition nationale bernoise. Contrairement à la presse allemande, la presse romande dénonce cette influence, à l'image de Georges Wagnière dans le *Journal de Genève* :

Vous pensez que les architectes de l'Exposition se sont inspirés de ce paysage si pittoresque, si original, si franchement suisse et qu'ils se sont préoccupés d'établir une harmonie entre les édifices nouveaux et les édifices anciens, de façon que cette exposition de l'industrie suisse soit entièrement suisse [...]. Détrompez-vous. L'Exposition nationale est dans ce style moderne qu'on nomme style de Munich. Il commence à sévir un peu partout en Suisse romande. [...] L'Exposition nationale suisse est tout entière dans ce style d'outre-Rhin, quand on débouche sur le plateau de l'Enge, c'est un coup en pleine poitrine. Joujoux de Nuremberg, images de la *Jugend* et des *Münchmer Bilderbogen*, tout est étranger dans le spectacle que nous avons sous les yeux, sauf le ciel et les bois et quelque toit de ferme lointaine.³⁴

La tenue de l'Exposition nationale n'est pas affectée par l'annonce de l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914. Les commentateurs de tous bords sont alors persuadés que la crise restera localisée. Mais avec le sévère ultimatum adressé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie à la fin du mois de juillet, l'inquiétude gagne les esprits³⁵. L'éclatement de la guerre met l'Exposition nationale en suspens. Placée sous le contrôle de l'armée, qui récupère en urgence le matériel exposé dans son pavillon, la manifestation va néanmoins jusqu'à son terme, le 15 octobre 1914. Son message a toutefois changé d'orientation. Pensée pour soutenir l'industrie d'exportation, l'Exposition devient la garante de la production et de la consommation indigènes. Le conflit fait désormais ressentir de façon existentielle les liens de dépendance d'un pays dont la balance commerciale est grandement déficitaire. Débridés et centrifuges, les échanges intellectuels des Suisses avec leurs voisins ajoutent une dimension tragique à la mobilisation générale décrétée le 1^{er} août 1914.

Mais, contrairement au raidissement connu sur le champ économique, l'appel à une autarcie « spirituelle » du pays est loin d'être immédiat.

LES -PHILIES S'EN VONT EN GUERRE

Le conflit qui éclate subitement dans la moiteur de l'été 1914 place la Suisse dans une position inconfortable. La Confédération assiste à ses frontières à la guerre de mouvement qui oppose l'Allemagne à la France. Le conflit met en jeu le statut politique et moral de la neutralité helvétique, déclarée solennellement le 4 août 1914. Mobilisant rapidement 238 000 hommes et 50 000 chevaux, la Suisse est une société qui vit un succédané de guerre. La tension est grande au sein de la population. Dans les villes, les magasins d'alimentation sont pris d'assaut et les épargnants retirent massivement leurs avoirs des banques. Les rédactions, les kiosques et les places d'affichage des télégrammes sont entourés par une foule avide d'informations. La *Neue Zürcher Zeitung* évoque ces « masses de personnes, qui, partagées en groupe, discutent des événements et attendent les nouvelles dans l'excitation et la tension »³⁶, alors que les feuilles spéciales des journaux sont littéralement arrachées des mains des vendeurs. Au Grand-Chêne à Lausanne, l'administration de la *Tribune de Lausanne* affiche chaque jour les communiqués officiels du front. Les badauds se pressent devant ces inscriptions à la craie et ces cartes de guerre communiquées par l'état-major français³⁷.

Le 3 août 1914, le Conseil fédéral dispose d'un régime dit des pleins pouvoirs. Cet état d'exception est accordé à l'unanimité des voix par l'Assemblée fédérale. Ce climat politique d'« union sacrée » se retrouve dans la mise en œuvre de l'ordre de mobilisation, où le nombre d'insoumissions reste infime. Pourtant, ce premier affermissement patriotique se confronte rapidement aux divergences de vues entre les régions linguistiques et le conflit donne rapidement une dimension aiguë à un malaise intérieur jusque-là latent entre Suisses alémaniques et Suisses latins. Le 20 août 1914, le professeur Ernest Bovet relève dans son journal :

Rentré de Lausanne à Zurich le mardi 18 août, je suis effrayé de voir un abîme se creuser entre la Suisse latine et la Suisse germanique.

[...] J'ai l'impression que les Suisses ont complètement perdu de vue notre *raison d'être*. [...] Je vais donc noter au jour le jour des conversations, afin de suivre plus nettement cette évolution des esprits qui menace notre unité.³⁸

Au même moment, Romain Rolland constate lui aussi cette division dans son *Journal des années de guerre* : « Toute la Suisse française est enragée contre les Allemands. [...] En revanche, le peuple et la petite bourgeoisie de Suisse allemande sont pour les Allemands. »³⁹ Dans son *Tagebuch*, l'officier alémanique Wilhelm Francke écrit dans le même ordre d'idée, en octobre 1914, que « les Suisses allemands penchent naturellement du côté de l'Allemagne, alors que les Welsches sont totalement du côté français »⁴⁰. Ces forces centrifuges inquiètent et le terme de « fossé », qui était apparu dans les vifs débats entourant la Convention du Gothard, est réactivé dès l'automne 1914. « Ce n'est pas une fissure, ce n'est pas une barrière, c'est un fossé ! »⁴¹ s'alarme Gonzague de Reynold, alors que Georges Rigassi, dans un article de la *Gazette de Lausanne*, se demande s'il n'y a pas, en définitive, « deux Suisses » de chaque côté du « fossé »⁴².

UNE NEUTRALITÉ « MORALE » ET SON REJET

Dès le début de la guerre, un sentiment de discorde intérieure apparaît entre les élites de part et d'autre de la Sarine et du Gothard. Le 3 août, l'élection de l'expérimenté Ulrich Wille, 66 ans, comme général d'armée est un premier signal d'alerte. Des conseillers nationaux romands, socialistes ou catholiques contestent l'arrivée au pouvoir de cet officier très proche de la Prusse. Débutant le lendemain, l'invasion militaire de la Belgique neutre par l'Empire allemand met le feu aux poudres. Très rapidement, la presse latine dénonce dans sa grande majorité une violation du droit des gens, alors que la plupart des commentateurs alémaniques font preuve de plus d'indulgence à l'encontre du puissant voisin germanique.

La *Neue Zürcher Zeitung* évoque notamment les négligences qu'aurait commises le gouvernement belge à l'encontre de sa préparation militaire⁴³. La presse germanophile reprend en outre l'argument de la nécessité invoqué par le chancelier allemand. Le 4 août, Theobald von Bethmann Hollweg utilise des termes univoques devant le Reichstag : « Messieurs, nous sommes en état

de légitime défense et nécessité fait loi [*Not kennt kein Gebot*]⁴⁴!» La catholique *Basler Volksblatt* indique par exemple qu'en vertu des intérêts existentiels du Reich, «l'on doit finalement comprendre le point de vue allemand, même en tant que Suisse»⁴⁵. Quant au journal radical saint-gallois *Rheintaler*, il estime que «l'Allemagne est inspirée par des buts pacifiques et que la guerre de la Russie, de l'Angleterre et de la France contre l'Allemagne, préparée de longue date, représente un crime inouï contre la culture européenne».⁴⁶ Le Conseil fédéral, de son côté, ne s'exprime pas sur le sort réservé à la Belgique. Pour un grand nombre d'intellectuels latins, cette attitude est une complaisance injustifiable. «Neutres, non pas pleutres», tonne notamment le professeur Maurice Milliod dans la *Gazette de Lausanne* du 23 août 1914.

Dans cette ouverture du conflit, l'opinion publique helvétique s'enfoncé dans la crise au rythme des polémiques extérieures provoquées par la guerre. La destruction de la ville de Louvain, dont sa fameuse bibliothèque (25 août), et le bombardement de la cathédrale de Reims (19 septembre) par l'Allemagne marquent particulièrement la dispute confédérale. Dans les pays de l'Entente, ces deux faits de guerre constituent la preuve intangible de la «barbarie» germanique et la destruction du patrimoine culturel et spirituel de l'Europe ne peut qu'être l'œuvre de «Huns»⁴⁷ sortis de l'humanité. Cette indignation se retrouve également en Suisse romande. Le 27 septembre 1914, la *Tribune de Genève* publie une protestation de 120 artistes et intellectuels, parmi lesquels Georges Wagnière, directeur du *Journal de Genève*, le compositeur Émile Jaques-Dalcroze ou le peintre Ferdinand Hodler. Ils se disent «violemment émus par l'attentat injustifié contre la cathédrale de Reims, survenant après l'incendie volontaire des richesses historiques et scientifiques de Louvain, réprovent de toutes leurs forces un acte de barbarie qui atteint l'humanité entière dans un des plus nobles témoins de sa grandeur morale et artistique».⁴⁸ Cette protestation a des répercussions importantes en Allemagne. Les tableaux de Hodler sont décrochés à Léna et de nombreux satiristes s'en prennent à celui qu'ils surnomment désormais «Hodlère»⁴⁹.

Bien souvent, les passions prennent le dessus dans une atmosphère brouillée par les informations contradictoires en provenance de l'étranger. Les bruits circulent, les rumeurs s'amplifient. Les récits d'«atrocités» provoquent les disputes les plus inflam-

mées. Des séries d'exactions, dont certaines relèvent de la pure invention, sont instrumentalisées par les deux camps (fig. 2 à 4)⁵⁰. La presse latine s'en prend surtout au comportement violent des troupes allemandes à l'égard des civils belges, alors que les journaux alémaniques appuient plutôt sur les prétendus « dérapages » commis par une guerre de francs-tireurs belges⁵¹. Lors de l'avancée allemande à l'ouest, 5521 civils belges et 906 français sont tués par des soldats allemands. À la fin du mois d'août 1914, des civils, dont des femmes et des enfants, sont massacrés à Dinant, Aarschot, Andenne et Tamines⁵². Accompagnées de destructions, ces exactions sont commises par des soldats persuadés d'avoir affaire à des organisations de francs-tireurs embusqués, une légende construite sur les souvenirs de la guerre de 1870-1871 et sur l'état d'excitation et de fatigue provoquée par l'invasion⁵³. À Saint-Gall, une écolière de 14 ans déroule dans son journal intime le cours des événements belges, tels qu'elle les perçoit, c'est-à-dire sous l'influence des préjugés allemands :

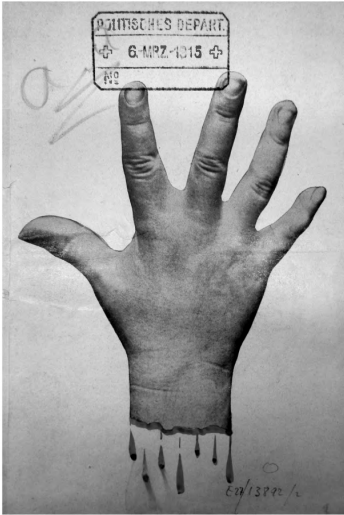
La population belge, des hommes et des femmes, a perpétré de nombreux crimes contre des soldats allemands qui ne se doutaient de rien. Des francs-tireurs ont tiré dans leur dos; des soldats qui dormaient, se reposaient ou mangeaient ont été assassinés insidieusement; les mains et les pieds des blessés ont été coupés, leurs yeux arrachés, leurs oreilles mutilées. [...] En guise de punition, de tels êtres bestiaux ont été abattus, leurs maisons et même des villages entiers détruits.⁵⁴

Cette question des « atrocités », bien réelles mais très vite mystifiées, se retrouve à l'identique sur d'autres fronts : elles sont russes en Prusse orientale ou austro-hongroises en Serbie. Les polémiques que les atrocités provoquent se placent rapidement au cœur des positionnements idéologiques de chaque camp belligérant, chargeant le conflit d'un caractère eschatologique fondateur et durable. Loin d'assister à ces débats sur un balcon, l'opinion suisse s'engage pleinement dans la mêlée. Ces événements chocs des invasions des premiers mois continuent à marquer les esprits tout au long du conflit. Si l'on prend l'exemple des atrocités allemandes de l'automne 1914, leur médiatisation est d'abord possible par les témoignages des rescapés relayés par la presse de façon quasiment simultanée. Mais une « seconde vague » de polémiques intervient encore

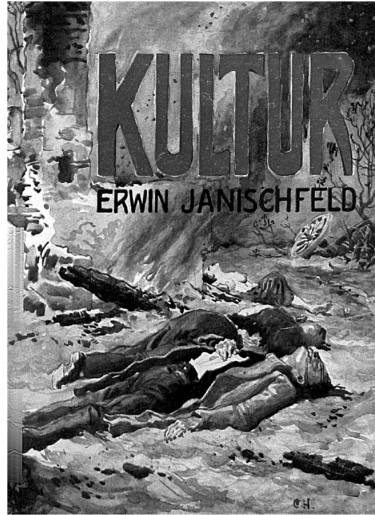
au tournant de l'année 1915 avec la publication des premiers rapports officiels consacrés à ces événements, qui engagent alors de nouvelles controverses⁵⁵. Dans l'espace helvétique, le débat entre francophiles et germanophiles porte notamment sur la censure imposée par la Confédération à la traduction allemande du livre d'enquête officielle publié par la Belgique. Comme le shrapnel, dont les billes de plomb peuvent contaminer le sang d'un blessé si elles ne sont pas retirées, les effets du combat de propagande peuvent être à retardement sur les esprits.

L'invasion de la Belgique met tout particulièrement la liberté d'expression à l'épreuve. La neutralité de l'État en politique extérieure oblige-t-elle les citoyens à une certaine retenue dans l'étalage public de leurs sentiments? C'est sur ce point que les vues divergent entre francophiles et germanophiles. Les premiers dénoncent avec véhémence, les seconds appellent à la retenue. Cette division est particulièrement marquée lors d'une célèbre conférence « patriotique » qui se tient à Lausanne en décembre 1914. Du côté germanophile, le conseiller aux États zurichois Oskar Wettstein estime que la Suisse « n'est pas le tribunal de l'histoire » et que la neutralité morale doit être la responsabilité de chacun. Du côté francophile, l'ancien colonel lausannois Édouard Secretan pense que la neutralité n'oblige que l'État : « À l'État fédéral, l'impassibilité vigilante de notre neutralité politique voulue; à nous, les citoyens, hommes et femmes suisses, la sympathie agissante et bienfaisante pour les infortunes de toutes les nations. »⁵⁶

Les deux orateurs défendent des points de vue inconciliables, qui ne recourent pourtant que très imparfaitement les positions de part et d'autre de la Sarine. Il serait erroné de tracer une ligne de démarcation stricte entre Alémaniques et Latins. Chaque communauté est elle-même traversée par des points de vue divergents. Des intellectuels comme l'écrivain Carl Spitteler, les historiens Paul Schweizer et Ernst Gagliardi ou le théologien Leonhard Ragaz s'opposent à la germanophilie outrancière de certains de leurs collègues. La destruction de la ville de Louvain est par exemple dénoncée par les *Basler Nachrichten* ou la *Solothurner Zeitung* et Samuel Zurlinden démissionne de la *Zürcher Freitagszeitung* parce qu'il entre en conflit avec sa direction germanophile sur la question belge⁵⁷. Quant à la *Bieler Tagblatt*, elle publie la protestation officielle de la Belgique suite à son invasion⁵⁸. Certains démocrates, particulièrement à gauche, estiment aussi



2



3



4

Fig. 2, 3, 4. Les « atrocités » commises par l'ennemi sont l'objet de dénonciations constantes de la part des belligérants – ici, dans l'ordre, ces illustrations servent à documenter des pamphlets antiallemand, antirusse et antiserbe.

qu'une Allemagne militariste et impériale victorieuse serait dangereuse pour l'équilibre européen. Ainsi, en septembre 1914, lorsqu'un citoyen de Stuttgart effectue une mission en Suisse en vue d'établir un réseau privé de propagande, il définit l'état d'esprit en Suisse en ces termes :

[La Suisse allemande est] extraordinairement sympathique pour nous, alors que chez ceux qu'on appelle les Welsches, naturellement, toute tentative d'apaisement de leurs manières haineuses paraît vaine. Je n'exagère sûrement pas quand j'affirme que dans les milieux instruits de Suisse allemande se trouve, chez beaucoup, un enthousiasme pour nos succès militaires, économiques et monétaires. Dans les couches moins cultivées du peuple, et particulièrement si l'on va tout à gauche, on entend cependant aussi quelquefois la crainte qu'une victoire de l'Empire allemand pourrait amener un temps de la réaction en Europe.⁵⁹

La Suisse romande connaît des tensions similaires. À Fribourg, *La Liberté* ne proteste contre la violation de la neutralité belge qu'en octobre, suite à la prise d'Anvers, et en termes très mesurés⁶⁰. Dans le *Journal de Genève*, la polémique « neuchâteloise » entre le psychothérapeute Paul Dubois, établi à Berne, et l'essayiste Philippe Godet souligne également la complexité du champ. Dubois défend la nécessité d'une « neutralité morale » qui implique de garder les sentiments individuels « dans l'intimité [du] cœur »⁶¹. Pour Godet, cette neutralité morale est justement l'affaire de « ceux qui n'ont pas de morale »⁶².

Au contraire d'une idée longtemps répandue dans l'historiographie, l'opinion publique ne saurait se réduire à la métaphore binaire du « fossé ». Discours de discorde et de concorde sont les deux facettes d'un même phénomène, celui de la définition d'une identité neutre au milieu d'une Europe en guerre. D'ailleurs, les polémiques du « fossé » fonctionnent bien souvent en circuit fermé. « Welsches et Alémanes s'accusaient réciproquement de germanomanie invétérée ou de francophilie aiguë »⁶³, relèvera ainsi en 1916 le journaliste Paul Rochat, membre de l'autorité fédérale de censure. Au demeurant, le « fossé » s'exprime avec le plus de virulence dans les médias. Dans une célèbre conférence donnée en 1917 et publiée en « une » de la *Neue Zürcher Zeitung*, l'helvète Hermann Schoop considère que les deux tiers de la presse

alémanique ont rédigé des « plaidoyers pour les Empires centraux » et que la victoire allemande constituait un « dogme » pour le rédacteur alémanique jusqu'à l'été 1916⁶⁴. Un constat similaire est tiré par un intellectuel genevois vis-à-vis de la presse romande. Pour André Oltramare, la presse romande, jusqu'à la débâcle roumaine de l'automne 1916, a montré :

Un zèle excessif en faveur des Alliés; je dis « excessif » parce qu'il compromettait la cause même qu'elle voulait servir. Nos journaux passaient pour les organes les plus orthodoxes de l'Entente; plus « Alliés » que les Alliés, ils avaient cette discipline intérieure qu'on recommande tant pour remplacer le drill. Jamais un de leurs articles n'eût mérité les coups de ciseaux d'une censure franco-anglaise. Ce servage volontaire devait nécessairement enlever toute autorité aux jugements de notre presse.⁶⁵

Des interactions semblables existent au Tessin, où l'Entente et particulièrement l'Italie après son entrée en guerre peuvent compter sur le soutien de la grande majorité de la presse cantonale. Même les socialistes tessinois se rallient à l'antigermanisme dominant du camp bourgeois pour former une sorte d'« union sacrée »⁶⁶ cantonale. Plus fidèles capteurs des soubresauts de l'opinion, la presse et les revues sont à la fois juges et parties du phénomène et il reste extrêmement difficile de saisir dans quelle mesure les médias ont conditionné l'opinion ou, au contraire, ont été conditionnés par l'air du temps.

LA VALSE DES AFFAIRES

Dans la version romancée de son journal de guerre, le linguiste français Albert Dauzat relate son séjour en Suisse au début du conflit. Il note au sujet de la bataille devant le « tribunal de l'opinion » : « Les reproches de pillages et de cruautés sont renvoyés de l'un à l'autre comme balles de tennis. »⁶⁷ Assez rapidement cependant, ces débats sont intériorisés par les intellectuels suisses et glissent vers une dispute confédérale, car chaque camp linguistique soupçonne son adversaire de sympathies coupables et de trahison à la patrie. Les affaires succèdent aux affaires et les « *arrabbiati* » des deux camps alimentent en permanence ce sentiment de défiance. En Suisse romande, le terme d'« *arrabbiati* », synonyme d'« exaltés »,

est employé de façon péjorative à l'encontre des francophiles romands par les voix qui se veulent modérées. Celles-ci sont à leur tour traitées de « *neutral* » ou de « *neutraux* » par leurs adversaires. La racine allemande de ce terme suggère que leur neutralité cache en réalité des intérêts germaniques⁶⁸.

Le « fossé » ne possède pas la même intensité tout au long du conflit et connaît des moments de défoulement virulent et de relative accalmie. Particulièrement marqué dans les premiers mois, exacerbé par les scandales touchant l'état-major et le Conseil fédéral par la suite, le « fossé » culturel a tendance à être éclipsé par un autre « fossé », social celui-là, dans les deux dernières années du conflit. Mais la grève générale de novembre 1918 possède aussi une composante culturelle, puisque le mouvement est nettement moins suivi en Suisse latine qu'en Suisse alémanique car le Comité d'Olten y est suspecté de germanophilie⁶⁹.

Sur le plan fédéral, les tensions les plus marquées interviennent en mars 1915 lors du « tumulte » de Fribourg, en janvier 1916 suite à l'affaire des colonels et en juin 1917 avec l'affaire Grimm-Hoffmann. Ces polémiques provoquent d'importantes manifestations publiques en Suisse romande et au Tessin, parfois accompagnées de violences. À Fribourg, fâchés de ne plus pouvoir assister au passage des trains de grands blessés français rapatriés d'Allemagne, les francophiles de la ville s'en prennent aux figures germaniques de l'université, qu'ils accusent, à tort, d'être responsables de la mesure. L'armée doit occuper la gare pour empêcher de nouveaux débordements. En janvier 1916, l'affaire dite des colonels est révélée par la presse romande et l'opinion apprend que Karl Egli et Moritz von Wattenwyl ont transmis des rapports secrets aux attachés militaires austro-allemands. Des manifestations publiques ont lieu à Moutier, Porrentruy, Bienne, Genève, où 7000 personnes stigmatisent l'attitude de l'état-major⁷⁰. À Lausanne, un jeune manifestant décroche le drapeau du consulat allemand, hissé à l'occasion de l'anniversaire de l'empereur Guillaume II. Un bataillon occupe la ville le lendemain. En été 1917, la découverte de la médiation secrète opérée par le conseiller fédéral Arthur Hoffmann pour une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie provoque d'importantes manifestations de protestation à Bellinzone, Lugano et surtout à Genève, où 15 000 personnes manifestent leur mécontentement. De l'autre côté de la Sarine, 600 citoyens se réunissent à Uznach, non loin du lac de Zurich,

pour exprimer leur regret de voir Hoffmann quitter le pouvoir, alors que son action n'aurait été mue que par « des sentiments patriotiques et son désir de paix »⁷¹. De manière quelque peu paradoxale, cette grave crise de politique extérieure atténue les tensions intérieures, car la nomination du Genevois Gustave Ador à la place d'Arthur Hoffmann offre une meilleure représentation au camp latin au sein du Conseil fédéral, alors que l'entrée en guerre américaine et la disparition de la Russie tsariste durant cette même année renforcent le camp des partisans de l'Entente.

Au final, si l'on ne peut estimer avec exactitude l'ampleur sociale de ce « fossé », la crise semble tout de même avoir imprégné en profondeur les mentalités. Tout au long de la guerre, le climat intérieur reste contaminé par les accusations et les invectives entre les partisans de l'un ou l'autre camp et une série impressionnante de scandales politiques, parfois exagérés mais bien souvent basés sur des dérapages réels, émaille l'histoire de la Suisse entre 1914 et 1918. Né des polémiques entourant la Convention du Gothard, cristallisé par les tensions du temps de guerre, le terme de « fossé » – ou *Graben* en allemand – a en tout cas perduré dans les mentalités puisqu'il a donné naissance à la fin des années 1970 au terme désormais proverbial de « *Röstigraben* »⁷².

DANS LA MÊLÉE

Les premiers mois du conflit sont riches en collusions entre les « cultures de guerre » belligérantes et les opinions neutres, car le conflit qui s'engage n'admet pas de neutralité morale. De plus, une partie des élites helvétiques considèrent que ce conflit est une « bonne guerre » qui permettra de régénérer la nation. Les dispositifs privés et publics de propagande prennent alors appui sur les relais partisans qu'ils trouvent à profusion dans leur zone traditionnelle d'influence. Ce temps de l'imprégnation est aussi celui d'une guerre de mouvement qui est censée ne durer que quelques mois. Les rythmes du conflit sont dès lors primordiaux pour saisir les mouvements d'opinion. Le pic initial de germanophilie en Suisse alémanique doit par exemple être mis en perspective avec les premiers succès militaires fulgurants de l'empire wilhelmien. La retraite allemande sur la Marne est d'ailleurs tue par une partie de la presse germanophile sur le moment. Le 19 septembre 1914, l'*Ostschweiz* de Saint-Gall, un quotidien catholique, annonce ainsi

la «grande victoire de l'armée mondiale allemande [*Welt-Armee*]»⁷³ sur la Marne. Décidé par la censure de l'état-major, l'écran de fumée médiatique qui camoufle la retraite allemande s'est aussi étendu sur certains journaux alémaniques.

Passons en revue quelques exemples d'engagement helvétique dans cette «mêlée» idéologique. Une partie du champ intellectuel helvétique est gagné par un certain enthousiasme belliqueux. La Société des écrivains suisses (SES), fondée en 1912, est frappée de plein fouet. En septembre 1914, l'écrivain Ernst Zahn doit quitter la présidence de l'association suite à la publication par la presse d'outre-Rhin d'un poème qu'il a rédigé à la gloire de la victoire allemande et qui se terminait par ces mots : «Je te salue, ô ma patrie. Vaincre ou mourir.» Treize auteurs romands, dont Charles Ferdinand Ramuz, Philippe Godet et René Morax, avaient démissionné à grand bruit en signe de protestation⁷⁴. Au Tessin et en Suisse romande, la germanophobie tance avec force le militarisme prussien. Un exemple marquant est celui du pamphlétaire franc-maçon William Vogt, un fils d'exilé allemand de la génération de 1848. Sa brochure d'août 1914, *Impressions*, est saisie par l'autorité militaire, car elle s'en prend vertement au général Wille et à la «race dégénérée» allemande. Le rédacteur du *Genevois* est retenu une matinée à la prison de Saint-Antoine⁷⁵. Son pamphlet paraît finalement à Paris en 1915⁷⁶. Le Ministère public demande au général Wille s'il entend porter plainte contre Vogt pour diffamation. Le général refuse, car il estime que la brochure est un cas de «haute trahison» qui mérite une répression exemplaire. Le Conseil fédéral ne partage pas cet avis et se contente d'interdire la diffusion de la brochure⁷⁷.

Dans le domaine de la presse, la première réaction fédérale intervient le 7 octobre 1914. Le Conseil fédéral avertit la *Schaffhauser Zeitung* pour un article accusant l'Entente d'employer des balles explosives, dites *dum-dum*, une pratique prohibée par la Convention de La Haye de 1899. Les termes employés par la feuille suisse ne dépasseraient pas dans une publication d'outre-Rhin :

Dans leur folle arrogance, [les pays de l'Entente] ne se contentent pas de se présenter comme les pionniers de la liberté et de la haute culture; ce conglomérat monstrueux de bandits francs-maçons, de barbarie moscovite et d'égoïsme le plus raffiné, ces traîtres de



Fig. 5. La diabolisation de Guillaume II est aussi présente en Suisse romande, comme le montre cette gravure réalisée par le soldat Pierre Châtillon de La Chaux-de-Fonds.

l'Europe, traîtres de la race blanche, ces profanateurs du christianisme; non, ils cherchent en plus à abattre moralement leurs ennemis, les Allemands et les peuples austro-hongrois, les peuples les plus nobles de la terre.⁷⁸

Les illustrateurs suisses sont eux aussi pris dans le tourbillon provoqué par la guerre. Des cartes postales diffusées à La Chaux-de-Fonds, œuvres du soldat Pierre Châtillon, représentent l'empereur Guillaume II en boucher sanguinaire ou en Antéchrist (fig. 5). Châtillon, dont le père est français, est mis aux arrêts à son retour de congé. En avril 1915, le tribunal militaire lui inflige une amende de 1000 fr.

La contamination des «cultures de guerre» paraît naturelle et les États belligérants n'interviennent pas directement. Ils laissent se déflower les sympathies et les antipathies présentes. Dans le cas de la *Schaffhauser Zeitung* par exemple, l'antislavisme joue un rôle moteur. Pour Paul Rochat, alors président de l'Association de la presse suisse (APS), cet antislavisme est l'une des clés de compréhension de la germanophilie alémanique des premiers mois: «La

Suisse allemande faisait des vœux pour le triomphe des armes germaniques, parce qu'elle craignait par-dessus tout un recul de la culture allemande devant la « barbarie moscovite ». Ce point de vue pouvait se soutenir alors que les armées russes envahissaient la Prusse orientale et la Galicie. »⁷⁹ Dans le cas de Pierre Châtillon, l'illustrateur évoque durant son procès son indignation face à l'invasion de la Belgique et à la destruction de la cathédrale de Reims. Actif à Paris par la suite, Châtillon devient l'un des plus célèbres caricaturistes de France et ses œuvres où Guillaume II prend les traits d'Attila, de Néron ou de l'Antéchrist connaissent un grand succès outre-Jura⁸⁰.

Dans cette ouverture du conflit, les milieux militaires sont particulièrement marqués par une atmosphère d'euphorie belliciste. Certains hauts gradés sont gagnés par une réelle fascination pour les combats qui se jouent au-delà des frontières. En octobre 1914, le colonel suisse Karl Müller est envoyé sur le front allemand en tant qu'envoyé spécial pour le compte du *Bund* et de la *Neue Zürcher Zeitung*⁸¹. La lettre qu'il écrit à Hermann Stegemann, son collègue allemand du *Bund*, révèle l'existence d'une puissante communauté d'esprit germanique :

Permettez-moi de vous parler quelque peu avec mon cœur, qui est plein d'indicibles sentiments! L'esprit de ces troupes, de ces officiers – c'est quelque chose que l'histoire du monde n'a pas encore connue [...]. J'ai toujours eu une haute opinion de l'essence, du savoir et des capacités militaires des officiers allemands, qu'il fallait alors tirer des livres. Désormais, j'ai appris à connaître, à mesurer et à estimer leur humanité, leur formation, leur caractère, leur modestie (eh oui!), leur politesse. Et les soldats allemands! Combien de types super rencontre-t-on encore ici, derrière les lignes! [...] On ne peut que se demander: quel autre peuple se comporte ainsi? Quel autre peuple arrive à équilibrer son amour de la patrie et son dévouement, plein d'abnégation, aux plus hauts idéaux? Et un tel peuple devrait être vaincu? Et nous Suisses, Suisses allemands, devrions désirer que ce crime à la culture ait du succès? Vous voyez, mon cœur est plein et mes yeux sont ivres de tout le sublime que l'on voit ici. Que je puisse en plus le vivre me remplit d'un sentiment de gratitude et de fierté, et je considère cela comme le but le plus élevé que je pouvais atteindre [...].⁸²

L'irradiation de la guerre touche tout le spectre intellectuel et le pouvoir spirituel n'y échappe pas. Une affaire implique notamment une mission pastorale auprès des prisonniers de guerre allemands en France. Placée sous la responsabilité du Département politique fédéral (DPF), la mission du pasteur Gottlieb Zimmerli est récupérée à des fins politiques par un éditeur berlinois. Dans une brochure, le Suisse s'en prend à la « décadence » française⁸³. Naturalisé suisse, Zimmerli est originaire d'Allemagne et a accompli son service militaire pour l'Empire⁸⁴. Sa brochure, au fort ton anti-calviniste, est interdite par la censure suisse. Zimmerli cite notamment un article que l'écrivain alémanique Jakob Christoph Heer a publié en Autriche pour la fête de Noël 1914. Cet auteur à succès se dit attristé par les « atrocités belges » commises contre les Allemands et l'utilisation que l'Entente fait des « Nègres à figure de gorille » et des « Mongoles à figure de chat »⁸⁵. Zimmerli reprend cette critique raciste en évoquant les pillages que les Sénégalais commettraient dans les Ardennes.

Les enfants et les adolescents n'échappent pas non plus à l'emprise symbolique de la guerre. Un jeu de l'oie renommé « Jeu de la guerre 1914 » est diffusé en Suisse romande par la firme genevoise Rojoux & Schaufelberger. Les différentes cases contiennent des citations univoques : « Maison de Dieu, qu'eût sauvée Attila. Les Allemands, hélas, ont passé là » ; « La Bataille de l'Yser, aux Boches a coûté cher ». Chaque fois qu'un joueur passe sur la case d'un souverain ou d'un président, il doit crier « Vivent les Alliés ». Ce jeu est saisi sur ordre du DPF et le recours de la firme genevoise est rejeté par le Tribunal fédéral⁸⁶. Des entreprises suisses participent ainsi directement à la formation spontanée des « cultures de guerre » étrangères. Le « Jeu de la guerre 1914 » est produit par une maison genevoise qui compte toucher les espaces aussi bien romands que français. Rojoux & Schaufelberger a d'ailleurs édité dans les premiers mois du conflit une affiche intitulée *Les vaillants alliés de 1914*, qui présente les portraits de Joseph Joffre, de Pierre de Serbie ou de l'empereur japonais⁸⁷.

Des artistes suisses sont également actifs dans la cristallisation des représentations de la guerre à l'étranger. Si l'on reste dans le monde



tinyurl.com/jge9b6s

Produit à 13 000 exemplaires par une firme genevoise, ce « Jeu de la guerre 1914 » porte un message politique univoque sous des contours divertissants. Il est saisi par la censure suisse.



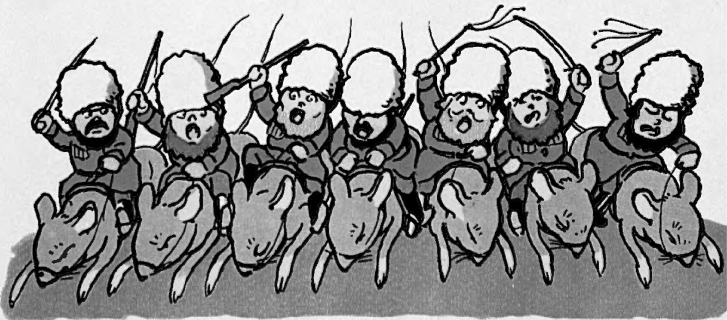
Fig. 6, 7. Le Bernois Herbert Rikli raconte le rêve du petit Willy, qui espère vivre les mêmes aventures que son père mobilisé.



Der Ruß bleibt stecken im Morast,
 Drauf hat klein Willi nur gepaßt.
 Schnell an die Wange das Gewehr,
 Piff, paff! der Russe lebt nicht mehr.
 Klein Willi aber fröhlich lacht
 Und denkt, das hab' ich schlaun gemacht.



Da kommen plötzlich mit Geschrei
 Kosaken im Galopp herbei,
 Die wilde Steppen-Kavallerie,
 Auf grauen Mäusen rettet sie.



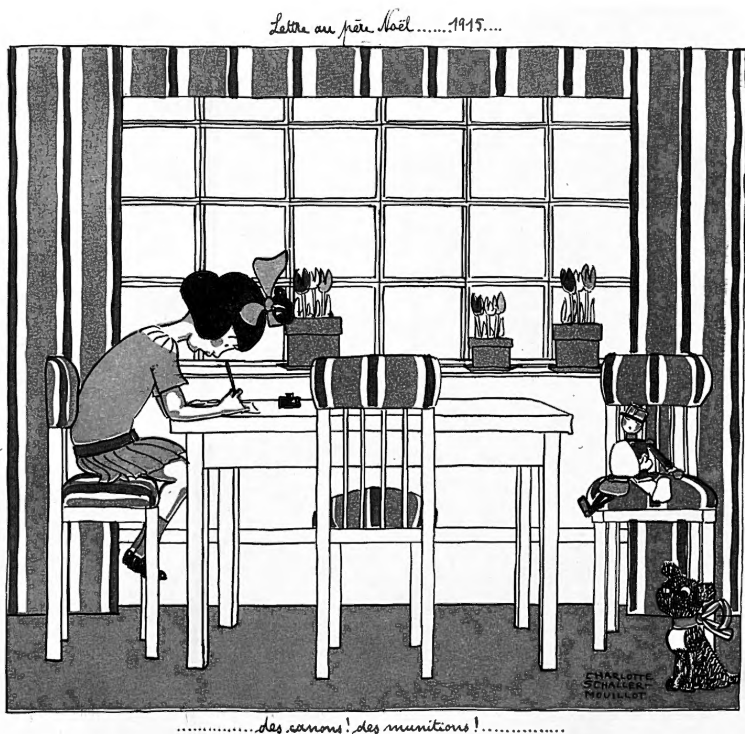


Fig. 8. Établie à Paris, la Fribourgeoise Charlotte Schaller-Mouillot publie plusieurs livres pour enfants qui valorisent l'héroïsme des soldats français.

de l'enfance, Herbert Rikli et Charlotte Schaller-Mouillot constituent deux exemples concurrents de « banalisation » de la violence combattante. En 1915, le Bernois Rikli publie à Stuttgart une bande dessinée où un enfant allemand, le « petit Willy », rêve qu'il participe, comme son père mobilisé, aux combats. Sur une vignette, cette charmante tête blonde tue un soldat tsariste. « Pif, paf, le Russe ne vit plus! »⁸⁸ s'exclame Willy (fig. 6 et 7). Fribourgeoise établie à Paris, l'artiste Charlotte Schaller-Mouillot publie au cours de la même année son *Histoire d'un brave petit soldat*, où elle transpose d'une façon similaire le conflit dans le monde de l'enfance et du rêve (fig. 8)⁸⁹. Si les images anodines en apparence produites par les deux illustrateurs suisses se veulent avant tout divertissantes,

elles révèlent la brutalisation à l'œuvre dans les esprits, à l'étranger comme en Suisse. La *Gazette de Lausanne* conseille à ses jeunes lecteurs les « aventures tour à tour héroïques, tristes ou amusantes »⁹⁰ dessinées par Schaller-Mouillot. Quant à Herbert Rikli, il reste actif sur le territoire suisse puisqu'il publie l'année suivante un livre illustré pour les classes de deuxième année du canton de Berne⁹¹.

NOTES DU CHAPITRE 1

1. Ernest Bovet, « Nationalité », *Wissen und Leben*, 1^{er} août 1909, pp. 434-435, cité par Alain Clavien, *Les Helvétistes, Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne: SHSR/Éditions d'En bas, 1993, p. 104.

2. *Die Ergebnisse der Eidgenössischen Volkszählung vom 1. Dezember 1910*, Berne: Benteli, 1915, pp. 80-81. Voir aussi Klaus Urner, *Die Deutschen in der Schweiz, Von der Anfängen der Kolonienbildung bis zum Ausbruch des Ersten Weltkrieges*, Frauenfeld: Huber, 1976, pp. 443-462.

3. René Massigli, « Les méthodes de la propagande allemande », Berne, 9 août 1918, cité par Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli, Une vie de diplomate*, vol. 2, Paris: Ministère des archives étrangères, 2006, p. 1373.

4. Hans Ulrich Jost, « Bewunderung und heimliche Angst: Gesellschaftliche und kulturelle Reaktionen in Bezug auf das deutsche Kaiserreich », *Itinera*, fasc. 26, 2007, pp. 17-46.

5. Ferdinand Vetter, *Die Schweiz – eine « deutsche Provinz »? Meine Nürberger Rede und ihre Folgen*, Berlin: Hermann Walther, 1902.

6. Voir la remarque postérieure de Wilhelm Ehrenzeller, *Die geistige Überfremdung der Schweiz, Eine Untersuchung zum schweizerischen Geistesleben unserer Zeit*, Zurich: Gebr. Lehmann & Co., 1917, p. 68.

7. *Statistique historique de la Suisse*, Hansjörg Siegenthaler (dir.), Zurich: Chronos, 1996, p. 690.

8. Georg Kreis, « Krisenreaktionen in der französischen Schweiz vor 1914 », in *Die neue Schweiz? Eine Gesellschaft zwischen Integration und Polarisierung (1910-1930)*, Zurich: Chronos, 1996, p. 25.

9. Raffaello Ceschi, *Geschichte des Kantons Tessin*, Frauenfeld: Huber, 2003, pp. 235-236. 10. Voir Sibylle Wegelin-Zbinden, *Der Kampf um den Gotthardvertrag*, Teufen: Kunz, 1973.

11. Roland Ruffieux, « La Suisse des radicaux (1848-1914) », in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, t. 3, Lausanne: Payot, 1983, p. 661.

12. Cité par Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne. Le temps du colonel 1874-1917*, Vevey: L'Aire, 1997, p. 270.

13. *Le Canard*, N° 8, 1^{er} mars 1913, reproduit dans *Dessins de presse, 1848-1998*, Georges Andrey (dir.), Genève: S. Hurter, 1998, p. 114.

14. Pierre du Bois, « Le mal suisse pendant la Première Guerre mondiale: fragments d'un discours sur les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois au début du vingtième siècle », *Cahiers Vilfredo Pareto*, Genève, t. 18, N° 53, 1980, p. 45.

15. Klaus Urner, *op. cit.*, pp. 68 ss.

16. Paul Seippel, « La langue et la culture françaises en Suisse », Genève: Imprimerie du Journal de Genève, 1908.

17. Rudolf Jaun, *Preussen vor Augen. Das schweizerische Offizierkorps im militärischen und gesellschaftlichen Wandel des Fin de siècle*, Zurich: Chronos, 1999.

18. Theophil von Sprecher à Ludwigh Forrer, 23 janvier 1907, cité dans les *Documents diplomatiques de la Suisse* (ci-après DDS), vol. 5, Berne: Benteli, 1983, pp. 353-362. Cf. Max Mitterer, *op. cit.*, pp. 704-708.

19. Hans-Rudolf Fuhrer, «Die ›Südmfassung‹: zur Rolle der Schweiz im Schlieffen- und im Moltkeplan», in *Der Schlieffenplan. Analysen und Dokumente*, Hans Ehlert et al., Paderborn: Ferdinand Schöningh, 2006, pp. 311-338.

20. *Neue Zürcher Zeitung*, 4 septembre 1912.

21. Cité dans *Helvetia tient sa cour: visites d'État en Suisse*, Berne: Archives fédérales suisses, 2002, p. 16.

22. Édouard Secretan, «La Suisse et Guillaume II», *Gazette de Lausanne*, 9 septembre 1912.

23. Voir Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne...*, op. cit., pp. 261-271.

24. Voir Paul Aubert, «La propagande étrangère en Espagne dans le premier tiers du XX^e siècle», in *Mélanges de la Casa de Velazquez*, t. 31-3, 1995, pp. 103-176.

25. Sofi Qvarnström, «Sweden», in *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, Berlin: Freie Universität Berlin, 2014 (consulté en août 2015 à l'adresse: [http://dx.doi.org/10.15463/ie1418.10150]; Nicole K. Eversdijk, op. cit., pp. 148 ss.

26. Voir p. ex. Karl-Alfred Schmid, *Unsere Fremdenfrage*, Zurich: J. Leemann, 1900.

27. Eduard Blocher, «Sind wir Deutsche?», *Wissen und Leben*, 15 janvier 1909, cité par Alain Clavien, *Les Helvétistes...*, op. cit., p. 103.

28. Ernest Bovet, «Nationalité», *Wissen und Leben*, 1^{er} août 1909, pp. 434-435, cité par Alain Clavien, *Les Helvétistes...*, op. cit., p. 104.

29. Voir Alain Clavien, *Les Helvétistes...*, op. cit.

30. Voir Martin Arnold, *Von der Landi zur Artepilage: Schweizer Landes- und Weltausstellungen (19.-21. Jh.)*, Zurich: Orell Füssli, 2001, pp. 63 ss.

31. Stéphanie Knecht, «Entre art public et art d'élite: l'affiche de l'Exposition nationale suisse de 1914», *Art + Architecture en Suisse*, N° 2, 2002, pp. 22-28.

32. *L'Express de Genève*, 29 janvier 1914, cité par Claudio Jörg, «Die Schweizerische Landesausstellung 1914 in Bern: zwischen Fortschrittsglaube und Kulturkritik», in *Expos.ch, idées, intérêts, irritations*, Berne: Archives fédérales suisses, 2000, p. 145.

33. Hermann Büchler, *Drei schweizerische Landesausstellungen*, Zurich: Juris Verlag, 1970, p. 139.

34. G[eorges] W[agnière], «Le style de l'Exposition», *Journal de Genève*, 13 décembre 1913.

35. Voir notamment Volker Reinhardt, «Die ›Neue Zürcher Zeitung‹ und die Julikrise 1914», in *Die Presse in der Julikrise 1914*, Georg Eckert, Peter Geiss, Arne Karsten (éds), Münster: Aschendorff Verlag, 2014, pp. 193-208.

36. Voir resp. *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juillet et 1^{er} août 1914, cités par Rahel Herber, «Zürich bei Kriegsbeginn 1914: Erwartungen, Reaktionen und Folgen», *Kriegs- und Krisenzeit...*, op. cit., p. 69.

37. Voir la photographie non datée (probablement de septembre 1914) reproduite dans Jean-Pierre Chuard, *Une odeur d'encre: les 75 ans de la Société 24 Heures-Imprimeries réunies SA, 1907-1982*, Lausanne: 24 Heures, 1982, p. 130.

38. Cité par Markus Mattmüller, *Leonhard Ragaz und der religiöse Sozialismus. Eine Biographie*, vol. 2, Zurich: EVZ, 1968, p. 60.

39. Romain Rolland, *JAG*, op. cit., 16 août 1914, p. 37.

40. Wilhelm Hugo Francke, *A cheval, zwischen Kavallerie und Unternehmung: das Tagebuch, 1914-1918*, Brugg: Effingerhof, 1994, entrée du 7 octobre 1914, p. 41.

41. Gonzague de Reynold à Paul Seippel, 6 septembre 1914, cité par Hans Marti, *Paul Seippel, 1858-1926*, Bâle/Stuttgart: Helbing/Lichtenhahn, 1973, p. 255.

42. Georges Rigassi, «Y a-t-il deux Suisses?», *Gazette de Lausanne*, 11 octobre 1914.

43. *Neue Zürcher Zeitung*, 24 août 1914, cité par Rahel Herber, op. cit., p. 68.

44. Séance du Reichstag du 4 août 1914, citée dans *Verhandlung des Reichstags*, vol. 306, Berlin: Norddeutschen Buchdruckerei, 1916, p. 6.

45. *Basler Volksblatt*, 5 août 1914.

46. *Der Rheintaler*, 19 août 1914, cité par Max Lemmenmeier, «Der Krieg ist also jetzt wirklich da»: Die Stadt St. Gallen im Sommer 1914», in *1914-1918/1919: die Ostschweiz und der Grosse Krieg*, op. cit., p. 43.

47. L'expression est utilisée pour la première fois par le *London Times* du 25 août 1914, à la suite de la destruction de la ville de Louvain. Voir Klaus-Jürgen Bremm, *Propaganda im Ersten Weltkrieg*, Darmstadt: Theiss, 2013, p. 43.

48. *Tribune de Genève*, 27 septembre 1914.

49. Matthias Fischer, *Ferdinand Hodler in Karikatur und Satire*, Berne: Benteli, 2012, pp. 219 ss.

50. Pour un exemple allemand de dénonciation d'« atrocités », consulter la brochure illustrée *Russische Greuelthaten*, [Berlin], [1915]. Pour un exemple français, voir *Les crimes allemands d'après des témoignages allemands*, Joseph Bédier, Paris: A. Colin, 1915. Voir aussi le texte classique de Marc Bloch, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », *Revue de synthèse historique*, t. 33, 1921, pp. 13-35.

51. Voir par exemple: *Tages-Anzeiger*, « Gegen die Ausschreitungen der Belgier gegen die Deutschen », 13 août 1914; *Tribune de Genève*, 18 août 1914, cités par Caoimhe Galagher, « Neutralité éclatée: la réaction de la presse suisse à l'invasion de la Belgique », in *1914-1918, Identités troublées*, François Bouloc *et al.*, Toulouse: Privat, 2011, pp. 313-326.

52. Oliver Janz, *14 – der grosse Krieg*, Francfort: Campus-Verlag, 2013, p. 77.

53. John Horne, Alan Kramer, *1914, Les atrocités allemandes*, Paris: Tallandier, 2005, pp. 111 ss.

54. Journal d'Emma Graf, entrée sans date [v. septembre 1914], cité par Marcel Müller, « Der Erste Weltkrieg im St. Galler Schulalltag », in *1914-1918/1919: die Ostschweiz und der Grosse Krieg*, *op. cit.*, p. 110.

55. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, *op. cit.*, pp. 142-144.

56. Les deux discours sont reproduits dans « Restons Suisses! », *Gazette de Lausanne*, 10 décembre 1914.

57. Paul Rochat, « La défense de la censure », art. cit., p. 11.

58. *Histoire de Bienne*, David Gaffino et Reto Lindegger (dir.), Baden: Hier und jetzt, 2013, p. 779.

59. BA, R901/72250, Hermann Krämer (*Deutsche Nachrichtenstelle für die Neutralen*) au D^r Hildebrandt, Hohenheim, 1^{er} octobre 1914.

60. *La Liberté*, 10 octobre 1914, cité par Hubert Guisolan, *Fribourg et le fossé moral*, Université de Fribourg, mémoire de licence, 1979, p. 31.

61. Paul Dubois, « Notre neutralité », *Journal de Genève*, 3 septembre 1914.

62. Philippe Godet, « Neutralité morale », *Journal de Genève*, 8 septembre 1914.

63. Paul Rochat, « La défense de la censure », art. cit., p. 12.

64. Hermann Schoop, « Unsere Presse und der Weltkrieg », *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 1917.

65. André Oltramare, *op. cit.*, pp. 3-4.

66. Mauro Cerutti, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini: fascisme et antifascisme, 1921-1935*, Lausanne: Payot, 1988, p. 33.

67. Albert Dauzat, *Impressions et choses vues (juillet-décembre 1914)*, Neuchâtel: Attinger Frères, 1916, p. 193

68. Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne...*, *op. cit.*, pp. 292 ss.

69. Thomas Buomberger, « Rhétorique de combat, peur de la révolution et gardes civiques: la grève générale de novembre 1918 », in *14/18. La Suisse et la Grande Guerre*, *op. cit.*, pp. 350 ss.

70. *Journal de Genève*, 15 février 1916.

71. *Gazette de Lausanne*, 25 juin 1917. Cf. Gérald et Silvia Arlettaz, « Les Chambres fédérales face à la présence et à l'immigration étrangères (1914-22) », *Études et Sources*, N° 16-17, 1990-1991, pp. 47 ss.

72. Pour une approche terminologique, notamment du lien en allemand entre *Graben* et *Schützengraben* (« tranchées »), consulter Christophe Büchi, « Röstigraben: die Geschichte einer erfolgreichen Metapher: eine sprachliche Spurensuche », *Revue suisse d'art et d'archéologie*, N° 60, 2003, pp. 4-7.

73. *Die Ostschweiz*, 19 septembre 1914, citée par Max Lemmenmeier, *op. cit.*, p. 56.

74. N. Valentin, « Ernest Zahn est-il suisse ou allemand? », *Gazette de Lausanne*, 26 août 1914. Sur cette affaire, consulter Rémy Charbon, « Der «Graben» zur Zeit des Ersten Weltkriegs und die Deutschweizer Literatur », *Zeitschrift für Schweizerische Archäologie und Kunstgeschichte*, N° 60, 2003, pp. 166 ss.

75. AFS, E27/13892, vol. 1, O. Kronauer (procureur général du MPPF), au colonel Cossy (commandant du 1^{er} arrondissement territorial), Berne, 17 septembre 1914.

76. William Vogt, *La Suisse allemande au début de la guerre de 1914*, Paris: Perrin, 1915.

77. AFS, E27/13892, vol. 1, Arrêté du Conseil fédéral du 27 juillet 1915.

78. *Schaffhauser Zeitung*, « Sie müssen durch das Schwert zur Vernunft kommen », 29 septembre 1914. Cf. AFS, E27/13841, PV de la séance du Conseil fédéral du 7 octobre 1914.

79. Paul Rochat, « La guerre, la presse et la censure », art. cit., p. 10.

80. Voir John Grand-Carteret, *Caricatures et images de guerre, Kaiser, Kronprinz & C^e*, Paris: Chapelot, 1916.
81. Karl Müller, *Kriegsbriefe eines neutralen Offiziers*, Bielefeld: Velhagen & Klasing, 1915.
82. Lettre de Karl Müller à Hermann Stegemann, sl., 19 octobre 1914, citée par Albrecht Bamler, *Der Publizist und Schriftsteller Hermann Stegemann 1870-1945*, Berne: Peter Lang, 1989, p. 365.
83. Gottlieb W. Zimmerli, *Durch Frankreich und Deutschland während des Krieges 1914/1915: Beobachtungen und Erlebnisse eines Schweizer*, Berlin: K. Curtius, 1915.
84. *Gazette de Lausanne*, 6 juin 1915; *Berner Intelligenzblatt*, 7 juin 1915.
85. Cité par Gottlieb W. Zimmerli, *op. cit.*, avant-propos.
86. AFS, E2001(A), vol. 798, PV de la séance du Conseil fédéral du 11 mai 1915.
87. Abbaye de Saint-Maurice, Collection des affiches, SM1_ICO_AGA_HIS_002_0201.
88. Herbert Rikli, *Hurra! Ein Kriegs-Bilderbuch*, Stuttgart: Loewes F. Carl, 1915, p. 12.
89. Charlotte Schaller, *Histoire d'un brave petit soldat*, Paris: Berger-Levrault. Cf. Charlotte Schaller, *En guerre!*, Paris: Berger-Levrault, 1914.
90. *Gazette de Lausanne*, 27 juillet 1915.
91. Herbert Rikli, *Im Kinderland: Lesebuch für die Kinder des zweiten Schuljahres*, Berne: Staatl. Lehrmittelverlag des Kantons Bern, 1916.

2. UNE DÉFLAGRATION SPONTANÉE

L'âme des belligérants semblait s'être insufflée en nous, au point que nous épousions presque leurs passions et leurs haines.

Paul Rochat, 1916¹

Les tensions vécues par l'opinion helvétique sont démultipliées par les assauts psychologiques menés par les belligérants pour obtenir son soutien. En octobre 1914, Édouard Secretan s'en prend ainsi à l'empoisonnement causé par l'arrivée de la propagande allemande : « J'ai la conviction que c'est là une des principales causes des dissentiments qui règnent actuellement chez nous entre confédérés des deux langues allemande et française. »² Cette remarque peut être généralisée à l'ensemble des ingérences belligérantes, comme l'écrit en 1917 Carl Albert Loosli, pour qui « la propagande la plus éhontée et la plus troublante qui se fut jamais vue et à laquelle se livraient dans notre pays les États belligérants » a provoqué ce phénomène « où les différences d'alors deviennent des inimitiés entre Confédérés »³. Proches des dispositifs diplomatiques de l'Entente, français pour le premier, anglais pour le second, Secretan et Loosli cherchent surtout à dénoncer l'action allemande.

Depuis le début des hostilités, les États belligérants bénéficient directement de l'ardeur nationaliste qui s'est emparée du champ culturel et les faiseurs d'opinion alimentent un flux constant à destination des opinions neutres. Cette première mobilisation intellectuelle est spontanée et les États en guerre ne sont ni prêts ni totalement convaincus de la nécessité d'une organisation formelle de propagande extérieure. La nouveauté de cette arme de guerre explique cette réticence initiale. L'action institutionnelle de propagande est encore en phase d'incubation. Les autorités sont surtout

actives dans la limitation des informations transmises à l'étranger par la mise en place d'un dispositif de censure. Dans les deux premières semaines d'août par exemple, les autorités militaires allemandes interdisent toute sortie d'un journal hors des frontières pour des questions de secret militaire⁴. Les belligérants prennent ainsi le contrôle des grandes agences de presse qui leur servent à diffuser leurs communiqués officiels. « La vérité est la première victime de la guerre » : attribuée à Éschyle et reprise par le sénateur américain Hiram Johnson suite à l'entrée en guerre de son pays en 1917, cette expression exprime bien le champ de désinformation ouvert par la guerre. Ainsi, le 2 août 1914, soit avant la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, des dépêches allemandes annoncent le bombardement par la Troisième République de la ville de Nuremberg. Ce mensonge ouvre en quelque sorte cette guerre de désinformations⁵. S'appuyant sur les réseaux de télégraphe, les agences de presse constituent alors les vecteurs les plus rapides de communication et les états-majors encadrent rapidement ces canaux d'information vitaux pour la conduite de la guerre.

Dans cette ouverture de conflit, les États belligérants sont tout de même actifs sur un plan mobilisateur : ils éditent des livres officiels de documents diplomatiques censés constituer des preuves irréfutables de la culpabilité de leurs ennemis. Cette méthode avait déjà connu un premier apogée en 1885 durant la montée des impérialismes. Elle consiste à publier des archives d'État à des fins de stratégie politique⁶. En 1914, chaque belligérant légitime son entrée en guerre par l'édition de brochures qui le déresponsabilisent totalement. Cette littérature, connue sous le nom des livres de « couleur », offre une image biaisée de la Crise de juillet 1914, car les informations y sont soigneusement maquillées, notamment par d'habiles omissions. Ces brochures sont répandues gratuitement ou à bas prix auprès des neutres et les livres de couleur possèdent l'avantage indéniable de ne pas être soumis à la censure suisse⁷. Dès le 4 août, l'Allemagne publie son *Livre blanc* qui désigne la Russie comme l'instigatrice de la guerre. Le Royaume-Uni lance de son côté son *Livre bleu* le 6 août. Les autres puissances prennent plus de temps : en novembre paraît le *Livre bleu* serbe, en décembre le *Livre jaune* français, en février le *Livre rouge* austro-hongrois⁸. Certaines traductions de ces recueils (en français ou en allemand) sont même directement éditées en Suisse⁹. De Berne, l'ambassadeur français Jean-Baptiste Beau relève en octobre 1914 l'importance de ces écrits sur l'opinion :

De divers côtés, notamment des milieux universitaires, on me prie d'appeler l'attention du gouvernement français sur l'intérêt qu'il y aurait à répondre par des publications appropriées à la campagne que les Allemands poursuivent avec la plus grande persévérance pour se concilier l'opinion publique dans les pays neutres. J'ai déjà signalé l'intérêt qu'aurait la publication de résumés de notre Livre jaune et d'une traduction en allemand.¹⁰

À la fin de l'année 1914, certains livres officiels commencent à décrire et dénoncer les crimes commis par les armées adverses dans leur conduite de la guerre. C'est le cas par exemple du *Livre rouge belge* concernant les atrocités allemandes, paru sous la responsabilité d'une commission d'enquête institutionnelle. Cette littérature ancre définitivement dans les esprits la réalité et surtout l'ampleur des atrocités commises par les forces d'occupation.

LES CIVILS AU GARDE-À-VOUS

De nombreux vecteurs d'influence circulent auprès des neutres en provenance d'organismes culturels, commerciaux ou simplement de personnalités militantes : tracts, correspondances, manifestes, pétitions, brochures, placards, cartes postales, journaux, revues spécialisées, illustrés, chansons, jeux, calendriers, publicités... Tous les produits culturels d'exportation semblent engagés dans l'effort de guerre. Le 19 août 1914, le professeur allemand Kurt Breysig appelle par voie de presse ses collègues alémaniques à prendre parti pour l'Allemagne, sur la base de liens de sang entre les races allemande et suisse¹¹. Des chants de guerre allemands au ton sarcastique (« *Jeder Schuss, ein Russ!* ») se retrouvent dans les librairies suisses¹². Écrite par un soldat français au début du conflit, une chanson est saisie par la censure à Genève en automne, sur ordre d'Arthur Hoffmann. Ses paroles disent : « Ce qu'il nous faut, c'est la peau/C'est la peau des Boches/Nous l'aurons/Nous mangerons/De la tête de cochon. »¹³ Produite à Innsbruck et rééditée à Zurich, une feuille volante autrichienne répand des poèmes de guerre ornements d'enluminures¹⁴. Cent exemplaires d'une « carte humoristique » allemande de l'Europe en guerre, où les nations sont représentées sous forme de personnages allégoriques, sont saisis par la douane suisse à Zurich à la fin de l'année¹⁵. Envoyées de Dresde, cette carte figurale montre un Michel

allemand repoussant un ogre russe alcoolisé à l'est et un poilu français apeuré à l'ouest. La Suisse est représentée sous la forme d'un chalet. La légende indique que la Confédération « assiste à l'incendie mondial avec tout le confort »¹⁶.

Des envois commerciaux peuvent aussi porter un message politique. Des emballages de chocolat ou de cigarettes colportent par exemple des images de guerre¹⁷. Un représentant genevois transmet à un collègue de Winterthour un tract du Syndicat de la parfumerie française, défendant l'idée que « l'eau de Cologne est un produit essentiellement français »¹⁸. La dénonciation du parfumeur de Winterthour est prise au sérieux, puisque le Département politique demande aux offices de poste de mettre au rebut tout envoi ouvert de ce type. Anecdотiques, ces différents exemples ne révèlent pas moins le degré d'imprégnation du champ culturel helvétique, sans compter que les citoyens suisses ne sont pas seulement des récepteurs de ces messages mobilisateurs, mais participent pleinement à leur création.

Si les actions privées menées depuis l'étranger prennent de multiples formes, quelques caractéristiques générales méritent d'être soulignées. Premièrement, l'écrit domine et constitue le principal support d'information. Les auteurs sont souvent anonymes, tels l'avocat genevois Charles Vuille, qui publie un plaidoyer pour la Belgique en octobre 1914¹⁹. Les récits d'atrocités et de violence sont nombreux et le ton employé n'hésite pas à être insultant à l'encontre de l'adversaire. *Le Chant de haine (Hassgesang)* d'Ernst Lis-sauer contre l'Angleterre marque notamment les esprits²⁰. Enfin,



tinyurl.com/jluddsb

Très fouillée, cette carte figurale de l'Europe en guerre stigmatise violemment les ennemis des Empires centraux. Cent exemplaires sont saisis à Zurich à la fin de l'année 1914.

les falsifications sont courantes et de nombreux écrits versent dans une manipulation effrontée. Un trucage particulièrement grossier émane du camp allemand. En décembre 1914, le fascicule *À propos de la guerre* fait scandale en Suisse. Publiée sans mention d'auteur ni d'éditeur, cette attaque en règle de la Grande-Bretagne est prétendument vendue au profit de la Croix-Rouge suisse. On y lit que la ville de Louvain n'a pas été détruite, mais « sauvée » par la générosité allemande, ou que l'armée « fut obligée de brûler quelques villages belges parce que les troupes allemandes [...] furent quand même attaquées dans les rues par les habitants »²¹. La *Gazette de*

Lausanne dénonce cette manœuvre qui tente de « faire passer pour entreprise suisse les pamphlets ineptes et mensongers qu'elle renferme »²². Le Département politique se saisit de l'affaire, le CICR publie une protestation et l'autorité genevoise ordonne une confiscation qui est étendue à l'ensemble du territoire suisse. L'enquête du Ministère public fédéral remonte à l'éditeur de cette brochure, à savoir l'Association thuringienne pour la propagation à l'étranger de nouvelles authentiques de la guerre. Cet assaut privé illustre le caractère offensif et les falsifications imprudentes de nombreuses actions initiales. Par leur manque de prudence, ces actions font du tort aux nations qu'elles veulent défendre.

La deuxième remarque concerne les initiateurs collectifs de ces actions. La plupart des associations culturelles et économiques se lancent dans la bataille, comme le Kulturbund deutscher Gelehrter und Künstler, la Verein für das Deutschtum im Ausland ou les chambres de commerce allemandes. Cet engagement se retrouve à l'identique dans le camp français. L'Alliance française et les chambres de commerce diffusent une abondante littérature gratuite en Suisse. D'autres organes sont créés avec la guerre, à l'instar des comités confessionnels ou d'offices d'information comme le Nachrichtenbüro für das Neutrale Ausland. Ce dernier est financé par la Croix-Rouge allemande et des personnalités de la ville badoise de Karlsruhe. Il est en contact avec la Commission des otages à Bâle et l'état-major de l'armée suisse²³.

Un bureau similaire, la Deutsche Nachrichtenstelle für die Neutralen, est en lien avec de nombreuses personnalités alémaniques par l'intermédiaire de Hermann Krämer, un professeur de Stuttgart. Krämer réalise une première mission en Suisse en septembre 1914. Né à Zurich et ancien enseignant à l'Université de Berne, cet Allemand rencontre les « meneurs de la presse des villes de Berne, Bâle, Zurich et autres, mais aussi les scientifiques et les gouvernements cantonaux »²⁴. Krämer est notamment reçu par le conseiller d'État zurichois Oskar Wettstein, le conseiller d'État bernois Carl Moser, l'un des responsables de l'Exposition nationale, et Ernst Laur, chef de l'organisation faïtière de l'agriculture et professeur à Zurich. Ce petit cercle se retrouve « pour discuter de toutes les étapes nécessaires à une amélioration du ton de la presse. » Hermann Krämer bénéficie ici des relations passées de son père Adolf, l'un des membres fondateurs de l'Union suisse des paysans.

L'action de Krämer est ciblée et bénéficie de puissants relais complaisants. Le professeur déclare notamment avoir obtenu la collaboration bienveillante de Leo Bündgens, responsable du bureau zurichois de l'Agence télégraphique suisse. Il conseille ses différents contacts dans la rédaction d'articles germanophiles. Cette médiation permet d'effacer l'origine allemande des messages, contrairement aux correspondances au ton bien souvent exalté qui arrivent directement d'Allemagne. L'agence de Krämer réalise en parallèle des envois massifs à destination des lieux de pouvoir helvétiques. Elle distribue sa littérature à dix journaux, vingt libraires, de grands hôtels, septante professeurs d'université, des prêtres, des directeurs d'école, de hauts officiers, des politiciens, l'écrivain Ernst Zahn, le directeur du Musée national, etc. Ces notables doivent ensuite faire circuler les écrits dans leur cercle d'influence. En janvier 1915, le réseau compte déjà 1000 adresses privées en Suisse²⁵. La Deutsche Nachrichtenstelle für die Neutralen est alors formellement intégrée à l'institution centrale de propagande. Elle poursuit son activité parallèle tout au long du conflit et bénéficie d'une subvention de la Wilhelmstrasse.

Une information intéressante est conservée dans les archives de ce bureau régional. À la mi-novembre 1914, des professeurs allemands établis en Suisse publient une lettre ouverte dans la *Frankfurter Zeitung* qui demande l'arrêt des envois privés de propagande. Hugo Blümner, ancien recteur de l'Université de Zurich, mène cette charge critique. Un sondage est alors réalisé par le bureau de Stuttgart auprès de ses destinataires suisses. Sur 387 réponses, 307 personnes souhaitent continuer à recevoir cette littérature de propagande. Pour Krämer, le résultat prouve de façon péremptoire le succès de son entreprise. L'Allemand ne tient pas compte d'un biais important, puisque les personnes qui ont répondu avaient un intérêt manifeste à le faire. Il oublie ainsi opportunément les centaines de questionnaires restés sans réponse...

LA GUERRE DES MANIFESTES

Ces efforts privés de mobilisation sont grandement dépendants de l'action spontanée fournie par les savants. Dès le déclenchement des hostilités, l'intellectuel renie sa posture d'indépendance à l'encontre du pouvoir politique²⁶. Même si des dissidences existent, la

majorité des hommes de science et de lettres se rallie à l'effort national, aussi bien à l'étranger qu'en Suisse. L'heure n'est pas à la simple défense de la patrie, mais bien à son armement moral. Certains s'adonnent parfois à des «bricolages» intellectuels leur permettant de renier leurs idées passées²⁷. Après une année de guerre, Paul Seippel, rédacteur au *Journal de Genève* et professeur à l'École polytechnique de Zurich, considère que le conflit a révélé la «faillite des intellectuels»²⁸. Seules quelques voix dissidentes refusent cet embrigadement intellectuel et cherchent à se faire entendre en créant de petites revues. La Suisse constitue une caisse de résonance importante pour ce camp de la dissidence, regroupé symboliquement autour de la figure de Romain Rolland. Dans son article «Aude-*dessus de la mêlée*», ce dernier met en garde contre l'embrigadement guerrier des esprits :

Ce ne sont pas seulement les passions de races qui lancent aveuglément les millions d'hommes les uns contre les autres, comme des fourmilières, et dont les pays neutres eux-mêmes ressentent le dangereux frisson; c'est la raison, la foi, la poésie, la science, toutes les forces de l'esprit qui sont enrégimentées, et se mettent, dans chaque État, à la suite des armées. Dans l'élite de chaque pays, pas un qui ne proclame et ne soit convaincu que la cause de son peuple est la cause de Dieu, la cause de la liberté et du progrès humains. Et je le proclame aussi...²⁹

L'université est en première ligne de cette mobilisation intellectuelle. Les thèmes de la propagande de guerre sont d'abord fournis par les intellectuels des deux camps, non par les diplomates ou les états-majors, même si ces derniers se positionnent en soutien. En Angleterre, des professeurs d'Oxford publient *Why we are at war* en septembre 1914³⁰. L'engagement le plus polémique des intellectuels se situe toutefois du côté allemand. Le 4 octobre 1914, le «Manifeste des 93» lance un retentissant «Appel au monde civilisé». Ces scientifiques et artistes de premier plan (les écrivains Gerhart Hauptmann et Richard Dehmel, le juriste Franz von Liszt, l'architecte Peter Behrens, le peintre Max Liebermann...) légitiment pleinement l'effort de guerre allemand. Le texte dément les accusations d'atrocités allemandes en Belgique ainsi que la responsabilité de l'empire dans le déclenchement de la guerre. Le texte s'adresse avant tout aux intellec-

tuels des pays neutres et est pénétré par une croyance arrogante et naïve en sa propre force de persuasion. Les 93 signataires utilisent une anaphore – « il n'est pas vrai que... » – et comptent agir de leur simple autorité: « Croyez-nous! Croyez que nous mènerons cette grande lutte jusqu'au bout, justement parce que nous sommes un peuple civilisé, un peuple auquel les traditions d'un Goethe, d'un Beethoven et d'un Kant sont aussi sacrées que son foyer et son sol. Nous vous en répondons de notre nom et notre honneur. »³¹

Cette argumentation catégorique est moquée par leurs adversaires³². Initiative d'origine privée dirigée par les écrivains Ludwig Fulda et Hermann Sudermann, le Manifeste allemand est tout de même rédigé en contact étroit avec les autorités impériales. Celles-ci se trouvent également en amont de la Déclaration des professeurs d'université du 16 octobre 1914, paraphée par plus de 3000 signataires et dont le ton est encore plus radical et belliqueux.

La réception que les intellectuels suisses réservent au Manifeste des 93 est clairement négative, aussi bien en Suisse alémanique que romande. Alors en mission en Suisse, Sudermann se rend compte que l'appel a eu un effet « désastreux » et demande à l'*Auswärtiges Amt* s'il peut être retiré³³. Un certain D^r Imhof de Berne se fait l'écho des conséquences néfastes de cet effort « pour l'âme des neutres » dans un article publié par la *Süddeutsche Zeitung* en janvier 1915 :

Les Suisses n'aiment pas recevoir de leçons de l'extérieur, aussi bien en privé qu'en politique! [...] Politiquement, notre peuple est éveillé et formé de telle façon qu'une fourniture trop riche d'écrits éclairants ou réprobateurs pourrait très facilement être perçue comme une intrusion ou du paternalisme et actuellement cela est le cas [...]. Je dois reconnaître qu'il me reste moi aussi un certain préjugé suite à la connaissance de ces efforts pour les neutres, qui me rend méfiant et suspicieux à l'encontre de ce qui suivra.³⁴

Cette citation d'Imhof provient d'une lettre que le Bernois adresse à la *Deutsche Nachrichtenstelle für die Neutralen*, en réponse à son sondage sur les effets de la propagande allemande. Elle est particulièrement intéressante, car son auteur présente un

profil favorable à la cause allemande. Imhof est par exemple convaincu que l'invasion de la Belgique a été provoquée par l'attitude coupable du gouvernement belge. De plus, s'il met en garde l'Allemagne contre une trop forte propagande, Imhof souhaite tout de même recevoir la littérature de propagande éditée par le bureau de Stuttgart.

Une guerre de manifestes est ouverte dans le champ académique puisque plusieurs corporations étrangères rédigent le leur, comme celui des 117 académiciens britanniques, celui de l'Institut de France ou celui de l'intelligentsia moscovite³⁵. Le cosmopolitisme de la communauté universitaire internationale est rompu. La Suisse intellectuelle est elle aussi en proie à cette fièvre de manifestes académiques. Dès le mois d'octobre 1914, des universitaires alémaniques, représentés par Leonhard Ragaz et Fritz de Quervain, s'attellent à la rédaction d'un texte intitulé « La mission des universités suisses », en réaction au Manifeste des 93. Signé par 314 professeurs, ce manifeste est publié dans la presse en avril 1915. Il révèle les tensions inhérentes à l'intelligentsia helvétique. Écrit de façon suffisamment vague pour ne pas froisser l'Allemagne, le manifeste ne s'en prend qu'à mots couverts à la violation de la neutralité belge : « Les différences naturelles, les oppositions et les contrastes [...] n'empêchent pas le peuple suisse d'être uni par un même idéal. Son unité s'exprime par cette volonté commune : résoudre les questions politiques, sociales et morales par le moyen d'un État démocratique et républicain, fondé sur la liberté et la justice. »³⁶ Chargé de relayer le texte en Suisse romande, Paul Seippel fait face à une fronde menée par des professeurs des universités de Lausanne et Neuchâtel, dont d'anciens membres de l'Union romande de 1907. Ces deux institutions rédigent chacune leur propre manifeste et condamnent ouvertement la violation de la neutralité belge. Le conflit moral entre les puissances se joue aussi à l'échelle plus réduite du contexte universitaire suisse.

UNE INSTITUTIONNALISATION À CONTRETEMPS

En octobre 1914, d'après des informations postérieures du politicien allemand Matthias Erzberger, l'Allemagne compte déjà 27 bureaux semi-publics de propagande étrangère³⁷. Il est très difficile de chiffrer avec précision les différents offices de ce type, qui impliquent à la fois les autorités militaires et civiles ainsi que des

organismes privés. L'historien Walter Vogel a travaillé dans les années 1930 sur des archives aujourd'hui disparues. Il en a tiré une liste d'une quarantaine de pages³⁸. La multiplication des places de propagande provoque en tout cas une certaine désorientation. Des citoyens suisses reçoivent plusieurs fois la même brochure en provenance de différents bureaux allemands. Deux mois après le début des hostilités, les autorités allemandes prennent conscience qu'une organisation unifiée de leur propagande à l'étranger devient une nécessité stratégique. Un besoin d'ordre se fait urgemment sentir.

« Dans cette guerre, l'Empire allemand n'a pas seulement à combattre les armes de ses ennemis, mais doit aussi lutter contre les fausses nouvelles et avis que ses ennemis donnent au sujet de l'Allemagne », argumentera rétrospectivement un rapport des autorités berlinoises³⁹. Avec l'installation dans une guerre de position à l'ouest, les soldats s'enterrent dans les tranchées et le conflit demande une mobilisation de toutes les forces vives, y compris celles des opinions domestiques et neutres. L'Empire décide alors de chapeauter l'ensemble des structures d'influence étrangère en une institution unique, la Zentralstelle für Auslandsdienst (ZFA), placée sous la dépendance de l'Auswärtiges Amt⁴⁰. Les missions diplomatiques sont ainsi chargées du travail de propagande en Suisse.

Sur le front de la guerre psychologique, l'impréparation est grande. Autant les esprits se mobilisent spontanément pour l'effort de guerre, autant les structures et les techniques de propagande sont embryonnaires pour gérer un tel électrochoc. Les besoins inédits de la bataille des propagandes impliquent une forte part d'innovation. Les expérimentations dans l'urgence marquent les premières formes étatiques de contrôle des opinions neutres. En Allemagne, il existe toutefois un socle sur lequel l'institution de propagande se construit, une assise encore faible mais préexistante. Avant-guerre, plusieurs tentatives de propagande domestique ou étrangère avaient été lancées, comme le Schulreferat de l'Auswärtiges Amt (1906) ou l'idée d'une politique culturelle extérieure défendue par Paul Rohrbach ou Karl Lamprecht (1912)⁴¹. Les associations étrangères avaient également été à l'avant-garde dans ce domaine, comme la Deutsche Sprachverein (1885), le Deutsche Überseedienst (février 1914), une fondation commune du grand capital et de la diplomatie, ou l'Auslands-Anzeigen GMBH

(avril 1914), menée par Alfred Huggenberg, directeur de la société Krupp. Mais ces projets n'avaient cependant pas encore connu d'institutionnalisation véritable.

Une exception est à mettre au crédit du grand-amiral Alfred von Tirpitz. En 1897, la création d'un Service de renseignements faisait figure de prototype pour la manipulation psychologique de l'opinion domestique⁴². En août 1914, la Marine impériale est donc l'institution la plus à même de lancer une action de propagande. Après deux semaines de combats, une première structure d'information pour l'étranger est fondée autour de Heinrich Löhlein, responsable du Service de renseignements de la Marine. Elle édite notamment la brochure *Die Wahrheit über den Krieg*, transmise aux voyageurs américains qui retournent dans leur pays d'origine. Cette première structure compte deux Suisses parmi les récepteurs de ses envois de propagande, et non des moindres : il s'agit en effet du général Wille et de l'ancien conseiller fédéral Emil Frey, alors directeur du bureau de l'Union internationale des télégraphes à Berne⁴³. Matthias Erzberger, député catholique du Reichstag, participe à cette première structure. Le 20 août 1914, il lance sa propre organisation – le bureau Berg – pour l'envoi de télégrammes et de lettres à l'étranger. Les publicistes Ernst Jäckh et Paul Rohrbach sont également engagés au sein du noyau entourant Löhlein. Ils font figure de têtes pensantes, notamment grâce à la revue qu'ils viennent de lancer, *Das grössere Deutschland*, sous-titrée « pour une politique allemande mondiale et coloniale ». La haute finance soutient cette première entreprise de propagande étrangère, par l'intermédiaire des grands banquiers Karl Helfferich et Hjalmar Schacht.

Une lutte de pouvoir s'installe rapidement entre la Marine et les diplomates. Avec l'instauration de la ZFA, l'*Auswärtiges Amt* obtient finalement la responsabilité de la propagande étrangère allemande. Un fonds conséquent de trois millions de marks est débloqué pour les six premiers mois d'activité. La première mission de la ZFA consiste à combattre les accusations portées sur les atrocités allemandes, tout en défendant l'idée d'une « guerre défensive » menée par l'Allemagne contre les puissances qui limitent son expansion naturelle. Lancée le 5 octobre 1914, la ZFA est dirigée par un diplomate de métier, le baron Alfons von Mumm. Différentes autorités civiles et militaires collaborent à cette entité. Le directoire est composé de représentants de la Marine et du Ministère

de la guerre. Le Deutsche Überseedienst (Service allemand d'outre-mer), une structure semi-publique, et des individus influents, tels Jäckh, Rohrbach et Erzberger, y siègent. Erzberger, membre du Zentrum, réalise notamment le lien avec les cercles parlementaires. Quant à Jäckh, il est également directeur du Werkbund allemand, une association d'art industriel qui met son réseau de contacts à disposition de la ZFA, 15 000 adresses étrangères sont acquises par ce biais⁴⁴. Du côté des représentants militaires, Erhard Deutelmoser, chef de la Division de presse de l'état-major, joue un rôle prédominant.

UNE PREMIÈRE STRUCTURE CENTRALE

Les employés de la ZFA s'installent à la Wilhelmstrasse 62 à Berlin, dans les locaux du Bureau colonial impérial. Des diplomates y côtoient des publicistes, des universitaires, des hommes d'affaires ou des technocrates. Quatre divisions sont créées : celle du contrôle de la presse ; la division des imprimés, la structure la plus imposante ; la division des images, photographiques et cinématographiques ; enfin, le service de distribution. Les opinions publiques des pays neutres constituent la cible principale de l'institution, mais cette dernière vise également les opinions alliées, notamment celles de l'Empire ottoman et de la Bulgarie après l'entrée en guerre de leur pays, ou les opinions ennemies, principalement celles des territoires occupés et des camps de prisonniers. Une des premières actions offensives en territoire ennemi consiste à diffuser les listes de morts et de disparus de l'armée française. Erzberger la réalise en passant notamment par la frontière suisse⁴⁵.

Les initiateurs de la ZFA sont conscients des errements des premières actions privées de propagande. « La propagande pour la diffusion de la vérité à l'étranger par des écrits, des appels et autres a bien souvent arrêté d'avoir un effet positif »⁴⁶, constate l'Auswärtiges Amt dès le mois de novembre 1914. Cette remarque fait écho à un article de Paul Seippel dans le *Journal de Genève*, dans lequel le professeur, fin connaisseur du contexte zurichois, écrit : « Quant à la propagande allemande, sous la forme d'une avalanche de papier imprimé, elle a produit un effet directement contraire à celui qu'on en attendait. »⁴⁷ Comme le relèvera un rapport berlinois de l'automne 1915, « les neutres se sont plaints du travail d'information [*Aufklärung*] de l'Allemagne au début de la guerre.

Ils se sont sentis inondés par les écrits tendancieux.»⁴⁸ Les griefs sont nombreux : les points de vue exposés sont trop unilatéraux ; les traductions de mauvaise qualité ; les dispositifs ne sont pas adaptés à la psychologie particulière des populations neutres ; enfin, le manque de cohérence est utilisé par l'ennemi, qui s'empresse de dénoncer les « mensonges allemands ». Une des premières actions de la ZFA revient à obtenir un engagement de sujétion de la part des places privées de propagande, comme celui de la Verein für das Deutschtum im Ausland⁴⁹. Cette mise au pas ne correspondra cependant jamais à un contrôle intégral. De nombreuses places privées continuent leur travail parallèle de façon quasiment autonome. Au demeurant, si la Zentralstelle est bien consciente du sentiment de rejet apparaissant chez les neutres, elle contribue grandement à le renforcer par la création d'un réseau complexe d'intermédiaires et par une stratégie basée principalement sur des envois massifs de littérature.

Sur le plan organisationnel, la ZFA se structure d'après les différents vecteurs de propagande utilisés. L'écrit domine et la diffusion des publications, périodiques ou non, occupe la plus grande partie du travail. Pour donner un ordre de grandeur, 220 000 exemplaires sortent des bureaux berlinois en janvier 1917⁵⁰. L'office n'est pas seulement un distributeur, puisqu'il s'occupe de la rédaction ou de l'édition de nombreuses publications. Les périodiques les plus utilisés sont les illustrés, comme l'*Illustrierter Kriegs-Kurier*, et les feuilles économiques, comme le *Kriegsauschnitt der deutschen Industrie*. Concernant les brochures, 574 titres individuels sont utilisés à l'étranger entre 1914 et 1918, allant de la feuille volante d'une page au « pavé » philosophique, du livre diplomatique officiel au pamphlet haineux⁵¹.

Second support de propagande, les images sont gérées par la Bilderzentrale en collaboration avec le réseau privé du Deutsche Überseedienst. Elles sont de toutes sortes : photographies, cartes postales, images humoristiques, cartes géographiques, affiches, projections lumineuses... Les images cinématographiques restent encore en retrait par rapport aux images imprimées. Contrairement à la plupart des publications, les films ne sont pas diffusés gratuitement, mais traités comme des produits commerciaux. À partir de l'été 1915, la majorité de la production est composée d'actualités hebdomadaires, comme les Semaines Messter. Sur ce plan précis, la Suisse est un territoire d'action secondaire. Les films

d'actualité se destinent surtout aux pays non germanophones, comme les nations balkaniques, l'Empire ottoman, les Pays-Bas ou les États-Unis⁵².

La ZFA peut aussi réaliser des actions domestiques en utilisant la presse neutre en Allemagne ou en transmettant des articles étrangers aux politiciens allemands. D'un point de vue formel cependant, le dispositif de propagande intérieure reste contrôlé par les autorités militaires – dans un premier temps, la division IIIb du major Walter Nicolai puis, dès octobre 1915, le Kriegspresseamt de Deutelmose⁵³. L'armée allemande garde également la main sur le travail de censure⁵⁴. Tout est étroitement imbriqué puisque la division IIIb s'occupe aussi de propagande étrangère, et notamment de la démoralisation de l'adversaire. Une « place de défense » est notamment mise sur pied à Berne et combat « l'espionnage, le sabotage et la propagande en Suisse »⁵⁵. Un mélange des genres s'installe à plusieurs niveaux. La propagande, action créatrice, est le pendant de la censure, action restrictive ; la propagande étrangère croise la propagande domestique et l'action centrale cohabite avec l'action périphérique. Le fédéralisme allemand explique par exemple la présence à Berne d'un dispositif de propagande et d'espionnage mené par le légat de Bavière.

Le nœud principal de tensions reste l'opposition du pouvoir civil au pouvoir militaire. L'état-major revendique et obtient de plus en plus de droits quant au travail de propagande auprès des neutres. En Suisse aussi, la légation impériale assiste à l'affrontement entre forces diplomatiques et militaires, surtout à partir de 1917. La propagande domestique connaît des tiraillements similaires, puisque le pouvoir civil parvient à instaurer quelques prérogatives à la fin de la guerre, avec la création de la Zentralstelle für Heimatklärung en avril 1918⁵⁶. Mouvant et instable, ce dispositif polycentrique de propagande prend progressivement des dimensions titanesques dans un enchevêtrement dense de structures et d'agents. Leurs compétences se chevauchent et provoquent à de multiples reprises des actions contradictoires. Dans les faits, la volonté de centralisation n'est jamais accomplie. Cette remarque est valable pour l'ensemble des structures belligérantes.

LE « COMBAT POUR L'ÂME DES NEUTRES »

Qu'en est-il plus précisément des autres dispositifs de propagande présents en Suisse? Du côté de l'Entente, les Britanniques prennent rapidement conscience de l'importance des opinions publiques des pays neutres, avant tout de celle des États-Unis. Le Neutral Press Committee et le War Propaganda Bureau (appelé Wellington House) sont lancés en septembre 1914. Mais l'improvisation reste de mise à Londres tout au long de l'année 1915, même si 2,5 millions de brochures sont diffusées à l'étranger durant la première année de conflit⁵⁷. Wellington House, dont l'existence est gardée secrète, est notamment responsable de la diffusion du rapport Bryce, consacré aux « atrocités » allemandes, en mai 1915. L'effet de ce rapport, qui utilise 1200 témoins pour établir « les massacres délibérés et organisés systématiquement de la population civile »⁵⁸, est d'autant plus fort qu'il paraît quelques jours seulement après le torpillage allemand du *Lusitania*, un paquebot britannique en provenance de New York, qui fait plus de 1000 morts civils. À Londres, une centralisation institutionnelle intervient avec l'arrivée de Lloyd George au pouvoir et la création du Department of Information à la fin de l'année 1916. Une mutation notable est encore menée en février 1918. Le Ministère de l'information travaille désormais en parallèle du Department of Propaganda in Enemy Countries.

En Suisse, l'action de propagande britannique reste en retrait du dispositif français, alors que le rapport de force est inversé en ce qui concerne le territoire hollandais, principalement pour des questions de proximité géographique. Le Royaume-Uni doit faire face à un obstacle de taille dans son action helvétique : une grande partie de l'opinion attribue les difficultés du ravitaillement économique du pays au blocus continental décidé par la marine britannique. Après s'être rendu à l'ambassade de France en été 1915, Romain Rolland relève dans son précieux *Journal* : « Mes renseignements sur l'impopularité de l'Angleterre en Suisse sont bien exacts. »⁵⁹ Le fait qu'un juif anglais, Francis Oppenheimer, soit responsable de l'instauration de la Société suisse de surveillance économique n'arrange pas les choses dans un pays où l'antisémitisme est latent. La propagande britannique bénéficie cependant d'un contexte plus favorable à partir de 1917, avec l'entrée en guerre américaine et le remplacement d'Hoffmann par Ador. Elle entame alors une action de propagande à part entière et cherche

à renforcer les discours suisses d'autonomie culturelle. À la fin du conflit, la Suisse représente également un territoire important pour son action de propagande subversive contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Pour la propagande française, la centralisation institutionnelle prend plus de temps, même si des actions sont menées rapidement sur le territoire helvétique. Les organisations privées, comme l'Alliance française, les chambres de commerce ou des organisations catholiques et protestantes, sont aux avant-postes dans la première année de guerre. Au temps de l'improvisation du gouvernement Delcassé (fin août 1914 – octobre 1915) se substitue celui de l'organisation sous le gouvernement Briand (fin octobre 1915 – printemps 1917). Quant aux fonds secrets alloués à l'action de propagande, ils suivent une courbe ascendante : un crédit de 5 millions est ouvert en 1914, un de 8 en 1915 et un de 25 en 1916 et 1917⁶⁰.

Structure centrale de propagande à destination des neutres, la Maison de la Presse est lancée en février 1916, sous la responsabilité de tutelle du Ministère de la guerre et du Quai d'Orsay, et notamment de l'influent Philippe Berthelot, chef du cabinet d'Aristide Briand. Elle emploie 300 collaborateurs civils et militaires. Une Agence de correspondance parisienne, dirigée par le professeur Émile Haguenin, prend ses quartiers à Berne. Elle centralise le travail de propagande effectué jusque-là par les missions diplomatiques et officie dans le même temps comme service de renseignement politique⁶¹. Ancien professeur de littérature à Berlin, Haguenin « a des collaborateurs de premier ordre, la plupart des normaliens. Et il est lui-même un gros homme très pondéré, très mesuré, très méthodique, honnête et bien intentionné, quoique je le suppose capable d'employer certains moyens... »⁶², indique le professeur Gonzague de Reynold après une prise de contact avec l'Agence. En novembre 1917, l'arrivée au pouvoir de Georges Clemenceau redistribue les cartes. À la fin du mois de mai 1918, le président du Conseil réorganise la Maison de la Presse en un Commissariat général de la propagande. Une plateforme offensive, le Centre d'action de propagande contre l'ennemi, est instituée en parallèle et mène plusieurs actions sur la frontière germano-suisse.

Entrée en guerre en mai 1915, l'Italie met du temps à établir une institution centrale de propagande. « L'Italie reste un peu trop

les bras croisés, alors que ses ennemis se livrent à un travail de propagande»⁶³, regrette notamment le *Journal de Genève* en mai 1916. À la fin de cette année, le gouvernement italien crée pourtant un Ministère de propagande, mais ses réalisations restent minimales. Une réforme intervient après le «désastre» militaire de Caporetto, avec le lancement du Sous-secrétariat pour la propagande à l'étranger et pour la presse. En Suisse, cet office se joint à l'effort des services alliés, avec le détachement de l'agent Guiseppa Borgese en 1918⁶⁴. À Berne, Italiens et Britanniques s'unissent derrière l'Agenzia italiana della stampa pour créer des passerelles d'action subversive entre la Suisse et l'Empire austro-hongrois⁶⁵. L'action se concentre surtout sur les nationalités yougoslaves et tchèques pour déstabiliser la Double Monarchie et une aide conséquente est fournie par la diplomatie serbe depuis Genève. Quelques publications de moindre importance diffusent les idées de la propagande italienne, sans que l'on puisse établir, en l'état des recherches, leurs connexions précises avec les institutions romaines⁶⁶.

La politique de communication de la Russie tsariste en Suisse reste très marginale et ne semble pas avoir joué un grand rôle sur l'opinion publique helvétique. Seule l'agence de presse Nord-Züd fait office d'exception, puisqu'elle compte une trentaine de journaux suisses parmi ses abonnés en mars 1917⁶⁷. Après la révolution d'Octobre, la propagande bolchevique marque en revanche plus fortement les esprits, avant tout par la peur qu'elle suscite dans le camp bourgeois. Le gouvernement de Lénine n'est pas reconnu par la Confédération. L'arrivée de Jan Berzine en mai 1918, chef de la mission bolchevique en Suisse, agite le spectre d'une diffusion de l'action révolutionnaire en Europe occidentale. La mission est notamment chargée d'informer l'Occident au sujet des réalisations de la révolution russe. Extérieure à l'office, l'agence bilingue des Russische Nachrichten/Nouvelles russes est créée dès la fin du mois de mai 1918. Elle transmet environ 360 bulletins quotidiens gratuitement. Placée sous la tutelle du conseiller national Fritz Platten, la Sozialistische Korrespondenz se destine de son côté à la presse socialiste. Une division littéraire est également active pour traduire les livres des meneurs bolcheviques, surtout ceux de Lénine et Trotsky. La Promachos Verlag, une petite maison d'édition de Belp, fait office de relais indigène. En Suisse romande, le militant français Henri Guilbeaux constitue le principal point

d'appui du mouvement bolchevique avec sa revue *demain* et la création de la *Nouvelle Internationale*⁶⁸.

Dans cette ultime année de guerre, la propagande bolchevique n'est pas la dernière à prendre ses marques en Suisse. L'institution américaine commence elle aussi à travailler l'opinion helvétique. À Washington, l'action est coordonnée par le Committee on Public Information (CPI) de Georges Creel. L'offensive de son agent Vira B. Whitehouse, l'une des rares figures féminines de cette recherche, débute réellement au cours de l'été 1918 et vise déjà l'après-guerre et le temps des négociations de paix.

DANS LE CAMP DES EMPIRES CENTRAUX

Qu'en est-il du côté des alliés de l'Allemagne? Pour l'Autriche-Hongrie, la responsabilité de l'action de propagande incombe au Kriegspressequartier, fondé le 28 juillet 1914, et au Ministère des affaires étrangères. À partir de 1915, les prérogatives militaires se renforcent avec l'activité de la section de renseignements de l'Armeeoberkommando. La Suisse devient un véritable terrain d'action pour la propagande institutionnelle suite à l'installation du front austro-italien en mai 1915. À Berne, la Double Monarchie travaille depuis deux places fortes: la légation dirigée par Maximilien von Gagern et la division de l'attaché militaire William von Einem.

Dans les deux premières années de guerre, les autorités austro-hongroises s'activent sur les mêmes champs que ceux qu'occupe leur allié allemand: amélioration de la rapidité de transmission des communiqués, envois de brochures et d'images de guerre, invitations de journalistes et d'officiers suisses sur le front (comme le lieutenant vaudois Paul de Vallière⁶⁹), création d'une agence de presse indigène (Schweizer Telegraf-Information), subventions aux publications helvétiques (*La Svizzera*, *L'Indépendance helvétique*, probablement *Das Neue Europa*)... Plus modeste, l'action de la Double Monarchie se développe dans l'ombre de l'Allemagne⁷⁰. Les Autrichiens changent d'attitude en 1917 avec l'arrivée au pouvoir du nouvel empereur Charles I^{er}. Ils lancent divers sondages pour une paix de conciliation. Leur action de propagande, notamment sur le plan artistique, entre alors en concurrence avec celle de leur allié allemand. Le dispositif austro-hongrois doit en outre tenir compte des velléités indépendantistes des nationalités qui

composent son empire. Son action est offensive, avec l'influence des Polonais austrophiles, mais aussi défensive, avec la surveillance des Slaves du Sud et des Tchèques. Premier président de la Tchécoslovaquie en 1918, Tomàs Masaryk est actif à Genève durant la guerre. En mars 1915, la diplomatie autrichienne obtient notamment l'interdiction d'un manifeste qu'il rédige pour le compte de la diaspora tchèque. Masaryk publie par la suite des articles dans la *Nation tchèque*, une revue dirigée de Paris par l'historien Ernest Denis. Au printemps 1916, différentes mesures de censure contre la *Nation tchèque* provoquent un conflit ouvert entre les autorités fédérales et les autorités genevoises⁷¹.

L'Autriche doit aussi faire face à l'action propagandiste menée par son ennemi serbe. Plusieurs petites revues (*La Serbie, Srpski List, Ujedinjenje, Yougoslavie...*) sont fondées à Genève par la propagande serbe⁷². Cette dernière bénéficie également du militantisme du criminaliste lausannois Rodolphe-Archibald Reiss. D'origine allemande, naturalisé suisse et professeur à l'université, Reiss possède le profil idéal pour une mission que lui confie le consulat serbe de Genève au début de la guerre. Il se rend sur le front oriental pour livrer une enquête sur la conduite de l'armée austro-hongroise et devient correspondant de guerre pour la *Gazette de Lausanne*, le *Petit Parisien* ou *De Telegraaf* d'Amsterdam. Dans la presse suisse, ce Lausannois, âgé de 40 ans, défend la parenté d'esprit qui existerait entre la Suisse et la Serbie, deux « petits » peuples qui ont dû (pour le premier) et doivent (pour le second) lutter pour leur indépendance⁷³. Reiss publie à son retour un réquisitoire contre les crimes de guerre autrichiens en Serbie, fondé sur de nombreuses sources photographiques. L'Autriche reconnaît l'influence de Reiss sur l'opinion helvétique puisqu'elle détache alors un agent, Erwin Janischfeld, pour contredire l'argumentaire du célèbre criminaliste vaudois, fondateur de l'Institut de police scientifique⁷⁴. Reiss bénéficie d'un solide réseau au sein de l'intelligentsia parisienne et sa brochure est notamment relayée par la propagande française en Suisse⁷⁵. Interdit de vente par la censure, cet écrit reçoit le soutien d'une grande partie de la presse romande. La région lémanique est alors un terreau fertile pour la cause serbe. Plusieurs intellectuels sont particulièrement actifs pour soutenir l'« héroïque » peuple serbe, à l'instar du comité « Pour le Droit et la Liberté », fondé à Lausanne en 1917 par l'éditeur Charles Payot ou les professeurs Philippe Godet et Maurice Millioud⁷⁶.

La région lémanique représente aussi le cœur du travail initial de propagande mené par l'Empire ottoman. À Genève, la Turquie bénéficie de soutiens dans les milieux nationalistes opposés à l'Empire britannique, particulièrement parmi la colonie égyptienne. Ces liaisons sont utiles à l'action subversive de l'Allemagne en Suisse romande, qui se cristallise autour de *L'Indépendance helvétique*. L'action ottomane s'installe ensuite à Berne à l'automne 1917, avec le lancement du Bureau de presse turc⁷⁷. La propagande de la Sublime Porte ne semble pas avoir réellement pesé sur les débats d'opinion en Suisse. Ni ses adversaires ni l'État suisse n'y portent un réel intérêt. La même remarque vaut pour les dispositifs mis en place par d'autres belligérants de moindre importance (Bulgares, Roumains, Grecs vénizélistes...).

Par la rapidité de son action, la propagande belge représente cependant un cas particulier sur lequel il vaut la peine de s'arrêter. Dès l'automne 1914, une délégation dirigée par Émile Waxweiler est envoyée en Suisse pour y prendre le pouls de l'opinion⁷⁸. Le sociologue bruxellois est frappé par l'état d'esprit défavorable à la cause belge qui domine en Suisse alémanique, où l'opinion serait plus prompte à excuser l'agression allemande qu'à la condamner. Cette perception s'oppose diamétralement à celle dominant un espace romand qui sublime la résistance du peuple belge. Cette ferveur ne va pas sans ambiguïté, comme le relève Waxweiler dans son premier rapport de mission daté de mars 1915 : «Après tout, ce que l'on reconnaissait de meilleur à la population belge, c'était précisément... ce que nous voulions nier et combattre, à savoir : l'organisation héroïque d'une guerre de francs-tireurs.»⁷⁹

La stratégie développée par les Belges consiste alors à s'appuyer sur la défense du droit des gens et des droits des neutres à l'inviolabilité de leur territoire en cas de guerre. Waxweiler publie d'abord *La Belgique neutre et loyale* chez Payot à Lausanne. Tiré à 3000 exemplaires, l'ouvrage est épuisé en dix jours. Une traduction sort immédiatement en allemand et en italien⁸⁰. Mobilisant des sentiments de compassion et de charité, de nombreuses conférences sont organisées dans les principales villes du pays. En parallèle, l'action s'institutionnalise avec la mise sur pied, au Havre, du Bureau belge de documentation en janvier 1915⁸¹. Dans son second rapport de mission, en novembre 1915, Waxweiler se félicite de l'évolution de l'opinion publique en Suisse alémanique et notamment de l'indépendance de jugement des grands journaux :

«Le mirage de la supériorité de l'Allemagne s'est évanoui, le sens critique s'étant réveillé [...]»⁸² Comme la cause de la Belgique aurait la «partie définitivement gagnée», le sociologue conseille au gouvernement de ne mener qu'une action minimale en Suisse. Waxweiler cite l'Allemagne en contre-exemple: «On doit bien se dire qu'une des raisons de l'éloignement pour l'Allemagne de la Suisse allemande est précisément le caractère pressé, indiscret, impatient de la propagande germanique.»⁸³ L'action belge s'oriente par la suite sur des actions artistiques et charitables, afin de couvrir des intérêts plus politiques. En octobre 1916, le musicien Maurice Kufferath lance l'Union patriotique belge à Genève. Cette organisation met notamment sur pied des représentations théâtrales et cinématographiques, dans la lignée des manifestations proposées par les grandes puissances⁸⁴.

«SENTIR BATTRE LE POULS DE CETTE EUROPE EN GUERRE»

«Il y aurait presque de quoi flatter notre vanité dans cette lutte entre les belligérants pour la conquête de nos âmes de neutres.»⁸⁵ En 1918, cette remarque du Bâlois Karl Hänggi, un agent de la diplomatie française, souligne l'importance de la Suisse dans cette guerre psychologique. Quelle est la place particulière qu'occupe la Confédération dans le dispositif européen de la ZFA? Dans la littérature spécialisée, elle est définie comme la terre d'action principale sans que cette affirmation soit véritablement fondée⁸⁶. Les sources de la ZFA sont fortement limitées quant à l'importance relative de chaque pays neutre. Dans les rapports produits, les neutres ne sont jamais considérés dans une vision globale et chaque pays est traité au cas par cas.

Il faut dès lors se contenter d'une base quantitative de comparaison. Plusieurs indices conservés dans les rapports récapitulatifs montrent que la Suisse représente le champ d'action principal en Europe dans le domaine de l'écrit, alors que les États-Unis restent, jusqu'à leur entrée en guerre, la cible première pour les territoires d'outre-mer. Ces hypothèses se fondent sur une première statistique établie après la première année d'activité de la ZFA. La grande cartothèque que l'institution utilise pour ces envois de littérature compte environ 25 000 adresses⁸⁷. Elle est établie par profession, (commerçants, professeurs, politiciens, savants...) et est complétée par des listes d'instituts, de banques et de rédactions. La Suisse et

les États-Unis constituent les espaces les plus travaillés, avec 5000 adresses chacun (20 %). Ils sont suivis par les pays scandinaves – au sens courant du terme, Danemark compris – (15 %), les Pays-Bas (13 %), le Brésil (5 %) et l'Espagne (4 %). La prise en compte groupée de l'Amérique du Sud représente 14 % de l'échantillon. Il faut ajouter que la Suisse est le seul pays dont les adresses sont séparées en différentes rubriques (Suisse allemande, Suisse romande, clergé romand). Une seconde statistique appuie cette hiérarchie. Elle concerne à nouveau la propagande écrite, ce qui a son importance pour la prééminence de la Suisse, seul pays à partager l'une de ses langues nationales avec l'Allemagne. Sur les 574 titres diffusés par la ZFA durant la guerre, 407 ne sont pas anonymes. Sur cette base, il est possible de créer un échantillon de 132 titres issus d'auteurs ou de maisons d'édition neutres. La Suisse représente alors la moitié de l'échantillon. Viennent ensuite la Scandinavie (19 %), les Pays-Bas (9 %) et les États-Unis (3,8 %). La différence est ainsi significative entre la Suisse et les autres territoires.

Pour le dispositif français de propagande, la Suisse pourrait aussi constituer un territoire prioritaire, si l'on se fie à une remarque rétrospective du colonel Gaston Pageot, attaché militaire à Berne: «On ne saurait méconnaître en effet que si aujourd'hui la Suisse a quelque peu perdu de son importance, elle a du moins été pendant la guerre le principal centre de renseignements et de propagande.»⁸⁸ Quant à l'Empire austro-hongrois, la propagande et l'espionnage sont, d'après Jasna Adler, les deux fonctions les plus importantes des diplomates en poste à Berne⁸⁹. En janvier 1917, l'arrivée du nouveau légat, l'expérimenté baron Alexander von Musulin, symbolise cette diplomatie de guerre d'un nouveau type, chargée du travail systématique de l'opinion publique à l'étranger. En juillet 1914, Musulin, apprécié pour ses capacités rédactionnelles, avait été chargé de rédiger l'ultimatum adressé à la Serbie⁹⁰. Il relèvera dans ses mémoires au sujet de son séjour en Suisse: «Ma légation devient plus un grand bureau de correspondance journalistique qu'un centre diplomatique.»⁹¹ En automne 1917, Vienne nomme ainsi Oskar von Montlong au poste de consul général de Genève, un spécialiste des relations publiques puisqu'il dirigeait depuis 1913 le département de presse du Ministère des affaires étrangères.

UNE TÊTE DE PONT EN EUROPE

Comment expliquer la position clé de la Suisse au sein du combat des propagandes sur le continent? Premièrement, l'emplacement géostratégique du pays, en contact direct avec trois, puis quatre belligérants, en fait naturellement une plaque tournante opérationnelle. La Suisse sert de pivot pour des propagandes qui cherchent à toucher les opinions ennemies. Elle leur permet de contourner les fronts et les censures adverses. «[...] Notre service de renseignement n'a que peu de portes d'entrée dans les pays neutres frontaliers. Parmi ceux-ci, la Suisse figure en première ligne»⁹², indique en décembre 1915 Erich von Falkenhayn, le chef de l'état-major allemand. Cette déclaration au sujet du réseau d'espionnage peut être transposée à la nébuleuse de propagande, de par la proximité des deux phénomènes. Le légat allemand à Berne Gisbert von Romberg constate ainsi deux ans plus tard: «Comme on le sait, l'opinion publique suisse est [...] d'une importance internationale de grande portée, car elle représente une des seules voies qui influencent l'opinion publique des pays ennemis (répercussion vers la France, l'Angleterre, les États-Unis, etc.).»⁹³ Le réseau français de propagande partage ces vues. Lazare Weiller, un industriel d'origine alsacienne, est en mission en Suisse pour le compte du gouvernement. Il décrit finement les agissements de l'Allemagne dans le journal parisien *Le Temps*:

La propagande allemande est partout. [...] Mais la Suisse est vraiment son laboratoire de choix. Nulle part, elle n'emploie plus d'agents, munis de ressources plus considérables pour accomplir par des moyens plus variés une œuvre diverse et unie à la fois. Ce serait d'ailleurs se faire une étrange illusion que de s'imaginer que le but de la propagande en Suisse est la conquête morale et économique de la Suisse. La proie ne serait évidemment pas à dédaigner et rien n'est négligé pour en accaparer ce qui y est à prendre, mais l'objectif qui est visé de Berne, de Bâle, de Zurich, de Lugano, de Genève, est autrement vaste: c'est tout simplement l'univers. Triste et pesant privilège de la Suisse: pas une de ses frontières qui ne la fasse voisine d'un belligérant.⁹⁴

Deuxièmement, la composition plurilingue et pluriculturelle de la Suisse renforce son rôle de médiateur, puisque sa presse et ses intellectuels sont écoutés et lus dans les pays qui leur sont

culturellement proches. Ce fait est favorable aussi bien à des fins domestiques que subversives. L'Allemagne et la France cherchent dès le début du conflit à obtenir le soutien de l'opinion suisse pour fortifier et rassurer leur propre opinion. Puis, à partir de 1915, la propagande offensive en pays ennemi passe par le détour du territoire ou des publications helvétiques⁹⁵.

Troisièmement, la Confédération constitue une terre d'asile recherchée. Ses frontières restent, jusqu'à l'instauration de l'Office central de police des étrangers en octobre 1917, largement ouvertes aux exilés des pays belligérants. La Suisse devient une zone importante de contact pour les décideurs et leurs tentatives de médiation, tout en accueillant de nombreux réfractaires, déserteurs ou réfugiés politiques. Un grand nombre de personnalités «dissidentes» passent une partie de la guerre sur le territoire suisse, qu'il s'agisse des artistes exilés du mouvement dada à Zurich (Hans Arp, Hugo Ball...), d'Alfred Hermann Fried et de sa *Friedens-Warte*, de Lénine et des Zimmerwaldiens, de Stefan Zweig, etc.⁹⁶ «Si un homme a simplement une légère excuse de santé, d'affaires ou une autre raison pour être en Suisse, cela prendra plusieurs mois avant que les Suisses commencent à poser des questions gênantes»⁹⁷, télégraphie par exemple un agent britannique du contre-espionnage au printemps 1917. De très nombreux groupements nationalistes et pacifistes militent depuis la Suisse et leurs capacités de nuisance attirent les convoitises des propagandes belligérantes. En outre, la censure suisse agit sur les productions politiques avec bien plus de libéralité que celle ayant cours dans les pays belligérants.

La Suisse conserve ainsi une vie intellectuelle où différentes opinions peuvent s'exprimer, voire dialoguer, ce qui convainc par exemple Romain Rolland de ne pas rentrer en France au début du conflit. Il l'écrit à Stefan Zweig en novembre 1914 : «Réfléchissez que je vous écris de Suisse où *toutes* les nouvelles de *tous* les pays nous arrivent. Nous connaissons à la fois votre vérité et celle des Français, des Anglais, etc. Nous pouvons comparer et faire notre choix.»⁹⁸ Cet argument est répété par Rolland dans une lettre à Gabriel Séailles en janvier 1915 : «Si je me suis fixé momentanément en Suisse, c'est que c'est le seul pays où je pouvais continuer de me maintenir en relations avec des esprits de toutes les nations. Ici, je puis sentir battre le pouls de cette Europe en guerre, je puis, jusqu'à un certain point, pénétrer sa vie morale, et juger ses

idées, non pas en Français, en Allemand, en Anglais, mais en Européen.»⁹⁹ Une note similaire est rédigée en février 1915 par le Polonais Wincenty Witos, un politicien venu de Galicie, lors de son passage de la frontière suisse : « Le député [Włodzimierz] Tetmajer, poussé par la curiosité, se jeta hors de la gare et, après qu'il ait acheté des journaux italiens, français, anglais et suisses, commença à lire fiévreusement et à nous traduire les textes à haute voix. [...] Ces nouvelles nous ouvraient un monde complètement neuf. »¹⁰⁰

Dans les premiers mois de conflit, alors que les atrocités et les déclarations contradictoires des gouvernements enflamment les opinions, la Confédération fait figure, pour un certain nombre d'intellectuels, de possible lieu de jugement impartial entre les puissances. Proche de Rolland, Paul Seippel se démène notamment dès le mois de septembre 1914 pour créer une commission d'enquête neutre pour la sauvegarde du droit des gens. Il écrit dans le *Journal de Genève* : « Placée au centre de l'Europe [...], la Suisse nous paraît admirablement placée pour éclairer cette opinion publique dont chacun reconnaît aujourd'hui l'autorité. »¹⁰¹ Cette initiative fait long feu face à l'intransigeance affichée par les belligérants et notamment leur volonté de contrôler les enquêtes officielles menées au sujet des atrocités. Au demeurant, la neutralité politique de l'État fédéral est loin d'impliquer une position d'impartialité morale de la part de l'opinion. Ainsi, en mai 1916, Romain Rolland se révélera désabusé quant aux capacités éthiques de son pays d'accueil. « Le vrai droit moral de la Suisse à l'existence était la vérité. Elle n'a cessé d'y manquer », déplore l'exilé français. Il reconnaît cependant que son jugement est loin d'être partagé par tous les étrangers présents sur sol helvétique : « Ce Russe [nda : le comte Olsoufiew] est convaincu, comme la plupart des Français, que du moins les journaux suisses disent la vérité. Il les dévore avidement parce qu'il y trouve du moins les communiqués allemands. »¹⁰²

Pour les propagandes belligérantes, la place centrale de la Confédération relève aussi de l'importance des échanges culturels qui relient les espaces germano- et austro-alémaniques, franco-romands, italo-tessinois. La guerre amplifie un phénomène déjà bien établi et, dans le cas allemand, la germanophilie de nombreuses élites alémaniques offre de complaisants relais à un empire qui se retrouve sur la défensive dans son influence de l'opinion internationale. Dans ce conflit « total », le soutien moral des neutres

est investi d'une importance primordiale. Pour les États en guerre, la peur de perdre leurs adhérents à l'étranger permet de comprendre pourquoi l'effort d'influence de chaque puissance, au début de son engagement, se concentre sur l'espace culturel qui lui est déjà largement acquis.

Une dernière raison à l'intérêt que présente la Confédération se trouve dans les représentations qui sont données de la neutralité helvétique, aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. En pleine construction, le mythe de la neutralité « perpétuelle » du pays revêt un aspect mobilisateur extrêmement fort. La neutralité n'est pas ce concept de politique extérieure gravé dans le marbre que défendent opportunément les élites. Elle reste malléable d'après les besoins du temps et recouvre de nombreuses pratiques¹⁰³. Cela n'empêche pas, d'un point de vue heuristique, d'accorder à ce principe une grande force de persuasion sur les consciences contemporaines. La plupart des citoyens suisses sont ainsi convaincus du caractère permanent et absolu de leur neutralité. « [...] La Suisse s'exagère la nature spéciale de sa propre neutralité, qu'elle s'attache à définir d'ailleurs elle-même par l'attitude qu'elle prend au moment de chaque déclaration de guerre internationale »¹⁰⁴, constate par exemple à regret le sociologue belge Émile Waxweiler, envoyé en mission de propagande en Suisse. Pourtant, à l'étranger aussi, le statut neutre de la Suisse possède une aura importante, du fait de son imposition officielle par les puissances du Traité de Vienne en 1815. Cette caractéristique vieille d'un siècle fournit aux intellectuels suisses un poids certain sur le plan international. En 1917, l'un des responsables du travail de propagande de la légation allemande rapporte en ces termes les ressources que l'on prête aux Suisses : « La Suisse représente désormais [...] une partie de l'opinion mondiale et est appelée dès maintenant, et certainement plus dans le futur, à un rôle de chambre de compensation non exclusivement matérielle. »¹⁰⁵

Ce grand intérêt des propagandes pour la Suisse reste étroitement lié à l'état d'exceptionnalité provoqué par la guerre. En mars 1918, un agent allemand rapporte ces mots du légat :

Romberg justifie son action en Suisse par le fait que la Suisse ne joue un rôle d'importance pour nous que dans la guerre en tant que couverture de flanc, sinon c'est un petit État qui ne joue aucun rôle. Il n'y aurait sinon aucun sens à parader ici et à engager

de grandes actions [...] Ce que la Suisse pensera après-guerre nous est égal [...] Les Suisses se prennent bien trop au sérieux. Qui se serait jamais inquiété d'un Monsieur Ador ou d'un Monsieur Schulthess en Allemagne pendant la paix? Au Ministère [*« Amt »*], le conseiller n'a que rarement su qui était président de la Confédération ou ce qu'est finalement un conseiller fédéral; aujourd'hui on attend d'ici des télégrammes pour chaque petit scandale.¹⁰⁶

Sur le plan de la stratégie militaire, les belligérants ont intérêt, tout au long de la guerre, à ce que la Suisse respecte sa neutralité. Une partie de leur action de propagande et de renseignements consiste ainsi à s'assurer les bonnes faveurs de la Confédération. Sur le plan économique en revanche, les livraisons helvétiques n'interviennent pas immédiatement dans les calculs des diplomates. Pour l'Empire allemand, la Suisse constitue certes une place de transit importante pour contourner le blocus, mais les possibilités de réexportation du marché helvétique restent limitées. De plus, la mise en place de la Société suisse de surveillance économique par l'Entente diminue les potentialités de ce transit de marchandises. Il ne faut cependant pas conclure au désintéressement des belligérants à l'encontre des capacités productives de l'industrie suisse. À partir de 1915, de nombreuses sociétés se mettent à produire pour l'économie de guerre des deux blocs, qu'il s'agisse de pièces de munitions dans le secteur horloger, d'aluminium, de produits chimiques, de cuivre, de chocolat...¹⁰⁷ L'envol du marché bancaire suisse renforce aussi l'importance stratégique du pays dans cette guerre économique et, à partir de 1916, les places financières helvétiques deviennent une arme à part entière de politique extérieure et de défense nationale, comme l'illustrent les discussions du premier crédit de change accordé à la France¹⁰⁸. Les États belligérants ont donc aussi un certain intérêt à ce que l'opinion publique helvétique fasse pression en leur faveur sur les autorités fédérales et, partant, leur politique extérieure et commerciale.

NOTES DU CHAPITRE 2

1. Paul Rochat, «La guerre, la presse et la censure», in *Annuaire de l'Association de la presse suisse*, Zurich: Orell Füssli, 1916, p. 9.
2. Cité par Georges Andrey, *La Suisse romande, une histoire à nulle autre pareille!*, Fleurier: Éditions du Belvédère, 2012, p. 284.
3. Carl Albert Loosli, *La Suisse et ses rapports avec l'étranger*, op. cit., p. 21.
4. Jürgen et Wolfgang von Ungern-Sternberg, *Der Aufruf «An die Kulturwelt!»*, *Das Manifest der 93 und die Anfänge der Kriegspropaganda im Ersten Weltkrieg*, Stuttgart: Franz Steiner, 1996, p. 114.
5. Kurt Koszyk, «Entwicklung der Kommunikationskontrolle zwischen 1914 und 1918», in *Pressekonzentration und Zensurpraxis im Ersten Weltkrieg*, Berlin: Fischer, 1973, p. 173.
6. Sacha Zala, *Geschichte unter der Schere politischer Zensur: amtliche Aktensammlungen im internationalen Vergleich*, Munich: R. Oldenbourg Verlag, 2001, pp. 23 ss.
7. Paul Rochat, «La défense de la censure», art. cit., p. 38.
8. Sacha Zala, op. cit., p. 31.
9. En voici deux exemples: *Korrespondenz der Königlich Grossbritannischen Regierung betreffs der Europäischen Krise*, Im Auftrag Seiner Majestät den beiden Kammern des Parlaments im August 1914 vorgelegt, Berne, 1914; *Recueil de témoignages concernant les actes de violation du droit des gens commis par les États en guerre avec l'Autriche-Hongrie*, publié par le Ministère impérial et royal des affaires étrangères, Berne: K. J. Wyss, 1915.
10. Télégramme de Jean-Baptiste Beau (Ambassade de France) à Théophile Delcassé (Ministre des affaires étrangères), Berne, 29 octobre 1914, cité dans *Documents diplomatiques français*, 1914, Paris: Ministère des affaires étrangères, 1999, p. 429.
11. Kurt Breysig, «An die deutschen Schweizer», *Der Tag*, 19 août 1914.
12. *Jeder Schuss ein Russ! : Neue Kriegslieder*, Jena: Diederichs, 1914.
13. AEG, T Ri/33-3, Arthur Hoffmann (DPF) au Conseil d'État genevois, Berne, 2 octobre 1914.
14. *Innsbrucker Kriegsflugblätter*, Oskar Blobel (éd.), Zurich: Der Kriegssammler, 1914-1918 (410 numéros).
15. AFS, E27/13893, vol. 2, Direction de la douane suisse au Département politique fédéral, Berne, 10 décembre 1914.
16. *Idem*; K. Lehmann-Dumont, *Humoristische Karte von Europa im Jahre 1914*, Dresde, 1914.
17. BA, R901/71085, ZFA à Hans Attenberger, Berlin, 27 juillet 1917.
18. AFS, E27/13892, vol. 1, DPF au Département des postes et des chemins de fer, Berne, 14 avril 1915.
19. *Pro Belgica! : Les réprobations nécessaires*, par M^e X., avocat au barreau, Genève, octobre 1914.
20. Voir le commentaire élogieux de la *Berner Intelligenzblatt* du 31 mai 1915.
21. *À propos de la guerre*, 2^e cahier, slnd., respectivement p. 13 et p. 9. Les détails de cette affaire se trouvent dans: AFS, E27/13893, vol. 2, Propagande contre l'Entente.
22. Henri Chenevard, «Un abus intolérable», *Gazette de Lausanne*, 10 décembre 1914.
23. BA, R901/72383, Rudolf Katz, Rapport d'activité, Karlsruhe, 15 avril 1917.
24. BA, R901/72250, Hermann Krämer à Hans Hildebrandt, Hohenheim, 1^{er} octobre 1914. Les citations suivantes sont tirées de ce document.
25. *Idem*, Rapport sur les résultats de la circulaire adressée à nos adresses suisses, slnd.
26. Voir Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie: les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris: La Découverte, 1996, p. 10.
27. Anne Rasmussen, «La «science française» dans la guerre des manifestes, 1914-1918», *Mois, les langages du politique*, N° 76, 2004, pp. 9-23.
28. *L'indépendance intellectuelle de la Suisse*, Paul Seippel, Fritz de Quervain, Emil Zürcher, Leonhard Ragaz, Zurich: Orell Füssli, 1917, p. 19.
29. Romain Rolland, «Au-dessus de la mêlée», *Journal de Genève*, 22 septembre 1914.
30. *Why we are at war: Great Britain's case*, by members of the Oxford faculty of modern history, Oxford: Clarendon Press, 1914.
31. Conclusion du Manifeste citée par Jürgen et Wolfgang von Ungern-Sternberg, op. cit., p. 162.
32. Voir par exemple Ernest Lavisse, «Non possumus», *Revue de Paris*, N° 22, 1915, pp. 670-672.

33. John Horne, Alan Kramer, *op. cit.*, p. 317.
34. «Deutsche Aufklärung im neutralen Ausland», *Süddeutsche Zeitung*, 19 janvier 1915.
35. André Loez, Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre, carnet du centenaire*, Paris: A. Michel, 2013, pp. 148-149.
36. Cité par Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne...*, *op. cit.*, p. 295.
37. Matthias Erzberger, *Souvenirs de guerre*, Paris: Payot, 1921, p. 20.
38. Voir Walter Vogel, «Die Organisation der amtlichen Presse- und Propagandapolitik des Deutschen Reiches von den Anfängen unter Bismarck bis zum Beginn des Jahres 1933», *Zeitungswissenschaft*, vol. 16, 1941, pp. 5-108, cité par Peter Grupp, «Voraussetzungen und Praxis...», *op. cit.*, p. 804.
39. BA, R901/72438, Die Zentralstelle für Auslandsdienst und ihre bisherige Tätigkeit, [v. septembre 1915].
40. Sur l'histoire institutionnelle de la ZFA, consulter notamment: Jürgen Wilke, «Deutsche Auslandspropaganda im Ersten Weltkrieg: Die Zentralstelle für Auslandsdienst», in *Pressepolitik und Propaganda, historische Studien vom Vormärz bis zum Kalten Krieg*, Cologne: Böhlau, 1997, pp. 79-125.
41. Voir Jürgen Kloosterhuis, «Deutsche auswärtige Kulturpolitik und ihre Trägergruppen vor dem Ersten Weltkrieg», *Deutsche auswärtige Kulturpolitik seit 1871: Geschichte und Struktur*, Cologne: Böhlau, 1981, pp. 7-45.
42. Voir Wilhelm Deist, *Flottenpolitik und Flottenpropaganda: das Nachrichtenbureau des Reichsmarinameamtes 1897-1914*, Stuttgart: Deutsche Verlags-Anstalt, 1976.
43. Note de l'Office impérial de la Marine sur l'organisation du Service de renseignements à l'étranger, slnd., citée par Jürgen et Wolfgang von Ungern-Sternberg, *op. cit.*, pp. 209-210.
44. Lettre de Paul Rohrbach à Heinrich Löhlein, 10 septembre 1914, citée par Jürgen et Wolfgang von Ungern-Sternberg, *op. cit.*, p. 211.
45. BA, R901/72653, PV de séance de la ZFA du 1^{er} novembre 1915.
46. *Idem*, PV de la séance de la ZFA, Berlin, novembre 1914.
47. Paul Seippel, «De Genève à Zurich», *Journal de Genève*, 15 novembre 1914.
48. BA, R901/72438, Die ZFA und ihre bisherige Tätigkeit, [v. septembre 1915].
49. BA, R901/72653, Verein für das Deutschtum im Ausland à Alfons von Mumm, Berlin, 17 octobre 1914.
50. *Idem*, note non signée de la Nachrichten-Abteilung, Berlin, 12 janvier 1917.
51. ZFA, *Alphabetisches und Systematisches Verzeichnis...*, *op. cit.*
52. BA, R901/72438, Die ZFA und ihre bisherige Tätigkeit, [v. septembre 1915].
53. Concernant la propagande intérieure allemande, et notamment les «conférences de presse» hebdomadaires données à Berlin, consulter Anne Schmidt, *Belebrung – Propaganda – Vertrauensarbeit. Zum Wandel amtlicher Kommunikationspolitik in Deutschland 1914-1918*, Essen: Klartext, 2006.
54. Kurt Koszyk, «Entwicklung...», *op. cit.*, pp. 152-153.
55. PA, R120761, *Geschäftseinleitung und Personalstand der Abteilung IIIb*, Berlin: Reichsdruckerei, 1917, p. 11.
56. Martin Creutz, *Die Pressepolitik der kaiserlichen Regierung während des Ersten Weltkriegs*, Francfort: Peter Lang, 1996, p. 225.
57. Michael L. Sanders, Philip M. Taylor, *op. cit.*, pp. 53 ss.
58. Cité par Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich, *Deutschland im Ersten Weltkrieg*, Francfort: S. Fischer, 2013, p. 107.
59. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 21 août 1915, p. 485.
60. Jean-Claude Montant, «L'organisation centrale des services d'information et de propagande du Quai d'Orsay pendant la Grande Guerre», in *Les sociétés européennes et la guerre...*, *op. cit.*, pp. 136-141.
61. Voir Jean-Claude Montant, «Émile Haguénin, un «homme d'influence» en Suisse pendant la Grande Guerre», in *Écritures franco-allemandes de la Grande Guerre*, Arras: Artois Presses Université, 1996, pp. 109-126.
62. AFS, Fonds Charles Lardy, J.I.139, Gonzague de Reynold (secrétariat central NSH) à Charles Lardy, Berne, 21 février 1917.
63. *Journal de Genève*, 29 mai 1916.
64. Luciano Tosi, «Giuseppe Antonio Borgese e la prima guerra mondiale (1914-1918)», *Storia contemporanea*, N° 2, 1973, pp. 263-289; Luciano Tosi, «Giuseppe Antonio Borgese e la propaganda di guerra all'estero (1917-1918)», *Storia contemporanea*, N° 3, 1971, pp. 519-542.

65. Mark Cornwall, *The undermining of Austria-Hungary: the battle for hearts and minds*, Basingstoke: Macmillan Press, 2000, pp. 204 ss.

66. Voir *Chroniques italiennes*, sous le patronage de la société Dante Alighieri, Genève, 1917-1918; *L'effort de l'Italie*, Chambre de commerce italienne pour la Suisse (éd.), Genève: I. Soulier, 1917; *Pagine italiane*, periodico dell'Istituto italiano Zurigo, Bellinzona: Tip. Grassi, 1917-1920.

67. Voir Evgeny Sergeev, «The influence of Russian official propaganda upon neutral countries during the First World War», *War & Propaganda in the XXth Century*, Lisbonne: IHC, 2013, pp. 34-39. Deux périodiques apparus en 1917 paraissent relever du dispositif russe de propagande: *Das neue Russland* dirigée par Wladimir Victoroff-Toporoff à Bâle et le *Messenger de la Chambre de commerce russe en Suisse* à Berne.

68. Voir Alfred Erich Senn, *Diplomacy and Revolution...*, op. cit., pp. 111 ss.

69. *Musen an die Front! : Schriftsteller und Künstler im Dienst der k.u.k. Kriegspropaganda 1914-1918*, Jozo Džambo (éd.), vol. 2, Munich: Adalbert-Stifter-Verein, 2003, p. 50.

70. Peter Schubert, op. cit., p. 129. Voir aussi Agathon Aerni, Rudolf Agstner, *Von K.K. Gesandtschaft zur österreichischen Botschaft, Festschrift 150 Jahre Österreichische Botschaft Bern*, Vienne: Diplomatische Akademie, 2000, pp. 51 ss.

71. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP, Berne, 5 avril 1916.

72. Rapport de l'attaché militaire austro-hongrois sur la propagande sud-slave en Suisse, Berne, 25 avril 1917, cité par Jasna Adler, «L'Autriche et la Suisse à la fin de la Première Guerre mondiale, quelques aspects de leurs relations diplomatiques», in *Les Relations internationales et la Suisse*, Lausanne: Antipodes, 1998, p. 180.

73. Rodolphe-Archibald Reiss, «L'état d'esprit en Serbie», *Gazette de Lausanne*, 15 octobre 1914. L'engagement de R.-A. Reiss pour la Serbie est bien documenté. Parmi les publications récentes, voir Daniel M. Segesser, «Kriegsverbrenen auf dem Balkan und in Anatolien in der internationalen juristischen Debatte während der Balkankriege und des Ersten Weltkriegs», *Der Erste Weltkrieg auf dem Balkan*, Berlin: be.bra, 2011, pp. 193-209.

74. Erwin Janischfeld, *Kultur: Ein Schreiben an die gesittete Welt und drei Briefe an Professor Reiss in Lausanne*, Zurich: [s.n.], 1915.

75. Rodolphe-Archibald Reiss, *Wie die Österreicher und Ungaren in Serbien Krieg führten. Persönliche Beobachtungen eines Neutralen*, Lausanne: Payot & C^{ie}, 1915.

76. Voir *Gazette de Lausanne*, 16 juin 1917. Sur l'instrumentalisation politique des discours charitables à l'encontre des Serbes, consulter Patrick Bondallaz, «De la charité populaire à la diplomatie humanitaire: l'exemple des secours suisses en faveur de la Serbie», *Revue suisse d'histoire*, N° 3, 2013, pp. 405-427.

77. PA, R11418, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 27 septembre 1917. Sur l'action ottomane, voir Hans-Lukas Kieser, *Vorkämpfer der «Neuen Türkei». Revolutionäre Bildungseliten am Genfersee (1870-1939)*, Zurich: Chronos, 2005, pp. 75 ss.

78. Voir Michaël Amara, «Les grands défis de la propagande belge durant la Première Guerre mondiale», in *La petite Belgique dans la Grande Guerre: une icône, des images*, Namur: Presses universitaires, 2012, pp. 21-36.

79. ARB, Rapport d'Émile Waxweiler, Genève, 4 mars 1915, p. 3.

80. Émile Waxweiler, *La Belgique neutre et loyale: la guerre de 1914*, Paris/Lausanne: Payot, 1915. L'œuvre est aussi traduite en espagnol et en anglais.

81. Jules Destrées, *Souvenirs des temps de guerre*, Louvain: Nauwelaerts, 1980, p. 22.

82. Archives du Royaume de Belgique, Bruxelles (ci-après ARB), Émile Waxweiler, Rapport sur une seconde mission en Suisse, 30 novembre 1915, pp. 7-8.

83. *Ibid.*, pp. 22-23.

84. Voir Patrick Bondallaz, «Entre propagande et action humanitaire. L'exemple des secours suisses en faveur des Belges», *Relations internationales*, N° 159, 2014, pp. 17-33.

85. Karl Hänggi, op. cit., p. 1.

86. Voir par exemple Rudolf Wiehlers, *Deutsche Wirtschaftspromaganda im Weltkrieg*, Berlin: Mittler & Sohn, 1922, p. 30; Jürgen Wilke, op. cit., p. 103.

87. BAR, R901/72438, Die ZFA und ihre bisherige Tätigkeit, [v. sept. 1915], p. 3.

88. Télégramme du colonel Pageot au Ministère de la guerre, Berne, 8 novembre 1918, cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France*, op. cit., p. 967.

89. Jasna Adler, op. cit., p. 168.

90. Christopher Clark, *Les somnambules. Été 1914: comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris: Flammarion, 2013, p. 448.

91. Alexander Gomirje von Musulin, *Das Haus am Ballplatz: Erinnerungen eines oesterreich-ungarischen Diplomaten*, Munich: Verlag für Kulturpolitik, 1924, pp. 305 ss.
92. PA, Bern 711, Erich von Falkenhayn au chancelier impérial, Grand Quartier général, 13 décembre 1915.
93. PA, R121001, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 1^{er} novembre 1917.
94. Cité dans la *Gazette de Lausanne*, 13 avril 1917.
95. PA, R121002, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 24 janvier 1918.
96. Pour ne prendre que l'exemple de la ville de Berne (Hermann Hesse, Hugo Ball, Lénine, Ernst Bloch, Johann Wilhelm Muehlon, Walter Benjamin), consulter «*Der sanfte Trug des Berner Milieus*»: *Künstler und Emigranten 1910-1920*, Josef Helfenstein, Hans Christoph von Tavel (éds), Berne: Kunstmuseum, 1988.
97. Redmond Barton Cafferata, «*Memorandum*», Pontarlier, 19 avril 1917, cité par Richard Cafferata sur le site *Europeana 1914-1918*. En ligne: [www.europeana1914-1918.eu/fr/contributions/4929/], consulté en janvier 2014.
98. Lettre de Romain Rolland à Stefan Zweig, 7 novembre 1914, citée par Dragan Nedeljkovic, *Romain Rolland et Stefan Zweig. Affinités et influences littéraires et spirituelles, 1910-1942*, Paris: Klincksieck, 1970, p. 39.
99. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 15 janvier 1915, p. 213, cité par Jean-Jacques Becker, «*Romain Rolland, la Suisse et la France pendant la Première Guerre mondiale*», *Aspects des rapports entre la France et la Suisse de 1843 à 1939*, Neuchâtel: La Baconnière, 1982, p. 113.
100. Cité par Halina Florkowska-Francic, «*Die Freiheit ist eine grosse Sache*». *Aktivitäten polnischer Patrioten in der Schweiz während des Ersten Weltkriegs*, Bâle: Schwabe, p. 328.
101. Paul Scippel, «*La guerre et le droit*», *Journal de Genève*, 17 et 18 septembre 1914.
102. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 27 mai 1916, p. 805.
103. Voir Hans Ulrich Jost, «*La Suisse, un pays neutre en guerre*», *Le XX^e siècle des guerres*, Paris: Les Éditions de l'Atelier, 2004, pp. 150-157.
104. ARB, Bibliothèque, Rapport d'Émile Waxweiler, Genève, 4 mars 1915, p. 7.
105. PA, R11406, Dietrich von Bethmann Hollweg au chancelier impérial, Berne, 2 juin 1917.
106. Harry Kessler, *Das Tagebuch, op. cit.*, entrée du 10 mars 1918, pp. 322-323.
107. Voir notamment Roman Rossfeld, Tobias Straumann (éds), *Der vergessene Wirtschaftskrieg: Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zurich: Chronos, 2008; Pierre Luciri, «*L'industrie suisse à la rescousse des armées alliées*», *Relations internationales*, N° 1, 1974, pp. 99-114.
108. Voir Malik Mazbouri, «*Place financière suisse et crédits aux belligérants durant la Première Guerre mondiale*», in *La Suisse et les grandes puissances 1914-1945*, Genève: Droz, 1999, pp. 59-90.

3. LES VOIX DE LA CONCORDE

Il n'est donc pas superflu de répéter à satiété qu'il importe moins de combattre les influences étrangères comme telles que d'éveiller en nous le sentiment de notre nationalisme et de l'affirmer.

Carl Albert Loosli, 1918¹

En août 1914, les intellectuels suisses ne sont pas tous aspirés par les passions centrifuges de la guerre et certains appellent rapidement à lutter contre les prises de position partisans qui menacent l'unité du pays. De Zurich, la revue *Wissen und Leben* est l'un des points de ralliement de ceux qui cherchent à apaiser les tensions communautaires. Dans le numéro d'août 1914, son directeur Ernest Bovet défend la supériorité de la volonté populaire et nationale sur les idées particulières de race, de langue ou de confession². Puis, le 1^{er} septembre 1914, le professeur appelle à la réconciliation confédérale: «Aucune sympathie, ni pour la France ni pour l'Allemagne, ne doit menacer de quelque façon notre unité.»³ Autour de lui gravite un cercle d'intellectuels ouvert à ses idées d'apaisement. Le 9 septembre 1914, le service religieux bilingue que proposent les pasteurs Adolf Keller et William Cuendet à Zurich cherche ainsi à «affirmer, sur le terrain religieux, l'inébranlable volonté du peuple suisse d'offrir, au-dessus des sympathies naturelles de race et de langue, le spectacle d'un seul peuple de frères, unis dans le même désir de solidarité et de paix»⁴.

Dès le tournant stratégique de la bataille de la Marne (la retraite allemande a lieu le 9 septembre 1914), cette rhétorique naissante de concorde intérieure commence à s'organiser. «Notre consigne, la voici: l'intérêt national»⁵, annonce de Genève l'helvétiste Gonzague de Reynold, 34 ans, à ses confrères écrivains. À la fin du

mois de septembre 1914, le Département politique subit la pression, d'après Arthur Hoffmann, de « ceux que l'on appelle les intellectuels »⁶. De Zurich, l'historien de l'art Konrad Escher et les professeurs Ernest Bovet, Louis Gauchat et Wilhelm Oechsli exigent des mesures fédérales de pacification, surtout à l'égard de la presse. Ils obtiennent un message du Conseil fédéral, qui lance le 1^{er} octobre 1914 un solennel appel au calme :

L'histoire nous apprend que la Suisse n'a jamais souffert de plus grandes calamités ni éprouvé de plus grandes pertes que lorsque, déchirée par des querelles intestines, elle se trouvait affaiblie par le manque d'unité. [...] Nous adressons à chaque citoyen et tout particulièrement à la presse suisse de tous les partis, de toutes les langues et de toutes les régions un pressant appel à la modération et à la réserve. C'est la presse qui exprime et dirige l'opinion publique. Elle a la noble tâche d'endiguer les passions déchaînées [...] et d'exercer partout son influence modératrice et conciliante. [...] Tout d'abord et avant tout nous sommes *Suisses*, en seconde ligne seulement des Latins ou des Germains.⁷

Cette rhétorique de concorde n'est pas sans effet sur les rédactions. Le 21 octobre 1914, les journaux alémaniques s'en prennent ainsi avec véhémence à une information de la *Vossische Zeitung*, qui informe de la venue en Suisse de commerçants berlinois pour l'étude d'une union douanière. Même la *Berner Tagblatt*, dont la ligne est totalement acquise à la cause allemande, s'en émeut et la *Vossische Zeitung* doit diffuser un démenti. Pour le légat Romberg, cette levée de boucliers, la plus ancienne à être conservée dans les archives allemandes, « prouve à quel point on est sensible ici sur les questions de neutralité et d'indépendance »⁸.

En novembre 1914, l'ambassadeur français relève à son tour « l'apaisement »⁹ qui semble intervenir dans les divisions entre Suisses. Ce n'est de loin pas le calme après la tempête, mais l'entrée dans une guerre de positions contribue à assainir partiellement les tensions intérieures. En parallèle, le risque d'une invasion du territoire paraît de moins en moins aigu et, de septembre 1914 à mars 1915, l'effectif des mobilisés passe de 238 000 à 58 000 hommes¹⁰. Des arguments économiques motivent aussi ces discours protectionnistes. En novembre 1914, les *Basler Nachrichten* s'en prennent à une publication suisse qui dissimule sa véritable origine. Publié par la

propagande allemande à Berlin, l'*Illustrierter Kriegs-Kurier* se fait passer pour une production indigène en indiquant son prix en centimes et en étant diffusé depuis Zurich. Le journal bâlois dénonce une « tentative habile » d'influence :

Objective en apparence, la feuille est rédigée d'un point de vue allemand et de telle façon à ce que le tout forme une chronique illustrée, non de la guerre globale, mais des succès allemands [...]. Celui qui croit sérieusement en notre neutralité doit considérer que c'est inadmissible. La preuve formelle qu'il s'agit d'une feuille de propagande d'une puissance belligérante est donnée par le fait que la feuille, composée de seize pages richement illustrées, ne coûte que cinq centimes, ce qui est impensable [...]. [...] Les coûts de production sont totalement tirés à fonds perdu d'une caisse de propagande de guerre.¹¹

Cette réaction de défiance à l'égard des influences étrangères reste minoritaire dans les premiers mois du conflit, mais elle gagne constamment en intensité. Si des crises ne manquent pas d'éclater à chaque évolution significative sur le théâtre de la guerre ou lors des grandes affaires intérieures, la brutalité du conflit et sa durée, l'augmentation des tensions économiques et sociales et la lassitude face à des propagandes qui étendent constamment leur influence offrent cependant une résonance de plus en plus marquée aux discours de concorde. Les ingénérances belligérantes permettent ainsi, en agissant comme un repoussoir, de cimenter un nationalisme helvétique à la recherche de sa propre légitimité.

L'APPEL AU CALME HELVÉTISTE

Les voix appelant à l'apaisement des tensions partisans sont principalement relayées par la Nouvelle Société helvétique (NSH). Issue de la société civile, cette association patriotique change de statut en automne 1914. Défiante à l'encontre de l'État avant-guerre, la NSH s'offre à son service dès le lancement de la mobilisation. Créée en 1912 par de jeunes intellectuels romands, l'association est d'abord une charge contre le « cosmopolitisme » et le « matérialisme » de l'État¹². Elle est constituée sur le plan fédéral le 1^{er} février 1914. S'engageant pour la « régénération » morale du pays, ce mouvement élitaire est teinté d'un fort protectionnisme

culturel à l'égard de l'étranger. Le bellétrien Arthur Freymond souligne, suite à la fondation de la société, le « danger pernicieux de trop s'intéresser à l'étranger »¹³. Ce maître de gymnase lausannois s'en prend notamment à la trop grande place accordée aux influences françaises, allemandes et italiennes dans les différentes régions linguistiques du pays. La Déclaration de principe signée par les 250 membres fondateurs reste suffisamment vague pour être intégratrice. Le programme entend ainsi « développer l'éducation nationale, renouveler l'esprit public en luttant contre la préoccupation exclusive des intérêts matériels, resserrer les liens et multiplier les relations des Suisses à l'intérieur du pays et à l'étranger »¹⁴.

Avec le conflit mondial, la NSH s'affirme comme le principal mouvement d'autonomisation culturelle du pays. Elle se pense symboliquement comme un rempart contre les influences étrangères et revendique la définition d'une culture suisse « authentique ». En octobre 1914, la société lance un appel à la concorde depuis Genève, Berne et Lugano :

Le moment est venu de proclamer, non ce qui divise, mais ce qui nous unit. Nous cherchions un idéal : la guerre nous l'a révélé. [...] Notre neutralité librement consentie nous place au-dessus des nationalismes qui nous environnent et parfois nous menacent. Elle est notre nationalisme à nous. [Nous devons] démontrer qu'un petit peuple peut être une grande nation.¹⁵

Les helvétistes plaident pour un « devoir d'impartialité » dans les jugements de politique extérieure, à l'encontre des écarts de langage des propagandes et de leurs soutiens helvétiques.

Avant-guerre, les critiques étaient encore nombreuses face à ceux que certains considéraient comme de « jeunes pessimistes »¹⁶. Les radicaux et la gauche y voyaient, non sans raison, un mouvement réactionnaire. Ces allusions ne se font plus entendre avec la guerre et une frange toujours plus importante de membres se rallie au mouvement. Les sociétés étudiantes de Zofingue et des Belles-Lettres fournissent une aide importante à la constitution du réseau. De nouveaux groupes viennent constamment renforcer les rangs de l'association patriotique. L'organisation de la société est fédéraliste et ses groupes locaux bénéficient d'une grande autonomie, ce qui facilite leur éclosion. On dénombre 29 groupes au 1^{er} octobre 1917 pour 1962 membres.

Ceux-ci n'étaient que 600 au début des hostilités. La barre des 3000 adhérents est approchée à la fin du conflit¹⁷. Les critiques à l'encontre de la Nouvelle Société helvétique proviennent désormais du camp des « doubles loyaux »¹⁸, ces voix favorables à l'une ou l'autre alliance belligérante. Pour les germanophiles, la NSH cherche à « welschiser » la Suisse, alors que les francophiles attaquent l'opportunisme de ces « helveto-boches »¹⁹.

Si la NSH entend œuvrer au-dessus des partis, elle reste un instrument de la bourgeoisie helvétique et les socialistes n'y sont pas représentés²⁰. Discutée dès 1916, l'admission des femmes est finalement laissée à la responsabilité des groupes en 1918. Le mouvement intellectuel s'est donc limité aux élites masculines. À ses débuts, la société est l'œuvre d'une nouvelle génération d'hommes de lettres. Avec la guerre, les rangs s'ouvrent à d'autres catégories socioprofessionnelles : commerçants, industriels, politiciens, etc. Son premier président, Gerhard Steck, 35 ans, est le chef du bureau de publicité des chemins de fer du Lötschberg. Comme de Reynold, Steck est issu d'une famille patricienne. L'élite militaire est également bien représentée, avec la présence de plusieurs hauts officiers. Proches du pouvoir, ces notables prétendent s'exprimer au nom du peuple. De nombreux helvétistes sont actifs au sein d'autres associations patriotiques (Heimatschutz, Société suisse d'utilité publique, Société suisse des écrivains...).

LE POINT DE VUE DE SPITTELER

Tout juste créée, la Nouvelle Société helvétique est à la recherche d'une figure forte, rassembleuse. Elle la trouve en Carl Spitteler, un écrivain originaire de Liestal. Âgé de 69 ans, l'auteur du *Printemps olympien* bénéficie d'une grande aura en Suisse alémanique. Les ouvrages de ce docteur *honoris causa* de l'Université de Zurich sont appréciés outre-Rhin. Spitteler a très vite perçu les implications nouvelles du conflit sur le plan intellectuel. Appelé à signer la protestation romande contre la destruction de Louvain, Spitteler s'y refuse. Il s'en explique dans une lettre à son ami Paul Seippel :

Je n'aime pas à avoir la main forcée. Vous gagnerez peu, si en Suisse et en Allemagne on me rangeait parmi les écrivains « welsches ». Au contraire, vous pouvez peut-être gagner beaucoup si, le cas échéant, avec une réputation d'impartialité intacte, par ma

qualité d'homme de lettres en langue allemande, je peux servir de trait d'union entre la Suisse romande et la Suisse allemande. Espérons du reste que ce cas ne s'impose pas.²¹

En octobre 1914, Spitteler propose de créer un organe de concertation entre écrivains et journalistes suisses qui permettrait une position commune sur les questions internationales²². Il est alors contacté par la toute jeune section zurichoise de la NSH, qui l'invite à discourir sur la guerre²³. Après avoir longuement hésité, le Lucernois d'adoption accepte et passe à l'action politique le 14 décembre 1914. Sa conférence « Notre point de vue suisse » est présentée à l'intelligentsia zurichoise. C'est un véritable coup de tonnerre. Sur le plan intérieur, le conférencier défend la primauté du facteur politique sur le facteur racial : « Nous devons nous pénétrer de l'idée qu'un frère politique est plus près de nous que le meilleur voisin et parent de race. »²⁴ Sur le plan international, sa conférence se saisit du cœur du problème contemporain, à savoir l'invasion de la Belgique neutre. L'écrivain n'accepte pas les raisons invoquées par l'Allemagne pour sa défense. Spitteler s'en prend aux tentatives de légitimation faites par l'Allemagne en ces termes : « [...] Après coup, pour se blanchir, Caïn jugea bon de noircir Abel. Fouiller les poches de la victime pantelante pour trouver des documents me paraît une aberration de sens moral. Égorger la victime était plus que suffisant. La vilipender ensuite, c'est trop. »²⁵ Spitteler fait référence aux documents falsifiés publiés dans la presse allemande dès le mois d'octobre 1914, censés prouver le complot ourdi par la Belgique et la coalition franco-britannique avant la guerre²⁶. Cet argument est notamment défendu par Emil Frey, un ancien conseiller fédéral proche de Wille, dans un échange avec le conseiller fédéral en fonction Ludwig Forrer²⁷.

La question de la réception du discours de Spitteler demande une certaine mise en perspective, puisque l'entre-deux-guerres « canonisera » cette prise de position comme l'une des plus belles manifestations de la neutralité helvétique²⁸. Si Spitteler n'accomplit pas à lui seul la pacification du champ intellectuel, son discours marque tout de même immédiatement et fortement les esprits. De nombreuses sources contemporaines, conquises ou outrées, le citent. Des traductions en français, italien et romanche paraissent très rapidement. Le *Point de vue suisse* fait débat, aussi bien en Suisse qu'au-delà des frontières. Une partie des intellectuels

alémaniques n'acceptent pas le miroir critique que leur tend Spitteler. Son proche ami, le professeur Jonas Fränkel de Berne, refuse par exemple de le suivre²⁹. Le germanophile Paul Wernle, professeur à l'Université de Bâle, s'en prend à l'argumentaire de Spitteler en minimisant l'importance du cas belge par rapport à la politique d'« encerclement » de l'Entente vis-à-vis de l'Allemagne avant-guerre³⁰. Le *Züricher Post* a des mots très durs pour l'écrivain. Romain Rolland constate de son côté le malaise provoqué par la conférence, à l'occasion d'une visite d'Eduard Korrodi, le journaliste culturel de la *Neue Zürcher Zeitung*: « Spitteler les gêne bien ! Ils sentent qu'il est une gloire pour eux ; mais sa pensée n'est pas du tout la leur. Korrodi me dit : « Oh ! Spitteler nous a fait bien du mal en Allemagne, avec son discours. Ce n'est pas tant ses idées, que la façon dont il l'a dit. C'était si âpre (*bitter*) !... »³¹, constate Rolland. D'autres entités alémaniques se montrent plus réceptives. Les grands journaux publient l'intégralité de sa conférence, tout en laissant une large place aux voix contradictoires³². Certaines figures importantes du monde intellectuel partagent publiquement les idées de Spitteler, comme Paul Seippel, Ernest Bovet ou le théologien de gauche Leonhard Ragaz. Le tirage de la brochure originale reste un marqueur important de la portée de la conférence. Le 16 000^e exemplaire sort des presses en 1918.

Dans les empires austro-allemands, les propos tenus par Spitteler provoquent des réactions outrées. Dès le 19 décembre 1914, la *Stuttgarter Neue Tagblatt* demande que les livres de Spitteler soient retirés des librairies allemandes. En Suisse, un émigré autrichien adresse une pétition au Conseil fédéral pour que ce dernier ne fasse pas honneur à Spitteler à l'occasion de son 70^e anniversaire³³. En Suisse romande et dans les pays de l'Entente, les mots de Spitteler, qui appuie sur le caractère républicain de la Confédération, sont reçus avec enthousiasme. Suite à la traduction de sa conférence dans la *Bibliothèque universelle* de janvier 1915, Spitteler est célébré par l'ensemble de la presse romande. Le groupe NSH de Genève transmet confidentiellement ses remerciements au poète symboliste³⁴. En automne 1915, des festivités en son honneur ont lieu à Genève et Lausanne. Ces banquets sont récupérés politiquement par la France et la Belgique. Des télégrammes d'Henri Bergson, Ernest Lavisse, Émile Verhaeren ou Maurice Maeterlinck y sont lus³⁵. Dans une lettre à son ami Romain Rolland, Stefan Zweig relève sa déception. Il écrit au sujet du *Point de vue suisse* :

« Tout cela est beau, viril et sincère, et sa façon de s'y tenir avec fierté et en toute indépendance également. [...] Mais ce qui m'a *déplu* chez Spitteler, c'est qu'il se soit laissé fêter par des gens qui hier encore ne savaient pas si Spitteler était le nom d'un village, d'un poète ou d'une montagne [...]. »³⁶ Gonzague de Reynold relèvera par la suite que la « propagande anglaise et française s'est servie en Suisse et ailleurs de la brochure Spitteler »³⁷. Alors que l'Allemagne lui tourne le dos, les pays de l'Entente commencent à s'intéresser à son œuvre. Plusieurs de ses livres sont traduits en français³⁸. L'utilisation de la figure de Spitteler en France ne plaît pas toujours au principal intéressé. Le correspondant du *Petit Parisien* en Suisse publie une interview non consentie de Spitteler. Ce dernier doit démentir les propos qui lui sont attribués³⁹.

Cette instrumentalisation étrangère est contemporaine des honneurs nationaux reçus par l'écrivain alémanique à l'occasion de son 70^e anniversaire au printemps 1915. Des banquets ont lieu à Zurich et Lucerne, le Conseil fédéral congratule le poète, l'Université de Lausanne lui décerne un doctorat *honoris causa* et la Société des écrivains suisses le nomme membre d'honneur. Enfin, en 1918, Spitteler se voit attribuer le Grand Prix de la Fondation Schiller suisse, avant d'obtenir, une année plus tard, le Prix Nobel de littérature. Romain Rolland – lui-même Prix Nobel de littérature en 1916 – n'est pas étranger à la consécration internationale de Spitteler. Ce dernier a gagné l'admiration de l'écrivain français suite à sa conférence de décembre 1914. Au cours de la guerre, Rolland et Spitteler ont adopté une position similaire par leur lutte contre les valeurs dominant leur « milieu », l'un contre le bellicisme des intellectuels français, l'autre contre la germanophilie de ses collègues alémaniques.

L'HELVÉTISME AU FRONT

En été 1915, les autorités allemandes considèrent que trois pôles intellectuels leur sont défavorables en Suisse alémanique. Il s'agit de la *Neue Zürcher Zeitung* et de sa ligne multilatérale (voir chap. 5), de la Nouvelle Société helvétique et de la revue *Wissen und Leben*⁴⁰. Dirigée par Ernest Bovet, cette dernière constitue alors le principal forum de débat national et sert notamment de tribune aux communications de la Société des écrivains suisses. Président de l'Heimatschutz depuis 1912, Bovet s'engage au début

du conflit en faveur des Belges en prenant la présidence de leur comité de secours local. Si Bovet ouvre les colonnes de *Wissen und Leben* à de nombreuses plumes, il condamne personnellement l'attitude de l'Allemagne au début de la guerre: « *L'intérêt suisse* sera toujours dans la protection du droit, puisque notre petite patrie est essentiellement une affirmation du droit, et non de la force. Toute atteinte au droit, d'où qu'elle vienne, et où qu'elle se produise, est une menace pour la Suisse. »⁴¹

Bovet réproouve également l'attitude du Conseil fédéral: son manque de décision face aux propagandes étrangères représente pour le Lausannois l'une des causes principales du « fossé » moral. Quant aux propagandes, Bovet estime que leur forte acculturation est due à l'absence d'un idéal helvétique fort, celui des Constitutions de 1848 et 1874. Cet idéal devrait permettre à la Suisse de jouer un rôle international de médiation⁴². Défenseur de l'Europe unie, l'intellectuel vaudois publie dès octobre 1914 une traduction allemande d'*Au-dessus de la mêlée* de Romain Rolland⁴³. Il garde tout au long du conflit une ligne résolument combative à l'encontre du militarisme prussien.

Bovet est écouté. En septembre 1916, le conseiller fédéral grison Felix Calonder demande par exemple personnellement au professeur de ne pas se montrer trop critique à l'encontre de l'exécutif fédéral⁴⁴. D'après Harry Kessler, propagandiste allemand, Bovet représenterait même « le centre spirituel »⁴⁵ de la NSH. Le libéral vaudois est effectivement membre de la section zurichoise, mais n'apparaît pas au sein du comité central de la société. Une rancune personnelle avec le conservateur catholique Gonzague de Reynold peut expliquer cette position en retrait: lors de la fondation du mouvement, Reynold n'a-t-il pas écarté Bovet, libéral protestant, alors âgé de 41 ans, à l'aide d'une question formelle d'âge d'admission? Les positions de Bovet et de Reynold constituent d'ailleurs, de façon très schématique, les deux pôles opposés de l'helvétisme dans cette guerre, des pôles qui suspendent publiquement leurs différends idéologiques dans ce moment de crispation identitaire⁴⁶.

Si *Wissen und Leben* s'adresse aux élites intellectuelles, le travail de la Nouvelle Société helvétique possède un caractère affirmé de mobilisation de « masse »⁴⁷ menée en réaction aux menées étrangères. À l'image de ce que font les belligérants, les helvétistes s'adressent aussi bien à la raison qu'aux affects de la population. Le

Saint-Gallois Karl Bürke résume la campagne menée par l'hévéisme en ces termes : « Nous voulons reconquérir la patrie, avec la tête, avec le cœur, avec toute l'âme, et la défendre de toutes nos forces dans l'urgence du temps contre les dangers extérieurs et intérieurs. »⁴⁸ En décembre 1914, l'assemblée des délégués de la NSH décide de « créer par la presse et par la parole une opinion publique suisse qui, dans un esprit de sacrifice, subordonnera toute chose à l'idéal commun d'une patrie unie et forte »⁴⁹. La société encourage activement un travail d'apaisement intérieur. Elle le fait d'abord par le biais de conférences, parfois données à la troupe dans le cadre du Bureau des conférences de l'armée (voir *infra*). Ces différentes « causeries » alimentent ensuite des collections éditoriales patriotiques, comme les *Publications sur la vie et l'art suisses* lancées à Zurich par la maison Rascher à la fin de l'année 1914. La conférence de Spitteler en est le deuxième numéro. Le premier volume est une œuvre de l'écrivain Konrad Falke (*Der schweizerische Kulturwille*) qui appelle à l'intensification des échanges entre les régions linguistiques.

À la fin de l'année 1914, la Nouvelle Société helvétique lance son propre Service de presse à des fins d'éducation nationale et de compréhension mutuelle entre les langues⁵⁰. Dirigé par Pierre Kohler, âgé de 30 ans, ce service trilingue travaille avant tout pour la petite presse, jugée responsable des plus grands excès de plume. Le parcours de Kohler puise de part et d'autre de la Sarine. Ce natif de Lausanne, docteur en lettres, est alors maître de français au gymnase de Berne. Il est détaché de son bataillon pour s'occuper du Service de presse. Les articles germanophones sont rédigés par l'écrivain zurichois Jakob Bühner. Quant au service tessinois, il fait long feu, faute de résultats probants⁵¹.

Après six mois, environ 2000 articles du Service de presse sont publiés par des feuilles locales. Les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances. L'attitude des journaux n'est toujours pas considérée comme « suffisamment nationale »⁵². Les traductions d'articles en français et en allemand sont elles aussi jugées insuffisantes. Les échanges de conférenciers alémaniques et romands connaissent des carences similaires. Dans le *Bulletin* de la NSH, Kohler doit constamment plaider pour une plus grande collaboration des groupes sur le terrain médiatique. Comme les difficultés économiques sont importantes, la Confédération aide la NSH et lui garantit la gratuité du téléphone et une petite subvention de

1300 fr. Le Service commence également à encaisser de modiques sommes pour son travail. Il appuie notamment sa demande de subvention en été 1915 sur sa collaboration avec la presse romande, particulièrement dans les régions périphériques valaisannes et jurassiennes⁵³.

Mais le travail de presse reste très inégal selon les régions. En octobre 1915, le groupe de Zurich aimerait renoncer à un travail collectif envers les journaux, au profit d'une action individuelle des membres. Quant à la presse socialiste, elle reste sourde à l'offre bourgeoise de la NSH. De plus, la collaboration projetée avec l'Association de la presse suisse et l'Agence télégraphique suisse échoue. En été 1917, la NSH débat de la réorganisation d'un Service de presse déficitaire. Pour le journaliste genevois William Martin, 29 ans, « le Service de presse a été jusqu'ici le grand espoir et la grande déception de notre société »⁵⁴. Une souscription permet tout de même la poursuite de l'activité, sous perfusion, jusqu'à la fin de la guerre. Le Service s'arrête en 1920, après avoir perçu 68 000 fr. de « souscripteurs désintéressés »⁵⁵. Au final, son bilan reste maigre, même si son principal collaborateur, Pierre Kohler, voudra y voir, après guerre, une « force modératrice, souvent imperceptible »⁵⁶.

UNE ACTION DÉMULTIPLIÉE

La Nouvelle Société helvétique est active dans d'autres champs médiatiques. En 1915, elle prend en main les *Feuilles suisses du dimanche*, des suppléments illustrés diffusés massivement en Suisse alémanique afin de battre en brèche l'influence du marché allemand sur le lectorat populaire (voir chap. 6). La NSH s'assure en parallèle le contrôle d'une revue familiale de Liestal, *Schwizerhüsli*. Cet illustré du samedi se destine à un public « peu fortuné », à qui l'on veut offrir une « littérature saine et essentiellement suisse »⁵⁷. Jusqu'à son rachat en octobre 1915, l'hebdomadaire est totalement pris dans la sphère d'influence allemande. Le numéro du 4 octobre 1914 reprend par exemple l'idée d'une guerre strictement défensive menée par le Reich contre les forces d'encerclement de l'Entente. À partir de décembre 1914, le périodique propose même à ses lecteurs l'*Illustrierter Kriegs-Kurier* en supplément, un organe diffusé par la ZFA. Mais avec la prise en main de la rédaction par l'helvétiste Jakob Bühner, le *Schwizerhüsli* quitte

l'actualité brûlante pour entrer dans un imaginaire passéiste, romantique et rural. Très peu d'images de guerre sont reprises. Bühler préfère mettre en avant une représentation pittoresque de la Suisse et de son paysage, de ses paysans, de ses gens simples, hors du temps. Une large palette d'écrivains et d'illustrateurs occupe ses colonnes, allant d'Edmond Bille à Ernst Zahn, soit d'un iconoclaste antiallemand à un admirateur de l'empire wilhelmien.

La réaction helvétiste s'étend aussi à la jeunesse. La revue illustrée *Der Schweizer Kamerad* est créée au début de l'année 1915 par l'instituteur August Rüegg, président du groupe de Bâle. Cet enseignant au collège veut faire face à la concurrence des titres allemands *Der gute Kamerad* et *Das Kränzchen*. *Der Schweizer Kamerad* est salué par la presse alémanique et romande⁵⁸. La NSH appelle au don en sa faveur. Cette action pédagogique poursuit une mission patriotique, comme l'écrit le conseiller fédéral Felix Calonder dans la préface du numéro de mai 1915 : « *Der Schweizer Kamerad* correspond à un besoin urgent, car il veut libérer les sentiments et les pensées de notre jeunesse de l'influence étrangère excessive et les tourner vers notre propre patrie [...], pour relier dans une même communauté spirituelle tous les jeunes Suisses et Suissesses de tous les cercles et régions linguistiques de Suisse. » Le troisième numéro du *Schweizer Kamerad* contient des fictions qui prennent la montagne pour cadre, ainsi que des articles géographiques, scientifiques, historiques, militaires, sportifs ou littéraires. Le magazine propose enfin une étude consacrée à Carl Spitteler. Cet intérêt pour la jeunesse fait écho aux « cultures de guerre » actives dans les pays belligérants, puisque la mobilisation suisse est présente au fil des pages du magazine. La couverture propose à partir de 1916 la figure d'un milicien tenant fièrement un drapeau suisse. Malgré l'annonce d'une rédaction multilingue (Ernst Theodor



tinyurl.com/zrt7vmy

Der Schweizer
Kamerad,
1^{er} janvier 1916.

Zutt, le Lausannois Hubert Matthey et le Locarnais Arminio Tanner), la revue bimensuelle ne paraît qu'en allemand. Publiée par Pro Juventute et la Société suisse des enseignants, elle se destine avant tout aux mouvements scouts zurichoïses ou bâloïses. Son tirage atteint tout de même les 6000 exemplaires en 1918⁵⁹.

Le milieu universitaire est également dans la ligne de mire de l'helvétisme. Publié dans *Wissen und Leben*, un article du professeur genevois

William Rappard, 33 ans, fait grand bruit. Il dénonce la place occupée par les professeurs étrangers au sein des universités suisses – soit 27 % des professeurs ordinaires et des privat-docents⁶⁰. Les académiciens allemands sont les plus nombreux, 60 % des étrangers enseignant en Suisse sont allemands, 14 % sont français. Il est alors courant pour de nombreux jeunes professeurs allemands de débiter sa carrière dans une université suisse. Quant aux professeurs suisses, un séjour d'études en Allemagne représente quasiment une nécessité. Ces échanges déplaisent au moment où les belligérants s'affrontent par le biais de manifestes intellectuels. L'affaire Sauerbruch qui éclate en mars 1915 défraie également la chronique. Elle implique le professeur de chirurgie Ferdinand Sauerbruch, un Allemand enseignant à l'hôpital cantonal de Zurich. L'homme a fait la campagne de 1914 comme volontaire. De retour en Suisse, il entre en conflit avec son assistant suisse, qui se refuse notamment à condamner la conférence de Carl Spitteler. Sauerbruch obtient alors le renvoi de son assistant. Six assistants, tous suisses, démissionnent en signe de protestation. L'affaire fait grand bruit, particulièrement en Suisse romande. Une commission d'enquête blâme finalement l'attitude de la Direction de la santé zurichoise, sans revenir sur les décisions prises.

C'est dans ce contexte bouillonnant que se réunissent à Zurich, le 14 novembre 1915, des professeurs de toute la Suisse pour lancer l'Association nationale des universités suisses. Des scientifiques de renom dénoncent sans détour les sentiments d'allégeance de certains de leurs collègues à l'encontre de l'Allemagne. À la tribune, Paul Seippel plaide pour une réaction contre « toutes ces forces qui tentent de nous absorber »⁶¹. Originaire de Genève, l'universitaire reconnaît que tout n'est pas parfait dans la « maison romande ». Mais, d'après lui, les relations d'échange sont beaucoup plus fortes entre voisins germanophones qu'entre voisins francophones. Le théologien Leonard Ragaz s'en prend de son côté à ses collègues germanophiles de l'Université de Bâle. Cette prise de position plaît à l'historien français Henri Hauser, qui le dit dans *L'Express*: « Ni les péripéties ni l'issue de ce drame ne sauraient laisser indifférents, dans le monde entier, les amis de la défense de la démocratie et de la liberté. Car la conscience suisse est une part importante de la conscience universelle. »⁶²

En 1916, la NSH investit deux nouveaux champs d'influence. Elle entame une propagande économique et pousse à la consommation

des produits indigènes. En septembre 1916, une « exposition flottante » à Lucerne fait la part belle à 3000 articles suisses⁶³. Une année plus tard, la « Semaine suisse », une manifestation à l'échelle nationale, renforce cette attitude protectionniste (voir chap. 13). Enfin, la NSH cherche à mobiliser les Suisses de l'étranger et à structurer leurs organisations exilées. Neuf groupes sont créés dans le monde durant le conflit. Avec 250 membres, le noyau principal se situe à Londres à partir de l'été 1916. « Les étrangers sont organisés chez nous où sévit leur propagande; aussi l'organisation des *« Auslandschweizer »* s'impose-t-elle à nous dès maintenant comme une défense, une contre-propagande nécessaire »⁶⁴, détaille Gonzague de Reynold. Les helvétistes s'inspirent explicitement de ce que réalisent la Verein für das Deutschtum im Ausland et l'Alliance française. Cette volonté d'extension étrangère pousse la NSH à envisager la création d'un service de presse international, placé sous la tutelle du Département politique. Des discussions sont ouvertes en été 1917 pour doter le Conseil fédéral d'un instrument médiatique de propagande extérieure, capable d'œuvrer à grande échelle⁶⁵. Robert de Traz, l'un des fondateurs de la NSH et l'auteur en 1913 de *L'homme dans le rang*, un roman à succès qui célèbre les vertus militaires, est prêt à prendre en charge ce service avec l'aide d'un adjoint alémanique, mais Berne refuse la proposition. Les helvétistes ne désarment pas et Gonzague de Reynold annonce, en été 1918, que « le service de renseignement et de propagande sera créé même sans l'aide du Conseil fédéral [...] comme un organe de mobilisation de tous les Suisses de l'étranger »⁶⁶. L'idée survit à l'armistice puisqu'un Secrétariat des Suisses à l'étranger est fondé en septembre 1919 sous la direction de l'écrivain de Traz⁶⁷.

LES LIEUX DE LA CONTRE-PROPAGANDE

La NSH n'est pas la seule à diffuser un discours de concorde. De multiples autres foyers célèbrent l'unité de la nation suisse au cours de la guerre. Les fêtes patriotiques permettent par exemple de renforcer le culte de la Confédération. Quelques historiens inscrivent alors la tradition de la neutralité helvétique dans la Confédération des XV^e et XVI^e siècles, en prolongation des théories en vogue depuis la fin du XIX^e siècle. Pour Emil Dürr par exemple, la bataille de Marignan de 1515 a montré aux Suisses tout l'intérêt

qu'ils avaient à ne pas se mêler des affaires militaires étrangères. Il publie sa « contribution à l'origine et à l'essence de la neutralité suisse » à l'occasion du 400^e anniversaire de cette bataille⁶⁸. Le 15 novembre 1915, le 600^e anniversaire de la bataille de Morgarten fait également l'éloge de la volonté d'indépendance armée du pays⁶⁹. Le premier volume du grand projet d'*Histoire militaire de la Suisse* débute à cette occasion⁷⁰. En 1917, un autre anniversaire donne lieu à une mobilisation rhétorique similaire. Il s'agit du 500^e anniversaire de la naissance de Nicolas de Flüe, au cours duquel l'accent est à nouveau porté sur la cohésion et la pacification intérieures. Robert Durrer réalise sur mandat du canton d'Unterwald une biographie de l'ermite de Ranft qui fait de Nicolas de Flüe le saint protecteur de la neutralité helvétique. D'après l'archiviste d'Obwald, l'avertissement donné par « Bruder Klaus » à ses compatriotes contre toute volonté expansionniste représente l'acte fondateur de la neutralité suisse⁷¹. La Grande Guerre est ainsi un moment très propice à la fabrication et à la consolidation des mythes nationaux.

Le conflit irradie également l'éducation citoyenne de la jeunesse. Les deux principales revues pédagogiques de Suisse, *L'Éducateur* et la *Schweizerische Lehrerzeitung*, diffusent ainsi un discours de modération envers l'étranger et d'unité nationale. « Aimer sa patrie, ce n'est pas détester les patries voisines »⁷² : telle est par exemple la conclusion d'un exercice proposé aux maîtres romands par *L'Éducateur* en septembre 1914. À Saint-Gall, l'association cantonale des maîtres réfléchit également à des mesures « de renforcement du sentiment patriotique »⁷³, par l'organisation de cours consacrés aux cultures française et italienne.

Les acteurs du marché littéraire appellent de leur côté à la diffusion d'une « littérature suisse pour le peuple suisse »⁷⁴, pour reprendre l'argumentaire de la Société suisse d'utilité publique. L'arrivée massive des écrits de propagande provoque une ample réaction. Initiée par des libraires zurichois, une Semaine suisse du livre est lancée en novembre 1915 et reprise en novembre 1916 pour promouvoir la production nationale. Les auteurs classiques comme Jeremias Gotthelf, Gottfried Keller ou C. F. Meyer sont représentés, tout comme les contemporains Carl Spitteler, Heinrich Federer, Ernst Zahn...⁷⁵ De nombreux éditeurs lancent des collections qui font la promotion de la production nationale. En 1916, la maison Orell Füssli crée « Die stille Stunde », une série de

contes dirigée par Jakob Bühner. Quant à la maison Huber & Co., basée à Frauenfeld, elle publie une vingtaine d'ouvrages dans la collection des «Schweizerische Erzähler» de 1916 à 1918, dont le *Füsilier Wipf* de Robert Faesi ou des œuvres de Robert Walser et Paul Ilg⁷⁶. Huber édite encore une compilation d'écrivains romands (Benjamin Vallotton, C. F. Ramuz, Robert de Traz, entre autres) à la fin de la guerre. Cette réaction littéraire mêle patriotisme et intérêt économique. Si le marché suisse du livre double ses exportations entre 1914 et 1918, les effets ne sont pas les mêmes pour tous. Beaucoup de professionnels souffrent du renchérissement du prix du papier ou de la mobilisation de leurs employés⁷⁷.

Le cas de la librairie Rascher reste l'exemple le plus marquant de mise en valeur de la littéraire nationale. Son engagement s'appuie sur des positions d'avant-guerre. Le Zurichois Max Rascher a fait prospérer la librairie familiale en une maison de renommée nationale⁷⁸. Dès le lancement des éditions Rascher en 1908, il s'est engagé pour la promotion d'une littérature suisse au détriment de l'influence allemande. Il connaît ses premiers succès, notamment avec *Im Banne der Jungfrau* de l'écrivain Konrad Falke en 1909. Avec la guerre, Rascher lance ses *Schriften für Schweizer Art und Kunst*, qui plaident pour l'indépendance morale du pays. En 1915, la publication d'une œuvre collective, *Wir Schweizer, unsere Neutralität und der Krieg*, fait date⁷⁹. Elle propose une synthèse des défis représentés par la guerre pour un pays neutre. Rascher rachète par la suite les droits de reproduction des œuvres de Hodler, puis les droits littéraires de Gottfried Keller. Il lance également en 1918 une nouvelle collection nationale, la «Schweizerische Bibliothek».

L'autonomisation des écrivains suisses vis-à-vis du marché allemand est favorisée par le cours de la guerre. En Suisse romande, un tel affranchissement vis-à-vis de la France n'est pas à l'ordre du jour. Il y a bien la collection des «Opinions suisses», lancée en 1916 par la maison genevoise Sonor avec le patronage de la NSH. «Ces brochures sont un moyen d'expression indépendante pour des hommes dont la pensée et les sentiments demeurent, malgré la guerre, purement suisses», prêchent leurs promoteurs, dont la plupart sont proches du *Journal de Genève*, à l'instar de Paul Seippel. Les francophiles dits «enragés», comme Louis Debarge, le rédacteur en chef de la *Semaine littéraire*, se moquent alors de ce comité «qui s'est mis à décider ce qui est suisse et ce qui ne l'est pas...»⁸⁰. Surtout, des auteurs romands connaissent un succès certain en

publiant des romans qui prennent clairement position pour la France, comme ceux de Noëlle Roger et Benjamin Vallotton, lorsqu'ils ne s'engagent pas comme reporters de guerre « embarqués » sur le front occidental, à l'instar du même Benjamin Vallotton et de René Morax⁸¹. Même un groupe littéraire défendant son régionalisme, les Cahiers vaudois, s'aligne sur le combat moral de la Troisième République une fois le conflit déclenché (voir chap. 7).

LA RÉACTION DE LA CONFÉDÉRATION

La Confédération est mal préparée à un conflit civilisationnel d'une telle ampleur. Institutionnalisée à la fin du XIX^e siècle, la politique culturelle fédérale est encore trop embryonnaire pour amorcer une véritable action de conditionnement de l'opinion publique⁸². Sur ce plan, la société civile est aux avant-postes et les autorités se contentent surtout de cautionner ou de parrainer les initiatives. Des réactions sont tout de même esquissées pour contrer l'arrivée des propagandes belligérantes. La première réponse, dont les effets sont les plus visibles, est répressive. La censure des informations militaires est instaurée au tout début du conflit. En été 1915, constatant l'incapacité de la censure à endiguer le flot des écrits de propagande, le Conseil fédéral crée une Commission fédérale de contrôle de la presse. La seconde initiative, mobilisatrice, émane de l'état-major. En collaboration avec la Nouvelle Société helvétique, un Bureau des conférences encadre le moral des troupes et cherche à leur inculquer des valeurs patriotiques et militaristes.

UNE PREMIÈRE PROPAGANDE DOMESTIQUE...

Avec la création du Bureau des conférences de l'armée, une tentative de propagande domestique est lancée le 16 novembre 1914 sur ordre du général Wille⁸³. Cette organisation est placée sous la tutelle symbolique du mouvement helvétiste, puisque Gonzague de Reynold est nommé à sa tête. Pour le général, le Fribourgeois est perçu comme l'homme providentiel, car il réunit les qualités de Romand non francophile et d'intellectuel conservateur⁸⁴. Gonzague de Reynold se réjouit de la reconnaissance officielle apportée à la NSH. Les penchants de Wille pour la Prusse ne semblent pas le déranger, comme il l'écrit à C. F. Ramuz :

Savez-vous que j'ai été appelé à Berne samedi, et que j'ai eu un entretien de 1 h $\frac{1}{4}$ avec le général sur la situation intérieure de la Suisse et le rôle de la N. Société helvétique? Il m'a demandé un programme de cours, conférences et distractions pour la troupe durant l'hiver [...]. Le général a un abord et un physique désavantageux: il ressemble, avec ses cheveux gris assez abondants et sa rotondité un peu évasée, à un gros cigare à demi-fumé. Mais c'est un homme fin, cultivé, spirituel, large d'esprit, malin comme un singe, vif comme un gamin et foncièrement bon. On peut avoir confiance. Un chef. Un Suisse.⁸⁵

L'engagement de Gonzague de Reynold s'inscrit dans la continuité de son action d'avant-guerre, inspirée du « nationalisme intégral »⁸⁶ de l'Action française et de Charles Maurras. Le choc d'août 1914 donne l'occasion à de Reynold de mettre en pratique ses réflexions théoriques. Dès le départ, l'aristocrate fribourgeois, réformé, donne quelques conférences à une brigade de landwehr. Il écrit à Ramuz :

Je suis dans le même état d'esprit que vous : inquiet et désorienté, ne sachant pas ce que je dois faire, ne faisant rien, cherchant à me rendre utile, n'ayant pas encore trouvé ma place dans un rang quelconque. [...] Je vais écrire en notre nom au conseiller fédéral Decoppet, chef du Département militaire. [...] Nous lui dirons notre intention de servir ; si la mobilisation se prolonge, et il y a tout lieu de le croire, nous nous offrirons d'aller faire sur une plus grande échelle aux troupes velches ce que je fais maintenant à ma landwehr : des conférences, des causeries, de la lanterne magique. [...] Je crois que, pendant et après, nous pourrions vraiment « servir ». Sans doute, il y a des choses à dire et d'autres à taire : ce sera une sorte de « service militaire » d'écrivain.⁸⁷

Ce plan aboutit en novembre 1914 et l'intellectuel est directement promu au rang de major par le général Wille. Le but que le Bureau des conférences se donne est triple. Premièrement, le lien confédéral doit être raffermi et les principes d'obéissance à l'égard de la hiérarchie positivement acceptés (et non seulement imposés sous la contrainte de décrets et d'ordres coercitifs). Deuxièmement, le Bureau des conférences cherche à ancrer plus fortement l'idée du citoyen-soldat dans les esprits, s'en prenant aux

lacunes supposées de l'école dans l'«éducation nationale» des citoyens. Troisièmement, une occupation intellectuelle doit être fournie aux soldats, alors que l'hiver et ses heures d'attente s'annoncent. Rapidement après le début des hostilités, l'inactivité mine en effet le moral d'une grande partie des troupes. Instituteur jurassien, le mobilisé Albin Bandelier note déjà dans son journal en date du 27 septembre 1914: « Si nos hautes autorités pouvaient voir de plus près les choses, sûrement elles ne garderaient pas autant de troupes sur pied; c'est inutile, on gâche l'argent. Ainsi, à Sornetan, les officiers organisent des réjouissances avec la jeunesse féminine des environs (Lajoux, Les Genevez). La troupe est absolument inactive, les soldats s'ennuient. C'est vraiment triste à constater. »⁸⁸

Le général entend confier les conférences aux officiers, mais face au manque de personnel compétent, la Nouvelle Société helvétique est appelée en renfort⁸⁹. D'autres associations patriotiques (Heimatschutz, Naturschutz...) y participent. Au début de l'année 1915, des conférenciers civils, en uniforme, s'adressent à la troupe. Deux cent cinquante intellectuels environ sont mobilisés, à l'image de l'anthropologue Eugène Pittard discourant sur les différentes « races » de la Suisse⁹⁰. Les officiers prennent également la parole et le Bureau leur fournit du matériel pédagogique (cartes, livres...). Cette propagande s'ouvre aux nouvelles techniques de mobilisation et utilise un grand nombre de projections d'images, diapositives et films. « Le meilleur effet, le plus vivant, sur la constitution mentale des troupes est venu des projections lumineuses et surtout de la musique et du chant »⁹¹, remarque Gonzague de Reynold.

En hiver 1914, l'engagement militaire de Gonzague de Reynold provoque d'importants remous internes au sein de la NSH. Les groupes romands se méfient d'Ulrich Wille, alors que les groupes alémaniques estiment que le soutien aux autorités doit passer avant tout. « Prétexte de malentendu »⁹², Gonzague de Reynold démissionne de son poste au secrétariat permanent, ce qui semble régler le différend. Le conservateur fribourgeois retrouve par la suite rapidement sa place au sein de la mouvance helvétiste. Un rapport français de 1917 considère d'ailleurs toujours le professeur comme « l'âme de la société »⁹³.

... ET SON ARRÊT ABRUPT

Après une première pause en avril 1915, le Bureau est réactivé pour le deuxième hiver de guerre. L'armée reprend la main sur l'offre des cours et exclut les conférenciers civils. L'ordre donné par le général le 10 novembre 1915 est explicite sur l'éducation de citoyens-soldats par des « conférences, des cours spécialisés, l'instruction civique, l'éducation au sens national, la musique et le chant, sans oublier le divertissement simple et sain [...] »⁹⁴. Les arts, l'histoire, la géographie, le folklore sont mis au service d'un projet d'embrigadement conservateur. Le matériel prévu pour l'éducation des soldats l'est aussi pour une utilisation dans la vie civile. Le message promu peut alors être plutôt ambivalent. Signée par Gonzague de Reynold, une carte synoptique de l'histoire nationale laisse sous-entendre, à terme, la disparition de l'État dit « moderne ». Elle est affichée dans les casernes, les gares, etc.⁹⁵

Sur le plan littéraire, quatorze *Cahiers* sont édités en 1915 et 1916 avec la participation des écrivains Robert Faesi et Charles Gos, qui partagent les idées politiques de Gonzague de Reynold. Des bibliothèques itinérantes s'installent dans les cantonnements et l'état-major lance une grande entreprise d'histoire militaire de la Suisse en 1916⁹⁶. Sur le plan artistique, de la musique populaire et militaire est proposée aux soldats avec la collaboration du chanteur Hanns In der Gand, qui devient « le véritable barde de l'armée suisse »⁹⁷. Celui-ci, de son vrai nom Ladislas Krupski, compose alors la chanson à succès *La Petite Gilberte de Courgenay*, en hommage à cette jeune serveuse jurassienne dont la mémoire est réputée prodigieuse⁹⁸. Cette œuvre bilingue connaît une grande postérité grâce au film éponyme tourné en 1941, l'un des symboles de la défense nationale spirituelle. En ce qui concerne la mobilisation des esprits, cette continuité entre les deux guerres mondiales est également assurée par une œuvre littéraire de Robert Faesi. En



tinyurl.com/hzs5tnf

Gilberte de
Courgenay, 1941
(film).

1917, l'écrivain et professeur zurichois tire de son expérience militaire un roman, *Füsilier Wipf*, qui sera également adapté à l'écran en 1938 à des fins d'armement moral de la nation. Le Bureau des conférences n'est pas réactivé au cours de l'hiver 1916, ce qui s'explique notamment par la promotion de Gonzague de Reynold à de nouvelles fonctions professionnelles. L'homme de lettres a été nommé en octobre 1915 professeur à

l'Université de Berne. Mais cet arrêt abrupt laisse aussi penser que l'action de propagande n'a pas obtenu les effets escomptés. D'après Yves-Alain Morel, les thèmes très consensuels d'histoire et d'instruction n'ont que peu intéressé des soldats pris dans les tourments de la mobilisation (perte de travail, absence d'allocations pour perte de gain, solde insignifiante...) ⁹⁹. Les fissures deviennent ainsi de plus en plus importantes dans le moral des troupes. Sur l'ensemble de la mobilisation, les problèmes de discipline sont combattus par plus d'une douzaine de décrets et plus de 1500 cas d'insubordination sont jugés par la justice militaire ¹⁰⁰. L'admiration de l'état-major pour les méthodes prussiennes, et particulièrement l'emploi courant du drill, provoque un mécontentement important, qui est principalement sensible auprès des troupes latines. Des voix socialistes s'élèvent aussi contre les méthodes de « classe » employées par les officiers.

Au cours de l'hiver 1915-1916, une mission médiatique est ainsi lancée pour lutter contre les tendances « antimilitaristes » ¹⁰¹. Mais cette action est menée juste avant l'éclatement de l'affaire des colonels, un scandale qui touche durement l'image de l'état-major sur la scène fédérale et radicalise les tensions entre le général Wille et ses contradicteurs latins et socialistes. L'arrêt du Bureau des conférences peut donc aussi se lire comme le révélateur de la crise de légitimité qui touche les méthodes prônées par la « tendance novatrice » du général Wille. Nous y reviendrons (chap. 8).

Malgré ces aléas, le Bureau des Conférences représente une œuvre pionnière du nationalisme conservateur. La présence de Reynold et de Faesi permet un amalgame des idéologies des droites françaises et allemandes, favorables à la militarisation de la société ¹⁰². « C'est à l'armée de nous faire des Suisses. Elle seule réunit la langue, la religion, l'origine ; elle les soumet à une même discipline » ¹⁰³, écrit notamment de Reynold. Cette évolution est révélatrice de ce que vivent alors les « avant-gardes réactionnaires », ces militants de la nouvelle droite définis par Hans Ulrich Jost ¹⁰⁴. Opposés à l'État radical avant-guerre, ces admirateurs de l'autorité et de l'armée se mettent à son service en 1914. Le médecin argovien Eugen Bircher, 32 ans, est l'un des principaux représentants de ce courant. Cet officier est responsable de la formation des officiers



tinyurl.com/gobshmh

Füsilier Wipf,
1938 (film).

qui participe au Bureau des conférences¹⁰⁵. Adepte du darwinisme social, Bircher défend des options antidémocrates. Son admiration pour l'Allemagne autoritaire provoque une affaire d'État en 1916, puisque le Conseil fédéral songe à éloigner de l'état-major celui que les Romands surnomment le « bailli de Morat », de par sa fonction de responsable des fortifications du mont Vully. L'affaire est réglée par le départ de Bircher, qui quitte l'armée pour prendre la direction de la section de chirurgie de l'hôpital cantonal argovien. Durant la grève générale de novembre 1918, il dirige la garde civique argovienne et prend dans l'après-guerre les rênes de la Fédération patriotique suisse, une organisation anticommuniste dont de nombreux membres flirtent avec les mouvements fascistes qui apparaissent à l'étranger.

Quant à Gonzague de Reynold, son expérience du Bureau des conférences est fondatrice et l'intellectuel entame une ascension sur la scène politique. En 1916, Reynold s'enorgueillit d'être devenu le « chef de l'état moral de l'armée »¹⁰⁶, un qualificatif que ses proches lui prêtent désormais. Dans l'entre-deux-guerres, cette expérimentation est mise à profit par l'aristocrate fribourgeois, qui sera l'un des maîtres d'œuvre de la défense nationale spirituelle.

LES LACUNES DE LA CENSURE MILITAIRE

La censure doit permettre à l'État fédéral d'encadrer les esprits et de limiter les débordements médiatiques. La liberté de la presse est suspendue le 1^{er} août 1914 et la censure des journaux dépend du nouveau Bureau de presse de l'état-major¹⁰⁷. Organisé en quatorze divisions régionales, cet organe contrôle les informations militaires diffusées par la presse indigène, qu'il s'agisse des effectifs, des stationnements, des déplacements... L'armée instaure en parallèle un strict contrôle des télégraphes, alors que la poste fédérale exclut tout envoi « qui porte extérieurement des signes, dessins ou annotations de nature injurieuse ou immorale, ayant trait à l'état de guerre »¹⁰⁸. Répressif, le travail du Bureau de presse en appelle aussi à l'autocensure et au devoir patriotique des rédactions. Le 4 septembre 1914, les rédactions sont priées d'arrêter de publier les jugements des tribunaux militaires¹⁰⁹. Le Bureau sollicite également du « sang-froid »¹¹⁰ dans les cas de récits d'atrocités. L'organe de censure indique à l'inverse que les publications concernant l'armée suisse sont vivement « désirées [...] dans un but



Fig. 9. En octobre 1914, la revue satirique genevoise *Guggus'* est la première à être interdite par le Conseil fédéral pour toute la durée de la guerre.

d'éducation patriotique»¹¹¹, même si toutes les photographies de l'armée restent soumises à son contrôle.

Les dérapages fréquents constatés dans la presse suisse provoquent l'intervention des autorités civiles. Le 3 septembre 1914, le Conseil fédéral organise une conférence à Olten avec l'Association de la presse suisse (APS) pour tenter de calmer les esprits, sans résultat probant¹¹². Le 3 août déjà, l'APS avait lancé un appel « patriotique » aux journalistes suisses pour leur demander de la « retenue » et de la « maîtrise de soi » dans l'exercice de leurs fonctions¹¹³. Les volontés des instances directrices sont loin d'être respectées. Utilisant ses pleins pouvoirs, le Conseil fédéral arrête une censure politique des écrits le 30 septembre 1914, ce qui lui permet de suspendre les publications qui « mettraient en danger les bonnes relations avec les autres puissances »¹¹⁴. Deux journaux satiriques romands (*Guggus'*, *Le Clairon*) sont les premiers organes touchés par ce raidissement étatique. À Genève, *Guggus'* a notamment publié des dessins de mains d'enfants et de femmes coupées par les Allemands (fig. 9), alors que ces derniers sont accusés par *Le Clairon*¹¹⁵ de violer les sépultures. Ces interdictions, auxquelles viennent s'ajouter d'autres mesures répressives à l'encontre des

publications francophiles, alimentent les ressentiments des activistes romands envers le pouvoir central¹¹⁶.

Un fait révèle les partis pris qui peuvent alors toucher certaines sphères du pouvoir fédéral. Le colonel Carl Th. Hellmüller est nommé responsable du Bureau de presse de l'état-major à la fin de l'année 1914. Or le Bernois, ancien avocat et écrivain militaire, provoque une polémique en rédigeant un article germanophile dans la *Basler National-Zeitung*. Hellmüller estime qu'une défaite des Empires centraux n'est pas souhaitable pour des Suisses « parents du Reich »¹¹⁷. Dans l'esprit du colonel, la France a acheté la participation russe à la guerre, alors que la Grande-Bretagne cherche de son côté à renforcer sa domination mondiale.

Sur le plan formel, la censure militaire présente de grandes carences. En janvier 1915, le Bureau de presse demande un élargissement de ses compétences aux publications à caractère politique. L'affaire du *Rire rouge* a révélé les « faiblesses institutionnelles »¹¹⁸ du dispositif. Une demande de confiscation adressée par l'armée contre cet hebdomadaire satirique parisien a été refusée par le Département politique, alors que le Département de justice et police acceptait sa saisie dans les librairies de gare. Une discussion confidentielle impliquant les 23 militaires actifs au Bureau de presse reconnaît alors que l'action de censure politique se fait en dehors de toute base légale. Malgré les avertissements, les journaux ont remarqué qu'ils ne risquaient pas grand-chose. Le colonel argovien Karl Fisch, successeur de Hellmüller à la tête du Bureau de presse, admet que la partialité de la censure « se laisse, au moins apparemment, confirmer par les faits »¹¹⁹. Elle est due à de trop grandes disparités géographiques. Certains responsables locaux ne savent même pas s'ils doivent s'occuper des brochures étrangères de propagande...

En mars 1915, l'affaire du « tumulte » de Fribourg échauffe violemment les esprits. Choqué, Gisbert von Romberg interpelle Arthur Hoffmann pour que le Conseil fédéral prenne des mesures contre « l'excitation croissante de la population »¹²⁰. Dans un rapport transmis à Berlin, le légat allemand s'en prend vertement aux gouvernements romands: « Les gouvernements cantonaux ont complètement échoué et on peut tout à fait dire que l'excitation par l'écrit et la parole croît de jour en jour dans toute la Suisse occidentale sous les yeux des autorités et qu'elle prend un caractère de plus en plus abject. »¹²¹ La pression de l'Allemagne sur le

Département politique paie. Les autorités cantonales reçoivent le 26 mars 1915 une circulaire du Conseil fédéral appelant à une plus grande sévérité à l'encontre des propagandes. Celles-ci sont dénoncées comme des :

excitations sous forme d'images ou d'écrits par lesquelles on s'efforce de troubler le bon sens de notre peuple [...]. Un petit nombre seulement de ces publications naissent sur territoire suisse ; la plupart viennent de l'étranger, surtout des États belligérants. Elles témoignent de l'exaspération terrible, de la haine ardente qui anime ces peuples et servent à surexciter les passions. Une bonne partie d'entre elles ne constituent qu'une vulgaire spéculation sur les plus bas instincts.¹²²

Pour la première fois, le Conseil fédéral thématise l'effet des propagandes étrangères sur les passions helvétiques. Son message marque une volonté affichée de fermeture à l'encontre des étrangers. Voilà ce que lisent les gouvernements cantonaux :

Non seulement les sympathies et les antipathies pour les divers États belligérants s'expriment d'une manière inconciliable avec la situation et les devoirs d'un État neutre, mais on remarque un manque de sentiment national que nous ne pouvons que profondément regretter. Les dangers qui résultent d'une telle attitude font un devoir aux autorités de lutter avec énergie et sans relâche contre les excitations sous forme d'images ou d'écrits [...]. [...] Nous vous recommandons de vouer une attention particulière à la conduite des étrangers qui se trouvent en Suisse. Nous avons largement ouvert les portes de notre pays et, depuis le commencement des hostilités, gardé chez nous avec la plus grande libéralité la population étrangère, même quand cela constituait pour nous une très lourde charge. Nous ne voudrions pas nous départir le moins du monde de cette ligne de conduite, mais nous devons exiger des étrangers qu'ils se rendent compte que le pays de l'hospitalité duquel ils jouissent est un pays *neutre*. Contre ceux qui manqueraient aux devoirs qui leur incombent de ce fait, il faudra procéder avec une rigueur impitoyable.

Pour le Conseil fédéral, ces propagandes, un « poison qu'on répand chez nous », n'auraient pas été traitées par tous les cantons

et leur police « avec la persévérance nécessaire ». Volontairement imprécise, cette critique cible pourtant implicitement la Suisse romande. Dans la séance secrète qui a préparé la circulaire, Hoffmann s'est fait l'écho des plaintes de la légation allemande. « En Suisse romande, les frontières de l'intolérable ont été largement franchies par des publications de toutes sortes, qui sont en partie de nature pornographique »¹²³, indiquait alors le radical saint-gallois. Réagissant à la circulaire, le canton de Schwyz s'en prend sans ménagement à la Ville de Genève, qui inonderait la Suisse de publications de propagande¹²⁴. Ces déclarations, alliées à différentes décisions de la censure militaire, provoquent une grande inquiétude à Genève, comme le télégraphie le consul français à Paris :

Il y a dans les hautes sphères politiques de Genève depuis quelques jours une vive surexcitation mêlée d'inquiétude et une réelle irritation contre les Suisses allemands et les autorités fédérales qu'on accuse d'être devenues plus gallophobes qu'elles ne l'ont jamais été depuis le début de la guerre. Le discours de M. Hoffmann a fait une pénible impression et certains avertissements donnés récemment de Berne à la presse et aux autorités genevoises créent un véritable malaise.¹²⁵

Les différences régionales de censure sont mises en lumière par la tournée de conférences d'Albert Füglistner au printemps 1915. Cet ingénieur suisse, témoin de la destruction de Louvain, est interdit de parole par la direction du Service territorial fédéral. Sous la pression populaire, le Conseil fédéral intervient et fait revenir le Département militaire sur sa décision. Intitulée « La vérité sur Louvain », la conférence de Füglistner est donnée à Neuchâtel, Genève, Fribourg et Lausanne. Le Conseil d'État bernois maintient son interdiction pour une conférence prévue à Bienne, légitimant sa décision par un devoir de neutralité « morale ». Comme les faits sur Louvain ne sont pas encore établis, Füglistner ne disposerait pas de la prudence nécessaire, justifie Hans Tschumi, le conseiller d'État en charge de la police. Tschumi, président de l'Union suisse des arts et métiers, juge que les déclarations de Füglistner, selon lesquels un officier aurait ordonné de tuer des civils, sont « invraisemblables »¹²⁶. Le Bureau de presse genevois soutient cette mesure de censure préventive : « [Füglistner] n'est pas

aussi objectif qu'on pourrait le désirer et on peut craindre, surtout après le déplorable attentat du *Lusitania* que l'auditoire se livre à des manifestations déplacées.»¹²⁷ Le Conseil fédéral appuie également la décision du Conseil d'État bernois¹²⁸.

Du côté allemand, les conférences de Füglistner ont fait « du mal »¹²⁹ et frappé les esprits grâce aux nombreuses diapositives projetées. Photographe amateur, Füglistner est d'ailleurs récupéré par l'Entente. Ses photographies sont publiées dans un ouvrage préfacé par le célèbre poète belge Émile Verhaeren et édité à la fois à Paris et Londres¹³⁰. La légation allemande intervient en annonçant à la presse qu'un livre blanc établira la vérité sur Louvain¹³¹.

La décision du Conseil d'État bernois provoque un véritable tollé dans le Jura bernois. Une assemblée populaire de protestation réunit 700 personnes à Saint-Imier¹³². Le 29 juin 1915, le comité de vigilance créé pour l'occasion organise la tenue de la conférence à la frontière bernoise du canton de Neuchâtel¹³³. Au final, la décision de la police bernoise est contre-productive. Tschumi voulait lutter contre la « division » entre Suisses ; il la renforce et fait se lever un important mouvement citoyen, concomitant de l'apparition du courant autonomiste jurassien. Au cours de la guerre, une certaine crispation apparaît parmi les intellectuels jurassiens vis-à-vis d'un canton de Berne considéré comme germanophile. Le saillant de Porrentruy accueille alors de très nombreuses troupes et les rapports entre la population civile et l'armée ne vont pas sans heurts. En 1916, la condamnation de Léon Froidevaux, rédacteur du *Petit Jurassien* et pionnier du séparatisme francophone, et le bombardement allemand de Porrentruy cristallisent un rejet conséquent des autorités bernoises et débouchent, en septembre 1917, sur la fondation d'un Comité pour la création d'un canton du Jura¹³⁴.

L'INSTAURATION D'UNE CENSURE POLITIQUE

En juin 1915, des mesures de censure prises à l'encontre de la *Gazetta Ticinese* et de la *Gazette de Lausanne* alimentent le mécontentement latin. Au Conseil national, Édouard Secretan, directeur de la *Gazette de Lausanne*, attaque à cette occasion la « dictature »¹³⁵ des pleins pouvoirs. Directeur de la *Gazetta Ticinese* et proche de la diplomatie italienne, Emilio Bossi se plaint du « deux poids, deux mesures »¹³⁶ de l'État à l'encontre de la presse.

Le président de la Confédération Giuseppe Motta se fend même d'une lettre au général Wille où il relève l'« anomalie »¹³⁷ de la censure telle qu'elle est pratiquée au Tessin. Ces polémiques et la confusion régnant entre prérogatives militaires et politiques provoquent un double tournant législatif. L'ordonnance du 2 juillet 1915 réprime ainsi les insultes envers les peuples, chefs d'État et gouvernements étrangers, alors que l'arrêté du 27 juillet instaure une Commission fédérale du contrôle de la presse (CFCP).

L'ordonnance donne la possibilité au Ministère public d'engager une enquête pénale à l'encontre des publications suisses. Pour le Conseil fédéral, son effet se veut « plus prophylactique que répressif »¹³⁸. Alors que les critiques romandes grondent contre cette ordonnance, la constitutionnalité de la mesure est confirmée par un arrêté de la Cour pénale fédérale dans le cadre du procès de la *Bibliothèque universelle*, qui aboutit à la condamnation de son directeur, le professeur lausannois Maurice Milliod, pour atteinte à l'honneur de l'Empire allemand. Un article signé par Paul Stapfer, professeur à Bordeaux, s'en était pris aux Allemands, à leur « satanique orgueil, leurs doctrines de sang, de fer et de feu, leur cruel appétit de domination et de conquête »¹³⁹. Il s'agit de la première application de l'ordonnance du 2 juillet 1915. Pour le francophile Fernand Feyler, chroniqueur militaire du *Journal de Genève*, le Conseil fédéral invente à cette occasion le délit de « lèse-neutralité »¹⁴⁰.

L'arrêté du 27 juillet vise avant tout les productions étrangères de propagande. Les négociations se sont révélées extrêmement âpres, ce qui souligne les difficultés fédérales à faire face aux effets inédits de cette guerre psychologique¹⁴¹. Premièrement, le Conseil fédéral refuse d'intégrer les conférences ou les discours à ces mesures. Seuls les écrits, périodiques ou non, sont concernés. Les images sont aussi visées et amènent à un contrôle des cartes postales, des affiches et du cinématographe. Deuxièmement, l'arrêté ne s'applique pas aux questions intérieures, c'est-à-dire aux « déclarations qui menacent les bonnes relations entre les parties du pays »¹⁴². Troisièmement, le choix d'une ordonnance est tactique, car un arrêté n'aurait pas laissé la même marge de manœuvre dans la définition des objets soumis à la censure. Le Conseil fédéral entend disposer d'un instrument malléable selon les besoins du moment.

Fixées en août 1915, les prérogatives de la Commission fédérale du contrôle de la presse suivent une casuistique extrêmement

élaborée¹⁴³. La CFCP vise ainsi de sa pleine autorité toute publication venue de l'étranger et toute publication non périodique éditée en Suisse. Elle dispose dans ces deux cas d'un dispositif graduel d'intervention. De la mesure la plus légère à la plus sévère, cela correspond à l'interdiction d'exposition ou l'interdiction d'envoi non fermé, l'interdiction de vente, l'interdiction d'importation ou d'exportation et la confiscation pure et simple. Concernant les périodiques suisses, la CFCP ne peut que les avertir et adresser, en dernier recours, des propositions d'intervention de la part du Conseil fédéral, en cas « d'excès particulièrement graves ». En revanche, concernant les périodiques étrangers, les imprimés et les films, la Commission est en mesure de les proscrire directement.

La CFCP se compose de cinq membres élus par le Conseil fédéral. Deux places sont réservées à l'Association de la presse suisse. Le professeur Paul Rochat, président de l'APS et ancien rédacteur en chef de la *Tribune de Lausanne*, et August Welti, correspondant bernois de la *Neue Zürcher Zeitung*, remplissent ce rôle tout au long de la guerre¹⁴⁴. La participation de la corporation journalistique à la Commission provoque des frictions importantes. La position de l'APS est fragilisée, comme le reconnaît Paul Rochat dans un courrier privé : « Je suis vraiment très inquiet parce que je crains une sorte de nouvelle affaire du Gothard. Un nouveau fossé très profond se creuse entre Confédérés, et je vois poindre à l'horizon un comité de défense des libertés de la presse englobant les associations romandes. »¹⁴⁵ Pour faire face à ces divisions et justifier l'organe de censure, le président Rochat en appelle à la lutte engagée par la CFCP contre les propagandes belligérantes : « [La CFCP] rend de grands services en élevant une digue contre les innombrables publications de combat et de propagande qui, venant du dehors, submergeaient notre pays et sont autant d'outrages et d'appels à la haine contre d'autres belligérants. »¹⁴⁶

La Commission dispose d'une certaine liberté dans le choix de ces interventions, même si les possibilités de « demi-mesures » grèvent en partie son efficacité. Les prescriptions sont extrêmement détaillées. L'interdiction d'exposition dans une librairie est pensée pour permettre au public érudit d'accéder au livre qu'il recherche en rayon, alors que ce même ouvrage ne peut être présenté au « grand public » en vitrine. Un écrit interdit d'exposition dans les lieux publics peut circuler dans les « cercles restreints » que sont les musées, les sociétés de lecture, les hôtels ou les salles d'attente des

médecins et des hommes d'affaires. En revanche, ce même ouvrage interdit d'exposition ne peut se trouver dans les librairies de gare. Des situations kafkaïennes peuvent surgir. La première version du règlement traduit l'interdiction d'exposition « *in Schaufenstern oder Ladenräumen* » en « devantures et vitrines » (et non en « vitrines et magasins » comme cela devait être le cas). La librairie Payot à Lausanne en profite et met les livres concernés en exergue à l'intérieur de son magasin. Les censeurs ne corrigent cette erreur de traduction qu'après une année d'activité¹⁴⁷. Ce n'est pas la seule fois où Payot se joue de la censure fédérale. La maison d'édition fait également de la publicité, par des bandeaux ou des encarts, pour ses ouvrages censurés. Un livre interdit reste un excellent argument de vente. La Commission intervient pour que cette manœuvre cesse.¹⁴⁸

Les organes d'exécution posent également problème. L'application des mesures dépend à la fois des commandants territoriaux, des polices cantonales et militaires et des autorités postales et douanières. Ces organes ont pour mission de faire remonter les écrits suspects à la Commission, tout en disposant d'une certaine marge de manœuvre. Complet en apparence, ce système souffre de plusieurs failles et la Commission de censure connaît de nombreuses frictions avec les postes ou les polices. Le Département des postes commet, d'après la CFCP, « une ingérence inacceptable »¹⁴⁹ dans son travail. Gérée par Ludwig Forrer, l'autorité postale insiste pour que la *Gazette des Ardennes* – une publication de la propagande allemande en territoire occupé – soit traitée de façon plus circonstanciée par la Commission. Le miroir est inversé en Suisse romande. La CFCP doit rappeler à l'ordre les offices de poste genevois, qui retiennent les numéros de la *Gazette des Ardennes* avant

que la décision de censure soit communiquée, contrairement aux prescriptions¹⁵⁰. De nombreux écrits échappent en outre au contrôle de la Commission. Bien souvent, celle-ci doit prendre position suite à une plainte déposée par une légation étrangère. La brochure *Pourquoi* de l'avocat genevois Charles Vuille est ainsi examinée six mois après sa parution. Confronté à ce problème, le Conseil fédéral modifie le règlement de la censure politique en janvier 1918. Les brochures éditées en Suisse doivent alors être soumises automatiquement à la Commission¹⁵¹.



tinyurl.com/h3d8lub

*La maison Attinger Frères
à Neuchâtel utilise
un ordre de censure
comme argument
de vente sur ce tract
publicitaire de 1915.*

L'ESPRIT ET LA LETTRE

La mise en place d'une censure militaire puis politique des écrits et des images est commune à d'autres pays neutres. Ainsi, au Danemark, un accord informel entre le gouvernement et les journaux, conclu en août 1914 et fondé sur une attitude impartiale entre les belligérants, se révèle inefficace. Les autorités adoptent une législation temporaire qui leur permet de condamner les journaux qui s'en prennent à l'un des belligérants¹⁵². En Suisse, le choix du terme de « contrôle », à la place de « censure », pour qualifier la Commission fédérale n'est pas anodin. Par principe, toute censure préventive est refusée, même si cette position n'est pas respectée dans les faits. La revue satirique allemande *Simplicissimus* bénéficie ainsi d'un traitement de faveur et peut soumettre par avance une édition spéciale pour la Suisse. Or, à la fin de l'année 1915, le bon à tirer qui passe le contrôle de la Commission ne correspond pas à la publication diffusée sur le marché¹⁵³. ... La CFCP décide alors de ne plus accorder de telles faveurs. En 1916, elle alloue pourtant à deux reprises un nouveau passe-droit à une publication allemande de propagande, la *Correspondance politique de l'Europe centrale*¹⁵⁴.

Chaque bloc accuse la CFCP de partialité lorsqu'elle s'en prend à ses écrits. Est-ce justifié ? Il est très difficile de l'affirmer, car les données restent fragmentaires. Une statistique imprécise concernant la langue des publications frappées par la CFCP existe pour février 1916, soit après environ une demi-année d'activité. Sur les 338 mesures prises, 182 touchent des publications en français, 135 des publications en allemand, 17 des publications en italien et 4 des publications en anglais¹⁵⁵. Plus de la moitié des mesures touchent donc des écrits francophones, mais il faudrait pouvoir comparer ces données relatives au nombre total de publications injurieuses que chaque camp diffuse en Suisse, ce qui n'est pas réalisable. Ces chiffres montrent en outre que les publications étrangères sont les premières visées. Seules treize décisions concernent des imprimés suisses (soit 4 % du total). Les interdictions d'envoi ouvert et d'exposition constituent les mesures les plus utilisées. Elles concernent trois mesures sur quatre. Enfin, sur le plan formel, les illustrés sont les plus censurés (54 %), loin devant les journaux, les brochures, les cartes postales, les calendriers, les revues ou les feuilles volantes.

Une étude de l'ensemble des mesures prises par la CFCP à l'encontre de la presse helvétique montre que les journaux romands

sont plus fortement sanctionnés. Les mesures de censure les plus sévères sont prises avant tout contre des organes de Suisse occidentale. Elles concernent 34 % de l'ensemble des mesures prises impliquant la presse romande. En comparaison, ce type de sanctions ne représente que 3 % des mesures prises à l'encontre des organes alémaniques¹⁵⁶. Il faut cependant nuancer: durant la guerre, le vent de la contestation politique, qu'elle soit intérieure ou extérieure, souffle depuis la Suisse romande. De plus, certaines mesures sévères concernent des organes romands contrôlés par l'Allemagne, comme *L'Indépendance helvétique* ou le *Paris-Genève*. Malgré tout, cette surreprésentation quantitative interpelle.

Si l'on effectue une étude plus qualitative, les procès-verbaux des séances de la CFCP sont particulièrement riches en enseignement. Ils laissent clairement filtrer la propension opportuniste des mesures de censure. La Commission est plus encline à fermer les yeux sur les excès des écrits germanophiles en 1915 et 1916, avant que les intérêts de l'Entente bénéficient d'une meilleure appréciation vers la fin de l'année 1916, et plus encore après l'entrée en guerre américaine d'avril 1917. Même si cette évolution reste difficile à cerner avec précision, les autorités adaptent très pragmatiquement leur appareil répressif à l'évolution des intérêts stratégiques de la politique étrangère. Jusqu'en 1917, certains reproches romands de partialité de la censure ne sont ainsi pas injustifiés. La Commission a tendance à se montrer intraitable à l'encontre des écrits antiallemands. L'exemple de la précensure a déjà été évoqué et seuls des écrits germanophones bénéficient de ce traitement complaisant. De plus, la censure d'une publication officielle belge traduite en allemand fait scandale en 1915¹⁵⁷. La CFCP prône sa bonne foi et invoque un manque d'information. Suite à une forte pression médiatique, les censeurs doivent faire amende honorable et libèrent cet écrit. Il faut aussi relever que d'importantes différences de vues peuvent opposer les membres romands et alémaniques au sein de la Commission. Le *Bulletin de l'Alliance française* en est un exemple. Paul Rochat et Max de Diesbach plaident pour un contrôle au cas par cas de cette publication massivement diffusée en Suisse. Les trois membres alémaniques préféreraient une interdiction d'envoi ouvert, comme le pratique alors l'autorité postale. Les minoritaires romands obtiennent finalement gain de cause, malgré l'ingérence du conseiller fédéral Forrer, qui exige une exclusion totale¹⁵⁸.

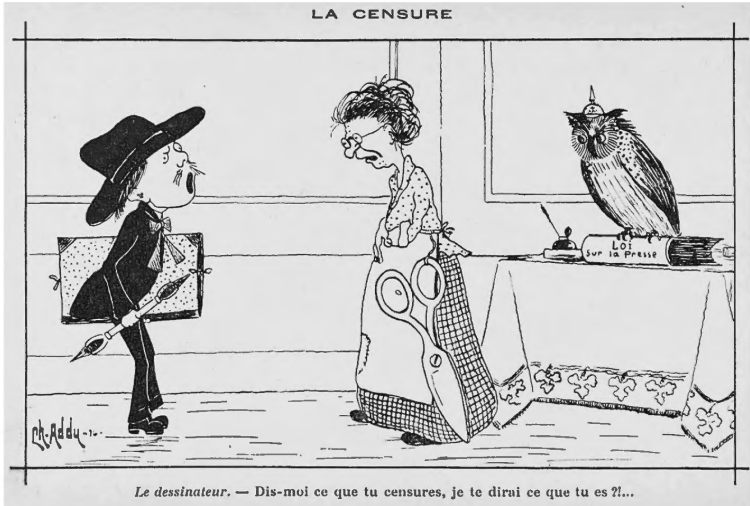


Fig. 10. Dame Anastasie, figure allégorique de la censure, obéit aux ordres d'un hibou portant un casque à pointe: pour le dessinateur romand Charles Addy, la censure protège les seuls intérêts de l'Allemagne...

En mai 1916, la Commission décide d'interdire toute publication étrangère anonyme. Elle vise principalement les publications subversives du service français que sont le *Kriegsfackel* et les *Deutsche Kriegsblätter*, qui passent illégalement en Allemagne. Leur distributeur, Lucien Naville, se plaint de la mesure car la *Gazette des Ardennes*, qui n'indique pas d'éditeur responsable, n'est pas concernée. La CFCP indique une fin de non-recevoir. Elle refuse purement et simplement de comparer le statut juridique de ces feuilles, relevant pourtant toutes deux clairement d'un discours belligérant¹⁵⁹. Ce déséquilibre fera dire aux agents français Hansi et Ernest Tonnelat, responsables des publications subversives destinées à l'Allemagne: « La propagande allemande, énergiquement défendue par les diplomates allemands de Berne, jouissait d'une tolérance que la propagande alliée ne pouvait pas se flatter de jamais connaître. »¹⁶⁰



tinyurl.com/jf3zbar

Sur cette carte postale romande, le « bras du peuple », agitant un martinet à l'effigie de la Suisse, s'apprête à fouetter les censeurs fédéraux.

Une brochure attaquant la probité neutre de la Belgique donne également lieu à un échange musclé en septembre 1916. Paul Rochat aimerait que cette œuvre du catholique allemand Pfeilschifter, publiée aux Pays-Bas, ne puisse pas être diffusée. Alors président, Welti explique que la ligne de la Commission « a jusqu'ici pris comme objet de son examen la façon de s'exprimer plutôt que la tendance. La question de la vérité ou non d'une affirmation n'est pas réglée par [la Commission] ¹⁶¹. » Rochat n'obtient pas l'interdiction de circulation. Au demeurant, la Commission de censure accepte de négocier à plusieurs reprises avec Hans Attenberger, le principal agent de la propagande littéraire allemand, dont l'activité est connue par la CFCP.

Les intérêts de l'Entente bénéficient d'une meilleure perception vers la fin de l'année 1916. Les *Kriegschronik* et le *Continental-Times*, deux publications de la ZFA, sont alors retenus par la censure ¹⁶². De plus, des publications du dispositif allemand en Suisse romande sont frappées par des mesures d'interdiction, totale pour le *Paris-Genève* ou temporaire pour *L'Indépendance helvétique*. Ce tournant sera analysé à l'aune de l'arrivée de Gustave Ador à la tête du Département politique (voir chap. 13).

MAI 1915, UNE PLAQUE TOURNANTE

Après le déchaînement passionné des premiers mois, les citoyens suisses ont pris conscience des enjeux nouveaux représentés par une guerre qui s'étend aussi au domaine psychologique. « Notre lectorat est devenu plus critique au cours de la guerre ; il est plus proche des informations et examine leur origine et tendance » ¹⁶³, constate avec soulagement Hermann Schoop dans les colonnes de la *Neue Zürcher Zeitung*. Alors responsable du Service de presse de la NSH, le journaliste se réjouit de cette évolution, puisqu'il milite personnellement pour cette mise à distance critique. « La presse a probablement eu, au départ, un effet puissant sur les masses, mais la durée de la guerre a été une bonne école pour le lecteur de journaux et le point de vue du rédacteur est aujourd'hui placé face au jugement indépendant du lecteur », détaille Schoop.

Cette adaptation au contexte d'une guerre de propagande se réalise parallèlement à un recentrage des intérêts de la presse pour des problématiques intérieures. Réalisée par Esther Kamber, une étude comparée de deux titres bourgeois, la *Neue Zürcher Zeitung*

et le *Vaterland* de Lucerne, révèle ainsi un repositionnement de ces journaux sur des questions nationales¹⁶⁴. En 1914, le thème le plus traité par la *Neue Zürcher Zeitung* et le *Vaterland* est, de façon générique, la guerre sur le front occidental. En 1915, le thème le plus abordé par la *Neue Zürcher Zeitung* est l'approvisionnement du pays et, pour le *Vaterland*, l'impôt de guerre. Par la suite, les thématiques privilégiées restent relatives à la politique intérieure du pays (pour la *Neue Zürcher Zeitung*, il s'agit de l'affaire des colonels pour 1916, de la question du ravitaillement pour 1917 et de la grève générale pour 1918). Deux autres titres, le *Tages-Anzeiger* et la *Berner Tagwacht*, suivent ce mouvement avec un léger décalage. Si le front oriental reste le sujet le plus traité en 1915 par le *Tages-Anzeiger*, des problématiques plus locales s'imposent les années suivantes (soit l'affaire des colonels en 1916, la nouvelle loi fiscale zurichoise en 1917 et l'épidémie de grippe en 1918). Quant au *Tagwacht* socialiste, le thème de la guerre domine les années 1914 et 1915, avant que la politique commerciale et la question du ravitaillement prennent le dessus de 1916 à 1918. Cette réorientation des intérêts sur les affaires intérieures se retrouve dans le contexte médiatique d'autres pays neutres. Au Danemark par exemple, seuls 15 à 23% des éditoriaux concernent directement le conflit en octobre 1916¹⁶⁵.

Au cours du conflit, un basculement sémantique touche le terme même de «propagande». Il prend une connotation essentiellement négative, synonyme de manipulation, de désinformation ou d'endoctrinement. Cette nouvelle acception se retrouve dans les mots employés pour imager le travail des propagandes en Suisse. Les publicistes helvétiques perçoivent désormais ce phénomène comme une «inondation» extérieure et cette image devient un lieu commun de tout discours se définissant comme patriotique. Carl Spitteler pourrait être le premier intellectuel à avoir tissé cette métaphore. Sa conférence de décembre 1914 s'en prend à la campagne médiatique allemande dans les termes suivants : «Les mille et mille influences qui, d'Allemagne, jour après jour, comme un Nil bienfaisant fécondant nos campagnes, nous inondent doivent en temps de guerre être passées au filtre, car le Nil, à l'heure qu'il est, fourmille de crocodiles. Du reste, la presse en temps de guerre n'est pas une littérature édifiante.»¹⁶⁶ L'ancien conseiller fédéral neuchâtelois Robert Comtesse reprend une image similaire quand il relève que les opposants à la propagande

« voudraient qu'on pût opposer une digue à ce déluge de journaux, d'écrits, de dissertations dont notre pays est inondé »¹⁶⁷.

En mars 1915, le Conseil fédéral utilise la même métaphore au moment d'appeler à une plus grande vigilance face au phénomène: « Malgré les interdictions et les saisies, le pays continue d'être inondé de brochures, de feuilles volantes, d'illustrations, de cartes postales, etc. Les unes attisant les haines, les autres pornographiques, et cette hideuse littérature est colportée, exposée dans les kiosques et les librairies, et de la réclame est faite en sa faveur. »¹⁶⁸ Le Département fédéral des postes tient un discours semblable dans le premier rapport récapitulatif qu'il consacre au contrôle des imprimés: « Pendant l'année 1915, la Suisse fut inondée par un véritable flot de *littérature de propagande* des pays belligérants. Aussi longtemps que ces publications se bornaient à commenter d'une manière convenable le point de vue et les succès d'un des belligérants, il n'existait pas de motif immédiat d'intervenir, bien qu'on puisse dire que le public jugea fréquemment cette propagande inopportune. »¹⁶⁹ Paul Rochat indique de son côté que la Commission de censure doit faire face à des centaines « d'horreurs [...] que la marée montante des publications étrangères déverse chaque semaine sur notre pays »¹⁷⁰.

Cette « inondation » extérieure fait écho à une métaphore en pleine progression au sein du discours patriotique, celle de la représentation de la Suisse comme « île » au milieu de la tempête mondiale¹⁷¹. Déjà en 1912, projetant les problèmes de ravitaillement du pays en cas de conflit généralisé, le Conseil fédéral considérait comme très improbable la possibilité que le pays reste une « île permanente, non impliquée et neutre au milieu du déferlement de la guerre européenne »¹⁷². Cette idée s'intègre en profondeur à l'imaginaire transnational après l'éclatement du conflit. Dans la conclusion d'« Au-dessus de la mêlée », Romain Rolland plaide pour que, « dans la tempête, [la Suisse] se dresse comme une île de justice et de paix, où, tels les grands couvents du premier Moyen Âge, l'esprit trouve un asile contre la force effrénée, et où viennent aborder les nageurs fatigués de toutes les nations, tous ceux que lasse la haine et qui, malgré les crimes qu'ils ont vus et subis, persistent à aimer tous les hommes comme leurs frères »¹⁷³. Le 1^{er} octobre 1914, c'est au tour du *Züricher Post* de publier un article de tête intitulé « *Die Friedensinsel* ». En juillet 1915, le conseiller d'État bernois Karl Scheurer s'exprime sur le problème

de la désunion nationale devant la société de Zofingue, la plus ancienne corporation étudiante du pays. «Alors que notre île de paix est devenue petite au milieu de la guerre [...], le danger est grand que le sol sur lequel nous sommes soit inondé, voire arraché»¹⁷⁴, image Scheurer. Le futur conseiller fédéral radical plaide dans sa conclusion pour l'union de la jeunesse nationale. Dans son *Histoire de la Suisse* de 1917, l'écrivain romantique Johannes Jegerlehner donne un autre exemple de cette métaphore : «Notre pays est un récif dans l'incendie de la guerre, une île de paix solitaire qui peut se convertir en une nuit en un champ de bataille fumant.»¹⁷⁵ Cette image fait référence à un *Sonderfall* helvétique, une idée présente dès le XVIII^e siècle et qui a connu un premier apogée à la fin du XIX^e siècle. La Grande Guerre renforce cette idée de particularité «insulaire», tout particulièrement dans l'iconographie nationale. Sur plusieurs cartes postales, la Suisse est représentée comme une île de paix menacée par les flots de la guerre voisine. Le message mobilisateur revient ici à insister sur l'harmonie intérieure du pays contre un monde extérieur aux prises avec le chaos. Pour asseoir cette singularité, les discours patriotiques parent le pays d'une mission de charité et de médiation entre les peuples en guerre. La construction imaginaire de l'«îlot de paix» s'inscrit dans la volonté d'affirmer l'harmonie intérieure du pays, alors que celle-ci est justement la proie de puissantes tensions culturelles, sociales et politiques. Ce discours contrefactuel et idyllique trouve sa consécration dans l'immédiat après-guerre. En 1921, l'ex-voto réalisé dans la chapelle de Flüeli-Ranft présente Nicolas de Flüe au sommet d'une montagne émergeant d'une mer de crânes¹⁷⁶.

UNE PRISE DE DISTANCE DÉSÉQUILBRÉE

Au printemps 1915, la montée du discours patriotique oblige les propagandistes à calibrer leur action, plutôt transparente jusque-là. Au moment où l'engagement de l'Italie dans le conflit paraît acquis, l'ambassadeur français Paul Beau décrit un nouvel état d'esprit qui n'est pas pour lui déplaire : «[...] Quels que soient les sentiments intimes du peuple suisse, le désir de conserver la neutralité est au-dessus de tout. On commence, du reste, à avoir, dans la Suisse allemande, une vue plus exacte de la situation respective des belligérants et l'Allemagne est loin d'y posséder aujourd'hui le prestige et les moyens d'action du début.»¹⁷⁷ Les rapports allemands font

aussi état d'un changement d'attitude qui leur est défavorable, même s'ils estiment que l'opinion alémanique leur reste globalement acquise¹⁷⁸. L'Auswärtiges Amt ne constate en revanche pas de détérioration de l'image de l'Entente en Suisse romande. Il y a en quelque sorte un déséquilibre qui survient dans le rééquilibrage mené par la mouvance helvétiste. L'agent belge Émile Waxweiler se félicite de cette évolution dans son second rapport de mission : « [...] À côté de la tendance à la résistance aux influences allemandes, ou plutôt intimement confondue avec elle, se manifeste, plus fièrement, la volonté de concorde nationale. »¹⁷⁹ Le professeur reconnaît l'effet de la conférence « sensationnelle » de Carl Spitteler et des prises de position de Paul Seippel, Ernest Bovet ou Konrad Falke pour provoquer cette nouvelle « atmosphère de calme et d'équité »¹⁸⁰. Waxweiler comprend l'intérêt que la propagande belge peut tirer de cette évolution :

De tous les facteurs qui avaient contribué à cet apaisement, un surtout rendait la propagande en faveur de la Belgique plus aisée : c'était le mouvement d'union nationale. Ceux qui le dirigeaient voulaient, en effet, consolider la conscience publique de la Suisse sur le terrain du Droit. [...] La défense de la neutralité belge prenait tout à coup un intérêt essentiel pour la Suisse elle-même. Ceux qui s'occupaient de la Belgique n'étaient plus des importuns. Dans ce pays très susceptible et après tout un petit peu étroit, localiste et égoïste, il devenait possible de parler d'une autre nation sans paraître s'imposer : faire connaître et estimer « La Belgique neutre et loyale » c'était coopérer à l'unité suisse.¹⁸¹

Les actions de presse de la NSH impriment également une mise à distance critique vis-à-vis des influences allemandes. « Il est remarquable que presque toute l'action de ce service de presse, dirigé cependant par un Romand, soit consacré à la Suisse alémanique »¹⁸², se félicitera rétrospectivement l'ambassade de France. L'Allemagne cristallise ainsi contre elle une grande partie du mécontentement indigène. Actif au sein du dispositif allemand de propagande, le professeur Richard Woltereck est en contact avec de nombreuses élites germanophiles. En mai 1915, le zoologue allemand constate le problème connu par les voix partisans dans leur travail d'influence : « Les Suisses allemands qui travaillent avec nous par conviction doivent se retirer à chaque fois qu'ils essaient d'influencer l'opinion

publique. [Cela s'explique] par la méfiance des Suisses, leur indépendance et leur peur d'une concurrence allemande.»¹⁸³

En Suisse romande, un tel affranchissement à l'égard de la puissance française n'est pas à l'ordre du jour, comme le note le consul de France à Genève en été 1915: «Les sympathies pour la France sont ardentes dans la Suisse française, voilà le fait incontestable et c'est ce dont il faudrait se souvenir. Le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne* mènent une campagne admirable dont l'influence est considérable en Europe.»¹⁸⁴ Dans ce rapport, le consul réagit à la création, annoncée par l'Entente, d'une société de contrôle des réexportations helvétiques. Il met en garde les autorités diplomatiques: «Il ne faudrait pas que par des mesures maladroitement un mécontentement se produisît. Il serait nécessaire au contraire de tout faciliter à cet égard et de faciliter les rapports économiques.»¹⁸⁵ Décidé par la Grande-Bretagne, le blocus économique de l'Allemagne implique directement les pays neutres. Dans cette guerre d'approvisionnement, le commerce extérieur de la Suisse est désormais soumis au strict contrôle des belligérants. Deux structures concurrentes sont mises en place en 1915: la Société suisse de surveillance économique par l'Entente et l'Office fiduciaire zurichois pour le contrôle du trafic des marchandises par les Empires centraux.

Malgré ses propensions francophiles, le milieu intellectuel romand ne connaît pas véritablement d'affranchissement vis-à-vis du centre culturel parisien. L'absence d'une prise de position semblable à celle de Spitteler paraît révélatrice de cette différence d'humeur. Si le Genevois Paul Seippel est appelé à jouer ce rôle critique, son installation à Zurich (il y enseigne à l'université depuis 1898) le place plutôt dans un rôle d'*outsider*. Dans une conférence qu'il donne à Bâle (ce qui n'est pas anodin), le professeur de littérature refuse de se comparer à Spitteler. D'après Seippel, invité alors par la NSH, le cours même de la guerre expliquerait l'absence d'une condamnation romande des positions francophiles:

Certes, tout ne va pas pour le mieux dans notre pays romand. On a réclamé de divers côtés une *Kopffklärung* welsche, analogue à celle que Spitteler a exécutée avec tant de maestria dans la Suisse allemande. (Comment traduiriez-vous *Kopffklärung* en français? Éclaircissement des idées? Ou plus familièrement «lavage de tête»?) [...]

Il y a certains points, pourtant, sur lesquels nous ne voulons pas combattre le sentiment populaire de la Suisse romande, parce que nous nous sentons pleinement d'accord avec lui. On ne trouverait pas, ni à Genève, ni à Lausanne, ni à Neuchâtel, un seul publiciste qui soit tenté de se mettre en travers du légitime mouvement d'indignation qu'a soulevé la violation de la neutralité belge. [...] Ailleurs, il faut réagir. Nous devons le reconnaître, il y a dans notre presse, et surtout dans notre petite presse, des journaux animés du plus mauvais esprit. Certains d'entre eux sont à tel point gagnés par la contagion d'insanités et de mensonges qui sévit dans les pays en guerre que c'est à peine si l'on peut encore se douter, en les ouvrant, que ce sont des journaux suisses.¹⁸⁶

Le fait que l'Allemagne soit la plus péjorée par la montée des discours de concorde intérieure s'explique donc de deux façons. Premièrement, le mouvement helvétiste se dirige naturellement contre l'influence allemande, la plus forte en Suisse au moment du déclenchement des hostilités. L'exemple des menées médiatiques, notamment celle des *Feuilles suisses du dimanche*, en est une illustration frappante (voir chap. 6). Deuxièmement, et cela est fondamental, le déroulement de la guerre, et surtout son ouverture, impose à l'Allemagne une position de départ défavorable sur le plan des idées. Le principe «qui s'excuse s'accuse» gagne une partie importante de l'opinion publique, de part et d'autre de la Sarine, comme le confie l'ancien conseiller fédéral neuchâtelois Robert Comtesse à Émile Waxweiler¹⁸⁷. Contrairement aux forces de l'Entente, l'Allemagne doit prouver à l'opinion que sa guerre est bien défensive, et donc légitime, alors qu'elle occupe la Belgique, le Luxembourg et le nord-est de la France. Au demeurant, la violation de la neutralité belge est perçue avec inquiétude, non seulement dans le champ intellectuel latin, mais aussi, et de plus en plus fortement, dans le champ alémanique. Dès la fin du mois d'août 1914, l'attitude de la *Neue Zürcher Zeitung*, qui dénonce les menées violentes de représailles allemandes en Belgique, est révélatrice d'un malaise important à l'encontre de la puissance germanique¹⁸⁸. Le grand journal alémanique, qui cherche à pacifier les rapports entre communautés linguistiques, adopte une attitude critique face aux dispositifs d'information mis en place par les belligérants¹⁸⁹.

L'*Auswärtiges Amt* est rapidement submergé par les plaintes en provenance de ses missions dans les pays neutres quant à la

conduite des troupes allemandes sur le front occidental. Dans son *Tagebuch*, le journaliste berlinois Theodor Wolff écrit le 8 octobre 1914 que l'agence de dépêches Wolff reçoit « d'innombrables lettres d'Allemands dans les pays neutres se plaignant de ceci, et des lettres de Suisses, d'Américains, etc., bien intentionnés, qui expriment leurs regrets parce que nous sommes supposés avoir cessé d'être une nation cultivée »¹⁹⁰. Dans ce conflit, l'Empire allemand ne part pas avec les meilleures armes morales pour défendre sa cause devant l'opinion publique internationale. Au printemps 1915, les choix stratégiques pris par son armée donnent encore un peu plus de munitions aux francophiles romands. L'utilisation des gaz de combat à Ypres à la fin du mois d'avril, interdits par les Conventions de La Haye, puis le torpillage du *Lusitania* par un sous-marin, le 7 mai, provoquent un dégât d'image important auprès des neutres. Le fait que le paquebot anglais transportait effectivement une grande quantité de munitions en contrebande n'y change rien, car les Allemands ne parviennent pas à prouver leurs dires. Trois jours après les faits, Gonzague de Reynold écrit ainsi à Cuno Hofer, responsable de la revue *Schweizerland*: « D'ailleurs, l'affaire du *Lusitania* est tout à fait abominable : la cause des Allemands, avec de tels procédés, finira par perdre les dernières sympathies sur lesquelles elle peut compter encore. »¹⁹¹

PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Le mois de mai 1915 implique de grands changements pour l'organisation allemande de propagande. Premièrement, le 1^{er} mai 1915, l'Empire se dote d'une Nachrichten-Abteilung (NA), qui chapeaute le travail de la ZFA au sein de l'Office des Affaires étrangères. Cette création tient compte des besoins politiques nouveaux engendrés par cette guerre d'information¹⁹². Deuxièmement, le 23 mai 1915, l'Italie entre en guerre aux côtés de la Triple Entente. La Suisse est alors totalement entourée par les belligérants et devient un centre d'intrigues diplomatiques et militaires, non seulement dans l'optique du combat franco-allemand, mais aussi dans celle de la lutte austro-italienne. Berlin décide alors de formaliser l'action de propagande effectuée en Suisse, car le port de Gênes ne constitue plus une voie de passage pour la littérature allemande destinée à l'outre-mer et à la péninsule ibérique. La ZFA envoie la jeune Margarete Gärtner, 27 ans, en mission en

Suisse pour ouvrir une nouvelle voie de contournement. Cette fonctionnaire s'est formée avant-guerre comme secrétaire personnelle de Wilhelm Cuno, de Max von Oppenheim ou de Paul Rohrbach, des personnalités en vue dans l'Empire¹⁹³.

Avec la guerre, Gärtner devient la responsable du service logistique de la ZFA, qui occupe une trentaine d'employées. Elle se qualifie elle-même de « directrice de la division de propagande de la [ZFA] »¹⁹⁴. Si l'on se fie à ses mémoires, l'Allemande est la première femme de l'*Auswärtiges Amt* à posséder le droit de signature¹⁹⁵. Son engagement exemplifie la place nouvelle occupée par les femmes au sein des sociétés en guerre. La mobilisation masculine leur ouvre des portes jusque-là inaccessibles, notamment au sein de la diplomatie. Gärtner se souviendra d'ailleurs avoir ressenti une « indignation silencieuse »¹⁹⁶ auprès des jeunes collaborateurs de l'Allemagne impériale. La fonctionnaire représente cependant une exception dans cette histoire des propagandes. Une seule autre femme occupe un poste à responsabilité au sein d'un dispositif belligérant actif en Suisse. Il s'agit de l'Américaine Vira B. Whitehouse (voir chap. 13).

En juin et juillet 1915, le voyage d'étude de Gärtner fait le point sur la situation et les attentes du dispositif allemand de propagande en Suisse. Elle se rend à Bâle, Berne, Lugano, Lucerne et Zurich. L'absence de villes romandes dans cet agenda est révélatrice à la fois des priorités allemandes et des problèmes posés par l'espace francophone. Le rapport qu'elle rédige fournit une image précise de l'installation d'un premier réseau d'influence centré sur les actions de presse et de librairie¹⁹⁷. À Berne, la légation réserve un bon accueil à la mission de Gärtner, puisque Romberg désire « organiser l'action de propagande en Suisse de façon très intensive »¹⁹⁸. Dans toutes les villes, Gärtner constate l'émoi provoqué par les actions trop voyantes et nombreuses de la propagande allemande. Il y a eu une « inondation de brochures et de revues » qui a amené une « légère méfiance ». « En tous les cas, il est recommandé de faire uniquement une action de propagande discrète et indirecte », écrit-elle, visant explicitement l'imprudence de certains diplomates. Gärtner considère malgré tout que l'opinion publique alémanique reste « très germanophile ».

Dans ce rapport, l'habileté (« *Geschicklichkeit* ») devient une vertu cardinale et des couvertures crédibles doivent absolument être utilisées pour camoufler les ingérences étrangères. Tous les

dispositifs belligérants s'accordent alors sur l'utilisation de méthodes souterraines de manipulation. Il faut chercher à « nationaliser » les actions d'influence et multiplier les intermédiaires afin de brouiller les pistes et d'opacifier l'origine des messages. Pour Gärtner, l'information « brute » et les méthodes secrètes et indirectes doivent primer. Au moment de lancer son plan d'action depuis Berne, le Français Émile Haguenin tient lui aussi compte de l'hermétisme nouveau de l'opinion helvétique. Il précise :

[...] Il est évident que ce travail ne peut s'opérer de façon mécanique et en bloc. Il y faut beaucoup de prudence et une ingéniosité qui n'exclut pas le discernement. La Suisse est un terrain fécond, mais dangereux. De plus en plus défiant à l'égard de l'étranger, le Suisse devient aussi de plus en plus ombrageux en ce qui touche à son indépendance de jugement et d'action. Il ne s'agit donc pas là de répandre des brochures, de provoquer des polémiques, d'imposer nos idées et des procédés. Il faut suggérer lentement, en tenant compte du pays et des gens. Il y a un art qui n'est pas reluisant, mais qui ne laisse pas d'être malaisé, de parler aux Neutres.¹⁹⁹

Actif au sein du bureau Haguenin, l'agent René Massigli renchérit : « Autant et plus qu'ailleurs, il faut, en ces questions de propagande – à l'égard de laquelle la *Neue Zürcher Zeitung* partage « l'antipathie » publique – de la raison et de la mesure. »²⁰⁰

L'action d'une propagande « blanche », qui est assumée ouvertement, se teinte de zones grises et noires et passe dans la clandestinité²⁰¹. Une action discrète d'infiltration n'avait rien d'une évidence dans les premiers mois du conflit. Mais, prévue pour Noël 1914 par la majorité des états-majors, l'issue du conflit semble alors plus incertaine que jamais et aucun belligérant ne compte renoncer à une paix victorieuse²⁰². Les investissements de propagande sur le long terme interviennent ainsi réellement au printemps 1915, avec l'achat souterrain du capital du *Zürcher Post* et la création de *L'Indépendance helvétique* par l'Allemagne ou le lancement de *Mars* par la France. Il s'agit dès lors d'une « propagande sous le costume suisse traditionnel, avec l'air bonhomme et le ton de conviction intime et loyal »²⁰³, comme le relèvera le pamphlet antiallemand de Karl Hänggi. Un camouflage identique est utilisé au sein des autres pays neutres. Cette même année 1915, le Reich

s'empare de la majorité des actions de l'*Aftonbladet*, un journal conservateur de Stockholm²⁰⁴. Aux Pays-Bas, Berlin subventionne la revue mensuelle *De Tijdspiegels* et fonde un nouvel hebdomadaire, *De Toekomst*²⁰⁵. En été 1915, le discours des dispositifs de propagande se cristallise sur la nécessaire dissimulation de toute tentative d'influence. Les opinions des pays neutres font preuve d'une hostilité de plus en plus grande à l'encontre des propagandes belligérantes. Aux Pays-Bas, les citoyens se montrent «extraordinairement méfiants [...] contre tout ce qui vient de l'étranger et qui pourrait ressembler à une influence»²⁰⁶, constate notamment un rapport allemand d'août 1915. Un an plus tard, le légat allemand de La Haye ajoute que «la marée des écrits publiés des deux côtés a provoqué un fort agacement du public contre cette «guerre de papier»²⁰⁷.

À la légation allemande de Berne, l'action officielle de propagande est tirillée entre deux pôles: si elle doit agir d'une façon inconsciente, presque subliminale, la diplomatie impériale a de la peine à résister à la crainte provoquée, parfois à raison, souvent à tort, par la concurrence de l'adversaire. Le principe de précaution voulu par l'*Auswärtiges Amt* possède ainsi un caractère très relatif et est souvent contredit par la pratique de terrain. La réaction de Romberg à l'occasion du «tumulte» de Fribourg montre déjà que la légation n'entend pas se limiter à une position d'attente prudente. Le légat télégraphie à Berlin:

[...] Il en résulte pour nous une nécessité toujours plus pressante de nous défendre contre la propagande ennemie et cela par l'utilisation des moyens identiques à ceux de nos ennemis. Je suis déjà permis de le souligner à plusieurs reprises. Si nous laissons le poison de la calomnie nous bouffer [*fressen*] et restons uniquement sur la défensive, l'ambiance nous sera forcément défavorable.²⁰⁸

NOTES DU CHAPITRE 3

1. Carl Albert Loosli, *Influences étrangères en Suisse*, Neuchâtel: Delachaux & Niestlé, 1918, p. 53.
2. Ernest Bovet, «Die Wache», *Wissen und Leben*, août 1914, p. 517.
3. *Wissen und Leben*, septembre 1914, p. 590, cité par Georges Büttiker, Ernest Bovet, 1870-1941, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1971, p. 61.
4. P[aul] S[eippel], «Solidarité suisse», *Journal de Genève*, 23 septembre 1914.
5. Gonzague de Reynold, «Le devoir des écrivains suisses», *La Semaine littéraire*, 26 septembre 1914.
6. AFS, E2001(A), vol. 797, Arthur Hoffmann (DPF) au Conseil fédéral, Berne, 29 septembre 1914.
7. «Appel au peuple suisse», *Gazette de Lausanne*, 5 octobre 1914.
8. PA, R11405, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 5 novembre 1914.
9. Archiv für Zeitgeschichte (Zurich, ci-après AFZ), MF A 3701, Paul Beau (ambassadeur de France) à Théophile Delcassé (Ministre des affaires étrangères), Berne, 7 novembre 1914.
10. Rudolf Jaun, «La mutinerie du Gothard. L'armée suisse entre drill germano-prussien et polémique socialiste», in *14/18. La Suisse et la Grande Guerre*, op. cit., p. 25.
11. Cité par la *Schweizerische Buchdruckerzeitung*, «Eine ausländische Kriegszeitung im schweizerischen Gewande», 27 novembre 1914, p. 379.
12. Voir Catherine Guanzini, «Les origines de la Nouvelle Société helvétique (1911-1914)», *Cahiers d'histoire contemporaine*, Genève, 1989.
13. *Nouvelle Société helvétique, Berne le 1^{er} février 1914*, Bienne: Der Rosius-Verlag, 1914, pp. 24-25.
14. Déclaration de principe de la NSH, citée par Catherine Guanzini, Peter Wegelin, *Patriotisme critique, La Nouvelle Société helvétique, 1914-1989*, Berne: Haupt, 1989, pp. 16-17.
15. Bulletin mensuel de la NSH, «Appel des délégués et du secrétariat central», Genève, Berne, Locarno, octobre 1914, p. 5.
16. Gonzague de Reynold, *La Nouvelle Société helvétique*, Londres: Polyglot Printing Co., 1918, p. 5. Cf. Alain Clavier, *Les Helvétistes...*, op. cit., p. 285.
17. Gonzague de Reynold, *La Nouvelle Société helvétique*, op. cit., p. 8.
18. L'expression est tirée de Max Mittler, op. cit., p. 479.
19. Gonzague de Reynold, *La Nouvelle Société helvétique*, op. cit., p. 5.
20. Gerhard Steck, *L'Activité de la Nouvelle Société helvétique*, Lausanne: Imprimerie la Concorde, 1917, p. 9.
21. Lettre de Carl Spitteler à Paul Seippel, sl., 16 septembre 1914, citée par Alfred Berchtold, «Romain Rolland et Carl Spitteler d'après une correspondance inédite», *Études de Lettres*, N° 4, 1966, p. 197.
22. Carl Spitteler, «Ein Vorschlag», *Neue Zürcher Zeitung*, 19 octobre 1914.
23. François Vallotton, *Ainsi parlait Carl Spitteler, Genèse et réception du «Notre point de vue suisse» de 1914*, Lausanne: Histoire et société contemporaine, Université de Lausanne, 1991, p. 15.
24. Carl Spitteler, *Notre point de vue suisse*, Zurich: Rascher & Cie, 1915, p. 8.
25. *Ibid.*, p. 19.
26. Voir *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 14 octobre 1914.
27. Lettre d'Emil Frey à Ludwig Forrer, 4 novembre 1914, citée par Fritz Grieder, *Der Baselbieter Bundesrat Emil Frey*, Liestal: Verlag des Kantons Basel-Landschaft, 1988, p. 434.
28. Voir François Vallotton, «Naissance d'une nation. La réception de «Notre point de vue suisse», *Quarto*, avril 1995, pp. 131-133.
29. Jonas Fränkel, «Betrachtungen zum Fall Spitteler», *Wissen und Leben*, 1915, pp. 486-501.
30. Paul Wernle, *Gedanken eines Deutsch-Schweizers*, Zurich: Rascher & Cie, 1915, pp. 21 ss.
31. Romain Rolland, *JAG*, op. cit., entrée du 29 août 1915, p. 487.
32. Voir la publication initiale du discours dans la *Neue Zürcher Zeitung* des 16 et 17 décembre 1914.
33. Fritz Reininghaus, *Ein Protest gegen das was Carl Spitteler als «Unsern» «Schweizer Standpunkt» bezeichnet*, Zurich, 1915.
34. *Bulletin mensuel de la NSH*, juillet 1915.

35. Voir *Carl Spitteler à Genève*, Genève : Sonor, 1915.
36. Lettre de Stefan Zweig à Romain Rolland, Vienne, 21 octobre 1915, citée dans *Romain Rolland-Stefan Zweig. Correspondance, 1910-1919*, Paris : Albin Michel, 2014, pp. 277-278.
37. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. Cop. I, Gonzague de Reynold à un destinataire inconnu, peut-être Gaston Castella, Berne, 24 janvier 1916.
38. Le premier exemple est Carl Spitteler, *Le lieutenant Conrad*, trad. de N. Valentin, Paris : Payot, 1915.
39. Werner Stauffacher, *Carl Spitteler : Biographie*, Zurich : Artemis Verlag, 1973, p. 696.
40. BA, R901/72166, ZFA à la NA, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, Berlin, 27 juillet 1915.
41. *Wissen und Leben*, septembre 1914, p. 592.
42. Georges Büttiker, *op. cit.*, p. 62.
43. Romain Rolland, «Über dem Ringen», *Wissen und Leben*, octobre 1914, pp. 13-21, cité par Landry Charrier, «Ernest Bovet, la Société des Nations et l'idée d'Europe unie (1914-1923)», *Traverse*, vol. 17, 2010, p. 116.
44. Lettre de Felix Calonder à Ernest Bovet, Berne, 13 septembre 1916, citée par Georges Büttiker, *op. cit.*, p. 74.
45. Harry Graf Kessler, *Feindliche Kunstpropaganda...*, *op. cit.*, p. 41.
46. Alain Clavien, *Les Helvétistes...*, *op. cit.*, pp. 287 ss.
47. Gerhard Steck, *op. cit.*, p. 10.
48. Karl Bürke, *Zweck und Ziel der Neuen Helvetischen Gesellschaft*, Saint-Gall : W. Schneider & C^{ie}, 1916, p. 29.
49. *Bulletin mensuel de la NSH*, décembre 1914, p. 1.
50. *Idem*, p. 5.
51. Pierre Kohler, «Rapport général sur le Service de Presse de la Nouvelle Société helvétique, 1915-1920», *Bulletin mensuel de la NSH*, janvier-mars 1920, pp. 2-14.
52. *Bulletin mensuel de la NSH*, juillet 1915. Les informations du paragraphe suivant proviennent du *Bulletin*.
53. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Gonzague de Reynold à Gerhard Steck, Genève, 3 juin 1915.
54. *Bulletin mensuel de la NSH*, avril-mai 1917.
55. *L'indépendance de la presse suisse*, Paul Usteri et al., Genève : Éditions Forum, 1921, p. 44. Il n'a pas été possible de mettre la main sur les comptes détaillés de ce service.
56. *Bulletin mensuel de la NSH*, janvier-mars 1920, p. 11.
57. Gerhard Steck, *op. cit.*, p. 18.
58. *Berner Intelligenzblatt*, 25 septembre 1915 ; *Gazette de Lausanne*, 3 juin 1915.
59. *Annuaire de l'Association de la Presse suisse, 1917/1918*, Zurich : Orell Füssli, 1918, p. 287.
60. William Rappard, «La nationalité des maîtres dans l'enseignement universitaire en Suisse», *Wissen und Leben*, 1^{er} juin 1915, p. 538.
61. *L'indépendance intellectuelle de la Suisse*, *op. cit.*, p. 5.
62. Henri Hauser, «L'indépendance intellectuelle des pays neutres», *L'Express*, 14 avril 1916.
63. Gerhard Steck, *op. cit.*, p. 19.
64. *Bulletin mensuel de la NSH*, septembre-octobre 1918, p. 3.
65. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Gonzague de Reynold à Gerhard Steck (NSH), Berne, 19 décembre 1917.
66. *Idem*, Gonzague de Reynold à Gaston Carlin (ministre de Suisse à Londres), Berne, 24 juin 1918.
67. Gérald Arlettaz, «La Nouvelle Société helvétique et les Suisses à l'étranger (1914-1924) : aspects de la construction d'un nationalisme de type ethnique», *Études et sources*, 2002, p. 45.
68. Emil Dürr, *Die auswärtige Politik der Eidgenossenschaft und die Schlacht bei Marignano zum 13. und 14. September 1915*, Bâle : Helbing & Lichtenhahn, 1915.
69. *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 novembre 1915.
70. *Histoire militaire de la Suisse*, sous la dir. du colonel M. Feldmann et du capitaine H. G. Wirz, 1^{er} cahier, Berne : Commissariat central des guerres, 1915.
71. Voir Robert Durrer (dir.), *Bruder Klaus : die ältesten Quellen über den seligen Nikolaus von Flüe, sein Leben und seinen Einfluss*, Sarnen : L. Ehrl, 1917.

72. J. Magnin, «La patrie», *L'Éducateur*, N° 39, 1914 (septembre), p. 591, cité par Ingrid Brühwiler, «The Swiss «Willensnation» at risk: teachers in the cultural gap during the First World War», *History of Education*, vol. 44, N° 2, 2015, p. 182.
73. Marcel Müller, «Der Erste Weltkrieg im St. Galler Schulalltag», in *1914-1918/1919. Die Ostschweiz und der Grosse Krieg*, op. cit., p. 113.
74. Johannes Bänziger, «Dem Schweizervolk schweizerische Literatur», in *Schweizerische Zeitschrift für Gemeinnützigkeit*, N° 3/4, 1916.
75. *Gazette de Lausanne*, 21 novembre 1916.
76. Voir Peter Utz, «Helvetische Heroik im Huber-Verlag: Robert Faesi, Paul Ilg, Robert Walsler», in *Der Held im Schützengraben. Führer, Massen und Medientechnik im Ersten Weltkrieg*, Zurich: Chronos, 2014, pp. 81-97.
77. François Vallotton, *L'édition romande et ses acteurs, 1850-1920*, op. cit., pp. 295 ss.
78. Gustav Huonker, *Literaturszene Zürich, Menschen, Geschichten und Bilder, 1914 bis 1945*, Zurich: Unionsverlag, 1985, pp. 37 ss.
79. *Wir Schweizer, unsere Neutralität und der Krieg*, Carl Albrecht Bernoulli, Gottfried Bohnenblust et Friedrich Zschokke (éds), Zurich: Rascher & C^{ie}, 1915.
80. Cité par Alain Clavien, «Les intellectuels suisses et la Grande Guerre», art. cit., p. 116.
81. François Vallotton, *L'édition romande et ses acteurs, 1850-1920*, op. cit., pp. 304 ss.
82. Voir notamment Hans Ulrich Jost, «Anfänge der kulturellen Aussenpolitik der Schweiz», *Innen- und Aussenpolitik. Primat oder Interdependenz?*, Berne: Haupt, 1980, pp. 581-590.
83. AFS, E27/6444, ordre du général Wille aux commandants de l'armée, 16 novembre 1914, cité par Yves-Alain Morel, «General Wille und das Vortragsbüro im Ersten Weltkrieg», *General Ulrich Wille...*, op. cit., p. 273.
84. Lettre d'Ulrich Wille à sa femme, 4 octobre 1914, citée par Yves-Alain Morel, op. cit., p. 279.
85. Lettre de Gonzague de Reynold à C. F. Ramuz, Cressier, 19 octobre 1914, citée dans C. F. Ramuz, *ses amis et son temps*, vol. 5, Lausanne: Bibliothèque des Arts, 1969, pp. 228-229.
86. Voir la remarque postérieure de AFZ, MF A 3705, Paul Beau au ministre des Affaires étrangères, Berne, 4 octobre 1917.
87. Lettre de Gonzague de Reynold à C. F. Ramuz, Cressier, 19 août 1914, citée dans C. F. Ramuz, *ses amis et son temps*, op. cit., pp. 220-221.
88. Albin Bandelier, *Mon journal (1914-1918)*, Peseux: Chez le Glossateur, 2012, p. 36.
89. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. Cop. I-V, Gonzague de Reynold, Rapport au général, sl., 15 février 1915.
90. Renato Mondada, «Gonzague de Reynold, major conférencier», *Annales fribourgeoises*, vol. 71, 2009, p. 180.
91. *Soldat und Bürger: ein Beitrag zur nationalen Erziehung des Schweizer*, Gonzague de Reynold, Robert Faesi, Charles Gos (éds), Zurich: Schultess, 1916, p. vii.
92. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Gonzague de Reynold à Maurice Baudat, Arminio Janner, August Rüegg, Ernst Schneider, Gerhard Steck, sl., 27 décembre 1914.
93. AFZ, MF A 3705, Paul Beau au ministre des Affaires étrangères, Berne, 4 octobre 1917.
94. *Soldat und Bürger...*, op. cit., p. viii.
95. Aram Mattioli, *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg: Éditions universitaires, 1997, p. 76.
96. *Schweizer Kriegsgeschichte*, 5 vol., M. Feldmann et al., Berne: Oberkriegskommissariat, 1916-1925.
97. *Soldat und Bürger...*, op. cit., p. vi. Un recueil de chants de guerre et de chansons populaires est publié: *Das Schwyzerföhnli: ernste und heitere Kriegs-, Soldaten- und Volkslieder der Schweizer*, Hanns in der Gand (éd.), 3 vol., Zurich: Ernst Kuhn, 1915-1917.
98. *Das Schwyzerföhnli: ernste und heitere Kriegs-, Soldaten- und Volkslieder der Schweizer*, Hanns in der Gand (éd.), vol. 3, Zurich: Ernst Kuhn, 1917, pp. 32-35.
99. Yves-Alain Morel, op. cit., pp. 278-281.
100. Voir Rudolf Jaun, «La mutinerie du Gothard...», op. cit., p. 29.
101. AFS, E27/13896, Bureau des Conférences, Lieut. O. Bosshardt, Rapport concernant les tendances antimilitaristes dans la presse suisse, 27 décembre 1915.

102. Hans Ulrich Jost, «Dépendances et interdépendances des politiques culturelles nationales dans le cadre des relations internationales. Le cas de la Suisse», in *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle*, Bruxelles: PIE/Peter Lang, 2010, p. 581.

103. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Doss. Div. 22.2, Gonzague de Reynold, 4^e rapport du Bureau des Conférences, 15 mars 1915.

104. Hans Ulrich Jost, *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse 1880-1914*, Lausanne: Éditions d'En bas, 1992.

105. Daniel Heller, *Eugen Bircher: Arzt, Militär und Politiker*, Zurich: NZZ Verlag, 1988, p. 46.

106. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. Cop. I, Gonzague de Reynold à Antonin Serrillanges, Berne, 18 juillet 1916.

107. AFS, E27/13584, major Lüdi (Bureau de presse) aux rédactions, Berne, 1^{er} août 1914. Voir aussi l'ordonnance du 10 août 1914 concernant la publication de renseignements militaires.

108. PTT-Archiv (Berne), P 14-1, Verfügung N^o 155 «Feldpost», 11 novembre 1914, cité par Joséphine Métraux, *Héros et anti-héros au service de la critique politique romande. Les cartes postales suisses censurées par la poste fédérale pendant la Première Guerre mondiale*, Université de Fribourg: mémoire de master, 2013, p. 21.

109. AFS, E27/13584, Bureau de presse aux rédactions, Berne, 4 septembre 1914.

110. *Idem*, communiqué du Bureau de presse de l'état-major, Berne, 12 décembre 1914.

111. *Idem*, colonel Fisch (Bureau de presse) aux journaux, revues et éditeurs, Berne, 16 février 1915.

112. Félix Bonjour, *Souvenirs d'un journaliste*, Lausanne: Payot, 1931, p. 165.

113. Comité de l'APS, «Appel à la presse suisse», 3 août 1914, cité dans *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft, 1914*, Berne: K. J. Wyss, 1915, pp.602-604.

114. Voir l'arrêté du Conseil fédéral du 30 septembre 1914 concernant les avertissements aux organes de la presse suisse et les suspensions, quand il s'agit d'excès particulièrement graves.

115. Voir resp. AFS, E27/13788, PV de la séance du Conseil fédéral du 5 octobre 1914; E27/13745, PV de la séance du Conseil fédéral du 16 octobre 1914.

116. Voir la remarque de Paul Rochat, «La guerre, la presse et la censure», art. cit., p. 20.

117. AFS, E2001(A), vol. 798, Carl Th. Hellmüller à la rédaction de la *Basler National-Zeitung*, slnd [v. la fin décembre 1914].

118. AFS, E27/13588, Demande du Bureau de presse au Département de justice et police concernant l'élargissement des compétences contre les abus de presse, Berne, 14 janvier 1915.

119. AFS, E27/13589, PV de la conférence des chefs des bureaux de presse, 27 mars 1915.

120. PA, R11405, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 18 mars 1915.

121. *Idem*, Gisbert von Romberg au chancelier von Bethmann Hollweg, Berne, 20 mars 1915.

122. AFS, E2001(A), vol. 797, Circulaire du Conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux, Berne, 26 mars 1915. Les citations suivantes proviennent de ce document.

123. *Idem*, PV de la séance du Conseil fédéral du 19 mars 1915, secret.

124. *Idem*, landammann du canton de Schwyz au Conseil fédéral, Schwyz, 10 avril 1915.

125. Pascal d'Aix (consul général) à Théophile Delcassé (ministre des Affaires étrangères), Genève, 24 juin 1915, cité dans *Documents diplomatiques français, 1915*, vol. 2, t. 3, Paris: Ministère des affaires étrangères, 2003, p. 187.

126. AFS, E2001(A), vol. 798, Projet de réponse de la Direction de la police du canton de Berne à l'interpellation du député Ryser, Berne, 11 mai 1915; Conseil d'État du canton de Berne au Conseil fédéral, Berne, 11 mai 1915.

127. AFS, E2001(A), vol. 798, Édouard Favre (Bureau de contrôle 1F) au colonel Karl Fisch (Chef du Bureau de la presse), Genève, 11 mai 1915.

128. *Idem*, PV de la séance du Conseil fédéral du 21 mai 1915.

129. BA, R901/72823, Richard Kiliani (ZFA) à Wilhelm von Radowitz (AA), Berlin, 3 juillet 1915.

130. Albert Fuglister, *Louvain. Ville Martyre*, Paris/Londres: Éditions Delandre, 1916.

131. *Freiburger Nachrichten*, 12 mai 1915.

132. *Le Jura bernois*, 18 mai 1915.
133. Anne-Françoise Praz, *Un monde bascule. La Suisse de 1910 à 1919*, Lausanne : Eiséle, 1991, p. 167.
134. Voir Claude Hauser, *L'aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au XX^e siècle*, Lausanne : Antipodes/SHSR, 2004.
135. Gazette de Lausanne, 17 juin 1915.
136. *Journal de Genève*, 17 juin 1915, cité par Mauro Cerutti, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini...*, *op. cit.*, p. 33.
137. AFS, E27/13896, Guiseppe Motta (président de la Confédération) au général Wille, Berne, 16 juin 1915.
138. «2^e rapport de neutralité du 19 février 1916», *Feuille fédérale suisse*, vol. 1, 23 février 1916, p. 130.
139. Paul Stapfer «Question de conscience», *Bibliothèque universelle*, vol. 79, 1915, p. 479.
140. Fernand Feyler, *La crise politique suisse pendant la guerre*, Lausanne : Payot, 1916, p. 66.
141. Pour une vision détaillée, consulter AFS, E27/13579, Arrêté du 27 juillet 1915 concernant le contrôle de presse au cours des événements de la guerre, 1915-1918.
142. *Idem*, Remarque concernant le projet d'une ordonnance sur la censure politique, slnd.
143. Voir AFS, E27/13580, Règlement du 30 août 1915 concernant les mesures de la CFCP, 1915-1916.
144. La Commission est présidée brièvement par le professeur de droit Eugen Huber, ancien rédacteur en chef de la *Neue Zürcher Zeitung*. À ses débuts, elle se compose encore du conseiller national fribourgeois Max de Diesbach et du professeur bernois Ernst Rötthlisberger. Ce dernier préside la Commission d'octobre 1915 à mars 1916. À la suite de sa démission, Welti accède à la présidence.
145. Lettre de Paul Rochat à Félix Bonjour, sl., 16 juin 1915, citée par Félix Bonjour, *op. cit.*, p. 167.
146. Paul Rochat, «La défense de la censure», *op. cit.*, p. 15.
147. AFS, E27/13580, August Welti (CFCP) au DPF, Berne, 3 juillet 1916.
148. *Idem*, August Welti (CFCP) au DPF, Berne, 19 juin 1916.
149. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP, Berne, 11 octobre 1916.
150. *Ibid.*, 1^{er} novembre 1916.
151. AFS, E27/13579, Arrêté du Conseil fédéral du 22 janvier 1918.
152. Ulrike Lehrmann, «An album of war. The visual mediation of the First World War in Danish magazines and daily newspapers», *Scandinavia in the First World War...*, *op. cit.*, p. 66.
153. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP, Berne, 22 décembre 1915.
154. *Ibid.*, 26 juillet 1916 et 2 août 1916.
155. «2^e rapport de neutralité du 19 février 1916», *Feuille fédérale suisse*, vol I, 23 février 1916, p. 133.
156. Gion Caviezel, Markus Näpflin, *op. cit.*, pp. 83 ss.
157. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP, Berne, 22 septembre 1915.
158. *Idem*, PV de la séance de la CFCP, Berne, 8 septembre 1915 et 2 juin 1916.
159. *Idem*, PV des séances de la CFCP du 17 mai 1916 et du 27 juillet 1916.
160. Hansi et Ernest Tonnelat, *À travers les lignes ennemies. Trois années d'offensive contre le moral allemand*, Paris : Payot, 1922, p. 134.
161. AFS, E27/13586, de la séance de la CFCP, Berne, 20 septembre 1916.
162. BAR, R901/72169, Hans Attenberger à Margarete Gärtner, Zurich, 6 novembre 1916.
163. Hermann Schoop, «Unsere Presse und der Weltkrieg», *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 1917.
164. Voir à ce sujet Esther Kamber, «Medienereignishierarchien 1910-1940», *Zwischen Konflikt und Konkordanz. Analyse von Medienereignissen in der Schweiz der Vor- und Zwischenkriegszeit*, Kurt Imhof (éd.), Zurich : Seismo, 1993, pp. 357 ss.
165. Ulrik Lehrmann, *op. cit.*, p. 67.
166. Carl Spitteler, *Notre point de vue suisse*, *op. cit.*, p. 16.
167. Robert Comtesse, *La guerre et la propagande allemande*, La Chaux-de-Fonds : Impr. du National Suisse, 1915, p. 1.

168. AFS, E2001(A), vol. 797, Circulaire du Conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux, Berne, 26 mars 1915.
169. «Rapport de gestion du Département des postes 1915», *Feuille fédérale suisse*, N° 68, vol. II, 5 avril 1916, p. 146.
170. Paul Rochat, «La défense de la censure», art. cit., p. 43.
171. Voir François Walter, «La Suisse comme île», *Tour de France: eine historische Rundreise*, Armin Heinen *et al.*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2008, pp. 419-428.
172. PV de la séance du Conseil fédéral du 25 octobre 1912, cité par Pierre Luciri, «Août Quatorze. Le pain des Suisses», *Relations internationales*, N° 4, 1975, p. 42.
173. Romain Rolland, «Au-dessus de la mêlée», *Journal de Genève*, 22 septembre 1914.
174. Karl Scheurer, «Ansprache über das Verhältnis zwischen Deutsch- und Welschschweizern während des Weltkrieges, 12 juillet 1915», *Reden*, Berne: Schweizer Bibliophilen Gesellschaft, 1930, p. 37.
175. Johannes Jegerlehner, *Die Geschichte der Schweiz*, Zurich: Grethlein, 1917, p. 266.
176. Voir Guy P. Marchal, «Die alpine Friedensinsel. Robert Durrers grosses Motivbild im Ranft und der schweizerische Alpenmythos», *Quand la montagne aussi a une histoire*, Berne: P. Haupt, 1996, pp. 409-426; Georg Kreis, *Insel der unsicheren Geborgenheit...*, *op. cit.*, pp. 282 ss.
177. Paul Beau à Théophile Delcassé (MAE), Berne, 30 avril 1915, cité dans *Documents diplomatiques français, 1915*, *op. cit.*, p. 740.
178. Voir notamment BAR, R901/72166, Margarete Gärtner, *Rapport de voyage du bureau suisse*, Berlin, 27 juillet 1915.
179. ARB, Émile Waxweiler, Rapport sur une seconde mission en Suisse, 30 novembre 1915, p. 18.
180. ARB, Rapport d'Émile Waxweiler, Genève, 4 mars 1915, p. 10.
181. *Idem.*
182. AFZ, MF A 3705, Paul Beau au ministre des Affaires étrangères, Berne, 4 octobre 1917.
183. PA, Bern 1248, Rapport du professeur Richard Woltereck, sl., 24 mai 1915.
184. AFZ, MF A 3701, Rapport du consul général à l'ambassadeur de France à Berne, Genève, 23 juin 1915.
185. *Idem.*
186. Paul Seippel, *Les événements actuels vus de la Suisse romande*, Zurich: Rascher & C^{ie}, 1915, pp. 7-8.
187. ARB, Rapport d'Émile Waxweiler, Genève, 4 mars 1915, p. 14.
188. *Neue Zürcher Zeitung*, 29 août 1914, cité par John Horne, Alan Kramer, *op. cit.*, p. 288.
189. BAR, R901/71197, Alfons von Mumm à la division IIIa, 15 novembre 1916.
190. Cité par John Horne, Alan Kramer, *op. cit.*, pp. 288-289.
191. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. Cop. I, Gonzague de Reynold à Cuno Hofer, Genève, 10 mai 1915.
192. Jens Albes, *op. cit.*, p. 116.
193. Avant de prendre la direction de l'Hamburg-Amerika-Linie, Cuno est le responsable du Kriegsernährungsamt. Oppenheim dirige la Nachrichtenstelle für den Orient. Quant à Rohrbach, son action au sein de la ZFA est connue grâce aux mémoires de Margarete Gärtner, *Botschafterin des guten Willens. Außenpolitische Arbeit 1914-1950*, Bonn: Athenäum, 1955, pp. 12-17.
194. BAR, R901/72000, Direction de la Kölnische Volkszeitung à Margarete Gärtner, Cologne, 9 août 1916.
195. Margarete Gärtner, *op. cit.*, p. 30.
196. *Ibid.*, p. 32.
197. BAR, R901/72166, Margarete Gärtner, *Rapport de voyage du bureau suisse*, Berlin, 27 juillet 1915.
198. BAR, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sl., [v. juin 1915], p. 21. Les citations suivantes sont tirées de ce document.
199. Note d'Émile Haguenin concernant la propagande en Suisse, sl., 9 décembre 1915, citée par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France*, *op. cit.*, p. 1026.
200. René Massigli, «La propagande française en Suisse», 15 novembre 1916, cité par Raphaële Ulrich-Pier, *op. cit.*, p. 50.
201. Sur les différents types de propagande (blanche, grise ou noire), voir David Welch, *Propaganda. Power and Persuasion*, Londres: The British Library, 2013, pp. 34 ss.

202. François Roth, *Six mois qui incendièrent le monde. Juillet-décembre 1914*, Paris: Tallandier, 2014, p. 503.
203. Karl Hänggi, *op. cit.*, p. 7.
204. Sofi Qvarnström, *op. cit.*
205. Nicole K. Eversdijk, *op. cit.*, pp. 282-291.
206. PA, R122716, Note concernant une agence de nouvelles aux Pays-Bas, Berlin, 31 août 1915, citée par Nicole P. Eversdijk, *op. cit.*, p. 362.
207. BA, R901/72347, Richard von Kühlmann (ministre d'Allemagne aux Pays-Bas) à Fritz Thiel (ZFA), La Haye, 16 mai 1916. Sur ce repli identitaire, consulter Ismee Tames, «War on our Minds». War, neutrality and identity in Dutch public debate during the First World War», *First World War Studies*, N° 2, 2012, pp.201-216.
208. PA, R11405, Gisbert von Romberg au chancelier von Bethmann Hollweg, Berne, 20 mars 1915.

PARTIE 2

L'INSTALLATION D'UN RÉSEAU DE PROPAGANDE

4. INSTITUTIONS, ACTEURS ET IDÉES

[L'Angleterre] a incorporé des troupes de toutes races, blanche, jaune, rouge, noire. Elle en aurait armé de race « tachetée » (*sic*) s'il en existait une au monde. C'est pourquoi l'Allemagne est autorisée à user de tous les moyens de guerre existants pour abattre son adversaire.

Mattias Erzberger, 1915¹

L'installation des réseaux de propagande n'est pas immédiate, l'action psychologique chez les neutres n'étant pas une priorité pour les États belligérants dans ces premiers mois de conflit. Si les missions diplomatiques accomplissent des actions de propagande dès l'automne 1914, celles-ci restent trop isolées pour que l'on puisse parler d'une organisation systématique. Le choix de faire débiter la chronologie du premier réseau allemand au cours du mois de mai 1915 tient compte des conditions nouvelles provoquées par l'entrée en guerre de l'Italie et de la généralisation des discours de rejet des propagandes étrangères. Du côté allemand, une efficacité administrative nouvelle prend forme à partir de ce moment charnière et des rapports spécialisés sur les questions de propagande sont désormais produits depuis la légation de Berne². Ce signe externe implique en creux une volonté de travail plus méthodique sur le terrain. Cette structuration se retrouve au sein d'autres territoires neutres, puisque l'Allemagne installe au même moment à La Haye une *Hilfsstelle* spécialisée dans les questions de propagande³. Il est dès lors possible de proposer une photographie transversale de ce premier système de propagande, celui où la propagande écrite – médiatique ou littéraire – domine. Ce système s'impose jusqu'à la fin de l'année 1916 environ. Vu de Suisse, le réseau est extrêmement évolutif et se complexifie à mesure que de

nouveaux champs médiatiques sont enrégimentés par les États en guerre. Les bornes chronologiques sont ainsi indicatives et certaines études de cas sortiront d'un cadre qui ne peut être trop rigide. Avant de passer en revue les premiers vecteurs culturels mobilisés par l'Allemagne (chap. 5 à 7), le présent chapitre esquissera les structures institutionnelles, humaines mais aussi idéelles qui déterminent ce travail d'influence.

STRUCTURES ET GÉOGRAPHIE DE LA PROPAGANDE

Tissé tout au long de la guerre, le réseau allemand de propagande bénéficie d'une organisation diplomatique bien établie en Suisse. Le pivot principal se situe à la légation de Berne, où une division de presse (*P-Abteilung*) est mise sur pied. D'autres divisions plus spécialisées prennent aussi leur quartier à la légation, comme la division de propagande culturelle en 1917 ou la division de propagande économique en 1918. Dans la capitale, ces structures doivent également compter avec l'action clandestine dirigée par l'attaché militaire prussien. Les hauts dirigeants de la légation prennent la plupart des décisions stratégiques, soumises à l'aval de l'*Auswärtiges Amt* et particulièrement du diplomate Wilhelm von Radowitz. Le légat Gisbert von Romberg (1866-1939), diplomate expérimenté en poste à Berne depuis 1912, appose sa signature sur un grand nombre de rapports, signe de son implication individuelle. « Ici, la propagande de presse est dirigée par moi personnellement »⁴, précise-t-il. Deux autres diplomates jouent un grand rôle au sein de la légation. Carl von Schubert, responsable du service de renseignement politique à partir de l'été 1915, est à la tête d'un réseau d'agents tentaculaire et Dietrich von Bethmann Hollweg, premier secrétaire de légation à partir de 1916 et neveu du chancelier Theobald, signe de nombreux rapports relatifs aux actions psychologiques. En 1918, il dirige la séance hebdomadaire consacrée à la propagande. D'autres organismes officiels installent leur service de propagande en Suisse, comme la *Nachrichtenstelle für den Orient* (NFO) ou la légation bavaroise de Gottfried von Böhm. Ces structures parallèles ne seront traitées que dans leur rapport de collaboration (et de concurrence) avec l'institution centrale.

De Berne, le territoire suisse se divise en quatre pôles principaux, dont trois se trouvent dans des zones frontalières. Les consu-

lats de Genève, Bâle et Lugano font office de relais respectifs vers la France, l'Allemagne et l'Italie. Le dernier pôle est basé à Zurich. Les principales actions souterraines y sont gérées par un « envoyé spécial » de la Marine. La ZFA détache également sa place logistique dans la cité des bords de la Limmat. Si Berne concentre l'action diplomatique, la ville de Zurich apparaît comme le lieu privilégié par le dispositif allemand de propagande. Un rapport de l'Auswärtiges Amt relève à son sujet :

La propagande à Zurich doit être décrite comme le point le plus important [...] par la signification exceptionnelle de Zurich sur le plan intellectuel et économique pour toute la Suisse, la position de premier plan de la presse zurichoise et le fait qu'il s'agisse de la vraie capitale de la Suisse, au moins de la Suisse allemande, et de la seule véritable grande ville de Suisse, enfin par le fait que Zurich a en temps de paix et en temps de guerre une population grandement et fortement internationale et qu'elle est un lieu important pour le tourisme.⁵

Stefan Zweig corrobore l'importance internationale prise par Zurich, qui était à l'époque, comme il le note dans ses mémoires, « peut-être la ville la plus importante d'Europe [...], un lieu de rencontre pour tous les mouvements intellectuels, mais aussi pour tous les affairistes, les spéculateurs, les espions, les propagandistes possibles »⁶.

BERNE DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Avec la guerre et l'accroissement des dispositifs diplomatiques, Berne devient une « véritable tour de Babel »⁷, comme le constate René Massigli, un agent français de propagande, à son arrivée dans la capitale. Le tout nouvel hôtel Bellevue sert de lieu de rencontre entre belligérants. Suite à un souper avec ses collègues autrichiens, Harry Kessler, un agent allemand, décrit dans son *Journal* une situation pour le moins cocasse :

Au Bellevue, les tranchées traversent la salle à manger ; à droite l'Entente, à gauche les Empires centraux, la « table austro-boche » dans le coin gauche de la salle, celle des diplomates de l'Entente dans le coin droit. Tout autour, les membres des deux camps

ennemis se groupent à des petites tables en compagnie d'Américaines et de Suisses éparpillés. Les serveurs se déplacent entre les camps et espionnent. À côté de nous, le Bulgare donne un dîner. «C'est une société sympathique dans laquelle nous sommes entrés», soupire de Vaux [nda: un diplomate autrichien], qui plaide pour une «franc-maçonnerie des gens-du-monde», une Internationale des millionnaires. En tant qu'Autrichien, il voit ici dans leurs chambres des Anglaises, des Françaises, des Italiens, le comte Chigi, la marquise de Chabrilan, etc. [...] Après le repas, un petit prodige bulgare boxe contre le piano dans le salon où a eu lieu hier la fête de départ pour Grant Duff [nda: légat anglais]; bruit barbare semblable au mugissement «cultivé» des Anglais hier.⁸

Supervisé par Romberg, l'«état-major» de propagande est dirigé dans un premier temps par le comte Eberhard von Schwerin, le deuxième secrétaire de légation. Ce membre de la Deutsche Gesellschaft 1914, un influent club berlinois de discussion politique, est secondé par un conseiller secret («*Geheimrat*») et par le journaliste Max Beer⁹. Cette petite structure forme la base de la division de presse, dont la date de lancement est inconnue. La *P-Abteilung* occupe une triple fonction. Elle collecte d'abord les nouvelles de la presse suisse et étrangère et les relaie vers Berlin. La structure produit ensuite ses propres informations. Des démentis sont rédigés, des articles de la presse allemande sont diffusés et de nombreux contacts personnels sont tissés avec les rédactions indigènes. Enfin, la division exerce une fonction de contrôle sur les entreprises de presse pilotées par l'Allemagne en Suisse¹⁰.

L'histoire institutionnelle de la division de presse est difficile à établir. Une restructuration importante intervient en mai 1917, avec la nomination à sa tête du jeune comte Franz von Tattenbach, né en 1886, un homme issu du giron diplomatique. Installée à la Gerechtigkeitsgasse 81, la division de presse peut alors compter sur une équipe de onze personnes, dont plusieurs journalistes. Cette structure est en perpétuel développement puisque 36 personnes, dont de nombreux internés de guerre, s'y activent à la fin de la guerre. Cette augmentation est parallèle à l'inflation du personnel employé par la diplomatie allemande en Suisse. En 1913, la légation comptait six diplomates et quatre employés de chancelle-

rie. En 1917, 44 diplomates collaborent avec neuf employés supérieurs. De plus, 195 auxiliaires et 370 internés de guerre sont engagés, soit un dispositif conséquent de 618 personnes¹¹. La légation impériale compte alors 19 divisions spécialisées. Elle loue des immeubles entiers pour loger ses différents services.

Cette augmentation bureaucratique inquiète le Département politique. À la fin de l'année 1916, l'Allemagne annonce officiellement 38 collaborateurs¹². Alors que la légation remet une liste détaillée de ses structures au Département politique, un fonctionnaire fédéral ajoute en marge de la Division P la mention «*Propaganda?*»¹³ – signe que les autorités n'avaient qu'une connaissance limitée des activités précises de la mission allemande. L'installation de la division de propagande culturelle (*K-Abteilung*) à la Junkerngasse 19 à Berne le confirme. Ce bureau annexe «semble s'occuper de la direction de l'exposition du Werkbund au Kirchenfelde et donc de propagande»¹⁴, relate un rapport de la police bernoise. Le DPF se pose alors la question de savoir s'il peut accorder à ce bureau le droit d'exterritorialité, qui offre une immunité diplomatique plus qu'intéressante pour qui s'active dans la clandestinité. De nombreux agents de la légation profiteront de ce droit tout au long de la guerre, spécialement les officiers du service de renseignement.

ESPIONNAGE ET PROPAGANDE

À Berne comme à Berlin, l'institution allemande fonctionne sur un modèle binaire, entre autorités civiles et militaires. Ces deux pôles doivent jouer le jeu de la collaboration, mais leur rapport reste bien souvent concurrentiel. En Allemagne, la division IIIb de l'état-major est responsable à la fois du renseignement militaire et de la propagande domestique. En Suisse, cette structure travaille sous la responsabilité de l'attaché militaire de la légation, le major Busso von Bismarck. Son activité se limite formellement au service de renseignement, mais déborde très vite sur des actions de propagande. Le petit-neveu d'Otto von Bismarck est l'un des attachés militaires les plus utiles à l'action de la division IIIb. À la fin de la guerre, son service autonome emploie 44 militaires¹⁵. L'état-major doit toutefois le rappeler à l'ordre à plusieurs reprises. L'activisme combatif de l'attaché militaire met fréquemment l'ensemble de la légation en danger¹⁶.

L'acteur qui symbolise le mieux les rapports troubles entre propagande et action clandestine reste Hermann von Simson. L'Amirauté impériale le détache auprès du consulat zurichois dès la fin du mois d'août 1914. Sans expérience diplomatique préalable, cet officier de 34 ans est directement nommé secrétaire de légation¹⁷. Au cours de son voyage d'inspection du printemps 1915, Margarete Gärtner constate qu'à Zurich, le consul Alexander von Faber «est très indifférent aux choses de la propagande»¹⁸. Simson se charge dès lors de cette activité par la mise en place de relations de confiance avec différentes rédactions de la place (*Züricher Post, Tages-Anzeiger...*). Il bénéficie aussi de l'aide appuyée du directeur de l'usine à gaz de Zurich, Alfred Niedermann, pour la diffusion de littérature de propagande à des adresses de confiance. Hermann von Simson crée une structure extérieure aux services du consulat, pour ne pas risquer de compromettre le réseau diplomatique, mais aussi parce que le consulat allemand partage la même adresse que les consulats anglais et américain, la Kaspar-Escher-Haus. Le risque d'indiscrétion est jugé trop important, puisque les employés suisses de ces différentes missions se connaissent. Une scène singulière s'est d'ailleurs jouée au début de la guerre : les employés du consulat allemand ont reçu l'ordre de saisir une grande quantité de tracts anglais et de les jeter dans la Limmat¹⁹.

Simson ne s'occupe pas que de l'influence de l'opinion helvétique. Il est également mêlé à des actions clandestines visant les pays ennemis à l'Allemagne. L'officier est impliqué dans l'explosive affaire des bombes du consulat de Zurich, une action terroriste de grande envergure qui cherche à provoquer un mouvement insurrectionnel en Italie en 1915. L'Allemagne avait stocké de la dynamite et des poisons dans son consulat de Zurich, à destination d'un groupe anarchiste composé des Hindous Hafis et Chattopadhyaya et d'Italiens. Ce «complot germanique» visant à faire passer des explosifs en Italie afin de détruire des arsenaux militaires est dénoncé par le *Corriere del Ticino* à la suite de l'arrestation de deux contrebandiers sur le lac de Lugano à la fin de l'année 1915.

La proximité est grande entre les réseaux d'espionnage et ceux de propagande. Bien souvent, les mêmes agents y circulent, les mêmes informateurs s'y croisent. Un grand nombre d'entre eux est convaincu de servir une cause juste, alors que certains sont des aventuriers cherchant à se faire de l'argent, d'autres des agents doubles servant en réalité une puissance ennemie. Cette hétérogénéité

créée une nébuleuse dont les fils sont difficiles de démêler, d'autant que les agents travaillent bien souvent sous pseudonymes. La convergence entre espionnage et propagande se retrouve dans le camp de l'Entente, à l'instar du réseau Mackintosh, du nom de ce journaliste anglais jugé pour espionnage à Berne en mars 1916, et qui était en liens étroits avec des correspondants du *Daily Mail*, du *Daily Chronicle* et du *New York World*²⁰.

L'exemple de Simson souligne enfin l'intérêt que les belligérants ont à installer leurs agents au sein des missions diplomatiques, puisque les diplomates sont exclus de l'ordonnance du 6 août 1914 concernant l'espionnage et que, dans la pratique, les employés des consulats bénéficient du droit d'exterritorialité²¹. Les affaires impliquant de hauts fonctionnaires sont bien souvent étouffées par la justice helvétique. Elles sont réglées à l'amiable, par l'exil discret des agents compromis, sans qu'une information pénale soit ouverte. L'affaire des bombes de Zurich en est un bon exemple. De nombreux diplomates allemands, comme le consul adjoint Breiter et le chancelier Ernst à Zurich, sont éclaboussés par l'affaire, sans être inquiétés par la justice. Fortement compromis, le comte Bassenheim, du consulat de Lugano, peut quitter la Suisse. Le Ministère public attaque en revanche une vingtaine de militants anarchistes mêlés de près, mais aussi de très loin, à cette tentative terroriste de déstabilisation de l'opinion italienne. L'anarchiste Luigi Bertoni, Tessinois actif à Genève, est notamment retenu treize mois en prison avant d'être acquitté²². Quant à Simson, ses autorités de tutelle s'inquiètent des retombées néfastes que son action pourrait entraîner pour l'ensemble du consulat. Le Département politique cherche alors à connaître le type d'activités que Simson mène à Zurich. L'enquête n'ira pas plus loin et Simson poursuivra son action clandestine jusqu'à la fin du conflit²³.

L'AMATEURISME AU POUVOIR

Au début du conflit, l'Empire allemand utilise le port de Gênes pour ses envois de littérature à destination de l'outre-mer. Suite à l'entrée en guerre de l'Italie, les Allemands sont à la recherche d'une nouvelle voie neutre de passage et Margarete Gärtner met sur pied une importante plateforme logistique à Zurich. Pour éviter une compromission du consulat zurichois, Simson propose l'engagement de Hans Attenberger, 39 ans, un Allemand établi au

centre-ville, dans de vastes locaux de la Bahnhofstrasse 73. Directeur de la succursale de la Hamburg-Amerika-Linie, le voyageur dispose d'un vaste réseau international. Il accepte cette mission en juin 1915²⁴. Ce n'est pas à un hasard si Berlin s'adresse à un représentant de cette compagnie transatlantique, une des plus importantes lignes maritimes de l'époque. L'Hamburg-Amerikanische Linie est bien connue à Berlin, puisque son directeur général, Albert Ballin, est un proche de Guillaume II. En panne d'activités commerciales, la firme de Hambourg se met à la disposition de l'effort de guerre et transforme notamment ses bâtiments en hôpitaux militaires en Allemagne.

En Suisse, Hans Attenberger s'attelle lui aussi à une importante tâche patriotique. Il est d'abord chargé de transférer les colis allemands en Espagne, au Portugal et en Amérique du Sud et effectue aussi des envois de littérature subversive en France et au Royaume-Uni. De sa propre initiative, Attenberger bâtit une filiale de distribution des écrits vers l'Italie. Pour éviter que les postes suisses ou étrangères ne le soupçonnent, ses envois sont démultipliés et passent par différents offices zurichois. Attenberger met également son carnet d'adresses privées à profit, pour tenter de contourner les censures de l'Entente. D'après les cartes-réponses préaffranchies qu'il reçoit en retour, le système fonctionne. Le secret postal est alors une chimère dans cette guerre mondiale. Le rapport de gestion des autorités postales suisses pour 1915 relève notamment que « la situation est devenue intenable. [...] C'est ainsi que les sacs postaux de la Suisse pour l'Espagne, pour les États-Unis de l'Amérique du Nord, pour la République Argentine, etc. sont visités en cours de transport. »²⁵

Attenberger bénéficie pleinement du fédéralisme de la censure helvétique. Chaque office de poste dispose d'une grande libéralité dans l'exécution des mesures répressives. Un proche d'Attenberger travaille à la poste régionale de Zurich, ce qui lui assure des facilités de transit. L'autorité de douane à Zurich se montre également complaisante, grâce à la collaboration de l'un de ses anciens employés²⁶. Après avoir fait ses preuves, Attenberger devient le responsable de la diffusion des écrits destinés au public suisse, pour la région de Zurich d'abord, puis dans tout le pays. Comme les envois en gros, dits « ouverts », peuvent être bloqués par la censure fédérale, Attenberger fait passer cette littérature directement aux adresses privées figurant dans sa cartothèque. Installé en Suisse

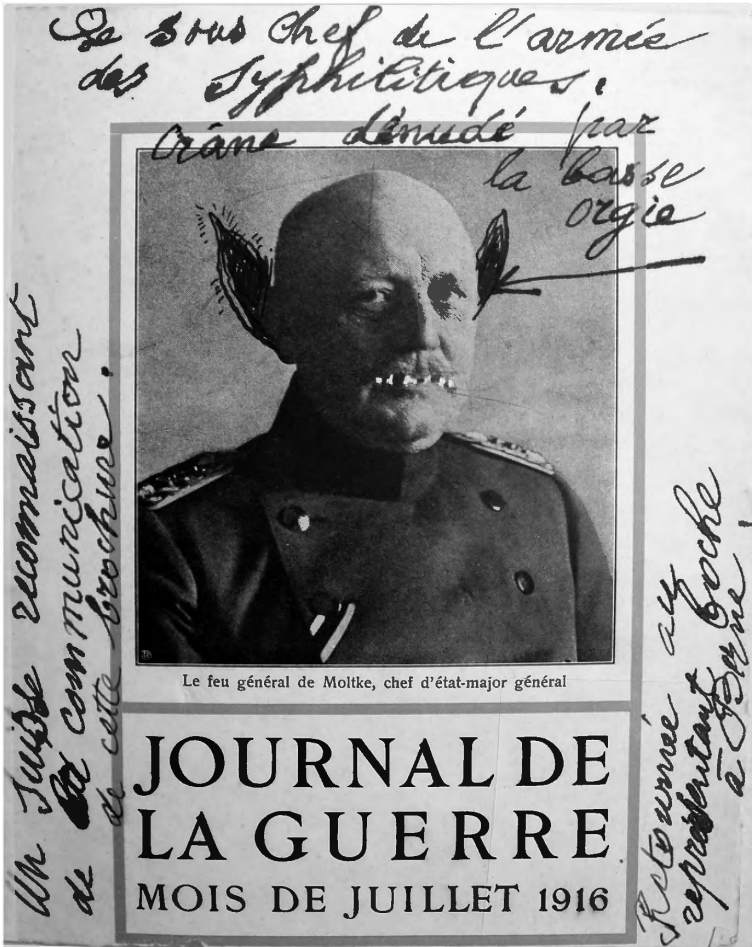


Fig. 11. Cet exemplaire du *Journal de la Guerre* de juillet 1916, une revue allemande de propagande, est renvoyé à son expéditeur, Hans Attenberger, avec des graffitis explicites.

depuis 1903, l'Allemand dispose d'un réseau de contacts indigènes grâce à ces relations d'affaires, notamment auprès des grands hôtels. Il utilise en parallèle le catalogue de l'industrie suisse pour ses envois de masse²⁷.

La perception du rôle joué par Attenberger dépend des sources que l'on utilise. Du côté allemand, l'homme est un modèle d'abnégation et d'efficacité. Berlin considère que le travail accompli par son agent est exemplaire²⁸. Les innombrables lettres de dénonciation adressées à Attenberger fournissent une image bien différente. Ses lettres sont envoyées à l'adresse anonyme que l'Allemand utilise à Zurich, la « Vertriebstelle deutscher Zeitungen ». Massive, cette propagande gratuite ne passe pas auprès de nombreux Suisses, de part et d'autre de la Sarine. Le 28 juin 1916 par exemple, 118 lettres d'individus ou d'associations demandent l'arrêt de ces envois. Certains écrits de propagande sont retournés, griffonnés de remarques injurieuses (fig. 11).

L'action du bureau Attenberger contribue à renforcer le sentiment d'« inondation » ressenti par une partie de la population. À la fin de l'année 1917, plus de 50 000 imprimés transitent chaque mois par ses locaux²⁹. Malgré leur volonté affichée, dès l'été 1915, d'effectuer une propagande ciblée et prudente, les Allemands réalisent avec le bureau Attenberger une propagande plus quantitative que qualitative et une partie de leurs envois littéraires passe directement à la poubelle³⁰. Ce qui n'implique nullement le fait que tous les destinataires rejettent cette littérature. Attenberger reçoit également des lettres de reconnaissance, comme celles de l'archiviste de Saint-Gall ou de conseillers nationaux alémaniques. À la fin de la guerre, l'Allemand retourne à Berlin la cartothèque qu'il a établie depuis 1915. Elle remplit cinq armoires, divisées par professions³¹. Y figurent des listes d'enseignants, de médecins, de journalistes, de professeurs, de prêtres et de religieuses, d'architectes, de pharmaciens, etc. Des hôpitaux et des banques sont également fournis par le bureau. On ne connaît pas le nombre exact d'adresses concernées, mais elles devaient dépasser la barre des 45 000³².

Rien ne prédisposait le voyageur allemand à occuper une telle position au sein de la légation, hormis les ramifications internationales de sa clientèle. Son exemple illustre bien le caractère inédit du phénomène de propagande de guerre. Attenberger parvient à se faire une place au sein de structures diplomatiques réservées à

l'aristocratie en temps de paix. En l'absence de spécialiste de la propagande, chacun peut revendiquer cette fonction et Attenberger ne se contente pas de son seul rôle logistique ; il fait aussi des propositions sur les contenus à transmettre en Suisse. «[...] Attenberger a donné lui-même de multiples suggestions de propagande par sa connaissance approfondie du contexte suisse»³³, remarquera rétrospectivement un responsable berlinois. Ainsi, Attenberger est à l'origine d'un ambitieux plan de diffusion des écrits dans les hôtels (*Hotelpropaganda*), que l'Auswärtiges Amt reprend dans plusieurs pays. Loué par ses employeurs, Attenberger a de plus en plus de responsabilités au sein du dispositif helvétique. À la fin de 1916, l'agent monte en grade et prend la responsabilité du nouveau service des images mis en place en Suisse (voir chap. 11).

Comment comprendre l'engagement bénévole d'Attenberger – il n'est défrayé qu'à partir de 1917 – et la confiance qui lui est accordée en plus haut lieu ? Un échange mutuel d'intérêts s'est installé entre les autorités et ce commerçant exilé. En juin 1915, Attenberger se met à la disposition de l'Allemagne, alors qu'il n'a plus véritablement d'activité commerciale. Ses seize employés – tous allemands – travaillent pour le compte de la ZFA. Si les convictions patriotiques d'Attenberger sont fermes, son engagement lui permet surtout de se maintenir à distance des champs de bataille, puisqu'il est libéré de ses obligations militaires. Attenberger fait d'ailleurs tout pour obtenir la même faveur pour son frère Joseph, son plus proche collaborateur. Malgré le soutien répété de la légation bernoise, il n'y parvient pas.

Du côté de la ZFA, l'autorité trouve en Attenberger un homme prêt à collaborer gratuitement à une lourde tâche logistique, ce qui évite aux diplomates de se compromettre. Cette diplomatie de guerre est ainsi une diplomatie d'exception qui favorise les initiatives individuelles sortant du carcan traditionnel. Cette période troublée permet à des individus n'appartenant pas à la « carrière » d'œuvrer au service de la politique étrangère³⁴. Le travail de l'opinion helvétique l'illustre bien. Le comte Harry Kessler, détaché en Suisse pour s'occuper de la propagande culturelle en 1916, est un mécène et un collectionneur. Quant au responsable français du Bureau de Berne, Émile Haguénin, il s'agit d'un professeur spécialisé en études germaniques, alors que ses adjoints sont tous des hommes de lettres.

LE SATELLITE BÂLOIS

Le territoire de Bâle est un emplacement stratégique en contact avec le Grand-Duché de Bade et l'Alsace. À l'exception des premières semaines de guerre, la partie sud de l'Alsace reste tout au long du conflit fermement sous le contrôle de l'Allemagne. Au consulat de Bâle, le travail de propagande est délégué à un « spécialiste » extérieur, l'Allemand Adolf Richter. Ce dernier était actif avant-guerre dans le monde de l'édition à Riga, dans une Lettonie alors sous domination russe. Son action en 1914 suit les stratégies déployées dans les premiers mois par le service diplomatique allemand, à savoir l'envoi de livres et de journaux, le placement d'articles dans la presse et l'affichage d'images dans les vitrines des détaillants³⁵. Un imprimeur de la place expose notamment les télégrammes officiels en provenance d'Allemagne sur le Johannerbrücke, ce qui provoque l'intervention des autorités locales³⁶. Rien n'est fait en revanche sur le plan du cinéma. Pathé et d'autres firmes françaises dominent la programmation des salles. Suivant l'exemple zurichois d'Attenberger, Richter détache son bureau de nouvelles dans la vieille ville, pour ne pas engager la réputation du consulat. Il y loue un commerce transformé en salle de dépêches. Deux vitrines affichent des images de guerre allemandes. Les visiteurs y trouvent notamment des listes officielles de disparus ainsi qu'une urne destinée aux dons à la Croix-Rouge. Du matériel de propagande est offert aux écoliers suisses, ce qui permet parfois d'attirer les pères de ces garçons dans la salle de dépêches. Cela ne va pas sans créer une certaine agitation dans une ville habitée par de nombreux Français. Par trois fois, les vitres de son bureau sont brisées.

La position géographique de Bâle explique l'importance de son action de presse. La ville constitue un passage privilégié pour les services de renseignement ainsi que pour les communications télégraphiques. Dès l'automne 1914, des agences allemandes de dépêches, à l'instar de celle de Gustav Dumstrey, sont créées. Ancien représentant de l'agence Wolff à Strasbourg, Dumstrey influence la germanophilie de la presse catholique alémanique. La question alsacienne se trouve au cœur de son action. Le consul bâlois Karl Wunderlich le considère comme fiable, car sa correspondance éviterait toute polémique et se placerait sous pavillon suisse³⁷. Bâle est aussi proche du poste d'espionnage avancé, en territoire allemand, de Lörrach. Les télégrammes confidentiels

transitant entre la légation et l'Auswärtiges Amt sont transférés entre Lörrach et Bâle par des porteurs, ce qui les soustrait à toute possibilité de contrôle. La colonie allemande est également forte dans la ville rhénane, avec une vingtaine de sociétés. Avant-guerre, environ 30 % des habitants de la ville possèdent un passeport allemand. Bâle est enfin un terreau favorable grâce à la germanophilie de certaines élites, au sein du Conseil d'État (avec Hermann Blocher ou Fritz Mangold) ou de l'université (avec Paul Wernle ou Hermann Bächtold). Leur engagement au sein de la Deutschschweizerische Gesellschaft l'illustrera (voir chap. 8).

En été 1915, Margarete Gärtner juge que le travail réalisé à Bâle est « extraordinaire »³⁸. Mais lorsque Richter tombe malade l'année suivante, toute la machine semble s'arrêter, comme le montre une plainte émanant du consulat³⁹. Richter reçoit alors l'aide d'un interné allemand, le libraire Ludwig Münzinger, en convalescence jusque-là à Brunnen. Ce dernier succède à Richter au cours de l'automne⁴⁰. L'exemple bâlois montre que les Allemands structurent aussi leur action au niveau régional. Comme à Zurich, le consulat reste en retrait pour ne pas éveiller trop de soupçons. La position officielle de Richter est pourtant un secret de polichinelle. La *Gazette de Lausanne* le dénonce comme le meneur de la propagande allemande à Bâle⁴¹.

EN TERRAIN MINÉ : L'ACTION DANS LE MONDE LATIN

Aux frontières méridionales et occidentales de la Suisse, Lugano et Genève forment les deux pôles latins du dispositif allemand de propagande. Les deux consulats abritent un Bureau de presse, qui se charge notamment du suivi des publications françaises, italiennes et anglaises. Contrairement aux expériences menées à Berne, Zurich et Bâle, les actions au Tessin et en Suisse romande sont menées dans un contexte extrêmement défavorable à la cause allemande. Elles visent toutefois les territoires ennemis de façon aussi bien directe par une contrebande littéraire qu'indirecte par la diffusion de publications suisses et les échanges intellectuels transfrontaliers. L'Allemagne fait face à un problème de taille dans ces régions : comment instrumentaliser une presse romande et tessinoise majoritairement acquise à la cause de l'Entente de façon suffisamment habile pour que cela ne soit pas perçu par les lectorats visés – romands et français, tessinois et italiens ?

LE TREMPLIN GENEVOIS

En Suisse romande, la diplomatie allemande fait face à un mur. Elle n'en prend que progressivement conscience et s'engage d'abord ouvertement dans un travail de presse centré sur Genève, une ville qui comptait la plus forte proportion d'étrangers de Suisse en 1910 (40,4% de la population)⁴². Le consulat allemand de cette ville-frontière s'active rapidement pour combattre la francophilie exacerbée d'une partie de la population genevoise et tenter de faire passer des informations contradictoires sur l'évolution des batailles. Dans un premier temps, le 3 septembre 1914, le *Genfer Anzeiger* est créé pour la colonie allemande. Quelques jours plus tard, la population genevoise est visée dans son ensemble. Le journal devient la *Dépêche Suisse*, une feuille volante d'une à deux pages. La *Dépêche* est éditée sous la supervision du consulat allemand auprès de l'imprimeur de la place Édouard H. Pfeffer. Les communiqués en provenance de Berlin ne sont encore que peu relayés par la presse genevoise et la *Dépêche* veut combler cette lacune. Pfeffer accepte d'être le seul signataire auprès du registre du commerce pour ne pas éveiller de soupçons de corruption⁴³. Très vite pourtant, la presse et les autorités genevoises dénoncent l'existence de cette feuille et son usurpation du qualificatif « suisse »⁴⁴. La réprobation augmente d'un cran après qu'un vendeur à la criée présente la feuille comme le supplément officiel du *Journal de Genève*⁴⁵. Sa ligne éditoriale détonne au sein de la presse romande. Dans son édition du 15 septembre 1914, la *Dépêche* annonce par exemple, en caractère gras, que la ville de Louvain n'a pas été détruite. Sur la même page, une lettre d'un professeur suisse de Berlin décrit l'ardeur guerrière de la population allemande : « L'enthousiasme est un mot trop faible pour décrire la *furor teutonicus* dont chacun est possédé [...] » Cette rhétorique de propagande est typique des premiers instants de guerre. La puissance allemande et sa force de frappe sont magnifiées dans la certitude d'une victoire acquise à court terme.

Cette propagande « noire », d'apparence neutre et nationale, n'est pas tolérée dans un contexte d'excitation des passions partisans. Suite à une demande expresse du président de la Confédération Arthur Hoffmann, la censure cantonale intervient auprès de Pfeffer pour qu'il modifie le titre de sa feuille⁴⁶. Ainsi paraît le 7 octobre *Le Nouvelliste*, sous-titré simplement « journal d'information ». Ce titre génère une nouvelle salve de critiques et une

vente à la criée provoque quasiment une émeute⁴⁷. Le consul se voit contraint de changer le sous-titre du *Nouvelliste*, qui devient ouvertement le « journal de la colonie allemande de Genève ». Sous la pression gouvernementale et populaire, le consulat doit s'en remettre à une action de propagande « blanche », dont les intentions sont explicitement établies. *Le Nouvelliste* devient alors le concurrent direct du *Journal français*, l'hebdomadaire économique des colonies françaises en Suisse édité à Genève depuis 1906 et qui s'est mué en périodique d'actualités sur la guerre dès le mois d'août 1914.

La ligne ouverte du *Nouvelliste* limite drastiquement ses possibilités d'impact sur l'opinion, d'autant que les problèmes internes sont nombreux. Sigmund Wollenberger, le principal rédacteur, n'est pas un journaliste de métier et tous les textes utilisés doivent être traduits de l'allemand. Collaborant directement au choix des articles, le consul Geissler se plaint d'un déficit de contenu⁴⁸. En janvier 1915, un rapport militaire confirme l'incapacité de la feuille à s'imposer auprès du lectorat genevois⁴⁹. La police genevoise remarque de son côté que *Le Nouvelliste* n'est quasiment plus offert à la vente, « vu le peu de succès qu'il a obtenu lorsque le public a connu par qui il était édité »⁵⁰. À partir de mars 1915, la feuille passe à un rythme hebdomadaire et la subvention allemande est alors réduite de moitié⁵¹. Un changement de personnel intervient avec cette nouvelle formule. Correspondant avant-guerre du *Berliner Anzeiger* en Suisse, l'Allemand Fabian Philipp remplace l'inexpérimenté Wollenberger. Doté d'une efficacité toute relative, *Le Nouvelliste* poursuit pourtant sa parution tout au long de la guerre, comptabilisant 343 numéros jusqu'au 28 décembre 1918. Une demande d'aide supplémentaire, adressée par Philipp à Berlin en février 1918, est préavisée négativement par la légation bernoise. En juin 1918 pourtant, le journaliste bénéficie d'une augmentation conséquente de salaire⁵². L'Allemagne n'accepte probablement pas que sa colonie et ses soutiens genevois soient laissés à la merci des forces de l'Entente. Convaincues de l'inefficacité de certaines mesures de propagande, les autorités allemandes ne cessent pourtant que très rarement de les soutenir, comme l'illustreront d'autres initiatives similaires à celle du *Nouvelliste*.

Ce premier essai de propagande sous pavillon suisse est un échec. Réalisée dans l'urgence, l'opération reste l'une des toutes premières actions officielles de propagande. La crédibilité de son

apparence neutre n'est qu'une priorité secondaire. Cette lacune sert de leçon aux Allemands. Ils se rendent compte que toute action ouverte en Suisse romande est condamnée d'avance⁵³. La diplomatie tente dès lors de mieux couvrir son action d'influence. Elle parvient à enrôler deux journalistes genevois, Eugène-Henri Sadoux et Jean Debrit. Ces Romands connaissent des fortunes diverses. Le journal du premier cité, *L'Indépendance helvétique*, ne trompe personne, alors que les différentes entreprises médiatiques de Debrit parviennent à conserver une réputation d'indépendance auprès de nombreux observateurs.

LA DÉPENDANCE DE L'INDÉPENDANCE HELVÉTIQUE

Suite au déclassement du *Nouvelliste*, les Allemands sont à la recherche d'une nouvelle entité leur permettant de contrecarrer, ou du moins d'apaiser, la germanophobie ambiante aux bords du Léman. Un mouvement d'esquive est alors réalisé grâce aux Égyptiens exilés à Genève. La prise de contact passe par Édouard Pfeffer. Avant-guerre, ce petit imprimeur s'est spécialisé dans les publications «jeunes-égyptiennes». L'éphémère revue *La Patrie égyptienne* s'est voulue le carrefour genevois de cette agitation internationale. Parues chez Pfeffer, d'autres publications s'en prennent à la domination anglaise sur l'Égypte⁵⁴. La «perfidie Albion» est également attaquée sur la question irlandaise⁵⁵. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail des propagandes orientalistes en Suisse. Mais il est nécessaire de relever l'importance accordée à la Suisse, terre d'asile de nombreux nationalistes, dans le cadre de la politique orientale de l'Allemagne. Cette dernière prend la forme semi-officielle de la Nachrichtenstelle für den Orient (NFO). Lancée à Berlin en novembre 1914, la NFO pousse le monde musulman à l'insurrection, alors que le sultan-calife turc Reschad vient d'en appeler à la guerre sainte, au djihad, à Constantinople. Cette action de propagande vise principalement les soldats musulmans des empires de l'Entente, mais s'intéresse également aux nationalistes exilés dans les pays neutres. Dans ce cadre précis, la Suisse représente le pôle d'action principal⁵⁶.

Mansur Mustapha Rifat, Mohamed Farid Bey et Mohamed Fahmy sont les trois personnages clés de l'agitation égyptienne à Genève. Ces exilés relancent *La Patrie égyptienne* au début de la guerre. Dès le 15 août 1914, les autorités genevoises somment le

rédacteur en chef Rifat de modérer le ton de sa feuille⁵⁷. L'Égyptien n'en a cure et lance un retentissant *Appel au peuple* allemand, visé par le consul Geissler et publié par la *Frankfurter Zeitung* le 1^{er} septembre 1914. Rifat collabore également à la rédaction du *Nouvelliste*. Naturalisé américain, l'agitateur est expulsé le 13 novembre 1914 sur ordre du Conseil fédéral⁵⁸. La publication de la brochure *L'Angleterre en décadence* a provoqué cette mesure. La Confédération ne tolère pas que Rifat encourage les Hindous à se libérer du joug anglais. Cette répression fédérale s'inscrit en rupture par rapport à la relative tolérance accordée jusque-là à l'activité politique des nationalistes exilés. En mars 1914 par exemple, le Ministère public fédéral refusait de donner suite aux demandes du gouvernement égyptien visant à réprimer les opposants du régime actifs en Suisse⁵⁹.

Privat-docent à l'université, Mohamed Fahmy Bey reprend l'action de Rifat. Meneur du mouvement jeune-égyptien à Genève, il lance le 13 février 1915 la revue *L'Écho de l'Égypte*. Pressé par de nombreuses plaintes britanniques, le Conseil fédéral intervient rapidement et interdit au début du mois de mars cet organe nationaliste. Privés de moyens d'expression, réprimés, Fahmy et son compatriote Mohamed Farid, le leader du parti al-Hizb al-Watani, se réorientent alors vers la fondation d'une feuille généraliste d'apparence indigène. Le consul général de Turquie à Genève, Zia Bey, les soutient dans leur démarche. Par l'intermédiaire de Rifat, exilé alors à Berlin, la NFO est informée de l'avancement du projet⁶⁰. Felix Falk, un agent allemand collaborant au *Nouvelliste*, est de son côté en contact avec Farid. La Turquie et l'Allemagne ont tout intérêt à s'allier au mécontentement égyptien vis-à-vis de la Grande-Bretagne. D'autant qu'au printemps 1915, l'action égyptienne en Suisse se trouve renforcée par l'exil à Lucerne d'Abbas Hilmi, khédive d'Égypte de 1892 à 1914. Ce dernier s'engage dans la nébuleuse allemande de propagande et constitue l'un des relais de son action « défaitiste » à l'intérieur de la presse française, connue sous le nom d'affaire Bolo Pacha⁶¹. Durant cette action de grande ampleur, Berlin cherche à prendre le contrôle de titres parisiens (*Le Journal*, *Le Temps* et *Le Figaro*) afin d'orchestrer une campagne de presse favorable à une paix séparée entre la France et l'Allemagne. L'affaire a d'importantes ramifications en Suisse, puisque le khédive et son banquier français Paul-Marie Bolo, dit Bolo Pacha, servent d'intermédiaires pour le rachat du *Journal* et le subventionnement du *Bonnet Rouge* et de *L'Éclair*.

Au même moment en Suisse, Eugène-Henri Sadoux, un journaliste genevois, est engagé par les Empires centraux pour diriger une nouvelle feuille, appelée sans ironie *L'Indépendance helvétique*⁶². Ce journal « progressiste, politique, social et littéraire » promet de couvrir un vaste spectre. Sadoux est une cible privilégiée pour des propagandes à la recherche de soutiens complaisants. Avant-guerre, le journaliste s'est fait remarquer par le lancement manqué d'un journal radical. Âgé déjà de 53 ans, Sadoux n'a alors plus d'activité connue. *L'Indépendance helvétique* paraît le 24 avril 1915 grâce au soutien conjoint des Empires centraux et des Égyptiens. Dès son lancement, la feuille joue la carte de la concorde intérieure : « Notre journal défendra une politique conforme à celle du parti radical-démocratique suisse, qui est une politique d'apaisement et d'union entre les Confédérés. »⁶³ Elle y ajoute une touche de neutralité morale intégrale : « Personne ne peut dire aujourd'hui, du moins personne ne peut prouver qui doit être rendu responsable de l'horrible guerre qui décime l'Europe et l'Histoire, qui bientôt établira les responsabilités prononcera un verdict qui pourrait surprendre bien des gens qui ont jugé plus avec le cœur qu'avec la raison. »

Felix Falk réalise le lien entre les Égyptiens, les Turcs et Sadoux⁶⁴. Comme Fahmy, Falk est un ancien privat-docent de l'Université de Genève. Ce théologien prussien de 36 ans travaille pour le compte de la *Vossische Zeitung* en 1914. Son éditeur, Ullstein, le recommande alors auprès de la diplomatie allemande. Mais Falk ne se contente pas de son rôle médiatique : il est impliqué dans une grave affaire d'accaparement, qui conduit à son expulsion du canton de Genève, puis de celui de Berne au printemps 1916. Cette affaire implique la coopérative Allgemeine Handelsgesellschaft de Zurich, qui a vendu à l'Allemagne pour 174 000 fr. de marchandises interdites à la réexportation, surtout du riz. Falk est placé sous la protection de Simson à Zurich, suite à une requête de sursis déposée auprès du Conseil fédéral. Il bénéficie des différences cantonales de traitement à l'égard des étrangers. Ne le jugeant pas dangereux, l'*Obergericht* du canton de Zurich décide de ne pas l'expulser⁶⁵. Falk est un nouvel exemple de la proximité existant entre propagande et action clandestine. Un dossier de l'état-major suisse, aujourd'hui perdu, était consacré aux activités illégales de l'Allemand dans la presse⁶⁶. Cet agent trouble contribue à jeter un voile suspicieux sur l'ensemble de l'appareil

médiatique qui se développe durant la guerre. Une fois la paix revenue, Falk sera finalement condamné à trois semaines de prison et 600 fr. d'amendes, avant d'être expulsé de Suisse par le Conseil fédéral⁶⁷.

LE « PLUS GRAND GERMANOPHILE DE SUISSE »

Au moment de son lancement, *L'Indépendance helvétique* paraît sous la responsabilité de la prétendue maison d'imprimerie Helvetia. Dès le troisième numéro cependant, Pfeffer appose son sceau sur cette feuille à la parution encore irrégulière. Faute de sources, il est difficile de connaître les tractations précises qui se jouent en coulisse. Au mois d'octobre 1915, l'armée suisse soupçonne une participation allemande au périodique, devenu bihebdomadaire⁶⁸. En mai 1916, un rapport de la légation confirme que *L'Indépendance helvétique* bénéficie d'un soutien de 600 fr. par mois de la part de l'Allemagne, mais aussi de l'Autriche⁶⁹.

Le tirage de *L'Indépendance helvétique* est resté faible, ne dépassant pas les 1000 abonnés d'après des chiffres donnés par Sadoux. Il se limite aux partisans de l'Allemagne en Suisse romande. Seuls la presse et les politiciens germanophiles ont voulu y voir une publication « indépendante », à l'instar du conseiller national et commandant de corps Fritz Ernst Bühlmann. Cet influent membre de la Commission de neutralité considère *L'Indépendance helvétique* comme la représentante de l'opinion « raisonnable » des Romands lors de l'affaire des colonels⁷⁰. Quant à la *Schweizer Freie Presse*, elle trouve que la feuille de Sadoux est la preuve de l'existence d'une « conscience nationale »⁷¹ dans la presse genevoise. Dans sa brochure consacrée à la presse romande, le Genevois André Oltramare ne manque pourtant pas de dénoncer *L'Indépendance helvétique*, une « feuille effrontément germanique ». « Ce journal est pour moi inexistant : aucun citoyen bien informé n'aurait jamais pu s'en servir pour publier sa pensée ; c'eût été naïvement rajuster un masque d'indépendance et d'helvétisme que le mépris public eût vite fait retomber »⁷², écrit Oltramare. Quant au professeur R.-A. Reiss, il parvient à démontrer que *L'Indépendance helvétique* est diffusée par la propagande allemande depuis Zurich. L'ardent défenseur de la cause serbe utilise un faux nom pour demander l'envoi du *Bruxellois*, une feuille contrôlée par l'Allemagne, au bureau zurichois d'Hans Attenberger. Il reçoit peu de

temps après un numéro de *L'Indépendance helvétique* à cette adresse fictive⁷³.

Au niveau rédactionnel, Max Beer, journaliste à la légation bernoise, s'occupe des articles militaires et internationaux, alors que les textes de politique nationale sont confiés à Sadoux et son équipe. Au sein de celle-ci, seul le Biennois Étienne Privaz signe ses articles. Professeur de littérature romane, Privaz défend une position monarchiste teintée d'antisémitisme, dénonçant toute doctrine libérale. Le catholique soleurois Paul de Sury d'Aspremont et Paul Glatz, qualifié de « plus grand germanophile de Suisse »⁷⁴ par la *Gazette de Lausanne*, complètent l'équipe de rédaction. Les directives du consulat genevois sont transmises par Felix Falk. Il est remplacé, suite à son expulsion, par Alexander Führ, le responsable du Bureau de presse du consulat⁷⁵.

La ligne éditoriale de *L'Indépendance helvétique* ne fait pas longtemps illusion. Sur le plan extérieur, elle relativise l'invasion de la neutralité belge en invoquant le cas grec, se lance dans une croisade « pacifiste » en parallèle aux déclarations du chancelier allemand de décembre 1916 et s'en prend constamment à la vénalité anglaise. Sur le plan intérieur, la feuille apporte son soutien aux germanophiles alémaniques, tels les *Stimmen im Sturm*. En voici un exemple, tiré du numéro du 18 janvier 1916 :

Cette guerre, qui [...] aura ruiné la France et appauvri l'Allemagne au profit exclusif de l'Angleterre, ne peut pas être et ne veut pas être une guerre faite pour la sauvegarde du droit, de la justice et de la liberté. [...] L'Allemagne a violé la Belgique; l'Italie a laissé protester sa signature sur le pacte qui la liait aux Empires centraux; l'Angleterre, au mépris de la parole jurée, a annexé et asservi l'Égypte; la France n'a pas respecté la volonté d'un peuple de rester neutre et elle abuse de sa force pour envahir la Grèce. [...] Pensons tous avec Spitteler de ne pas trop faire de politique étrangère. [...] La « Voix de la Tempête » qui s'est élevée à Zurich nous écartera de ce danger, plus que les flagorneries en faveur de ceux qui ont monopolisé le droit, la justice et la liberté.

La cause de l'échec de *L'Indépendance helvétique* tient dans son unilatéralité assumée. Son numéro anniversaire du 22 avril 1916 est une illustration de sa rhétorique larvée de concorde nationale.

La rédaction prétend défendre une position non conformiste contre une coalition romande qui tenterait de renverser les autorités helvétiques, les «institutions les plus démocratiques du monde». L'agitation née de l'affaire des colonels est dénoncée comme un danger pour la nation, qui rappellerait les «jours de malheur» de 1798 à 1815, ceux de la République helvétique alors sous domination française. Dans la rubrique internationale, la Troisième République est attaquée sans ménagement. Pour *L'Indépendance helvétique*, la violation de la neutralité belge est comparable à celle des traités de 1814-1815 et de 1860 par la France. De tels propos provoquent, d'après la NFO, une défiance en Suisse romande et une méfiance en Suisse alémanique⁷⁶. La prudence voulue dans les affaires de propagande n'est pas respectée. Le journaliste Privaz verse même dans une sorte de fanatisme belliqueux. Il publie une diatribe anti-anglaise, défendant le militarisme allemand comme un mal nécessaire à la paix européenne. Pour Privaz, les Belges sont responsables de leur sort, par la faute de leur composante «welsche» coupable d'«orgies cannibalesques»⁷⁷ contre les troupes allemandes.

L'Indépendance helvétique illustre en fin de compte la première prise de contact de la diplomatie allemande avec le mouvement dit des «nationalités opprimées». Les discussions entourant le lancement de la feuille obligent d'ailleurs Berlin à revoir son programme sur ce point. Jusqu'en juin 1915, l'action entamée par la NFO se réalise en dehors de la légation. L'Auswärtiges Amt demande alors à Berne de reprendre la question orientaliste en main⁷⁸. Une Division orientale est lancée au sein de la légation, avec le détachement à Zurich d'Heinrich Jakoby, directeur en Allemagne d'un commerce de tapis persans. Ce cercle arabisant joue également un rôle dans le rapprochement de l'Allemagne avec une seconde publication romande, *La Guerre mondiale*.

JEAN DEBRIT, UN ROMAND NON ALIGNÉ

Au printemps 1915, la diplomatie allemande trouve un second point d'appui dans la presse romande grâce à Jean Debrit, journaliste genevois alors âgé de 35 ans. Comme Sadoux, Debrit a connu des expériences personnelles malheureuses avant-guerre: d'abord au sein de la rédaction du *Journal de Genève*, dont il fut l'éphémère correspondant berlinois en 1906-1907⁷⁹; puis avec le lancement

d'un bihebdomadaire romand, l'*ABC*, en 1909. Faute de résultat, Debrit dépose le bilan de cet illustré, le premier du genre à paraître sous forme quotidienne en Suisse, en mai 1914⁸⁰. Il est alors secrétaire de la «Fête de juin», la commémoration du centenaire de l'entrée de Genève dans la Confédération. La guerre relance sa carrière médiatique, puisqu'il s'implique dans la fondation d'un nouvel illustré d'actualités militaires à Genève, *La Guerre mondiale*. Cette feuille est éditée à partir du 1^{er} septembre 1914 par la maison Atar (ATeliers ARTistiques), spécialisée dans les publications imagées, notamment *La Patrie suisse*, le plus prestigieux illustré romand.

Le choix du titre *La Guerre mondiale* montre la précocité avec laquelle les contemporains ont pris en compte le caractère non seulement européen mais global du conflit. Suite à des articles jugés trop francophiles, la feuille genevoise occupe l'ordre du jour d'une séance du Conseil fédéral au début du mois d'octobre 1914. Le Conseil fédéral menace de suspendre la publication, destinée, d'après ses informations, avant tout à la colonie française de Genève⁸¹. Mettant en évidence son grade de capitaine dans l'armée suisse, Debrit envoie promptement un télégramme à Arthur Hoffmann, dans lequel il explique que *La Guerre mondiale* est, contrairement à l'avis du Conseil fédéral, la seule feuille non francophile de Suisse romande⁸². Le journaliste supplie les autorités de prendre connaissance des derniers numéros pour s'en convaincre. Il se déclare prêt à supprimer la collaboration de Jules Carrara, un poète chaud-fonnier proche du mouvement libertaire. Dans un texte publié le 30 septembre, ce dernier exprimait sa haine des Allemands :

Dix minutes à peine ont passé, ces Vandales
 Ont rempli le pavé d'horreurs et scandales.
 [...] Ils ont fait prendre un porc, puis ils l'ont égorgé,
 Et puis ils l'ont fait cuire, et puis ils l'ont mangé,
 Et ces Caïns teutons ont dévoré leur frère.
 Dieu des Goths! est-il là rien qui te soit contraire?⁸³

Le lobbying de Debrit porte ses fruits puisque la censure se contente d'un simple avertissement. Le Conseil fédéral a probablement tenu compte de la ligne globalement dépassionnée suivie par *La Guerre mondiale*, qui publie avant tout des images de

l'ensemble des armées, des cartes de guerre et de longs comptes rendus signés par Debrit, où ce dernier reste relativement avare en prises de position personnelles – relativement, car l'invasion, allemande de la Belgique est clairement dénoncée par Debrit. *La Guerre mondiale* se targue constamment de proposer une image « objective » du conflit en s'appuyant sur ses contenus documentaires.

Cette position de principe et le succès de la feuille intéressent les diplomates allemands. Les premiers numéros sont réimprimés plusieurs fois et, si l'on se fie aux informations du renseignement allemand, le journal tire déjà à 14 000 exemplaires à la fin de 1914⁸⁴. Dans un premier temps, le consul genevois refuse d'entrer en contact avec Debrit⁸⁵. Mais, suite au déclassement du *Nouvelliste*, les Allemands se décident à approcher le Genevois au début du printemps 1915. *La Guerre mondiale* suit une ligne globalement favorable à l'Entente, et particulièrement à la France, comme l'exige son éditeur, Atar. Mais d'après la légation, Debrit possède des sympathies évidentes pour l'Allemagne. L'homme a de l'ambition et une revanche à prendre sur le milieu genevois. Son père, Marc Debrit, rédacteur en chef du *Journal de Genève* de 1885 à 1904, a profondément marqué l'histoire de la presse et des libéraux-conservateurs genevois. Jean Debrit a donc un nom et il entend se mettre à la hauteur de la réputation de son illustre père⁸⁶.

En avril 1915, le journaliste entame des pourparlers concrets avec les autorités allemandes. Il propose que sa femme Marguerite (1885-1919), membre de la rédaction de *La Guerre mondiale*, puisse effectuer un reportage de guerre en Allemagne. L'attaché militaire von Bismarck suggère alors qu'un officier convalescent, maîtrisant le français, suive Marguerite Debrit « et qu'il soit assez bon pour faire croire à Madame qu'on répond à ses souhaits, c'est-à-dire qu'elle ait l'impression qu'on lui montre ce qu'elle désire »⁸⁷. Mais les autorités centrales apposent leur veto à ce projet, car Marguerite Debrit née Häussler n'apporterait pas les garanties nécessaires de probité⁸⁸. Son père, un pasteur allemand, s'est exilé à Neuchâtel, fort de sa conviction républicaine⁸⁹. Surtout, Jean et Marguerite Debrit sont alors les représentants de l'agence française Havas à Genève⁹⁰. Malgré ce premier refus, les contacts s'intensifient. Romberg demande expressément à Debrit de continuer à imprimer une ligne majoritairement défavorable à

l'Allemagne, car cette tactique permet à *La Guerre mondiale* d'atteindre le lectorat francophile⁹¹.

De son côté, Jean Debrit tente d'intéresser le Département politique à une « cause suisse », celle « d'avoir en pays romand au moins un journal qui, après la guerre, continuerait à tenir haut le drapeau national à l'exclusion de toute influence étrangère et étudierait les questions de politique internationale [...] sans parti pris [...] ». Bref, la politique de Marc Debrit, qui n'a actuellement plus de représentant en Suisse romande.⁹² Ce discours d'apaisement tenu depuis Genève porte alors dans les sphères bernoises du pouvoir, agacées par le ton passionné des francophiles romands. Dans les colonnes de *La Guerre mondiale*, les « *arrabbiati* » sont d'ailleurs critiqués par un article signé Paul Seippel, un texte qui avait d'abord été refusé par le *Journal de Genève*⁹³.

À court terme, l'autorité de propagande décide de souscrire à 200 abonnements pour les zones occupées et les camps de prisonniers français en Allemagne. Si cette propagande fonctionne, 500 abonnements sont prévus. À long terme, le légat allemand verrait d'un bon œil la prise de contrôle du capital de la maison Atar⁹⁴. L'influence allemande semble porter ses fruits puisque *La Guerre mondiale* est interdite en France en mai 1915, pour une durée de trois mois. Le directeur d'Atar blâme alors son rédacteur. Les sources ne précisent pas quels articles ou illustrations ont fâché les Français. La feuille d'actualité militaire s'est toutefois permis une interprétation pour le moins particulière de la personnalité du maréchal Paul von Hindenburg, le vainqueur de la bataille de Tannenberg. *La Guerre mondiale* se fonde sur l'écriture manuscrite de celui qui est l'objet d'un véritable culte en Allemagne pour affirmer : « Dans ce guerrier dur, fort, inflexible, vit un homme profondément droit, bon, d'une bonté virile, bonté de la trempe de l'acier, qui ne tolère aucune paille, aucune faiblesse. »⁹⁵

D'autres indices laissent filtrer une collaboration discrète entre Debrit et l'Allemagne. En septembre 1915, suite à une médiation de Falk, un article de l'Égyptien Fahmy accuse l'Angleterre du premier ministre Asquith. En octobre 1915, *La Guerre mondiale* dénonce les menées alliées en Grèce. Debrit entre alors en conflit ouvert avec sa direction. En parallèle, des tractations ont lieu du côté turc pour prendre le contrôle de la feuille. Farid Bey estime, à tort, que la Turquie est prête à dépenser un demi-million de francs⁹⁶. La NFO se tient informée de ces tractations. Son agent

en Suisse, Heinrich Jakoby, approche également Debrit, qui lui propose le rachat de *La Guerre mondiale* pour 100 000 fr. Les avis sont partagés dans le camp allemand. Le prix est jugé trop élevé par Jakoby, ce qui n'est pas l'appréciation de Romberg⁹⁷. Pour le légat, la position de Debrit, soumise au diktat francophile d'Atar, devient intenable. Le légat veut investir pour que *La Guerre mondiale*, qui compterait 3000 abonnés en France, puisse poursuivre sur sa lancée critique à l'égard de l'Entente. L'*Auswärtiges Amt* a le dernier mot et rejette la proposition d'achat. Wilhelm von Radowitz estime qu'une feuille rachetée est une feuille compromise et perd donc tout son intérêt. Le diplomate n'est pas non plus convaincu par la fiabilité de Debrit⁹⁸.

Au printemps 1915, les exemples de *La Guerre mondiale* et de *L'Indépendance helvétique* illustrent les deux tactiques suivies par l'Allemagne en Suisse romande. Le Reich cherche à communiquer au sein d'une opinion publique qui ne veut pas, dans sa grande majorité, l'écouter. Le ton agressif de *L'Indépendance helvétique* lui fait perdre rapidement toute crédibilité. L'apparence helvétique d'un journal ne peut se cantonner au seul passeport suisse de son rédacteur en chef. Elle doit aussi se lire dans ses colonnes. Avec *La Guerre mondiale*, l'Allemagne tente ainsi d'instiller un esprit critique à l'encontre des menées de l'Entente, tout en restant globalement favorable à la cause des Alliés. Cette propagande camouflée n'aurait pas été possible sans l'engagement d'un Romand non aligné, Jean Debrit, qui n'accepte pas le ton francophile de la plupart des journaux. La difficulté pour l'historien revient à évaluer la part d'idéalisme et celle d'opportunisme dans cette prise de position. Il faut se contenter de relever qu'elles ne s'excluent pas et peuvent être étroitement mêlées. Si la légation n'installe pas une mainmise ferme sur le journal illustré d'Atar, sa relation avec Debrit se poursuit tout au long du conflit. « Jean Debrit cherche à rédiger le compte rendu hebdomadaire de la façon la plus impartiale possible »⁹⁹, relève l'autorité militaire. L'entrepreneur journaliste propose à plusieurs reprises la fondation d'un journal suisse dont la neutralité de ton profiterait à l'Allemagne. Ce projet aboutit dans la seconde partie du conflit, avec les lancements conjoints de *La Nation* et de *La Feuille* (voir chap. 12). Enfin, l'action d'influence sur *La Guerre mondiale* montre que la Suisse romande est un champ de propagande destiné principalement à frapper la France, y compris les populations occupées ou les captifs. Les

actions allemandes se concentrent ainsi avant tout sur Genève, dont le rayonnement international est assuré par l'action du CICR.

LE TESSIN ET LA VOIE VATICANE

Le Tessin est un théâtre d'action secondaire pour les dispositifs allemand et français de propagande. Ils s'y activent, mais les manœuvres tessinoises doivent être analysées, avant tout, à l'aune du conflit opposant l'Autriche à l'Italie. L'analyse du dispositif allemand au Tessin constitue cependant un passage obligé, puisque le canton du sud des Alpes représente le champ d'action principal de l'action allemande auprès des catholiques suisses. Cette offensive est incarnée par Matthias Erzberger, un personnage politique de premier plan. Député au Reichstag, ce membre du *Zentrum* gère un bureau personnel de propagande près des neutres dès le 20 août 1914, le « bureau Berg ». Le député place rapidement ses pions en Suisse et quadrille le territoire du nord au sud. Journaliste des *Neue Zürcher Nachrichten*, Eugen Fischer sert de plaque tournante au réseau, dont les pôles principaux se situent à Lugano et à Bâle. L'activité du bureau Berg est multiple. Il contrôle les *Neue Zürcher Nachrichten* et crée la *Correspondance politique de l'Europe centrale* et *La Paix/Pace* à Zurich. Il diffuse abondamment, depuis l'Allemagne, la *Correspondance catholique mensuelle* et la *Kriegschronik*. Erzberger est également impliqué dans l'offensive de démoralisation menée en direction de la France en lien avec le khédive d'Égypte. Le bureau Erzberger s'occupe enfin de propagande littéraire, avec la diffusion des brochures de réponse à celles du Comité catholique de propagande française à l'étranger. Dirigé par le cardinal français Alfred Baudrillart, ce comité est avant tout actif en Suisse romande, par l'intermédiaire de Jules-Marie Courcoux, prêtre de l'Oratoire à Fribourg, et du curé Marius Besson, actif à Lausanne¹⁰⁰.

Le cœur de l'action du bureau Berg est constitué par le service de dépêches, une tâche réalisée pour le compte de la ZFA. Des télégrammes quotidiens – *Kriegsnachrichten* ou *E-Telegramm* – sont fournis gratuitement à la petite presse, spécialement à la presse catholique. « La presse catholique de toute la Suisse, qui a la même source de renseignement, manifeste souvent une tendance peu neutre¹⁰¹ », constate ainsi, à regret, l'autorité suisse de censure. Le responsable de cette diffusion à succès est le Suisse Franz Xaver

Eggspühler, un avocat argovien, membre du Parti conservateur catholique et conseiller national depuis treize ans. En octobre 1916, Erzberger estime qu'Eggspühler est un excellent intermédiaire, puisqu'il atteint même l'*Aargauer Volksblatt*, hermétique jusque-là à l'action de son bureau¹⁰². L'agence de presse de Gustav Dumstrey est un autre instrument du bureau Berg. Livrées gratuitement, les dépêches sont pensées à la fois pour les presses suisse et allemande. Cette dualité crée une certaine tension entre Erzberger et les autorités militaires, responsables de la censure en Allemagne. En avril 1915, les militaires retiennent des dépêches de Dumstrey. Erzberger entend alors décider de son propre chef si les articles produits à Bâle sont publiables dans la presse allemande¹⁰³.

À l'image d'Eggspühler, de nombreux catholiques germanophiles apportent une aide à l'action d'Erzberger. Ce dernier bénéficie par exemple du soutien du président de l'Association catholique de la ville de Berne, qui transmet des articles à *La Liberté* de Fribourg. En février 1917, Erzberger soutient également la fondation de l'Union internationale catholique à Zurich, dont le président et le secrétaire sont respectivement Adalbert Wirz, conseiller aux États, et Georg Baumberger, rédacteur des *Neue Zürcher Nachrichten*. Cette association s'engage pour le règlement de la « question romaine » et le retour du pouvoir temporel du pape¹⁰⁴. Il y a donc une concordance d'intérêts entre certains catholiques alémaniques et le bureau Berg, par leur ultramontanisme et leur opposition au pouvoir de l'Italie sur le Vatican, sans compter leur rejet de la France laïque, celle de la Loi de séparation de 1905.

Le levier catholique allemand concentre réellement son effort sur le Tessin, du fait de sa proximité avec l'Italie. Le contexte y est pourtant défavorable. Dans le sud des Alpes, la position allemande est « vraiment difficile, car les autorités et la population tessinoise sont absolument italiens d'esprit »¹⁰⁵, constate amèrement le consul d'Allemagne à Lugano en été 1915. Ce dernier partage l'avis de la légation bernoise et déconseille toute action offensive vers l'Italie. Cette entreprise est pourtant mise en place par le réseau d'Erzberger. Cette autonomie du politicien est très mal perçue par les places diplomatiques. Margarete Gärtner le remarque au cours de sa première mission en Suisse : « J'ai constaté la plus grande contrariété contre Erzberger dans tous les organismes officiels, chez le ministre ou chez les consuls. Il a fait des choses qu'il n'aurait pas dû faire avec une grande souveraineté. »¹⁰⁶

Erzberger dispose d'un financement secret de l'Auswärtiges Amt. Mais, en février 1918, des parlementaires allemands s'en prennent à l'autonomie de son bureau. Annexionniste en 1914, Erzberger défend à partir de 1917 l'idée d'une paix de compromis et contribue grandement à l'adoption de la résolution de paix du Reichstag du 17 juillet 1917¹⁰⁷. Les voix critiques estiment qu'une somme de 30 millions de francs a été attribuée aux actions de presse d'Erzberger. Deutelmoser, responsable de la Nachrichten-Abteilung, est obligé de couvrir le député devant le Reichstag et le bureau Berg peut poursuivre son action jusqu'à la fin du conflit¹⁰⁸. Dans ses mémoires de 1920, dans lesquels Erzberger se donne forcément le beau rôle, l'Allemand a cette remarque euphémique au sujet de son travail de propagande: «La somme que j'y consacrais n'atteignit même pas une douzaine de millions de marks.»¹⁰⁹

Comment cet argent est-il investi par le bureau Berg au Tessin? Dans un premier temps, Erzberger s'assure le service de l'agence de presse de Louis Kaul à Lugano. En octobre 1914, cette dernière réussit un «coup» médiatique, avec la fausse annonce de la retraite française du plateau du Morvan. Cette information datée de Paris est reprise par les *Basler Nachrichten* ainsi que par le *Vaterland* de Lucerne¹¹⁰. Assez rapidement discréditée, l'agence garde cependant ses liens avec la presse catholique conservatrice tout au long du conflit. Ces principaux clients sont le *Vaterland*, la *Basler Volksblatt*, l'*Ostschweiz* de Saint-Gall et les *Neue Zürcher Nachrichten*¹¹¹.

Pour le dispositif allemand, le Tessin acquiert une réelle importance stratégique après l'entrée en guerre italienne. Le canton devient une base avancée de renseignement et de propagande en direction de l'Italie. En juillet 1915, Eugen Fischer dispose d'un fonds de 50 000 marks pour mettre sur pied un service de dépêches entre l'Allemagne et l'Italie transitant par la Suisse. En parallèle, de nombreux diplomates austro-allemands chassés de Rome s'établissent au Tessin ou à Lucerne, à l'exemple de Bernhard von Bülow, ancien chancelier impérial et envoyé spécial à Rome en 1914-1915. Présent à trois reprises dans la capitale italienne au printemps 1915, Erzberger s'active pour conserver ses liens privilégiés avec le Vatican par le biais d'un réseau clandestin¹¹². Basée à Lucerne et Lugano, cette structure est discréditée par la compromission de l'espion bavarois Rudolf von Gerlach. La polémique met au jour les transferts d'argent destinés à influencer la presse italienne qui transitent sur des comptes suisses. Gerlach,

monseigneur et camérier de Benoît XV à Rome, réalisait le lien entre le Vatican et les Empires centraux. Il se réfugie en Suisse à la fin de l'année 1916 et les autorités italiennes le condamnent par contumace à la prison à perpétuité¹¹³.

Le bureau d'Erzberger vise aussi l'influence indirecte de l'Italie par le biais de l'opinion tessinoise. Au consulat de Lugano, l'éditeur-libraire Otto Dittmann s'occupe ainsi du travail de la presse tessinoise, tout en se chargeant de la succursale de l'agence Wolff¹¹⁴. L'Allemand est actif à Rome avant mai 1915, où il publie notamment la traduction du premier *Weissbuch* allemand. Dittmann ne se fait pas d'illusions sur les possibilités d'action au sein de la presse tessinoise :

Le Tessin a des liens culturels et économiques particulièrement étroits avec l'Italie, encore plus que la Suisse romande avec la France. L'Italie n'a même pas besoin de faire de la propagande. Des Italiens enseignent dans les hautes écoles et des livres italiens y sont utilisés. La jeunesse est éduquée avec un esprit italien. Même les cours d'histoire suisse ont été limités. Le bon esprit suisse, même s'il n'est pas germanophile, ne règne plus que dans la campagne.¹¹⁵

Les Allemands n'ont qu'un accès réduit à la presse tessinoise. Dominants, les organes libéraux-radicaux (*Dovere*, *Gazzetta Ticinese* et *Corriere del Ticino*) défendent le point de vue de l'Entente. À partir du premier semestre 1915, la *Gazzetta Ticinese* publie presque quotidiennement une rubrique «*Il Ticino ai Ticinesi*», qui s'en prend aux influences alémaniques et allemandes dans le canton¹¹⁶. Quant à Francesco Chiesa, figure de proue des intellectuels tessinois, il soutient ouvertement l'Italie. Il prend en 1917 la tête d'un nouvel organe de politique culturelle, l'École tessinoise de culture italienne. Cet organisme de promotion de la spécificité identitaire du Tessin, intimement liée à l'Italie voisine, est créé par les autorités cantonales¹¹⁷.

En manque de débouchés, le bureau allemand prend l'initiative en été 1915 de fonder un nouvel organe tessinois d'orientation conservatrice. La manœuvre est orchestrée par Erzberger depuis Lugano et aboutit au lancement du quotidien *La Svizzera*, grâce aux subventions conjointes des empires austro-allemand¹¹⁸. Les Allemands versent 2000 liras par mois à un journaliste, les Autrichiens

300 fr. Aucune explication n'est donnée concernant l'utilisation de lires italiennes. Elle est probablement destinée à une diffusion des numéros en Italie. Le procédé est immédiatement dénoncé par le correspondant tessinois de la *Gazette de Lausanne*¹¹⁹. *La Svizzera* est dirigée à Locarno par le prélat Rodolfo Tartini, le vicaire général du diocèse. Dans le quotidien, des articles économiques rédigés par Dittmann sont retravaillés à « la sauce neutre »¹²⁰ par la rédaction. Les empires centraux indiquent toucher le public transalpin, même si *La Svizzera* ne compte que 1500 abonnés. Le journal déplaît effectivement aux Italiens, puisque l'agence Stefani la dénonce comme une fondation de guerre financée par l'Allemagne¹²¹.

En définitive, les Allemands ne mènent qu'une action de presse relativement marginale au Tessin. Seuls le levier catholique et la *Tessiner Zeitung*, l'organe de la colonie allemande, leur sont réellement accessibles. En août 1917, six périodiques reprennent les articles des différents services allemands¹²². Les points d'ancrage les plus importants sont *La Famiglia*, *La Gazzetta del Lavoratore* et *La Tribuna*, trois feuilles catholiques. Pour *La Famiglia*, des articles de la légation passent par un homme de confiance, en lien avec la rédaction de cet hebdomadaire au fort tirage de 15000 exemplaires et lu en Italie du Nord. L'Allemagne aide financièrement *La Gazzetta del Lavoratore* à agrandir son format. Ce périodique chrétien-social ne tire qu'à 1300 exemplaires, mais il est envoyé à la plupart des curés tessinois. Enfin, *La Tribuna* est financée par un ecclésiastique en contact avec l'Allemagne. Lancé en 1917, cet hebdomadaire clérical est l'œuvre de militants déçus par l'attitude trop favorable à l'Entente du *Popolo e Libertà*, l'organe du Parti conservateur catholique. Les sympathies d'une partie des catholiques conservateurs pour la monarchie autrichienne, renforcées par la « question romaine » de 1870, expliquent ces possibilités d'influence. L'histoire des propagandes au Tessin reste à écrire et les archives italiennes et autrichiennes, couplées au fonds Erzberger déposé à Coblençe, apporteront assurément de nombreux éclaircissements. Cette première ébauche permet toutefois de souligner la complexité des réseaux mis en place par les Allemands. Même si leur chance de succès paraît extrêmement faible, même si le Tessin n'est pas leur priorité, les propagandistes s'activent dans chaque espace disponible.

LE SOUTIEN DES RÉSEAUX INDIGÈNES

La propagande allemande réussit à influencer la vie culturelle helvétique grâce à l'aide de nombreuses personnalités indigènes, principalement présentes dans l'espace alémanique. Le terreau germanophile est triple. Il se compose à la fois d'hommes des pouvoirs civil, militaire et religieux, d'hommes de lettres (journalistes, professeurs, écrivains...) et de certains milieux d'affaires¹²³. La plupart des soutiens défendent des positions conservatrices sur le plan social et politique et admirent l'autoritarisme de l'État allemand, ce qui n'empêche pas certains sociaux-démocrates, comme le Bâlois Hermann Blocher, de défendre avec vigueur l'empire wilhelmien. Les appuis germanophiles au sein du mouvement socialiste suisse restent cependant plutôt exceptionnels et l'attitude de la presse de gauche se révèle, après quelques mois de conflit, ouvertement défavorable à la cause allemande. Sur le plan confessionnel, de nombreux germanophiles appartiennent au monde protestant, mais des catholiques sont également partie prenante de la nébuleuse allemande, à l'instar des membres du réseau Erzberger. Les membres de la colonie allemande fournissent enfin d'importants points d'ancrage au dispositif de propagande. Président de la *Deutsche Hilfsverein* locale, le théologien Arnold Meyer, ancien recteur de l'Université de Zurich, tente par exemple en 1918, à la demande de la diplomatie allemande, de placer un article dans la revue *Wissen und Leben*¹²⁴. Des centaines de noms sont conservés dans les archives allemandes et les plus importants apparaîtront au fil des pages. Quelques personnalités germanophiles de premier plan méritent cependant une présentation détaillée.

L'ÉTAT-MAJOR ET LE CONSEIL FÉDÉRAL

Au début du conflit, certaines hautes sphères du pouvoir helvétique sont imprégnées de culture allemande. Le général Ulrich Wille (1848-1925) et le conseiller fédéral Arthur Hoffmann (1857-1927) en sont les deux exemples les plus marquants. Marié à Clara von Bismarck et formé militairement à Berlin, Wille est un admirateur sans faille des réalisations prussiennes. Fils d'un exilé hambourgeois, ne s'exprimant qu'en *Hochdeutsch*, le général écrit à sa femme, la comtesse Clara, le 1^{er} septembre 1914 : « Maintenant, ce qui a été commencé à l'époque [1870] est en train de se parachèver : la suprématie de l'Allemagne, c'est-à-dire de l'être alle-

mand, sur le monde entier. De tout mon cœur, je suis du côté de l'Allemagne.»¹²⁵

La nomination de Wille à la tête de l'armée helvétique correspond notamment à la volonté du pouvoir fédéral de s'allier les faveurs du puissant voisin germanique¹²⁶. À la fin du mois de septembre 1914, un rapport de Gisbert von Romberg évoque des autorités politiques et fédérales «décidément germanophiles»¹²⁷. Les premiers problèmes économiques apparaissent alors quant à l'exportation du coton suisse en Allemagne, mise sous pression par l'Empire britannique. L'Auswärtiges Amt aimerait engager des menaces de rétorsion contre la Suisse, mais Romberg convainc Berlin d'y renoncer. Le télégramme du légat est explicite au sujet des «services» rendus par les autorités fédérales à l'empire :

Votre Excellence n'est apparemment pas au courant des services importants que, depuis le premier jour de la mobilisation, la Suisse nous rend quotidiennement sans considération pour sa neutralité. Dès qu'est parvenue à Berne la nouvelle de la mobilisation allemande, la Suisse a décrété la mobilisation générale de l'armée suisse et l'a disposée immédiatement sur sa frontière du nord-ouest. La disposition des troupes était dirigée exclusivement contre une attaque française. Elle constituait une couverture complète de l'armée allemande. Depuis le premier jour de la mobilisation, la Suisse nous communique sous main, jour après jour, la totalité de ses renseignements militaires secrets; elle nous donne connaissance des télégrammes qu'elle intercepte, lorsque leur contenu peut nous être utile, et de renseignements importants de ses représentations à l'étranger. [...]

En ce moment où nos alliés nous abandonnent et où nous n'avons, semble-t-il, guère d'amis, n'est-il pas réconfortant que la petite Suisse se tienne si fidèlement et si courageusement à nos côtés et s'expose jour après jour au péril d'une rupture avec nos ennemis par ses violations continuelles de la neutralité en notre faveur?¹²⁸

En juillet 1915, persuadé que «l'Allemagne sortira vainqueur de cette guerre», Wille envisage l'idée d'une entrée en guerre de la Suisse aux côtés des puissances centrales. Le général refuse alors la création, imposée par l'Entente, de la Société suisse de surveillance économique, dans une lettre qu'il adresse à Arthur Hoffmann :

J'ai déjà fait savoir auparavant qu'agiter le spectre de la guerre [*« mit dem Säbel rasseln »*] pourrait nous être bénéfique dans le moment présent. J'aimerais ajouter que je considère, comme auparavant, le maintien de la paix comme notre plus haut devoir, mais que je considère le moment présent comme avantageux pour une entrée en guerre, si le maintien de notre autonomie et de notre indépendance l'exige.¹²⁹

Si l'idée évoquée par Wille n'a aucune implication pratique, Hoffmann indique tout de même à Romberg, dans une discussion, certains signes d'ouverture encourageants. Le légat rapporte à ce sujet : « Au moins, cela fut gratifiant pour moi et précieux pour notre position en Suisse d'entendre de la bouche même de Monsieur Hoffmann qu'il considère sérieusement la possibilité d'une intervention militaire de la Suisse de notre côté. Cela est d'autant plus remarquable qu'il y a peu de signes d'une atmosphère belliqueuse en Suisse. »¹³⁰

Les décisions du général relatives à la censure sont systématiquement prises à l'avantage du Reich. Wille ne tolère aucun écart de langage francophile, alors qu'il ne remet jamais en question la position des germanophiles alémaniques. Une illustration concerne le colonel Fernand Feyler, chroniqueur militaire du *Journal de Genève*. Wille n'accepte pas la collaboration francophile du Lausannois au *Journal de Paris* en automne 1914. Il veut l'interdire, sans succès apparemment¹³¹. Une année plus tard, Feyler est à nouveau la cible du général suite à un article qui lui est attribué dans la *Revue militaire suisse*¹³².

La germanophilie de Wille ne subit pas de grandes variations au cours de la guerre. En témoigne son jugement au début de l'année 1917 concernant la décision de l'état-major allemand d'imposer une guerre sous-marine à outrance : « Cela va coûter de nombreuses vies innocentes, mais ce serait superbe si l'Angleterre était battue avec ses propres armes ! Ils ne disposent pas de l'organisation allemande qui leur permettrait de supporter le blocus et de remporter la victoire ! »¹³³ L'optimisme du général est toujours présent en mars 1918 alors que s'annonce la grande offensive allemande sur le front occidental. Le général reste convaincu par la victoire allemande : « J'ai longtemps réfléchi cette nuit et j'en suis arrivé à la conclusion que la grande offensive de l'Ouest doit être couronnée de succès et le sera bientôt. Hélas, beaucoup de gens y

laisseront la vie ou seront mutilés. Mais cette offensive est nécessaire, sinon la paix ne sera qu'une demi-paix.»¹³⁴ Une fois le Reich vaincu, le général Wille concède sa « souffrance morale » et l'espoir de « pouvoir vivre jusqu'à ce que l'Allemagne ait recouvré sa grandeur d'antan »¹³⁵.

En août 1914, l'élection houleuse de Wille au titre de général de l'armée suisse a été fortement appuyée par son ami Arthur Hoffmann. Le Saint-Gallois est lui aussi le fils d'un Allemand naturalisé suisse. Sa façon de penser est fortement influencée par le monde germanique. En mai 1916, Romberg note à son sujet : « Le Conseil fédéral a une composition favorable pour nous, dans une mesure relativement inhabituelle et c'est une chance particulière qu'un homme comme le conseiller fédéral Hoffmann dirige la politique extérieure du pays. Je suis de plus en plus convaincu par ses sentiments amicaux à notre rencontre. »¹³⁶ Avant d'être impliqué dans la médiation de paix germano-russe de 1917, connue sous le nom d'affaire Grimm-Hoffmann, le responsable de la politique extérieure helvétique accorde certaines facilités à l'organisation allemande de propagande. Président de la Confédération en 1914, Hoffmann conserve la tête du Département politique – contrairement à la pratique usuelle de tournus – jusqu'à sa démission en juin 1917. Le politicien radical est une figure forte du Conseil fédéral et n'hésite pas à œuvrer individuellement.

En été 1915, le grand industriel de la laine Arthur Schöller demande à Hoffmann la permission d'utiliser la valise diplomatique pour faire passer une importante somme d'argent à Paris à des fins privées. Originaire de Prusse, naturalisé suisse, Schöller dirige une importante entreprise de filature germano-suisse. Il sert de couverture à une offensive psychologique menée par l'Allemagne dans la presse parisienne. Les deux coffres qui le suivent à Paris contiennent 10 millions de francs français. Ils sont destinés à l'achat du *Journal* du sénateur Charles Humbert¹³⁷. Le but visé par Romberg et Carl von Schubert consiste à fortifier ce qu'ils appellent le « parti de la paix » au sein de la Troisième République et son meneur Joseph Caillaux, un politicien ouvert au dialogue franco-allemand¹³⁸. L'offensive de presse utilise la Confédération comme plateforme logistique. Des discussions politiques secrètes ont aussi lieu en Suisse, sans que Caillaux soit directement impliqué. Le député français Paul Meunier sert d'intermédiaire sous le couvert d'une mission humanitaire. Il se rend à Berne en mai 1916

et Hoffmann joue les entremetteurs. Des négociations sont notamment menées pour faire tomber le cabinet Briand¹³⁹.

L'opération allemande de démoralisation éclate au grand jour en France en octobre 1917 et donne naissance à l'affaire Bolo Pacha. La répression frappe les titres subventionnés par l'Empire allemand. *Le Bonnet rouge* est supprimé par la censure française et le directeur de *L'Éclair*, Ernest Judet, s'exile en Suisse à la fin de l'année 1917. Bolo Pacha et Pierre Lenoir, qui ont servi d'intermédiaires à l'Allemagne, sont condamnés à mort et exécutés. La Suisse doit alors faire face à une vague de critiques. Une enquête fédérale est menée par Eugène Borel sur le compte d'Arthur Schölller. Le juge aimerait le poursuivre pénalement, mais le Conseil fédéral refuse d'engager une procédure. Un communiqué officiel est donné à la presse en mars 1918 pour tenter d'éteindre la polémique¹⁴⁰. Le 11 mars, des conseillers nationaux s'en prennent au Conseil fédéral. Leur interpellation dénonce un abus de pouvoir. Retiré des affaires fédérales, Hoffmann n'est pas inquiété par la justice suisse. L'enquête considère même que le politicien n'avait pas connaissance de la portée exacte de la demande adressée par Schölller en 1915¹⁴¹. Outre la connivence existant entre Hoffmann et Romberg, le fait que le Saint-Gallois accueille Paul Meunier par la suite laisse songeur quant à ce possible aveu de naïveté. Exclu du pouvoir, Hoffmann est en outre nommé président de l'Union suisse des exportateurs de broderie. Malgré de fortes pressions françaises, Schölller n'est pas inquiété et poursuit même son activité commerciale grâce à la protection du Conseil fédéral. L'affaire Bolo Pacha illustre l'utilisation du territoire suisse comme base arrière de l'offensive de presse allemande en France au cours des deux premières années de guerre. Cette action est abandonnée par la suite, car l'Empire se rend compte de son inefficacité et de la propension opportuniste de nombreux intermédiaires impliqués dans ces transferts d'argent.

DES « VOIX DANS LA TEMPÊTE »

Dans le champ intellectuel, l'association des Stimmen im Sturm est le principal soutien de l'Allemagne en Suisse. Après six mois de conflit, ces germanophiles alémaniques se fédèrent et engagent une lutte de propagande au profit du Reich. Berlin n'a pas, dans un premier temps, à agir, car ces hommes poursuivent leur

engagement d'avant-guerre, celui de la défense de la germanité du pays. Un premier noyau dur se forme autour du pasteur Eduard Blocher à Zurich¹⁴². Il compte neuf membres dont l'avocat Fritz Fick, un proche du général Wille, ou l'industriel Alfred Niedermann¹⁴³. Suite au «tumulte» de Fribourg, ce groupe décide de lutter contre la France et la Grande-Bretagne et leurs soutiens romands en publiant une série de pamphlets. Constituées le 25 mars sous le nom de Stimmen im Sturm aus der deutschen Schweiz, ces «Voix dans la Tempête» contribuent fortement au phénomène de radicalisation des discours de discorde intérieure.

En mai 1915, la Coopérative d'édition des Stimmen im Sturm (SIS) est fondée à l'aide d'une souscription privée signée par 32 membres. Parmi ces derniers figurent certaines personnalités bien connues, comme les écrivains Ernst Zahn et J. C. Heer, les journalistes Georg Baumberger des *Neue Zürcher Nachrichten* et Hermann Schütz, passé de la *Tessin Zeitung* à la *Berner Tagblatt*, le major Ulrich Wille Jr., fils du général, ou Anton von Sprecher, fils du chef d'état-major. Formé militairement à Potsdam, le fils du général Wille, officier de carrière de 37 ans, est si proche de l'Allemagne qu'il songe même à rejoindre les rangs de son armée en décembre 1914. Le traitant de «déserteur», son père le fait revenir sur sa décision¹⁴⁴. Wille Jr. transmet par la suite des informations militaires à l'état-major germanique¹⁴⁵. Basé à Bâle, un second cercle apporte un soutien moral aux Stimmen im Sturm. Le conseiller d'État Hermann Blocher, le frère d'Eduard, y occupe une position centrale. Autour de ce social-démocrate gravitent le conseiller national Emil Göttisheim, membre de la Commission de neutralité, l'avocat Wolfgang Börlin, député au Grand Conseil bâlois ou les professeurs d'université Paul Wernle et Paul Speiser.

Les initiants zurichois ont conscience du danger que représente pour leur entreprise toute prise de contact avec les services allemands. En avril 1916, Fick adresse une mise en garde explicite au pasteur Blocher: «Au moment où vous entreriez au service de l'Empire, votre influence sur vos concitoyens serait terminée; et même ce que vous avez publié jusqu'ici aurait des répercussions moindres qu'auparavant.»¹⁴⁶ L'association se garde ainsi de toute relation compromettante en amont. Aucun document faisant état d'un subventionnement allemand n'est localisable dans les archives du mouvement ou dans celles de l'Empire. Suite à une enquête fédérale menée au début de l'année 1916, il est établi que tous les

membres des SIS sont de nationalité suisse. En aval en revanche, l'entreprise suisse devient un instrument significatif de l'institution allemande de propagande. Une brochure qu'Eduard Blocher consacre aux différences de statut entre les neutralités suisse et belge est diffusée par la ZFA en Suisse et à l'étranger. Le directeur de la Bibliothèque nationale suisse, qui reçoit cet écrit sous pli de l'Office des affaires étrangères, confirme les soupçons de collusion entre les SIS et l'Allemagne en ces termes : « Nous recevons périodiquement dudit office de pareils envois de brochures [...]. Il n'est pas douteux que la distribution ou expédition en Suisse soit faite par la légation d'Allemagne à Berne, car je sais qu'une bibliothèque de la Suisse romande reçoit des plis identiques portant le timbre de ladite légation. »¹⁴⁷

Il existe d'autres faits troublants. À Zurich, les Stimmen im Sturm partagent le même bâtiment que le consulat allemand, la Kaspar-Escher-Haus¹⁴⁸. En été 1915, Margarete Gärtner indique, sans le nommer, qu'Alfred Niedermann y fait office de distributeur d'écrits de propagande dans toute la Suisse¹⁴⁹. Publiées officiellement par une coopérative, les SIS sont en outre imprimées par la maison d'Arnold Bopp. Proche des milieux capitalistes, cet éditeur est en contact avec Romberg. Il s'est engagé à publier tout écrit pouvant servir la cause allemande¹⁵⁰. Quant au Zurichois Fritz Fick, il est l'avocat de confiance du consul allemand Georg von Faber du Faure depuis 1909. Enfin, la brochure de Blocher précédemment mentionnée est traduite en français grâce à la création d'une maison d'édition née des flancs de *L'Indépendance helvétique*¹⁵¹. Elle est diffusée par l'Agence générale des journaux à Genève, non sans heurts, puisque la brochure de Blocher occasionne des « lettres de menace, des visites et des ruptures commerciales »¹⁵² pour cette maison genevoise.

Une semaine seulement après leur inscription au registre du commerce, les SIS sont dénoncées par la diplomatie anglaise. Le légat Eugen Grant Duff s'adresse personnellement à Arthur Hoffmann pour savoir si une telle « propagande pro-allemande [faite] par des Suisses »¹⁵³ est tolérée par la Confédération. Sans attendre de réponse, Grant Duff imagine qu'une organisation de propagande pro-anglaise ne devrait dès lors pas poser de problème aux autorités helvétiques... L'activité des SIS est aussi dénoncée par la grande presse alémanique et les *Basler Nachrichten* du 5 janvier 1916 considèrent les Stimmen im Sturm comme un organisme de

«propagande allemande». Au moment où paraît la version française de la brochure d'Eduard Blocher, la *Gazette de Lausanne* s'émeut: «Voilà donc, sous le couvert d'une société coopérative suisse, une entreprise de propagande allemande nettement caractérisée et avouée.»¹⁵⁴ Le journal se demande qui finance l'entreprise de Blocher, traité de «gallophobe notoire». Le secrétaire des SIS, Niedermann, réagit rapidement. Il défend dans une lettre ouverte l'origine indigène des soutiens financiers et des auteurs des brochures, tout en s'en prenant à mots couverts à l'action de la propagande francophile, et notamment à celle de la maison Payot¹⁵⁵.

PORTRAIT DE GROUPE

Les «Voix dans la Tempête» constituent une double réponse. Elles s'attaquent d'abord à la culture romande et prolongent la bataille linguistique initiée à la fin des années 1900. Les SIS n'acceptent pas que les liens d'affinité tissés avec la culture allemande soient sacrifiés sur l'autel politique de la cohésion nationale, alors que des voix francophiles s'expriment vigoureusement en Suisse romande. Les *Stimmen im Sturm* se défendent ensuite contre la montée de l'helvétisme en Suisse alémanique. Ces élites intellectuelles réagissent à une situation qui leur est globalement défavorable sur le plan personnel. Avec la guerre, de nombreuses tribunes ne leur sont plus accessibles, principalement celles de la revue *Wissen und Leben* ou de certains grands journaux. Un article de Fritz Fick est par exemple prévu pour le grand œuvre *Wir Schweizer, unsere Neutralität und der Krieg*, qui regroupe 37 auteurs, mais l'éditeur Max Rascher le refuse.

Eduard Blocher s'en prend au mouvement de dénonciation des liens germano-suisses initié par des penseurs comme Leonhard Ragaz, Konrad Falke ou le journaliste helvétiste Samuel Zur Linden. Le pasteur craint une réorientation des sympathies en Suisse alémanique¹⁵⁶. Le programme imprimé sur chaque cahier des SIS relaie implicitement cette peur :

Depuis des mois, notre peuple est travaillé de l'autre côté [de la Sarine] pour nous détourner de la position conséquente de notre neutralité étatique et pour provoquer une prise de position unilatérale contre notre ami l'empire et le peuple allemands. La presse

quotidienne n'est pas en mesure de contrer suffisamment cette publicité faite avec une forte pression. Ce manque doit être comblé par les « Voix dans la Tempête ». ¹⁵⁷

Eduard Blocher préside les destinées du groupe. Âgé alors de 45 ans, ce pasteur protestant né dans la région bâloise a effectué des séjours en Algérie et à Sion au tournant du siècle. Ces expériences au service de minorités germanophones l'ont profondément marqué. Établi dès 1904 à Zurich, Blocher entame une lutte féroce contre la langue française et les « Welsches ». Secrétaire général de la Deutschschweizerische Sprachverein (DSV) en Suisse en 1905, puis président en 1912, le pasteur mène la fronde pour la suprématie de la langue allemande en Suisse. Les connexions allemandes de la DSV sont soigneusement cachées, mais dès l'automne 1911, Blocher est rétribué par la pangermaniste Verein für das Deutschtum im Ausland pour son action ¹⁵⁸. Le conflit linguistique est stimulé de façon exponentielle par la guerre et Blocher met à contribution le réseau d'une centaine de membres qui composent la DSV. Pour ne pas exposer cette dernière, les Stimmen im Sturm sont alors pensées comme une avant-garde de combat. La DSV reste pourtant en contact avec l'institution allemande de propagande, puisqu'elle reçoit gratuitement, à partir de la fin de l'année 1916, 300 exemplaires de chaque brochure ayant « un caractère purement suisse » ¹⁵⁹.

Dix-huit hommes ont été identifiés comme membres des SIS ¹⁶⁰. Ils appartiennent tous, à une exception près, à la DSV. Plusieurs membres ont des liens de parenté avec le Reich. Le grand-père de Blocher est un émigré allemand, sa femme est allemande. Naturalisé suisse, l'architecte Alexander von Senger est originaire d'Allemagne. Christan Beyel, privat-docent à l'École polytechnique de Zurich, a vécu outre-Rhin à l'adolescence et sa mère est allemande. Les parents de l'écrivain et hôtelier Ernst Zahn sont allemands, le père de Fritz Fick également. Ce dernier offre notamment ses services d'avocat à la Deutsche Hilfsverein de la ville. Eugen Keller-Huguenin a des liens privilégiés avec le capitalisme allemand. Durant le conflit, cet avocat, un habitué de l'hôtel Baur au Lac, rachète une firme allemande, probablement à des fins de contournement du blocus allié. Au niveau professionnel, les pasteurs, les professeurs et instituteurs, les avocats et les hommes d'affaires sont les mieux représentés.

Sur les onze brochures annoncées par les SIS, huit paraissent au cours de l'année 1915. Quelques idées-forces ressortent de cette collection, si l'on exclut la brochure écrite par Max Koller sur la question des étrangers. Cet ingénieur, membre du groupe NSH de Schaffhouse, est le seul auteur à ne pas être lié à la mouvance linguistique de la DSV. Sa participation littéraire, si elle défend une vision raciste de la naturalisation, se réalise en marge des autres auteurs. Ceux-ci tentent, sur le plan extérieur, de prouver la responsabilité franco-britannique dans le déclenchement de la guerre et de légitimer l'intervention allemande en Belgique. Sur le plan intérieur, les brochures des SIS justifient les liens fraternels entre la Suisse alémanique et l'Allemagne et dénoncent l'unique responsabilité romande dans le creusement du « fossé ». Le mouvement mené par Blocher se pose comme l'unique défenseur de la « véritable » neutralité suisse. Un étudiant bâlois, Emil Steiner, publie une brochure implacable qui dénonce le double langage des SIS. Il estime que si Carl Spitteler a défendu l'union nationale contre l'intérêt allemand, Eduard Blocher défend l'Allemagne contre l'intérêt suisse¹⁶¹. La rhétorique agressive des *Stimmen im Sturm* explique leur arrêt prématuré dans les suites immédiates de l'affaire des colonels. Prenant acte de leur échec, elles mutent alors en une société de rapprochement culturel au ton plus modéré, en apparence, la *Deutschschweizerische Gesellschaft* (voir chap. 8).

EFFET MIROIR: LES THÈMES DE PROPAGANDE

Quelles sont les idées-forces que les propagandistes allemands entendent insérer dans les esprits en Suisse? Elles restent très difficiles à saisir. Premièrement, les sources qui concernent les choix stratégiques pris par l'*Auswärtiges Amt* restent relativement pauvres en informations. Deuxièmement, les thèmes de propagande ne sont que très peu dictés par l'État allemand, mais proviennent bien plus de la mobilisation spontanée des clercs – un fait qui se retrouve à l'identique dans le camp de l'Entente. Cette propagande de guerre n'est pas le résultat d'une réflexion entamée en amont, mais résulte d'une situation d'urgence qui demande constamment la production, par « en bas », de nouvelles thématiques mobilisatrices, qui viennent en outre interagir avec des problématiques plus anciennes.

Dès le début du conflit, l'Allemagne est placée face à un défi de taille, celui de justifier son invasion de la Belgique neutre. L'Empire

est ainsi dépendant des thématiques assénées avec force par ses ennemis et se retrouve en position défensive. Pour l'Entente, sa guerre est celle du droit des petits États à l'existence et, de façon plus mobilisatrice et essentialisée, celle de la « civilisation » contre la « barbarie » d'un Empire allemand disqualifié pour sa cruauté et son militarisme. La chute du pouvoir tsariste en 1917 permet de renforcer ce thème en défendant alors l'idée, fortement insufflée par Wilson, d'une « croisade » des démocraties contre les autoritarismes¹⁶².

L'invasion de la Belgique et tout spécialement les « atrocités » allemandes de l'automne 1914 constituent des thématiques centrales pour la propagande de l'Entente et l'Allemagne doit combattre jusqu'à la fin du conflit la mauvaise image laissée par le comportement de ses troupes lors de leur avancée. L'Empire amène ainsi plusieurs arguments qui sont progressivement déclassés pour leur manque de consistance. La Belgique est d'abord accusée de mener une guerre préméditée et immorale de « francs-tireurs », comme l'illustre l'idée d'une « *Volkskrieg* » belge défendue par le *Livre blanc* officiel de mai 1915, dont les grandes lignes sont dessinées dès la mi-septembre 1914¹⁶³. La neutralité de la Belgique dans l'avant-guerre est ensuite mise en cause par des documents officiels que les Allemands déclarent avoir retrouvés dans les archives bruxelloises. Ces sources trafiquées accusent la coalition franco-anglaise d'avoir prémédité la guerre¹⁶⁴. Carl Spitteler, notamment, les réfute avec force dans sa conférence de décembre 1914. La défense d'une neutralité helvétique supérieure en droit à celle de la neutralité belge, que l'on retrouve notamment sous la plume d'Eduard Blocher, s'inscrit dans la continuité de cette argumentation germanophile qui tente de déclasser la position morale de la Belgique. Ces justifications, ainsi que celles qui sont apportées à d'autres polémiques (bombardement de la cathédrale de Reims, torpillage du *Lusitania*, exécution d'Édith Cavell, déportations de civils français, belges et polonais, guerre sous-marine à outrance...), n'ont pas l'effet attendu sur les opinions neutres¹⁶⁵.

Hormis le cas belge, omniprésent, quelques caractéristiques essentielles peuvent être dégagées de la multitude des thématiques défendues par la propagande allemande. Concernant la question des responsabilités du déclenchement du conflit, elle aussi prédominante durant le conflit et après celui-ci, l'Empire pointe du doigt une préméditation de la part de ses ennemis et dénonce l'« encerclement » de l'Allemagne par la Triple-Entente dans l'avant-guerre ou,

à plus court terme, l'ordre de mobilisation russe du 30 juillet 1914. L'attaque allemande d'août 1914 est alors présentée comme « préventive » et « défensive » et viserait principalement à créer un rempart occidental contre la « barbarie » slave à l'est et à combattre l'impérialisme britannique à l'ouest. Le combat allemand est ainsi très souvent décrit comme une lutte contre la suprématie de la « perfide Albion » et de son commerce tentaculaire et mercantiliste, comme le montrent notamment les écrits de l'économiste Werner Sombart¹⁶⁶. La France, attaquée pour sa « décadence » morale, n'est généralement pas présentée comme l'ennemi principal du Reich.

Accusée de mener des « atrocités » systématiques, l'Allemagne tente en réponse de prouver l'infériorité morale de ses adversaires et produit de nombreux messages accusateurs qui la placent en position de victime. La propagande germanique s'appuie principalement sur l'alliance franco-britannique avec un empire tsariste présenté comme archaïque et loin des standards « civilisateurs » défendus par l'Entente. Les armées françaises et britanniques sont de leur côté principalement dénoncées par leur embrigadement de troupes coloniales¹⁶⁷. Le cas du blocus continental présente en revanche une aporie pour la propagande germanique. L'affamement de la population allemande ne pourrait-il pas servir d'argument de choc pour dénoncer une violation du droit des gens devant l'opinion internationale ? Les intérêts de l'Empire le poussent pourtant à nier les effets dévastateurs du blocus. Refusant de le présenter en position de faiblesse, la propagande allemande préfère appuyer sur la prétendue inefficacité du blocus¹⁶⁸.

Cette diabolisation de l'ennemi est parallèle à l'autocélébration de sa propre puissance. Les messages allemands louent la force de l'Empire sur le plan économique, militaire ou organisationnel, son comportement irréprochable à l'encontre des populations occupées ou la grandeur de sa culture. Les victoires des premières batailles, notamment celle de Tannenberg, doivent ainsi impressionner les neutres. La puissance de l'Empire est personnalisée par l'héroïsation de nombreux dirigeants politiques et militaires, comme Guillaume II ou Paul von Hindenburg. Ce culte des personnages se retrouve à l'identique au sein des autres sociétés belligérantes, comme le montrent, pour prendre le cas français, les figures de Joffre après la bataille de la Marne ou de Pétain après celle de Verdun.

Sur un plan plus philosophique, les intellectuels allemands mettent sur pied les « Idées de 1914 », une expression tirée d'une brochure du Suédois Rudolf Kjellén¹⁶⁹. Cette idéologie présente le négatif des idées démocratiques défendus par la Révolution française grâce à la mise en avant de valeurs d'ordre, d'autorité et d'intégration sociale¹⁷⁰. Ces « Idées de 1914 » donnent une mission universelle à l'Allemagne qui justifierait son expansion, notamment dans la *Mitteleuropa*. La *Kultur* allemande, force créatrice de l'esprit, est alors opposée à une « civilisation » occidentale usée et matérialiste. On retrouve ici l'une des composantes fondamentales des idées de la propagande allemande, à savoir leur caractère réactif et oppositionnel¹⁷¹.

LES CAS BELGE ET GREC

Cette guerre de discours est marquée par un enchaînement infini d'accusations et de récusations entre les puissances. Il y a bien souvent, au départ, un fait réel, mais celui-ci est ensuite noyé sous la multitude de bruits et de polémiques qui s'en empare, que ce soit pour le dramatiser ou le nier. Ces effets d'amplification entre les thèmes des deux blocs peuvent être étudiés, au sein du contexte suisse, à la lumière d'un cas exemplaire : la question du comportement des forces de l'Entente en Grèce. En octobre 1915, une coalition franco-britannique débarque à Salonique pour venir en aide à la Serbie, alors envahie par les Empires centraux et leur nouvel allié bulgare. Or, le premier ministre grec Elefthérios Vénizélos, favorable à cette manœuvre, est poussé à la démission par le roi Constantin, qui soutient fermement les Empires centraux. En été 1916, les pressions de l'Entente sur le gouvernement grec se font de plus en plus fortes et ces ingérences débouchent, une année plus tard, sur l'entrée en guerre de la Grèce contre les Empires centraux¹⁷².

Dès la fin de l'année 1915, la propagande allemande trouve dans ce fait de guerre un argument de relativisation de son attitude vis-à-vis de la neutralité belge, même si l'invasion allemande en Belgique ne peut être mise sur le même plan moral que l'attitude coercitive de l'Entente en Grèce. Dans son rapport de novembre 1915, Émile Waxweiler relève déjà l'utilisation par l'Allemagne de la « prétendue violation de la neutralité de la Grèce par la France et l'Angleterre »¹⁷³. Le 22 janvier 1916, *L'Indépendance helvétique* écrit, au sujet des cas belge et grec, que « ce que

les Alliés reprochent, ils le font ailleurs.» Prétendument signé par un Suisse romand, un certain Jacques Kohler, un opuscule produit par la propagande allemande utilise le cas grec pour dénoncer la rhétorique de l'Entente, car celle-ci se présente justement comme la « protectrice des minorités »¹⁷⁴. Si l'auteur reconnaît que la Grèce n'a pas subi de violence militaire, il estime que sa résistance aurait valu une intervention britannique semblable à celle qui a réprimé la révolte irlandaise de Pâques 1916.

En été 1917, la question grecque prend une importance redoublée pour l'action allemande dans la Confédération. Suite à la déclaration de guerre du gouvernement, le roi Constantin cède le pouvoir à son fils et se réfugie en Suisse. Des aides allemandes permettent alors une intense activité éditoriale aux défenseurs de Constantin¹⁷⁵. En 1918, plus de 200 000 fr. sont encore accordés par Berlin à l'œuvre d'aide en faveur des royalistes exilés en Suisse¹⁷⁶. La concurrence entre grandes puissances joue à plein, puisque l'Entente, dès l'automne 1916, a lancé le *Journal des Hellènes*, favorable au camp « vénizéliste », avant de créer l'Agence de presse de Salonique à Berne¹⁷⁷. En mai 1917, l'Allemagne réplique en soutenant à hauteur de 20 000 fr. la fondation de l'Union hellénique de Genève, de tendance royaliste. Une subvention de 1000 fr. par mois est apportée à l'organe du mouvement, *L'Écho de Grèce*¹⁷⁸. Ce dernier tire un parallèle entre les exemples grec et helvétique. Pour cet organe, l'action contemporaine du général français Sarrail en Grèce correspond à celle que Napoléon a menée en Suisse pendant la période de la République helvétique¹⁷⁹. Quant à la revue hebdomadaire *Hellin* à Zurich, elle sait jouer de cette concurrence internationale. Après avoir monnayé ses services à l'Allemagne, la revue passe au service de l'Entente en avril 1918¹⁸⁰.

Ce cas d'étude montre la dialectique qui s'enclenche entre les thématiques de propagande, qui ne cessent de se répondre et de s'alimenter mutuellement. L'investissement allemand dans la question grecque illustre aussi le matraquage intense de certains sujets clés. Un dernier élément intéressant concerne l'intériorisation de ces thématiques dans les questions de politique intérieure en Suisse. Alors qu'un procès en diffamation se prépare contre Eugen Bircher, le général Wille conseille au major argovien de déclencher une campagne de presse qui détournerait le regard de l'opinion sur le cas grec :

Ne pourriez-vous pas amener une correspondance de Lucerne dans un journal (*Solothurner?*), dans laquelle le correspondant rendrait compte qu'il a entendu d'une source sûre que le D^r honoris causa Spitteler a travaillé à une protestation flamboyante contre le mauvais traitement réservé à la Grèce. Dans cette protestation, il serait dit que le traitement de la Grèce est encore plus odieux que celui réservé par l'Allemagne à la Belgique [...].¹⁸¹

La méthode provocatrice prônée par Wille doit permettre de salir les Romands qui dénoncent alors la germanophilie de l'état-major. Wille prévoit de révéler la fausseté de la correspondance quelques jours après sa parution, « comme ça, ces types pourront dire les plus grossières vérités »¹⁸² et donc se compromettre.

NOTES DU CHAPITRE 4

1. Cité dans « Déclarations d'un chef politique allemand », *Feuille d'avis de Lausanne*, 17 février 1915.
2. Voir le dossier clé : PA, R122982, Beeinflussung der Schweizer Presse, Propaganda und allg. Angelegenheiten, mai 1915 à décembre 1918.
3. Nicole P. Eversdijk, *op. cit.*, pp. 127 ss.
4. PA, R121000, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 20 février 1917.
5. BA, R901/71846, Richard Otto Frankfurturter, Rapport sur les entreprises de variété en Suisse, [14 juillet 1917].
6. Stefan Zweig, *Die Welt von Gestern, Erinnerungen eines Europäers*, Francfort : S. Fischer Verlag, 1990 [1^{re} éd. 1944], p. 303.
7. Cité par Raphaële Ulrich-Pier, *op. cit.*, p. 42.
8. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 14 septembre 1916, p. 77.
9. BA, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sl., [v. juin 1915], p. 21.
10. PA, R121000, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 20 février 1917.
11. AFS, E7350, vol. 30, Gustave Ador (DPF) au Conseil fédéral, Berne, 26 novembre 1917.
12. AFS, E2001(A), vol. 1413, DPF à la légation suisse de Berlin, 20 décembre 1916.
13. *Idem*, Liste des bureaux individuels de la légation impériale allemande à Berne, transmise au Département politique fédéral le 10 septembre 1917.
14. *Idem*, Directeur de la Police du canton de Berne au DPF, Berne, 29 septembre 1917.
15. AFS, E2001(B), vol. 28, Légation allemande au DPF, Berne, 4 décembre 1918.
16. Markus Pöhlmann, « German Intelligence at War, 1914-1918 » *The Journal of Intelligence History*, vol. 5, N° 2, 2005, p. 47.
17. AFS, E2001(A), vol. 1412, Légation impériale allemande au DPF, Berne, 29 août 1914.
18. BA, R901/72655, Margarete Gärtner au consul Fritz Thiel, Zurich, 14 juin 1915.
19. BA, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sl., [v. juin 1915], p. 7.
20. P[ierre] G[rellet], « Un procès d'espionnage », *Gazette de Lausanne*, 6 mars 1916.
21. AFS, E2001(A), vol. 1421, DPF à O. Kronauer (MPF), Berne, 16 mai 1916.
22. Gianpiero Bottinelli, *Louis Bertoni, une figure de l'anarchisme ouvrier à Genève*, Genève : Entrémond, 2012, pp. 79 ss.
23. PA, Bern 731, Gisbert von Romberg à Hermann von Simson, Berne, 11 avril 1917 ; consul Faber du Faure au major von Bismarck, Zurich, 31 mai 1917.
24. BA, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sl., [v. juin 1915], p. 9.
25. « Rapport de gestion 1915 de la Direction des Postes suisses », *Feuille fédérale suisse*, N° 68, vol. II, 5 avril 1916, p. 148.

26. BA, R901/72167, Margarete Gärtner au consul Fritz Thiel, Lindau, 9 juillet 1916.
27. BA, R901/72002, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 21 septembre 1917.
28. Voir p. ex. BA, R901/71198, Rapport de la direction de la BUFA, Berlin, 14 mai 1917: « [Attenberger] est un exemple pour l'activité de tout homme de confiance. »
29. BA, R901/71085, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 2 février 1918.
30. Voir la remarque rétrospective de: BA, R901/71084, Wilhelm von Vietsch à Kurt Hahn, Berne, 13 mars 1919.
31. BA, R901/71086, Adolf von Montgelas à l'AA, Berne, 26 septembre 1919.
32. BA, R901/72023, Hans Attenberger à la NA, Zurich, 4 février 1918.
33. BA, R901/71969, Note de Kurt Hahn (NA), Berlin, 14 juin 1919.
34. Marion Aballéa, « Une diplomatie de professeurs au cœur de l'Allemagne vaincue: la mission Haguenin à Berlin (mars 1919-juin 1920) », *Relations internationales*, N° 2, 2012, p. 35.
35. BA, R901/72524, Hans Attenberger à la ZFA, septembre 1916.
36. SKBa, POLIT JJ 4, Police locale au Département de police, Bâle, 10 février 1915.
37. PA, R11416, Rapport du consul général Karl Wunderlich, Bâle, 19 décembre 1914.
38. BA, R901/72653, Margarete Gärtner au consul général Thiel, Zurich, 14 juin 1915.
39. BA, R901/72168, M^{lle} Apelbaum (secrétaire du consulat) à Margarete Gärtner, Bâle, 22 août 1916.
40. PA, R121000, Karl Wunderlich au chancelier impérial, Bâle, 28 décembre 1916.
41. *Gazette de Lausanne*, 25 décembre 1915.
42. Mauro Cerutti, « Le mouvement ouvrier genevois durant la Première Guerre mondiale et la grève générale », in *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève: Grounauer, 1977, p. 103 et p. 117.
43. Voir PA, R123004, *Le Nouvelliste* in Genf (Herausgeber Édouard H. Pfeffer), 1915-1925.
44. AEG, Justice et police Gb 2.2.13, T Ri/33-3 à 33-4, note manuscrite, slnd.
45. *Idem*, Plainte de l'administrateur du *Journal de Genève* à la Direction de justice et police, Genève, 15 septembre 1914.
46. *Idem*, Télégramme du président de la Confédération au Conseil d'État du canton de Genève, [v. 8 octobre 1914].
47. *Idem*, Rapport de la Police de sûreté, Genève, 16 octobre 1914.
48. PA R11416, A. Geissler (Consulat) au chancelier Bethmann Hollweg, Genève, 14 novembre 1914.
49. PA, R11417, Rapport non signé, Lörrach, 25 janvier 1915.
50. AEG, Justice et police Gb 2.2.13, T Ri/33-3 à 33-4, Rapport du chef de la sûreté genevoise, Vertiner, 10 février 1915.
51. PA, R11417, A. Geissler (Consulat) à l'AA, Genève, 14 février 1915.
52. PA, R123004, Arthur Schmidt-Elskop (AA) à Adolf von Montgelas (Légation de Berne), Berlin, 26 juin 1918.
53. BA, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sl., [v. juin 1915], p. 16.
54. Voir par exemple Mansur Rifat, *Ceux qui poussent à la Guerre: Ne jouons pas avec le feu*, Genève: Pfeffer, 1914.
55. *Le Problème de l'Ulster. Malicieuse attaque dirigée contre la nation irlandaise*, M. C. Erskine et al., Genève: Pfeffer, 1914.
56. Wolfdieter Bihl, *Die Kaukasus-Politik der Mittelmächte*, vol. 1, Vienne: Böhlau, 1975, p. 105.
57. PA, Bern 382, A. Geissler au chancelier Bethmann Hollweg, Genève, 17 septembre 1914.
58. AFS, E4320(B), vol. 95, DJP au Conseil fédéral, Berne, 7 novembre 1914, et PV de la séance du Conseil fédéral du 13 novembre 1914.
59. AFS, E1004, vol. 255, PV de la séance du Conseil fédéral du 17 mars 1914.
60. PA, R11418, [Wolpmann] au lieutenant Nadolny et au consul Schabinger (NFO), Berlin, 23 juin 1915.
61. Sur le séjour d'Hilmi en Suisse, consulter Donald M. McKale, « Influence without Power: the Last Khedive of Egypt and the Great Power, 1914-18 », *Middle Eastern Studies*, N° 1, 1997, pp. 20-39.
62. PA, R123005, A. Geissler au chancelier impérial, 16 août 1915.
63. *L'Indépendance helvétique*, « Notre but », non signé, 24 avril 1915, p. 1.

64. PA, R11417, Document sans en-tête, probablement de la main de Falk, 9 avril 1915; R123005, A. Geissler au chancelier impérial, Genève, 16 août 1915.
65. Staatsarchiv des Kantons Zürich (ci-après SKZ), P.239.14(67), Felix Falk (1879) de Koschmin.
66. AFS, E4320(B), vol. 308, dossier de l'EMG 327 (manquant).
67. AFS, E4320(B), vol. 308, PV de la séance du Conseil fédéral, 29 juin 1920.
68. AFS, E27/13793, Extrait d'une lettre du Bureau de contrôle de la presse (Édouard Favre), Genève, 25 octobre 1915.
69. PA, R11417, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 4 mai 1916.
70. *Gazette de Lausanne*, 8 mars 1916.
71. *Schweizer Freie Presse*, 10 janvier 1916.
72. André Oltramare, *op. cit.*, p. 4.
73. *Gazette de Lausanne*, 19 septembre 1916.
74. Pierre Grellet, «Le plus grand germanophile de Suisse», *Gazette de Lausanne*, 3 février 1918.
75. PA, R123005, Alexander Führ à l'AA, Berlin, 18 février 1920.
76. PA, R121000, Max Rudolf Kaufmann (NFO) au baron von Neurath (AA), Berlin, 5 novembre 1916.
77. Étienne Privaz, *L'Allemagne au Tribunal de l'Histoire, Cacus aux prises avec Hercule*, Genève: L'Indépendance helvétique, 1917, p. 19.
78. PA, R21263, Arthur Zimmermann (AA) à Gisbert von Romberg, Berlin, 27 juin 1915, cité par Salvador Oberhaus, «*Zum wilden Aufstande entflammen*», *Die deutsche Propagandastrategie für den Orient im Ersten Weltkrieg am Beispiel Ägypten*, Saarbrücken: D^r Müller, 2007, p. 154.
79. BGE, Fonds Jean Debrit, II, Chambre des seigneurs de Prusse à Jean Debrit, correspondant du *Journal de Genève* à Berlin, Berlin, 8 mai 1906.
80. Gianni Haver, «Une «voix suisse». Jean Debrit et son quotidien illustré. La Guerre mondiale», communication faite dans le cadre du colloque *La Grande Guerre des magazines illustrés*, Paris XIII, 5 et 6 juin 2013.
81. AFS, E27/13877, PV de la séance du Conseil fédéral du 7 octobre 1914.
82. *Idem*, Jean Debrit à Arthur Hoffmann, Genève, 7 octobre 1914.
83. Jules Carrara, «À la vierge d'Aerschot», *La Guerre mondiale*, 30 septembre 1914, cité par Gianni Haver, «Une «voix suisse». Jean Debrit...», *op. cit.*
84. *Handbuch der Auslandspresse 1918*, Auslandstelle des Kriegspresseamts (éd.), Berlin: Mittler, 1918, p. 170.
85. PA, R11416, A. Geissler au chancelier impérial, Genève, 14 novembre 1914.
86. PA, R122982, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 28 mai 1915.
87. PA, R11417, Busso von Bismarck à la division IIIb, Berne, 15 avril 1915.
88. *Idem*, Note manuscrite de Wilhelm von Radowitz, Berlin, 26 avril 1915.
89. *La Feuille*, 30 novembre, 1^{er} et 2 décembre 1919.
90. *La Feuille*, 30 août 1917; Jean Debrit, *Marguerite Debrit, journaliste: 17 février 1885-21 novembre 1919*, Genève: Impr. A. Renaud, 1919, p. 9.
91. PA, R122982, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 28 mai 1915.
92. AFS, E27/13787, Jean Debrit à Arthur Hoffmann, Genève, 21 avril 1915.
93. Paul Seippel, «Le neutre tranche-montagnes», *La Guerre mondiale*, 12 avril 1915, cité par Hans Marti, *op. cit.*, p. 170.
94. PA, R122982, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, 28 mai 1915.
95. *La Guerre mondiale*, 5 mai 1915.
96. PA, R11418, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 12 octobre 1915.
97. PA, R122982, Gisbert von Romberg à Wilhelm von Radowitz, Berne, 23 novembre 1915.
98. *Idem*, Wilhelm von Radowitz à Gisbert von Romberg, Berlin, 2 décembre 1915.
99. *Handbuch der Auslandspresse 1918*, *op. cit.*, p. 170.
100. *Les carnets du cardinal Alfred Baudrillart, 1^{er} août 1914-31 décembre 1918*, Paris: Cerf, 1994, p. 239 et p. 611.
101. Remarque de Léon Genoud, responsable du Bureau de presse fribourgeois, citée dans AFS, E27/13589, PV de la conférence des chefs des bureaux de presse, 27 mars 1915.
102. PA, Bern 1311, Matthias Erzberger à Gisbert von Romberg, Berlin, 30 octobre 1916.

103. PA, R11416, Matthias Erzberger à Otto Hammann (AA), sl., 28 avril 1915.
104. Karl Kistler, *Die Wiedererrichtung der Nuntiatur in der Schweiz (1920)*, Berne: H. Lang 1974, pp. 51 ss.
105. BA, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sans en-tête [juin 1915], p. 26.
106. BA, R901/72655, Margarete Gärtner à Alfons Mumm von Schwarzenstein, Berlin, 30 juin 1915.
107. Jürgen u. Wolfgang von Ungern-Sternberg, *op. cit.*, p. 121.
108. Klaus Epstein, *Matthias Erzberger und das Dilemma der deutschen Demokratie*, Berlin: Annedore Leber, 1962, p. 124.
109. Matthias Erzberger, *Souvenirs de guerre, op. cit.*, pp. 36-37.
110. *Gazette de Lausanne*, 13 octobre 1914.
111. AFS, E27/13893, vol. 1, [Service de renseignement français], Rapport sur la propagande [sic] allemande en Suisse, slnd.
112. Sur le réseau d'espionnage, consulter AFS, E2001(B), vol. 32, *Ausländische Gesandtschaften in der Schweiz, 1917-1919*.
113. Voir Francis Latour, « Un espion du Kaiser au Vatican: l'affaire Gerlach », *Guerre mondiale et conflits contemporains*, N° 232, 2008, pp. 129-141.
114. PA, Bern 1248, Wilhelm von Radowitz à la légation allemande de Berne, Berlin, 24 juin 1915.
115. PA, R122983, Rapport d'Otto Dittmann, Lugano, 26 juillet 1917.
116. Sandra Rossi, *Il Ticino durante la Prima guerra mondiale. Neutralità, questione nazionale e questione economico-sociale*, Université de Zurich: mémoire de licence, 1986, p. 52.
117. Voir Nelly Valsangiacomo, « Une politique de l'apolitisme? Francesco Chiesa et les conférences de la Scuola ticinese di cultura italiana (1918-1939) », in « *Devant le verre d'eau* ». *Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, Lausanne: Antipodes, 2007, pp. 75-89.
118. PA, R122982, Gisbert von Romberg à Wilhelm von Radowitz, Berne, 27 mars 1916. Voir aussi Peter Schubert, *op. cit.*, p. 111.
119. *Gazette de Lausanne*, Correspondance d'Emilio Colombi du 16 juin 1915.
120. *Idem*, Rapport d'Otto Dittmann, Lugano, 4 mars 1916.
121. PA, R122982, Rapport d'Otto Dittmann, Lugano, 26 avril 1916.
122. PA, R122983, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, « Liens avec la presse tessinoise », Berne, 3 août 1917.
123. *L'indépendance de la presse suisse*, Paul Usteri *et al.*, Genève: Éditions Forum, 1921, p. 46.
124. PA, R121002, Dietrich von Bethmann Hollweg au chancelier impérial, Berne, 19 janvier 1918.
125. Cité par Alexis Schwarzenbach, *Die Geborene. Renée Schwarzenbach-Wille und ihre Familie*, Zurich: Scheidegger & Spiess, 2004, p. 117.
126. Voir Daniel Sprecher, « Die Generalwahl vom 3. August 1914 », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, N° 52, 2002, pp. 163-193.
127. Télégramme de Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 21 septembre 1914, cité par Pierre Luciri, *Le prix de la neutralité. La diplomatie secrète de la Suisse en 1914-1915*, Genève: IUHEI, 1976, p. 26.
128. Télégramme de Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 29 septembre 1914, cité par Pierre Luciri, *Le prix de la neutralité... , op. cit.*, p. 25.
129. Lettre d'Ulrich Wille à Arthur Hoffmann, Berne, 20 juillet 1915, citée dans *DDS*, vol. 6, Berne: Benteli, 1981, pp. 242-243.
130. PA, R11405, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 22 août 1915.
131. AFS, E27/13896, Bureau du général au Département militaire fédéral, Berne, 20 novembre 1914.
132. AFS, E27/13834, Ulrich Wille à l'Auditeur de l'Armée, Berne, 17 novembre 1915.
133. Lettre d'Ulrich Wille à Clara Wille, 1^{er} février 1917, citée par Niklaus Meienberg, *Le délire général. L'armée suisse sous influence*, Genève: Zoé, 1988, p. 143.
134. Lettre d'Ulrich Wille à Clara Wille, 4 mars 1918, citée par Niklaus Meienberg, *op. cit.*, p. 154.
135. Lettre d'Ulrich Wille à Clara Wille, 7 novembre 1918, citée par Niklaus Meienberg, *op. cit.*, p. 157.

136. PA, R11405, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 8 mai 1916 (secret).
137. PA, Nachlass Adolf Müller, B. 2, Copie du contrat entre Gisbert von Romberg et Arthur Schöller, Zurich, 7 juin 1915.
138. Sur cette entreprise, voir Alfred Kupferman, « Les débuts de l'offensive morale allemande contre la France (décembre 1914-décembre 1915) », *Revue historique*, janvier-mars 1973, N° 505, pp. 91-114.
139. PA, Nachlass Adolf Müller, B. 2, Rapport d'Arnold Móri concernant Hans Bossard, 25 mars 1919. D'après ce rapport, les entrevues entre Romberg et Paul Meunier puis entre Romberg et le journaliste Ernest Judet avaient lieu au domicile bernois du peintre Hans Bossard. Ce dernier aurait reçu 2,3 millions de francs entre novembre 1914 et mai 1916.
140. Voir p. ex. *Le Confédéré*, 9 mars 1918.
141. Sur cette affaire, consulter AFS, E21/13912, Missbräuchliche Verwendung des schweizerischen diplomatischen Kuriers für Geldtransporte in deutschem Interesse (Affäre Schöller), 1915-1918.
142. Consulter Stephan Winkler, *op. cit.*, pp. 44 ss.
143. AFS, E2001(A), vol. 798, Eugen Grant Duff à Arthur Hoffmann, Berne, 29 juin 1915.
144. Lettre d'Ulrich Wille Jr à Clara Wille, 6 décembre 1914, citée par Alexis Schwarzenbach, « Maman, tu dois lire mon livre » : *Annemarie Schwarzenbach, sa mère et sa grand-mère*, Genève : Métropolis, 2007, p. 91.
145. Télégramme du consul Faber du Faure au chancelier Bethmann Hollweg, Zurich, 6 septembre 1915, cité par Pierre Luciri, *Le prix de la neutralité...*, *op. cit.*, p. 174.
146. Lettre de Fritz Fick à Eduard Blocher, sl., 4 avril 1916, citée par Stephan Winkler, *op. cit.*, p. 45.
147. AFS, E27/13892, vol. 3, Marcel Godet (Bibliothèque nationale) au secrétaire de la section des Affaires étrangères, Berne, 7 janvier 1916.
148. AFS, E27/13800, Plainte de Hans Baur, Wolfgang Börlin, Fritz Fick, Alfred Niedermann, Eduard Blocher, Edgar Schmid, [Stroh?] au D^r Walther Burckhardt (MPF), Zurich, Kaspar-Escher-Haus, Chambre 121, 15 septembre 1915.
149. BA, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sl., [v. juin 1915], p. 7.
150. *Ibid.*, p. 23.
151. Eduard Blocher, *Neutralité belge et neutralité suisse*, Genève : Éditions de L'Indépendance helvétique, 1915.
152. PA, Bern 787, Hermann von Simson à Karl Schubert, Zurich, 12 avril 1916.
153. AFS, E2001(A), vol. 798, Eugen Grant Duff à Arthur Hoffmann, Berne, 29 juin 1915.
154. *Gazette de Lausanne*, « La propagande allemande », 25 août 1915.
155. *Gazette de Lausanne*, « La propagande allemande », 2 septembre 1915.
156. Lettre d'Eduard Blocher à Georg Baumberger, Zurich, 8 février 1915, citée par Stephan Winkler, *op. cit.*, p. 45.
157. Avant-propos de la brochure : H. Meier, *op. cit.*
158. Voir la reproduction d'un versement bancaire ordonné par la Disconto-Gesellschaft, reproduit dans Klaus Urner, *op. cit.*, p. 81.
159. PA, Bern 1262, Franz Guilleaume au comte Franz von Tattenbach, consulat de Zurich, 12 novembre 1916.
160. Stephan Winkler, *op. cit.*, annexe biographique.
161. Emil Steiner, *Wesen und Ursprung der « Stimmen im Sturm »*, Zurich : Orell Füssli, 1916.
162. Jean-Jacques Becker, *L'Europe dans la Grande Guerre*, *op. cit.*, pp. 133-134.
163. John Horne, Alan Kramer, *op. cit.*, pp. 268 ss.
164. *Die Belgischen Aktenstücke über die Entstehung des Weltkriegs 1905-1914*, Auswärtigen Amt (éd.), Berlin : Mittler, 1915.
165. Oliver Janz, *op. cit.*, p. 38.
166. Werner Sombart, *Händler und Helden, patriotische Besinnungen*, Munich : Duncker & Humblot, 1915.
167. Voir *La violation du droit des gens de la part de l'Angleterre et de la France par l'emploi de troupes de couleur sur le théâtre de la guerre en Europa [sic]*, Berlin : Département des affaires étrangères, 1915.

168. Benjamin Gilles, Arndt Weinrich, *Une guerre des images: 1914-1918, France-Allemagne*, Paris: La Martinière, 2014, p. 128.

169. Rudolf Kjellén, *Die Ideen von 1914, Eine weltgeschichtliche Perspektive*, Leipzig: E. Hirzel, 1915.

170. Voir Jeffrey Verhey, *The Spirit of 1914. Militarism, Myth and Mobilization in Germany*, Cambridge: Cambridge University Press, 2000.

171. Voir Stefan Kestler, *op. cit.*, pp. 127 ss.

172. Voir Rémy Porte, « Comment faire plier un neutre? » L'action politique et militaire de la France en Grèce (1915-1917), *Cahiers de la Méditerranée*, N° 81, 2010, pp. 45-62.

173. ARB, Bibliothèque, Émile Waxweiler, Rapport sur une seconde mission, 10-30 novembre 1915.

174. Jacques Kohler, *Où est le vrai péril?*, Lausanne: Librairie Nouvelle de Lausanne, 1917, pp. 19-20.

175. Voir Xénocrate Spiridon Combothecra, *Trois pays garantis: Belgique, Grèce, Suisse*, Genève: A. Kundig, 1917.

176. Voir PA, Bern 1214, Royalistische Propaganda Griechenlands, Unterstützung, 1918-1919. Le dernier versement intervient en mars 1919.

177. PA, R122982, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berlin, 20 novembre 1916.

178. PA, R122983, Note secrète non signée, « Subventions à la presse grecque », Berlin, 17 juin 1917.

179. *L'Écho de Grèce*, 5 juillet 1917.

180. *Idem*.

181. Lettre d'Ulrich Wille à Eugen Bircher, 11 novembre 1916, citée par Daniel Heller, *op. cit.*, p. 51.

182. Lettre d'Ulrich Wille à Eugen Bircher, 5 décembre 1916, citée par Daniel Heller, *op. cit.*, p. 51.

5. VÉNALITÉ ET CONNIVENCE DU MONDE DE LA PRESSE

Donc, appuyant le gouvernement que le peuple s'est donné, et sachant que la boue est de tous les pays, la presse s'abstiendra, en des temps aussi difficiles que ceux que nous traversons, d'enfoncer son bec de plume dans la plaie.

Gustave Bettex, 1916¹

Si tous les produits culturels sont contaminés par la guerre, l'imprimé représente le principal champ d'action des propagandes belligérantes. En 1914, la transmission des informations n'est pas immédiate. Les communiqués de presse ou les articles peuvent réagir dans la journée ou les quarante-huit heures à l'actualité, mais les autres imprimés ont besoin d'un plus long temps de latence pour que leurs effets soient perceptibles. Le « quatrième pouvoir » qu'est devenue la presse au cours du XIX^e siècle constitue dès lors l'arme privilégiée de cette guerre de plumes. En Suisse, cette dernière provoque d'impressionnants effets. L'exportation de journaux helvétiques explose et passe de 2,8 millions d'exemplaires en 1914 à 9,1 millions en 1918, soit une augmentation de 325 %².

Ce sont avant tout les grands titres qui tirent leur épingle du jeu. Les censures belligérantes permettent à la presse suisse de gagner des parts de marché à l'étranger. Même si son impartialité reste très relative, la presse neutre semble offrir des informations moins « formatées » que celles qui circulent dans les États en guerre et qui, au début du conflit, s'apparentent avant tout à du « bourrage de crâne ». Le *Journal de Genève* tire à 10 000 exemplaires environ au début du conflit. Il atteint 45 000 exemplaires en automne 1915, notamment grâce à son extension sur le marché français³. La *Neue Zürcher Zeitung* annonce un tirage de

25 000 exemplaires en 1914 et de 45 000 exemplaires à la fin du conflit⁴. La demande d'informations provoquée par la guerre compense les difficultés de toutes sortes du temps de la mobilisation (manque de personnel, diminution des annonces, cherté du papier...), particulièrement pour les titres qui bénéficient d'une certaine ampleur. La presse d'information est particulièrement favorisée. La *Tribune de Lausanne* passe de 8000 exemplaires en 1913 à 23 000 en 1916, la *Tribune de Genève* passe de 32 000 à 64 000 au cours de la guerre⁵. La petite et moyenne presse est en revanche péjorée par les conditions de guerre. En 1914-1915, quinze journaux doivent réduire leur format, diminuer leurs éditions ou cesser leur activité⁶. La dépendance de ces titres à l'égard de l'étranger, et notamment des agences de presse qui les fournissent en informations, paraît d'autant plus criante.

UNE « AVALANCHE DE PAPIER »⁷ EN SUISSE ALÉMANIQUE

Si la propagande de presse de l'Allemagne en Suisse romande et au Tessin ne parvient à rayonner que sur des titres au tirage plutôt confidentiel, le contexte est bien plus favorable au sein du monde médiatique alémanique, et ce, grâce aux relations commerciales et personnelles tissées entre voisins germanophones dans l'avant-guerre. Deux modèles sont ainsi utilisés pour influencer les quotidiens de Suisse orientale. L'Empire cherche soit à corrompre des titres et prendre le contrôle de leur capital, soit à tirer profit de relations de connivence avec les rédactions et les administrations. L'Allemagne dispose de deux journaux dont elle contrôle la fabrication. Ces « armes de combat » peuvent avoir un discours modéré, comme le *Zürcher Post*, ou vindicatif, tels les *Neue Zürcher Nachrichten*. Il y a ensuite les journaux que l'on peut qualifier de relais « naturels » des idées allemandes, comme la *Berner Tagblatt*, le *Tages-Anzeiger* et une grande partie de la petite et moyenne presse alémanique. Des aides ponctuelles et des facilités diverses sont accordées à ces périodiques, dont les conseils d'administration et les rédactions connaissent une forte proportion d'Allemands ou de Suisses d'origine allemande.



tinyurl.com/jc9pm6a

Pour Edmond Bille, une partie de la presse alémanique (la Berner Tagblatt, le Walliser Bote, les Neue Zürcher Nachrichten et la Thurgauer Zeitung) n'est que la docile vassale du puissant Empire germanique.

L'influence peut encore passer par les agences publicitaires. La firme allemande Rudolf Mosse, qui possède une importante filiale à Zurich, constitue sur ce point la principale courroie de transmission. «La question des annonces est à mon avis aussi importante que celle des nouvelles de propagande»⁸, relève Romberg en janvier 1915, au moment où l'Auswärtiges Amt entre en contact avec le directeur de la firme Rudolf Mosse. Ce dernier effectue alors un voyage commercial à Bâle et Zurich. Une seule preuve de versement a été retrouvée dans les archives : en mars 1917, la firme d'annonces perçoit 10 000 fr. de la part de la légation⁹. Agissant pour le compte du gouvernement, l'entreprise a pu négocier ses contrats publicitaires en échange de compromis journalistiques accordés par les rédactions.

LA PRISE DE CONTRÔLE DU ZÜRICHER POST

Débutant en hiver 1914, l'action de presse la plus ambitieuse est menée dans les coulisses du *Züricher Post*, journal du parti démocrate créé en 1879¹⁰. Il s'agit de la première action médiatique qui s'inscrit sur le long terme. Avec la stabilisation du front occidental, des investissements conséquents sont menés auprès des neutres. À la fin du mois de mars 1915, Berlin s'empare de la majorité du capital du journal zurichois ; 300 000 fr. sont débloqués, dont 175 000 fr. en un versement. Face à l'ampleur de la somme, l'Empire cherche à engager des soutiens privés, car le *Züricher Post* est aussi un journal commercial d'annonces («*Handelszeitung*»). À Essen, le Konzern Krupp reçoit la visite de Hermann von Simson, ancien fondé de pouvoir de cette puissante entreprise métallurgique, sans que les sources indiquent le résultat de cette prise de contact.

Quels sont les arguments mobilisés par Hermann von Simson et la légation pour convaincre Berlin ? Il s'agit premièrement de lutter contre la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), le journal qui bénéficie d'après Romberg du plus fort capital symbolique en Suisse et à l'étranger¹¹. Depuis la fin du XIX^e siècle, la NZZ dispose d'un réseau international de correspondances dans les principales capitales d'Europe. Avec la guerre, elle tire en moyenne à 40 000 exemplaires et compte trois éditions quotidiennes¹². Le 16 août 1914, la NZZ lance un appel à ses lecteurs dans lequel elle plaide pour une stricte impartialité éditoriale, placée sous les intérêts impérieux de

la patrie¹³. Cette position de principe n'est pas une originalité dans le champ médiatique, puisque toutes les feuilles, y compris celles contrôlées par les propagandes, cherchent systématiquement à se couvrir d'intérêts strictement patriotiques. Mais l'appel de la *NZZ* est l'un des rares à être suivis dans les faits¹⁴.

L'engagement au sein du *Züricher Post* est aussi légitimé par la logique de concurrence qui s'installe entre les propagandes belligérantes. Les Allemands ont peur de l'action d'influence exercée par le Royaume-Uni, car le consul général anglais siège au conseil d'administration du *Züricher Post*¹⁵. Or celui-ci, porté par la nouvelle demande d'informations générée par la guerre, cherche à s'agrandir. Simson se tient en contact étroit avec des administrateurs du journal, à savoir Ludwig Rudolf von Salis-Guyer, ancien recteur de l'Université de Bâle, Theodor Vetter, ancien recteur de l'École polytechnique fédérale, ainsi qu'Oskar Wettstein, nouveau conseiller d'État du canton de Zurich. Ce dernier, l'un des défenseurs de la notion de « neutralité morale », vient tout juste de quitter la rédaction en chef du *Züricher Post*, fonction qu'il occupait depuis 1895, suite à sa nomination politique. D'après la légation, le travail qu'il a mené à la tête de la feuille doit permettre à cette dernière de devenir un grand titre du paysage helvétique.

Ces hommes expérimentés font comprendre à Simson qu'ils préféreraient que le journal soit repris par l'Allemagne plutôt que par le Royaume-Uni, car celui-ci aurait déjà proposé une offre. Il n'est pas impossible que les administrateurs suisses aient réalisé un « coup » et fait monter les enchères entre les dispositifs de propagande. Un même soupçon entoure d'ailleurs le rachat de la *Tribune de Genève* par la France en été 1915, car l'investissement français est aussi légitimé par la peur de voir la feuille passer sous le contrôle de l'adversaire (voir *infra*). Dans les deux cas, les journaux rachetés sont déjà acquis à la cause de leurs nouveaux bailleurs de fonds. Dès



tinyurl.com/z4gpkkx

*La une du Züricher Post
du 6 septembre 1914.*

le début du conflit, le *Züricher Post* s'est engagé du côté des Empires centraux, s'en prenant principalement à la responsabilité de la Russie dans le déclenchement de la guerre. L'empire tsariste est le symbole d'une « sous-culture »¹⁶ pour Oskar Wettstein. Quant à la question belge, si le journal reconnaît son « destin tragique », il estime que « la responsabilité du peuple belge et de son gouvernement »¹⁷ est engagée dans l'inva-

sion d'août 1914. En ce qui concerne la *Tribune de Genève*, rappelons la protestation qu'elle publie suite à l'«acte de barbarie»¹⁸ commis par l'Allemagne contre la cathédrale de Reims.

À Zurich, Ludwig von Salis-Guyer engage son nom et sa réputation au profit de l'Allemagne pour garantir le secret de la manœuvre. Le directeur des chemins de fer de la Jungfrau a épousé la fille d'Adolf Guyer, fondateur de cette célèbre ligne ferroviaire ouverte en 1912. Publiquement, seuls des Suisses endossent des responsabilités au sein du journal. Pour exercer son contrôle, la légation bernoise donne ses directives à Robert Haas, banquier allemand établi à Zurich, qui contacte ensuite von Salis-Guyer. Grâce à l'Allemagne, le *Züricher Post* augmente son tirage à deux éditions par jour et les ambitions de cette feuille politique sont revues à la hausse. Le *Züricher Post* bénéficie en outre d'une attention bienveillante de la part de la Commission de censure. Privat-docent en journalisme à l'Université de Zurich et conseiller aux États, Oskar Wettstein fait probablement jouer son réseau d'influence au sein des sphères bernoises. La feuille négocie d'abord un allègement des mesures de censure qui la frappe en Italie en septembre 1915. En août 1918, la rédaction signale ensuite au Conseil fédéral le lancement d'une feuille favorable à l'Entente, les *Schweizer Republikanische Blätter*¹⁹. Dans ses colonnes, le *Züricher Post* n'a de cesse, tout au long du conflit, de dénoncer les menées de la propagande de l'Entente en Suisse, grâce aux informations de première main que lui souffle la légation.

Cette prise de contrôle allemande sur le *Züricher Post* n'a pas été dénoncée durant la guerre. Le service français n'a pas eu vent de l'affaire, puisque son agent Karl Hänggi critique seulement les liens du rédacteur en chef de la feuille, le Suisse Jakob Horner, avec la *Kölnische Zeitung*²⁰. Mais, si la manœuvre allemande constitue un succès logistique, le bilan semble toutefois plus mitigé sur le plan de l'efficacité. Certes, en 1917, Romberg estime que le *Züricher Post*, dont les prises de position partisans restent relativement modérées, a atteint le statut de «grand journal respecté»²¹. En deux ans, environ 350 000 fr. ont été investis dans l'entreprise. Pourtant le tirage reste faible comparativement à la *NZZ*, puisqu'il n'atteint que 8 000 à 10 000 exemplaires. Le journal ne réussit pas à dépasser sa sphère d'influence habituelle, zurichoise, pour atteindre une audience nationale. Surtout, la germanophilie du quotidien provoque une virulente dénonciation de la part du courant

helvétiste. Dans sa conférence de juin 1917, Hermann Schoop attaque lui aussi les liens qu'Horner entretient avec l'Allemagne. Les termes sont vifs : « La véritable tristesse de la chose, c'est que les lecteurs démocrates sont servis d'une telle pitance sans protection et doivent avaler les nombreux articles byzantins (la rédaction en chef du *Zürcher Post* réalise quelque chose de magnifique dans la glorification de sa Majesté Guillaume II). »²² Dans l'immédiat après-guerre, l'helvétiste Ernst Frey attaquera lui aussi les mystérieux bailleurs de fonds de la feuille, sans nommer toutefois le gouvernement allemand. Il estime que l'agence de publicité allemande Rudolf Mosse et un « riche Zurichois », très probablement von Salis-Guyer, effacent son important déficit²³.

L'INACCESSIBLE NEUE ZÜRCHER ZEITUNG

La corruption du *Zürcher Post* démontre l'importance que les autorités allemandes accordent à la *Neue Zürcher Zeitung*. Le rayonnement international et national de cette dernière justifie toutes les convoitises. Ainsi, la propagande allemande s'active tout au long de la guerre pour influencer sur la ligne du journal radical de la Falkenstrasse. Les deux premières semaines du conflit, la *NZZ* manifeste une certaine compréhension à l'encontre de l'invasion allemande de la Belgique, mais la feuille se place rapidement sur une ligne de pacification aussi bien à l'extérieur, entre les puissances, qu'à l'intérieur, entre les cultures nationales²⁴. La modération est de mise et les prises de position marquées des rédacteurs sont rares. La plupart des commentaires sont rédigés par le responsable de la rubrique internationale, l'historien Eduard Fueter. Ce Zurichois s'est révélé, dès l'avant-guerre, très critique à l'encontre de la puissance allemande. En 1912, Fueter remplaçait Jakob Börlin, poussé à la démission suite à des accusations d'accointances trop poussées avec le Reich²⁵. En mai 1914 déjà, le consulat allemand se plaignait de la position de la feuille, jugée trop critique à l'égard de l'Empire.

Dès la fin du mois d'août 1914, les choix éditoriaux de la *NZZ* sont considérés comme nocifs par l'Allemagne, spécialement suite à la condamnation sans appel du comportement des troupes allemandes en Belgique. Dès la fin du mois de septembre 1914, le capitaine Simson fait pression sur la rédaction en chef et menace de censurer le journal zurichois en Allemagne du Sud²⁶.

En avril 1915, une seconde mise en garde intervient contre Eduard Fueter²⁷. La légation conseille à la feuille de modifier sa ligne si elle veut continuer à écouler des numéros outre-Rhin. Pour le rédacteur en chef Walter Bissegger, ce conseil représente une « menace polie »²⁸ et une plainte est adressée au Conseil fédéral. La résistance de la *NZZ* est alors favorisée par son décollage commercial et la création en 1914 de sa propre régie d'annonces. De 1914 à 1918, les entrées financières passent ainsi de 1,5 million à 4,5 millions de francs²⁹.

L'Allemagne ne désarme pas et tente continuellement d'influencer les rédacteurs de la *NZZ*. Responsables de la partie littéraire, Eduard Korrodi et Hans Trog se montrent notamment favorables à l'action de propagande culturelle engagée par le Reich à partir de la fin de l'année 1916³⁰. Quant au correspondant de guerre Paul Willy Bierbaum, un Allemand naturalisé suisse, il publie un ouvrage favorable à la flotte allemande, qui est utilisé par Berlin³¹. Une tentative avortée de manipulation concerne encore le rédacteur Paul Gygax, un membre du groupe NSH de Zurich. En septembre 1916, le journaliste suisse est invité à se rendre en France pour un reportage de longue durée. Il y rencontre le chef de bureau du Ministère des affaires étrangères, Albert Billot. Dès novembre, Simson veut absolument voir Gygax réaliser le même type de voyage en Allemagne : « Gygax est selon moi une personnalité colossale à avoir pour l'extérieur. [...] Si vous le considérez comme une autorité dans son domaine, si vous lui offrez des interviews intéressantes, de sympathiques voyages en auto, de bons déjeuners, alors l'impression qu'il retirera de l'Allemagne sera excellente. »³² Les attentes de Simson pèchent par naïveté car Gygax est alors acquis à la cause de l'Entente. D'ailleurs, les autorités allemandes ne veulent pas d'un homme qu'elles décrivent comme un agent de leur ennemi³³. Simson insiste et prend contact avec le nouveau rédacteur en chef de la *NZZ*, Albert Meyer, pour organiser le voyage de Gygax. Ce dernier indique avoir besoin de repos. Le projet ne va pas plus loin et Gygax donne au printemps 1917 une conférence qui dénonce « l'invasion économique de la Suisse par l'Allemagne »³⁴. Au final, malgré quelques points d'appui, la ligne éditoriale de la *Neue Zürcher Zeitung* a tendance à radicaliser sa critique à l'encontre de l'empire wilhelmien et les intérêts allemands ne bénéficient jamais de la représentation désirée par le dispositif de propagande.

LES NEUE ZÜRCHER NACHRICHTEN, UN PORTE-VOIX CATHOLIQUE

Un second journal zurichois est contrôlé par l'Allemagne. Les *Neue Zürcher Nachrichten*, quotidien catholique dirigé par Georg Baumberger, se trouvent sous l'emprise du bureau Berg³⁵. Le principal contact de l'Allemagne au sein de la rédaction est Eugen Fischer, le référent d'Erzberger pour la presse helvétique. Contrairement à la tactique dissimulatrice suivie avec le *Zürcher Post*, les *Neue Zürcher Nachrichten* se mettent ouvertement, et même avec une certaine hargne, au service de la cause allemande. Toutes les attaques allemandes contre l'Entente, toutes les offensives alémaniques contre la Romandie y sont publiées. Passé l'euphorie des premières victoires, l'effet des *Neue Zürcher Nachrichten* reste limité dans une ville de Zurich dominée par une majorité protestante. Ultramontaines, les *Neue Zürcher Nachrichten* restent peu lues, comme le relève Romberg en janvier 1915³⁶. Seuls les Allemands exilés et les Suisses passionnément germanophiles les consultent. La légation préfère dès lors miser sur le *Zürcher Post* plutôt que sur la feuille de Baumberger. Cette tactique révèle l'imperméabilité interne des structures de propagande, puisque Erzberger n'est pas informé de l'affaire du *Zürcher Post*, concurrent commercial direct des *Neue Zürcher Nachrichten* sur le marché zurichois³⁷.

Le ton des *Neue Zürcher Nachrichten* est régulièrement dénoncé par la presse suisse, et même par la petite presse alémanique, comme la *Neue Bündler Zeitung*. Pour la *Gazette de Lausanne* du 8 mars 1915, le journal représente la «voix officieuse» de l'Allemagne. Le ton conflictuel employé par Georg Baumberger, chef du parti chrétien-social de Zurich, provoque de nombreuses polémiques. La feuille n'hésite pas à publier des attaques contre la Suisse, comme cet article où un Allemand se plaint de l'accaparement par la Suisse de marchandises destinées au Reich³⁸. Georg Baumberger, 60 ans, est un homme de pouvoir. Membre du Parti conservateur populaire suisse, il est conseiller de la Ville de Zurich depuis 1913. Baumberger sert lui aussi d'intermédiaire à Erzberger pour ses relations avec la presse catholique. Le journaliste transmet notamment les télégrammes du bureau Berg à l'Agence télégraphique suisse³⁹.

Les idées défendues par Baumberger se retrouvent dans une conférence qu'il donne à Constance en février 1915. Le journaliste est persuadé que, dans cette guerre, «le droit et la vérité et la culture se situent du côté allemand»⁴⁰. Pour Baumberger, la «sainte mission

du christianisme et de l'Europe» est battue en brèche par des pays qui emploient «des Sénégalais, des Indiens, des Bédouins, des Hindous, des Kalmouks, des Tatares, des Kirghizes et des Mongoles»⁴¹. Le catholique zougois se rapproche alors des *Stimmen im Sturm* du pasteur Blocher. Cet «œcuménisme» se retrouve dans les colonnes des *Neue Zürcher Nachrichten*, qui publient un article du pasteur zurichois Adolf Bolliger au début de 1916. Repris notamment par la *Frankfurter Zeitung*, cet article est diffusé sous forme de brochure par la propagande allemande, qui en édite aussi une version française⁴².

Les rapports des *Neue Zürcher Nachrichten* avec la censure sont houleux. En mars 1915, face à leur ton sans concession, le Conseil fédéral sévit. Arthur Hoffmann était pourtant déjà intervenu personnellement auprès de Baumberger pour qu'il modère ses propos. Le Bureau de presse de l'état-major avait également eu la feuille dans son viseur à plusieurs reprises, sans que cela soit suivi de mesures répressives⁴³. Un article s'en prenant à une brochure officielle de l'armée française met un terme à cette indulgence⁴⁴. Hoffmann explique : «On peut trouver cette [brochure française], objectivement parlant, injuste sur de nombreux points, la décrire comme exagérée, on peut regretter que de tels moyens soient utilisés pour renforcer le moral des troupes [...], mais on doit reconnaître que l'article des *Neue Zürcher Nachrichten* est grossier.»⁴⁵

Le 30 mars, le Conseil fédéral adresse un «sérieux avertissement» à la feuille. Baumberger le publie en première page et en profite pour renouveler sa prise de position. Le 8 avril, le journaliste reçoit le soutien de la *Frankfurter Zeitung*. Saisie par la censure, une carte postale anglaise révèle à l'opposé l'exaspération provoquée par Georg Baumberger auprès des cercles favorables à l'Entente. Une croix de fer est collée au recto de la carte. Elle porte l'inscription «For Kultur». Cette création originale s'adresse au «Héro [*sic*] D^r Baumberger, pour sa vaillante défense des bourreaux kulturistes de notre brave Sœur La Belgique». Elle est l'œuvre d'un «groupe de Suisses ‹Ost- & West-Schweizer» qui ne sont pas SES compatriotes, mais de vrais Suisses.»⁴⁶

Tout au long de la guerre, les *Neue Zürcher Nachrichten* font réagir les autorités. La CFCP



tinyurl.com/hex2860

Adressée d'Angleterre,
cette carte postale est
saisie par la censure
postale à Zurich
le 5 mai 1915.

intervient à deux reprises, suite à une plainte russe (juin 1916) et à une plainte serbe (juin 1918). Quant au Conseil fédéral, une plainte anglaise provoque un second avertissement en décembre 1916. Ces différentes mesures démontrent une certaine indulgence de la part de la censure fédérale, car la feuille de Baumberger ne modère que très peu ses propos. En mars 1918 par exemple, les *Neue Zürcher Nachrichten* – que la presse adverse définit désormais de « clérico-boches »⁴⁷ – mènent une vigoureuse campagne contre le conseiller fédéral genevois Gustave Ador. Pour l'Allemagne, la feuille catholique est une sorte de bras armé sur territoire suisse. La main de fer n'est même pas revêtue d'un gant de velours, puisque le journal zurichois publie notamment une publicité pour le septième emprunt de guerre allemand le 10 novembre 1917. Cette forme de propagande « blanche » a donc avant tout cherché à raffermir les sentiments des plus convaincus et la feuille tire tout de même à 15 000 exemplaires à la fin du conflit⁴⁸. L'Allemagne tire aussi profit des *Neue Zürcher Nachrichten* en direction de sa propre opinion publique, puisque les avis du quotidien sont présentés comme représentatifs de l'opinion alémanique.

LA BERNER TAGBLATT, UN RELAIS « NATUREL »

Pour la propagande allemande, une participation financière n'est pas toujours nécessaire pour diffuser ses messages dans la presse. Grâce aux affinités de leur conseil d'administration et de leur rédaction avec l'Allemagne, certains organes s'engagent volontairement dans la mêlée. La petite et moyenne presse alémanique le fait dans une proportion importante, mais l'abondance des titres régionaux oblige un traitement générique de cette problématique par le biais des agences de dépêches (voir *infra*)⁴⁹. Des titres à grand tirage, comme le *Tages-Anzeiger*, ou des journaux d'importance cantonale, comme la *Berner Tagblatt*, la *St. Galler Tagblatt*, l'*Ostschweiz* (Saint-Gall) ou le *Vaterland* (Lucerne), suivent eux aussi consciencieusement une ligne germanophile. Les difficultés sont en revanche grandes pour l'Allemagne au sein du champ médiatique opposé à ces organes bourgeois : la presse socialiste alémanique se révèle très hermétique. Dès l'entrée en guerre, le *Berner Tagwacht* de Robert Grimm suit une ligne défavorable à l'empire wilhelmien, avant d'être rejoint en été 1915 par le *Volksrecht* de Zurich. Ce quotidien remplace alors son rédacteur en chef, jugé

trop conciliant à l'égard de l'Empire, par Ernst Nobs, qui défend le rôle internationaliste du socialisme et s'oppose à l'Allemagne⁵⁰.

La *Berner Tagblatt* est un cas d'étude exemplaire d'organe germanophile. Elle est très rapidement moquée par ses adversaires, qui adaptent son titre en « *Ber(lin)er Tagblatt* »⁵¹. En janvier 1915, Romberg reconnaît les services rendus par la feuille bernoise depuis le début de la guerre⁵². Feuille d'importance moyenne, libérale-conservatrice, la *Berner Tagblatt* tire à 12 000 exemplaires et s'adresse à la bourgeoisie protestante de Berne⁵³. La rubrique internationale est tenue par un Allemand, Gustav Eberlein, établi en Suisse depuis 1913. Ses articles lui ouvrent les portes du front allemand. En 1915, il est correspondant de guerre pour neuf feuilles alémaniques et tire un livre illustré de cette expérience, *Deutschland im Kriege*, publié par Orell Füssli. Ce beau livre est ensuite récupéré par l'Allemagne pour sa propagande extérieure en Suède et au Danemark. Deux traductions de 500 exemplaires sont commandées⁵⁴. Très souvent, les champs médiatique et littéraire s'alimentent mutuellement.

Dans un rapport allemand de 1917, Eberlein juge l'action de la *Berner Tagblatt* comme l'une « des plus importantes, puisque c'est la seule qui puisse être, à la frontière linguistique, un bastion contre l'influence occidentale. » Eberlein explique vouloir continuer à servir la propagande allemande, « et qui plus est la plus efficace : celle sur sol neutre [...] »⁵⁵. Au sein de la *Berner Tagblatt*, le journaliste peut compter sur deux soutiens indigènes, l'entrepreneur Friedrich von Tschärner et l'écrivain Rudolf von Tavel. Avant-guerre, von Tschärner a servi dans le troisième régiment de la garde des Uhlans en Prusse. Marié à une aristocrate allemande, il préside le conseil d'administration de la *Berner Tagblatt* de 1914 à 1921. Ses liens avec l'Allemagne sont extrêmement forts et le patricien bernois organise notamment un grand banquet en l'honneur des diplomates austro-allemands pour célébrer les succès militaires des Empires centraux à l'est⁵⁶. Quant à Rudolf von Tavel, il s'est fait connaître pour ses écrits célébrant le patriarcat bernois d'Ancien Régime. En octobre 1914, le lieutenant Tavel s'engage dans le débat national et publie une courte adresse « aux Confédérés welsches »⁵⁷, qu'il reprend d'un article de la *Berner Tagblatt*. Faisant référence au cas belge, le Bernois estime que les Alémaniques ont le droit de dire leur fait à des Romands trop expansifs. Suite à cet article, Carl Spitteler appelle à une réunion

de la Société des écrivains suisses (SES) et de l'Association de la presse suisse. Sa réaction annonce sa célèbre conférence de décembre 1914.

Rudolf von Tavel est au centre d'une affaire qui secoue à nouveau la SES au printemps 1915. Dans la *Berner Tagblatt* du 1^{er} mai 1915, il s'en prend une nouvelle fois aux élites francophiles, ce qui met un terme précoce à sa fonction de président de la SES. Tavel est poussé à la démission le 8 mai suite à une dénonciation de Philippe Godet. Pour éviter que l'affaire Zahn ne se répète, la démission de Tavel est étouffée. La SES indique que l'écrivain bernois n'a pas voulu accéder à la présidence⁵⁸. Spécialiste du « feuilleton », Rudolf von Tavel finit par quitter la rédaction de la *Berner Tagblatt* le 30 novembre 1915⁵⁹. Son successeur Hermann Aellen était jusque-là le rédacteur de la germanophile *Tessiner Zeitung*. Rudolf von Tavel s'engage alors pleinement au service de la cause allemande. Il dirige la Zentralhilfsstelle für Kriegsgefangene, plus connue sous le nom de Pro Captivis, créée en décembre 1915 à Berne sous la dépendance formelle de la Croix-Rouge suisse. Les femmes de Rudolf von Tavel et Friedrich von Tscharnern mais aussi celle de Theophil Sprecher s'y activent en faveur des prisonniers de guerre allemands.

Le 7 décembre 1915, un article de la *Berner Tagblatt* provoque une polémique importante: il accuse les Belges et les Serbes d'être responsables de leur sort pour ne pas avoir su trouver les bons alliés, contrairement aux Bulgares. La Commission de censure aimerait une mesure exemplaire contre la feuille bernoise de la part du Conseil fédéral, ce qui permettrait d'égaliser les mesures répressives entre les régions linguistiques. Deux interventions pour des prises de position similaires – mais favorables à l'Entente – ont été décidées au printemps à l'encontre de la *Gazette de Lausanne* et de la *Gazetta Ticinese*⁶⁰. Pourtant, le Conseil fédéral se refuse à avertir la *Berner Tagblatt*, ce qui renforce encore les suspicions latines de partialité de la censure fédérale.



tinyurl.com/jzknrcg

Cette caricature romande de L'Arbalète moque la proximité de la *Berner Tagblatt* avec l'armée allemande.

Jusqu'en 1918, l'institution allemande de propagande se contente de favoriser la ligne éditoriale de la *Berner Tagblatt*. Eberlein, Tscharnern ou von Tavel s'engagent pour les Empires centraux par idéal et en réaction aux menées ententophiles

romandes. Toutes les impulsions de la légation ont été reprises avec une « aimable compréhension »⁶¹, d'après les termes de Romberg. Un soutien financier est proposé à plusieurs reprises, mais « les cercles bernois qui sont derrière la feuille ont préféré éviter une aide étrangère [...] »⁶². Une seule aide directe est répertoriée dans les archives. En janvier 1918, face aux difficultés d'approvisionnement de papier, l'Allemagne accepte de fournir un important stock de 600 kg à la feuille bernoise⁶³. Dans l'espace médiatique francophone, les relations de connivence sont tout aussi fortes entre certains titres romands et l'Entente. La francophilie radicale du *Démocrate* à Delémont bénéficie des liens privilégiés de la rédaction avec le Ministère de la guerre français. Après une première tentative de rachat en 1915, l'Entente s'assure finalement le contrôle du capital de la feuille en juin 1918⁶⁴.

L'ALIGNEMENT DU *TAGES-ANZEIGER*

La grande presse d'information n'échappe pas à l'esprit tumultueux du temps et le *Tages-Anzeiger für die Stadt und Kanton Zürich* devient un puissant relais bénévole de germanophilie. Le journal est en mains allemandes depuis sa fondation en 1893 par le groupe de presse de Wilhelm Girardet, basé à Essen. À Zurich, le Suisse Fritz Walz, né à Nuremberg et marié à une Allemande, gère l'entreprise aux côtés d'un Allemand, Otto Coninx, gendre de Girardet. Depuis 1912, la Société anonyme Girardet, Walz & Co. gère le *Tages-Anzeiger*. Ce groupe propose aux Zurichois une presse dite d'information, en opposition à la presse dite politique ou d'opinion. L'importance du *Tages-Anzeiger* pour la cause allemande est relevée à plusieurs reprises par la diplomatie berlinoise. L'organe imprimé sur les bords de la Sihl possède le plus fort tirage de Suisse : 80 000 exemplaires quotidiens en 1916, 85 000 à la fin du conflit⁶⁵. Le journal illustre bien les phénomènes de massification, de commercialisation et de diversification de la presse à l'œuvre depuis la fin du XIX^e siècle. Sans couleur politique et fortement ancré dans l'information locale, le *Tages-Anzeiger* insère de nouvelles rubriques familiales dans ses colonnes et s'adresse aussi bien au lectorat masculin que féminin⁶⁶.

L'origine allemande des administrateurs explique que le quotidien, malgré ses déclarations d'objectivité éditoriale, défende en creux les intérêts germaniques. Fritz Walz et Otto Coninx sont

alors très proches des diplomates allemands. Les deux hommes servent de prête-noms pour la création d'une agence de presse d'apparence suisse, la Schweizerische Press-Telegraph, en juin 1916 (voir *infra*). Les articles gardent tout au long de la guerre une certaine mesure de ton et la censure ne prend aucune mesure contre le *Tages-Anzeiger*. Un seul cas litigieux survient en septembre 1917, suite à deux articles d'Adolf Bolliger⁶⁷. Ces textes sont repris dans une brochure éditée à 15 000 exemplaires par Ernst Finckh à Bâle, une maison qui gravite dans l'orbite du dispositif allemand de propagande. Pasteur du Neumünster, Bolliger y défend une ligne jusqu'au-boutiste et s'en prend à «l'ennemi intérieur allemand», celui qui désirerait une paix de conciliation contre le «peuple héroïque». «Je vis comme auparavant dans la certitude que l'Allemagne gagnera, si elle veut gagner»⁶⁸, s'enhardit Bolliger. Outrés, des citoyens zurichois adressent une plainte au Département politique. La Commission de censure regrette la prise de position unilatérale de Bolliger, mais elle estime qu'elle ne peut intervenir contre un article dont le ton reste «modéré»⁶⁹. L'argument de la CFCP est le suivant : comme elle ne peut tracer les limites de ce qui peut être dit ou non sur le conflit, la Commission fonde ses décisions sur les termes employés pour le dire.

En Suisse romande, le *Tages-Anzeiger* a un pendant et un modèle, la *Tribune de Genève*, l'organe pionnier de la presse d'information en Suisse, qui tire à cinq éditions par jour. Dès le début du conflit, le journal suit une ligne francophile. En été 1915, il passe sous le contrôle direct de la France. Voyant dans la *Tribune de Genève* une place intéressante pour le commerce d'exportation, le consul Pascal d'Aix télégraphie : «J'ai la conviction profonde que ce serait une faute véritable de ne pas essayer acheter important journal qui tire à 60 000 environ qui a une action considérable sur l'opinion alors surtout que l'opération serait rémunératrice et susceptible même de devenir excellente affaire financière.»⁷⁰

Le sénateur Placide Astier est alors envoyé à Genève pour représenter un prétendu groupe d'investissement français. Plus de 900 000 fr. sont débloqués pour prendre le contrôle de la majorité du capital. «Il est indispensable en outre que l'opération reste entourée du plus grand mystère et que au moins pendant un certain temps personne ni en Suisse ni en France ne se doute que la *Tribune de Genève* aura changé de propriétaire», télégraphie Pascal

d'Aix⁷¹. Cet investissement s'inscrit dans un contexte particulier de méfiance romande à l'égard du pouvoir fédéral. Les différentes affaires de censure et la réaction fédérale au tumulte de Fribourg ont laissé des traces. Mais l'engagement français se légitime surtout par la crainte de voir la feuille reprise par la société Haasenstein & Vogler, basée à Genève. Cette entreprise « serait le prête-nom d'un groupe autrichien allemand »⁷², indique le consul français. Cette croyance semble infondée et résulte probablement de l'intérêt que manifeste alors le dispositif allemand de propagande pour le rachat d'un grand titre romand (voir chap. 12). Au demeurant, la succursale helvétique de la firme allemande Haasenstein & Vogler a pris son indépendance dès l'avant-guerre vis-à-vis de la maison mère berlinoise. En janvier 1916, l'entreprise change d'ailleurs de nom et opte pour une appellation plus latine, *Publicitas*⁷³.

Sous ses aspects apolitiques, l'information fournie par la *Tribune de Genève* est aussi tendancieuse que celle du *Tages-Anzeiger*. De juin à août 1915, les manchettes de la feuille genevoise ne concèdent que trois victoires à l'Allemagne en Russie, alors que cette dernière a perdu 274 000 km²⁷⁴. Cette façon de faire est à mettre en rapport avec l'information partielle fournie par le *Tages-Anzeiger* dans sa couverture de l'invasion de la Belgique, à la fois tardive et relayant pleinement le point de vue du gouvernement allemand.

À LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE

Si les petits journaux sont pointés du doigt pour leur manque d'impartialité dans le traitement de l'information, la grande presse alémanique n'échappe pas à l'onde de choc provoquée par cette guerre de l'information. Les *Basler Nachrichten*, la *Basler National-Zeitung* et le *Bund* tentent de suivre une ligne pondérée entre les puissances, non sans subir directement l'influence de leurs connexions étrangères.

L'évolution des *Basler Nachrichten*, journal libéral-conservateur, donne une bonne illustration du phénomène. Au début de la guerre, la feuille adopte un point de vue favorable au Reich. Ses sources internationales dépendent fortement d'agences liées à l'Allemagne. L'historien Hermann Bächtold publie notamment une série d'articles où il défend l'idée d'une guerre causée par « l'encerclement » inique de l'Allemagne⁷⁵. Quant au responsable

des *Basler Nachrichten*, le pasteur Otto Zellweger, il est cité parmi les hommes de confiance du professeur Richard Woltereck, membre de la légation allemande⁷⁶. Ce dernier désigne Zellweger comme faisant partie du cercle des *Stimmen im Sturm*. Enfin, les articles militaires sont marqués d'un sceau germanophile: le lieutenant-colonel Karl Tanner est reporter de guerre sur le front oriental en 1915-1916, le major Paul Guggisberg sur le front occidental et le colonel Karl Egli sur le front autrichien en 1917⁷⁷. Ce dernier est l'un des deux hauts gradés impliqués dans l'affaire des colonels. Démis de ses fonctions militaires, Egli reprend une activité de journaliste au sein de la rédaction bâloise en mai 1916, qu'il poursuit jusqu'à la fin de la guerre. Originaire de Zurich, né en Allemagne, ce libraire de formation est en parallèle privat-docent en sciences militaires à l'Université de Bâle. Une compilation de ses articles pour les *Basler Nachrichten* paraît au printemps 1917. Elle est récupérée par la propagande allemande, qui la diffuse en Scandinavie. La ZFA relève au sujet de cette œuvre: «Le fait qu'elle paraisse dans une maison d'édition suisse et non allemande approfondira son effet de propagande auprès de beaucoup de neutres et non seulement en Suisse.»⁷⁸

La diplomatie allemande n'est pas la seule à convoiter la feuille bâloise. L'Entente parvient aussi à placer ses pions. L'Alsacien Gabriel Darquet est installé dans la rédaction par l'ambassadeur Beau, avant que Julian Grande, un agent de la propagande britannique, devienne un collaborateur épisodique du journal⁷⁹. Pourtant, malgré ces différentes immixtions, les *Basler Nachrichten* conservent une ligne qui se veut patriotique. Le journal dénonce, en novembre 1914 déjà, l'apparence suisse de l'*Illustrierter Kriegskurier*, avant d'engager une polémique avec la *Süddeutsche Zeitung*⁸⁰. Albert Oeri, le responsable de la rubrique internationale, parvient, semble-t-il, à garder une relative indépendance de ton. Il faudrait affiner cette analyse par une étude systématique de ce quotidien, qui tire à 11 000 exemplaires à la fin du conflit⁸¹.

À Berne, le *Bund* est lui aussi la cible de sollicitations étrangères. Organe radical-démocrate, le journal est considéré par beaucoup d'observateurs comme le porte-voix officieux du Conseil fédéral. Son rédacteur en chef est l'influent conseiller national Michael Bühler, privat-docent en journalisme à l'Université de Berne. D'août 1914 à mars 1915, le compte rendu militaire du *Bund* est rédigé par Hermann Stegemann, un quadragénaire allemand

naturalisé suisse en 1901. L'écrivain et journaliste offre une tribune favorable à la cause allemande sous couvert de commentaire purement stratégique. Entré à la rédaction littéraire du journal bernois en 1911, Stegemann rédige dès le début des hostilités la rubrique «*Zur Kriegslage*», publiée en première page et dont la renommée intéresse rapidement les autorités allemandes. La presse allemande, comme la *Frankfurter Zeitung*, estime que ces chroniques sont parfaitement objectives, puisqu'elles émanent d'un journal proche du gouvernement suisse⁸². Avec la nouvelle demande provoquée par la guerre, notamment en Allemagne, le *Bund* atteint le tirage honorable de 45 000 exemplaires, alors qu'il comptait 28 000 exemplaires quotidiens au début du conflit⁸³. Si l'on se fie à ses mémoires, Stegemann publie sa chronique de manière anonyme jusqu'en décembre 1914, avant de devoir l'assumer pleinement sous la pression d'opposants antiallemands⁸⁴. Le journaliste est alors connu sous le pseudonyme de «*Strategemann*»⁸⁵ et l'agence Wolff le cite volontiers. Stegemann a ses entrées dans les plus hautes sphères du pouvoir, aussi bien en Suisse qu'en Allemagne. Lorsque le *Bund* et le *Journal de Genève* publient un rapport critique à l'encontre du traitement des prisonniers de guerre français en Allemagne, Stegemann et l'attaché militaire allemand obtiennent l'intervention bienveillante et médiatrice de Wille, de Sprecher et d'Arthur Hoffmann contre ces «*dérappages*»⁸⁶.

En mars 1915, Stegemann quitte la rédaction du *Bund* pour s'engager de façon plus directe au service de l'Allemagne. À la fin de mai 1915, le chancelier Bethmann Hollweg le remercie notamment pour ses «*sympathiques propositions d'utilisation de ses nouvelles et de ses liens avec les événements italiens*»⁸⁷. Stegemann effectue alors de fréquents voyages entre Berlin et la Suisse et continue à publier ses chroniques militaires dans le *Bund*. Au cours du conflit, 600 textes sont rédigés. Proche de l'état-major allemand et de l'*Auswärtiges Amt*, l'écrivain s'affaire alors à une histoire militaire de la guerre, qui est publiée en Allemagne de 1917 à 1921. Le premier volume de cette grande œuvre est traduit en français et édité par la librairie Wyss de Berne, ce qui laisse supposer une intervention directe de la diplomatie allemande⁸⁸. Stegemann est alors l'un des auteurs les plus lus en Allemagne. Un million d'exemplaires des deux premiers volumes de son *Histoire de la guerre mondiale* sont imprimés avant la fin du conflit⁸⁹.

Au printemps 1917, Stegemann est pressenti pour prendre la tête de la nouvelle chaire de sciences militaires de l'Université de Berne. La direction académique reçoit les préavis positifs du général Wille et de Theophil Sprecher, mais le Conseil d'État bernois refuse une nomination qu'il juge trop marquée politiquement. Cette affaire permet à la presse romande de dénoncer une nouvelle fois la « pénétration pacifique » des chaires helvétiques par les professeurs allemands. « Attendons-nous à voir, à bref délai, et si nous n'y mettons ordre, créer des « chaires de propagande allemande » dans nos universités ! »⁹⁰ menace *L'Impartial*. Le journal neuchâtelois se moque en outre des qualités supposées de Stegemann : « Stegemann est connu – au moins chez les lecteurs du *« Bund »* – pour un théoricien incomparable de la retraite stratégique, élastique, artistique, tactique, classique, mirifique, fantastique et décampique. »⁹¹

Du côté de la Suisse romande, l'action journalistique de Stegemann se rapproche de celles d'Édouard Secretan et Fernand Feyler. Ces deux rédacteurs militaires de la *Gazette de Lausanne* et du *Journal de Genève* ont des contacts privilégiés avec l'attaché militaire français. Ils reçoivent une documentation « d'une rigoureuse exactitude »⁹² de la part du colonel Pageot. Réfléchissant à son action de presse, ce dernier constate d'ailleurs : « Dans la presse alémanique, les Allemands ont tous les avantages que nous avons nous-mêmes dans la presse romande. Dans ces conditions, la lutte est difficile et la propagande plus délicate. »⁹³ En 1916, la collusion entre la France et la presse romande est vivement dénoncée par Romain Rolland, alors que ses articles ne sont plus acceptés par le *Journal de Genève* : « Sous couleur de neutralité, cette feuille [*Journal de Genève*] se fait la pourvoyeuse de l'abattoir, la rabat-teuse de la tuerie. Plus acharnée et plus haineuse que les journaux français, avec hypocrisie, elle dénature chaque jour les faits de guerre, entretient les illusions et les mensonges meurtriers, et par la plume d'Albert Bonnard et de Feyler, sert aux basses œuvres de Poincaré et de sa bande. »⁹⁴

UNE INGÉRENCE MÉDIATIQUE TOUS AZIMUTS

Dans leurs actions d'influence, les propagandistes ont travaillé sur le capital d'un journal ou ses rédacteurs. Les relations personnelles sont toutefois trop diffuses pour être analysées de façon exhaustive.

Les invitations à visiter le front, les « conférences de presse » officielles tenues à Berlin pour les journalistes des pays neutres, les pots-de-vin occasionnels ou les contacts amicaux sont autant de possibilités d'influence, discrètes et difficilement saisissables. Pour Romberg, ces « contacts personnels » sont considérés comme l'activité la « plus importante et la plus chronophage » au sein de la division de presse. Le légat ajoute : « Les relations sont très variées et demandent la plupart du temps une touche personnelle. Et les relations sont très souvent accomplies à l'aide d'une tierce personne. »⁹⁵ Faisant référence à ce type d'action amicale, Georges Wagnière constate de son côté que « le journaliste est conduit par la main dans le chemin de la vérité officielle, le plus doucement du monde »⁹⁶. Le directeur du *Journal de Genève* a pu lui-même en faire l'expérience. Wagnière s'est rendu sur le front occidental en novembre 1914 grâce au laissez-passer accordé opportunément par l'état-major français. Du côté allemand, après deux années de guerre, la ZFA a organisé treize voyages sur le front et à l'arrière pour environ 70 journalistes étrangers⁹⁷. En juin 1915, le premier voyage de ce type implique seize journalistes issus de pays neutres, dont les plumes sont connues pour être favorables à l'Allemagne. Ces reporters, que l'on qualifierait aujourd'hui d'« embarqués », assistent à des scènes soigneusement préparées.

Ces multiples interactions entre le champ médiatique helvétique et l'étranger sont dénoncées tout au long de la guerre par le courant helvétiste. Ernst Frey rédige en été 1918 un rapport très instructif pour le compte du comité de presse du groupe NSH de Davos. Il constate que les belligérants mobilisent trois angles d'attaques financiers sur la presse suisse. Les pressions sur la rédaction peuvent provenir des publicitaires, des magnats locaux ou des propriétaires⁹⁸. Après-guerre, l'helvétiste Hermann Schoop estime lui aussi que tout travail de presse revient à une prise en main des intérêts économiques d'un journal : « De puissantes associations d'intérêt étaient représentées durant la guerre dans les conseils d'administration de certaines feuilles par d'importantes personnalités politiques ; et ils décidaient des lignes directrices de ces rédactions concernant les affaires extérieures. »⁹⁹

Si de nombreuses voix dénoncent l'influence étrangère sur la presse suisse, les accusations réciproques de corruption entre francophiles et germanophiles ont aussi contribué à opacifier la situation. Pour les contemporains, démêler l'accusation fondée de la

calomnie vengeresse n'est pas chose aisée. L'Association de la presse suisse se refuse ainsi à accorder du crédit aux multiples bruits faisant état de subventionnements massifs de la part des belligérants. Un communiqué qu'elle publie le 4 novembre 1916 précise :

Le comité de l'Association de la presse suisse a été sollicité de divers côtés d'ouvrir une enquête sur les suspicions de vénalité dont les journaux de notre pays ont été l'objet récemment. Dans les débats des Parlements étrangers sur les fonds secrets, ou dans des informations d'agences étrangères, il a été allégué que l'or français aurait coulé dans la Suisse romande et que la presse de la Suisse allemande aurait reçu d'outre-Rhin une somme importante.

Le comité de l'APS a constaté qu'il ne s'agit là que de vagues insinuations, de racontars fantaisistes et non d'accusations précises. Ceux qui ont mis ces bruits en circulation n'ont fourni aucun semblant de preuve. Invités à citer des faits, ils se sont dérobés.¹⁰⁰

Les informations récoltées sur les subventions de propagande contrastent avec cette déclaration. Le tableau ci-dessous donne une idée de l'extension prise par le travail médiatique mené par les belligérants en Suisse, en se fondant sur la littérature existante et les révélations des fonds berlinois.

Les engagements de presse de l'Entente et des Empires centraux en Suisse

Date	Action	Pays
Août 1914	Lancement de <i>La Dépêche suisse</i> , qui devient <i>Le Nouvelliste</i> , Genève	Allemagne
Automne 1914	Contrôle des <i>Neue Zürcher Nachrichten</i> par le Bureau Erzberger	Allemagne
Octobre 1914	Lancement de <i>La Guerre européenne illustrée</i> à Lausanne	France
Novembre 1914	Soutien à <i>Das neue Europa</i>	Autriche*
Janvier 1915	Soutien logistique aux numéros spéciaux des <i>Cahiers vaudois</i> , Lausanne	France
Mars 1915	Prise de contrôle du capital du <i>Züricher Post</i>	Allemagne
Avril 1915	Aide à la <i>Revue politique internationale</i> de Felix Valyi, à Lausanne	Allemagne
Avril 1915	Prise de contact avec Jean Debrit et <i>La Guerre mondiale</i> , Genève	Allemagne
Avril 1915	Création de <i>L'Indépendance helvétique</i> à Genève	Empires centraux

Date	Action	Pays
Mai 1915	Création de <i>Mars</i> , hebdomadaire illustré à Bâle	Entente
Juin 1915	Création d'une coopérative d'édition à Zurich (Kurier-Verlag) pour l'édition de l' <i>Illustrierter Kriegs-Kurier</i>	Allemagne
Juin 1915	Subvention de la revue <i>L'Ukraine</i> à Lausanne	Allemagne
Juin 1915	Lancement de la revue littéraire <i>Das französische Buch</i> à Bâle	France
Été 1915	Prise de contrôle du capital de la <i>Tribune de Genève</i>	France
Octobre 1915	Création de <i>La Svizzera</i> , Locarno	Empires centraux
v. 1916	Création de la <i>Correspondance politique de l'Europe centrale</i> , Zurich	Allemagne
Janvier 1916	Soutien à <i>Pro Lithuania</i> de J. Gabrys	Allemagne
Février 1916	Contact avec <i>La Belgique indépendante</i> à Genève	Allemagne
Mai 1916	Lancement de <i>La Serbie</i> à Genève	Serbie
Juin 1916	Lancement de <i>Hellin</i> à Zurich	Grèce (royaliste)
Juillet 1916	Lancement de la <i>Deutsche Internierten-Zeitung</i> , Berne	Allemagne
Août 1916	Soutien au <i>Journal des Hellènes</i> , Genève	France*
Octobre 1916	Création du <i>Journal des Internés français</i> à Berne	France
Novembre 1916	Subvention à la <i>Revue suisse d'exportation</i> , trilingue	Royaume-Uni
v. 1917	Action d'influence sur le comité des <i>Schweizerische Sonntagsblätter</i> , Zurich	Allemagne
Janvier 1917	Subvention au <i>Bulletin juif</i> à Lausanne	Allemagne
Avril 1917	Lancement de la <i>Freie Zeitung</i>	Entente*
Avril 1917	Création des <i>Chroniques italiennes</i> à Genève	Italie*
Avril 1917	Lancement de la revue <i>Ujedinjenje</i> à Genève	Serbie
Mai 1917	Soutien pour la relance de <i>demain</i> à Genève	Allemagne
Mai 1917	Subventionnement de <i>L'Écho de Grèce</i> , Genève	Allemagne
Mai 1917	Lancement de la <i>Nouvelle Internationale</i> à Genève	Bolcheviques russes
Mai 1917	Création du <i>British Interned Magazine</i> à Vevey	Royaume-Uni
Juin 1917	Création de <i>La Nation</i> à Genève	Allemagne
Juin 1917	Création du <i>Courrier serbe</i> , Genève (<i>Srpski List</i> en serbe)	Serbie
Juillet 1917	Lancement de <i>L'Après-Guerre</i> , organe Suisse-Entente de défense industrielle et commerciale à Lausanne	Entente
Juillet 1917	Lancement du mensuel <i>La guerre en...</i> à Berne (Ferd. Wyss)	Allemagne

Date	Action	Pays
Juillet 1917	Lancement des <i>Schweizerische Republikanische Blätter</i> à Saint-Gall	Entente*
Juillet 1917	Création de la revue <i>Yugoslavie</i> à Genève	Serbie
Août 1917	Lancement de <i>La Feuille</i> à Genève	Allemagne
Août 1917	Soutien au lancement de <i>Das freie Wort</i> à Büllach	Allemagne
Septembre 1917	Lancement de <i>Paris-Genève</i> à Genève	Allemagne
Septembre 1917	Création des <i>Pagine italiana</i> par l'Institut italien de Zurich	Italie*
Octobre 1917	Lancement du <i>Mois illustré – Rivista illustrata – Illustrierte Rundschau</i> , Zurich	Royaume-Uni
Octobre 1917	Relance de <i>L'Impartial vaudois</i> à Lausanne	Allemagne
Décembre 1917	Lancement du mensuel <i>La Guerre en...</i> à Genève (Atar)	Royaume-Uni
v. 1918	Lancement de <i>Kriegsstudien</i> chez Payot à Lausanne	France
Avril 1918	Achat de la <i>Schweizerisches Familien-Wochenblatt</i>	Entente*
Avril 1918	Stock de papier offert à la <i>Berner Tagblatt</i>	Allemagne
Mai 1918	Lancement de la <i>Correspondance balkanique</i> à Berne	Bulgarie
Juin 1918	Achat du <i>Démocrate</i> à Delémont	Entente
Juillet 1918	Rachat du <i>Tessiner Zeitung</i> , Locarno	Entente*
Août 1918	Création du <i>Beffroi, bulletin pour les internés et la communauté belge</i> à Lausanne	Belgique
Novembre 1918	Soutien à la <i>Revue de la Presse</i> , Genève	Allemagne
(1917-1918)	Subvention à <i>L'Aube</i> à Lausanne	Allemagne
(1917-1918)	Subvention aux <i>Tablettes</i> à Genève	Allemagne
(1917-1918)	Création de <i>La Paix/Pace</i> à Zurich	Allemagne
s.d.	Subvention au <i>Alte und Neue Welt</i> , illustré catholique d'Einsiedeln	Allemagne
s.d.	Subvention pour la revue bâloise <i>Industrie und Welthandel</i>	Allemagne

* Ces exemples sont tirés de dénonciations du camp adverse et donc sujets à caution.

LES AGENCES, NERF DE LA GUERRE D'INFORMATION

La ligne d'un journal ne dépend pas uniquement des choix éditoriaux de ses concepteurs. Ces derniers sont également soumis à l'information « brute » qui leur est fournie par les différentes agences de presse. Dans la petite presse, il est rare que les dépêches des agences soient complétées par un commentaire critique. Karl Hänggi se moque par exemple de la propension des feuilles locales à travailler avant tout à l'aide de ciseaux : « Les grands journaux sont habillés à l'allemande sur mesure ; les petits se contentent de

l'article de « confection ». »¹⁰¹ Pour Hermann Schoop, « la petite presse se trouve presque sans défense face à cette propagande superbement organisée »¹⁰². Quant à André Oltramare, il remarque que ces petites feuilles puisent dans les quotidiens étrangers « sans bourse délier leurs informations... et leurs inspirations »¹⁰³. Le contrôle des filières de fourniture de dépêches représente donc un enjeu important pour les structures de propagande. Il permet de faire passer une information contrôlée, d'apparence parfaitement factuelle, à la presse quotidienne. Ainsi, lorsque la *Roschacher Zeitung* reprend une information discutable de l'agence allemande Wolff, selon laquelle un navire britannique aurait détourné un drapeau suisse pour s'attaquer à un sous-marin allemand, la feuille n'exprime aucune prise de distance critique et commente : « La justesse de cette nouvelle, étant donné la fiabilité du bureau Wolff, ne peut être mise en doute. »¹⁰⁴

Les télégrammes ne sont d'ailleurs pas seulement transmis au public par la presse et peuvent aussi être placés dans l'espace public pour informer les passants (dans les kiosques, dans les vitrines de magasins, aux arrêts de trams...). En avril 1915, l'utilisation de cette méthode d'information par l'Empire à Bâle intéresse le Département politique. Hoffmann aimerait alors saisir toute information qui ne relèverait pas d'un journal suisse. Le conseiller fédéral écrit à la police bâloise : « Il est maintenant à prévoir, dans cette lutte actuelle pour l'influence de l'opinion publique, que les autres agences comme Havas, Reuters et autres vont très bientôt essayer d'utiliser cette occasion en leur faveur, après quoi elles chercheront toutes à surenchérir de la manière la plus désagréable. »¹⁰⁵

LA MOBILISATION DES AGENCES OFFICIEUSES

Les agences internationales de télégraphe fournissent des dépêches selon les dispositions contractuelles conclues avec l'Agence télégraphique suisse (ATS). Nées avec les techniques de la communication de masse, dont la télégraphie sans fil (1837), les agences de presse se sont développées dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Dès 1870, le terrain européen est quadrillé par un cartel d'entreprises nationales étroitement liées aux impérialismes : Havas pour la France, Wolffs Telegraphisches Bureau pour l'Allemagne et Reuters pour la Grande-Bretagne, bientôt rejointes par l'Associated Press pour les États-Unis, le Korrespondenz

Bureau pour l'Autriche, Stefani pour l'Italie et Westnik pour la Russie. Dans un souci d'autonomisation, la presse suisse s'est dotée de sa propre coopérative nationale en 1894, l'ATS, qui dispose rapidement du monopole de la diffusion des nouvelles de et vers l'étranger¹⁰⁶.

En 1914, l'agence helvétique est fermement établie, mais elle est mise à mal par la « guerre des communiqués » qui s'empare des colonnes des quotidiens suisses. Les grandes agences officieuses sont mobilisées par leur gouvernement respectif pour diffuser des nouvelles à caractère « officiel ». L'ATS se retrouve dans une position extrêmement instable, puisqu'elle doit relayer les informations souvent contradictoires de ses partenaires. Du côté allemand, le bureau Wolff s'étatise par l'action de censure que le gouvernement exerce sur lui. Les dépêches Wolff, dont le communiqué militaire est l'élément central, peuvent être reprises telles quelles par les journaux allemands. Elles sont fondamentales pour une transmission rapide de l'information à l'étranger, d'autant que le Royaume-Uni a coupé les câbles transatlantiques qui reliaient l'Allemagne à l'outre-mer au tout début du conflit. La télégraphie sans fil, depuis Nauen et Hanovre, et la presse neutre sont alors les deux voies principales d'information à disposition du Reich¹⁰⁷.

Du côté français, Havas passe aussi sous le contrôle des autorités. En Suisse alémanique, l'agence est traitée de « fabrique de légendes » par les *Neue Zürcher Nachrichten* du 20 août 1914 et le terme de « Havas » passe dans le langage courant comme un synonyme de « mensonge »¹⁰⁸ ou de « blague »¹⁰⁹. Aujourd'hui, « *Habasch* », une déformation du mot, est encore utilisé dans le dialecte singinois ou bernois pour qualifier un phénomène particulièrement absurde¹¹⁰.

Le bureau Wolff connaît un rejet similaire dans le contexte romand. Une gravure du peintre neuchâtelois Edmond Bille montre par exemple des loups (leur collier précise « *Wolf* ») aux pieds d'une femme nue. La légende indique que « les loups ne peuvent supporter la vue de la vérité »¹¹¹. Tout au long du conflit, les communiqués militaires renvoient systématiquement l'image d'une position militaire avantageuse sur le front, alors que les offensives ennemies sont soigneusement minorées. « À l'Ouest, rien de nouveau », télégraphie par exemple l'agence



tinyurl.com/h7b52vu

Le graveur Edmond Bille représente l'agence Wolff sous les traits de loups qui « ne peuvent supporter la vue de la vérité ».

Wolff le premier jour de l'offensive franco-britannique sur la Somme, une expression qui donnera son titre au roman iconique d'Erich Maria Remarque, *Im Westen, nicht Neues*, en 1928¹¹².

À l'instar de ses consœurs étrangères, l'ATS se joint à l'effort de mobilisation nationale, puisqu'elle accorde des facilités à l'état-major suisse et travaille en étroite collaboration avec les autorités sur les questions de censure. L'ATS se présente alors, selon les termes de son directeur, comme « une sorte de service public [...] dans le sens où elle assure aux journaux suisses l'indépendance vis-à-vis des agences étrangères, autrefois dominantes sur le marché des dépêches de notre pays »¹¹³. Quelques échanges critiques existent entre le directeur de l'ATS, le Romand Frank Filliol, et le Département politique, mais la collaboration reste la norme. Filliol ne remet jamais en question l'autorité de censure politique. Composée de représentants de l'ensemble de la presse suisse, l'ATS se soumet volontairement, par esprit patriotique, à l'intérêt de l'État. En contrepartie, ce dernier souscrit à deux abonnements ATS, ce qui représente 12 000 fr. par an¹¹⁴. Pour tenir le choc de la guerre, l'ATS décide dans un premier temps, en octobre 1914, de ne plus relayer des dépêches faisant état d'atrocités¹¹⁵. L'Agence est fortement stimulée par les besoins inédits de cette guerre d'information. La progression est conséquente sur une période aussi réduite. En quatre ans, le nombre total de mots diffusés par l'ATS double¹¹⁶.

L'État suisse prend lui aussi conscience de la nécessité de contrôler l'information officielle transmise à la population. Le service de l'ATS qui diffuse les communiqués du Conseil fédéral et de ses bureaux triple de volume au cours de la guerre. Surtout, en juillet 1916, le Conseil fédéral se dote d'un Service de presse officiel dirigé par le journaliste alémanique Emanuel Schäppi. Si, au début du conflit, Arthur Hoffmann organisait quelques conférences de presse sur les questions de politique extérieure, ce Service de presse cherche à professionnaliser la communication politique des autorités, une nouveauté qui n'est certainement pas étrangère aux systèmes d'information mis en place par les gouvernements belligérants. L'action de Schäppi peut aussi se lire comme une tentative de lutter contre les remous intérieurs provoqués par l'affaire des colonels. Le Service de presse butte alors sur de multiples obstacles. D'un côté, les journalistes parlementaires considèrent Schäppi avant tout comme un concurrent et n'entendent pas se

soumettre à sa médiation. De l'autre, l'administration fédérale n'est pas totalement prête à collaborer. « Je n'ai parfois rien su des négociations les plus importantes, probablement parce que le vice-chancelier [Heinrich] David croit qu'il faut être prudent avec moi pour des choses qui ne doivent pas être divulguées à la presse », rapporte notamment Schächli¹¹⁷. Le bilan du Service de presse reste très déficitaire et la fonction ne survit pas à la démission d'Arthur Hoffmann. En novembre 1917, Ador se sépare d'un instrument trop attaché à la figure de son prédécesseur¹¹⁸.

L'INFILTRATION DE L'AGENCE TÉLÉGRAPHIQUE SUISSE

Le marché des dépêches assiste en parallèle à l'arrivée en force d'une offre conjoncturelle provoquée par cette guerre idéologique. Quelque 46 agences de presse sont créées en Suisse durant le conflit, dont plus d'une trentaine portent ouvertement un caractère de propagande¹¹⁹. La Suisse neutre joue à plein son rôle de plaque tournante européenne. Trois types de créations de guerre peuvent être dégagés. Il y a d'abord les agences lancées par les belligérants avec un caractère national affirmé, comme les Nouvelles hongroises ou les bureaux de presse français, serbe, américain, bulgare, russe, roumain, austro-allemand, hellène et turc. Il y a ensuite les agences belligérantes se camouflant sous une apparence suisse, les plus intéressantes pour une histoire de la propagande puisqu'elles « indigénisent » des structures dirigées par l'étranger. L'Allemagne lance la Schweizerische Press-Telegraph et l'Allgemeiner Pressedienst, l'Entente la Neue Korrespondenz et l'Autriche la Schweizer Telegraphen-Information. Il y a enfin un dernier groupe, le plus fort quantitativement, qui se compose des agences défendant le point de vue d'une minorité nationale, comme les bureaux de presse arménien, géorgien, yougoslave, letton, lituanien, finlandais, jeune-égyptien, ukrainien, polonais, circassien, etc. Trois bureaux de presse défendent aussi le point de vue « national » de la communauté juive, ce qui s'explique en partie par la place importante occupée par la Confédération pour le mouvement sioniste. Selon les différentes tendances politiques de sa colonie, une communauté exilée peut être défendue par plusieurs bureaux de presse. Les Polonais s'illustrent avec la création de quatre bureaux de presse (Agence Chabloz-Comte, Agence polonaise centrale, Bureau de presse polonais et Bureau Polonia). Au niveau géographique, ces différentes

agences de presse se répartissent dans les principales villes alémaniques et romandes. Le Tessin n'est en revanche pas représenté. Berne (avec 25 bureaux) pour la Suisse alémanique et Lausanne (10 bureaux) pour la Suisse romande occupent les places les plus en vue.

L'Allemagne joue un rôle moteur dans la création de cette nébuleuse d'agences. Dans un premier temps, elle renforce la pénétration de l'agence Wolff et tente d'influencer le travail de l'ATS. Dans un second temps, en réaction aux menées concurrentes, elle lance deux nouveaux instruments de propagande à destination de la petite et moyenne presse alémanique. Dès l'éclatement de la guerre, le réseau de l'agence Wolff est renforcé à l'étranger sur demande de l'Auswärtiges Amt. Un bureau est mis sur pied à Berne, puis à Bâle, plus tardivement à Genève¹²⁰. Berlin indique en outre influencer directement le directeur de l'ATS à Berne¹²¹. Une « aide spéciale » permet de débloquer les problèmes connus au début de la guerre. La liaison télégraphique entre Paris et Genève était alors plus avantageuse que celle reliant Berlin à Berne, ce qui favorisait Havas. « Nous avons accordé des facilités à l'ATS, tout en utilisant cette occasion pour assurer à nos nouvelles un traitement particulier »¹²², explique le directeur de l'agence Wolff, Heinrich Mantler. Face à l'augmentation de ses coûts d'exploitation, l'ATS obtient d'ailleurs une participation financière du bureau Wolff. Dès le début de l'année 1915, 500 marks sont versés mensuellement par Berlin¹²³. En automne 1915, les Allemands estiment que l'ATS ne représente plus un frein à leur travail d'information grâce à une action d'influence « homéopathique ». « On n'exagère pas en disant que l'ATS, malgré son directeur welsche, se trouve déjà, *de facto*, sous l'influence principale de l'Allemagne »¹²⁴, se félicite le responsable bernois du bureau Wolff, Rudolf Lasswitz. Ses propos ne ménagent pas les compétences des journalistes suisses : « L'agence suisse est particulièrement adaptée pour la technique de l'influence de l'opinion publique, car elle publie également, les yeux fermés, des nouvelles de rumeurs, de par sa faible organisation et, si on peut s'exprimer ainsi, la naïveté totale d'une partie de ses rédacteurs. »

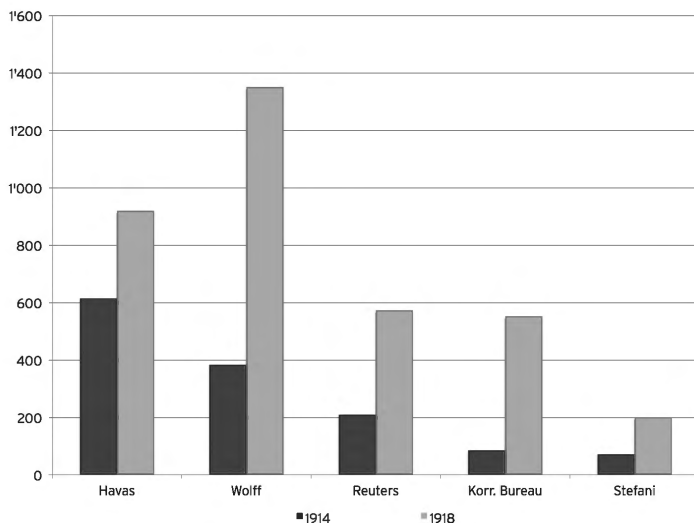
Les données chiffrées fournies par l'ATS dans l'immédiat après-guerre confirment une montée en puissance de l'agence Wolff¹²⁵. Si l'on tient compte de la place occupée par chaque agence, Havas est la plus utilisée par l'ATS en 1914 (45 %), alors que Wolff l'est

pour la dernière année de guerre (37%). Ces chiffres ne sont cependant pas transposables à la place occupée par chaque agence dans la presse et il faudrait disposer des statistiques du taux de reprise des dépêches, des différences régionales dans leur utilisation ou encore de l'augmentation de l'offre globale de chaque agence. L'action allemande de lobby porte toutefois ses fruits au sein de l'ATS, puisque Wolff progresse, en valeurs relatives, de 353 %, contre une progression de 150 % pour Havas (voir Tab. 1).

En novembre 1915, le journaliste italien Filippo Sacchi dénonce une ingérence allemande au sein de l'ATS, mais ne peut prouver ses dires¹²⁶. En été 1916, un scandale finit par frapper le bureau Wolff et fragilise sa position. Un employé du siège bernois, l'Allemand Heinz Sommer, est arrêté par la police dans le cadre de l'affaire des bombes du consulat de Zurich¹²⁷. Son arrestation compromet l'ensemble du service Wolff. La presse romande se déchaîne et le bureau bernois est perquisitionné par la police¹²⁸. Filliol est lui aussi touché par cette affaire, car la presse dénonce le travail de sa belle-sœur, Hanni Messerli, pour le bureau Wolff de Berne. Filliol doit se fendre d'une lettre ouverte dans la *Gazette de Lausanne* afin de défendre son honneur¹²⁹. Pour limiter au maximum le déficit d'image provoqué par l'affaire, Romberg intervient de son côté auprès du Département politique. Il affirme avoir obtenu des autorités suisses un traitement « discret »¹³⁰ du cas Sommer. Suivant le préavis du MPE, le Tribunal fédéral décide d'expulser Sommer et ses acolytes du territoire¹³¹.

L'affaire Sommer souligne à nouveau les liens étroits existant entre politique de presse et service de renseignement. Sommer a été dépêché le 3 août 1914 comme rédacteur du bureau Wolff à Bâle. L'agent est utilisé par les autorités militaires pour transférer des informations venues d'Italie vers leur bureau de Lörrach. Il poursuit son activité à Berne en utilisant notamment le fiancé italien de Messerli, le lieutenant Fabris. Grâce à ses contacts personnels, Sommer court-circuite le service de l'ATS et fait passer dans la presse alémanique des dépêches précédemment refusées par l'agence suisse¹³². Cet exemple illustre l'engagement du bureau Wolff pour l'effort de guerre allemand. En Suisse, le service Wolff devient de plus en plus dépendant de la légation bernoise. À Berne, Rudolf Lasswitz, travaille en accord avec la légation¹³³. Un jalon important est posé avec la création du bureau de Genève en janvier 1917. Suite à une initiative de Romberg, ce bureau est

Tab. 1. Nombre de mots (en milliers) repris des agences étrangères par l'Agence télégraphique suisse en 1914 et en 1918.



placé sous les ordres d'Alexander Führ, responsable du travail de presse au sein du consulat genevois¹³⁴. L'étatisation se poursuit en juin 1918, puisque le service suisse de Wolff est placé sous la tutelle du chef de propagande de la légation ; 71 000 fr. sont budgétés pour ses six premiers mois de service¹³⁵. L'armistice ne met pas un terme immédiat à l'utilisation politique du bureau Wolff. La légation bernoise garde sous ses ordres le nouveau représentant du bureau bernois, Arnold Jünke, pour tenter d'influer sur la ligne de l'ATS¹³⁶. Mais la nouvelle configuration internationale provoquée par le traité de Versailles a raison de l'influence de Wolff, d'abord écartée du cartel international par les agences des pays vainqueurs, puis éliminée en 1934 par la nouvelle politique médiatique mise en place par les nazis.

UNE PREMIÈRE « INDIGÉNISATION »

La création de la Schweizerische Press-Telegraph (SPT), ou Presse télégraphique suisse, illustre la course effrénée à laquelle se livrent les propagandes dans le domaine des dépêches.

L'agence est créée peu de temps avant la guerre, en juin 1914, à Zurich, par le Suisse Emil Schwarzenbach, un ancien employé de l'ATS¹³⁷. Schwarzenbach connaît des démêlés avec son ancien employeur et son agence doit lui permettre de prendre une revanche personnelle. L'homme se montre dès lors très réceptif aux impulsions allemandes. À partir de l'été 1915, l'agence Schwarzenbach est en contact étroit avec la diplomatie allemande, puisque des listes détaillées de son activité au sein de la presse suisse sont transmises à Berlin¹³⁸. En une année, huit journaux alémaniques publient une centaine d'articles consacrés avant tout à des questions de politique intérieure allemande. De grands titres comme la *NZZ* et le *Bund* font notamment partie des abonnés. Les germanophiles *Züricher Post* et *St-Galler Tagblatt* sont les meilleurs clients de l'agence¹³⁹. Gênée par cette concurrence, l'ATS tente de limiter la croissance de l'agence Schwarzenbach. En novembre 1915, son directeur, Filliol, dénonce une activité frauduleuse de Schwarzenbach, car l'agence alimente sa centrale zurichoise par l'intermédiaire d'un employé du bureau Wolff, E.-Ludwig Juillerat. L'agence de Schwarzenbach bénéficie par ce biais d'informations réservées aux abonnés de l'ATS¹⁴⁰.

L'Allemagne s'empare formellement de l'agence au cours de l'été 1916. Actif à la légation, le journaliste Leo Jolles entre en contact avec Schwarzenbach et se fait passer pour un représentant d'éditeurs privés allemands, prêts à investir 40 000 fr. dans la société. Cette somme est fournie par le Ministère de la guerre et permet la création d'une coopérative¹⁴¹. En juin 1916, le président allemand des éditions du *Tages-Anzeiger*, Otto Coninx, est libéré du service militaire et détaché en Suisse pour réorganiser la Schweizerische Press-Telegraph. Quant à Fritz Walz, copropriétaire du *Tages-Anzeiger*, il devient l'actionnaire majoritaire et le président de son conseil d'administration.

Les propagandistes allemands légitiment leur investissement par l'offensive menée par leurs adversaires dans la presse alémanique¹⁴². L'Entente a lancé à Bâle en septembre 1915 sa propre agence indigène, la *Neue Korrespondenz*, qui vise la petite presse alémanique. La guerre des propagandes sur sol neutre peut se résumer en termes binaires d'impulsions et de réactions constantes entre puissances. Les similitudes entre la SPT et la *Neue Korrespondenz* sont grandes. Les deux agences sont plus rapides que l'ATS pour fournir le bulletin militaire et camouflent leurs réels

commanditaires par l'engagement de forces indigènes, un « caractère indispensable à [leur] crédit »¹⁴³, comme l'écrit un agent français. Pour la Neue Korrespondenz, citons le critique d'art Georg August Berlinger, promu directeur, le jeune banquier bâlois Emil Rimensberger, fils du directeur de la Banque d'Alsace, et Karl Hänggi, un Alsacien naturalisé suisse. L'Anglais Julian Grande et l'Alsacien Georges Ducrocq conservent les commandes exécutives de l'agence¹⁴⁴. Celle-ci s'installe à Berne à partir d'avril 1916 pour travailler directement sous la supervision du bureau Haguénin. Dotée d'un budget en constante augmentation, elle bénéficie d'une collaboration multilatérale entre les propagandes française, anglaise, italienne, belge et russe¹⁴⁵. Une trentaine de quotidiens alémaniques, dont les grands titres, sont abonnés à son service en 1918 et l'agence approvisionne plusieurs journaux francophiles en Suisse romande et au Tessin.

La SPT annonce pour sa part une quarantaine d'abonnés, principalement en Suisse alémanique. L'agence germano-suisse établit son siège à Zurich avec des antennes à Bâle, Berne, Lugano et Genève. Les nouvelles allemandes sont transmises par Europapress. Ce bureau de Francfort est supervisé par la division de presse du XVIII^e corps d'armée. Les dépêches arrivent par téléphone à Lörrach. Des messagers passent ensuite la frontière pour les diffuser par téléphone depuis Bâle, ce qui permet de se soustraire à la censure télégraphique, jugée plus stricte et opaque que la censure de presse¹⁴⁶. Cette technique est utilisée par de nombreuses entreprises de presse des deux camps belligérants. Les Autrichiens utilisent leur poste frontière de Buchs, les Italiens celui de Chiasso et les Français celui d'Annemasse.

Tout au long de la guerre, la Press-Telegraph est définie comme une entreprise de propagande efficace par ses commanditaires. Malgré sa ligne germanophile, l'origine suisse de l'entreprise n'est pas mise en doute¹⁴⁷. Même Schwarzenbach n'est pas au courant de la manœuvre de manipulation allemande. Il explique avoir vu un rapport du service de renseignement suisse qui le dénonçait comme agent « boche » et s'en défend vigoureusement auprès de Fritz Walz¹⁴⁸. Si la presse suisse reste la première cliente de la SPT, les opinions allemandes et ennemies sont aussi visées. L'agence réussit à créer des liens avec la France et l'Italie. Si l'on se fie au rapport rétrospectif de mars 1919 du légat Adolf Müller, le bon travail de la Press-Telegraph aurait permis de compter les journaux

français *Le Matin*, *Le Temps*, *Le Petit Parisien*, *Le Petit Journal*, ainsi que le *Corriere della Sera* italien au rang des abonnés¹⁴⁹. Cette information semble exacte, même si elle doit être nuancée par un sondage numérique effectué dans la base de données du *Temps*¹⁵⁰. Seules quatre occurrences sont recensées dans le journal parisien au cours de la guerre. Par deux fois, la SPT est décrite expressément comme « germanophile » (éditions du 1^{er} mai 1918 et 23 octobre 1918); par deux fois, elle est reprise telle quelle (30 mars 1918; 10 avril 1918). La diffusion de l'agence hors des frontières suisses contrarie tout de même l'Entente, tout comme le fait que le *Bund*, la *NZZ* ou la grande presse bâloise l'utilisent pour leurs dépêches parisiennes. La filiale genevoise de la SPT reprend très opportunément la presse française d'opposition, comme *Le Bonnet rouge*, un titre financé par la propagande subversive de l'Allemagne¹⁵¹. La Neue Korrespondenz dirige alors une virulente campagne de dénonciation.

RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA PETITE PRESSE

De 1916 à 1918, le travail de presse gagne constamment en intensité et de nouvelles agences de presse se lancent dans la bataille médiatique, à l'instar de l'agence Radio pour la France ou de la Schweizer Telegraphen-Information pour l'Autriche-Hongrie. Cette dernière est une succursale de la Südslawische Korrespondenz viennoise. Paul Altheer, rédacteur du *Nebelspalter* et de la *Zürcher Morgenzeitung*, est utilisé comme caution indigène. L'Allemagne contribue à l'intensification de l'offre en créant l'Allgemeiner Pressedienst à Zurich en octobre 1916. Si Wolff et la Press-Telegraph sont reconnues pour leur approche très factuelle, l'Allgemeiner Pressedienst n'a pas les mêmes scrupules de véracité et attaque de manière frontale l'Entente. L'agence se destine à la petite presse alémanique et aux « feuilles de paysans »¹⁵². Elle fournit essentiellement du matériel informatif et divertissant « fortement coloré de germanophilie »¹⁵³. Comme pour la Press-Telegraph, l'offensive relève d'une impulsion du haut commandement militaire et Hermann von Simson dirige effectivement la manœuvre. Les frères Jean Richard et Paul Hermann Frey, deux Suisses naturalisés originaires de Lörrach actifs dans le milieu de l'édition, servent de prête-noms.

Entre 50 et 65 journaux s'abonnent à l'Allgemeiner Pressedienst, qui livre des articles clés en main pour des sommes extrêmement

modiques. Lorsque les directeurs de journaux font valoir des problèmes de liquidités, la direction est priée de fermer les yeux sur leurs factures impayées. Les clients se recrutent surtout au sein de la presse locale. Dans les trois premiers mois d'activité, la *Neue Glarner Zeitung* est par exemple la feuille qui reprend le plus de dépêches. Quant aux journaux abonnés d'une certaine importance, leur profil germanophile est déjà bien affirmé (*Züricher Post, Berner Tagblatt, Ostschweiz, Tages-Anzeiger*)¹⁵⁴. L'Allgemeiner Pressedienst use d'une pratique systématique de falsification des nouvelles. Elle rédige ces dernières à Zurich ou les reçoit de la légation de Berne, mais les date de villes neutres à l'étranger. Quant aux citations de la presse étrangère, elles prennent une grande liberté avec leurs sources. Dans la *Gazette de Lausanne*, Pierre Grellet ne manque d'ailleurs pas d'épingler le caractère prétendument suisse d'une agence rattachée à la légation allemande¹⁵⁵.

Durant ces deux ans et demi d'existence, l'agence livre un volume à peu près égal d'informations. Le nombre moyen de lignes fournies chaque semaine oscille entre 1200 et 1300 lignes par jour¹⁵⁶. Ces chiffres de pénétration sont conséquents puisque, si l'on se fie aux indications de Simson, seule l'ATS possède un volume de lignes plus important¹⁵⁷. Le coût d'exploitation de l'Allgemeiner Pressedienst est plus onéreux que celui de la SPT. Il revient à 7000 fr. par mois, contre 3660 fr. pour la SPT; 175 000 fr. sont ainsi dépensés, au total, pour l'agence de Schwarzenbach, 110 000 fr. pour la SPT¹⁵⁸. L'investissement dépasse celui de l'Entente, puisque la Neue Korrespondenz tourne, au plus fort de son activité, avec un budget mensuel de 5000 fr.¹⁵⁹.

Les dépêches de l'Allgemeiner Pressedienst sont épinglées par les autorités fédérales. En mai 1917, le major Vonder Mühlh, chef de la section de renseignement de l'état-major, se plaint du ton extrêmement offensif de l'agence, qu'il classe parmi les instruments de la « propagande officielle »¹⁶⁰. L'immixtion de l'Allgemeiner Pressedienst dans les affaires intérieures provoque l'ire de Vonder Mühlh. Jean R. Frey a notamment lancé une « Lettre du pays welsche » depuis La Chaux-de-Fonds le 23 mai 1917, dans laquelle il relate les troubles qui frappent la ville suite à l'affaire Paul Graber – une manifestation populaire avait alors permis la libération de ce conseiller national socialiste, emprisonné pour antimilitarisme. Vonder Mühlh déplore le ton insultant employé par Frey contre les Romands et s'inquiète du danger représenté par

l'Allgemeiner Pressedienst, qui « donne un pense-bête à la petite presse »¹⁶¹.

Malgré son caractère local, l'Allgemeiner Pressedienst a également été utilisé à l'étranger. Une dépêche de février 1918 est par exemple reprise par la *Laibacher Zeitung*, un journal germanophone slovène. L'agence suisse relaie une information d'un correspondant de Rome faisant état de troubles violents en Italie. La dépêche parle des louanges que récolterait désormais Giovanni Giolitti, leader avant-guerre du courant non interventionniste¹⁶². La technique suivie par l'Allgemeiner Pressedienst s'inscrit dans les vues de l'état-major allemand. À partir de 1916, ce dernier cherche à imposer sa ligne à la propagande extérieure de l'Allemagne (voir chap. 8). La prudence de principe voulue par les autorités civiles allemandes passe au second plan et la force de frappe prend le dessus, ce qui ne va pas sans provoquer de nombreuses frictions internes. Romberg s'insurge par exemple contre la falsification d'un journal belge dans une dépêche d'août 1918. D'après l'Allgemeiner Pressedienst, le journal aurait demandé qu'un maximum de Flamands soit placé sur le front d'Yser pour rétablir « l'équilibre des masses », ce front étant réputé pour être particulièrement meurtrier. Devant cette provocation, le consulat belge de Zurich ordonne une enquête qui révèle le maquillage commis par l'agence¹⁶³. La manœuvre de l'Allgemeiner Pressedienst s'insère pourtant dans la stratégie politique promue par l'Allemagne durant son occupation de la Belgique, celle d'une division du pays sur des bases linguistiques, entre Flamands et Wallons. Le Reich divise pour mieux régner en s'appuyant sur la cause nationaliste flamande¹⁶⁴.

NOTES DU CHAPITRE 5

1. Gustave Bettex, « Faut-il le dire? », in *Travaux présentés à la 17^e Assemblée générale de l'Association de la presse vaudoise*, Aigle: J. Borloz, 1916, pp. 18-19.

2. J. Auer, « Die Papierrationierung der Presse in den Kriegsjahren 1917-1919 », in *Le livre des éditeurs de journaux suisses, 1899-1924*, Zurich: Verlag des Schweizerischen Zeitungsverlegervereins, 1925, p. 206

3. Lettre d'Albert Bonnard à Philippe Godet, 20 octobre 1915, citée par Alain Clavien, *Grandeurs et misères de la presse politique, Le match Gazette de Lausanne-Journal de Genève*, Lausanne: Antipodes, 2010, p. 76.

4. *Annuaire de l'Association de la presse suisse, 1913/1914*, Zurich: Orell Füssli, 1915, p. 139; *idem*, 1917/1918, Zurich: Orell Füssli, 1918, p. 427.

5. Alain Clavien, *Grandeurs et misères de la presse politique...*, *op. cit.*, p. 98.

6. Paul Rochat, « La guerre, la presse et la censure », *op. cit.*, p. 8.

7. L'expression est tirée de Paul Seippel, « De Genève à Zurich », *Journal de Genève*, 15 novembre 1914.

8. PA, R11417, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 15 janvier 1915.
9. PA, Bern 1307, Busso von Bismarck à la Légation impériale, 7 mars 1917.
10. Les détails des tractations se trouvent dans PA, R11419, Die schweizerische Presse, secr., 14 Dezember 1914-29 Dezember 1919.
11. *Idem*, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 14 décembre 1914.
12. Thomas Maissen, *Die Geschichte der Neue Zürcher Zeitung, 1780-2005*, Zurich: NZZ Verlag, 2005, pp. 75-77.
13. L'appel est reproduit dans Thomas Ribi (éd.), *Das 20. Jahrhundert im Spiegel der Neue Zürcher Zeitung*, Zurich: NZZ Verlag, 2001, pp. 34-35.
14. Sur le positionnement de la NZZ durant la guerre, consulter Gustav Adolf Lang, *Kampfplatz der Meinungen: die Kontroverse um Kriegsursachen und Friedensmöglichkeiten 1914-1919 im Rahmen der «Neue Zürcher Zeitung»*, Zurich: NZZ Verlag, 1968.
15. PA, R11419, Rapport de Hermann von Simson, Zurich, 7 décembre 1914.
16. *Zürcher Post*, 2 août 1914.
17. *Idem*, 18 octobre 1914.
18. *Tribune de Genève*, 29 septembre 1914, p. 3.
19. Voir resp. AFS, E27/13868, Jakob Horner (*Zürcher Post*) au DPF, Zurich, 27 septembre 1915; Jakob Horner à Felix Calonder, Zurich, 5 août 1918.
20. Karl Hänggi, *op. cit.*, p. 17.
21. PA, R121000, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 20 février 1917.
22. Hermann Schoop, «Unsere Presse und der Weltkrieg», *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 1917.
23. Ernst Frey, *Vorschläge für die Umgestaltung der Schweizer Presse*, Berne: K. J. Wyss Erben, 1919, pp. 26-27.
24. *Neue Zürcher Zeitung*, 7 août 1914, cité par Thomas Maissen, *op. cit.*, pp. 76-77.
25. Alfred Cattani, *Albert Meyer*, Zurich: NZZ Verlag, 1992, p. 45.
26. PV de la séance du comité de rédaction du 26 septembre 1914, cité par Conrad Meyer, *Das Unternehmen NZZ, 1780-2005*, Zurich: NZZ Verlag, 2005, p. 106.
27. PA, R122982, Légation impériale à Otto Hammann (AA), Berne, 20 avril 1915.
28. Alfred Cattani, *op. cit.*, p. 50.
29. Conrad Meyer, *op. cit.*, p. 101.
30. PA, Bern 1307, Hermann von Simson à Gisbert von Romberg, Zurich, 10 novembre 1916.
31. Voir BA, R901/71412, *An der schwimmenden Front*, von Bierbaum, 1917-1918.
32. PA, Bern 1194, Hermann von Simson à l'attaché militaire von Bismarck, Zurich, 3 novembre 1916.
33. *Idem*, Division IIIb Est, Rapport de l'homme de confiance «Grand industriel en Suisse», secret, 27 octobre 1916.
34. AFZ, MF A 3705, Paul Beau au ministre des Affaires étrangères, Berne, 4 octobre 1917.
35. PA, R122982, Note manuscrite d'Oskar Trautmann (AA), Berlin, 13 septembre 1916.
36. PA, R11417, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 30 janvier 1915.
37. PA, R11419, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 14 décembre 1914.
38. Cité par la *Gazette de Lausanne*, 17 août 1916.
39. PA, R121000, Matthias Erzberger à Otto Hammann (AA), Berlin, 16 septembre 1916.
40. Georg Baumberger, *Der Weltkrieg und die Schweiz: Ein offenes Manneswort eines Schweizlers*, Constance: AG Pressverein, [1915], p. 8.
41. *Ibid.*, p. 13.
42. BA, R901/72347, Adolf Bolliger, «Tatsachen», *Frankfurter Zeitung*, 15 janvier 1916.
43. AFS, E27/13813, Arthur Hoffmann au Conseil fédéral, Berne, 25 mars 1915.
44. «Jeder Satz eine Lüge», *Neue Zürcher Nachrichten*, 8 mars 1915.
45. AFS, E27/13813, Arthur Hoffmann au Conseil fédéral, Berne, 25 mars 1915.
46. Archives PTT, vers-057 A 00011.
47. *Le Confédéré*, 16 mars 1918.
48. *Annuaire de l'Association de la presse suisse 1917/1918, op. cit.*, p. 426.

49. Parmi les feuilles de moindre importance, mentionnons le *Landbote u. Tagblatt der Stadt Winterthur*, le *Freie Rhätier*, la *Bündner Tagblatt*, la *Thurgauer Zeitung*, l'*Appenzeller Zeitung*, la *Schaffhauser Intelligenzblatt*, la *Tessiner Zeitung*, le *Basler Anzeiger*, la *Berner Intelligenzblatt*, les *Freiburger Nachrichten*, l'*Oberland in Interlaken* ou la *Emmenthalerblatt*. Voir la revue des journaux germanophiles faite par le consulat de Zurich dans PA, R11417, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 19 janvier 1915.

50. Tobias Kästli, *Ernst Nobs: vom Bürgerschreck zum Bundesrat*, Zurich: Orell Füssli, 1995, pp. 57-58.

51. William Vogt, *La Suisse allemande au début de la guerre de 1914*, Paris: Perrin, 1915, page de couverture.

52. PA, R11417, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 19 janvier 1915.

53. *Handbuch der Auslandspresse 1918*, op. cit., p. 157.

54. BAr, R901/72653, Rapport mensuel de la ZFA, Berlin, janvier 1917.

55. PA, R122980, Rapport du consul Carl Franken au sujet de Gustav Eberlein, Lugano, 30 janvier 1917.

56. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit., entrée du 4 décembre 1917, p. 208.

57. *Écrire pour vivre: histoire de la Société suisse des écrivains*, Otto Böni et al., Aarau: Sauerländer, 1987, p. 25.

58. *Berner Tagblatt*, «Welscher Brief», 1^{er} mai 1915. Voir Ulrich Niederer, *Geschichte des schweizerischen Schriftsteller-Verbandes*, Bâle: Francke, 1994, p. 58.

59. Wilhelm Thormann, *50 Jahre Berner Tagblatt, 1888-1938*, Berne: Buchdr.-Berner Tagblatt, 1938, p. 26.

60. AFS, E27/13735, CFCP à Arthur Hoffmann, Berne, 9 décembre 1915.

61. PA, R11418, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 19 avril 1918.

62. PA, R122980, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 15 juillet 1916.

63. PA, R122983, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 21 janvier 1918.

64. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, op. cit., pp. 1096-1097.

65. Le tirage a quelque peu augmenté avec la guerre, puisqu'il était de 70 000 en 1913. Voir *Medien zwischen Geld und Geist. 1893-1993: 100 Jahre Tages-Anzeiger*, Werner Catrina et al., Zurich: Tages-Anzeiger, 1993, p. 219.

66. Peter Meier, Thomas Häussler, *Zwischen Masse, Markt und Macht: das Medienunternehmen Ringier im Wandel 1833-2009*, vol. 2, Zurich: Chronos, 2010, p. 69.

67. Adolf Bolliger, «Deutschlands letzte und grösste Not», *Tages-Anzeiger*, 12 septembre 1917.

68. Adolf Bolliger, *Deutschlands letzte und grösste Not*, Bâle: E. Finckh, 1918, p. 14.

69. AFS, E27/13852, CFCP au DPF, Berne, 27 septembre 1917.

70. Pascal d'Aix (consul général) à Théophile Delcassé (ministre des Affaires étrangères), Genève, 15 juin 1915, cité dans *Documents diplomatiques français*, 1915, op. cit., pp. 186-187.

71. AFZ, MF A 3701, télégramme de Pascal d'Aix au MAE, Genève, 24 juin 1915. Sur l'achat de la *Tribune de Genève*, consulter le rapport de Guy de Pourtalès à Philippe Berthelot, «Six mois de propagande en Suisse», 1^{er} mars 1916-1^{er} septembre 1916, cité dans Guy de Pourtalès, *Correspondance. Volume I, 1909-1918*, Genève: Slatkine, 2006, pp. 570-571.

72. Pascal d'Aix (consul général) à Théophile Delcassé (MAE), Genève, 15 juin 1915, cité dans *Documents diplomatiques français*, 1915, op. cit.

73. *Publicitas*, Maurice Zermatten et al., Zurich: Publicitas, 1965, p. 18.

74. André Oltramare, op. cit., p. 15.

75. Ces articles sont publiés sous forme de brochure: Hermann Bächtold, *Die geschichtlichen Grundlagen des Weltkrieges*, Bâle: Buchdr. zum Basler Berichthaus, 1915.

76. PA, Bern 1248, Rapport de Richard Woltereck, Bâle, 24 mai 1915.

77. *Handbuch der Auslandspresse 1918*, op. cit., p. 155.

78. BAr, R901/72626, Ernst Bischoff, Note pour Kurt Hahn, Berlin, 3 avril 1917.

79. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France*, op. cit., p. 1102; Julian Grande, *Grossbritannien und sein Heer*, Zurich: O. Fuessli, 1917, p. 6.

80. *Gazette de Lausanne*, 17 novembre 1914; *Basler Nachrichten*, 30 mars 1915 (classé dans PA, R11417).

81. *Handbuch der Auslandspresse 1918*, op. cit., p. 155.

82. *Gazette de Lausanne*, «La propagande allemande», 25 décembre 1915.

83. *Handbuch der Auslandspresse 1918*, op. cit., p. 158.

84. Hermann Stegemann, *Erinnerungen aus meinem Leben und aus meiner Zeit*, Stuttgart: DVA, 1930, p. 258.
85. *La Suisse neutre: 1914-1917*, Genève: Atar, 1918, p. 25.
86. PA, R11417, Busso von Bismarck au major von Herwarth pour la Division de la presse, Berne, 7 mars 1915.
87. PA, R122980, Otto Hammann à Hermann Stegemann, Berlin, 28 mai 1915.
88. Hermann Stegemann, *Histoire de la guerre mondiale. L'avant-guerre*, Berne: Ferd. Wyss, 1918.
89. Gerd Krumeich, «La première histoire allemande de la Grande Guerre. Hermann Stegemann, «Geschichte des Krieges» (1917)», *Histoire@Politique*, N° 28, janvier-avril 2016. En ligne: [www.histoire-politique.fr.], consulté le 12 juillet 2016.
90. P.-H. Cattin, «L'emprise. M. Stegemann, professeur des Sciences militaires!», *L'Impartial*, 19 avril 1917.
91. Margillac, «Chiffons de papier», *L'Impartial*, 20 avril 1917.
92. Colonel Pageot au Ministère de la guerre, 30 avril 1916, cité par Pascal Bongard, *op. cit.*, pp. 151-152.
93. *Idem*.
94. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, v. octobre 1916, p. 927. Albert Bonnard est rédacteur en chef du *Journal de Genève* jusqu'à sa mort en mars 1917.
95. PA, R121000, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 20 février 1917.
96. Georges Wagnière, «La presse et le pouvoir», *Journal de Genève*, 28 juillet 1916.
97. BA, R901/72438, Die [ZFA] und ihre Tätigkeit im zweiten Kriegsjahre, Berlin, 15 octobre 1916, p. 17.
98. Ernst Frey, *op. cit.*, p. 24.
99. Discours de Hermann Schoop cité dans *L'indépendance de la presse suisse*, Paul Usteri et al., Neuchâtel: Éditions Forum, 1921, pp. 53-54.
100. Cité dans Paul Rochat, «Rapport annuel», *Annuaire de l'Association de la presse suisse 1917/1918*, Zurich: Orell Füssli, 1918, p. 11.
101. Karl Hänggi, *op. cit.*, p. 9.
102. Hermann Schoop, «Unsere Presse und der Weltkrieg», *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 1917.
103. André Oltramare, *op. cit.*, p. 7.
104. *Roschacher Zeitung*, 22 juin 1915, cité dans AFS, E27/13838, Édouard Favre (Bureau de presse de Genève), au colonel Borel (état-major), Berne, 24 juin 1915.
105. SKBa, POLIT JJ 4, Arthur Hoffmann à la Direction de la police du canton de Bâle, Berne, 17 avril 1915.
106. Voir Lorenz Jungi-Isager, «Selbständig sein: die Gründung der Schweizerischen Depeschen-Agentur 1894», in *Die Aktualität, Nachrichtenagenturen in der Schweiz*, Berne: Paul Haupt, 1995, pp. 23-38.
107. Dieter Basse, *Wolff's telegraphisches Bureau 1849 bis 1933*, Munich: K. G. Sauer, 1991, p. 159.
108. BA, R901/72250, H. Krämer au D^r Hans Hildebrandt, Hohenheim, 1^{er} octobre 1914.
109. Karl Hänggi, *op. cit.*, p. 12.
110. Voir Juri Jaquemot, *Zur Etymologie der Worte «Havas», «Hawasch», «Habasch»*, Berne: Bibliothek am Guisanplatz, 2010.
111. Edmond Bille, *Au pays de Tell, 1914-1915*, Lausanne: Payot, 1915.
112. Alain Navarro, «Havas et Wolff, les sœurs ennemies à l'épreuve de la Grande Guerre», *Une guerre des images: 1914-1918, France-Allemagne*, *op. cit.*, pp. 278-286.
113. Voir AFS, E27/13897, ATS au Conseil fédéral, Berne, 10 novembre 1915.
114. AFS, E27/13897, Arrêté du Conseil fédéral du 25 janvier 1916. Cf. *Agence télégraphique suisse: 1895-1995*, Berne: Schweizerische Depeschagentur, 1995, p. 15.
115. D'après un télégramme de Paul Beau du 6 octobre 1914, cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France*, *op. cit.*, p. 1071.
116. L'agence passe de 3,54 millions de mots diffusés en 1914 à 7,52 millions en 1918. Voir *Notes historiques, 25^e anniversaire de l'Agence télégraphique suisse, 1895-1920*, Berne: Pochon-Jent & Bühler, 1920, p. 39.
117. AFS, E27/13902, Emanuel Schäppi, Rapport sur l'activité du Service de presse, s.l., transmis à Gustave Ador le 6 juillet 1917.
118. Voir les cotes AFS, E27/13900 à 13904, Service de presse du Conseil fédéral, 1916-1917.

119. *Notes historiques, op. cit.*, pp. 38-39.
120. Dieter Basse, *op. cit.*, p. 163.
121. PA, R121000, Heinrich Mantler (directeur du WTB) à un destinataire inconnu, Berlin, 2 août 1915.
122. *Idem*, Heinrich Mantler à Gisbert von Romberg, Berlin, 2 août 1915.
123. Heinrich Mantler à Otto Hammann, Berlin, 4 janvier 1915, cité par Dieter Basse, *op. cit.*, p. 163.
124. PA, R121000, Rudolf Lasswitz, Rapport sur l'activité WTB, Berne, 15 novembre 1915.
125. *Notes historiques, op. cit.*, p. 39.
126. BA, R901/57872, *Corriere della Sera*, 11 novembre 1915.
127. *Idem*, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 15 août 1916.
128. *Tribune de Lausanne*, 18 août 1916.
129. *Gazette de Lausanne*, 27 novembre 1916.
130. BA, R901/57872, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 4 août 1916.
131. *Idem*, MPP à la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral de Lausanne, Berne, 19 octobre 1916.
132. PA, R121000, Gisbert von Romberg au Chancelier impérial, Berne, 20 juillet 1915.
133. BA, R901/57872, Rapport de Rudolf Lasswitz, Berne, fin décembre 1916.
134. R901/57872, Gisbert von Romberg à Heinrich Mantler, Berne, 11 janvier 1917.
135. *Idem*, Wilhelm von Vietsch au chancelier impérial, Berne, 30 octobre 1918.
136. *Idem*, Adolf Müller à l'AA, Berne, 4 mars 1920.
137. Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, Bâle (ci-après SWA), Press-Telegraph-Agentur, Emil Schwarzenbach aux rédacteurs des journaux suisses membres de l'APS, Zurich, 10 décembre 1915.
138. PA, R122982, Liste des articles de la Schweizerische Press-Telegraph du 29 juillet 1915 au 29 juillet 1916.
139. Par exemple, *Neue Zürcher Zeitung*, «Finanzielles aus Deutschland», 14 décembre 1915.
140. SWA, Press-Telegraph-Agentur, Circulaire de l'ATS à ses membres, Zurich, 24 novembre 1915.
141. PA, R122982, Note de Wilhelm von Radowitz, 28 mai 1916; Lieutenant général de Graaff (XVIII. Corps d'armée) au Commandement adjoint du XIV. Corps d'armée à Karlsruhe, Francfort, 10 juin 1916.
142. PA, R122982, Hermann von Simson à Wilhelm von Radowitz, Zurich, 23 mai 1916.
143. Georges Ducrocq, Note sur la Neue Korrespondenz, s.d., cité par Pascal Bongard, *op. cit.*, p. 146.
144. PA, R121000, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 7 juillet 1916.
145. National Archives, Kew (ci-après NAK), FO 371/2562, Eugen Grant Duff (Légit anglais) à Hubert Montgomery (Foreign Office News Department), Berne, 27 août 1915, cité par Michael L. Sanders & Philip M. Taylor, *op. cit.*, p. 114; ARB, Rapport du comité de propagande sur l'organisation actuelle du service de la propagande belge au moyen d'informations de presse quotidienne, Le Havre, 10 janvier 1917; Evgeny Sergeev, *op. cit.*, p. 36.
146. AFS, E27/13897, Paul Altheer (Schweizer. Telegraphen-Information) à l'état-major de l'armée suisse, Zurich, 31 décembre 1917.
147. BA, R901/71084, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt, Berne, 4 décembre 1918.
148. PA, Bern 1130, Emil Schwarzenbach à Fritz Walz, Genève, 5 février 1918.
149. PA, Nachlass Adolf Müller, Adolf Müller à l'AA, Berne, 19 mars 1919.
150. Consultation du *Temps* en octobre 2012 sur le site de la bibliothèque numérique Gallica, en ligne: [gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34431794k/date.langFR].
151. Karl Hänggi, *op. cit.*, p. 24.
152. Voir PA, R121000, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 20 février 1917.
153. BA, R901/71084, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt, Berne, 4 décembre 1918.

154. PA, R122982, Hermann von Simson à Wilhelm von Radowitz, Zurich, 25 janvier 1917.
155. Pierre Grellet, «L'Allgemeiner Pressdienst», *Gazette de Lausanne*, 5 avril 1918. Cf. Ernst Frey, *op. cit.*, p. 22.
156. PA, R121006 et R121007, Statistiques de l'Allgemeiner Pressedienst d'octobre-1916 à août 1918.
157. PA, R122982, Hermann von Simson à Wilhelm von Radowitz, Zurich, 7 juillet 1917.
158. BA, R901/71084, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt, 4 décembre 1918; PA, Nachlass Adolf Müller, Adolf Müller à l'AA, Berne, 19 mars 1919.
159. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1073.
160. AFS, E2001(A), vol. 800, major Vonder Mühl au DPF, 25 mai 1917.
161. *Idem*.
162. *Laibacher Zeitung*, 11 février 1918, consulté en septembre 2012 sur le site de l'Université de Ljubljana, à l'adresse [www.nuk.uni-lj.si/nuk3.asp?id=34053896].
163. PA, R122993, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 3 septembre et 26 septembre 1918.
164. Sur cette *Flamenpolitik*, voir Sophie de Schaepdrijver, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles: PIE/Peter Lang, 2005, pp. 137-169.

6. LES PUBLICS CIBLES DE LA PRESSE SPÉCIALISÉE

Autrefois, on disait: le marchand précède le soldat; il faut dire aujourd'hui: l'écrivain, le conférencier, le professeur et le journaliste précèdent le marchand, le diplomate et le soldat.

Gonzague de Reynold, 1916¹

La presse spécialisée est travaillée de façon intensive par les propagandes. Si l'effort est concentré sur les magazines illustrés et les suppléments divertissants, qui permettent aux belligérants de viser le « grand public » familial et dont l'étude forme le cœur de ce chapitre, l'émulation entre les puissances se retrouve dans l'ensemble des titres spécialisés, qu'il s'agisse des périodiques confessionnels, des publications économiques ou des revues culturelles. Les congrégations religieuses sont ainsi influencées, dès novembre 1914, par les *Evangelische Wochenbriefe* et les *Katholische Wochenbriefe*, répandues en Suisse par le réseau Erzberger. Ces feuilles entrent notamment en concurrence avec les publications du Comité catholique de propagande française à l'étranger et du Comité protestant de propagande française parmi les neutres.

Sur le plan économique, les chambres de commerce de Paris et Berlin diffusent de courts écrits périodiques avec l'aide des gouvernements. Du côté allemand, les *Mitteilungen des Kriegsausschusses der deutschen Industrie*, aussi appelées *Handelstags-Nachrichten*, sont lancées le 14 août 1914; 300 numéros sont diffusés jusqu'en mars 1920. Ces feuilles volantes doivent être facilement transmissibles de particulier à particulier, qu'il s'agisse de commerçants, d'industriels ou de banquiers suisses. Créées par le lobby allemand de l'industrie et du commerce, ces feuilles sont prises en main par l'*Auswärtiges Amt*. Les autorités disposent en été 1915 d'une carthèque de 90 000 adresses dans le monde pour la diffusion de ces

écrits économiques rédigés en neuf langues². Une statistique plus précise est conservée pour la fin du conflit : 15 500 *Handelstag-Nachrichten* sont envoyées en Suisse, dont 8000 en allemand, 7000 en français et 500 en anglais. L'espace romand est donc fortement travaillé, tout comme les touristes et commerçants anglophones présents sur sol helvétique.

Agora européenne, la Suisse représente également une plateforme de choix pour la mobilisation des élites intellectuelles. Dans les premiers mois du conflit, des professeurs issus des Empires centraux veulent y créer une revue internationale consacrée à la guerre. Les Autrichiens Ludo Moritz Hartmann et Carl Brockhausen activent leur réseau suisse pour lancer l'*Internationale Rundschau*, une publication prévue en trois langues (français, allemand, anglais) qui entend devenir un lieu international de débat sur la guerre. L'initiative essuie plusieurs refus de collaboration, dont ceux de Romain Rolland, Ernest Bovet ou Hermann Hesse, mais elle obtient le concours indigène de Paul Häberlin, professeur à l'Université de Berne et proche du mouvement helvétiste. Pour équilibrer le rapport de force, l'Alémanique Häberlin gagne le concours du Romand Gonzague de Reynold.

Les autorités allemandes s'activent en coulisse. Berlin est tenu au courant des pourparlers par des contacts entre la légation et Häberlin. Ce dernier est dépeint comme un germanophile bon teint voulant servir la cause allemande³. Au début de l'année 1915, le programme de la revue est envoyé aux quatre coins de l'Europe. La plupart des intellectuels favorables à l'appel se recrutent dans le camp des Empires centraux ou de leurs alliés spirituels. Du côté helvétique, les juristes Max Huber, Walter Burckhardt et Eugen Huber acceptent notamment de prendre part à l'aventure. Prêts au début du printemps 1915, les cahiers ne sont pas imprimés. Par une campagne très probablement orchestrée par le Quai d'Orsay, la presse française torpille l'entreprise⁴. Le 6 avril 1915, ces attaques sont reprises par la *Gazette de Lausanne* et confirment les soupçons de nombreux intellectuels romands. Le 27 avril 1915, après avoir dans un premier temps soutenu l'entreprise, Arthur Hoffmann demande à Häberlin et de Reynold de se désengager. Les deux académiciens ont probablement surestimé les possibilités de conciliation existant entre intellectuels belligérants. D'ailleurs, Stefan Zweig et Romain Rolland avaient également étudié la question d'un « parlement moral » des intellectuels euro-

péens qui siègerait en Suisse. Mais cette idée de l'automne 1914 avait été abandonnée face à la résolution belliqueuse animant la majorité des esprits⁵. Suite à la fronde française contre le projet d'Häberlin, le ministre allemand du Culte conseille à l'Auswärtiges Amt de s'éloigner du projet. Malgré cette première tentative avortée, *Die Internationale Rundschau* paraît à Zurich de 1915 à 1918 dans une version allemande et anglaise. Les initiateurs autrichiens se passent dès lors de l'aide des intellectuels suisses, sans que l'on connaisse précisément, en l'état des recherches, les implications de la Double Monarchie.

Malgré son hyperactivité médiatique, l'Allemagne ne lance pas de nouvelle revue culturelle en Suisse alémanique au cours de la guerre. Le Manifeste des 93 continue probablement à porter une ombre douloureuse sur l'engagement des penseurs allemands. Cette position en retrait se retrouve dans les difficultés connues par les germanophiles vis-à-vis de la revue *Wissen und Leben*. Le plus important forum de Suisse leur est fermé à partir de 1916 et l'Empire ne parvient pas à faire passer deux de ses articles de propagande auprès de Bovet en 1917-1918⁶. Les Français se montrent de leur côté bien plus actifs, puisqu'ils lancent deux revues culturelles germanophones, *Das französische Buch* en juin 1915 à Bâle et *Kriegsstudien* en 1917 à Lausanne.

GUERRE IMAGINÉE, GUERRE D'IMAGES

Avec les actualités cinématographiques, les magazines illustrés restent l'instrument privilégié par les propagandistes pour toucher les « larges masses »⁷. Les censeurs en ont conscience : une mesure sur deux prise par la CFCP au cours de ses six premiers mois d'activité touche une publication illustrée⁸. Pour Hermann Schoop, cette technique de manipulation par les images, par son caractère insidieux, est la pire qui soit. D'après l'helvétiste, quatre éditeurs de journaux sur cinq et certaines rédactions n'auraient eu aucun sens critique face à cette diffusion d'images soigneusement construites : « [...] Nos journaux illustrés indigènes ne peuvent presque pas lutter – je fais référence au fameux «Kriegs-Kurier», je fais référence aussi aux cinématographes comme moyens de propagande de guerre. [...] Ce fut comme un fluide, comme un poison subtil, qui pénétrait partout. »⁹

Dès la fin du XIX^e siècle, de nouvelles techniques de reproduction des images permettent aux éditeurs d'œuvrer à une échelle

inédite. En Suisse, les périodiques illustrés deviennent de véritables *mass media* au tournant du siècle, suivant l'évolution internationale avec un léger décalage¹⁰. La guerre donne un coup de fouet au phénomène et la plupart des magazines en profitent, particulièrement la *Schweizer Illustrierte Zeitung* de Paul Ringier. Ce périodique connaît un décollage fulgurant. L'illustré de Ringier passe d'un tirage de 18 000 exemplaires en 1913 à 43 000 à la fin de l'année 1914, se stabilisant à 50 000 exemplaires en 1918¹¹. La percée de Ringier confirme la stratégie que l'éditeur a mise en place dès le lancement du magazine en 1911. S'inspirant formellement de la *Berliner Illustrierte Zeitung*, l'homme d'affaires voulait combler un manque dans le paysage de la presse suisse, celui d'un magazine national d'actualités illustrées. L'idée de Ringier n'a pas de caractère politique et ses motivations sont avant tout commerciales. L'éditeur sent qu'un magazine suisse présentant une vue équilibrée du conflit lui permet de toucher un grand lectorat. Bénéficiant de la qualité de l'impression par héliogravure, la *Schweizer Illustrierte Zeitung* offre une image « impartiale » de la guerre. Cette « impartialité » doit être comprise, strictement, comme la représentation équilibrée des puissances sur le plan quantitatif¹².

Conscient de l'explosion des tirages, chaque belligérant cherche à atteindre le lectorat familial grâce à la presse illustrée. Dès sa création, la ZFA se met en contact avec de nombreux magazines et facilite leur diffusion à l'étranger. L'éditeur Broschek de Hambourg est par exemple mis à contribution pour proposer son *Welt im Bild* en grande quantité à l'étranger¹³. Cette revue est diffusée en Suisse par le biais du bureau Attenberger. En parallèle à cette récupération du marché éditorial, trois illustrés sont créés pour le compte de la propagande allemande à l'étranger. *L'Illustrierte Kriegs-Kurier*, *Der grosse Krieg in Bilder* et le *Kriegs-Chronik* sont proposés aux foyers helvétiques, gratuitement ou à des prix défiant toute concurrence.

LE KRIEGS-KURIER CONTRE MARS

L'Illustrierte Kriegs-Kurier est le principal vecteur mobilisé par l'Allemagne pour atteindre les populations neutres. Cette publication multilingue est aussi appelée *Courrier de la Guerre* ou *Corriere della Guerra*. En novembre 1914, l'institution allemande signe un contrat d'exclusivité avec l'éditeur de cette feuille, la firme

berlinoise Büxenstein¹⁴. Quelques semaines plus tard, l'illustré est repris gratuitement par certaines revues de divertissement, comme le *Schwizerhüsl* ou la *St-Galler Volkszeitung*. Il est également vendu dans les rues au prix extrêmement modique de 5 ct. pour seize pages. Son principal concurrent suisse, la *Schweizer Illustrierte Zeitung*, coûte alors quatre fois plus cher. Le magazine allemand est une publication essentiellement illustrée, qui utilise principalement des photogravures. Les légendes plurilingues des images constituent les seules traces écrites. Les choix graphiques de la feuille prennent position sur les problématiques du temps de guerre. Dans son premier numéro, l'illustré reproduit des dessins de balles dum-dum qui auraient été retrouvées sur des francs-tireurs belges. Plus loin, un montage «cinématographique» sur deux pages illustre les différentes phases du torpillage d'un croiseur anglais¹⁵. Ces deux exemples synthétisent les thèmes principaux portés par les messages de propagande, qui consistent à dévaloriser l'ennemi et à célébrer sa propre puissance de feu.

Les autorités allemandes sont persuadées que l'image de la guerre livrée par le *Kriegs-Kurier* est «objective» et évite toute polémique¹⁶. L'opinion des journaux suisses est tout autre. Représentée par la *Neue Zürcher Zeitung* et les *Basler Nachrichten*, la grande presse alémanique dénonce très rapidement le magazine en tant qu'action camouflée de propagande¹⁷. La représentation d'une information «impartiale» est loin d'être identique pour les propagandistes allemands ou pour le lectorat neutre. L'État fédéral intervient dans les plus brefs délais. Jugeant que le *Kriegs-Kurier* n'est pas compatible avec la neutralité suisse, le Département politique confisque le deuxième numéro, qui dénonçait les «crimes malins»¹⁸ des citoyens et femmes belges contre les blessés allemands. Le sixième numéro est frappé de la même mesure pour avoir représenté le roi Albert de Belgique auprès de ses «troupes fuyardes»¹⁹.

Ce désaveu médiatique et politique est renforcé par des considérations économiques. À Bâle, la maison d'édition Frobenius se plaint très vite d'une concurrence étrangère jugée «déloyale», puisque le *Kriegs-Kurier* est mis gratuitement à disposition des diffuseurs suisses depuis Zurich. Spécialisée dans les publications sportives et touristiques, la maison Frobenius a lancé dès le 8 août 1914 un illustré consacré à la guerre. Son *Kriegsbilder* tire rapidement à 25 000 exemplaires, un chiffre qui souligne la forte demande d'images provoquée par le conflit. En novembre 1914, ce tirage est

pourtant réduit de moitié, suite à l'arrivée des illustrés étrangers de propagande et particulièrement celle du *Kriegs-Kurier*. Excédé, Frobenius exige l'interdiction des illustrés allemands auprès du Conseil d'État zurichois: «Ce n'est pas que nous voulons faire du profit. Nous voulons garder nos travailleurs, des pères de famille. [...] L'Allemagne a un intérêt particulier à se protéger contre la mer de mensonges qui est diffusée dans la presse des pays neutres. Mais les moyens qu'elle utilise font du tort à notre industrie indigène.»²⁰

Invoquant la liberté d'expression, le Conseil d'État zurichois refuse d'intervenir. À la fin du mois de janvier 1915, la parution du *Kriegsbilder* cesse. La direction de Frobenius est particulièrement amère et laisse filtrer des raisons plus prosaïques, s'en prenant implicitement au *Kriegs-Kurier*:

Depuis la parution d'une feuille de propagande étrangère, dont l'infériorité a déjà été suffisamment honorée par la presse quotidienne suisse, nous devons constater à regret la diminution constante des ventes de notre *Kriegs-Bilder*. [...] Cette feuille poursuit uniquement le but de gagner les États neutres aux idées allemandes, comme cela a déjà été mentionné par nos quotidiens. Le texte qui accompagne les images, qui ne sont en outre pas du tout actuelles, paraît ainsi en quatre langues.²¹

Cette réaction acerbe souligne en creux l'impact du *Kriegs-Kurier* sur le lectorat alémanique. «De nombreux acheteurs se laissent séduire par l'extrême modicité du prix de cette publication, par l'abondance de sa documentation et par son apparence suisse»,²² indique de son côté le correspondant de la *Gazette de Lausanne* à Zurich. La feuille mentionne alors son prix en centimes suisses sur son en-tête, indiquant en petits caractères qu'un bureau zurichois est responsable de sa diffusion.

Dans cette guerre des illustrés, Paris n'est pas en reste. Alors que le Ministère de la guerre français vient de créer la Section photographique de l'armée, la Troisième République lance en mai 1915 son propre magazine de propagande à Bâle, au titre évocateur de *Mars*. Édités par la Neue Literarische Buchhandlung, 184 numéros paraîtront jusqu'en janvier 1919. Le périodique reprend l'apparence formelle du *Kriegs-Kurier*. Son prix est modique, fixé à 10 ct. pour douze pages dont neuf sont illustrées, et dès son troisième numéro, la revue publie ses légendes en allemand

Nr.27 5cts. Nr.27

Illustrierter Kriegs-Kurier

Corriere della guerra Courier de guerre

Edizione settimanale Wochen--Ausgabe Edition hebdomadaire



Eine deutsche Schleichpatrouille.
Une patrouille allemande (patrouille rampante). Una pattuglia tedesca,

Fig. 12. *L'illustrierter Kriegs-Kurier* compte sur le choc des images pour faire vivre les combats au plus près, quitte à soigneusement maquiller la «réalité» de ces derniers.

et en français. Un phénomène de concurrence joue à plein dans ses initiatives belligérantes. Comme le *Kriegs-Kurier*, l'illustré bâlois compte sur la « plasticité » des images pour toucher simultanément deux publics linguistiques, même si les textes, constitués d'extraits de la presse suisse, sont rédigés exclusivement en allemand.

Alsacien naturalisé suisse, Karl Hänggi est le directeur de cette nouvelle revue consacrée exclusivement à la guerre. Il est remplacé en novembre 1915 par un certain H. Bach. Il s'agit très probablement du pseudonyme du professeur français Gabriel Darquet, actif avant-guerre pour la cause de l'Alsace française. Blessé à la bataille de l'Aisne, Darquet est dépêché en Suisse à la fin de l'année 1914 pour le compte de la propagande française²³. Sur le plan formel, *Mars* consacre systématiquement ses deux premières pages aux images helvétiques. La suite célèbre la supériorité des armées alliées. Dans son premier numéro, la rédaction met l'accent sur son origine helvétique: « Notre but est un COMPTE RENDU IMAGÉ LE PLUS COMPLET POSSIBLE sur la guerre, qui vient d'entrer dans une phase nouvelle et importante. Des contacts parfaits avec tous les côtés nous permettent de vous apporter le plus intéressant. Notre nouvelle revue doit aussi naturellement rendre compte de manière colorée de la vie et de la conduite militaires DANS NOTRE PROPRE PAYS SUISSE. »²⁴

La ligne éditoriale choisit de ne pas attaquer frontalement les Empires centraux. Dans le premier numéro, une pleine page est consacrée à une gravure du *Lusitania*. La légende qui l'accompagne reste extrêmement factuelle. La feuille se contente de relayer la plainte américaine contre une « violation du droit des gens ». *Mars* est l'une des composantes de la première action germanophone de l'Entente. À Bâle, cette dernière se dote en parallèle d'une agence de dépêches destinée à la petite presse (la Neue Korrespondenz), d'une librairie (la Neue Literarische Buchhandlung) et d'une revue littéraire (*Das französische Buch*), toutes d'apparence indigène. Le choix de la ville rhénane s'explique par une position frontalière en contact direct avec le territoire alsacien.

L'impact de *Mars* est très difficile à estimer, faute de sources. Il faut se contenter d'une information chiffrée: son tirage oscille entre 4000 et 6000 exemplaires, peut-être 10000 en janvier 1916, ce qui correspond au tirage d'un quotidien de moyenne importance. Les responsables français se montrent de leur côté satisfaits de l'influence de *Mars*. « Zurich, d'abord hostile, est la ville où *Mars*

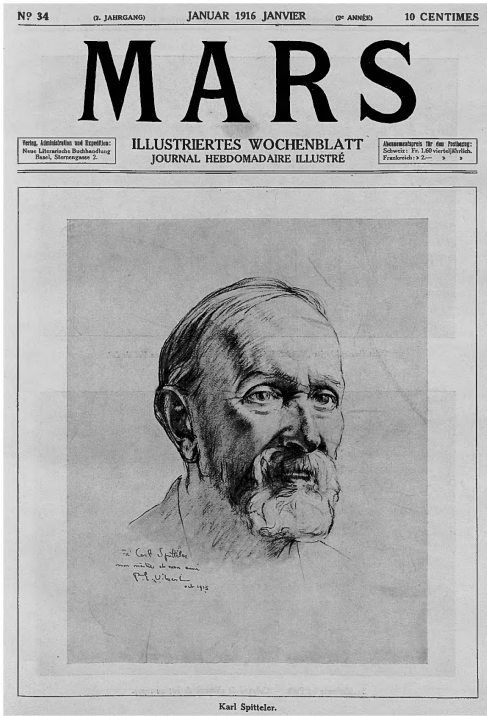


Fig. 13. Contrôlé par l'Entente, le magazine *Mars* se plaît à mettre en avant des figures critiques à l'égard de l'Allemagne, à l'image du poète Carl Spitteler.

compte le plus d'amis dévoués»²⁵, se félicite-t-on au Quai d'Orsay. Hänggi est du même avis : « *[Mars]* réussissait très bien et ne paraissait pas aussi disposé à disparaître aussi vite que le lui avaient prédit quelques bons camarades. »²⁶ Le fait que l'illustré poursuive sa parution jusqu'à la fin du conflit, malgré un coût important, montre que le dispositif de propagande reste convaincu par son efficacité.

L'initiative de l'Entente à Bâle a des implications directes à Berlin. En juin 1915, l'*Illustrierter Kriegs-Kurier* se pare à son tour d'une apparence indigène. Une société-écran, la Kurier-Verlag, est montée à Zurich²⁷. Cette coopérative d'édition n'est qu'un simple prête-nom. L'Auswärtiges Amt conserve la main sur l'édition et la diffusion du magazine. Cette « indigénisation » ne semble pas convaincre le lectorat suisse. La diminution de son tirage à l'échelle mondiale souligne l'évolution négative de la réputation du *Kriegs-Kurier*. La feuille tire à 127 000 exemplaires en juillet 1915 ; elle tombe à 60 000 en octobre 1916²⁸. En Suisse, le

bilan est particulièrement négatif. En automne 1916, la vente en kiosque a totalement cessé²⁹.

L'échec de la diffusion commerciale du *Kriegs-Kurier* pousse l'Allemagne à prendre le risque du passage en force de son périodique. Sa diffusion gratuite est renforcée. Cette tactique offensive alimente en retour le sentiment de rejet du lectorat neutre, lassé des représentations trop unilatérales fournies par le magazine. Même si l'illustré continue à plaire aux germanophiles, ses difficultés de diffusion commerciale montrent qu'il n'arrive pas à dépasser ce cercle. La couverture zurichoise de l'*Illustrierter Kriegs-Kurier* est en outre modifiée une seconde fois. Dès le 8 octobre 1916, la feuille passe sous la direction apparente de Paul Hermann Frey, engagé en parallèle dans le lancement de l'*Allgemeiner Pressedienst*. Au début de sa troisième année, une publicité de l'*Illustrierter Kriegs-Kurier* souligne la ligne impartiale que compte défendre la revue : « [Le *Courrier de Guerre* illustre] les faits de guerre DE TOUTES LES PUISSANCES BELLIGÉRANTES, par des photographies prises avec de grands soins sur TOUS les théâtres de la guerre. De même, il continuera, comme par le passé, à rapporter tous les événements principaux RAPIDEMENT et dans un ESPRIT DE VÉRITÉ absolu. »³⁰

Cet appel à s'abonner n'est pas entendu et le *Kriegs-Kurier* arrête sa parution, du moins pour sa version helvétique, en mai 1917. La « vérité » allemande présentée par le magazine a suivi une ligne bien différente de l'idéal multilatéral prôné. Elle contraste fortement avec la tactique éditoriale suivie par *Mars*. Premièrement, la couverture helvétique du *Kriegs-Kurier* est restée très artificielle. Il n'y a pas eu de discours spécialement conçu pour le lectorat suisse. Le magazine est rédigé depuis Berlin à l'attention de nombreux pays (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas...). Dans la version zurichoise, des images de la vie militaire en Suisse sont insérées épisodiquement, sans que cela devienne systématique, et 43 pages, dont cinq images de couverture, sont consacrées à la Suisse. Elles représentent un peu plus de 2 % de l'ensemble des pages publiées entre octobre 1914 et mai 1917 (et respectivement 3,75 % de l'ensemble des « unes »). Le rapport est totalement différent pour le magazine français. Sur la totalité des couvertures de *Mars* qui peuvent être attribuées à l'une ou l'autre nation, la Suisse représente presque 35 % de l'échantillon.

La seconde différence concerne la représentation de l'ennemi. Le *Kriegs-Kurier* a suivi une ligne agressive à l'encontre de ses

adversaires, dénonçant leur conduite de la guerre et leur infériorité morale. La représentation de la mort le souligne. Quinze photographies ou gravures illustrent la mort de soldats de l'Entente au combat, majoritairement des soldats russes. Au début de 1915, la première photographie de ce genre dépeint un charnier en Russie³¹. Un champ jonché de cadavres de l'armée tsariste est photographié en Ukraine³³ et, à une seule occasion, un cadavre russe est présenté en couverture³². Ces illustrations occupent parfois une pleine page. L'antislavisme est largement partagé en Allemagne et en Suisse alémanique, ce qui rend probablement les représentations de morts russes plus « acceptables ». Il ne faudrait pas exagérer la représentation que le *Kriegs-Kurier* donne de la mort, puisque ces quinze images ne forment qu'une infime partie du corpus. Mais elle souligne de façon paroxystique l'image dégradante qui est généralement donnée de l'ennemi. Du côté de l'Entente, la stratégie éditoriale de *Mars* est très différente et ne reprend que de rares images de cadavres ennemis, soit à deux reprises des soldats autrichiens³⁴. Dans l'illustré bâlois, la brutalité de la guerre reste avant tout marquée par les décombres que les combats laissent derrière eux – destructions de monuments et de villes, de terres et de forêts, d'arsenaux militaires, de tombes de soldat.

DES MAGAZINES HAUT DE GAMME

Les illustrés ne sont pas pensés seulement pour un public de masse. Diffusé en Suisse, le mensuel *Der grosse Krieg in Bilder* représente l'exemple type d'une publication haut de gamme à la belle qualité d'impression (contrairement à la qualité très moyenne, pour ne pas dire médiocre, du papier utilisé pour le *Kriegs-Kurier*). Par ce périodique au format horizontal d'une cinquantaine de pages, uniquement composé d'images, la ZFA entend charmer le « meilleur public »³⁵. La revue est rédigée par l'intermédiaire du Service allemand d'outre-mer, une fondation semi-publique spécialisée dans la transmission des images à l'étranger. Différentes éditions, déclinées en treize langues différentes, sont utilisées selon les régions visées. Le magazine est diffusé à 20 000 exemplaires en Suisse à la fin de la guerre, 65 % des exemplaires sont rédigés en allemand, 30 % en français et 5 % en italien. L'Allemagne vise certaines catégories socioprofessionnelles, comme les avocats, les professeurs, les enseignants, les officiers, les pharmaciens ou les religieux. D'autres

lieux de rencontre ou d'attente sont également livrés: salons de coiffure, cantines militaires, hôtels, hôpitaux et papeteries. À l'instar du Reich, la propagande française s'est elle aussi dotée d'un illustré haut de gamme, le *Panorama de la Guerre*, publié en tomes à partir de 1914. En 1917, un volume célèbre sur une quinzaine de pages l'œuvre charitable de « Dame Helvetia »³⁶. Cette offensive française inquiète les autorités allemandes et entraîne une nouvelle sur-enchère. « Une diffusion encore renforcée de notre littérature illustrée de guerre est en contrepartie absolument nécessaire »³⁷, indique-t-on à la légation bernoise.

Un dernier illustré est largement diffusé en Suisse par la ZFA. Il s'agit du mensuel trilingue *Kriegs-Chronik*, édité à Berlin par le bureau Erzberger (ces autres titres sont *Journal de la Guerre: lettres de soldats en campagne* et *Un Mese di Guerra*). Le *Kriegs-Chronik* se différencie des deux précédentes publications par son caractère mixte entre texte et illustration. En 1916, Berlin se déclare très satisfait de la diffusion de la revue³⁸. Si l'on se base sur les chiffres donnés par Attenberger à la fin de la guerre, plus de 40 000 exemplaires du mensuel sont diffusés, dont 15 000 en Suisse romande et 6000 à 8000 au Tessin³⁹. Quelle est l'efficacité de cette diffusion gratuite? Les rares données qualitatives dont on dispose contredisent ce succès autoproclamé. Combien d'exemplaires envoyés gratuitement sont directement jetés à la corbeille? Hans Attenberger réceptionne de nombreuses plaintes de la part de lecteurs exaspérés par ses envois gratuits, dont des exemplaires retournés avec des remarques injurieuses⁴⁰. Un anonyme signant « Schwizer-Dutsch » écrit par exemple: « Ha ha [...] Vous mentez ensemble, vous assassinez ensemble, vous n'avez tous qu'un ennemi, la vérité. »⁴¹ Un avocat lausannois explique ironiquement avoir été amusé au départ par les « mensonges grotesques » de la revue:

Je me suis fait une joie facile mais profonde de répandre parmi mes amis et connaissances cette publication, par laquelle vous faites à la cause allemande tout le mal qu'il est possible de faire à une cause aussi infâme. Je vous suis donc très obligé de m'avoir ainsi fourni l'occasion de nuire, dans une certaine mesure, à l'Empire allemand.⁴²

Mais l'avocat romand interdit désormais à Attenberger l'envoi futur du *Journal de la Guerre*. Attenberger ne prend jamais ses

plaintes au sérieux, car il estime qu'elles sont inévitables. Pour l'agent, l'action de diffusion a reçu des preuves « d'intérêt le plus vivant non seulement de Suisse allemande, mais aussi de Suisse romande et du Tessin »⁴³. Attenberger a tendance à embellir le jugement qu'il porte sur son bureau. S'il reconnaît que les lettres de protestation ne manquent pas, il ajoute que « ce ne sont pas sur les plus mauvais fruits que butinent les abeilles ». En octobre 1917, l'Allemand signale d'ailleurs une augmentation de 2600 adresses suisses intéressées par le *Kriegs-Chronik*, dont 1000 en Romandie et 600 au Tessin⁴⁴. Le 27 novembre 1917, onze lettres de remerciement parviennent le même jour à Attenberger. Un avocat bien-inois écrit :

Comme je suis un admirateur sincère des nombreuses finesses des propriétés allemandes, vos envois me réjouissent à chaque fois beaucoup. Malgré quelques zones d'ombre – quel peuple n'en a pas ? – je suis constamment d'avis que le peuple allemand a mérité la première note dans l'examen mondial des peuples. Je laisse d'ailleurs volontiers valoir à tous les autres peuples leurs bons côtés. Si je le dis, je m'abstiens de toute prise de parti propre, car je veux simplement évaluer.⁴⁵

Il est possible que l'évolution du front de l'Est influence ces lettres de gratitude. La veille de leur envoi, la Russie a signé un cessez-le-feu avec l'Allemagne. Ces données contradictoires montrent la complexité de l'étude de la réception des messages de propagande et leur étroite dépendance aux contextes international et national. Sur le plan fédéral, les publics cibles résistent à tout réductionnisme interprétatif.

UNE PRESSE DOMINICALE « DÉNATIONALISÉE » ?

Un cas particulier de la presse illustrée est représenté par les suppléments illustrés, qui provoquent une lutte de pouvoir entre la Nouvelle Société helvétique et la diplomatie allemande. Avant 1914, peu d'illustrés indigènes sont capables de concurrencer les grands titres étrangers sur le plan technique. Ceux-ci se taillent la part du lion. Le marché suisse est alors trop faible pour permettre à la majorité des quotidiens alémaniques d'illustrer leur édition de fin de semaine, dite de divertissement (« *Unterhaltung* ») ou

d'instruction («*Belehrung*»). Pour pallier ce manque, la petite et moyenne presse a recours à des suppléments édités en Allemagne, sans en-tête, qui lui sont livrés «clés en main». Les feuilles suisses n'ont plus qu'à y ajouter leur titrairie personnalisée⁴⁶. En 1913, la Suisse romande connaît également l'arrivée de ce type de production, à la différence qu'une seule entreprise suisse, la Sadag, gère la production. Et les proportions sont bien moindres : la firme genevoise fournit une feuille du dimanche illustrée à quatre quotidiens lausannois et neuchâtelais, dont la populaire *Tribune de Lausanne*⁴⁷.

En Suisse alémanique, le phénomène est bien plus massif. On estime à 400 000 le nombre d'exemplaires dominicaux qui sont fournis chaque semaine à la presse en 1914, pour un bassin de population d'environ 2,5 millions de Suisses germanophones. Détenant plus de la moitié du marché alémanique, l'entreprise allemande Minerva, de Wurzburg (Bavière), gère cette mainmise depuis sa succursale de Zurich, fondée en 1911⁴⁸. Les suppléments de cette firme proposent un mélange d'illustrations nationales et étrangères, agrémenté de littérature populaire et de conseils pratiques. Bien souvent, seule l'illustration de couverture propose une vue helvétique, les autres images étant identiques à celles que diffusent les feuilles distribuées sur le marché allemand. Ainsi, dans une *Sonntagsblatt* éditée par Minerva en janvier 1914, une vue de Saint-Moritz en hiver occupe la page de couverture, alors que les pages intérieures proposent uniquement des images allemandes, comme celles consacrées au Nouvel An berlinois.

En automne 1914, le phénomène prend une tournure plus politique. Même si leur contenu se veut avant tout léger, «divertissant» et «édifiant», les feuilles du dimanche se mettent au service de la cause germanique. En octobre 1914, le *Feierabend*, supplément du *Fürstentümer* de Gossau (Saint-Gall), propose par exemple une vue unilatérale de la destruction allemande de Louvain. Une photographie dépeint un centre-ville dévasté avec une légende expliquant sans ambages que «toutes les maisons où des civils ont tiré sur les troupes allemandes ont été détruites»⁴⁹. La présence fantasmée des francs-tireurs belges est donc convoquée pour justifier la destruction d'une ville neutre. De nombreux suppléments relaient une vision tendancieuse de la guerre. Le supplément du *Rheinwacht* de Laufenburg (Argovie), le 6 juin 1915, parle de crimes de guerre commis «au son de l'or anglais»⁵⁰. Ces suppléments allemands de divertissement quittent ainsi leur

position apolitique pour se joindre à l'effort de mobilisation des esprits, même si l'État allemand n'est aucunement impliqué dans la diffusion de ces feuilles en Suisse. Celle-ci relève des conditions du marché de l'édition au moment du déclenchement des hostilités. Pourtant, aux prises avec une arrivée massive d'actions institutionnelles de propagande, les Suisses vont progressivement percevoir les feuilles du dimanche comme une émanation officielle de propagande et les dénoncer comme une ingérence culturelle inacceptable.

Une réaction helvétiste conséquente s'abat sur les suppléments dominicaux. Ce phénomène s'explique par le pouvoir « de masse » que les élites intellectuelles prêtent à ces feuilles. Pour beaucoup de publicistes, elles pervertissent insidieusement, sous une apparence sympathique, la mentalité du peuple suisse. Cette littérature familiale, généraliste, est dénoncée aussi bien en Suisse alémanique que romande. De Berne, l'écrivain Carl Albert Loosli estime qu'elle constitue le phénomène de presse le plus important de « dénatio-nalisation »⁵¹ du peuple suisse. Loosli prend pour exemple le nombre d'images diffusées par l'un de ces suppléments lors de la première année de guerre. Sur 300 illustrations, plus de la moitié représentent des sujets allemands, alors que seules 34 images sont consacrées à la Suisse. Le *Journal de Genève* applaudit la brochure de Loosli et renforce sa critique des illustrés étrangers, car ces derniers habituerait « notre pays à une véritable servilité vis-à-vis des souverains étrangers dont on lui montre l'image dans toutes les attitudes et sous tous les uniformes. Le public est complice des éditeurs de journaux et de livres qui l'inondent de production étrangère. »⁵² Cette critique indigène est récupérée par les adversaires de l'Allemagne. Pour le francophile Karl Hänggi, le supplément dominical touche « les milieux populaires les moins informés », pénètre « les foyers des paysans et des humbles », trouble « avec un air innocent [...] l'esprit de nos femmes et de nos filles »⁵³.

LA CONTRE-ATTAQUE HELVÉTISTE

La Nouvelle Société helvétique mène la lutte contre l'ingérence médiatique allemande. Le rôle moteur est joué par l'écrivain zurichois Jakob Bühler, alors âgé de 33 ans, le premier intellectuel à se préoccuper de l'influence des feuilles étrangères du dimanche. Le 10 octobre 1914, il adresse une lettre programmatique à la Société

des écrivains suisses, qui en appelle au lancement d'une littérature illustrée indigène. « C'est un fait que l'ensemble du peuple non littéraire [*unliterarische*] de notre pays lit ces suppléments avec plaisir »⁵⁴, se désole Bühler. Si la fatière des écrivains suisses refuse de donner suite à l'initiative de Bühler, ce dernier trouve en la NSH une association patriotique prête à relayer ses idées de protectionnisme culturel. En février 1915, la NSH, par son nouveau Service de presse, charge Bühler de mener une enquête approfondie sur les possibilités d'action vis-à-vis des suppléments dominicaux. Cette étude débouche rapidement, en été 1915, sur la signature d'un contrat de reprise entre le secrétariat central de la NSH et la société zurichoise Minerva. La NSH se dote en parallèle d'une coopérative de gestion, la Genossenschaft Schweizerischer Sonntagsblätter (GSSB) ; 160 000 fr. sont versés à Minerva pour acquérir son droit d'édition et d'impression. La Coopérative reprend la production des quelque 313 000 exemplaires, de quatre ou huit pages, livrés chaque semaine à 128 journaux de l'ensemble des cantons alémaniques⁵⁵. Le monopole des feuilles du dimanche passe en mains helvétistes. « Le pays cessera pour toujours d'être inondé par une littérature populaire exotique »⁵⁶, se réjouit *Il Grigione Italiano* à Poschiavo.

Pour couvrir les coûts, une souscription publique est lancée et vise les « amis de la mentalité helvétique »⁵⁷. Pour convaincre les investisseurs, la Coopérative relève le soutien apporté par l'entreprise à la littérature indigène et à l'éducation nationale du peuple. Tenant compte de la problématique du « fossé », elle espère également rapprocher les Confédérés en traduisant des articles d'auteurs romands pour le public germanophone. Mais l'adversaire principal reste le puissant marché allemand. L'opération helvétiste est officiellement soutenue par d'autres associations nationales, comme la Société suisse d'utilité publique, l'Association de la presse suisse ou l'Heimatschutz, signe de la forte mobilisation des élites bourgeoises. Concernant la partie rédactionnelle, la NSH reste seule maîtresse à bord. L'appel public de la GSSB reprend les arguments défendus par les tenants d'un protectionnisme culturel helvétique. L'accent est porté sur le danger que ces feuilles familiales feraient peser sur les femmes, « mères de notre peuple, éducatrices de la tendre jeunesse » qui sont, d'après le dépliant de Zurich, les premières visées par cette littérature. L'argumentaire n'est pas exempt de paternalisme et d'opportunisme. Les notables

helvétistes croient au pouvoir particulier de la presse illustrée sur les instincts d'un «peuple» rural et intemporel. L'impact des suppléments dominicaux se ferait sentir «jusque dans la dernière cabane des Alpes», plaident les initiateurs. Le développement des tensions économiques explique aussi une initiative qui doit permettre à l'écrivain suisse de s'affranchir de l'étranger. Le combat de la NSH se pose en dernier lieu contre le caractère jugé médiocre de la littérature du dimanche. La Coopérative n'entend pas construire une «muraille de Chine» autour du pays, puisque la «bonne» littérature étrangère doit pouvoir être lue en Suisse. Cependant, les suppléments du dimanche promouvraient majoritairement des histoires «de barons et de comtes, sans caractères, qui sont d'autant plus dangereux qu'ils paraissent inoffensifs». L'appel contre cette «*Schundliteratur*» est entendu puisque l'entier du capital est souscrit⁵⁸.

Au même moment, la coopérative des *Schweizerische Sonntagsblätter* exerce une action de lobby auprès des autorités pour qu'elles limitent les possibilités d'importation des suppléments dominicaux étrangers. Le Département de la poste estime que ces suppléments ne peuvent être frappés d'une taxe destinée exclusivement aux écrits politiques⁵⁹. Le Département politique ne partage pas cet avis. Il soutient chaleureusement l'initiative. Pour Arthur Hoffmann, la littérature du dimanche était déjà inadéquate en temps de paix, car elle représentait trop ouvertement l'esprit allemand et surtout l'esprit pangermaniste. Hoffmann reprend à son compte les arguments avancés par les helvétistes: «Quelques images, quelques légendes courtes, un conte et quelques blagues ont plus d'effet sur de grands pans de la population que les beaux articles des journaux politiques, qui ne sont pas lus.»⁶⁰

Le 4 février 1916, un arrêté du Conseil fédéral impose finalement une taxe de trois centimes à chaque supplément entrant en Suisse⁶¹. Fâchés, des éditeurs alémaniques adressent une pétition à la Direction de la poste, par l'intermédiaire du responsable germanophile du *Basler Anzeiger*⁶². L'Allemagne aussi se plaint d'une mesure qu'elle juge unilatérale. Le légat Romberg menace implicitement le marché suisse. Il laisse entendre qu'une telle sanction va à l'encontre du libre-échange des presses allemande et suisse, alors que les feuilles alémaniques se vendent jusque-là bien en Allemagne⁶³. Le Conseil fédéral défend une mesure qu'il estime politique, et non économique, prise aussi bien contre

l'Allemagne que contre la France. Ce sont les forces en présence sur le marché de la presse dominicale qui placeraient l'Allemagne en position défavorable. « L'intérêt de la Suisse réside très certainement dans la capacité de sa population à ne pas seulement agir de façon neutre, mais aussi à réfléchir de façon neutre »⁶⁴, justifie le Département politique.

LES FEUILLES SUISSES DU DIMANCHE

Les premières *Schweizerische Sonntagsblätter* sont éditées le 1^{er} octobre 1915 sous la direction de Jakob Bühner. Elles sont ancrées dans l'actualité par leurs illustrations, consacrées en majorité à la guerre à l'étranger, au contraire des textes, composés d'œuvres fictionnelles d'auteurs suisses. La Coopérative prend en compte le fractionnement du marché éditorial puisqu'elle édite plusieurs types de suppléments, de différentes couleurs politiques ou confessionnelles. Deux feuilles sont destinées aux journaux catholiques, deux autres aux sociaux-démocrates et les deux suppléments les plus diffusés sont présentés comme neutres, « sans tendance », ce qui les rattache, implicitement, au radicalisme et au protestantisme. Ces deux publications sont l'*Abendruhe* et le *Feierabend*, mais les journaux qui les reprennent adoptent bien souvent un titre personnalisé. On les retrouve dans des éditions dominicales de Lucerne, Winterthour, Davos, Grindelwald... Feuilletons l'un de ces suppléments. Le premier numéro de 1916 du *Feierabend* propose en ouverture un roman-feuilleton de Jeremias Gotthelf, suivi d'une biographie de cet écrivain suisse du XIX^e siècle, critique face à la modernisation du monde rural. Légèreté et sérieux se mêlent, puisque l'on retrouve des devinettes, des articles pratiques et ménagers. Les images sont consacrées majoritairement à la guerre, comme ces scouts suisses effectuant une préparation militaire, ce soldat russe se tenant à couvert derrière son cheval ou encore les vues de l'occupation des frontières en Suisse.

Entre 1915 et 1917, les images des différents suppléments mettent en scène l'ensemble des armées belligérantes. Il n'y a pas de suprématie d'un camp sur l'autre et les légendes restent très factuelles. La ligne éditoriale évite toute polémique et toute image choquante. Elle offre plutôt une représentation magnifiée des forces militaires. Les défilés de soldats, les poses de militaires sur le front et l'armement sont régulièrement mis en valeur. La violence

n'est représentée qu'à l'aide de ruines de bâtiment, ou de champs dévastés. Il s'agit d'une « violence acceptable »⁶⁵, presque aseptisée, du conflit. Les images ne sont jamais signées. Elles constituent des preuves en soi, puisqu'aucune distance critique n'est prise dans les légendes. Lorsqu'un photographe saisit une scène de bataille au-dessus des tranchées, soit à la merci du feu adverse, l'image, posée, est présentée comme une représentation fidèle du combat.

Comment s'effectue le choix rédactionnel? Jakob Bühler doit soumettre le texte et les images des numéros à paraître à une imposante commission de contrôle. Des associations nationales comme l'Association suisse des instituteurs ou la Société d'utilité publique des femmes suisses y siègent. Un *modus vivendi* différent est trouvé pour les suppléments catholiques. La Coopérative finit par déléguer leur rédaction et leur censure à l'Association populaire catholique suisse⁶⁶. D'après les rapports de la NSH, le succès est au rendez-vous. Le secrétaire central Gerhard Steck considère en septembre 1916 que la Coopérative est la plus grande entreprise menée par la société⁶⁷. En juin 1917, Gonzague de Reynold estime de son côté, non sans forcer le trait, que les suppléments dominicaux étrangers ont totalement disparu de Suisse⁶⁸. Derrière ce succès autoproclamé se cache une réalité économique moins reluisante. Les caisses doivent être renflouées à intervalles réguliers par de généreux donateurs. Les données comptables font état d'importants déficits⁶⁹. En 1917, le premier emprunt obligataire doit être cédé à hauteur de 80 % par les membres de la Coopérative, la valeur de l'imprimerie est revue à la baisse et une nouvelle levée importante de fonds a lieu, rapportant 170 000 fr.⁷⁰ Ces difficultés économiques vont de pair avec la chute du nombre d'abonnés: les *Feuilles du dimanche* passent des 313 000 exemplaires de leurs débuts à la barre des 100 000 en 1917, avant d'atteindre 60 000 exemplaires en 1918⁷¹. Cette chute s'inscrit dans la crise du papier qui frappe alors le marché suisse.

Face à de tels déficits, la Nouvelle Société helvétique, pourtant farouchement antiétatique à ses débuts, demande une aide à la Confédération. Le Conseil fédéral propose alors un soutien de 30 000 fr. Mis au fait, le correspondant bernois de la *Gazette de Lausanne* Pierre Grellet estime que le caractère d'officialité de la démarche est incompatible avec une société qui entend régénérer l'esprit national⁷². Cette critique est reprise au moment où le Parlement doit avaliser la mesure. Les débats se prolongent d'une

façon inhabituelle pour une telle somme. Giuseppe Motta défend la subvention. Pour le conseiller fédéral, les suppléments sont des instruments de propagande puissants qui ne doivent pas être laissés aux influences étrangères. Le Conseil national accepte de le suivre mais pas le Conseil des États. Ce dernier estime que le but patriotique reste trop mal défini et que la mesure créerait un dangereux précédent dans les rapports entre la presse et l'État. Le non l'emporte par 20 voix contre 10, malgré un ultime soutien du conseiller fédéral Gustave Ador et son hommage rendu à des *Schweizerische Sonntagsblätter* qui «ont lutté contre l'influence exotique, soutenu la littérature nationale, l'art national, l'esprit suisse en un mot, et les [ont soustraits] à l'infiltration de la propagande étrangère»⁷³. Ador a une vision édulcorée de la réalité, car les *Sonntagsblätter* n'ont pas échappé aux tentacules du service allemand de propagande...

RETOUR PAR LA BANDE DE L'INFLUENCE ALLEMANDE

Paradoxalement, c'est bien l'initiative helvétiste sur les feuilles du dimanche qui pousse les autorités allemandes à l'action. La NSH lutte contre un phénomène commercial d'avant-guerre et non contre une action institutionnelle de propagande, même si les deux champs se sont confondus avec le conflit. Les propagandistes allemands ont alors tenté d'influencer en sous-main la coopérative zurichoise. Ils y parviennent grâce à l'activation de deux membres germanophiles du comité de la GSSB, les éditeurs zurichois Jean Frey et Arnold Bopp⁷⁴. Jean Frey est connu pour être l'éditeur du satirique *Nebelspalter*, très opposé au monde anglo-saxon à partir de 1916. Il publie toute une série d'imprimés prenant fait et cause pour les Empires centraux et collabore directement avec le service allemand de propagande pour l'édition d'un album du *Nebelspalter* destiné à la vente auprès d'autres pays neutres européens (voir chap. 11). Sa position au sein de la GSSB est jugée comme «extrêmement importante» par les Allemands⁷⁵. Il faut dire que l'entrepreneur, actif dans le monde de l'édition depuis 1890, s'est fait connaître par sa capacité à produire une presse à grand tirage. Innovants techniquement, ses illustrés occupent le haut du panier des périodiques en Suisse. Frey appartient également à la puissante Association zurichoise de la presse. L'homme est un poids lourd dans le paysage médiatique alémanique.

Arnold Bopp, le second « infiltré » germanophile, est un personnage au profil plus énigmatique. En 1915, ce lieutenant zurichois édite, à compte d'auteur, deux brochures des *Stimmen im Sturm*⁷⁶. Ce qui n'empêche pas le typographe d'être nommé président du Comité de la GSSB en octobre de cette même année. Bopp est d'ailleurs membre du groupe zurichois de la NSH. Il s'y occupe de la « question des étrangers »⁷⁷ et représente un courant lié à la fois aux milieux économiques et à l'armée. Sa maison d'édition édite le *Journal des Associations patronales*, mais aussi les *Chants de soldats suisses*, dont 90 000 exemplaires en format de poche sont tirés en 1916. L'éditeur a pu se rapprocher de l'Allemagne par ses affinités avec le milieu militaire. Dans leurs rapports, les Allemands lui confèrent d'ailleurs le rang de major.

La seconde action d'influence sur les *Schweizerische Sonntagsblätter* concerne la fourniture d'images, car l'Auswärtiges Amt prend en main la livraison d'images de guerre pour les illustrés helvétiques à partir de 1916 (voir chap. 11). Hans Attenberger relève les bons résultats obtenus auprès de la GSSB à partir de l'été 1917. En mai 1918, l'agent allemand estime que son action exclut presque complètement les images de l'Entente des *Sonntagsblätter*⁷⁸. Cette affirmation est fondée, même si Attenberger force un peu le trait. Pour *l'Abendruhe* (dans l'édition de huit pages), l'origine internationale des images domine en 1915 et 1916, avec l'emploi notamment d'images françaises. Les rapports de force changent à partir de 1917, avec 51 % d'illustrations concernant des sujets suisses, 33 % les Empires centraux et seulement 15 % l'Entente. La tendance s'affirme en 1918 : les sujets suisses ne représentent plus que 36 % de l'échantillon, les Centraux grimpent à 48 % et l'Entente stagne à 12 %. Plus aucune image n'est fournie par la France.

L'influence allemande se retrouve également dans les légendes et le choix des images. À partir de 1917, certaines illustrations cachent une position tendancieuse, comme cet « audacieux *Führer* » sortant d'une tranchée à l'assaut d'hypothétiques ennemis ou encore un soldat allemand distribuant « généreusement » des cigarettes à des civils roumains⁷⁹. Un article d'actualité du printemps 1918 – fait suffisamment rare pour être signalé – vante les richesses du sol ukrainien⁸⁰. Or, l'Ukraine nouvellement indépendante est alors sous l'emprise de l'Allemagne. Le pays constitue un argument de poids pour la propagande allemande, qui laisse espérer à la Suisse un possible ravitaillement en blé. L'influence

allemande est encore plus nette sur le supplément destiné aux feuilles catholiques (*Illustriertes Sonntagsblatt*). En 1918, les images des Empires centraux représentent 62 % de l'échantillon, celles de l'Entente 24 % et celles de la Suisse seulement 12 %. L'Allemagne à elle seule occupe 42 % de l'espace. Les Austro-Allemands ont probablement activé, là aussi, des sympathisants au sein de l'Association populaire catholique. Un exemple est marquant : une photographie représente des soldats français tués au combat, jonchant le sol, en rupture totale avec la ligne aseptisée suivie jusqu'en 1917⁸¹.

Ainsi, sur le plan littéraire, les *Schweizerische Sonntagsblätter* ont respecté l'engagement premier voulu par ses promoteurs helvétiques, avec la mise en avant d'une littérature nationale. Sur le plan des illustrations en revanche, le bilan est très différent. Dès l'été 1917, les suppléments sont à classer parmi les vecteurs illustrés de la propagande institutionnelle allemande. Il ne faut en aucun cas généraliser cette thèse à d'autres initiatives helvétiques. Si la Coopérative compromet son indépendance au profit du Reich, la Nouvelle Société helvétique reste un instrument de contre-propagande dirigé principalement contre l'Allemagne. Tous les rapports conservés à Berlin s'accordent sur ce point : sur le plan culturel, la NSH éloigne la Suisse alémanique de l'Allemagne. En avril 1918, Romberg fait état de son incapacité à infléchir la ligne générale suivie par la société⁸². Le noyautage souterrain des suppléments du dimanche n'est finalement qu'un bien faible palliatif.

NOTES DU CHAPITRE 6

1. Gonzague de Reynold, « L'indépendance intellectuelle de la Suisse », *Annales fribourgeoises*, N° 5, septembre-octobre 1916, pp. 195-196.

2. BAR, R901/72438, Die [ZFA] und ihre bisherige Tätigkeit, [v. septembre 1915].

3. PA, R11417, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 1^{er} avril 1915.

4. Landry Charrier, « L'Internationale Rundschau », une entreprise de médiation internationale « torpillée » par la France (1914-1915) », *Histoire@Politique*, N° 13, janvier-avril 2011.

5. John Horne, Alan Kramer, *op. cit.*, p. 323.

6. BAR, R901/71312, *Wissen und Leben*, 1917-1918.

7. BAR, R901/72438, Rapport de la ZFA, Berlin, 15 octobre 1916, p. 15.

8. *Deuxième rapport de neutralité du Conseil fédéral*, 19 février 1916, p. 133.

9. Hermann Schoop, « Unsere Presse und der Weltkrieg », *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 1917.

10. Sur la problématique des illustrés et de la presse de masse, voir Gianni Haver, « La presse illustrée en Suisse : 1893-1945 », *Photo de presse : usages et pratiques*, Lausanne : Antipodes, 2009, pp. 39-65 ; François Vallotton, « Entre adaptation idéologique et nécessité commerciale, l'avènement de la culture de masse en Suisse (1900-1940) », *Culture de masse et culture médiatique en Europe et dans les Amériques, 1860-1940*, Jean-Yves Mollier (dir.), Paris : PUF, 2006, pp. 179-191.

11. Karl Lüönd, *Ringier bei den Leuten – 1833-2008*, Zurich : NZZ Verlag, 2008, p. 72.
12. Sur les 45 couvertures de 1915 consacrées à la guerre, 20 concernent l'armée suisse, 14 les forces de l'Entente et 11 les Puissances centrales. Voir Gianni Haver, « La presse illustrée... », *op. cit.*, p. 44.
13. Jürgen Fromme, *Das «Hamburger Fremdenblatt» im Übergang von der Weimarer Republik zum Dritten Reich*, Hambourg : Christian, 1981, p. 27.
14. BA, R901/72653, PV de la séance de la ZFA, Berlin, 23 novembre 1914.
15. *Illustrierte Kriegs-Kurier*, N° 1, 1^{re} année, sd.
16. BA, R901/72438, Die [ZFA] und ihre bisherige Tätigkeit, [septembre 1915], p. 11.
17. «Eine ausländische Kriegszeitung im schweizerischen Gewande», *Schweizerische Buchdruckerzeitung*, 27 novembre 1914, p. 379.
18. *Illustrierte Kriegs-Kurier*, N° 2, 1^{re} année, sd., p. 10. Voir AEG, Gb 2.2.24, Ministère public fédéral aux Directions cantonales de la police, Berne, 3 novembre 1914.
19. *Illustrierte Kriegs-Kurier*, N° 6, 1^{re} année, sd.
20. SKZ, 044.2, Frobenius AG au Département de justice de Zurich, 24 octobre 1914; Oskar Wettstein (Directeur de la police) à la Frobenius AG, Zurich, 27 octobre 1914.
21. BN, Pq 8235, *Kriegs-Bilder*, Lettre de Frobenius A.G. aux abonnés, Bâle, fin janvier 1915.
22. G[eorges] R[igassi], «La propagande allemande», *Gazette de Lausanne*, 17 novembre 1914.
23. Pascal Bongard, *op. cit.*, pp. 167 ss.
24. *Mars*, N° 1, mai 1915, p. 9. Les passages en caractères gras sont fidèles au texte original.
25. Cabinet du ministre des Affaires étrangères, Note sur la nouvelle librairie littéraire de Bâle, Paris, 15 décembre 1915, citée dans *Documents diplomatiques français*, 1915, *op. cit.*, pp. 753-754.
26. Karl Hänggi, *op. cit.*, p. 67.
27. SKZ, Z.2.497, Kurier-Genossenschaft, Zürich, Verlag, Vertrieb von Druckschriften, 1915-1921. H. Schlie et H. Neumann, mentionnés successivement comme responsables d'édition, n'ont pas pu être identifiés. Il s'agit probablement de pseudonymes. Les autorités cantonales radient la société du registre du commerce en 1926, signe d'une existence pour le moins artificielle.
28. BA, R901/72438, Rapport mensuel de la ZFA, octobre 1916.
29. BA, R901/72524, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 15 septembre 1916.
30. *Illustrierte Kriegs-Kurier*, N° 1, 15 octobre 1916.
31. *Idem*, N° 14, 1^{re} année, sd.
32. *Idem*, N° 44, 1^{re} année, sd.
33. *Idem*, 3 septembre 1916.
34. *Mars*, N° 16, août 1915; N° 55, juin 1916.
35. BA, R901/72438, Die [ZFA] und ihre bisherige Tätigkeit, [v. septembre 1915]. Cf. *Der grosse Krieg in Bilder = Album de la Grande Guerre = La grande guerra illustrata*, Deutschen Überseedienst (éd.), Berlin : Verlag von Georg Stilke, 1915-1918 (45 numéros).
36. *Panorama de la guerre de 1914 à 1917*, t. V, Paris : J. Tallandier, [1917], pp. 255-270.
37. PA, Bern 3804, Division de presse de la légation au chancelier, Berne, 29 septembre 1917.
38. *Idem*, ZFA, Rapport d'activité du 15 octobre 1916.
39. BA, R901/72022, Hans Attenberger, Rapport d'activité, fin mai 1918.
40. Voir PA, Bern 1320, Deutschfeindliche Druckschriften, Postkarten, Karikaturen und anonyme Zusendung an die Gesandtschaft, 1916-1920.
41. *Idem*, exemplaire retourné du *Journal de la Guerre* du mois de juin 1916.
42. BA, R901/72168, Pellis & Correvon, avocats, à l'Office de propagande allemande de Zurich, Lausanne, 28 décembre 1916.
43. BA, R901/72022, Hans Attenberger, Rapport sur l'activité de propagande, Zurich, fin mai 1918.
44. BA, R901/72022, Hans Attenberger à l'AA, Zurich, 18 octobre 1917.
45. *Idem*, H. Pillichody à la Vertriebsstelle Deutscher Zeitungen, Bienne, 27 novembre 1917. Cette lettre est rédigée en allemand.
46. Jakob Messerli, Jon Mathieu, «Unterhaltungs- und Belehrungsblätter in der deutschen Schweiz 1850-1900», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, N° 42, 1992, pp. 173-192.
47. Gianni Haver, «La presse illustrée en Suisse, 1893-1945», *op. cit.*, p. 49.

48. SWA, Bâle, H + I Bk 25, Verlagsanstalt Minerva und Familienheim, Zurich/Würzburg, 1910-1911.
49. *Feierabend*, N° 43, [v. 19 octobre] 1914.
50. Cité par Arthur Freymond, « La Suisse allemande s'affranchit », *Bibliothèque universelle et revue suisse*, septembre 1916, p. 408.
51. Carl Albert Loosli, *Schweizerische Zukunftspflichten*, Bümpliz: Selbstv. des Verfassers, 1915, p. 74.
52. *Journal de Genève*, 20 mars 1915.
53. Karl Hänggi, *La propagande allemande...*, *op. cit.*, p. 43.
54. Cité par Ulrich Niederer, *op. cit.*, p. 64.
55. *Bulletin mensuel de la Nouvelle Société helvétique*, août 1915.
56. Il Grigione Italiano, « Un Ebdomadario nazionale », 1^{er} septembre 1915.
57. AES, Bâle, H + I Bk 12, *GSSB, NSH, An die Freunde schweizerischer Denkart*, slnd. Les citations suivantes proviennent de ce document.
58. *Bulletin mensuel de la NSH*, décembre 1915.
59. AFS, E2001(A), vol. 797, Département de la Poste au Conseil fédéral, Berne, 15 décembre 1915.
60. *Idem*, Arthur Hoffmann (DPF) au Conseil fédéral, Berne, 28 décembre 1915.
61. *Idem*, Arrêté fédéral concernant les suppléments littéraires ou illustrés étrangers et joints à des journaux suisses, 4 février 1916.
62. *Idem*, Département de la poste au Conseil fédéral, Berne, 23 mars 1916.
63. *Idem*, Gisbert von Romberg au DPF, Berne, 25 mars 1916.
64. *Idem*, DPF à Gisbert von Romberg, Berne, 10 avril 1916.
65. Selon l'expression de Joëlle Beurier citée par Gianni Haver, « La presse illustrée en Suisse, 1893-1945 », *op. cit.*, p. 50.
66. *Bulletin mensuel de la NSH*, janvier 1917.
67. Gerhard Steck, *op. cit.*, p. 16.
68. *Bulletin mensuel de la NSH*, juin 1917.
69. Les déficits annuels oscillent entre 30 000 et 35 000 fr. entre 1916 et 1920. Voir BN, Fonds de la NSH, 2/21, *Sonntagsblätter*, Bilan du 1^{er} octobre 1915 au 30 juin 1921.
70. BN, V Schweiz 1446, Maurice Baudat, Rapport sur l'année 1916-1917, 1917, p. 12.
71. *Bulletin mensuel de la NSH*, janvier 1918; BN, V Schweiz 1446, Léopold Gautier, Rapport sur l'activité de la société de 1917 à 1919, 13 septembre 1919.
72. *Gazette de Lausanne*, 21 février 1918.
73. *Idem*, 26 juin 1918.
74. PA, Bern 1153, Hermann von Simson à la Légation impériale, Zurich, 13 décembre 1918.
75. BA, R901/71085, Hans Attenberger, Projet de calendrier de la guerre 1918 en collaboration avec Jean Frey, [Zurich], [août 1917].
76. Hans Baur, *Das kämpfende Deutschland daheim: Was ein Deutschschweizer sah*, Zurich: Komm. A. Bopp & C^{ie}, 1915; Eduard Blocher, *Belgische und schweizerische Neutralität*, Zurich: Komm. Arnold Bopp, 1915.
77. ALS, Fonds Carl Albert Loosli, Ms P/Pq 103, Groupe de Zurich de la NSH aux groupes et au secrétariat central, Zurich, 15 avril 1915.
78. BA, R901/72022, Hans Attenberger, Rapport sur le service de propagande, Zurich, fin mai 1918.
79. *Abendruhe*, N° 18 et N° 21, 1917.
80. *Abendruhe*, N° 20, 1918.
81. *Illustrierte Sonntagsblatt*, [1917], p. 124.
82. PA, R11408, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 19 avril 1918.

7. LA PLUME, LA PAROLE ET LES IMAGES

Un député français, de retour de Suisse, remarquait dernièrement que, chez les neutres, les boutiques des libraires sont de véritables champs de bataille; d'un côté, pareilles à de redoutables bastions s'élèvent les lourdes piles [...] des innombrables brochures allemandes; de l'autre, se disposent comme des bataillons prêts à monter à l'assaut les écrits français [...].

Louis Dumont-Wilden, 1915¹

Hormis la presse et les revues, trois autres vecteurs d'influence sont enrégimentés par les propagandes belligérantes dans cette phase d'installation des propagandes. Il s'agit du monde de l'édition, de la conférence et des images, qu'elles soient affichées ou animées. Les monographies constituent, avec les journaux, l'un des facteurs de persuasion les plus utilisés et, dès le mois d'août 1914, des imprimés de toutes formes remplissent les rayons des libraires suisses. Le paysage éditorial suisse est directement visé par l'arrivée des propagandes étatiques, car les maisons helvétiques permettent de parer les brochures de propagande d'une aura neutre particulièrement recherchée. Ces «orages de papier»² traitent majoritairement des origines et de la conduite de la guerre.

L'une des premières actions de l'ambassade de France en Suisse consiste ainsi à commander massivement la compilation d'articles que le *Journal de Genève* édite sur les origines de la guerre³. En automne 1914, 50 000 exemplaires de la traduction allemande et 50 000 exemplaires de la version originale sont diffusés directement par les services diplomatiques. Les «crimes de guerre» constituent le second topique de cette production. Consacré aux destructions des villes de Louvain et Reims, un double numéro des *Cahiers vaudois* est discrètement soutenu par la diplomatie

française à la fin de l'année 1914. L'ambassadeur de France en Suisse Jean-Baptiste Paul Beau fournit opportunément des documents officiels, et notamment des photographies qui témoignent des destructions commises par les Allemands⁴. Le diplomate commande également plus de 1000 exemplaires pour une diffusion gratuite⁵. Le premier volume contient des textes de René Morax ou de Romain Rolland, qui y livre un article devenu célèbre, « Pro Aris ».

Lancé le 1^{er} mars 1914, le cercle des *Cahiers vaudois* se groupe autour de la figure déjà établie de Charles Ferdinand Ramuz dans l'espoir de promouvoir une culture romande détachée de toute approche « helvétiste », dont le centre d'attraction se situe à Genève. La guerre offre ainsi aux *Cahiers vaudois* l'occasion d'affirmer leur attachement à la culture latine. L'ambassade de France n'est pas l'initiatrice du projet éditorial de *Louvain... Reims...*, mais elle apporte un important soutien logistique à une œuvre qui participe de la dénonciation d'une Allemagne tombée dans la « barbarie ». Le 30 août 1914, venant d'apprendre la destruction de Louvain, René Morax écrivait à Ramuz : « Vous avez lu, Louvain en cendres ! À quand le tour de Gand, de Bruges ? Il y a une sorte de joie sauvage contre ces Barbares, en voyant leur œuvre de destruction. Leur tour viendra, et l'Europe comptera ses ruines. Voilà de l'ouvrage pour nos cinématographes. Tout commentaire est inutile. À bientôt. Il faudrait un *Cahier féroce* ! »⁶ En 1915, l'écrivain Louis Dumur, Vaudois établi à Paris, publie un nouveau *Cahier vaudois* qui cherche à prouver l'infériorité de la *Kultur* allemande. L'ambassade de France est à nouveau très proche de cette parution⁷. Un agent de la propagande française, le Neuchâtelois d'origine Guy de Pourtalès, précisera à ce sujet : « N'oublions pas que ce sont ces journaux neutres, mais d'influence si franchement française, qui sont à l'étranger nos meilleurs agents de propagande. »⁸

Stimulées par ces convoitises étrangères, les exportations de livres suisses doublent entre 1914 et 1918⁹. Un rapport de l'Union suisse du commerce et de l'industrie pour 1916 précise qu'un volume paraît en Suisse pour 2463 habitants. Ce qui fait dire à *La Suisse libérale*, un quotidien neuchâtelois : « C'est la littérature de guerre, destinée à la propagande chez les neutres, qui est la cause de cette inondation. [...] C'est un record mondial. Nous nous en passerons volontiers. »¹⁰

WYSS ET PAYOT, UN COMBAT LITTÉRAIRE

Après quelques mois de conflit, les propagandistes cherchent à intégrer des maisons d'édition et des auteurs suisses à leur catalogue de guerre, car ils espèrent, par ce biais, contourner les censures ennemies. Deux entreprises jouent alors un rôle prépondérant : les Empires centraux mobilisent la librairie Ferdinand Wyss à Berne, alors que l'Entente s'assure la collaboration de la librairie Payot à Lausanne (et Paris). Ce ne sont de loin pas les seuls : Ernst Finckh et Kober à Bâle, Max Drechsel, A. Francke et Stämpfli à Berne, Arnold Bopp et Jean Frey à Zurich, Benziger à Einsiedeln ou la Librairie Nouvelle de Frankfurter à Lausanne se mettent également à disposition du combat intellectuel austro-allemand ; les maisons Attinger et Delachaux & Niestlé à Neuchâtel, Benteli à Berne, Trösch à Olten, Grassi à Bellinzzone et Sadag à Genève favorisent celui des forces de l'Entente.

La production de ces différents éditeurs couvre l'ensemble des genres littéraires. Des monographies politiques, juridiques, philosophiques et historiques sont diffusées. Le pédagogue bernois Emanuel Lüthi publie par exemple chez Stämpfli une histoire de l'Helvétique de 1798 et s'en prend aux « crimes » de Napoléon en Suisse¹¹. 800 exemplaires de l'ouvrage sont commandés pour le compte de la ZFA afin de réveiller auprès du lectorat alémanique le souvenir des heures jugées sombres du passé. Des pamphlets, des récits d'atrocités, des témoignages de guerre ou des romans font partie de cette bibliographie de propagande. *L'infernale aventure de Jean Heller* est l'une de ces publications à « sensation ». Ce livre de l'Allemand Otto von Gottberg est diffusé par la ZFA. La version allemande est éditée à Berlin, mais la traduction française est réalisée par la Librairie Nouvelle à Lausanne. Proposée en format de poche, cette œuvre est notamment destinée aux soldats, allemands ou français, internés en Suisse. Otto von Gottberg explique retranscrire fidèlement le récit de Jean Heller, un soldat allemand qu'il aurait croisé à Constance en attente de son rapatriement. Pour ce dernier, les « cruels » Anglais sont les seuls responsables de l'emploi des gaz et des balles dum-dum sur le front¹². Quant aux Français, ils sont moqués pour leur propension à enrôler des « demi-sauvages non civilisés » et à se coaliser avec des « sauvages » que seraient les « Monténégrins, les Italiens, les Serbes et les Roumains »¹³. L'ouvrage dit vouloir éveiller auprès du combattant allemand un désir de vengeance et de représailles. Les livres de

Lüthi et Gottberg illustrent la variété des registres mobilisés par les belligérants.

Les collaborations entre les États en guerre et les éditeurs suisses se réalisent souvent de façon directe. La Librairie Nouvelle à Lausanne est dirigée par un Allemand, Edwin Frankfurter. Elle publie plusieurs ouvrages qui cherchent à faire souffler un vent de révolte au sein des colonies de l'Entente¹⁴. D'autres œuvres s'en prennent directement à la politique de l'Entente ou célèbrent la puissance allemande, à l'instar du célèbre *Peuple en armes* du Suédois Sven Hedin. Le commerce de Frankfurter est alors en butte avec la francophilie d'une grande partie de sa clientèle d'avant-guerre. Une affaire éclate ainsi au début du conflit entre Frankfurter et Edmond Gilliard, l'éditeur des *Cahiers vaudois*. À la suite de la destruction de la cathédrale de Reims, les deux hommes rompent leur relation commerciale. Or Frankfurter dénonce Gilliard auprès du consulat allemand, qui fait suivre une plainte au Département de l'Instruction publique. Réprimandé par sa hiérarchie, l'enseignant Gilliard insulte son ancien libraire. Une nouvelle plainte est déposée. Le tribunal du district classe l'affaire sans suite et la foule manifeste son approbation devant la salle¹⁵. Le bureau de Frankfurter sert également de place de commande logistique pour le compte de la ZFA. Le libraire lausannois se procure les ouvrages français que Berlin n'arrive pas à se procurer¹⁶. Des livres de toutes provenances figurent sur les rayonnages helvétiques durant la guerre, ce qui n'est pas le cas dans les pays voisins. La bibliothèque de Lyon dépêche par exemple un agent à Genève afin de s'approvisionner en livres allemands, introuvables alors sur le territoire français¹⁷.

La librairie académique Drechsel à Berne est également en lien avec les instances berlinoises. Un *Almanach de la Guerre* est par exemple publié en été 1915. Les grands événements contemporains y sont traités. D'après ce livre illustré, la destruction de la cathédrale de Reims est due au feu, non à l'Allemagne. Quant au *Lusitania*, ce «bateau à munitions», l'inconséquence des Anglo-Saxons explique son torpillage¹⁸. L'éditeur suisse est remis à l'ordre par le consulat de Zurich en janvier 1916 pour avoir correspondu au moyen d'une carte ouverte. Rappelant «l'atmosphère vive qui domine ici contre la propagande allemande», Hermann von Simson demande à Drechsel de prendre plus de précautions¹⁹.

Les rapports entre éditeurs et propagandes peuvent prendre d'autres formes. Certaines maisons éditoriales peuvent travailler

avec les deux camps belligérants, comme Orell Füssli et Rascher à Zurich ou Atar et Jeheber à Genève. Créée au XVI^e siècle, l'Art. Institut Orell Füssli est l'une des plus importantes maisons de Suisse. Elle profite du combat littéraire mené par les belligérants. Dans son catalogue de guerre, des germanophiles vindicatifs comme Gustav Eberlein ou Kurt Grelling croisent des opposants démocrates à l'Allemagne, Hermann Fernau ou Georg Nicolai²⁰. La maison zurichoise négocie aussi bien avec la mission diplomatique allemande qu'avec Guy de Pourtalès, agent de la France²¹. Un dernier groupe est formé par les créations du temps de guerre, comme la Société polygraphique de Laupen ou la Freie Verlag à Berne, des œuvres de l'Entente (voir chap. 12), ou Seldwyla à Berne, fondée par l'Allemagne (voir chap. 14).

FERDINAND WYSS AU PAS DE L'OIE

Vu l'explosion éditoriale qui frappe le marché suisse, il paraît judicieux de se concentrer sur les trajectoires divergentes suivies par Wyss et Payot. Les deux maisons éditent des œuvres à grand tirage, principalement en français et en allemand, et sont dénoncées par leurs adversaires respectifs comme des acteurs à part entière de la propagande étrangère²². Ils collaborent, au sens plein du terme, avec les diplomaties étrangères. Grâce à cette production de guerre, ces deux maisons suisses connaissent une forte poussée éditoriale qui se reporte sur la bonne marche des affaires. S'ils se mettent à la disposition d'une cause qu'ils estiment juste, Wyss et Payot profitent directement de cet engagement partisan.

Comment l'Allemagne est-elle entrée en contact avec Ferdinand Wyss, dont la petite maison d'édition est spécialisée dans les belles-lettres avant-guerre? En 1914, Wyss, alors âgé de 33 ans, est avant tout un libraire, antiquaire et propriétaire d'un salon d'art au centre-ville de Berne²³. Quelques publications couvrent la période 1912-1914, comme l'éphémère revue culturelle *Berg-Quell* ou des brochures consacrées à l'Exposition nationale. Avec le conflit, Wyss lance une série de périodiques sous le titre collectif *Der europäische Krieg*, qui propose des cartes, des chroniques ou des illustrations de la guerre. Au début de l'année 1915, l'éditeur sort également un livre illustré grand format à la gloire de l'armée suisse²⁴. Ulrich Wille Jr. préface cet ouvrage qui offre une image idéalisée du soldat suisse grâce à des gravures d'Emil Huber

proches du Jugendstil. Le fils du général résume bien l'idée mobilisatrice du livre: « Notre éducation nationale n'a pas encore fait de tout homme un soldat et de tout soldat un homme. [...] De nos jours, le caractère d'un peuple ne peut plus influencer l'armée, mais l'éducation du soldat peut influencer le peuple. »²⁵

Le 15 janvier 1915, la revue *Berg-Quell* cesse sa parution, faute d'abonnés. Wyss s'engage alors pleinement dans la littérature de guerre. Le Bernois est en lien avec Max Beer, un journaliste allemand âgé de 49 ans en provenance de Paris, qui publie un ouvrage de synthèse sur les causes de la guerre. Ce *Regenbogenbuch* (ou *Livre arc-en-ciel*) se présente comme un relevé impartial des documents officiels publiés par les gouvernements allemands, austro-hongrois, anglais, français, russe, serbe et belge. L'imposant ouvrage défend en creux un point de vue favorable aux Empires centraux²⁶. La ZFA est informée de ce travail, mais n'intervient pas en amont. En août 1915, séduite par l'ouvrage, l'institution berlinoise désire en publier des traductions française, anglaise, danoise et hollandaise. La légation approche Wyss et lui demande d'envoyer le livre, à ses frais, à 268 personnalités triées sur le volet. À la suite de son intégration dans le réseau de la ZFA, le *Regenbogenbuch* connaît un retentissement international. La version allemande est rapidement rééditée et une brochure publicitaire très instructive compile les arguments de vente de ce que l'Allemagne présente comme la « plus grande sensation [éditoriale], surtout auprès des neutres »²⁷. Des extraits dithyrambiques de la presse alémanique y sont cités. Une erreur riche de sens doit être mentionnée: les critiques positives de l'ouvrage faites par le *Züricher Post*, le *Vaterland* de Lucerne et la *Basler National-Zeitung* sont citées parmi les voix de la presse austro-allemande...

Les négociations pour les traductions prennent du temps, car des contentieux commerciaux apparaissent entre Wyss et l'Allemagne. « Wyss est un commerçant consciencieux et s'en tire encore certainement avec un très bon profit »²⁸, déplore notamment Hermann von Simson. La traduction française de l'ouvrage paraît finalement en avril 1916 et les Allemands s'offrent un encart publicitaire dans la *Gazette de Lausanne* et le *Journal de Genève* les 27 et 28 avril 1916. Dans l'intervalle, Wyss est devenu un prestataire de services pour le compte



tinyurl.com/hlss6nc

*Le général Wille
à cheval.*

de la ZFA. Quant au journaliste Max Beer, il a intégré le service de presse de la légation. L'Allemand a l'avantage de maîtriser le français, en tant qu'ancien correspondant de journaux allemands à Paris. Beer devient la figure dominante de la littérature de propagande en Suisse. Il rédige six ouvrages consacrés à la guerre et ses causes, tous publiés par la maison Wyss.

LE « STANDARD WORK » DE JACOB RUCHTI

À la suite de l'expérience du *Livre arc-en-ciel*, Ferdinand Wyss propose à l'Allemagne la traduction en français d'une brochure de Ferdinand Avenarius dénonçant la propagande de l'Entente par l'image. Berlin accepte, fournit les clichés gratuitement et s'engage à en acheter un contingent de 750 exemplaires²⁹. Wyss est alors utilisé pour de nombreuses autres traductions françaises d'œuvres allemandes. En parallèle, le Bernois promeut auprès de ses nouveaux commanditaires une œuvre de Jacob Ruchti, un jeune historien suisse encore inconnu. Jusqu'à très récemment, Ruchti restait le seul historien à avoir consacré une monographie synthétique au sujet de la Suisse de 14-18, publié entre 1928 et 1930³⁰. Or, ce livre de plus de 1000 pages est, au départ, une commande passée par l'Empire allemand en 1917. Il constitue une illustration des effets à long terme provoqués par le combat des propagandes. En 1914, Ruchti termine sa thèse de doctorat à l'Université de Berne. L'étudiant est remarqué comme lauréat du premier prix du séminaire historique³¹. Au printemps 1916, celui qui est alors instituteur à Langnau fait paraître un petit ouvrage sur les causes de la guerre³². Berlin relève les qualités d'une œuvre qui montrerait de façon éclatante la « duplicité de la politique anglaise »³³ en s'appuyant uniquement sur les documents officiels publiés par la Grande-Bretagne.

La prise de contact entre Ruchti et la diplomatie allemande se fait avec de grandes précautions de confidentialité, car Berlin est conscient de « la crainte avec laquelle les auteurs suisses de tendance germanophile refusent toute prise de contact avec les efforts allemands de propagande ». Dans un premier temps, le Reich décide de diffuser massivement la brochure « partout où l'on parle allemand ». Par l'intermédiaire de Wyss, Simson obtient l'accord de Ruchti pour d'éventuelles traductions. Le libraire bernois accepte également de mettre son sceau d'éditeur à la disposition de

la ZFA pour qu'une version anglaise de la brochure soit imprimée directement en Allemagne. La traduction se destine au public américain. Un grain de sable inattendu s'insère dans cette belle mécanique: certains diplomates allemands ne supportent pas les quelques critiques que la brochure de Ruchti adresse à l'Auswärtiges Amt, ce qui bloque toute traduction. Une note de la Division politique rapporte: «D'expérience, les écrits sont bien plus efficaces lorsqu'ils ne sont pas seulement élogieux, mais qu'ils accusent aussi occasionnellement. Toutefois, ce serait attendre beaucoup de nous, si nous diffusions par des moyens officiels un écrit qui contient justement des critiques pointues contre la diplomatie allemande.»³⁴

La version allemande de la brochure se vend pourtant «admirablement»³⁵. De plus, le séminaire de Berne lui décerne un prix, ce qui déclenche l'intérêt de la Nachrichtenstelle für den Orient (NFO)³⁶. Cette dernière relance les négociations pour une traduction française. Wyss cherche à tout prix à réaliser son projet et informe que la *Bibliothèque universelle* aurait appelé de ses vœux une traduction³⁷. Cette information ne cadre pas avec la réception que certains Romands font à la brochure. La *Gazette de Lausanne* du 20 avril 1916 estime notamment que si Ruchti était journaliste, il aurait à être entendu pour outrage. Pour l'ambassade de France, l'ouvrage «contient des allégations mensongères et injurieuses à l'égard des Gouvernements alliés en général». Mise à l'index par les libraires de l'Entente, la librairie Wyss est en conséquence dénoncée comme «une agence de propagande de tracts allemands»³⁸.

En automne 1916, la situation est débloquée par la suppression des critiques adressées aux diplomates allemands actifs durant la crise de juillet. La décision est discutée dans les hautes sphères, puisque Karl Georg von Treutler, le représentant de l'Auswärtiges Amt auprès de Guillaume II, joue les intermédiaires. «Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain»³⁹, plaide un rapport d'une autre source proche de l'empereur. Simson relance l'affaire car Wyss est devenu «quasiment irremplaçable»⁴⁰. En contact personnel avec Simson, Ruchti modifie sa brochure dans un sens favorable à l'Allemagne⁴¹. Une nouvelle version allemande de *Zur Geschichte des Kriegsausbruchs* paraît en avril 1917 pour être diffusée en Allemagne. La traduction française sort en novembre et l'Allemagne en acquiert 1000 exemplaires. Le professeur Karl Hönn, éminence grise de la ZFA pour la littérature de propagande,

met en garde contre le danger de compromission de Ruchti suite aux modifications effectuées sur la brochure. Berlin prépare alors le jeune historien à répondre aux attaques en cas de polémique⁴². Cette compromission ne se produit pas, probablement parce que la brochure ne trouve qu'un faible écho en Suisse romande. Wyss y est alors plus ou moins ostracisé. La diffusion prévue dans les milieux francophones des zones occupées – France, Belgique et Roumanie – n'a pas non plus l'écho espéré. Sur les 1000 brochures acquises à cette fin, 870 ne trouvent pas preneurs et sont retournées à Zurich en 1918⁴³.

Au printemps 1917, la propagande allemande se lance dans une seconde collaboration avec Jacob Ruchti. La ZFA prépare une grande série d'histoire des pays neutres durant la guerre avec la maison d'édition Perthes à Gotha. Hönn est alors dépêché en Suisse pour obtenir la contribution de Ruchti pour le volume consacré à la Suisse. L'Allemagne s'assure un droit de regard sur le manuscrit, qui devra « adopter, sans renoncer à la critique, une attitude de compréhension bienveillante à l'égard du point de vue allemand »⁴⁴, note Wilhelm von Radowitz. Celui-ci espère que « le livre devienne pour chaque Suisse le *standard work* au sujet de la guerre ». Cette remarque du diplomate allemand a valeur prophétique, puisque l'ouvrage de Ruchti, sorti dix ans après la fin du conflit, a imprégné l'historiographie suisse durant une bonne partie du XX^e siècle.

Tout comme son éditeur Wyss, Ruchti sait habilement tirer profit du temps de guerre. En 1916, l'historien cherche à faire paraître sa thèse chez Perthes. Comme cette recherche porte sur l'histoire de la Macédoine du début du XX^e siècle, le projet est censuré par l'Allemagne, de peur de froisser son allié turc⁴⁵. Ruchti conditionne alors sa participation au projet d'histoire suisse de la guerre contre l'édition de sa thèse. Sans cette publication, Ruchti ne peut bénéficier du titre de docteur. Un compromis est trouvé : la ZFA accepte de verser 2000 marks à Perthes pour que la maison tire 500 exemplaires de la thèse de Ruchti, sans que celle-ci soit diffusée sur le marché⁴⁶. Une version raccourcie de ce travail, amputée de la période précédant l'insurrection d'Ilinden (1903), est déposée à la bibliothèque de l'Université de Berne. Plusieurs professeurs de cette institution ont d'ailleurs grandement facilité le rapprochement entre Ruchti et l'Empire. Les deux directeurs de thèse de Ruchti sont les professeurs Philipp Woker, un Suisse d'origine

allemande, et Arthur Weese, le doyen allemand de la faculté. Weese préside l'Hilfsbund für deutsche Kriegerfürsorge en Suisse, alors que Woker est désigné comme germanophile par Ludwig Stein, président de la Mittwochsgesellschaft à Berlin, un influent club de discussion politique⁴⁷.

Dans la préface du premier volume de 1928, Ruchti reconnaît que son livre remonte à l'année 1917 et à la demande de « travailler la position de la Suisse dans la guerre de façon historique »⁴⁸. Terminé en 1920, son manuscrit doit cependant attendre huit longues années avant d'être publié. Les sources manquent concernant cet intervalle, même si Ruchti, qui poursuit son activité d'instituteur à Langnau après-guerre, demande l'accès à des documents classés en octobre 1919, sans succès⁴⁹. En 1928, son ouvrage est publié par l'éditeur bernois Paul Haupt. Ce dernier a repris dix ans auparavant la librairie académique de Max Drechsel, qui collaborait au dispositif littéraire mis en place par l'Allemagne durant le conflit.

L'histoire de la guerre de Ruchti comporte certains biais intéressants lorsque l'on connaît sa genèse. Lorsque Ruchti traite de la question des propagandes, il s'intéresse de près aux réalisations de l'Entente, mais passe très rapidement sur ses anciennes relations... Quant à la question des responsabilités, l'ouvrage pointe du doigt la Grande-Bretagne et absout globalement l'Allemagne. Ruchti écrit ainsi au sujet des documents officiels prétendument retrouvés dans les archives belges en 1914 :

Quel est le contenu de ces rapports ? Ils constatent l'amour de la paix de l'empereur Guillaume (un fait qui est corroboré par un règne pacifique de 25 ans) ; ils témoignent de la conduite germanophile des hommes d'État de l'Entente afin d'isoler l'Allemagne, de la jalousie grandissante de l'Angleterre et de sa presse, du chauvinisme en France, où l'idée de revanche ne s'est jamais calmée, et a même été maintenue éveillée artificiellement par le gouvernement, de l'attitude ambiguë de l'Italie – une abondance de raisons pour l'armement accru de l'Allemagne pour sa défense.⁵⁰

LA MAISON PAYOT ET J'ACCUSE

La maison Payot est la plus active en Suisse pour la diffusion de la littérature des pays de l'Entente, France et Royaume-Uni en tête⁵¹. Elle est dirigée par Samuel Payot à Lausanne et son frère Gustave à Paris. En 1915, la maison publie le rapport officiel anglais sur les atrocités allemandes, connu sous le nom de rapport Bryce, en allemand et en français. La même année, Payot collabore à une imposante offensive intellectuelle venue de France. La maison édite les traductions allemandes des brochures du Comité d'études et documents sur la guerre. Composé d'universitaires célèbres, ce collectif est dirigé par l'historien Ernest Lavisse⁵². Plus d'un million de brochures sont diffusées dans les pays neutres grâce au soutien du Quai d'Orsay, de la Chambre de commerce de Paris et de la Librairie Armand Colin. Traduites en allemand par le consulat de France à Lausanne, sept brochures sont éditées par Payot. La plus marquante est une œuvre du romaniste Joseph Bédier, ancien professeur de l'Université de Fribourg, intitulée *Les crimes allemands d'après des témoignages allemands*⁵³. La censure suisse sévit et exclut plusieurs brochures de l'envoi ouvert par la poste. Payot transmet alors ces ouvrages directement à des adresses privées. En mars 1916, Samuel Payot assume pleinement cette façon de faire dans une lettre adressée à la CFCP, car il estime que la censure suisse n'adopte pas la même sévérité à l'encontre de la propagande allemande :

Tout cela ne nous empêchera pas de continuer à répandre par tous les moyens à notre disposition les brochures de propagande anglaise et française, en langue allemande, pour déjouer les entraves qu'on a voulu apporter de différents côtés à la diffusion de cette propagande alors que nous sommes inondés depuis le début de la guerre de brochures de propagande allemande qui ont toujours circulé sans aucune difficulté.⁵⁴

Les tensions entre Payot et l'autorité de censure remontent à la publication de la brochure anonyme *J'accuse*, « écrite par un Allemand ». En avril 1915, ce livre constitue un véritable « coup de tonnerre »⁵⁵ dans le paysage littéraire helvétique. *J'accuse* est financée par le Ministère français des affaires étrangères⁵⁶. Établi à Zurich après l'entrée en guerre, Richard Grelling, cofondateur de la Deutsche Friedensgesellschaft en 1892, en est l'auteur. L'ancien

rédacteur du *Berliner Morgenpost* appelle à une Allemagne républicaine et s'oppose au pangermanisme de Friedrich von Bernhardi et du Kronprinz Guillaume de Hohenzollern. *J'accuse* devient une arme redoutable dans les mains de l'Entente. Traduite dans une dizaine de langues, la brochure est diffusée dans toute l'Europe. Elle circule sous le manteau en Allemagne, dans une version miniaturisée spécialement conçue par le service français de contrebande littéraire⁵⁷.

Les germanophiles ne tolèrent pas qu'une maison lausannoise se permette de diffuser une telle brochure. Le général Wille lui-même s'en prend à cette « diatribe vulgaire contre l'Allemagne » et demande au Département politique d'entreprendre « une razzia contre de tels écrits dans toutes les librairies de gare »⁵⁸. Le DPF n'y donne apparemment pas suite, ou en tout cas pas suffisamment rapidement, puisque Wille décide deux jours plus tard, de sa propre autorité, de saisir la brochure dans les gares. Le général estime que l'entrée en guerre de l'Italie doit servir de leçon : « Tous les moyens ont été utilisés pour faire entrer l'Italie en guerre. Parmi ceux-ci figure le travail systématique de l'opinion publique, d'en haut et partout, même là où les graines ont été semées sur un sol fertile, comme c'est le cas sur notre partie francophone. »⁵⁹ Les autorités vaudoises ont une attitude diamétralement opposée à celle du général. Dans une lettre adressée au Genevois Alphonse Dunant, chef de la division des Affaires étrangères, elles lèvent l'anonymat entourant l'auteur de *J'accuse* mais insistent pour que cette information ne soit pas divulguée à la diplomatie allemande⁶⁰. La réception de *J'accuse* est un nouveau marqueur du « fossé » qui touche aussi les différentes autorités fédérales et cantonales.

Un fait démontre le retentissement exceptionnel de ce *J'accuse* du XX^e siècle. Au moins sept brochures sont publiées contre l'ouvrage fouillé de Grelling, aussi bien en Allemagne qu'en Suisse. Berlin dirige la contre-offensive. La brochure du Suisse Karl Weber, ancien juge fédéral, est par exemple récupérée par la ZFA, qui en édite une version en suédois⁶¹. Cette brochure bénéficie d'ailleurs d'une censure préventive de la CFCP, une action pourtant contraire à ses principes. Traduite en français, une brochure de l'historien allemand



tinyurl.com/hff4q6k

J'accuse!, von einem Deutschen, 1915.

Theodor Schiemann donne lieu à un débat au sein de la Commission de censure. Elle oppose les deux représentants de l'Association de la presse suisse. Si le président de la CFCP, Auguste Welti, tolère l'œuvre de Schiemann, le journaliste romand Paul Rochat obtient au contraire une interdiction d'exposition en contrepartie de la censure exercée sur *J'accuse*, interdite d'envoi ouvert par la poste⁶².

Quelques mois plus tard, un nouvel *Anti-J'accuse* paraît chez Orell-Füssli à Zurich. Son auteur allemand, le mathématicien Kurt Grelling, bénéficie d'une aide discrète de l'Allemagne⁶³. Ce subventionnement est dénoncé en Suisse romande. Pour la *Gazette de Lausanne* du 20 juin 1916, cette propagande est «l'aveu de la valeur de *J'accuse* comme démonstration péremptoire de la culpabilité des Austro-Allemands». La tempête déclenchée par *J'accuse* ne faiblit pas, puisque des œuvres de soutien sont également publiées, dont la plus célèbre, *Gerade weil ich ein Deutscher bin!*, est celle d'un autre opposant allemand, Hermann Fernau. Cette brochure génère une nouvelle salve de contre-attaques germanophiles. Elle est interdite d'exposition par la CFCP. Welti convainc la commission en s'appuyant sur la mesure de censure décidée contre la brochure Schiemann. Dans cette guerre littéraire, le censeur semble avant tout guidé par des intérêts d'équilibre mathématique⁶⁴.

L'ALIGNEMENT DES TECHNIQUES ÉDITORIALES

Les propagandes belligérantes sont des dispositifs mimétiques. Si les messages se contredisent, les stratégies pour les faire circuler sont bien souvent similaires. Le succès de *J'accuse* ne laisse pas la propagande allemande insensible. Berlin décide de reprendre la méthode qui consiste à faire parler, de Suisse, un opposant «interne» au régime adverse. En avril 1916, la librairie Wyss sort *La Vérité* de Joseph Bertourieux, présentée comme une nouvelle enquête sur les causes de la guerre. Cette œuvre d'un Français est dénoncée dès sa parution comme une imposture en Suisse romande⁶⁵. Bertourieux est bien citoyen français, mais il s'agit d'un pseudonyme utilisé par le calviniste Jacques de Bonal. Cette œuvre est calquée sur le modèle de *J'accuse*⁶⁶. Berlin souhaite distribuer la brochure de façon massive auprès des neutres. Les légations de Stockholm, Copenhague, Christiania (Oslo aujourd'hui), La Haye, Buenos Aires et Rio sont contactées par la ZFA pour diffuser la brochure «en contrepois aux effets néfastes de *J'accuse*,

qui a eu un très grand succès»⁶⁷. Mais la copie n'atteint pas l'ampleur prise par son modèle. Environ 3000 exemplaires sont achetés par l'Allemagne et 500 exemplaires sont envoyés en Roumanie. Quant aux 2000 brochures prévues pour un envoi gratuit en Suisse romande, elles sont retenues suite à la polémique déclenchée dans la presse francophone.

Sur le plan thématique, Bertourieux défend la thèse d'une France trompée par la Grande-Bretagne depuis des siècles. Son histoire de la guerre n'hésite pas à remonter au contrat de Verdun de 843. Concernant l'ouverture des hostilités, Bertourieux, qui ne manque de préciser «Je suis Français!», reconnaît que la France «n'a pas déclaré spontanément la guerre, mais l'a partiellement provoquée et volontairement acceptée»⁶⁸. Bertourieux se base sur les rapports belges d'avant-guerre prétendument retrouvés par les Allemands pendant leur occupation. *La Vérité* rejette également l'idée que les Russes puissent être présentés comme des «défenseurs de la civilisation», puisqu'ils auraient commis, au cours de leur retraite sur le front oriental, des atrocités sur ordre du tsar⁶⁹.

La propagande française critique le style de *La Vérité*, «écrite dans un français plutôt correct mais pénible grammaticalement, par germanisme»⁷⁰. Citées dans la publicité de la version allemande, les critiques positives du *Züricher Post* et de la *Berner Tagblatt* contrastent avec cette dénonciation. Pour le *Züricher Post*, la presse romande n'a pas réussi à mettre en doute la «francité» de Bertourieux, ce «chercheur sérieux, ce patriote tourmenté»⁷¹. Le journaliste Jacques de Bonal n'en est pas à son coup d'essai. En juillet 1915, cet «admirateur de l'Allemagne»⁷² est engagé à l'essai pour un travail de presse en lien avec la légation bernoise. Quelques correspondances qu'il rédige de France sont reprises par la *Gazette des Ardennes* ou par *La Liberté* à Fribourg. L'une d'elles défend la position de neutralité morale adoptée par le gouvernement suisse, «qui exige des individus, autant que de la collectivité, un silence absolu sur toutes les questions susceptibles de froisser un des pays belligérants, vos voisins, ou d'irriter vos concitoyens contre l'un de ceux-ci»⁷³. Mais l'un de ses articles consacrés aux prisonniers de guerre n'est pas publié par *La Liberté*, car sa germanophilie est trop marquée. Contrarié, de Bonal demande aux autorités allemandes de négocier directement avec le directeur de la feuille fribourgeoise :

[...] Pour lui faire comprendre que les Français suspectent depuis longtemps son journal et que par conséquent il ne réussira pas à gagner leurs sympathies maintenant à moins de les louanger servilement; et, comme il a trop de dignité et de justice pour faire des louanges qu'il ne pense pas, il ferait mieux d'essayer de faire plaisir aux Allemands, qui l'aiment et qui le soutiendront. [...] Et enfin montrez-lui que c'est son véritable intérêt moral et matériel!!!⁷⁴

Le ton exalté du Français ne plaît pas à la légation bernoise, qui décide de ne pas renouveler sa pige. Le militant royaliste se retrouve pourtant engagé dans la rédaction de la grande œuvre littéraire censée combattre les effets désastreux de *J'accuse*. Jacques de Bonal a probablement été réactivé par un office parallèle de propagande, celui du légat munichois en Suisse, Gottfried von Böhm⁷⁵. Suite à la sortie mouvementée du livre en Suisse romande, la ZFA a en effet désengagé sa responsabilité car, comme l'indique le diplomate Fritz Thiel, « le sentiment domine auprès de l'étranger neutre – et encore plus fortement ennemi – que derrière le pseudonyme de Bertourieux se cache en fait un Allemand »⁷⁶. Berlin s'assure malgré tout les droits de traduction de la brochure en hollandais et en danois. La légation bernoise continue de son côté à utiliser la brochure française, notamment à destination des internés de l'Entente stationnés à Constance avant leur arrivée en Suisse⁷⁷. L'insuccès de *La Vérité* est finalement souligné par la mesure d'interdiction d'exposition généralisée que prend la censure, une décision plus sévère que celle qui a touché *J'accuse*.

La plume de Jacques de Bonal, qui décède en août 1916, continue tout de même à être employée. En février 1917, Wyss édite à titre posthume *La Victoire*, une nouvelle œuvre de cet auteur au pacifisme de façade. Le ton polémique de la brochure ne trompe pas le lecteur romand. Les thèmes centraux de la propagande allemande y sont repris: sur l'utilisation des troupes coloniales, le pseudo-Bertourieux se déclare humilié de devoir se défendre « avec des nègres, des jaunes, des hybrides, des Sénégalais, des Marocains, des Annamites, des Indiens, toutes ces races barbares ou mi-civilisées »⁷⁸; quant à la violation de la neutralité belge, pour de Bonal, elle ne peut être reprochée à l'Allemagne, puisque la neutralité grecque a été violée par la France, « qui n'a même pas l'excuse d'un besoin militaire majeur »; au sujet de l'instrumentalisation de la France par l'Entente, Bertourieux soutient que, même si la France

sort victorieuse de la guerre, ses alliés ne lui laisseront qu'une part dérisoire lors des traités de paix. Enfin, *La Victoire* plaide pour une paix immédiate, de compromis, la seule à pouvoir sauver l'Europe du « péril jaune » et de l'« accaparement anglais ». L'ouvrage de Bertourieux s'adresse aussi à la France occupée, puisqu'il est repris en feuilleton dans la *Gazette des Ardennes*. Cette feuille créée par l'occupant allemand joue alors à plein la carte de la démoralisation de l'adversaire. Elle publie notamment, durant cette même année 1917, la fameuse *Chanson de Craonne*⁷⁹.

L'argumentation allemande doit être reliée à la nouvelle tactique éditoriale développée à partir de 1916. Différents plumes françaises (ou du moins présentées comme telles) sont publiées pour défendre, en apparence, la cause de la paix immédiate, car ce « pacifisme » côté allemand est un « défaitisme » côté français. Ces écrits s'en prennent à la position des « jusqu'au-boutistes » de l'Entente, ces partisans de la victoire à tout prix. Présenté comme un journal de guerre authentique, le *Livre d'un fou* d'un certain L. Olivier, probablement un autre pseudonyme, crie « Assez ! » là où les commandements disent « Tue ! »⁸⁰. Les Allemands s'offrent un encart publicitaire dans la presse romande. Ils appuient l'origine française de son auteur : « Les grandes questions qui sont la brûlante hantise du moment y sont traitées avec une loyale indépendance qui font de ce livre purement français une œuvre de superbe audace et de suprême raison. »⁸¹

Trois œuvres de ce type peuvent encore être citées dans le cadre de la production de guerre de la maison Wyss⁸². Un livre d'un énigmatique H. Mayor est prétendument censuré en Allemagne. Il ambitionne de porter un « formidable coup » au militarisme et de régler la question d'Alsace-Lorraine, celle de la paix et celle du monde ouvrier⁸³. Quant au géographe français René Musset, il romance l'histoire d'un jeune homme individualiste acculé au suicide pour avoir voulu lutter contre l'opinion majoritaire de la collectivité. La maison Wyss relève au sujet de cette œuvre : « [Pierre Dumet] meurt sans avoir renié sa foi, écrasé par la pesante machine sociale qui broie aveuglément les révoltés qui avaient rêvé d'un monde meilleur. »⁸⁴ Cette tactique défaitiste est spécialement dirigée sur la Suisse romande, pour agir par ricochet sur l'opinion française. Elle se mène en parallèle à une grande offensive de presse lancée dans le milieu pacifiste genevois et lausannois (voir chap. 12).

WYSS, UNE PRODUCTION DE GUERRE

Ferdinand Wyss est un éditeur du temps de guerre et son entreprise littéraire peut être considérée comme une création de propagande. Sa production d'avant-guerre reste anecdotique par rapport à l'extension connue entre 1915 et 1918 et la librairie bernoise cesse son activité commerciale en 1921. Un échantillon de 67 titres (traduits ou non) a pu être constitué entre 1915 et 1918. Chronologiquement, la production de propagande débute réellement en 1916 et s'accroît jusqu'à la fin de la guerre. Les thèmes les plus travaillés portent sur des critiques à l'encontre de l'Entente (17%), les causes de la guerre (13%), la Suisse (13%), le thème de la paix immédiate (11%) et la position des pays neutres dans le conflit (8,5%). Viennent ensuite des thématiques plus marginales, comme celles de l'Alsace-Lorraine, des nationalités opprimées ou du système politique allemand. Un groupe particulier est représenté par la production de propagande autrichienne, dont neuf ouvrages sont répertoriés (13%). Wyss organise d'ailleurs une exposition d'art autrichien à Bâle et Berne en été 1916. Le libraire bernois est l'interlocuteur principal pour la diffusion de la littérature autrichienne en Suisse. Il diffuse par exemple 1000 exemplaires de la revue illustrée viennoise *Unsere Krieger* pour le compte de l'attaché militaire en septembre 1915⁸⁵.

Les différentes thématiques internationales abordées sont en général proches de ce que produit le marché allemand. L'originalité de la production touche les thèmes qui concernent directement la Suisse. La librairie mobilise notamment des auteurs germanophiles locaux, comme Emil Ott, sous-directeur de la Banque nationale suisse, ou l'écrivain romantique Johannes Jegerlehner, connu en Allemagne pour ses romans alpestres⁸⁶. Wyss traduit également en allemand une brochure de Gustave Chaudet, dans laquelle le politicien veveysan légitime le silence du Conseil fédéral concernant les agissements des belligérants⁸⁷. Elle réactive l'argument de la neutralité morale. Plusieurs brochures abordent des questions relatives à l'économie de guerre et défendent l'indépendance économique du pays. Cette stratégie permet de critiquer les effets du blocus de l'Entente sur l'économie nationale. Une brochure tire par exemple un parallèle entre les sociétés de contrôle des réexportations imposées par l'Entente à la Suisse (par la Société suisse de surveillance économique) et les Pays-Bas (par la *Nederlandsche Overzee Trustmaatschappij*)⁸⁸. Le premier numéro de la

collection « Un véritable ami des neutres », lancée en 1918, établit une comparaison similaire⁸⁹. L'œuvre est rédigée par le chirurgien Paul Niehans, 36 ans, qui utilise un pseudonyme à consonance hollandaise. Ce Bernois publie, toujours chez Wyss, un second ouvrage sous son vrai nom, qui raconte son passage sur le front austro-italien comme délégué du CICR⁹⁰. Diffusée par l'Allemagne en été 1918, cette œuvre contient un grand nombre de photographies très crues des violences provoquées par la guerre. En août 1918, tous les voyants sont au rouge pour l'Auswärtiges Amt, qui cherche probablement à sauver ce qui peut l'être dans une bataille dont l'issue lui est désormais défavorable. Un rapport berlinois relève : « Pour des raisons humanistes, il serait bon de diffuser cet écrit sur toute la planète et cela pourrait déjà commencer ici avec les neutres, afin de tenir ces peuples encore éloignés de toute participation à cette guerre. »⁹¹

Une dernière tendance se dessine à la fin du conflit, avec une tentative de l'éditeur Wyss de défendre sa réputation helvétique. En juin 1918, son salon d'art rouvre ses portes dans le but de promouvoir un art national⁹². Et à l'image de ce que d'autres éditeurs entreprennent depuis le début du conflit, Wyss lance deux collections suisses (« *Schweizerische Probleme* » et « *Schweizerische Gesetze* »). Seuls trois volumes sont publiés, car l'armistice met un terme prématuré à l'aventure. La première brochure, trilingue, de la collection des « Questions nationales » est rédigée par Félix Calonder, alors président de la Confédération⁹³. Cette collaboration montre que la librairie Wyss, dénoncée par les milieux littéraires romands, a connu une réception plus circonstanciée auprès de certaines élites de l'est du pays.

DES FORMES SECONDAIRES DE PROPAGANDE

Les vecteurs de propagande ne se limitent pas au domaine de l'écrit. La parole publique et les images jouent aussi un rôle primordial dans la mobilisation de l'opinion. Dès l'automne 1914, la conférence est utilisée par les intellectuels, suisses et étrangers, pour exprimer leur point de vue sur la guerre. Il s'agit alors d'une activité bien établie dans les réseaux académiques et littéraires, qui permet aux clercs de faire passer leurs idées vers un public élargi, tout en leur offrant d'intéressantes ressources financières⁹⁴. La multitude de conférences partisans ne permet pas un traitement détaillé de ce vecteur, d'autant

que l'initiative est bien souvent celle d'individus dont les liens avec les États belligérants restent difficiles à établir. De plus, si les propagandes institutionnelles cherchent à faire jouer leurs réseaux culturels, l'Allemagne reste très en retrait sur ce plan. Dès 1915, le dispositif français organise des tournées de conférences imposantes. La diplomatie allemande ne s'engage de son côté réellement qu'à partir de la fin de l'année 1917, et ce, dans une envergure bien moindre⁹⁵. Cette hiérarchie des forces se retrouve dans le contexte hollandais, où l'Allemagne réagit avant tout à l'activisme franco-britannique⁹⁶.

Du côté des autorités helvétiques, seules les conférences organisées par l'Entente font débat. En automne 1915, un comité « franco-romand » projette un cycle de conférences d'intellectuels français à Lausanne. Il est codirigé par le professeur français Samuel Rocheblave de l'Université de Lausanne et Édouard Secretan. Ces conférences doivent attester, « par leur qualité, en quelle haute estime la France tient le pays romand, juge et assesseur au tribunal de l'opinion internationale dans le grand débat qui intéresse l'humanité »⁹⁷, indique Rocheblave dans la *Gazette de Lausanne*. Le Français cherche à anticiper les critiques qui s'en prendront au caractère antipatriotique de ces conférences. Il écrit : « Certes, je suis loin de vouloir pousser ces similitudes [culturelles] jusqu'à l'identité, de faire de la « Romandie » une France de l'est, pas plus que je ne ferais de la Belgique une France du nord. »

Cette précaution ne suffit pas à calmer l'inquiétude du Conseil fédéral, qui dépêche ses deux membres latins, Giuseppe Motta et Camille Décoppet, pour une action de médiation. Le comité accepte de limiter le nombre de ses conférences et seules trois soirées ont finalement lieu⁹⁸. Soutenue par le cercle de la *Gazette de Lausanne*, la manœuvre française soulève aussi des protestations dans d'autres milieux lausannois. La Nouvelle Société helvétique regrette cette « propagande parfaitement organisée »⁹⁹, alors que Félix Bonjour écrit dans sa *Revue* :

On ne saurait accepter tout d'abord qu'en première page d'un grand journal suisse un écrivain étranger vienne tracer une frontière entre deux parties d'un pays suisse et dans la Confédération distingue une « nation » romande. Mais l'entreprise du comité est elle-même critiquable. Les promoteurs n'ont sans doute pas aperçu le caractère inopportun, choquant même à l'heure actuelle, de leur initiative.¹⁰⁰

LA RETENUE ALLEMANDE DANS LES CONFÉRENCES

Pourquoi la propagande allemande, si entreprenante, ne s'engage-t-elle pas davantage dans le champ des conférences? Le levier humanitaire constitue une première hypothèse. Bien souvent, lorsqu'ils s'expriment sur la guerre, les étrangers le font sous le couvert d'un message charitable. Les souffrances des populations belges ou serbes sont l'objet de multiples causeries, y compris en Suisse alémanique. Dès janvier 1915, le dispositif belge de propagande organise par exemple des conférences à Genève, Zurich, Berne ou Saint-Gall¹⁰¹. Les autorités cantonales se montrent plutôt tolérantes lorsque la conférence projetée se focalise, en apparence, sur les souffrances de tel ou tel peuple, et qu'une récolte de dons est organisée. Mais les intérêts humanitaires peuvent recouvrir des intentions politiques et plusieurs conférences charitables dessinent en creux l'acte d'accusation de l'un des deux blocs belligérants. Ainsi, la censure reste dépendante de chaque contexte cantonal. En juin 1916, le sénateur belge Julien Warnant peut s'exprimer sur le cas de Liège à Genève alors que le Conseil d'État bâlois lui interdit toute prise de parole¹⁰². À Lausanne, le Bureau de presse militaire a conscience que la conférence du Touring Club de France au théâtre Lumen présente «un but de charité afin de mieux masquer une réelle propagande en faveur de l'un des belligérants»¹⁰³. Après un contrôle préventif du film projeté, la conférence a lieu¹⁰⁴. Les Allemands sont de leur côté très en retrait dans l'instrumentalisation des sentiments de «pitié». En position de conquête militaire, ils ne souffrent d'aucun territoire occupé (excepté pour une courte période en Prusse orientale) ou de populations déportées. Les souffrances subies par la population suite au blocus de son ravitaillement pourraient fournir cette carte détournée de la charité, mais le Reich refuse jusqu'à la fin du conflit de donner une image réaliste de sa situation économique, de peur de se présenter en position de faiblesse.

Une seconde hypothèse tient, pour les forces allemandes, à l'hermétisme du champ intellectuel helvétique (déjà relevé par l'absence d'une action de propagande dans les revues alémaniques). Depuis le Manifeste des 93, un vent de rébellion souffle dans les universités contre la place occupée par les savants allemands. Or, les conférenciers, s'ils entendent dissimuler leurs attaches gouvernementales, ne peuvent s'exprimer qu'à l'invitation de cercles indigènes. Plusieurs tentatives allemandes se soldent

ainsi par un échec. En mars 1918, par exemple, l'égyptologue Georg Steindorff ne parvient pas à se faire inviter par l'Université de Zurich. « Une sorte de nationalisme suisse, nourri de représentations de l'Entente et aidé par la Nouvelle Société helvétique [...], commence à agir comme un mur contre les échanges »¹⁰⁵, relève avec un certain dépit le comte Harry Kessler, chargé de l'organisation des conférences allemandes. Peu de temps après l'armistice, la division de propagande de la légation notera rétrospectivement « combien il était difficile aux associations allemandes d'être actives pendant la guerre »¹⁰⁶. Seul le public germanophile s'est montré réceptif aux discours organisés par la diplomatie allemande. Les conférenciers allemands se sont donc surtout adressés à un public acquis à leur cause. La plupart des conférences organisées par l'Allemagne en 1917-1918 ne s'adressent d'ailleurs pas au public suisse, mais aux internés de guerre allemands dont le moral doit être remobilisé. La persuasion par la conférence semble trop marquée du sceau de la propagande pour convaincre un large public en Suisse. Lorsque le Bund Deutscher Gelehrter und Künstler est activé pour organiser des conférences en automne 1918, son projet de programme s'appuie sur des personnalités suisses dont la germanophilie est assumée (Eduard Blocher, Hermann Bächtold, Karl Egli, Paul Altherr du *Nebelspalter...*)¹⁰⁷.

LE CHOC DES IMAGES

Les magazines illustrés ont montré l'importance accordée aux images pour toucher le plus grand nombre. Plusieurs autres supports sont utilisés par les belligérants pour attirer l'œil du public suisse. Des photographies, des gravures, des placards informatifs, des cartes géographiques et des affiches illustrées sont placardés dans différents lieux de passage. Les diplomates allemands disposent notamment de plusieurs salles de dépêches dans les villes suisses. Des vitrines en vue sont louées pour afficher ces différentes illustrations sous la supervision de la Bilderzentrale à Berlin. Cette influence se déroule « par la curiosité des yeux, par des expositions de guerre qu'on met partout, depuis les vitrines des meilleures librairies jusqu'aux étalages des fruitiers [...] »¹⁰⁸, comme le dénonce Karl Hänggi.

Au cours de la guerre, le champ de l'affiche illustrée, dont les contours sont déjà bien développés, prend une tournure politique

marquée et fait passer l'affichiste du domaine commercial à celui de la persuasion de masse. Cette évolution se retrouve aussi bien en Suisse que dans les pays belligérants, avec les affiches de conscription anglo-saxonnes ou les affiches pour les emprunts de guerre en France et en Allemagne, dont celles, célèbres, d'Abel Faivre et de Fritz Erler¹⁰⁹. En Suisse, les affichistes mettent eux aussi leur art au service d'une représentation patriotique du pays et leur champ se professionnalise¹¹⁰. Au demeurant, l'apparition des premières affiches politiques date de la votation d'octobre 1918 pour l'introduction du système proportionnel et se généralise pour les élections nationales de 1919¹¹¹. Cette mutation peut ainsi être appréhendée comme une conséquence transnationale de la guerre d'images menée par les belligérants.

Les affiches allemandes de propagande, notamment les plus diffusées, celles du graphiste Louis Oppenheim, jouent avant tout la carte de la rationalité. L'emphase est mise sur les statistiques des réalisations culturelles, sociales et économiques du Reich, afin de souligner les carences de l'ennemi et de réfuter l'accusation de « barbarie ». L'affiche d'Oppenheim « Wir Barbaren! » présente ainsi la force de l'Allemagne sur le plan des assurances sociales, de l'alphabétisation ou de l'attribution des Prix Nobel.

Jusqu'en 1917, les affiches allemandes laissent ainsi une place importante au texte et aux informations chiffrées. L'affiche de Fritz Erler pour le sixième emprunt de guerre allemand, « Helft uns siegen! », représente dans ce cadre une petite révolution, puisqu'elle place l'image d'un soldat déterminé et réaliste au centre de l'affiche¹¹². Face aux représentations émotives de leurs adversaires, les Allemands intègrent tardivement l'affect aux visuels de leurs affiches.

Les cartes postales sont un autre vecteur de cette propagande par l'image. Hans Attenberger est notamment chargé d'approvisionner les librairies et les kiosques en cartes illustrées. Les archives de la poste suisse conservent un fonds de plusieurs centaines de cartes censurées par les autorités¹¹³. Les pays de provenance principaux sont, par ordre décroissant d'importance, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la Russie. La carte postale vit alors son âge d'or et constitue un vecteur extrêmement performant pour toucher un public de masse. Entre



tinyurl.com/hspnwmk

Le graphiste Louis Oppenheim retourne l'accusation de « barbarie » en présentant les réalisations culturelles de l'Allemagne.

62 et 77 millions de cartes postales circulent chaque année entre 1914 et 1918 dans les offices de poste suisses¹¹⁴. À la fin de la guerre, 5000 cartes postales sont notamment diffusées chaque mois par la France dans les camps d'internés allemands¹¹⁵. L'imagination des éditeurs semble sans limite, tel ce pantalon miniature de couleur garance, littéralement cousu sur une carte éditée à Chemnitz. Sa légende dit: «La fierté de la Française, ou: l'odeur dans le pantalon.» Différents sujets récurrents se retrouvent sur des cartes d'origines diverses. Donnée à un lâche ennemi, le coup de pied au derrière est utilisé dans l'ensemble des pays belligérants. Les motifs satiriques des cartes postales cherchent avant tout à ridiculiser l'adversaire, voire à le déshumaniser.

Les autorités helvétiques tentent dès le début du conflit de réagir à cet afflux massif de cartes de propagande issues du domaine privé¹¹⁶. Des problèmes constants d'application surgissent entre les différents offices de poste, car leurs employés sont responsables de juger ce qui admissible et ce qui ne l'est pas. À partir de l'été 1915, la CFCP est chargée des décisions de confiscation, mais la masse des documents à traiter oblige la Commission à déléguer une grande partie de ses compétences à la Direction de la poste, alors sous autorité militaire. Même si l'efficacité de la censure reste très relative, la Direction de la poste cherche tout de même à étendre ses prérogatives aux cartes postales critiques à l'encontre des autorités fédérales. L'affaire des colonels provoque en effet une production conséquente de cartes satiriques en Suisse romande. Elles sont censurées par les autorités en dehors de toute base légale¹¹⁷.

Les images animées du cinématographe entrent aussi dans l'arsenal visuel des propagandes belligérantes. Jusqu'en 1916, l'Allemagne et les autres belligérants laissent surtout agir les forces du marché privé. Dès le mois d'octobre 1914, les Semaines Messter (du nom du grand producteur Oskar Messter) présentent les principales actualités de la guerre¹¹⁸. Elles sont complétées par la suite par d'autres journaux filmés, comme ceux de la maison Eiko, et font écho aux actualités hebdomadaires des firmes françaises Gaumont et Pathé, une invention de la fin des années 1900¹¹⁹. En novembre 1914, une salle zurichoise diffuse par exemple des actualités austro-hongroises (images de l'empereur, du chef de l'armée, du front, de prisonniers de guerre russes, d'artillerie...), suivies par des actualités françaises (images de Paris, de

prisonniers allemands, de mitrailleuses, de troupes hindoues, de ruines...) ¹²⁰. À la suite d'une séance en 1916, Charles Ferdinand Ramuz relève le caractère construit et presque irréel de telles projections d'actualités :

[Ce que le cinéma montre, c'est la] solitude décidément trop «nature» pour ne pas inquiéter, et, toutes les fois qu'il s'agit de l'arrière, une vie décidément trop confortable d'apparence pour qu'on ne s'en méfie pas un peu. Ils creusent des tranchées avec un bon sourire. [...] Un nègre couvert de médailles tient une poche pleine de soupe qu'on voit fumer, et se frotte le ventre. [...] Assis sur les obus, comme sur des coussins de velours, les hommes de corvée font une promenade. Et plus loin, il y a tout plein de pimpantes guinguettes, de coquettes villas bourgeoises en réduction [...]: on se croirait dans un village de plaisance ou bien sur quelque plage prétentieuse [...]. On passe de la féerie à l'opérette, il semble que la guerre s'efforce de se parodier elle-même dans ses deux aspects essentiels, on dirait une guerre de théâtre [...]. Guerre des cinématographes, guerre pour le public, guerre pourtant si pleine d'enseignements et si belle de temps à autre. ¹²¹

Les premiers longs métrages composés d'images présentées comme «réelles» des batailles ne sont produits par les différents belligérants qu'au cours de l'année 1916 (voir chap. 10) ¹²².

NOTES DU CHAPITRE 7

1. Louis Dumont-Wilden, *L'occupation allemande à Bruxelles racontée par les documents allemands*, Paris: Bloud et Gay, 1915, pp. 5-6, cité par Christine Odermatt (éd.), *1914 – Wortgefächte in Texten der Zeit*, Zurich: Limmat Verlag, 2014, p. 1.

2. *Orages de papier: 1914-1918. Les collections de guerre des bibliothèques*, Paris: Somogy, 2008.

3. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, op. cit., p. 1129.

4. François Vallotton, *L'édition romande...*, op. cit., p. 299. Voir Louvain..., Reims: (pendant la guerre), 2 vol. des *Cahiers vaudois*, Lausanne: C. Tarin, 1914-1915.

5. Télégramme de Paul Beau, Berne, 23 janvier 1915, cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, op. cit., p. 1127.

6. Lettre de René Morax à C. F. Ramuz, Morges, 30 août 1914, citée dans C. F. Ramuz, *ses amis et son temps*, vol. 5, Lausanne: Bibliothèque des Arts, 1969, p. 226. Sur ce cercle, consulter Daniel Maggetti, «Ramuz, les écrivains suisses et la Grande Guerre», *Mémoires et antimémoires littéraires au XX^e siècle: la Première Guerre mondiale*, vol. 1, Bruxelles: P.I.E./Peter Lang, 2008, pp. 111-128.

7. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, op. cit., p. 1127.

8. Lettre de Guy de Pourtalès à Auguste Bréal, 24 février 1917, citée par Pascal Bongard, op. cit., p. 153.

9. François Vallotton, *L'édition romande...*, op. cit., p. 296.

10. « Propagande étrangère », *La Suisse libérale*, 8 janvier 1918.
11. Emanuel Lüthi, *Zum 5. März 1798, ein Beitrag zur Geschichte der Helvetik*, Berne: Stämpfli, 1917.
12. Otto von Gottberg, *L'Infernale aventure de Jean Heller: choses vues en captivité française*, Lausanne: Librairie Nouvelle, 1917, p. 6.
13. *Ibid.*, p. 8.
14. Voir par exemple El-Hadj Abdallah Boukabouya, *L'Islam dans l'armée française*, Lausanne: Librairie Nouvelle, 1917.
15. Voir Edmond Gilliard, *Tout-y-va*, Genève: Trois Collines, 1963, pp. 93-95.
16. Voir BA, R901/72810, Bestellungen bei Librairie Nouvelle Edwin Frankfurter, Lausanne, 1915-1916.
17. *Lyon sur tous les fronts! Une ville dans la Grande Guerre*, Nicolas Beaupré et al., Milan: Silvana editoriale, 2014, p. 67.
18. Voir *Kriegskalender, August 1914-Juli 1915*, Berne: M. Drechsel, 1915.
19. BA, R901/72166, Hermann von Simson à Fritz Thiel (ZFA), Zurich, 17 janvier 1916.
20. Parmi les ouvrages qui appartiennent à la littérature allemande de propagande, citons Gustav Wilhelm Eberlein, *Deutschland im Kriege: Erschautes und Erlebtes*, Zurich: Orell Füssli, 1916; Kurt Grelling, *Anti-J'accuse, eine deutsche Antwort*, Zurich: Orell-Füssli, 1916. Ceux qui sont, selon toute vraisemblance, utilisés par la propagande de l'Entente sont notamment Georg Friedrich Nicolai, *Die Biologie des Krieges*, Zurich: Orell Füssli, 1917; Hermann Fernau, *Gerade weil ich Deutscher bin!*, Zurich: Orell Füssli, 1916.
21. Voir resp. BA, R901/72168, Hermann von Simson à Paul von Buri, Zurich, 5 janvier 1917; Guy de Pourtalès, *Journal de la guerre, 1914-1919*, Stéphane Pétermann (éd.), Carouge: Zoé, 2014, entrée du 26 juillet 1916, p. 608.
22. AFS, E27/13892, vol. 1, Ulrich Wille au DPF, Berne, 5 juillet 1915 (pour la dénonciation de Payot); *Gazette de Lausanne*, 23 février 1917 (pour la dénonciation de Wyss).
23. Les archives de la librairie Wyss sont introuvables et les informations qui la concernent sont avant tout tirées des archives berlinoises et de recherches dans le catalogue de la Bibliothèque nationale.
24. Emil Huber, *Schweizer Militär: Ein Album von 24 farbigen Blättern*, Berne: Ferd. Wyss, 1915.
25. *Idem*, préface d'Ulrich Wille, major instructeur, Berne, octobre 1914.
26. *Das Regenbogen-Buch. Die europäischen Kriegsverhandlungen, Die massgebenden Dokumente, chronologisch und sinngemäss zusammengestellt, übersetzt und erläutert von Dr. Max Beer*, Berne: Ferd. Wyss, 1915.
27. BA, R901/72439, Brochure publicitaire de 12 pages.
28. *Idem*, Hermann von Simson à Fritz Thiel, Zurich, 28 février 1916.
29. *Idem*, Ferdinand Wyss à Hermann von Simson, Berne, 28 avril 1916. Cf. Ferdinand Avenarius, *La calomnie par l'image: Quelques remarques sur l'art d'inciter les peuples à la haine*, Berne: Ferd. Wyss, 1916.
30. Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz...*, op. cit.
31. *Berner Intelligenzblatt*, 5 décembre 1914.
32. Jacob Ruchti, *Zur Geschichte des Kriegsausbruches, Nach den amtlichen Akten der Königlich Grossbritannischen Regierung*, Berne: Ferd. Wyss, 1916.
33. BA, R901/72479, Note de Fritz Thiel (ZFA), Berlin, 7 mars 1916. Les citations suivantes proviennent de ce document.
34. *Idem*, Note à la signature indéchiffrable adressée à la ZFA, Berlin, 27 mars 1916.
35. *Idem*, Hermann von Simson à Fritz Thiel, 26 avril 1916.
36. *Idem*, D^r Müller (NFO) à la ZFA, Berlin, 16 août 1916.
37. *Idem*, Ferdinand Wyss à Hermann von Simson, slnd.
38. AFZ, MF A 3701, télégramme de Paul Beau au ministre des Affaires étrangères, Berne, 16 mars 1916.
39. BA, R901/72479, Note d'Eugen von Röder, non signée, 9 septembre 1916. Eugen von Röder est chambellan royal prussien, *Introduktor* du corps diplomatique.
40. *Idem*, Hermann von Simson à Paul von Buri, Zurich, 4 octobre 1916.
41. PA, Bern 1307, AA à la Légation de Berne, Berlin, 2 novembre 1916.
42. BA, R901/72479, Paul von Buri à Hermann von Simson, Berlin, 25 mai 1917.
43. *Idem*, Kurt Hahn à la division IIIb, à la *Gazette des Ardennes*, à l'administration militaire en Roumanie, à la centrale de la presse du gouvernement général de Bruxelles, Berlin, 22 décembre 1917.

44. BAr, R901/71722, Wilhelm von Radowitz à Gisbert von Romberg, Berlin, 25 avril 1917.
45. BAr, R901/71722, Kurt Hahn à L. Klotz, directeur de la Perthes AG, Berlin, 24 avril 1917.
46. *Idem*, copie du contrat entre Jacob Ruchti, Langnau, et la firme Perthes, Gotha, 29 mai 1917, pour le livre *Die Stellung der Schweiz im Weltkrieg, politisches, wirtschaftliches und kulturell*. Les trois angles principaux de l'œuvre de 1928 (politique, économique et culturel) sont déjà établis.
47. Voir resp. BAr, R901/71904, Bundes Deutscher Gelehrter und Künstler à Paul von Buri (ZFA), Berlin, 13 octobre 1917; Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 21 septembre 1916, p. 82.
48. Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz...*, *op. cit.*, p. ix.
49. AFS, E2001(A), vol. 5, Jacob Ruchti à Felix Calonder, Langnau, 28 octobre 1919.
50. Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 128.
51. Voir François Vallotton, *L'édition romande...*, *op. cit.*, pp. 295-308.
52. Voir Éric Thiers, «Droit et culture de guerre, 1914-1918. Le Comité d'études et documents sur la guerre», *Mil neuf cent*, N° 23, 2005/1, pp. 23-48.
53. Joseph Bédier, *Deutsche Verbrechen durch deutsche Dokumente bewiesen*, Lausanne: Payot & C^{ie}, 1915. La brochure est combattue par de nombreuses œuvres utilisées par la propagande allemande, dont Charles Larsen, *Le professeur Joseph Bédier et les carnets de soldats allemands*, trad. du danois, Berne: F. Wyss, 1916.
54. AFS, E27/13892, vol. 1, Payot à la CFCP, Lausanne, 29 mars 1916. Cf. *idem*, Payot à la CFCP, Lausanne, 11 mai 1916: «Nous nous sommes mis à la disposition du Comité Lavisser pour effectuer, à titre de simple intermédiaire, l'envoi de sa propagande sous pli fermé, afin d'éviter ainsi toute censure postale, militaire ou politique.»
55. François Vallotton, *L'édition romande...*, *op. cit.*, pp. 301-302.
56. Lettre de Charles Dumas à Theodor Steeg, Paris, 8 septembre 1917, citée dans *Les socialistes français et la Grande Guerre*, Vincent Chambarlhac et al., Dijon: Éditions universitaires de Dijon, 2008, p. 35.
57. Hansi et Ernest Tonnelat, *À travers les lignes ennemies. Trois années d'offensive contre le moral allemand*, Paris: Payot, 1922, pp. 11-12 et 35.
58. AFS, E27/13892, vol. 1, Ulrich Wille au DPF, Berne, 5 juillet 1915.
59. *Idem*.
60. *Idem*, chef du Département de justice et police du Canton de Vaud à Alphonse Dunant (DPF), Lausanne, 15 mai 1915.
61. Leo Weber, *Gedanken eines schweizerischen Neutralen über das Buch «J'accuse»*, Soleure: A. Lüthy, 1915; Leo Weber, *En neutral schweizares tankar om boken «J'accuse»*, Stockholm: Chelius & Co., 1915.
62. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP, Berne, 5 janvier 1916.
63. Voir les détails dans BAr, R901/72339, Grelling, *Anti-J'accuse*, 1916-1917.
64. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP, Berne, 2 juin 1916.
65. Albert Bonnard, «Une imposture maladroite», *Journal de Genève*, 30 avril 1916.
66. Romain Rolland relève cette similitude dans son journal. Voir Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, entrée de la fin février 1916, pp. 697-698.
67. BAr, R901/72459, Alfons Mumm von Schwarzenstein aux légations étrangères, Berlin, 5 mai 1916.
68. Joseph Bertourieux, *La vérité*, *op. cit.*, resp. pp. iii et 74.
69. *Ibid.*, pp. v-vi.
70. *Wer hat die Kriegsfackel entzündet?, Blätter für Wahrheitsuchende*, N° 3, sans date.
71. Citations utilisées dans les publicités de la brochure de Karl Federn, *Anklagen gegen Deutschland: das Buch «J'accuse» und andere Schriften*, Berne: Ferd. Wyss, 1917.
72. Voir la note sans en-tête classée dans PA, Bern 1245, Geheim Varia I, Jacques de Bonal, 1915-1916.
73. *La Liberté*, «Notes parisiennes», article non signé en «une» du 30 juin 1915.
74. PA, Bern 1245, Copie d'une lettre sans en-tête.
75. Franck L. Schoell, «La propagande allemande en Suisse française», *La Revue de Paris*, mars-avril 1918, pp. 532-533.
76. BAr, R901/72459, Fritz Thiel à la société Transocean, 12 mai 1916.
77. *Idem*, Dietrich von Bethmann Hollweg au chancelier impérial, Berne, 5 mai 1917.

78. Joseph Bertourieux, *La victoire: œuvre posthume*, Berne: Ferd. Wyss, 1917, p. 16. Les citations suivantes sont tirées des pages 17 et 78-79.
79. *Gazette des Ardennes*, 24 juin 1917. Voir D. B., «Chanson de Craonne» en pays occupés», *La lettre du Chemin des Dames*, été 2011, p. 26.
80. L. Olivier, *Le livre d'un Fou, 1914-1915-1916*, Berne: Ferd. Wyss, 1917, p. 107.
81. *Gazette de Lausanne*, 3 juillet 1917.
82. H. Mayor, *Être*, Berne: Ferd. Wyss, 1917; Georges Essor, *Considérations sur l'antagonisme franco-allemand*, Berne: Ferd. Wyss, 1917; René Musset, *Pierre Dumet le Réfractaire*, Berne: Ferd. Wyss, 1918. Un cas particulier, qui sera traité au chapitre 9, est présenté par Andréas Latzko, *Les hommes dans la guerre*, Berne: Ferd. Wyss, 1918.
83. Publicité pour *Être* d'H. Mayor publiée sur la deuxième de couverture d'Andréas Latzko, *Les hommes dans la guerre*, *op. cit.*
84. Publicité pour Pierre Dumet de René Musset dans la couverture d'Andréas Latzko, *Les hommes dans la guerre*, *op. cit.*
85. Lettre du Service de presse du Ministère de guerre à l'attaché militaire à Berne, Vienne, 24 septembre 1915, cité par Peter Schubert, *op. cit.*, p. 101.
86. Voir resp. Emil Ott, *Krieg und Geld: Ein Vortrag gehalten am 15. November 1915 im Bürgerhaus zu Bern*, Berne: Ferd. Wyss, 1916; Johannes Jegerlehner, *Neutrale in Elsass-Lothringen*, Eindrücke, Berne: Ferd. Wyss, 1917.
87. Gustave Chaudet, *Wohin führt man uns?*, Berne: F. Wyss, 1916.
88. *Hollands NOT: Der Niederländische Uebersee-Trust. (Nederlandsche Overzee-Trust)*, Berne: Ferd. Wyss, 1916.
89. Harris Van der Pijl [Paul Niehans], *L'étranglement de la Hollande*, coll. Un véritable ami des neutres, N° 1, Berne: Ferd. Wyss, 1918.
90. Paul Niehans, *Fünfzehn Monate im Kampfgebiet der Dolomiten: Erlebnisse eines Schweizerarztes*, Berne: Ferd. Wyss, [1918].
91. BA, R901/72890, Rapport sans en-tête, Berlin, 1^{er} août 1918.
92. Voir *Städtige Kunstausstellungen*, Berne: Ferd. Wyss, N° 1, juin 1918.
93. Felix Ludwig Calonder, *La situation actuelle de la Suisse*, Berne: F. Wyss, 1918.
94. Voir Alain Clavien et François Vallotton, «Introduction», in «*Devant le verre d'eau*», *op. cit.*, pp. 7-14.
95. Consulter les cotes BA, R901/71892-71893, Vortragspropaganda innerhalb der Schweiz, 1917-1920.
96. Nicole P. Eversdijk, *op. cit.*, pp. 343 ss.
97. Samuel Rocheblave, «Le lien franco-romand», *Gazette de Lausanne*, 31 octobre 1915.
98. AFS, E27/13899, PV de la séance du Conseil fédéral du 5 novembre 1915.
99. Cité par Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne... op. cit.*, p. 299.
100. *La Revue*, 1^{er} novembre 1915, cité par Félix Bonjour, *op. cit.*, p. 160.
101. Michel Dumoulin, «La propagande belge dans les pays neutres au début de la Première Guerre mondiale (août 1914-février 1915)», *Revue belge d'histoire militaire*, t. XXII, 1977, p. 254.
102. SKBa, POLIT JJ 4, Conseil d'État à Alfred Ditisheim, Bâle, 16 juin 1915; *Journal de Genève*, 2 juin 1915.
103. AFS, E27/13896, Albert Guignard au chef du Bureau de la presse, Lausanne, 28 septembre 1915.
104. *Idem*, Service territorial à la CFCP, sl., 29 septembre 1915.
105. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 10 mars 1918, pp. 322-323.
106. BA, R901/71892, Wihlem von Vietsch (Abt. O) à la NA, Berne, 5 décembre 1918.
107. BA, R901/71892, Bund deutscher Gelehrter und Künstler à la NA, Berlin, 23 août 1918.
108. Karl Hänggi, *op. cit.*, pp. 2-3.
109. Orages de papier, *op. cit.*, pp. 62 ss.
110. Jean-Charles Giroud, *Les artistes suisses et l'affiche, un siècle de fascination et de confrontation*, Neuchâtel: Association des amis de l'affiche suisse, 2001, pp. 95 ss.
111. Edwin Lüthy (éd.), *Das künstlerische politische Plakat in der Schweiz*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1920.
112. Voir Jeffrey Verhey, «Helft uns siegen» – Die Bildersprache des Plakats im Ersten Weltkrieg», in *Der Tod als Maschinist. Der industrialisierte Krieg 1914-1918*, Bramsche: Rasch, 1998, pp. 164-175.

113. Archives PTT (Berne), Vers-057 A 0010 à Vers-057 A 0014.
114. Georg Kreis, *Schweizer Postkarten aus dem Ersten Weltkrieg*, Baden: Hier und jetzt, 2013, p. 8.
115. Colonel Gaston Pageot (attaché militaire) au Ministère de la guerre, Berne, 22 octobre 1918, cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1220.
116. Joséphine Métraux, *op. cit.*, pp. 20 ss.
117. Archives PTT, PB-106-1d-1980, vol. 1. Voir aussi les cartes postales des rubriques « Satire et humour » et « Affaires politiques » du site 14-18. *La Suisse en cartes postales*. En ligne: [www.14-18.ch], consulté le 12 juillet 2016.
118. Voir Wolfgang Mühl-Benninghaus, « Oskar Messters Beitrag zum Ersten Weltkrieg », *Kintop*, N° 3, 1994, pp. 103-115.
119. Klaus Kreimeier, *Une histoire du cinéma allemand: la Ufa*, Paris: Flammarion, 1994, p. 27.
120. AEG, T Ri/33-3, Publicité pour le Zürcherhof du 12 au 18 novembre 1914.
121. C. F. Ramuz, « La guerre pour les yeux », *Gazette de Lausanne*, 10 décembre 1916, cité dans Charles Ferdinand Ramuz, *Articles et chroniques, 1913-1919*, Virginie Jaton (éd.), t. 2, Genève: Slatkine, 2008, pp. 313-315.
122. Laurent Véray, « Montrer la guerre: la photographie et le cinématographe », *Guerre et cultures, 1914-1918*, Jean-Jacques Becker *et al.*, Paris: A. Colin, 1994, pp. 229-238.

PARTIE 3

TOTALISATION ET MASSIFICATION

8. MOUVEMENTS DE BASCULE

Les pays neutres jouent un rôle trop effacé. Ils ont une tendance à croire que contre la force déchaînée l'opinion est d'avance vaincue. Et ce découragement est partagé par la plupart des pensées libres de toutes les nations. C'est là un manque de courage et de lucidité. Le pouvoir de l'opinion est immense à présent.

Romain Rolland, 1914¹

1 916 est une année charnière dans cette guerre des esprits. À mesure que le conflit se déchaîne et s'enlise dans de gigantesques batailles matérielles et mortifères (de février à décembre à Verdun et de juillet à novembre sur la Somme), les propagandes se dynamisent et cherchent à s'ouvrir de nouveaux champs d'influence en Suisse. L'été 1916 marque en effet l'apparition des premiers signes conséquents de fissures dans les consensus initiaux des sociétés belligérantes². Pour la France comme pour l'Allemagne, il ne s'agit plus de soutenir le moral de la population, mais bien de le tenir, aussi bien au front qu'à l'arrière³. Ce raidissement déteint sur les populations neutres, qui ont alors une importance renforcée quant à leur capacité de soutien ou de nuisance sur les opinions publiques voisines. L'action de propagande se fait réellement «tentaculaire»⁴ et la culture suisse assiste, dans toutes ses ramifications, à la massification de l'effort belligérant. Les artistes, les militants des «nationalités», les internés de guerre et les défenseurs de la paix sont âprement convoités par les puissances en guerre. Une logique de concurrence engage une course en avant que rien ne semble pouvoir arrêter. Elle est en même temps attisée par la logique «jusqu'au-boutiste» qui domine le cadre de pensée des gouvernements et des états-majors belligérants (à l'exception notable de la Russie après la révolution de Février et de l'Autriche

après l'avènement de Charles I^{er}). Seule une reddition totale de l'ennemi peut justifier un combat d'un tel coût humain et matériel.

Si la question d'une paix blanche prend de plus en plus d'ampleur dans le débat international, la plupart des idées conciliatrices cachent bien souvent une simple rhétorique stratégique. Le 12 décembre 1916, le chancelier Bethmann Hollweg adresse notamment une note aux pays neutres dans laquelle il évoque des négociations de paix avec l'Entente, que cette dernière s'empresse de refuser. L'initiative allemande est pensée avant tout pour légitimer la guerre sous-marine à outrance, décidée peu de temps auparavant et qui débute en février 1917. Les navires neutres qui commercent avec l'Entente sont désormais visés. Les États-Unis réagissent et entrent en guerre contre l'Allemagne en avril 1917. L'empire wilhelmien est en crise, mais le « parti de la guerre » parvient à imposer ses idées à des autorités civiles favorables à une solution de paix négociée. Le 13 juillet 1917, le chancelier Bethmann Hollweg est poussé à la démission par l'état-major. Son remplaçant, Georg Michaelis, est perçu comme l'homme des militaires. Prise par le Reichstag le 19 juillet 1917, la résolution d'une paix sans annexion est ainsi directement remise en cause.

Cette militarisation de la politique impériale a des implications directes sur le travail de propagande mené en Suisse. Dès l'automne 1916, le nouveau commandement d'Hindenburg et de Ludendorff cherche à imposer son pouvoir aux structures de propagande étrangère dirigées par l'Auswärtiges Amt, ce qui contribue à l'opacification du réseau d'influence développé en Suisse et provoque une crise à l'intérieur de la légation allemande de Berne. Or, l'action d'influence de cette dernière est justement mise à mal par les conséquences d'une affaire intérieure qui secoue violemment la Confédération depuis le début de l'année 1916, l'affaire des colonels. Le scandale dessille les yeux de nombreux commentateurs alémaniques sur la fragilité de la politique de neutralité suivie par l'état-major helvétique. Les Stimmen im Sturm n'y survivent pas et mutent en une association au profil plus conciliant en apparence, la Deutschschweizerische Gesellschaft. En ce qui concerne la propagande allemande, la fragilisation de sa position en Suisse alémanique amène, par contrecoup, à un raidissement et un renforcement généralisé de son effort.

PERTES ET PROFITS DE L'AFFAIRE DES COLONELS

L'affaire des colonels est probablement celle qui a le plus marqué l'opinion publique au cours de la guerre. « L'abîme entre la Suisse romande et allemande est à nouveau largement ouvert »⁵, constate à son sujet le théologien Leonhard Ragaz en janvier 1916. Dès le début du conflit, les deux colonels responsables du Service de renseignement helvétique, Friedrich von Wattenwyl et Karl Egli, échangent des informations classées avec les attachés militaires des Empires centraux. Courantes dans les sphères militaires, ces transactions sont dues aux relations particulières tissées par les deux colonels alémaniques avec les Austro-Allemands, et particulièrement à la complicité existant entre le Zurichois Karl Egli et l'attaché militaire von Bismarck. En février 1914, le Conseil fédéral s'était déjà plaint d'indiscrétions commises par ce responsable de la Section géographique de l'état-major, né en Allemagne en 1865. Durant la guerre, Wille n'apprécie d'ailleurs pas le comportement d'Egli, considéré comme le « bras droit du chef d'état-major »⁶. De retour d'Allemagne en septembre 1915, le colonel Egli répond favorablement à une invitation autrichienne pour se rendre sur le front. Le libraire de formation collabore alors aux *Basler Nachrichten* en tant que spécialiste des questions militaires. Malgré le refus du Conseil fédéral, Egli effectue sa visite et rencontre à deux reprises le maréchal Conrad. Fâché, Ulrich Wille veut se débarrasser d'un officier devenu trop embarrassant, mais Sprecher couvre son protégé⁷. Cet exemple illustre la relation empreinte de méfiance entre le général Wille et son second Sprecher. Les deux hommes sont engagés durant quatre ans et demi dans une sorte de « collaboration forcée »⁸.

À la fin de l'année 1915, les échanges d'informations entre l'état-major suisse et les Empires centraux sont dénoncés par un traducteur polyglotte du Service de renseignement, le Romand André Langie. L'affaire des colonels se joue d'abord dans les coulisses du pouvoir. Des politiciens romands et les diplomates français et russes informent le Conseil fédéral de cette atteinte au devoir de neutralité. Wille et von Sprecher sont persuadés de pouvoir régler l'affaire à l'interne et éloignent discrètement les deux colonels de l'état-major. Les deux officiers ne sont pourtant pas sanctionnés, puisque leur nouvelle fonction correspond plutôt à une promotion. Egli est par exemple nommé commandant des fortifications du Hauenstein, un secteur clé du dispositif de

défense nationale. La pression de la presse et de l'opinion est alors relayée par le Conseil fédéral et un procès militaire doit finalement être concédé par Wille. Des manifestations publiques éclatent dans des villes romandes. La plus marquante se déroule à Lausanne. Le 27 janvier 1916, la pression exercée par la foule permet à Marcel Hunziker, un employé d'un magasin alentour, de décrocher le drapeau allemand hissé par le consulat d'Allemagne en l'honneur de l'anniversaire du Kaiser⁹. Un bataillon occupe la ville le lendemain. Le Conseil fédéral tente de calmer le jeu en se mettant « à nouveau en contact avec la presse, pour que celle-ci agisse pour un aplanissement des divergences »¹⁰, comme le propose Motta. Cette fois-ci, et contrairement à l'affaire du « tumulte » de Fribourg, l'effort doit être porté sur les grands titres alémaniques pour que ceux-ci « n'exagèrent pas les événements lausannois, mais au contraire en parlent avec précaution ». Une note confidentielle leur est envoyée.

L'appel à la modération du Conseil fédéral ne calme pas les esprits. Le 29 février 1916, les deux colonels sont acquittés pénalement de la charge de trahison, mais le tribunal reconnaît que leur action était contraire à la neutralité. Ils sont renvoyés devant leurs supérieurs. Leur peine est disciplinaire : vingt jours d'arrêt et ils sont démis de leur fonction. L'acquittement pénal est perçu comme un affront dans les journaux latins. Plusieurs séries de cartes postales satiriques sont alors produites à Lausanne pour dénoncer cette « tache » laissée sur le drapeau et l'honneur national. Les caricaturistes Charles Clément, Salvis ou Roger convoquent les héros fondateurs de la Suisse, Guillaume Tell, les Trois Confédérés et Arnold Winkelried, afin de condamner un pouvoir contemporain qu'ils jugent dévoyé à l'Allemagne¹¹.



tinyurl.com/ja6zt7e

Cette carte postale satirique de Charles Clément constitue le premier numéro d'une série au vitriol consacrée à l'affaire des colonels.

La réprobation romande se retrouve au Tessin, avec les articles assassins publiés par la *Gazetta Ticinese*. L'un d'eux, œuvre de l'Italien Ernesto Ferrari, vaut à son auteur une condamnation pénale à un mois de prison pour insulte aux autorités fédérales¹². Le contexte communautaire est déjà très marqué dans le canton, avec l'insoumission d'un certain nombre de soldats tessinois envers leurs officiers alémaniques¹³. Le mécontentement latin est redoublé par l'éclatement d'une nouvelle polémique, connue sous

le nom d'affaire des trains. Dans le cadre du procès des colonels Egli et Wattenwyl, le général Wille a préparé le déplacement de troupes alémaniques dans les principales villes romandes pour prévenir d'éventuels troubles en cas d'acquiescement. Le Conseil fédéral ignore cette mesure et, lorsque celle-ci est rendue publique en mars 1916, l'exécutif parle d'un dérapage n'engageant pas la responsabilité de l'état-major. Mais Wille a sciemment mal renseigné Camille Decoppet, le chef du Département militaire. Le conseiller fédéral vaudois prend conscience de la tromperie de Wille et, le 21 juin, reconnaît son impuissance devant le Conseil national. Il songe à la démission, mais ses collègues le font revenir sur sa décision.

Ces différentes polémiques s'inscrivent dans une période de remise en cause du régime des pleins pouvoirs. Lors de l'assemblée extraordinaire des Chambres en mars 1916, Édouard Secretan se porte à la tête de l'opposition et exige la soumission effective de l'état-major au Conseil fédéral. Le prestige de Wille et de Sprecher est grandement entamé et certains conseillers nationaux n'hésitent pas à demander leur tête. La majorité du Parlement décide de confirmer le régime d'exception accordé au Conseil fédéral, même si certaines concessions sont faites au camp latin, comme la présentation d'un rapport de l'exécutif consacré à l'exercice de ses pleins pouvoirs lors de chaque session¹⁴. Les implications de l'affaire des colonels pour la stratégie militaire de la Suisse sont fondamentales. Au printemps 1916, alors que les discussions secrètes s'étaient jusque-là limitées au camp des Empires centraux, l'état-major helvétique rétablit l'équilibre. Les services français sont sondés pour une alliance défensive en cas d'attaque allemande. Ces discussions débouchent sur des accords concrets au printemps 1917¹⁵. Des pressions françaises parviennent en outre à placer le contre-espionnage helvétique sous la surveillance d'un procureur extraordinaire de la Confédération, Hans Bächlin, et du Ministère public fédéral à partir du printemps 1916.

L'INQUIÉTUDE ALLEMANDE

Dans les couloirs feutrés de la légation allemande, l'affaire des colonels est perçue comme un coup dur. Un certain pessimisme émane des différents rapports produits tout au long de l'année 1916. Les diplomates assistent impuissants à un basculement de

l'opinion publique à la défaveur de l'Allemagne. Suite à une discussion avec un rédacteur des *Neue Zürcher Nachrichten*, Hermann von Simson s'en émeut: «Réagissant à une suggestion de ma part, ce monsieur me dit qu'il observe aussi avec une grande préoccupation la façon dont l'opinion de la Suisse orientale (pour des raisons de neutralité, on l'appelle ici la Suisse alémanique [*Allamannische Schweiz*], et non plus allemande) est en train de changer au détriment de l'Allemagne de façon constante et relativement rapide.»¹⁶

En réaction, Simson plaide pour le renforcement de la propagande allemande pour contrer celle de leurs adversaires, dont les moyens seraient «absolument incomparables»¹⁷. D'autres informateurs alémaniques font état d'une même réorientation de l'opinion. Ils inquiètent les autorités allemandes, qui lancent différents sondages dans ses consulats. «L'éloignement des Suisses allemands par rapport à l'Allemagne [...] est un secret de polichinelle»¹⁸, constate un rapport du consulat de Bâle. Deux raisons sont principalement évoquées: d'un côté, l'action critique de la Nouvelle Société helvétique et de la presse romande; de l'autre, la propagande de l'Entente. Cependant, pour le consulat bâlois, même si certaines élites rhénanes prennent ostensiblement le parti de l'Entente, de larges couches conservent leur germanophilie, spécialement dans la classe moyenne. Au consulat de Zurich, l'inquiétude semble moindre. Le rapporteur estime que les différentes déclarations possèdent une part de vérité, mais qu'elles restent exagérées¹⁹.

Le 20 février 1916, un rapport alarmant émane des autorités autrichiennes. Il est signé par le maréchal Conrad von Hötzenndorf et porte sur la «situation politique en Suisse»:

L'abîme entre la Suisse française et allemande, comblé sommairement pendant la guerre, s'est à nouveau largement ouvert, suite aux intrigues constantes qui sont à mettre au crédit de l'influence française travaillant avec tous les moyens de la calomnie ignoble et de grandes sommes de corruption.

Avec une habileté fabuleuse, ces éléments ont mis au premier plan non pas l'aspect national, mais L'ASPECT DÉMOCRATIQUE et ainsi touché le nerf le plus sensible de l'ensemble du peuple suisse, qui a placé, depuis toujours, le point de vue démocratique au-dessus du point de vue national.

Ainsi dernièrement, la Suisse orientale a aussi été gagnée pour la lutte contre les autorités étatiques, contre le Conseil fédéral et

contre le général et cela constitue le MOMENT LE PLUS DANGEREUX DE CETTE CRISE.

« Limitation des pleins pouvoirs accordés au Conseil fédéral pour la durée de la guerre et lutte contre la domination militaire » – tels sont les mots d'ordre qui ont d'abord retenti de Suisse romande et des cercles socialistes et qui se font entendre maintenant aussi dans d'autres parties du pays. Alors qu'un tel slogan agit de façon magique sur un peuple dont la majorité est d'esprit démocratique, la presse suisse allemande – pour ne pas être soupçonnée de réaction – ne peut contester, ou seulement faiblement, ce slogan et travaille ainsi au profit de ceux qui veulent aider à la domination de l'influence française en Suisse.

En tant que symptôme dangereux, il faut en outre décrire le fait que l'« OPINION PUBLIQUE » a dernièrement gagné en autorité, de façon hautement préoccupante et semble aussi avoir gagné en influence dans l'armée.

[...] Ainsi, tous les sommets du pouvoir qui nous sont sympathiques sont balayés, alors qu'au Conseil fédéral, où le président Decoppet se trouve totalement sous l'influence française, cette dernière semble gagner en puissance.²⁰

Ce rapport méritait une longue citation, car il démontre que le clivage culturel du début du conflit est aussi un clivage politique qui divise les adhérents démocrates à la coalition franco-britannique des partisans autoritaires des Empires centraux. Dans cet écrit destiné au général allemand von Falkenhayn, Conrad met également le doigt sur une caractéristique fondamentale de la crise du début de 1916, à savoir les implications exogènes de l'affaire des colonels. Comme l'a montré Hans-Rudolf Fuhrer, la France attise habilement l'agitation qui gagne le pays afin de renverser le général et son adjoint Sprecher²¹. Deux députés genevois, Marcel Guinand et Frédéric de Rabours, sont activés pour dramatiser la situation.

Le maréchal Conrad plaide auprès de ses alliés allemands pour une réaction offensive. Il considère que l'attitude bienveillante du Conseil fédéral envers les Empires centraux, qui passait notamment par des avantages matériels, n'est plus à l'ordre du jour : « On devrait prouver à la Suisse qu'elle est tout aussi dépendante des Puissances centrales que de l'Entente et qu'elle ne peut exister sur la durée sans suivre l'exemple des Puissances centrales ! »²² Engagé en parallèle entre les Ministères des affaires étrangères, ce projet de mesures

répressives contre la Suisse ne soulève pas d'enthousiasme à Berlin. Les Allemands préfèrent adopter une position attentiste, car le Conseil fédéral a promis de continuer à garantir la politique d'exportation suivie jusque-là. Pour ce qui est d'une pression politique, Falkenhayn juge la situation bien trop explosive pour une quelconque intervention²³.

La division de presse de la légation allemande est cependant à pied d'œuvre pour tenter de limiter le dégât d'image provoqué par l'affaire des colonels. Romberg plaide pour la tempérance : « Il est conseillé à notre presse de rester très prudente, car tous les Suisses sont connus pour être extrêmement sensibles dès qu'ils sentent une ingérence allemande dans leurs affaires intérieures ; ils sont beaucoup moins sensibles aux ingérences françaises. Je vais apporter des articles modèles à l'impression, mais j'aimerais urgemment demander d'agir sur notre presse pour qu'elle observe la plus grande modération, d'elle-même [...] »²⁴ Ce conseil prend le contre-pied des volontés offensives prônées suite à l'affaire du « tumulte » de Fribourg, une année auparavant. Tirant le bilan politique de l'affaire des colonels, Romberg émet un constat d'impuissance :

On ne peut malheureusement pas nier le fait que notre position en Suisse a subi un affaiblissement qui n'est pas insignifiant. La bonne volonté [à notre égard] persiste certes indubitablement parmi les personnalités les plus influentes du Conseil fédéral. [...] Nos ennemis ont réussi à éloigner les deux officiers d'état-major les plus efficaces et à mettre sérieusement en danger la position du chef d'état-major.²⁵

La propagande allemande a de la peine à se positionner durant l'affaire des colonels. Elle dénonce avant tout les menées ennemies, mais n'est pas capable d'imposer son propre agenda. L'un de ses rares moyens d'action revient à utiliser une voix romande critique à l'encontre de la francophilie de ses pairs. La légation récupère ainsi un écrit de Jean Biedermann, dans lequel cet éditeur-libraire lausannois attaque l'ancien colonel Secretan et la *Gazette de Lausanne* et prend la défense des autorités fédérales²⁶. Ce propriétaire d'un salon d'art ne peut être suspecté de germanophilie, puisqu'il avait mené campagne contre la Convention du Gothard avant-guerre. Dans un post-scriptum, il défend d'ailleurs à la *Berner*

Tagblatt, au *Züricher Post* et au *Nouvelliste* d'utiliser son témoignage. Or, les Allemands suivent de près la prose de Biedermann et le cabinet de Guillaume II est tenu informé de cette parution. Dans un premier temps, les autorités allemandes ne veulent pas diffuser la brochure. « Si nous n'affichons pas publiquement notre joie envers cette voix utile de Suisse romande, alors son effet sera assuré »²⁷, indique la ZFA au conseiller de l'empereur, Karl von Treutler. Cette prudence fait long feu. La brochure de Biedermann – d'ailleurs publiée par le libraire allemand Edwin Frankfurter, qui n'y appose pas son sceau – est intégrée à la bibliographie allemande de propagande.

DOMMAGES COLLATÉRAUX

Au printemps 1916, une nouvelle affaire éclate dans le ciel déjà troublé de la Confédération. Elle concerne le Jura, une région particulièrement sensible située à la jonction du front franco-allemand. Les violations aériennes de frontière y sont fréquentes et l'armée suisse dispose d'une défense antiaérienne très inefficace. Le 31 mars 1916, à 5 heures du matin, Porrentruy est bombardée par deux avions allemands. Il n'y a pas de blessés à déplorer, mais les cinq bombes provoquent d'importants dégâts matériels. Le Reich exprime officiellement ses « regrets » et explique que les aviateurs allemands pensaient survoler la ville de Belfort. Une indemnité est versée aux lésés suisses. L'attitude passive des troupes romandes de la 2^e division fait grand bruit. Lors de l'attaque, le bataillon de fusiliers fribourgeois n'a pas riposté aux avions allemands. De retour d'une manœuvre où étaient utilisées des balles à blanc, ces hommes n'ont pas réussi à engager à temps leurs munitions de guerre. La région ajoulote se sent lésée et menacée, d'autant que l'affaire des cartouches a été déclenchée peu de temps auparavant. Cette affaire parallèle implique le journaliste Léon Froidevaux, un ardent francophile lourdement condamné le 16 mars 1916 pour « trahison » par un tribunal militaire. Dans *Le Petit Jurassien*, Froidevaux avait dénoncé la surveillance d'une division romande, à qui l'état-major aurait retiré toute munition, par une division alémanique.

En mai 1916, des discussions secrètes entre Falkenhayn et Wille traitent des violations de l'espace aérien suisse. Suite au bombardement de Porrentruy, Wille et Hoffmann n'entendent plus tolérer

de telles bévues²⁸. L'état-major allemand justifie alors ces violations de territoire par des intérêts militaires sur la région française du Canal du Rhône au Rhin. Falkenhayn estime que ces franchissements de frontière, urgents et passagers, doivent pouvoir continuer. «Le général Wille reconnaît certainement la nécessité militaire de notre comportement et saura la faire valoir auprès du Conseil fédéral»²⁹, télégraphie Falkenhayn à l'Auswärtiges Amt. Romberg ne partage pas du tout cet avis. Pour le légat, le coût politique d'une telle manœuvre serait bien trop lourd à porter pour un Conseil fédéral affaibli par l'affaire des colonels. D'après Romberg, les compensations économiques acceptées par la Suisse, notamment l'exportation d'huiles et de graisse, restent primordiales pour l'Allemagne et soulignent l'attitude très compréhensive du Conseil fédéral :

Comme son Excellence et tout particulièrement le Ministère de la guerre le savent, il s'agit de services par lesquels le Conseil fédéral prend à chaque fois un risque exceptionnel. [...] Le comportement loyal du Conseil fédéral ne doit pas nous tromper sur l'ambiance réelle en Suisse. Il y a aussi en Suisse orientale de très fortes influences qui travaillent contre nous; le langage toujours plus acéré du plus important journal de Suisse allemande, la *Neue Zürcher Zeitung*, donne à réfléchir. [...] Sur la durée, le Conseil fédéral ne pourra pas nager contre le courant, si l'ambiance contre nous empire aussi en Suisse orientale.³⁰

L'Entente prend conscience de ce changement d'atmosphère. «Il y a sans aucun doute un grand changement positif dans l'attitude de la Suisse allemande et de la presse alémanique envers la cause alliée», relève le sous-secrétaire d'État anglais Robert Cecil à la fin de l'année 1916. Quant à la Suisse romande, Cecil constate qu'elle «a toujours été presque exagérément pro-alliée dans son ensemble»³¹.

Ce rapport de force est durement ressenti par des élites germanophiles obligées de revoir leurs ambitions à la baisse. Les *Stimmen im Sturm* ne résistent pas à la déferlante provoquée par l'affaire des colonels. L'heure n'est plus à la célébration agressive des liens de parenté entre peuples germaniques. À la fin de l'année 1915, une brochure publiée sous pseudonyme par l'avocat zurichois Edgar Schmid, d'origine allemande, provoque une véritable

tempête médiatique³². Sa brochure s'en prend violemment à la Suisse romande. La *Neue Zürcher Zeitung* ou les *Basler Nachrichten* protestent. La polémique est attisée par l'absence de réaction de la censure. Mise sous pression, divisée, la Commission est obligée de diffuser un communiqué qui précise que son règlement ne tient pas compte des cas de politique intérieure. Paul Rochat regrette cette impuissance face à une brochure qu'il juge être un « ramassis de potins, d'injures et d'insinuations perfides ». Il précise : « L'intervention est assez malaisée, parce que l'auteur du factum anti-romand est suisse. Agir contre lui, ne serait-ce pas porter atteinte à la liberté de la presse ? »³³ Hoffmann accepte toutefois d'ouvrir une enquête sur le réseau des *Stimmen im Sturm*³⁴. La Nouvelle Société helvétique indique avoir des preuves que les brochures du mouvement sont distribuées gratuitement par le service allemand de propagande et Jakob Bühler exprime ses doutes sur l'origine helvétique des finances du mouvement blochérien³⁵.

La brochure de Schmid provoque une remise en cause des modalités de la censure fédérale. Le Département politique étudie la possibilité d'étendre les attributions de la CFCP aux écrits qui mettent en danger la stabilité intérieure du pays³⁶. L'étau se resserre encore un peu plus lorsqu'il devient de notoriété publique que les fils d'Ulrich Wille et de Theophil von Sprecher sont membres des *Stimmen im Sturm*. La Commission se déclare de son côté « médiocrement satisfaite »³⁷ par le changement législatif en préparation, même si ses deux membres romands, Max de Diesbach et Paul Rochat, plaident pour une sévère répression à l'encontre des SIS³⁸. La Commission est cependant persuadée qu'elle devra désormais tenir compte des écrits creusant le « fossé ». Un communiqué de presse allant dans cette direction est prêt, mais il reste dans les tiroirs. Les procès-verbaux de la Commission ou du Conseil fédéral n'informent pas des raisons de ce revirement. Il est probable que les puissantes vagues de contestation provoquées par l'affaire des colonels, qui éclate au grand jour le 11 janvier 1916, aient éclipsé la polémique provoquée par la brochure de Schmid.

Les *Stimmen im Sturm* doivent cependant faire profil bas. Le 9 mars, devant les Chambres, Hoffmann s'en prend au travail de sape accompli par leurs écrits « qui ont monté les parties du pays les unes contre les autres, de façon extrêmement malheureuse »³⁹. Le Saint-Gallois ne peut tolérer publiquement les forces centrifuges représentées par les *Stimmen im Sturm*, même s'il échange,

en privé, avec le mouvement blochérien⁴⁰. Malgré leur déclaration d'intention très consensuelle, les *Stimmen im Sturm* sont perçues en Suisse allemande comme un mouvement dangereux pour l'unité nationale. Leurs attaques violentes ne sont plus tolérées par la Confédération. Par leur virulence, les « Voix dans la Tempête » deviennent un allié bien trop encombrant pour un Empire allemand dont l'aura est déjà bien mise à mal par le cours des événements. Même Jacob Ruchti, dont le point de vue sur la problématique du « fossé » est très orienté, reconnaîtra dans sa synthèse historique de 1928 que les SIS ont causé « beaucoup de nuisances morales »⁴¹.

LE SOUTIEN BÂLOIS

ET LA DEUTSCHSCHWEIZERISCHE GESELLSCHAFT

En janvier 1916, une nouvelle association, la *Deutschschweizerische Gesellschaft* (DSG), apparaît à Bâle dans les marges du mouvement des *Stimmen im Sturm*⁴². La DSG est lancée dans l'idée de proposer des cycles de conférences au sujet des rapports culturels entre la Suisse et l'Allemagne. Appuyé par le conseiller d'État Hermann Blocher, le projet est réalisé en contact étroit avec la diplomatie allemande. L'idée consiste à offrir un contrepoids aux actions de la Nouvelle Société helvétique, car cette dernière condamnerait « tous les Suisses allemands possédant des sympathies pour l'Allemagne, alors que les Suisses français ont droit d'être passionnément francophiles », indique un rapport secret⁴³. Outre Blocher, un premier cercle bâlois relie entre autres les professeurs Paul Wernle et Hermann Bächtold, le juge Gerhard Börlin et son frère, l'avocat Wolfgang Börlin⁴⁴.

Placée sous l'autorité de tutelle de Hermann Blocher, l'Université de Bâle constitue alors un important bastion germanophile. Paul Wernle est le recteur de cette institution pour l'année 1916⁴⁵. Le théologien avait promptement réagi à la conférence de Carl Spitteler dans une brochure défendant l'idée d'une parenté spirituelle entre l'Allemagne et la Suisse. Citant l'attachement des écrivains C. F. Meyer et Gottfried Keller pour l'Allemagne, Wernle y décrivait les soldats allemands comme des « héros » qui combattent « dans l'esprit de Schiller, Fichte et Arndt »⁴⁶. Hermann Bächtold présente un profil similaire. L'historien est nommé professeur en octobre 1915 grâce à l'appui de Hermann Blocher et de Paul

Wernle⁴⁷. Pour Bächtold, les causes de la guerre doivent être recherchées dans les conflits de la fin du XIX^e siècle. L'impérialisme de la Grande-Bretagne et ses liens avec les forces franco-russes sont pointés du doigt. Bächtold⁴⁸ prévoyait une brochure pour les *Stimmen im Sturm*, qui fait finalement l'objet d'une conférence tenue sous l'égide de la DSG. Le Bâlois y dénonce le libéralisme de 1848 et plaide, en l'absence d'une culture nationale unifiée, pour le renforcement de l'État central⁴⁹. Dans une brochure utilisée par la propagande de l'*Auswärtiges Amt*, Bächtold défend même la forme étatique prussienne et son efficience bureaucratique⁵⁰. Cette prise de position provoque des critiques dans la presse romande et alémanique, dont celle de l'historien zurichois Wilhelm Oechsli, connu pour ses travaux sur 1848. La polémique révèle l'un des points de ralliement des germanophiles alémaniques: leur admiration pour la forme autoritaire de l'État allemand.

Cette admiration peut virer à la fascination. Ainsi, Hermann Blocher démissionne de son poste au Conseil d'État pour s'engager au service de la propagande allemande à l'étranger. Âgé de 44 ans, le frère du sulfureux Eduard ne se sent pas suffisamment libre de mouvement en Suisse. Sa position politique ne lui permet pas d'exprimer publiquement son attachement à l'Empire allemand. Le social-démocrate bénéficie de contacts privilégiés avec la diplomatie germanique, puisqu'il compte comme ami le consul allemand de Bâle. Secrétaire syndical, Blocher, dont la femme est suédoise, propose alors à l'Allemagne d'œuvrer culturellement pour son prestige depuis la Scandinavie. Un premier voyage à Stockholm a lieu au début de l'année 1916 et un projet plus conséquent est alors esquissé. En été 1916, Blocher suggère la fondation d'une revue culturelle germanophile en Suède. Il faut cependant attendre le printemps 1918 pour qu'un contrat d'engagement soit signé entre Blocher, l'*Auswärtiges Amt* et la maison d'édition Diederich à Iena. Ce long intervalle a permis de trouver un éditeur qui accepte de fournir un engagement alibi à Blocher. L'accord prévoit le lancement d'un forum littéraire destiné aux jeunes intellectuels germanophones d'Europe. 50 000 marks sont investis par Berlin. Lorsque Blocher quitte le Conseil d'État, il évoque publiquement des désaccords avec son parti⁵¹. En septembre 1918, la revue suédoise intitulée *Die Brücke* est prête à paraître. L'effondrement allemand sur le front occidental en fait un projet mort-né, mais l'exil

volontaire de Blocher en dit long sur le climat qui règne en Suisse alémanique dans la seconde partie du conflit. Actif en coulisse, le germanophile Blocher cherche une échappatoire dans un pays dont l'air lui paraît plus respirable.

CONTRER L'HELVÉTISME

Le cercle bâlois de la DSG fait rapidement des émules. En avril 1916, la section de Berne est fondée, suivie par celles de Zurich et Glaris. Le 24 septembre 1916, l'association devient nationale et choisit Brugg, dans le canton d'Argovie, comme centre officiel⁵². Elle annonce le renforcement du sentiment national par le biais de brochures et de conférences « objectives » et « scientifiques ». Les errements agressifs des *Stimmen im Sturm* semblent effacés. La DSG se définit comme une « association patriotique qui désire soigner la mentalité suisse allemande et qui se force à maintenir les bonnes relations entre la Suisse allemande et les autres peuples d'origine germanique, qui sont sérieusement menacées par la guerre »⁵³. Cette extension nationale est menée par les anciennes forces des *Stimmen im Sturm*. Si Eduard Blocher s'active secrètement, la direction officielle du mouvement est laissée à un jeune Argovien, Hektor Ammann. Cet étudiant en histoire de 22 ans vient de passer un semestre d'étude à Berlin, où il a rencontré le président de la *Verein für das Deutschtum im Ausland*. Ammann avait annoncé la parution d'une brochure au sein de la collection des *Stimmen im Sturm*. Dénonçant la présence italienne en Suisse, cette étude paraît finalement chez le libraire bâlois Ernst Finckh. L'Allemagne intègre cet écrit dans sa bibliographie de propagande car Ammann y plaide le renforcement de « la germanité suisse contre la romanité »⁵⁴. Pour cet écrit, l'étudiant bénéficie notamment de l'aide du Département impérial des statistiques à Berlin.

La communauté d'intérêt entre la DSG et la propagande allemande est forte. Dans ses directives de 1917, l'Oberzensurstelle germanique demande à la presse allemande de ne pas mentionner la fondation et l'activité de la société, car « cela pourrait aggraver son fonctionnement »⁵⁵. Cette connivence se confirme par un « don », dont le montant reste secret, en janvier 1917⁵⁶. En été 1917, un soutien financier régulier est accordé au Bernois Hans Buchli, qui devient le secrétaire de la DSG. Son travail, bénévole en apparence, est rémunéré par la division de presse de la légation, qui lui offre

une couverture pour le moins discutable, celle de la Bourse berlinoise des journaux⁵⁷. La propagande allemande a d'abord tenté de couvrir Buchli en tant que correspondant suisse de la *Frankfurter Zeitung*. « Il y a quand même des métiers plus neutres »⁵⁸, avait alors indiqué la rédaction du grand journal libéral...

Pour le comte Tattenbach, la DSG doit servir de contrepoids culturel à la Nouvelle Société helvétique, qui travaille à l'affranchissement de la Suisse vis-à-vis de l'Allemagne avec un « indéniable succès »⁵⁹. L'organisation de la DSG se cale sur celle de son concurrent helvétiste: parution d'un bulletin mensuel, organisation de conférences, publication de brochures et création d'un comité central et d'*Ortsgruppen*. La DSG comptera un maximum de 656 membres, un chiffre peut-être surévalué par les responsables du mouvement. Ulrich Wille et Theophil Sprecher adhèrent à la société, tout comme les deux colonels déchus Egli et Wattenwyl. Le général Wille recommande d'agir tout particulièrement sur la petite presse alémanique⁶⁰. D'après une information de Fritz Fick, Wille serait même intervenu pour libérer Ammann de ses obligations de service⁶¹.

Vingt-trois conférences sont données jusqu'à la fin du conflit. Si la DSG entend renforcer le sentinement national, vingt conférences portent tout de même sur des problématiques internationales. Le ton employé par certains militants rappelle les attaques menées par les *Stimmen im Sturm*. Lors d'une assemblée, Eduard Blocher s'en prend à la « romanisation » et à la « sémitisation » des peuples « welsches ». Le pasteur les traite de « bâtards »⁶². Spécialisé dans les publications chrétiennes, l'éditeur bâlois Ernst Finckh devient en parallèle l'un des relais de l'idéologie de la société. Une quarantaine de brochures politiques sont publiées entre 1917 et 1918, alors que l'éditeur n'en avait sorti que deux depuis le début du conflit. Les auteurs germanophiles Eduard Blocher, Adolf Bolliger, August Schmidt, August Steiger ou Arnold Knellwolf sont édités avant que la collection des « *Volksbücher des Deutschschweizerischen Gesellschaft* » publie de célèbres écrivains alémaniques (C. F. Meyer, J. Gotthelf, M. Lienert...). Une importante partie de la production porte également sur la question d'Alsace-Lorraine et laisse supposer l'engagement des propagandistes allemands⁶³.

Dans une note d'avril 1918, la diplomatie allemande déplore le manque d'organisation de la DSG. « La Société germano-suisse est

encore actuellement dans ses premiers balbutiements»⁶⁴, indique Tattenbach. La légation a bien tenté de faire de Hermann Blocher le directeur de la société. Mais le Bâlois refuse cet appel en invoquant une position politique trop exposée. Un conflit de conscience motive également sa décision: «[Hermann Blocher] a aussi affirmé qu'il ne pouvait pas accepter intérieurement, en tant que Suisse, l'idée d'agir pour un gouvernement étranger qui le soutiendrait matériellement en Suisse»⁶⁵, relève un rapport secret.

Malgré ses volontés d'apaisement, la DSG s'inscrit dans la continuité des velléités séparatistes des *Stimmen im Sturm*. La société ne parvient pas à s'imposer en dehors des cercles germanophiles alémaniques. Un destin semblable attend la contrepartie romande de la DSG, la Ligue patriotique romande. Fondée à Genève en septembre 1916, la Ligue annonce une cinquantaine de membres. Dirigée par Frédéric de Rabours et Marcel Guinand, agents de la France pendant l'affaire des colonels, le mouvement s'en prend aux «méthodes de dressage antidémocratiques» de l'armée suisse et demande un renforcement de la représentation romande aux Chambres. Si elle se présente comme nationale et tend la main aux Alémaniques, la Ligue creuse elle aussi le «fossé». Elle ne semble pas avoir de prise sur l'opinion et l'helvétiste Albert Picot rassure ses collègues alémaniques en expliquant qu'elle ne «doit pas être prise trop au sérieux»⁶⁶. D'après l'avocat genevois, aucune personnalité d'envergure ne figure parmi ses adhérents. Les partisans de la DSG comme ceux de la Ligue ne parviennent pas à obtenir une audience nationale et sont perçus par leur adversaire commun, la Nouvelle Société helvétique, comme les fossoyeurs de l'esprit national par leur propension à creuser les divisions.

L'OFFENSIVE À TOUT PRIX

L'Entente souffle sur les braises de l'affaire des colonels. La France profite de cette constellation favorable pour entamer un travail de propagande systématique en Suisse alémanique. Une offensive est lancée à la fois dans le champ artistique, avec la Comédie-Française et l'envoi d'une mission cinématographique (voir chap. 9), ainsi que dans celui des conférences. Regroupées sous le nom de «L'effort de la France et de ses alliés»⁶⁷, de multiples causeries sont faites dès l'été 1916. Romberg relève la nouveauté de cette action sur la Suisse orientale, son «succès» ainsi que son caractère massif⁶⁸.

Le Conseil fédéral s'en agace: «Portant un caractère de propagande, les manifestations publiques organisées avec ces conférences sont regrettables et provoquent du mécontentement non seulement en Suisse allemande, mais également en partie à Genève même. [...] Cette propagande n'a aucun tact, mais les possibilités d'interdiction n'existent pas.»⁶⁹

La Grande-Bretagne et l'Italie sont partie prenante de cette offensive et deviennent des acteurs à part entière de l'action de propagande. Au Tessin, une conférence du député italien Luigi Gasparotto, invité par la société Dante Aligheri, pousse le Conseil fédéral à se demander «s'il n'y a pas lieu dorénavant d'interdire en Suisse aux étrangers de tenir des conférences de propagande ayant trait à la guerre»⁷⁰. Dans le *Journal* de Paris, le Français J. H. Rosny aîné appelle explicitement la propagande française à délaisser la Suisse romande au profit de la Suisse alémanique. Le scandale est généralisé. Le *Journal de Genève* regrette cette «propagande inutile»⁷¹ et lance un avertissement:

Pour vous faire aimer dans notre pays, en particulier dans les régions qui, géographiquement et intellectuellement, vivent plus loin de vous et vous connaissent moins bien que nous, montrez que vous vous rendez compte de la situation très difficile dans laquelle nous nous débattons. Conformez tous vos actes aux nobles principes que vous avez proclamés. Et aidez-nous à surmonter les difficultés politiques et économiques de l'heure actuelle, comme vous l'avez déjà fait en maintes circonstances [...].⁷²

Au même moment, des conférenciers de l'Entente s'expriment un peu partout en Suisse: les Français Paul-Hyacinthe Loyson à La Chaux-de-Fonds et Bâle, Édouard Herriot, maire de Lyon, à Genève, les Belges Jules Destrée à La Chaux-de-Fonds et Genève, Émile Verhaeren à Bâle, Berne et Lausanne, l'Italien Gasparotto à Genève... Pour la première fois, la Commission de neutralité traite de la question des propagandes étrangères. La DSG exprime son dégoût au Conseil fédéral⁷³ et même la *Gazette de Lausanne* émet des doutes quant au bien-fondé de telles campagnes. De Bâle, Georges Rigassi rapporte:

Les Bâlois sont si excédés de la propagande allemande qu'ils se rebiffent instinctivement contre tout ce qui a l'apparence de la

propagande et qu'ils se sont bien gardés d'aller entendre les conférenciers français, qui ont parlé en présence d'un public composé presque exclusivement de Suisses romands, d'Alsaciens et de Français. À vouloir insister, les conférenciers français risqueraient de nuire plutôt à la cause qu'ils ont mission de défendre dans une ville où les sympathies pour la France sont nombreuses et spontanées, et où la vérité fait chaque jour des progrès par sa seule vertu.⁷⁴

Un agent français de l'ambassade, Georges Ducrocq, considère lui aussi que ces conférences « tapageuses » et cette « propagande maladroite »⁷⁵ n'ont pas aidé la France. La *Neue Zürcher Zeitung* consacre sa première page à la thématique. Ernest Bovet y défend le sens critique des populations neutres :

Chaque belligérant a sa propre propagande. L'Allemagne favorise encore les imprimés et les discussions ; la France semble préférer plutôt les conférences. En soi, cette propagande est très compréhensible et même flatteuse pour les neutres ; jusqu'à maintenant, les grands voisins n'avaient pas estimé à ce point notre opinion. Mais notre défense est tout aussi compréhensible. Elle ne doit cependant pas devenir une muraille de Chine ! Celui qui s'affirme prend de la propagande le bon (c'est-à-dire l'*Aufklärung*) et laisse le solde, la méchanceté, où il se trouve. Plus que tout autre, le vrai Suisse est un vrai Européen.⁷⁶

La rédaction de la *Neue Zürcher Zeitung* ne partage pas cet optimisme et estime que propagande et *Aufklärung* sont à rejeter car il n'y a pas de frontière stricte entre ces deux concepts. Deux autres affaires s'ajoutent à cette effervescence. Premièrement, dans le canton de Thurgovie, l'autorité communale d'Arbon interdit une projection cinématographique prévue par une firme londonienne. Deuxièmement, une conférence de l'Alsacien Émile Wetterlé, poursuivi en Allemagne pour trahison, est annoncée au Victoria Hall de Genève. C'est dans ce contexte surchauffé que le Conseil fédéral tente de mettre un frein aux campagnes étrangères. Mais les opinions du collège gouvernemental sont très partagées. Chargé d'étudier la question en tant que chef du Département de justice et police, Ludwig Forrer demande une interdiction générale des conférences étrangères et une censure cantonale préventive sur les

représentations cinématographiques et théâtrales⁷⁷. Arthur Hoffmann et Eduard Müller refusent cette solution, car cette mesure liberticide serait mal venue avant la tenue d'une session parlementaire. Quant aux Latins Giuseppe Motta et Camille Decoppet, ils ne veulent pas d'une mesure qu'ils jugent discriminatoire à l'encontre de l'Entente, de la Suisse romande et du Tessin. Le président et le vice-président de la Confédération font confiance au rejet « naturel » du public. Le projet d'interdiction fédérale est finalement enterré, même si le Conseil fédéral suspend la tenue de la conférence de l'abbé Wetterlé, contre le préavis favorable du Conseil d'État genevois⁷⁸.

LA SUISSE ALÉMANIQUE S'AFFRANCHIT ?

Tout au long de l'année 1916, le sol semble se dérober sous les pieds des propagandistes allemands, à mesure que des rapports diplomatiques confirment la perte d'influence de l'Empire. En Suisse romande, la germanophobie atteint son plus haut niveau et certains Allemands ont peur de s'exprimer dans leur langue maternelle. Richard Filsinger, consul d'Allemagne à Lausanne, reçoit des lettres anonymes contenant du papier hygiénique usagé. On lui dédicace des lettres : « Au consul des barbares, représentant de voleurs de bijoux, d'assassins, de violeurs de femmes et de tueurs d'enfants, incendiaires de villes neutres – espèce d'appache [*sic*] de salon. »⁷⁹ Le Département vaudois de justice et police lui adjoint les services d'un garde du corps pour ses déplacements en ville. Un journal mentionne un fait divers : « Un « engin » composé d'une cartouche de chasse bourrée de bonbons à l'anis – dit-on – et à laquelle était fixée une mèche de cheveux roux, a été trouvé sous le paillason du consulat d'Allemagne. »⁸⁰ Les informations en provenance du Tessin font état d'un rejet tout aussi affirmé. En Suisse alémanique, « celui qui a eu l'occasion de connaître le sentiment des gens il y a un an ne peut rien faire d'autre que de constater le basculement de la façon de penser en notre défaveur »⁸¹, résume amèrement un agent allemand à la fin de l'année. Informant Erich Ludendorff de l'évolution politique en Suisse, Harry Kessler, le responsable de la propagande culturelle allemande, a cette remarque révélatrice des différences d'ambiance entre les parties linguistiques du pays : « Les Suisses romands crient et se comportent d'une manière extravagante, alors que les Suisses

allemands préfèrent au mieux ramper dans un trou de souris de peur de se compromettre et ainsi de menacer l'unité de la Suisse.»⁸²

Partout, les voyants sont au rouge pour l'influence alémanique. À l'automne 1916, la Bibliothèque universelle se réjouit de «l'affranchissement»⁸³ intellectuel de la Suisse allemande, alors que Paul Seippel relève la diversification des opinions en ville de Zurich :

Il est très difficile de découvrir avec justesse l'état réel de l'opinion publique en Suisse allemande, je conteste ainsi vraiment la certitude des correspondants étrangers qui croient avoir résolu la question en interviewant trois à quatre personnalités influentes. Il y a des fluctuations continuelles. Dans la société zurichoise où je vis, toutes les opinions sont représentées, pas seulement le point de vue germanophile, ce qui va de soi, mais on rencontre aussi des anglomanes et d'authentiques Zurichois, qui sont ultrafranco-philes d'esprit. Ces différences de visions créent une atmosphère de grande liberté spirituelle. En ce qui concerne la connaissance exacte des événements, il me semble que Zurich peut compter comme l'un des centres européens les mieux informés. Dans l'organe qui donne le ton, la *Neue Zürcher Zeitung*, toutes les opinions sont représentées.⁸⁴

Pour la propagande allemande, la meilleure défense semble être l'attaque. En septembre 1916, Romberg et Simson se rendent à Berlin auprès du secrétaire d'État de l'*Auswärtiges Amt* pour obtenir un accroissement du fonds de propagande. «La situation politique en Suisse nécessite urgemment une activité de propagande renforcée de notre côté pour provoquer en duel notre adversaire, dont les efforts récents sont puissants»⁸⁵, argumente Romberg. Les propositions du légat suivent trois directions. Premièrement, le domaine artistique doit aussi être mobilisé. Deuxièmement, une agence de presse est à fonder pour fournir la petite presse alémanique, car celle-ci se distancie de plus en plus des informations allemandes. Enfin, un projet de grand journal romand est relancé. Romberg rapporte : «Notre action publicitaire [*Werbetätigkeit*] pour réussir à influencer la presse suisse est moyenne si on la compare avec celle de l'Entente. Si un certain nombre de journaux de Suisse orientale se tiennent ouvertement de notre côté, il s'agit ici seulement de moyennes ou petites feuilles, alors que les grands journaux se démènent anxieusement pour paraître neutres.»

Romberg relève aussi l'imperméabilité totale de la presse romande, à l'exception de *L'Indépendance helvétique*. Le légat aimerait dès lors faire de cette feuille un quotidien. Il rappelle que les étrangers en Suisse, même les Allemands, se forment une opinion en lisant la *Gazette de Lausanne* ou le *Journal de Genève*. « J'avais pensé jusqu'ici pouvoir faire face à la propagande sans utiliser de gros moyens », explique Romberg, mais des « mesures défensives » sont désormais nécessaires pour faire face à la progression de l'Entente. Berlin soutient pleinement les propositions de la légation bernoise et Romberg reçoit au début du mois de novembre un fonds conséquent de 2 millions de marks, dont l'utilisation est laissée à son appréciation⁸⁶. Les propositions de Romberg sont rapidement réalisées. L'*Allgemeiner Pressedienst* est lancé en octobre 1916 et les premières tournées de propagande artistique arrivent sur les scènes suisses à la fin de l'année 1916. Concernant la presse romande, les Allemands décident finalement de ne pas investir dans *L'Indépendance helvétique*, dont l'image est déjà bien écornée. Berlin préfère soutenir de nouvelles publications, proches du pacifisme et du mouvement des nationalités, à l'instar de *Paris-Genève*, *La Nation* ou *La Feuille* (voir chap. 12).

JEUX DE POUVOIR À BERLIN

Le soutien apporté à la légation bernoise dépend grandement des changements structurels menés à Berlin. Le 1^{er} juin 1916, le pouvoir militaire obtient sa propre structure de propagande extérieure. Mise sous la direction de l'officier d'état-major Hans von Haeften, une Place militaire (*Militärische Stelle beim Auswärtigen Amt*, ci-après MAA) prend ses quartiers à la Wilhelmstrasse⁸⁷. L'état-major estime que l'action menée par la diplomatie reste trop défensive. Leur bureau de propagande « politico-militaire » entend imposer la démonstration de la puissance économique et militaire de l'Allemagne. « Le militaire se mêle de toute façon déjà de tout ! »⁸⁸ se plaint le secrétaire d'État aux affaires étrangères Gottlieb von Jagow. Ce dernier doit quitter ses fonctions le 22 novembre 1916, pour s'être opposé au plan de guerre sous-marine illimitée voulue par l'état-major. Cette dualité entre sphères civiles et sphères militaires occupe l'histoire de l'Empire allemand depuis sa fondation en 1871. La culture constitutionnelle allemande reste le plus souvent trop faible pour faire face à l'autoritarisme des forces militaires,

surtout après la disparition d'un chancelier de la trempe de Bismarck⁸⁹. Durant la Grande Guerre, la prééminence du pouvoir militaire sur l'empereur ne cesse de croître pour aboutir à une sorte de «dictature militaire» dans la seconde moitié du conflit. En juillet 1916, Paul Seippel dénonce le rôle de «marionnette»⁹⁰ joué par le chancelier face à l'état-major. En novembre 1916, Eberhard von Bodenhausen, un ami du comte Kessler, considère de son côté le quartier-maître général Erich Ludendorff comme le «*dictator Germaniae*»⁹¹.

Initiée sous la direction du général Falkenhayn, la MAA s'affirme avec l'arrivée au pouvoir du 3^e Commandement suprême de l'Armée (Oberste Heeresleitung, ci-après OHL). En août 1916, Paul von Hindenburg et Erich Ludendorff, les héros de la bataille de Tannenberg, prennent les commandes de l'armée. Ils imposent progressivement leurs vues à un pouvoir politique qui obtempère ou capitule, à l'image du chancelier Bethmann Hollweg, démissionnaire en juillet 1917. Le temps du *Burgfrieden* est passé⁹². L'État prend des contours plus fortement autoritaires et militaristes et la guerre est menée à outrance, avec le lancement d'un énorme «programme Hindenburg» d'armement et la décision de guerre sous-marine illimitée en janvier 1917. Avec Hindenburg et Ludendorff, la propagande domestique devient une arme de guerre dont les pouvoirs de mobilisation sont pleinement reconnus. D'après Anne Schmidt, cette évolution représente la phase «moderne» de la propagande allemande de la Grande Guerre⁹³. L'état-major lance notamment un programme d'*Aukklärungsarbeit* au sein de la troupe. À partir du 29 juillet 1917, des conférences et des films sont proposés par des officiers dans le cadre des «enseignements patriotiques». Ces cours sont ensuite étendus à la population.

Le troisième OHL revoit totalement l'organisation étrangère de propagande. Premièrement, la propagande par l'image et le cinématographe, considérée comme la plus à même de toucher les masses, passe sous son contrôle. Le 30 janvier 1917, la Bild- und Filmamt (ci-après BUFA) est créée. Deuxièmement, des places militaires spécialisées dans le travail de propagande («Auslandshilfstellen») sont mises sur pied au sein de seize missions étrangères, dont celle de Berne. La ZFA est totalement restructurée et devient l'une des divisions de propagande de la NA. Cette dernière compte désormais six divisions géographiques de propagande (cinq concernent l'étranger, une l'Allemagne). La division qui

s'occupe de la Suisse compte aussi les Pays-Bas, la Belgique, la France et l'Italie. Quatre divisions thématiques sont créées et se chargent de propagande écrite (l'ancienne ZFA), de propagande économique, de propagande culturelle et de la problématique des atrocités (« *Greuelpropaganda* »)⁹⁴.

Par ces changements, le pouvoir militaire cherche à diriger la totalité du dispositif, puisque Erhard Deutelmoser, déjà directeur du Kriegspresseamt, prend les rênes de la Nachrichten-Abteilung à la place du diplomate Otto Hammann, en poste depuis 1893⁹⁵. Deutelmoser devient le personnage central de la politique d'information du Reich. En automne 1917, il est encore nommé chef de presse auprès du chancelier impérial. Malgré ses pouvoirs étendus, l'autorité militaire ne parvient pas à imposer une mainmise totale sur le travail de propagande. La « dictature militaire » n'est donc jamais totale. L'idée d'une superstructure est relancée suite à l'offensive militaire du printemps 1918. Initié par von Haefthen, un décret du chancelier décide la création, le 29 août 1918, d'un ministère global de propagande, la Zentralstelle für Werbe- und Aufklärungsdienst für das In- und Ausland⁹⁶. Faute de temps, ce ministère n'entre jamais en fonction. Ces tensions institutionnelles sont identiques dans le champ de la propagande domestique, puisqu'une structure centrale, la Zentralstelle für Heimatklärung, n'est mise sur pied qu'en avril 1918, après de multiples démêlés.

GUERRE INTESTINE À LA LÉGATION BERNOISE

Les tensions entre autorités civiles et militaires se retrouvent aussi à l'échelle plus réduite de la légation de Berne. En janvier 1917, une Auslandshilfsstelle (ci-après AHS) y est créée par l'état-major pour s'occuper « du travail de presse et de propagande concernant les cas de nature purement militaire ou politico-militaire »⁹⁷. Cette nouvelle structure ne plaît pas du tout aux diplomates et une crise éclate en automne 1917. « Partout des frictions et des rivalités, parfois sous la forme la plus laide », relate le comte Harry Kessler, qui y voit une « révolution de palais »⁹⁸. Le conflit oppose l'attaché militaire Bismarck au légat Romberg quant au contrôle effectif du « travail d'information militaire, politique et économique »⁹⁹. Pour sortir de la crise, Deutelmoser compte unifier les actions de propagande sous l'autorité d'un seul responsable. Mais l'homme de Romberg, le comte Tattenbach, âgé alors de 31 ans, ne s'entend

pas avec le responsable militaire de l'AHS, le capitaine Otto von Radowitz.

La dispute est encore envenimée par la création d'une nouvelle place militaire au sein de la légation en décembre 1917. Destinée au contre-espionnage, cette « place de défense »¹⁰⁰ a pour mission d'infiltrer les réseaux de l'Entente. Sont concernés : les cercles politiques alsaciens, lituaniens, polonais, pacifistes, sionistes, adventistes, francs-maçons, l'Armée du Salut, les déserteurs, les zimmerwaldiens et les socialistes indépendants allemands. Quinze personnes sont détachées pour cette fonction et s'ajoutent aux 22 employés de l'AHS. Romberg est furieux et menace de démissionner. Le légat estime que cette nouvelle place risque de compromettre les multiples contacts existants. « La Suisse est déjà vraiment complètement criblée d'hommes de confiance »¹⁰¹, argumente-t-il. Le Conseil fédéral montre alors des signes d'agacement face à l'accroissement des services diplomatiques, car ceux-ci en profitent bien souvent pour camoufler des centres d'action clandestine. Pour le Département politique de Gustave Ador, le remplaçant d'Arthur Hoffmann, le service de presse allemand « échappe naturellement à tout contrôle des autorités suisses »¹⁰².

Au printemps 1918, les tensions au sein de la légation mettent à mal l'ensemble du dispositif. Romberg se plaint des rapports contradictoires produits par les différentes places de renseignement. Les autorités discutent alors de l'établissement d'un chef unique de propagande, mais la restructuration n'intervient qu'en août 1918 avec la création d'une division centrale, la division O. Cette structure est codirigée par le lieutenant prussien Wilhelm von Vietsch et le comte Adolf von Montgelas, ministre plénipotentiaire de la légation. Cette direction bicéphale montre que les autorités civiles et militaires n'ont pas trouvé de réel compromis. Responsable « pour toutes les questions fondamentales des affaires de presse et de propagande »¹⁰³, la division O devient la quinzième division de la légation, la troisième en importance après les divisions générale et politique. La propagande accède ainsi formellement au statut d'élément clé du dispositif diplomatique allemand. Les problèmes organisationnels se poursuivent cependant jusqu'à la fin du conflit. En octobre 1918, les autorités se plaignent toujours d'un « travail contre-productif des différentes places qui s'occupent de propagande »¹⁰⁴, suite à une action initiée simultanément par les bureaux civil et militaire. Cette tension entre

l'armée et la diplomatie allemande se retrouve dans un champ de propagande, celui de la propagande culturelle, qui devient en 1917-1918 aussi important que celui de la propagande écrite.

NOTES DU CHAPITRE 8

1. Romain Rolland, « Au-dessus de la mêlée », *Journal de Genève*, 22 septembre 1914.
2. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, op. cit., p. 148. Sur les phases de mobilisation et de démobilisation, consulter John Horne (éd.), *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge: Cambridge University Press, 1997.
3. Michael Jeismann, « Propaganda », op. cit., pp. 203-204.
4. *Le Temps*, « Les divers procédés de l'action allemande », 16 janvier 1917 (conservé dans BAR, R901/71197).
5. Cité par Paul Meier-Kern, « Basel zu Beginn des Ersten Weltkriegs », op. cit., p. 126.
6. Cité par Hans Rapold, *Zeit der Bewährung? Die Epoche um den Ersten Weltkrieg, 1907-1924*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1988, p. 280.
7. Lettre d'Ulrich Wille à Theophil von Sprecher, Berne, 29 septembre 1915, citée par Hans-Rudolf Fuhrer, « Die Oberstenaffäre », in *General Ulrich Wille. Vorbild den einen – Feindbild der anderen*, Zurich: NZZ Verlag, 2003, p. 400.
8. Sur la relation de « Zwangsgemeinschaft » entre Wille et Sprecher, consulter Daniel Sprecher, *Generalstabschef Theophil Sprecher von Bernegg*, Zurich: NZZ Verlag, 2000, pp. 335-408.
9. Pierre du Bois, « Lausanne, le 27 janvier 1916: l'affaire du drapeau allemand », *Revue historique vaudoise*, Lausanne, 1980, pp. 113 ss.
10. AFS, E27/13914, PV de la séance du Conseil fédéral du 29 janvier 1916.
11. Bibliothèque nationale, Cabinet des Estampes, K. Kriegspostkarten II. Voir la rubrique « Affaires politiques » du site 14-18. *La Suisse en cartes postales*. En ligne: [www.14-18.ch], consulté le 12 juillet 2016.
12. Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz...*, op. cit., p. 191. Fidèle à son parti pris germanophile, Ruchti souligne que la sentence a été prise « avec l'accord unanime de l'opinion publique. »
13. Voir AFS, E27/4518, Untersuchung über die Disziplin und Kommandoverhältnisse im Regiment 30, 1914-1916.
14. Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne...*, op. cit., p. 304.
15. Max Mittler, op. cit., pp. 786 ss.
16. BAR, R901/72166, Hermann von Simson à Fritz Thiel (ZFA), Zurich, 28 février 1916. William Martin relevait déjà en décembre 1914, à la suite d'un séjour de l'autre côté de la Sarine, l'idée de renommer la « Suisse allemande » en « Suisse allemande ». Voir William Martin, « Lettre de la Suisse allemande », *Gazette de Lausanne*, 24 décembre 1914.
17. BAR, R901/72166, Hermann von Simson à Fritz Thiel (ZFA), Zurich, 28 février 1916.
18. PA, R11406, Rapport du consulat, Bâle, 24 février 1916.
19. *Idem*, Rapport du consulat, Zurich, 26 février 1916.
20. PA, R11406, Franz Conrad von Hötzendorf (chef de l'état-major impérial et royal austro-hongrois) à son Excellence le général prussien de l'infanterie Erich von Falkenhayn, GQG, 20 février 1916.
21. Hans-Rudolf Fuhrer, « Die Oberstenaffäre », op. cit., p. 395.
22. PA, R11406, Franz Conrad von Hötzendorf à Erich von Falkenhayn, GQG, 20 février 1916.
23. *Idem*, Erich von Falkenhayn à Franz Conrad von Hötzendorf, GQG, 4 mars 1916.
24. PA, R11405, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 16 février 1916.

25. PA, R11406, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 17 mars 1916.
26. Jean Biedermann, *Nous commençons à en avoir assez...!*, Lausanne: chez l'auteur, [1916].
27. BA, R901/72367, Alfons von Mumm (ZFA) à Karl von Treutler, [Berlin], 29 avril 1916.
28. PA, R11406, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 26 avril 1916.
29. PA, R11405, Luckwald (Secrétaire de légation) à l'AA, sl., 19 mai 1916.
30. *Idem*, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 8 mai 1916.
31. NAK, CAB 24/3, Note by Lord Robert Cecil (Foreign Office), British Propaganda in allied and neutral countries, 29 décembre 1916.
32. Par exemple, *Aargauer Volksblatt*, 22 décembre 1915; *Semaine littéraire*, 1^{er} janvier 1916. Voir H. Meier [Edgar Schmid], *Die deutschfeindliche Bewegung in der französischen Schweiz*, Zurich: Stimmen im Sturm, 1915.
33. Paul Rochat, «La défense de la censure», *op. cit.*, p. 44.
34. AFS, E27/13893, vol. 3, CFCP au major de Mandach (Bureau de la presse), Berne, 8 janvier 1916.
35. Voir resp. *Basler Nachrichten*, 5 janvier 1916; *Rorschacher Zeitung*, 21 décembre 1915.
36. AFS, E27/13581, DPF au Conseil fédéral, Berne, 17 janvier 1916.
37. Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg (ci-après BCU), Papiers Max de Diesbach, LD 63/E-1, E. Röthlisberger à de Diesbach, Berne, 21 janvier 1916.
38. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP du 5 janvier 1916.
39. Cité par *Kritik der «Stimmen im Sturm» und ihre Beziehungen zum deutschschweizerischen Sprachverein*, Zurich: Orell Füssli, 1916, p. 1.
40. AFS, E27/13893, *Stimmen im Sturm* à Arthur Hoffmann, Zurich, 13 mai 1916 et réponse du 6 juin 1916.
41. Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz...*, *op. cit.*, p. 135.
42. *Basler Nachrichten*, 28 janvier 1916. Voir Paul Meier-Kern, «Basel zu Beginn des Ersten Weltkriegs», *op. cit.*, p. 126.
43. BA, R901/72858, Note titrée «Schweiz», sans signataire, [26 novembre 1915]. Il paraît très vraisemblable que cette note soit tirée des contacts entre le consulat de Bâle et Hermann Blocher, car elle se trouve dans une fourre consacrée au conseiller d'État bâlois.
44. Stephan Winkler, *op. cit.*, p. 46.
45. *Gazette de Lausanne*, 2 décembre 1915.
46. Paul Wernle, *Gedanken eines Deutsch-Schweizers*, Zurich: Rascher & C^{ie}, 1915, resp. pp. 24 et 26.
47. Hermann Bächtold, *Emil Dürr und der Historische Zirkel Basel*, Eduard Vischer *et al.*, Bâle: Historischer Zirkel, 1984, p. 19.
48. Voir Hermann Bächtold, *Die geschichtlichen Grundlagen...*, *op. cit.*
49. Hermann Bächtold, *Die nationalpolitische Krisis in der Schweiz und unser Verhältnis zu Deutschland*, Bâle: Komm. B. Schwabe & Co., 1916.
50. Hermann Bächtold, *Zum Urteil über den preussisch-deutschen Staat*, Bâle: Kober, 1916. Voir la cote BA, R901/71416, Hermann Bächtold, 1917-1918.
51. Markus Bolliger, *Die Basler Arbeiterbewegung im Zeitalter des Ersten Weltkrieges und der Spaltung der Sozialdemokratischen Partei*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1970, pp. 68-69.
52. Stephan Winkler, *op. cit.*, pp. 64 ss.
53. PA, R11407, *Aufruf der Deutschschweizerischen Gesellschaft*, juillet 1917, p. 1.
54. PA, R122992, Rapport de lecture de Fromme (NA), Berlin, 29 octobre 1917. Voir Hektor Ammann, *Die Italiener in der Schweiz: ein Beitrag zur Fremdenfrage*, Bâle: E. Finckh, 1917.
55. Oberzensurstelle, «Zensurverfügungen von A-Z», cité dans *Pressekonzentration und Zensurpraxis im Ersten Weltkrieg. Texte und Quellen*, H.-D. Fischer (éd.), Berlin: Volker Spiess, 1973, p. 261.
56. PA, R122992, Christian Beyel (DSG) à un destinataire inconnu, Zurich, 24 janvier 1917.
57. PA, R121005, Georg Dehn-Schmidt à Ferdinand Friedensburg, Berlin, 28 janvier 1919.
58. PA, R121003, Rédaction de la *Frankfurter Zeitung* à M. Wiessner, Francfort, 17 août 1918.

59. *Idem*, Franz von Tattenbach à Wilhelm von Stumm, Berne, 22 avril 1918.
60. Lettre de Fritz Fick à Hektor Ammann, 18 décembre 1916, citée par Stephan Winkler, *op. cit.*, p. 69.
61. *Ibid.*, p. 65.
62. PV de l'assemblée DSG du 23 du mois d'automne («*Herbstmonat*») 1917, cité par Patrick Kury, *Über Fremde reden: Überfremdungsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz 1900-1945*, Zurich: Chronos Verlag, 2003, p. 102.
63. Voir par exemple *Elsass-Lothringen unter deutscher Herrschaft, von einem Schweizer*, Bâle: E. Finckh, 1917.
64. PA, R121003, Franz von Tattenbach à Wilhelm von Stumm, Berne, 22 avril 1918.
65. BA, R901/72858, Harry Kessler à Wilhelm von Radowitz, Berlin, 12 septembre 1917.
66. SKBa, PA 507, A 1.1, NSH (groupe de Bâle), Correspondance, Albert Picot à Emil Dürr, Genève, 12 septembre 1916.
67. *Journal de Genève*, 23 juillet 1916.
68. PA, R122982, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 8 septembre 1916.
69. AFS, E27/13899, PV de la séance du Conseil fédéral du 8 août 1916.
70. *Idem*, PV de la séance du Conseil fédéral du 16 septembre 1916.
71. H[orace] M[ichelj], «*Propagande inutile*», *Journal de Genève*, 17 octobre 1916.
72. «*La propagande étrangère en Suisse*», *Journal de Genève*, 26 novembre 1916.
73. AFS, E27/13899, Comité de la DSG au Conseil fédéral, Bâle, 9 novembre 1916.
74. Georges Rigassi, «*Chronique bâloise*», *Gazette de Lausanne*, 21 novembre 1916.
75. Note de Georges Ducrocq, sl., 13 mars 1917, citée par Pascal Bongard, *op. cit.*, p. 182.
76. «*Propaganda und Aufklärung*», *Neue Zürcher Zeitung*, 3 novembre 1916. Cf. «*Fremde Propaganda*», *Der Bund*, 24 novembre 1916.
77. AFS, E27/13899, PV de la séance du Conseil fédéral du 20 novembre 1916.
78. *Idem*, Arrêté du Conseil fédéral du 28 novembre 1916. Le 1^{er} décembre, le Conseil d'État genevois relève «*l'impression pénible*» laissée par cette décision.
79. PA, R11406, Richard Filsinger au chancelier Bethmann Hollweg, Lausanne, 6 novembre 1916.
80. *La Suisse*, 15 décembre 1916.
81. PA, R11406, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 18 novembre 1916.
82. Harry Kessler, *Tagebuch, op. cit.*, entrée du 7 novembre 1916, p. 105.
83. Arthur Freymond, «*La Suisse allemande s'affranchit*», *Bibliothèque universelle et revue suisse*, septembre 1916, pp. 400-412.
84. Paul Seippel, *Schweizerische Wahrheiten*, Zurich: Rascher & C^{ie}, 1917, p. 27, cité par Max Mittler, *op. cit.*, p. 661.
85. PA, R122982, Gisbert von Romberg à Theobald von Bethmann-Hollweg, Berne, 8 septembre 1916. Les citations suivantes proviennent de ce document.
86. BA, R901/71197, Lettre non signée au consul Fritz Thiel, Berlin, 5 novembre 1916.
87. Jürgen Wilke, *op. cit.*, p. 120.
88. Cité par Harry Kessler, *Das Tagebuch, op. cit.*, entrée du 8 novembre 1916, p. 108.
89. Voir Andreas Wirsching, «*Pouvoir civil et militaire en Allemagne, 1871-1938*», in *Pouvoir civil, pouvoir militaire en Allemagne*, Corine Defrance et al., Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion, 2013, pp. 21-32.
90. *Journal de Genève*, 18 juillet 1916, cité par Hans Marti, *op. cit.*, p. 220.
91. Harry Kessler, *Das Tagebuch, op. cit.*, entrée du 12 novembre 1916, p. 109.
92. Kurt Koszyk, *Deutsche Pressepolitik im Ersten Weltkrieg*, Düsseldorf: Droste, 1968, pp. 42 ss.
93. Anne Schmidt, *op. cit.*, pp. 113 ss.
94. BA, R901/72653, Note d'Erhardt Deutelmoser au sujet de l'organisation de la NA, Berlin, [18 février 1917].
95. Kurt Koszyk, *Deutsche Pressepolitik im Ersten Weltkrieg, op. cit.*, p. 26.
96. Stefan Kestler, *op. cit.*, pp. 34-35 et 77-78.
97. PA, Bern 1262, Otto von Radowitz (AHS) à la division B de la légation impériale, Berne, 25 septembre 1918.
98. Harry Kessler, *Das Tagebuch, op. cit.*, resp. entrées du 4 mai 1918 et du 23 octobre 1917.

99. Voir PA, Bern 1130, Affaire Radowitz – Vietsch – Tattenbach, 1918.
100. Voir PA, Bern 714, Errichtung einer militär-politischen Abwehrstelle beim Militärattaché in Bern, 1917-1919.
101. PA, Bern 714, Hilmar von dem Bussche-Haddenhausen (AA) à von Lersner (GHQ), Berlin, 8 mars 1918.
102. AFS, E7350, vol. 30, Gustave Ador (DPF) au Conseil fédéral, Berne, 26 novembre 1917, concernant l'exterritorialité du personnel des légations étrangères en Suisse.
103. PA, Bern 1262, Gisbert von Rombert aux divisions A, B, K, P, H, G, O, I, W et à l'attaché militaire, Berne, 27 août 1918.
104. BA, R901/71869, NA à Gisbert von Romberg, Berlin, 5 octobre 1918.

9. GRANDEUR ET DÉCADENCE DE LA PROPAGANDE ARTISTIQUE

Propagande artistique, ô terme hideux, comme tu parais infiniment utile à ceux qui pensent que la voix allemande ne peut manquer dans le concert des voix, comme tu déçois ceux qui voient en toi un moyen de combat.

Paul Cassirer, 1918¹

En 1916, la propagande ne bénéficie plus du contexte de surprise des premiers mois et le courant patriotique suisse se trouve renforcé par les contraintes sociales et économiques impliquées par un conflit dont l'issue paraît encore lointaine. Ce repli identitaire affaiblit toujours plus l'effet des propagandes étrangères. Ces dernières engagent alors de nouveaux moyens d'influence dont les formes se veulent plus insidieuses. L'heure n'est plus à la simple conviction et les belligérants entendent désormais séduire l'opinion suisse en empruntant des voies contournées de manipulation. L'art représente alors l'esquive privilégiée par les États belligérants, qui font des scènes helvétiques les champs d'une bataille symbolique inédite. Répondant à une première offensive menée par la France, l'Allemagne engage une propagande artistique totale qui envahit les scènes de théâtre et de concert, les musées, les salles de cinéma et de cabaret et jusqu'aux podiums de mode. Le caractère prétendument inoffensif et apolitique de cette action ne résiste pas à la compétition effrénée qui s'engage entre les puissances. L'antagonisme culturel concerne même des alliés militaires, puisque les Autrichiens et les Allemands ne parviennent pas à s'entendre sur un programme commun. Leur effort artistique s'entrechoque féroce-

HARRY KESSLER, AVEC TAMBOURS ET TROMPETTES

La propagande artistique ou culturelle – que les Allemands nomment *Kulturpropaganda*, parfois *Kunstpropaganda* – est lancée sur ordre de la chancellerie impériale le 25 septembre 1916 dans l'espoir de prévenir les réprobations morales du public suisse. Elle se démarque par une volonté d'action indirecte qui ne cherche pas à évoquer frontalement les questions soulevées par la guerre, mais plutôt à resserrer les liens d'affinités culturelles connus dans l'avant-guerre. Les péripéties administratives qui ont mené à l'engagement culturel allemand en Suisse sont bien connues. En novembre 1916, le comte Harry Kessler, capitaine prussien membre de la garde des Uhlans, parvient à se faire nommer responsable de cette action en Suisse².

La mise sur pied du programme allemand est due à la compétition enserrant les dispositifs de propagande. En 1916, estimant qu'elles ne peuvent laisser le champ libre à leurs adversaires, les autorités françaises structurent fortement leur dispositif de propagande en Suisse. Sur le plan artistique, cela se traduit par une tournée de la Comédie-Française à Zurich (une première), Bâle, Berne, Genève et Lausanne, du 1^{er} au 5 mai 1916. L'ambassade se félicite du succès obtenu et des 12000 fr. recueillis pour des œuvres de bienfaisance. «C'est encore à la guerre que Lausanne doit cette inégalable jouissance d'art et de grand honneur!»³ s'enthousiasme notamment la revue *Lausanne-Artistique*. À la fin de l'été, des concerts dirigés par Charles Huguenin, musicien neuchâtelois établi à Paris, connaissent un grand succès, y compris outre-Sarine. Cette incursion française, documentée par la mission de Guy de Pourtalès⁴, marque les Allemands. Directeur du Chœur de l'Oratoire à Paris, Huguenin parcourt le Jura neuchâtelois et bernois en compagnie de musiciens connus. L'originalité de l'entreprise se situe dans l'enseignement que Huguenin fournit aux chœurs suisses des petites villes.

LE CHOIX DU COMTE KESSLER

En septembre 1916, Alexander Moissi, un célèbre comédien allemand interné en Suisse, discute de la propagande culturelle française avec Harry Kessler à Berne. «Théâtre, tournée de conférenciers, cocottes, argent de corruption»⁵, détaille alors Kessler dans son volumineux *Tagebuch*. Le comte, âgé de 48 ans, est à la

recherche d'une mission officielle en Suisse qui lui permettrait de continuer à servir l'Allemagne en dehors du théâtre de la guerre. L'officier a déjà connu les fronts belge, russe, polonais et celui de Verdun. Kessler propose alors à la légation allemande un plan de propagande artistique. Pour le mécène, le Reich doit pouvoir exporter en Suisse « du théâtre, de la musique, de l'art (notamment de l'art appliqué), aussi du théâtre de variétés et des belles filles »⁶. Pour légitimer cet engagement chiffré à un million de francs, Kessler insiste sur le fait que la partie adverse travaillerait déjà avec des moyens bien supérieurs :

Si l'on veut bien penser qu'il s'agit de travailler tout un peuple, dans toutes ses couches, et que le but est d'empêcher que la partie adverse [...] n'éveille des sentiments qui nous seraient, politiquement et militairement, inconfortables et même dangereux au plus haut point, alors j'espère que la somme d'un million de francs, que je considère comme nécessaire pour atteindre ce but, n'apparaisse pas trop élevée.⁷

Kessler bénéficie alors d'une conjoncture hautement favorable, puisque Romberg cherche justement à intensifier son action de propagande. L'idée jouit même d'un soutien de taille, celui d'Erich Ludendorff. Le quartier-maître général est tout spécialement intéressé aux nouvelles virtualités offertes par le cinématographe. Après une rencontre avec Kessler, Ludendorff soutient le plan auprès de l'*Auswärtiges Amt* : « Les motivations présentées concernant la propagande généreuse prévue en Suisse me semblent très utiles à notre grande cause et je demande d'accepter pleinement la somme demandée [...] »⁸ L'AA valide le plan, tout en émettant quelques réserves quant à la trop grande envergure projetée par Kessler : « Il faut avoir l'intention décidée de ne pas faire par ce biais une concurrence déloyale aux entreprises suisses nuisible aux travailleurs suisses [...]. [...] On peut craindre qu'il y ait une réaction négative en Suisse qui compense les bons effets recueillis. »⁹

La Wilhelmstrasse demande expressément à Kessler de tenir compte des intérêts économiques indigènes. Le sous-secrétaire d'État Hilmar von dem Bussche-Hadenhausen montre de son côté des signes d'inquiétude. Il se souvient de la réaction helvétiste concernant les suppléments illustrés du dimanche : « Avec notre action de propagande [*Aufklärungstätigkeit*] en Suisse, nous

avons dû faire plusieurs fois l'expérience que la concurrence que nous préparions aux entreprises indigènes, par l'argent utilisé de notre côté à des fins de propagande, nous a exposés à de violentes attaques dans la presse suisse, culminant dans l'appel à des subventions étatiques.»¹⁰

Clairvoyantes, ses réserves de principe sont pourtant contredites par le budget colossal accordé le même jour à Kessler. Un premier fonds de 1,25 million de marks (environ un million de francs suisses) est débloqué pour la première saison d'hiver 1916-1917¹¹. À titre de comparaison, le budget annuel de roulement de la ZFA, en 1915 et en 1916, était de 2 à 2,5 millions de marks. Cette apparente schizophrénie du dispositif allemand se comprend notamment par l'évolution de l'opinion alémanique. Pour l'Auswärtiges Amt, l'essentiel revient désormais à «conserver les sympathies de la partie germanophone de la Suisse, alors que la France cherche par tous les moyens avec une extraordinaire propagande artistique à la tirer de son côté»¹². Cet aveu est significatif des problèmes connus par l'Empire dans son travail d'influence: l'esprit de conquête n'est plus à l'ordre du jour et la priorité consiste à conserver les acquis. D'après Kessler, l'offensive artistique de la France aurait provoqué «partout dans le public suisse le sentiment d'une supériorité absolue de l'art roman [*romanischen Kunst*]¹³».

Son plan s'affirme très vite comme un matraquage culturel d'une ampleur sans précédent. Il est pensé sur deux niveaux. Le premier, celui des «arts majeurs», offre aux élites suisses des prestations musicales, théâtrales et picturales de tout premier plan. Le second, celui des «arts mineurs», vise l'influence du grand public par le biais du cinéma et du cabaret. L'idée principale consiste à lutter contre les accusations adverses de «barbarie». Pour Karl Hänggi, cette propagande ne vise pas simplement l'audience helvétique: «Lorsqu'il paraît, dans les journaux neutres, des comptes rendus enthousiastes sur des expositions étrangères, des concerts ou des représentations théâtrales données par les premiers artistes de Berlin ou de Vienne, c'est une façon de crier à Paris, Rome et Londres: «Voyez: nous ne sommes pas les sauvages que vous dites!»¹⁴

Les salles alémaniques accueillent les plus grands artistes de l'époque: l'Autrichien Max Reinhardt dirige le Deutsches Theater de Berlin, l'Allemand Arthur Nikisch le Gewandhausorchester de Leipzig et son compatriote Richard Strauss son opéra *Elektra*,

parmi d'autres tournées, souvent conclues par des banquets fastueux, réunissant tout ce que la Suisse compte de *happy few*. Harry Kessler évoque notamment un souper en l'honneur du metteur en scène Max Reinhardt à l'hôtel Bellevue de Berne, où diplomates et journalistes festoient jusqu'à 4 heures du matin¹⁵.

Le comte allemand, grand connaisseur de la scène artistique internationale, active son réseau personnel, composé de nombreuses personnalités de premier plan. Au début du XX^e siècle, l'aristocrate s'est fait connaître par son travail de médiation artistique entre l'Allemagne et la France à la tête du musée d'art de Weimar. Proche du mouvement sécessionniste, le comte est cependant destitué suite à des critiques des milieux conservateurs. De père allemand et de mère irlandaise, Kessler est alors le prototype du noble cosmopolite avant-guerre, navigant constamment entre Paris, Berlin et Londres. Mais, s'il admire les cultures étrangères, Kessler reste convaincu par la supériorité de l'art allemand et le mécène n'est pas encore le « comte rouge » de l'après-guerre, proche du républicanisme de Weimar. Son engagement en août 1914 est celui d'un nationaliste affirmé. Il participe activement aux deux grands clubs berlinois de discussion politique, la Deutsche Gesellschaft et la Mittwoch-Gesellschaft. Kessler retrouve des fonctions officielles grâce au contexte mouvementé de guerre et à son idée de « mobilisation de la culture »¹⁶. Le comte met en pratique les idées de « politique culturelle » défendues par les publicistes Karl Lamprecht et Paul Rohrbach dans l'avant-guerre. L'impérialiste Rohrbach plaidait notamment pour que l'Auswärtiges Amt chapeaute le rayonnement culturel de l'Allemagne sur le plan international par l'engagement explicite d'une « *Kulturpropaganda* ». De nombreux intellectuels allemands jalouaient alors les résultats obtenus par l'Alliance française.

Dès sa première saison d'activité en Suisse, Kessler est critiqué pour ces choix artistiques pointus. Ses liens avec les mouvements d'avant-garde, notamment par le biais de sa maison d'édition Cranach-Press, sont très développés. Une première anecdote est significative. À Lugano, l'affiche au style expressionniste utilisée pour faire la promotion de la pièce *Oresteia* de Max Reinhardt est mal perçue. Signée par l'artiste suisse Otto Baumberger, elle est détournée par



tinyurl.com/hu7gh97

Cette affiche pour l'*Oresteia* de Max Reinhardt est dénoncée au Tessin comme l'émanation d'un art de « barbares ».

les adversaires de l'Allemagne pour raffermir leur critique d'un art de «barbares»¹⁷. Berlin intervient et demande que l'affiche soit retirée. Baumberger reste cependant, tout au long de la guerre, le principal affichiste utilisé par la division artistique.

Alexandre Kostka a bien montré le malentendu existant entre le Troisième OHL et le comte Kessler quant à leur conception du travail de propagande à mener en Suisse. Là où l'état-major cherche la modernité du vecteur de mobilisation (spécialement avec le cinéma), Kessler trouve la modernité des formes artistiques de propagande. Le comte Kessler refuse systématiquement d'avilir ses attentes esthétiques au profit de considérations stratégiques ou politiques¹⁸. En été 1917, un scandale éclate notamment à l'occasion d'une représentation théâtrale du Deutsches Theater à Bâle. Célébré pour avoir développé le concept de «régie lumière», le metteur en scène Max Reinhardt, un artiste proche de l'expressionnisme, respecte le livret de *La mort de Danton* de Georg Büchner et fait chanter *La Marseillaise* à un chœur de jeunes étudiants bâlois déguisés en révolutionnaires français¹⁹. L'utilisation d'un dramaturge démocrate de l'Allemagne de 1835 fait jaser dans les cercles conservateurs berlinois. Kessler est sommé de s'expliquer sur ce cas qui fait parler de lui en plus haut lieu. Il justifie ce choix de mise en scène en invoquant une critique satirique de la Révolution française, partant de la France contemporaine²⁰. La grande presse alémanique lui donne raison. Les critiques de la *Basler National-Zeitung*, de la *Neue Zürcher Zeitung* et du *Bund* sont conquis par la mise en scène de Reinhardt. L'un d'eux, Gian Bundi, écrit dans le *Bund*: «Grâce à sa fabuleuse maîtrise de la technique, Reinhardt a réussi [...] à amener sur scène l'essence vivante de la révolution française, sa capacité à créer l'enthousiasme et [...] sa versatilité, sa soif sauvage de sang!»²¹ La critique de la Révolution française et de ses idéaux démocratiques est l'une des composantes des «Idées de 14», qui structurent alors le combat idéologique allemand.

LES SCÈNES EN ORDRE DE MARCHÉ

Sur le plan pratique, l'Allemagne aspire à un contrôle vertical des différents vecteurs culturels, de la production à la distribution. Dans ce but, la société-écran Internationale Gastspielgesellschaft (appelée Intergast) est créée à Berlin²². Dotée d'un capital initial

de 100 000 marks, elle sert de couverture au Reich pour traiter directement avec les artistes et les institutions culturelles allemandes et suisses. Représentée par Otto Fürstner à Berlin, l'éditeur de Richard Strauss, Intergast assure également le lien avec l'autorité militaire pour les fastidieuses questions de permission militaire et de passeport pour les artistes engagés. L'action artistique se double également d'une action de communication, puisque l'écrivain Wilhelm Schmidtbonn, reporter de guerre et auteur de la pièce anti-anglaise *1914*, est détaché en Suisse pour s'occuper des relations de presse.

La propagande n'est pas la seule activité de Kessler en Suisse. Le comte est également chargé d'un travail de médiation auprès d'interlocuteurs français. Il entre notamment en contact avec Émile Haguenin, dont le profil de propagandiste et de médiateur politique est très proche. La division de propagande culturelle de la légation bernoise est ainsi dotée d'une branche de renseignement politique, chargée officiellement de contrôler l'effet des actions de propagande²³. Un bureau est d'ailleurs loué au centre de Zurich, à la maison commerciale Du Pont, pour que les rencontres à caractère politique puissent se faire loin des regards indiscrets du public et des autorités.

L'offensive artistique la plus soutenue se déroule sur les scènes musicales et théâtrales. Les premiers spectacles sont donnés par les ensembles d'Arthur Nikisch, de Karl Klingler (un quatuor à cordes) et du Deutsches Theater. Suivront les théâtres ou opéras des cours de Darmstadt, Dresde, Mannheim, Berlin et Munich. Pour le seul théâtre municipal de Zurich, 121 représentations étrangères sont répertoriées durant la saison 1916-1917²⁴. Alexander Moissi se produit 31 fois, le Deutsches Theater 16, le Stagione d'Opera 10, la Comédie-Française 1. Les Allemands visent avant tout les classes les plus aisées des villes suisses. Les tournées se concentrent sur Bâle, Berne et Zurich, avec des excursions à Saint-Gall, Lucerne, Winterthour... Les autorités suisses accueillent avec bienveillance ces premières tournées artistiques, puisque des facilités douanières sont accordées à l'imposant orchestre d'Arthur Nikisch, composé d'une centaine de musiciens, à son entrée en Suisse²⁵. Mais l'absence de mesure et de précaution mine dès le départ toute l'entreprise culturelle allemande. Malgré son caractère prétendument inoffensif, l'offre est si riche et abondante que les Suisses ne sont pas dupes. Ils peinent à croire que de

tels artistes se produisent sans l'aide de leur gouvernement. Des indiscretions préoccupent également Romberg. «Le mot-clé de «propagande culturelle» n'aurait jamais dû être prononcé publiquement», regrette le légat en novembre 1916 déjà, qui craint que les spectacles soient «ridiculisés dès leur lancement»²⁶. Kessler note lui aussi, dès les premiers concerts de Nikisch, que «partout, on parle de propagande»²⁷. L'Allemagne est ici desservie par son allié autrichien: envoyé par la propagande artistique autrichienne, l'écrivain Felix Salten, qui publiera *Bambi* en 1923, est responsable de la fuite.

La compromission précoce de l'entreprise est toutefois pondérée par un premier accueil enthousiaste de la part du public suisse. Le premier bilan tiré par Harry Kessler dépasse les attentes. «Les sympathies pour l'Allemagne ont été réveillées dans beaucoup de cœurs et les discours aberrants au sujet des barbares ont aussi été battus en brèche, même en Suisse romande»²⁸, s'enthousiasme-t-il. Tous les concerts se sont joués à guichets fermés et 500 billets ont été acquis depuis la Suisse romande pour les ceux de Nikisch. L'expérience est aussi célébrée en Allemagne, puisque la *Frankfurter Zeitung* se félicite d'avoir vu «la haine de l'Entente fondre comme neige au soleil durant les concerts de Nikisch»²⁹. Le soir du 22 novembre 1916, le chef d'orchestre dirige la *Symphonie héroïque* de Beethoven en l'honneur de François-Joseph, l'empereur austro-hongrois, dont la nouvelle du décès vient d'arriver. Un public «en transe»³⁰ fait revenir Nikisch une douzaine de fois durant les applaudissements. Kessler est convaincu des capacités mobilisatrices de la musique. Au sujet de l'interprétation de la première symphonie de Brahms au cours de la même soirée, il note: «Musique prussienne, esprit de Frédéric le Grand, de Kant, de Scharnhorst et de nos troupes à l'avant. Formation de la masse par la pensée, qui [...] crée une sorte de force de la nature; une force de la nature née de l'intellect.»³¹

Le 21 janvier 1917, c'est au tour de Richard Strauss de fouler les scènes helvétiques. La première de son opéra *Elektra* à Zurich soulève la même euphorie. «Le tempérament suisse est difficile à mettre en mouvement, mais repose sur une passion incroyable, lorsqu'il éclate; un föhn. À observer politiquement»³², note un Kessler appliqué. La grande presse alémanique célèbre la qualité de ces premières tournées musicales. La presse germanophile va plus loin. Une interview de Nikisch dans la *Berner Tagblatt* relaie un

discours belliqueux. Le chef d'orchestre déclare : « En tant qu'être humain, je ne veux dire qu'une chose : nous tenons ! [Nos ennemis] doivent comprendre qu'ils ne peuvent nous vaincre. »³³ Nikisch réfute l'effet traumatique du blocus sur la population allemande : « Voyez mes cent musiciens : ont-ils l'air mal nourris ? » À nouveau, les principes de précaution restent très théoriques. Une prise de position tout aussi transparente est faite par Strauss. Le musicien reconnaît ouvertement que sa présence en Suisse est dépendante du service allemand de propagande³⁴.

RÉSISTANCES ET ADAPTATIONS INDIGÈNES

L'écran de fumée produit par les premières tournées se dissipe bien vite. La répétition des efforts artistiques en Suisse, de toutes parts, finit par générer de nombreuses critiques dans les cercles indigènes. Après cette première saison, Kessler reconnaît que le public est « sursaturé »³⁵. La *Neue Zürcher Zeitung* relaie le sentiment de concurrence déloyale ressenti par les artistes suisses et évoque une aliénation économique du pays³⁶. Dans le même ordre d'idée, le rapport annuel d'activité de la Tonhalle zurichoise mentionne un temps « béni » pour la ville, tout en précisant que, sur le long terme, celle-ci ne pourra pas supporter une telle « occupation »³⁷. L'offre musicale et théâtrale est alors disproportionnée pour un pays habitué à son statut de province culturelle. Les Autrichiens, les Italiens et les Français sont eux aussi à pied d'œuvre pour conquérir le cœur des mélomanes suisses. Felix von Weingartner dirige le Philharmonique de Vienne en écho aux prestations de l'orchestre de l'Augusteo de Rome. Quant à l'orchestre du Conservatoire de Paris, dirigé par André Messager, il se produit dans les plus importantes villes du pays au printemps 1917. « De l'avis de tous, on n'a jamais rien entendu de comparable à Genève »³⁸, se félicite Guy de Pourtalès. Celui-ci justifie les 20 000 fr. que coûte cette tournée de huit concerts par la peur déclenchée par l'offensive germanique : « Les Allemands viennent de faire en Suisse une tournée triomphale ; l'orchestre Nikisch est venu le premier, puis Richard Strauss, dont le passage est tout récent. Nous avons promis à nos amis et à tous les mélomanes de la Suisse de répondre par l'envoi de M. Messager et de l'orchestre du Conservatoire. »³⁹

Dans ce « combat pour l'âme des neutres »⁴⁰, les dispositifs de propagande fonctionnent bien souvent en vase clos. Face à l'offensive

allemande, la réaction des artistes suisses prend deux formes: soit dénoncer ces ingérences extérieures et promouvoir une production indigène, soit s'accommoder de ces nouvelles conditions et chercher à obtenir des contreparties de la part des pays belligérants. La première option, minoritaire, est défendue principalement par des initiatives individuelles, alors que la seconde est suivie par un grand nombre de professionnels du monde musical et pictural. Concernant la première option, l'helvétisme est engagé sur les scènes de théâtre grâce à l'action pionnière de Jakob Bühler. L'auteur est actif depuis 1912 pour un art dramatique national coupé des influences allemandes. Il lance à la fin de l'année 1917 sa propre troupe professionnelle, les Freie Bühne, qui présente un spectacle directement inspiré par les soubresauts vécus par la société suisse de 1914. *Der Volk der Hirten* est une pièce en dialecte qui thématise avec humour les divisions linguistiques. L'œuvre est considérée comme l'acte de naissance de l'art du cabaret satirique en Suisse⁴¹. Elle connaît un grand succès populaire, peut-être facilité par le contexte du temps de guerre et cette surenchère d'art de propagande.

Les responsables de l'offre musicale alémanique ont un positionnement très différent. Ils s'allient en grande majorité au service de Kessler pour tirer profit de la situation. Une première réunion a lieu à Bâle à la demande de Hermann Blocher, président de la Société de musique de la ville. Le professeur Paul Speiser, membre fondateur des Stimmen im Sturm, y participe en tant que président de la Société du théâtre de Bâle. Kessler met au point un programme en accord avec les Bâlois⁴². Ces négociations se répètent avec les théâtres municipaux de Zurich et Berne et leurs directeurs allemands respectifs Alfred Reucker et Albert Kehm. La légation est en terrain conquis. En été 1917, la jeune Association suisse des musiciens se réunit pour discuter des limitations à apporter à la propagande étrangère⁴³. Kessler dépêche un envoyé spécial, Gian Bundi, le critique musical du *Bund*. Né à Berlin en 1872, le Grison y expose le programme plus modeste prévu par l'Allemagne pour la saison 1917-1918. L'assemblée décide de ne pas mettre un terme à cette « inondation » de tournées étrangères, comme le compositeur vaudois Gustave Doret et d'autres l'avaient espéré. Une simple limitation de l'offre est demandée. Satisfait, Kessler estime que ces accords protégeront à l'avenir l'Allemagne « contre toute attaque ou déboire dans l'opinion publique »⁴⁴.

La division de propagande s'est aussi engagée à offrir des compensations aux artistes suisses. Dès le lancement des premières tournées, Adolf Reucker indique à Kessler qu'un rapport de réciprocité serait bienvenu. Il suggère une tournée en Allemagne du chef d'orchestre de la Tonhalle, Volkmar Andreae. Directeur du conservatoire de Zurich, le Bernois Andreae connaît ainsi un regain d'intérêt dans l'Empire, puisque les droits de son opéra *Ratcliff* sont repris par l'entreprise berlinoise Intergast⁴⁵. En automne 1917, l'orchestre du Stadttheater de Zurich part en tournée à Darmstadt, La Haye et Heidelberg aux frais de l'Allemagne⁴⁶. Pour la saison 1917-1918, la division Kessler (ou division K) s'assure également les services de l'Orchestre de ville de Berne pour un coût annuel de 80000 fr.⁴⁷ Dirigé par le maître de chapelle allemand Eugen Pabst, l'orchestre représente déjà une vitrine de la culture germanique en Suisse, puisque la majorité de ses musiciens sont d'origine allemande ou autrichienne⁴⁸. Ami de Strauss, Pabst est appelé sous les drapeaux en 1915, mais retrouve sa place à Berne grâce à l'intervention des diplomates. Gian Bundi sert une nouvelle fois d'intermédiaire en tant que président de l'Association de l'orchestre. Kessler lui propose un programme ambitieux pour le Nouvel An 1918, avec la promesse de renforcer l'orchestre. Dirigée par le chef Oskar Fried, une grande fête de musique allemande a lieu à Bâle, Berne, Zurich et Saint-Gall en l'honneur de Gustav Mahler. Or, la collaboration de l'Allemagne avec l'orchestre de Berne est révélée par la presse romande, ce qui provoque sa suspension au printemps 1918⁴⁹. Le parcours postérieur de Bundi est intéressant. Après-guerre, l'écrivain collabore à la grande œuvre synthétique que Jacob Ruchti consacre à l'histoire de la Suisse pendant la guerre. Le critique est chargé de rédiger le chapitre consacré à la musique. Comme Ruchti, Bundi a été mêlé de près au service allemand de propagande. Mais contrairement à ce dernier, le Grison d'origine se montrera critique en 1930 envers les « exagérations »⁵⁰ de la propagande allemande dans le domaine artistique.

LE PROFIT DES ARTISTES SUISSES

En automne 1917, l'Allemagne parvient à subventionner les plus importantes salles de spectacle alémaniques. La légation de Berne justifie cette aide par le soutien constant que ces salles ont fourni à l'art allemand. Tenues en majorité par des Allemands, elles

menaceraient de passer sous l'influence d'arts plus légers et rémunérateurs venus de France ou d'Italie. Ainsi, les théâtres municipaux de Bâle, Berne, Zurich et Saint-Gall reçoivent, à titre préventif, une généreuse subvention de 20 000 fr. pour améliorer leurs installations⁵¹. Central dans le dispositif allemand, le Stadttheater de Zurich bénéficie même d'une aide supplémentaire de 60 000 fr. Membre du comité de l'Association des scènes allemandes, son directeur Reucker travaille en collaboration étroite avec Berlin. L'Allemand indique avoir programmé l'Opéra de Paris pour «garantir la parité»⁵². Plus modeste, le théâtre municipal de Lucerne bénéficie de son côté d'une aide de 10 000 fr. Son directeur Edmund Jarczyński a suggéré lui-même ce financement. Outre la subvention accordée, des facilités douanières sont assurées aux membres de la troupe lucernoise⁵³.

Une partie de l'aide aux théâtres alémaniques doit servir à la réalisation d'un projet d'envergure, le passage de l'opéra *Palestrina* de Hans Pfitzner. Cette œuvre a été expressément demandée par les contacts suisses de Kessler, dont Volkmar Andreae. Sa première en Allemagne, le 12 juin 1917, est alors considérée comme la «sensation musicale de l'année»⁵⁴. Mais la production requiert un investissement gigantesque. Plus de 100 000 fr. de déficit sont budgétés pour seulement quatre représentations. Ce projet de tournée symbolise toute la démesure du dispositif artistique allemand : 202 artistes doivent y participer et les décors sont créés par l'artiste luxembourgeois Klossowski, le père du peintre Balthus. Le responsable de la propagande musicale à Berlin, l'intendant grand-ducal Paul Eger, tente sans succès de réfréner les ambitions de Kessler. Quant au chef de la propagande culturelle allemande, Karl Pistor, il demande que toute exportation musicale de masse soit abandonnée⁵⁵.

Mais l'autonomie accordée à Kessler lui permet de passer outre ces mises en garde. En novembre 1917, *Palestrina* est offert au public suisse à Berne, Bâle et Zurich. La représentation de Saint-Gall est finalement abandonnée, car son théâtre n'a pas la dimension suffisante pour accueillir les décors⁵⁶. Un train spécial est spécialement réquisitionné, 6 000 fr. sont dépensés uniquement pour les banquets, 12 000 fr. pour les décors. Le Théâtre de la Cour de Munich y est dirigé par Bruno Walter et Pfitzner réalise la mise en scène. À Berne, un banquet est organisé à la résidence d'Ulrich Wille par sa fille, Renée Schwarzenbach⁵⁷. Cet exemple est révélateur du

caractère dépensier du comte Kessler. Le collectionneur d'art satisfait ses propres envies esthétiques avant toute considération commerciale ou stratégique. Seuls 16000 marks sont amortis sur les 153000 qu'ont coûtés les représentations.

Un grand nombre d'artistes suisses bénéficient au demeurant de la générosité allemande. Les écoles de broderie suisses s'exposent en Allemagne, avec la participation d'artistes romands. Des graphistes helvétiques (tels l'affichiste Burkhard Mangold ou le designer Wilhelm Kienzle, directeur du Musée industriel bâlois) sont invités à Leipzig. Des jeunes peintres exposent à la Freie Sezession de Berlin. Un projet d'exposition commune de peintres suisses et allemands du sud est esquissé à Mannheim, sans être réalisé. Un cahier spécial consacré à la peinture suisse est publié par la *Kunstblatt* allemande. Une aide à la publication d'œuvres littéraires helvétiques est aussi débloquée⁵⁸. La Fête de musique suisse de Leipzig est la dernière compensation de taille offerte à l'art helvétique. Lancée en été 1917, l'idée ne se concrétise qu'en automne 1918, soulignant une fois de plus les lenteurs du dispositif institutionnel. Tenue du 15 au 21 septembre 1918, la fête ne rencontre que peu d'écho en Suisse. L'évolution des opérations militaires monopolise alors toute l'attention médiatique. De tous les correspondants de journaux alémaniques invités, seul l'envoyé du *Züricher Post* répond à l'appel⁵⁹. La manifestation coûte pourtant cher, puisque 60000 marks ont été investis dans les festivités. Ernst Isler, rédacteur de la *Revue musicale suisse*, conçoit pour l'occasion un cahier spécial revenant sur l'histoire de la musique helvétique. Quant à Kessler, il prépare la presse indigène en lien avec le président de l'Association impériale de la presse allemande⁶⁰. La *Leipziger Zeitung* flatte les participants suisses, «qui retournent comme messagers objectifs dans leur magnifique pays, où, depuis des lustres, est cultivée la sympathie d'un peuple fier et libre»⁶¹. Au final, les uniques bénéficiaires de la manifestation sont les compositeurs suisses invités – Fritz Brun, Othmar Schoeck, Hermann Suter et Volkmar Andreae –, qui profitent d'une exposition inattendue. Ils ne récoltent pourtant que du mépris de la part de Kessler. «Musique honnête, laborieuse et ennuyeuse»⁶², critique le comte, rendu probablement amer par le délitement contemporain de l'armée allemande.

Au final, si les instances musicales alémaniques collaborent activement avec la division artistique, le cas de la Suisse romande est

quelque peu différent. La Comédie de Genève et celle de Lausanne sont soutenues par le Quai d'Orsay, qui fournit ponctuellement des comédiens de premier rang. En revanche, les orchestres symphoniques de Lausanne et Genève cessent leur activité avec la guerre. Prenant conscience de leur faiblesse, les structures romandes se centralisent avec la création en novembre 1918 de l'Orchestre de la Suisse romande. Une autre différence touche les espaces géographiques travaillés par les propagandes. Même si la musique reste un langage universel, les orchestres allemands ne se produisent pas en Suisse romande, contrairement aux troupes françaises qui franchissent la Sarine. Un seul orchestre en provenance des Empires centraux s'y aventure. En été 1917, l'Orchestre philharmonique de Vienne doit en effet se produire à Genève, à Neuchâtel ainsi qu'à la cathédrale de Lausanne. D'après la *Tribune de Lausanne*, le Conseil d'État genevois s'oppose à la tenue de la manifestation⁶³. À Lausanne, une manifestation hostile a lieu à la sortie des artistes. Dirigé par l'Allemand Felix Weingartner, la prestation du Philharmonique est boycottée par les mélomanes de la ville et la presse indigène, dont la *Gazette de Lausanne*⁶⁴. À Neuchâtel, trois Belges sifflent durant les cinq premières minutes du concert avant d'être mis à la porte. Si *L'Express* apprécie la qualité musicale de l'ensemble, il n'oublie pas de rappeler que Weingartner est l'un des signataires du Manifeste des 93⁶⁵.

L'OCCUPATION DES MUSÉES

Un massif important de l'action culturelle allemande concerne les expositions d'art. Si, sur la scène internationale, la peinture allemande se trouve en retrait par rapport à l'impressionnisme français, l'art industriel germanique a marqué les esprits lors de l'Exposition mondiale de Bruxelles en 1910. Représenté notamment par l'architecte Peter Behrens, le Deutsche Werkbund y a fait sensation. Dans le programme de l'automne 1916, seul cet art industriel fondé à Munich en 1907 est projeté pour les musées suisses. La peinture allemande ne sera engagée que durant la seconde saison 1917-1918, en réaction aux menées françaises.

Inspiré par le Jugendstil (Art nouveau), le Werkbund est un art «total» dont les aspirations sont aussi bien esthétiques que sociales et économiques. Son responsable Ernst Jäckh est dépêché en Suisse en octobre 1916 pour permettre à l'art industriel de figurer

parmi l'offre de propagande culturelle⁶⁶. Célèbre publiciste des revues *Das Größere Deutschland* et *Deutsche Politik*, Jäckh est aussi l'une des têtes pensantes de la propagande allemande auprès des neutres depuis 1914. Il obtient la tenue d'expositions à Bâle, Zurich et Berne à l'invitation du Schweizerischer Werkbund et des musées industriels (*Gewerbemuseen*) concernés. Cette couverture est le résultat des liens étroits existant entre les artistes allemands et suisses. Fondé en 1913 à Zurich et dirigé par Alfred Altheer, le directeur du Musée industriel de Zurich, le Schweizerischer Werkbund est une émanation directe de l'association germanique (une association romande, L'Œuvre, est créée en parallèle)⁶⁷. Face aux réticences helvétiques concernant la concurrence économique, Jäckh accepte qu'aucune vente ne soit effectuée durant ces expositions.

La première exposition du Werkbund s'installe à Bâle en mars 1917, avant d'être reprise en avril à Winterthur. L'événement est marqué par un numéro spécial de la *Leipziger Illustrierte Zeitung* de mai, dont les articles sont écrits exclusivement par des auteurs suisses, comme le directeur du musée bâlois ou le rédacteur de la revue du Werkbund suisse⁶⁸. La préparation de l'exposition bernoise est chamboulée par une polémique concernant l'industrie de la mode féminine. De nombreux défilés sont organisés par des étrangers au printemps 1917. Les Ateliers viennois (*Wiener Werkstätten*) s'installent notamment à Zurich. Les couturières indigènes se défendent dans une déclaration publique. Elles plaident pour «une mode suisse simple et néanmoins seyante», à l'opposé des «exagérations étrangères»⁶⁹. La division Kessler réagit: plutôt que d'opter pour un retrait prudent, elle décide d'organiser un grand défilé de mode lors de l'ouverture de l'exposition du Werkbund à Berne, prévue en août 1917. L'Auswärtiges Amt refuse cependant de financer ce qu'elle considère comme une opération publicitaire pour l'industrie privée. Berlin s'appuie également sur le précédent viennois, puisque le défilé autrichien a été financé par la Chambre de commerce viennoise. La légation bernoise bénéficie dès lors du soutien privé de l'Association de la mode féminine et de son industrie à Berlin⁷⁰. Deux membres de cette dernière, son directeur Otto Haas-Heye et Norbert Stern, sont libérés du service militaire. Publiciste spécialisé dans la mode, Stern se voit confier la préparation médiatique de l'événement. Une clause du contrat précise que le matériel du défilé devra, autant que possible, provenir de la production suisse⁷¹.

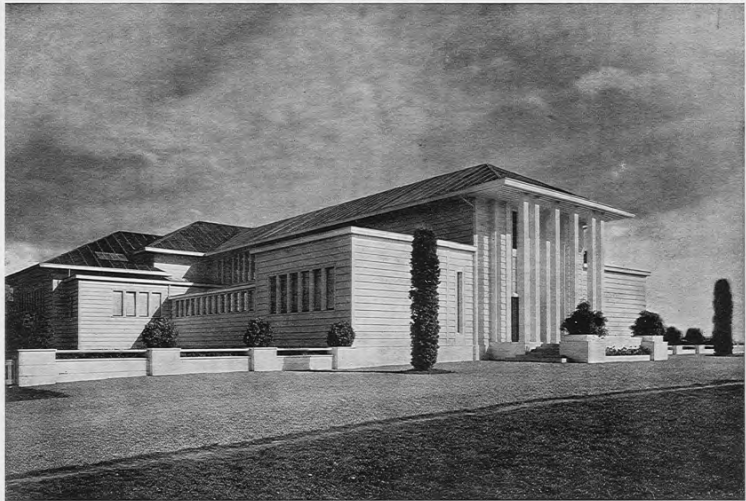
Une polémique de presse est déclenchée au moment où les plans allemands pour l'exposition de Berne sont dévoilés. «L'envahissement pacifique est dangereux», prévient la *Gazette de Lausanne*, qui dénonce cette «propagande économique»⁷². *L'Épiciier suisse*, une publication genevoise, pointe également du doigt cet «envahissement pacifique», qui serait aussi dangereux que «l'envahissement par les armes»⁷³. Le budget de l'exposition, estimé entre 500 000 et 700 000 marks, est effectivement immense⁷⁴. Kessler légitime cet investissement en invoquant les critiques de Grieder à Zurich, spécialisée dans la soie. Au début du conflit, la plus grande maison de ce type en Suisse s'était plainte de sa mise à l'écart du marché allemand. Grieder obtient la fourniture de la soie utilisée pour le défilé d'ouverture.

L'architecte Peter Behrens est chargé d'ériger un bâtiment spécialement conçu pour l'occasion. Les professionnels alémaniques sont furieux, telle l'Association des acheteurs suisses. Face au gigantisme de la manifestation, le Schweizerischer Werkbund lâche son alter ego allemand et déclare n'avoir aucun lien avec cette exposition⁷⁵. Quant à L'Œuvre, elle se montre très critique à l'encontre du «remarquable esprit d'offensive» et de la «tactique commerciale»⁷⁶ employés par le Werkbund allemand. Toutes les précautions prises par les Allemands sont inutiles. Leur analyse de la situation a trop sous-estimé le sentiment indigène de crainte face à l'asservissement économique du pays dans un contexte social de plus en plus tendu.

À la Kirchenfeldplatz de Berne, l'exposition du Werkbund allemand débute à la fin du mois d'août 1917. La fête d'ouverture rassemble 400 personnes triées sur le volet. Diplomates, entrepreneurs et artistes y festoient et assistent à une performance de la jeune danseuse autrichienne Lucy Kieselhausen, 17 ans⁷⁷. Soixante exposants berlinois sont présents. Le lendemain, un défilé de mode se déroule dans le jardin luxuriant de l'exposition (fig. 14-15). Des notables de l'Entente, dont l'attaché militaire français, y assistent.

Depuis Neuchâtel, *L'Express* s'en prend avec véhémence aux fastes de l'exposition et à son caractère détourné de propagande:

Le fait, pour l'Allemagne – pays dont les industries sont en règle générale concurrentes des nôtres – d'installer une exposition d'art industriel dans trois villes suisses est la preuve d'un toupet sans précédent. À Berne, cette exposition du «Werkbund» est



ARCH. PETER BEHRENS

AUSSTELLUNGSALLE DER WERKBUNDAUSSTELLUNG IN BERN

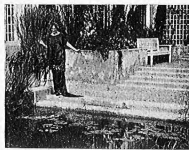
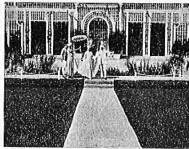


Fig. 14 et 15. Ces images documentent le bâtiment construit pour l'exposition du Werkbund à Berne ainsi que le défilé de mode donné pour son vernissage.

devenue un centre de propagande intense. Concerts, divertissements, rien n'y manque. On a même pu y assister à une fête nocturne éblouissante, qui rappelait de loin celle, classique et inoubliable, que nous décrit Flaubert dans «Salammbô», et où l'on voyait un magistrat socialiste de Bâle-Ville, M. Blocher – frère du grand chef du pangermanisme en Suisse –, figurer comme le commensal très honoré de MM. les barons de Romberg et de Mussulin [nda: le baron autrichien Musulin].⁷⁸

Ce rejet n'est pas l'apanage de la presse romande, puisque l'*Appenzeller Zeitung* et d'autres organes germanophones expriment leur mécontentement. Kessler ne perçoit pas les effets néfastes de l'entreprise. L'exposition casse selon lui le cliché du militarisme allemand et lui substitue l'idée «de force et d'organisation par les biens culturels»⁷⁹. Pour le comte, cette action serait plus à même d'orienter le peuple que la propagande de presse. Or, Kessler ne voit pas que l'événement s'adresse exclusivement à une petite caste privilégiée et internationale.

Pour les adhérents helvétiques du Werkbund, l'offensive menée par le Reich provoque d'importants changements. Premièrement, le soutien de l'État allemand à l'art appliqué inspire la Confédération. En juin 1917, alors que la politique d'encouragement à l'art a passé de 100 000 à 60 000 fr. annuels avec la guerre, le Conseil fédéral décide de soutenir le Werkbund suisse par une subvention annuelle de 15 000 fr. «L'importance que les autorités allemandes attribuent aux efforts du Werkbund ressort clairement du fait que même maintenant, pendant la guerre, elles ont mis à sa disposition les ressources nécessaires pour l'organisation d'une grande exposition itinérante en Suisse»⁸⁰, justifie-t-on au Palais fédéral. La motivation de l'État est économique: la Confédération espère favoriser l'exportation de produits de haute qualité pour l'après-guerre. Pour la libérale *Frankfurter Zeitung*, cette initiative n'est pas perçue de façon négative, mais représente un «carton plein», car «l'Allemagne a réalisé avec cette exposition temporaire une conquête morale de la Suisse dont le Werkbund allemand peut être fier»⁸¹. Cette interprétation ne cadre pas avec les nombreuses voix critiques du Schweizerischer Werkbund. Ce dernier prend officiellement ses distances avec le mouvement allemand et organise sa première grande exposition à Zurich au printemps 1918. «Il fallait, et cela aussi vite que possible, proposer un contrepoids à cette

aliénation étrangère [*Überfremdung*]⁸², indique Alfred Altheer aux représentants de la presse lors de la préparation de l'exposition. La prise de distance du mouvement helvétique reste d'ailleurs très théorique, puisque l'exposition de Zurich présente de nombreuses similitudes avec l'exposition allemande de Berne, notamment dans la forme architecturale des deux bâtiments dessinés respectivement par Altheer et Behrens.

GUERRE DE TRANCHÉES AU KUNSTHAUS

Les choix artistiques pointus de la division K génèrent des interrogations de la part du public suisse et des autorités berlinoises, comme le montrent les expositions de peinture allemande lors de la saison 1917-1918. Ces initiatives sont une réponse directe à l'offensive de la France. Le Quai d'Orsay collabore au début de l'année 1917 avec le peintre suisse Carl Montag, installé à Paris. Ce dernier s'est fait remarquer grâce à l'exposition qu'il met sur pied à Winterthur à l'occasion de l'ouverture du nouveau Kunstmuseum en 1916. Le natif de la ville utilise son réseau parisien pour faire connaître la peinture française, surtout impressionniste, en Suisse alémanique et offre au jeune musée la plus grande collection d'art français du pays⁸³. Sa réussite intéresse les autorités françaises et René-Jean, détaché en Suisse pour la propagande picturale, arrange le déplacement de l'exposition de Winterthur au Kunsthalle de Bâle⁸⁴.

La France projette alors la tenue d'une grande exposition au Kunsthaus de Zurich. Mis au courant, Kessler décide de contre-attaquer et parvient à prendre le dispositif français de vitesse en organisant une grande rétrospective consacrée à la peinture allemande des cinquante dernières années. L'exposition allemande ouvre ses portes le 19 août 1917. Le choix des tableaux est réalisé par Kessler et ses associés Emil Waldmann, directeur du Kunsthaus de Brême, et Paul Cassirer, marchand d'art et directeur de la Sécession berlinoise. Le comte apparaît publiquement comme l'organisateur de cette exposition, sans que la presse mentionne sa fonction diplomatique. Romantiques et impressionnistes côtoient l'École de Munich, la Berliner Malerei, avec Max Liebermann, et les expressionnistes. Un problème majeur handicape les Allemands: les meilleures œuvres n'ont pas été prêtées par les institutions prussiennes, réticentes à l'action muséale de Kessler⁸⁵. Malgré tout, les critiques

de la grande presse alémanique sont plutôt positives et la Société artistique de Zurich, par la voix du directeur du Kunsthau, exprime sa satisfaction⁸⁶.

Le 7 octobre 1917, c'est au tour des Français d'ouvrir leur exposition, avec 362 œuvres du XIX^e siècle et de la jeune génération du Salon d'automne de Paris, comprenant des Courbet, Degas, Gauguin, Renoir, Van Gogh... Carl Montag bénéficie de la pleine collaboration des musées français. Le caractère politique des expositions allemande et française est perçu par le public suisse. *Das Werk* relève le contraste existant entre, d'un côté, l'utilisation des gaz et la « mort de masse » sur le théâtre de la guerre et, de l'autre, l'arrivée en Suisse d'œuvres de Feuerbach, Thoma, Manet ou Cézanne. La revue du Werkbund suisse s'en félicite pourtant : « C'est un début réconfortant que de diffuser les plus belles richesses du meilleur d'un peuple, loin de la formation des haines. »⁸⁷

La France remporte cette bataille picturale et consacre l'installation des impressionnistes français en Suisse. Avec 10 000 visiteurs, l'exposition allemande a attiré deux fois moins de monde que sa concurrente. Romberg reconnaît cette suprématie française, qui sera confirmée par l'exposition de Rodin à Bâle en avril 1918 et ses 18 000 visiteurs⁸⁸. De plus, les œuvres expressionnistes ne font plus partie de l'exposition allemande lorsque celle-ci s'installe à la Kunsthalle de Bâle en octobre 1917. Les tableaux d'Erich Heckel, Max Pechstein ou Emil Nolde n'ont probablement pas convaincu un public qui entame, avec cinquante années de retard, sa « révolution impressionniste »⁸⁹. Une dernière remarque doit être faite sur le durcissement des propagandes picturales. En 1918, toutes les puissances voisines s'engagent sur ce plan. Outre le duel franco-allemand, les Autrichiens présentent leurs peintres, dont Gustav Klimt et Oskar Kokoschka, à Zurich. Les Anglais font le choix de présenter la Sécession londonienne, inconnue jusque-là en Suisse, alors qu'une exposition d'artistes italiens passe plutôt inaperçue en août 1918⁹⁰. D'après Paul Cassirer, les neutres se demandent désormais si « les images doivent devenir des canons »⁹¹.

Ces événements artistiques impliquent aussi des enjeux économiques. Le réseau indigène de Montag permet notamment aux Français de réaliser des transactions fructueuses sur le marché de l'art. Des grands industriels, comme les chocolatiers Lindt & Sprüngli, auraient obtenu des facilités d'exportation en échange

d'achats de tableaux français⁹². Des Allemands ont eux aussi tenté d'effectuer ce genre de transactions par l'intermédiaire de Paul Cassirer, un agent dont la trajectoire personnelle interpelle à plus d'un titre. Le millionnaire allemand inspire cette remarque à Romain Rolland : «Affaire sur affaire. Pélion sur Ossa. Un pauvre bougre d'artiste ne pèse pas lourd dans ses mandibules.»⁹³

L'ARGENT TROUBLE DE PAUL CASSIRER

Libéré de ses obligations militaires grâce à l'action de son ami Kessler, Cassirer est engagé au service de la division culturelle en 1917⁹⁴. Il se fait passer pour un représentant d'un groupe de mécènes allemands lors de la prise de contact avec le Kunsthaus de Zurich, avant de participer à l'organisation d'une exposition à la galerie Neupert. Nationaliste convaincu en 1914, le marchand d'art a été bouleversé par son expérience du front et entame une action antiguerre lors de son séjour en Suisse. Ses intérêts personnels sont en porte-à-faux avec sa charge officielle⁹⁵. Le portrait que donne de lui Romain Rolland en décembre 1917 est sans appel :

Il parle, à [Pierre Jean Jouve et Frans Masereel] qui sont venus le voir, avec une liberté violente de l'Allemagne, de son gouvernement, de l'empereur ; tout haut ; dans une salle de café, devant témoins, devant le patron d'en face qui peut être un espion. Il manie le sarcasme féroce et bonhomme. [...] Il prévoit la victoire du militarisme allemand ; il la déplore ; mais il en est sûr. Et il dépeint la puissance allemande comme une formidable bureaucratie, indifférente en somme à la forme du pouvoir, pourvu qu'elle en ait et conserve la réalité intégrale, se servant de l'empereur (un jouet, dit-il, l'empereur ne compte pas), pouvant aussi bien se servir de la révolution. [...] Rien à faire contre elle. Une pieuvre qui enlace tout, avec douceur et violence. On ne peut rien...⁹⁶

Le parcours de Cassirer ressemble fortement à celui de Kessler. Le marchand œuvre dans l'avant-guerre pour une culture européenne et aide notamment à l'arrivée de l'impressionnisme français en Allemagne⁹⁷. En 1917, son travail officiel de propagande déclenche la fureur des cercles conservateurs allemands, particulièrement celle de Wilhelm von Bode. Le conservateur du Kaiser-Friedrich-Museum

à Berlin (Bodemuseum aujourd'hui) est choqué par la place octroyée à l'avant-garde dans les expositions. Une cabale est alors menée depuis Berlin. Différentes personnalités prussiennes dénoncent les affaires personnelles réalisées par Cassirer en Suisse. L'attitude du collectionneur est pour le moins ambiguë. Sa chambre d'hôtel zurichoise est décorée de Manet, Cézanne et Van Gogh et se transforme en un lieu interlope et festif où se réunit toute une intelligentsia proche du pacifisme. Franz Werfel, Else Lasker-Schüler ou Stefan Zweig y passent notamment.

La position de Cassirer fait débat et la Chambre des députés de Prusse se penche sur son cas en mars 1918⁹⁸. Réactivant la querelle des Anciens contre les Modernes, Wilhelm von Bode a raison de l'activité officielle de Cassirer. Ce dernier conserve pourtant le soutien de Romberg. Le légat explique que les ventes de tableaux faites par Cassirer en Suisse – dont la somme se monterait à plusieurs millions de francs – auraient été réalisées dans un but purement spéculatif, afin de permettre au mark de reprendre de la valeur⁹⁹. La querelle entre von Bode, Cassirer et Kessler se poursuivra dans l'après-guerre, sur fond de menace de plaintes en diffamation. L'AA ne désirant pas que l'affaire soit rendue publique, celle-ci est enterrée.

MAX RASCHER : NOYAUTER LA DISSIDENCE

En 1917, Cassirer n'injecte pas uniquement des fonds sur le marché de l'art. Son argent permet également la fondation d'une importante entreprise éditoriale, la Max Rascher Verlag AG à Zurich. Créée le 16 novembre 1917, cette nouvelle entreprise est financée à hauteur de 100 000 fr. par les fonds privés de Cassirer et de 50 000 fr. accordés par l'Auswärtiges Amt¹⁰⁰. René Schickele est alors nommé responsable d'une nouvelle collection, l'«Europäische Bibliothek», censée relancer les échanges intellectuels en Europe. Cette collection fait paraître les traductions allemandes d'un chapitre du *Feu* d'Henri Barbusse ou d'œuvres du Russe Leonid Andreev, du Britannique Herbert G. Wells ou de l'Italien Benedetto Croce¹⁰¹. Tentaculaire, la propagande allemande étend son influence sur la veine pacifiste suivie par l'éditeur Max Rascher. Si ce dernier s'est fait connaître principalement pour sa production littéraire proche de l'helvétisme, il publie également à partir de 1915 plusieurs voix d'opposition à la guerre, comme celles

des Britanniques Bertrand Russell, Norman Angell et H. N. Brailsford ou du Bernois Charlot Strasser.

Quelle est la logique qui pousse la division Kessler à soutenir le lancement d'œuvres germanophones qui combattent, de façon plus ou moins explicite, les conséquences tragiques de la guerre? La peur de l'adversaire joue à nouveau un rôle décisif. Kessler souligne la volonté de noyauter une entreprise éditoriale dont les productions pourraient fortement nuire à l'Empire. Il donne comme exemple le risque de voir les tendances «pseudo-démocratiques et pseudo-internationales»¹⁰² de Wilson reprises par la maison Rascher. La division K se charge dès lors de trouver des auteurs jugés acceptables. Proche conseiller de Kessler, l'Alsacien René Schickele signe une brochure, tout comme le Belge flamand Henry Van de Velde, l'un des fondateurs du Jugendstil, actif en Suisse grâce à la caisse noire de la division de propagande artistique.

Directeur des *Weissen Blätter*, René Schickele joue un rôle central dans le rapprochement du dispositif allemand avec la maison Rascher. Voisin du comte Kessler à la Junkerngasse, l'Alsacien a choisi de déplacer la publication de sa revue en Suisse en avril 1916. Même si les *Weissen Blätter* ne s'opposent que très modérément à la guerre, leur parution était devenue problématique en Allemagne et la maison Rascher reprend leur publication¹⁰³. Kessler effectue alors une censure préventive sur la feuille pour lui permettre d'atteindre le marché allemand¹⁰⁴. En octobre 1917, Schickele et Kessler lancent un projet de revue démocratique qui traiterait de la question d'Alsace-Lorraine. La production de Salomon Grumbach est alors dans le viseur de la légation. Cet Alsacien francophile a lancé une «Bibliothèque républicaine» aux éditions Payot. Or, Rascher vient de sortir le livre *Menschen im Krieg* d'un pacifiste hongrois, Andreas Latzko, au sein d'une nouvelle collection, les «Europäische Bücher»¹⁰⁵. En convalescence à Davos depuis 1916, cet officier publie anonymement ce recueil de nouvelles pour dire son écœurement de la guerre. *Menschen im Krieg* représente l'un des premiers romans antiguerre écrit en Suisse par un exilé issu des Empires centraux. Il fait écho à l'engagement artistique des dadaïstes zurichois et de leur cabaret Voltaire, créé en 1916¹⁰⁶.

Le livre de Latzko est rapidement comparé au *Feu* de Barbusse. «Nous n'avions pas encore eu



tinyurl.com/he5jmec

Andreas Latzko,
Menschen im Krieg,
1917.

sous les yeux une accusation plus formidable et plus cinglante contre la guerre»¹⁰⁷, écrit par exemple la *Luzerner Tagblatt*. L'œuvre est un grand succès puisque Rascher tire son 20 000^e exemplaire en 1918. L'ouvrage est interdit d'entrée dans les Empires centraux¹⁰⁸. L'Entente ne réserve pas un meilleur accueil à la traduction française. Publiée par Ferdinand Wyss, cette version a très probablement été financée par les Empires centraux à des fins de démoralisation de l'adversaire. Dans cette Grande Guerre, le combat moral devient une nébuleuse où les mêmes plumes peuvent être utilisées par les deux camps belligérants. Au printemps 1918, une brochure de Latzko, *Frauen im Krieg*, est ainsi diffusée par la France dans ses camps de prisonniers¹⁰⁹.

La bienveillance du dispositif allemand à l'égard de la dissidence germanique tient à la fois aux intérêts personnels du comte Kessler et de Paul Cassirer et à la libéralité qui leur est accordée, jusqu'à 1918, par Berlin. Elle s'explique aussi par un choix tactique de la part de la légation allemande. Cette dernière préfère soutenir les coups d'éclat de certains de ses ressortissants, et donc tenter de les contrôler, plutôt que de les réprimer. «Cajoler au lieu de combattre», comme le note Romain Rolland. Le Français est d'autant plus sensible à cette stratégie qu'il se trouve précisément aux prises avec la raideur des autorités françaises. Il relève dans son *Journal* le caractère insidieux du dispositif allemand :

J'admire l'habileté de l'Allemagne en Suisse. Ses consulats sont bien loin de persécuter, comme les nôtres, leurs concitoyens réfugiés qui ont des opinions avancées. Le comte Kessler, à Berne, qui a la direction de la propagande artistique, est un homme d'un goût très fin, d'un esprit très large, qui prend sous sa protection les artistes et intellectuels allemands, même d'esprit révolutionnaire. Bien souvent, il est venu en aide à plusieurs d'entre eux. [...]

Zurich et Genève sont les deux pôles opposés de l'émigration. Des deux côtés on trouve les esprits libres, qui ont fui leur pays et la guerre, par dégoût, par révolte, par horreur. Mais quelle différence dans leur liberté, et dans l'attitude du pouvoir à leur égard ! À Genève, les indépendants français sont pauvres, isolés, persécutés, en butte à la malveillance de leur gouvernement et du gouvernement genevois (ou plutôt de l'opinion genevoise qui le mène). À Zurich, les indépendants allemands sont riches, touchent de gras honoraires pour leurs écrits de révolte, passent une partie de

leur temps aux cafés esthètes, sont surveillés, protégés, enveloppés par leur gouvernement.

Des hommes d'une extrême habilité [...] font le tampon entre ces cerveaux brûlés et le monde extérieur; ils entourent d'ouate leurs gestes de révolte; au lieu de persécuter, ou de les fuir, comme nos fonctionnaires d'ambassade et de consulats (depuis trois ans et demi, aucun d'eux ne m'a spontanément donné signe d'estime ou de vie, même quand j'ai reçu le prix Nobel: ils m'ont traité en étranger!), ils vont au-devant d'eux, ils leur tendent la main, ils feignent de les approuver. [...] En un mot, ils les compromettent! On finit par ne plus savoir très bien si l'indépendant est d'accord avec l'officiel; et l'indépendant lui-même le sait à peine; il veut être libre, il ne parvient pas à l'être, à se démailloter de cette bienveillance rusée, plus dangereuse que l'hostilité franche. [...]

Tous ces libres allemands ont en eux l'étoffe d'hommes d'affaires. Comment se décideraient-ils à rompre des chaînes si habilement entrelacées de fleurs, de saucisses et de billets de banque? Rien de brutalement offert, de la main à la main. Le pouvoir est gentleman: il se contente de veiller paternellement sur ses enfants terribles. [...] Mais sait-on jamais qui se dissimule derrière? Et en fin de compte, tel qui a conclu pour ses œuvres un marché avantageux et honorable peut découvrir, quelques mois après, que le marchand était un homme de paille, et que l'argent vient de l'État, de l'État qu'il combat...¹¹⁰

Cette longue note de Rolland est faite suite à une rencontre avec Stefan Zweig. L'écrivain autrichien séjourne alors en Suisse pour assister à Zurich à la première de son drame biblique *Jeremias*, une charge antiguerre. Même si Zweig revendique auprès de Rolland son indépendance vis-à-vis du pouvoir, sa présence à Zurich n'est possible que grâce à son engagement au sein de la Division de presse du Ministère autrichien des affaires étrangères. Libéré du service militaire, Zweig travaille officiellement pour le compte de la *Neue Freie Presse* en Suisse¹¹¹. Lorsque l'Autrichien donne une soirée de lecture en compagnie du pacifiste français Pierre Jean Jouve au cercle de lecture de Hottingen, les consuls allemand et autrichien s'empressent d'y assister. «Comme ils nous mettent en danger! Il est terrible ce réseau qui nous entoure, lourd et léger. Le piège éternel»¹¹², relève alors Zweig dans son journal. Questionné par Rolland sur la probité de Rascher, l'écrivain autrichien donne

d'ailleurs une réponse révélatrice de l'opacité des conditions de production littéraire du temps de guerre:

[Rascher] est Suisse, pur Suisse et n'appartient à aucune propagande. Mais je ne suis pas sûr (et j'ai même des fortes raisons de le croire) que sa maison (la société) n'ait pas aussi de l'argent étranger. *Sûrement pas* l'argent du gouvernement allemand mais de l'argent des gens d'Allemagne et on ne sait jamais exactement qui sont ces actionnaires. [...] Au départ, le fait que Latzko et [Leonard] Franck ont paru chez lui m'a donné une foi absolue. Mais dès que j'ai vu paraître la traduction de Latzko chez Wyss, le propagandiste *allemand* (!!!), je n'ai plus eu confiance absolue en personne.¹¹³

La position opportuniste et ambivalente de Paul Cassirer est loin d'être une exception au sein de la nébuleuse d'intellectuels et d'artistes qui gravitent autour du comte Kessler. L'inflation du personnel dépêché en Suisse alimente les suspicions et crée des jalousies. La femme de Cassirer, la célèbre comédienne Tilla Durieux, participe par exemple à une soirée de lectures pacifistes organisée par la maison Rascher à Zurich. Dénoncée par le périodique allemand *Die Wahrheit*, l'affaire est étouffée par le comte Kessler¹¹⁴. Ce dernier possède effectivement une grande marge de manœuvre au sein de la légation. Il adresse directement des demandes de congé pour les artistes dont il a besoin, sans avoir à passer par la voie hiérarchique. Berlin ne met un terme à cette pratique qu'en juin 1918¹¹⁵. L'autonomie financière de Kessler et les coûts immenses de son action ont pourtant posé problème dès l'été 1917, lors du premier renouvellement de son budget. Le flou comptable de la division K étonne les autorités impériales, mais le budget demandé pour la deuxième saison 1917-1918, soit 3,2 millions de marks, est finalement accepté¹¹⁶. Malgré les critiques et les réprobations, le Reich continue alors à croire en la nécessité de son action artistique. D'ailleurs, l'expérience suisse sert de modèle pour une extension internationale, auprès d'autres pays neutres, aux Pays-Bas ou en Scandinavie, dans les zones occupées et même au sein de pays alliés à l'Allemagne, comme la Hongrie ou dans les Balkans.

LA SÉCESSION AUSTRO-HONGROISE

L'histoire du combat artistique marque une césure dans les rapports de coopération des propagandes austro-allemandes. Jusqu'en 1917, la propagande austro-hongroise s'est développée dans l'ombre de sa grande alliée allemande. Une seule action originale peut être mise à son crédit. En mai 1916, des images de guerre sont exposées à la galerie artistique Wolfsberg à Zurich. Ulrich Wille visite cette exposition de plus de 500 peintures et dessins originaux, présentés aux côtés d'objets militaires¹¹⁷. Dans le *Journal militaire suisse*, le professeur d'histoire de l'art Konrad Escher publie un compte rendu dithyrambique de l'exposition et ne relève pas le caractère politique de l'entreprise¹¹⁸. Quant à Hans Trog, journaliste de la *Neue Zürcher Zeitung*, il rédige le texte d'introduction du catalogue. Ce responsable écouté du «*Feuilleton*» de la feuille zurichoise loue «l'objectivité» avec laquelle les peintres autrichiens ont travaillé, refusant une vision héroïque de la guerre et ne diabolisant pas leurs adversaires¹¹⁹. Initiée ouvertement par le Kriegspressequartier, l'exposition est par la suite montrée à Berne, dans le salon d'art de Ferdinand Wyss, et à Bâle.

Après cette première expérience, l'Autriche lance un dispositif conséquent de propagande artistique en Suisse au printemps 1917. Ce nouvel élan doit être relié au changement de direction politique pris par l'Empire. À la fin de l'année 1916, l'arrivée au pouvoir de Charles I^{er} et de son ministre des Affaires étrangères Ottokar Czernin renforcent l'action du Literarisches Büro, l'institution de propagande étrangère. Son nouveau responsable, Friedrich von Wiesner, décide, le 8 mars 1917, le lancement d'une action par les arts et le cinéma¹²⁰. En Suisse, Vienne joue dès lors sa carte de capitale artistique mondiale. Les Autrichiens sont actifs sur l'ensemble des domaines artistiques. La mode est présentée par les Ateliers Viennois; la musique par le Philharmonique, le Männer-Gesangverein et le Hofoper de Vienne; le théâtre par le Burgtheater, avec notamment la célèbre Hedwig Bleibtreu dans le rôle-titre de Medea; les opérettes par le Theater an der Wien; la peinture avec des œuvres de Klimt ou Kokoschka, entre autres.

L'engagement autrichien est fortement influencé par les réalisations du comte Kessler. En automne 1916, ce dernier se rend à Vienne pour obtenir la collaboration de la Double Monarchie à son plan de *Kulturpropaganda*. Le comte avait notamment rencontré l'écrivain Hugo von Hofmannsthal, avec qui il avait signé

le livret du *Chevalier à la Rose* en 1911, ainsi que la salonnière Berta Zuckerkandl¹²¹. Ces deux fins connaisseurs du monde artistique autrichien sont envoyés en mission en Suisse en 1917. Le Bureau littéraire couvre les frais du voyage de Hofmannsthal, qui donne une série de conférences en Suède, en Allemagne et en Suisse¹²². Quant à la critique d'art Berta Zuckerkandl, elle est chargée de présenter l'artisanat industriel des Wiener Werkstätten à Zurich. Un magasin de confection féminine est installé au centre-ville.

L'arrivée conjointe des artistes allemands et autrichiens redouble le sentiment de concurrence déloyale perçu par les professionnels alémaniques. Mis sous pression, les représentants des Empires centraux se rencontrent pour coordonner leur offre en mars 1917. C'est un échec¹²³. L'alliance militaire n'implique pas d'action commune de propagande auprès des neutres. Kessler aimerait intégrer les manifestations autrichiennes à son organisation, mais Vienne refuse catégoriquement, par peur de voir «l'Autriche devenir la remorque de l'Allemagne»¹²⁴. Avec la préparation de la saison 1917-1918, la rupture est définitivement consommée. Kessler apprend que l'Autriche prévoit une Semaine musicale suisse à Vienne, alors que les Allemands ont déjà lancé leur idée de fête helvétique à Leipzig. «Depuis quelque temps, les Autrichiens copient toute notre propagande culturelle, mais avec une négligence et une désorganisation tout autrichienne»¹²⁵, se plaint Kessler. L'organisation autrichienne se révèle tout de même plus efficiente que celle de l'Allemagne: la Semaine viennoise est organisée en novembre 1917, la fête de Leipzig en septembre 1918 seulement.

Ces tensions entre alliés se retrouvent à l'échelon supérieur, car la politique extérieure de l'Autriche change radicalement avec l'arrivée de Charles I^{er} au pouvoir. Le nouvel empereur ouvre des discussions secrètes pour une paix séparée avec la France. La Suisse fait alors office de principal lieu de contact. Des négociations sont menées, à l'instar de l'action des princes Sixte et François-Xavier de Bourbon-Parme, beaux-frères de l'empereur autrichien, à Neuchâtel, ou des rencontres entre le comte Revertera et le commandant Armand à Fribourg¹²⁶. Diplomatiquement, la Confédération devient un véritable «chaudron de sorcière»¹²⁷, comme l'écrit Harry Kessler suite à un déjeuner au cours duquel les diplomates austro-allemands évoquent ces deux affaires. D'ailleurs, Berta Zuckerkandl, tout comme ses homologues Kessler ou Haguénin,

double elle aussi son travail de propagande par un travail de médiation politique. Elle cherche à entrer en contact avec le ministre français Paul Painlevé par le biais du cercle parisien de sa sœur, Sophie Clemenceau. Les diplomates autrichiens mènent une action semblable. D'après des informations anglaises, le nouveau légat Alexander von Gomirje Musulin, entré en fonction le 24 janvier 1917, et le consul général de Genève, Oskar von Montlong, arrivé en automne, sont en contact étroit avec la France¹²⁸. Romain Rolland est frappé par cette dissonance entre alliés, notant que, côté autrichien, «le pacifisme [...] règne officiellement, partout»¹²⁹.

Deux caractéristiques structurelles relient les dispositifs allemands et autrichiens de propagande. Premièrement, des tensions internes minent les deux institutions. Au sein de la propagande artistique autrichienne, l'écrivain Rudolf Lothar est chargé de l'organisation théâtrale, alors que le libraire et agent Hugo Heller s'occupe des manifestations musicales. Les deux hommes se détestent et cherchent à prendre le dessus sur l'organisation¹³⁰. Deuxièmement, la propagande autrichienne a elle aussi de la peine à contrôler l'action de ses multiples agents. L'écrivain Franz Werfel peut servir d'illustration. Alors actif au Kriegspressequartier, l'artiste expressionniste est enrôlé par l'Autriche pour présenter la première de sa tragédie *Die Troerinnen* à Zurich en janvier 1918, une pièce pourtant interdite en Autriche-Hongrie. Il réalise en parallèle une tournée de douze conférences. L'une d'elles, tenue devant la société socialiste Eintracht de Davos, fait scandale. Werfel y fait l'apologie de la Russie soviétique naissante, alors que la paix de Brest-Litovsk vient tout juste d'être signée, le 3 mars 1918. La mission de Werfel est annulée et l'écrivain est rappelé à Vienne. À son retour en Autriche, Werfel n'est pas inquiet, car l'état-major préfère étouffer une affaire qui l'embarrasse¹³¹.

Au final, les tiraillements des propagandes autrichienne et allemande s'opposent à l'image d'unité affichée par les dispositifs de l'Entente tout au long du conflit. La France, le Royaume-Uni, l'Italie et la Russie se lient dès 1915 pour lancer la *Neue Korrespondenz* à Bâle, avant de mener certaines actions subversives communes contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les États-Unis rejoignent par la suite également cette coalition, notamment dans le cadre de l'action cinématographique. De pareilles collaborations entre Allemands et Autrichiens sont restées très minoritaires, à

l'instar de l'investissement dans *L'Indépendance helvétique* et des engagements présumés dans *La Feuille*. Une anecdote est significative: lors de son voyage d'inspection du printemps 1915, Margarete Gärtner se refuse à rendre compte de sa visite auprès de la légation austro-hongroise, la qualifiant laconiquement d'« inutile »¹³².

NOTES DU CHAPITRE 9

1. Paul Cassirer, « Krieg und Kunst », *Die Weissen Blätter*, septembre 1918, cité dans *Die Geschichte des Basler Kunstvereins und der Kunsthalle Basel, 1839-1988*, Lukas Gloor et al., Bâle: Kunsthalle, 1989, p. 152.
2. L'abondance de la littérature sur le sujet tient principalement au journal détaillé laissé par le comte Kessler. Voir notamment Günter Riederer, « Zwischen Fronteinsatz, Propagandakrieg und Diplomatie – Harry Graf Kessler und sein Tagebuch in der zweiten Hälfte des Ersten Weltkriegs (1916-1918) », *Das Tagebuch 1916-1918*, op. cit., pp. 9-66.
3. Lausanne-Artistique, 6 mai 1916.
4. Rapport de Guy de Pourtalès à Philippe Berthelot, « Six mois de propagande en Suisse, 1^{er} mars 1916-1^{er} septembre 1916 », *Correspondance...*, op. cit., pp. 564 ss.
5. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit., entrée du 11 septembre 1916, p. 74.
6. *Idem*, entrée du 14 septembre 1916, p. 76.
7. BA, R901/71197, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, Zurich, 26 octobre 1916.
8. *Idem*, Roehm p. o. Erich Ludendorff (chef d'état-major général des armées en campagne) à l'AA, Pless, 8 novembre 1916.
9. *Idem*, Direction de la NA à la division IIIa et au consul général Fritz Thiel, Berlin, 15 novembre 1916.
10. *Idem*, Hilmar von dem Bussche-Haddenhausen à Gisbert von Romberg, Berlin, 18 novembre 1916.
11. *Idem*, Décret du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Gottlieb von Jagow, Berlin, 18 novembre 1916.
12. BA, R901/71183, AA à l'Oberbürgermeister de la Ville de Leipzig, Berlin, 2 octobre 1916.
13. BA, R901/71197, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, Zurich, 26 octobre 1916.
14. Karl Hänggi, op. cit., p. 2.
15. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit., entrée du 15 janvier 1917, p. 135.
16. *Idem*, entrée du 16 septembre 1916, p. 78.
17. BA, R901/71197, Karl Franken au chancelier impérial, Consulat de Lugano, 8 janvier 1917. Voir Museum für Gestaltung (Zurich), Plakatsammlung, N° 50-0045.
18. Alexandre Kostka, « Harry Kessler et la propagande culturelle allemande en Suisse », op. cit., p. 105.
19. BA, R901/71198, Plainte d'Eugen von Bergen au ministre de l'Intérieur, Commandement supérieur dans les Marches, 3 juillet 1917.
20. PA, Bern 1376, Harry Kessler au chancelier Michaelis, [Berne], 20 octobre 1917.
21. Cité par Edmund Stalder, « Max Reinhardt und die Schweiz », *Max Reinhardt in Europa*, Edda Leisler et al., Salzbourg: Otto Müller, 1973, p. 226.
22. BA, R901/71183, vice-consul Saunier au Ministère de la guerre, Berlin, 6 décembre 1917.
23. BA, R901/71197, Harry Kessler à Wilhelm von Radowitz, Berlin, 18 avril 1917.
24. Guido Frei, *Das Zürcher Stadttheater unter der Direktion Alfred Reuckers 1901-1921*, Innsbruck: Felizian Rauch, 1951, p. 133.
25. PA, Bern 1376, Légation impériale au directeur de la douane suisse, Berne, 15 novembre 1916.
26. BA, R901/72525, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 14 novembre 1916.
27. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit., entrée du 20 novembre 1916, p. 112.
28. *Idem*, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, Berne, 28 novembre 1916, pp. 115-116.

29. *Frankfurter Zeitung*, 25 novembre 1916.
30. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 22 novembre 1916, p. 112.
31. *Idem*. Gerhard von Scharnhorst (1755-1813) est un général prussien dont la réforme militaire est restée célèbre.
32. *Idem*, 21 janvier 1917.
33. *Berner Tagblatt*, 20 novembre 1916.
34. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 22 janvier 1917, p. 137.
35. BA, R901/72525, Harry Kessler à Paul Eger, 7 juillet 1917.
36. *Neue Zürcher Zeitung*, «Wirtschaftliche Chauvinismus oder volkswirtschaftliche Selbstbehauptung?», 26 juillet 1917.
37. Reproduit par le *Zürcher Post* du 18 juillet 1917.
38. Remarque de Guy de Pourtalès dans son *Carnet de guerre* du 27 mars 1917, citée dans Guy de Pourtalès, *Correspondance...*, *op. cit.*, p. 424.
39. Guy de Pourtalès à Philippe Berthelot, 1^{er} février 1917, cité par Pascal Bongard, *op. cit.*, p. 190.
40. BA, R901/72653, Rapport de la ZFA, Berlin, novembre 1914.
41. Peter Stadler, *Robert Faesi und Jakob Bühler, kulturpolitisches Doppelprofil zweier literarischer Zeitgenossen*, Zurich: Beer, 1995, p. 22.
42. BA, R901/71197, Rapport de Harry Kessler sur la discussion en présence de Hermann Blocher, de Paul Speiser et du D^r Koehlin (président de la Société du Casino), Bâle, 27 mars 1917.
43. «Die fremden Gastspiele und das Kunstleben der Schweiz», *Der Bund*, 13 juin 1917.
44. BA, R901/71182, Harry Kessler à la NA, Berne, 13 juillet 1917.
45. BA, R901/71226, Firme Adolph Fürstner à Intergast, Berlin, 29 octobre 1917.
46. BA, R901/71197, Intergast à la NA, Berlin, 8 septembre 1917, contrat avec la Theater AG à Zurich. Cette société gère à la fois le théâtre municipal (l'opéra actuel) et le Pfauentheater (Schauspielhaus aujourd'hui).
47. BA, R901/71199, Contrat entre Adolf Fürstner et l'Association de l'orchestre de Berne, [septembre 1917].
48. Max U. Balsiger, *Der Bernische Orchesterverein (1877-1979) und seine Bedeutung für Berns Kulturleben*, Berne: Musikverlag Müller & Schade, 1999, p. 36.
49. Voir les propos d'Édouard Combe dans la *Semaine littéraire* du 13 octobre 1917, cités par Max Ulrich Balsiger, *op. cit.*, p. 43.
50. Gian Bundi, «Musik und Weltkrieg», in Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz...*, *op. cit.*, vol. 2, p. 344.
51. BA, R901/71199, Wilhelm von Radowitz à Harry Kessler, Berlin, 30 octobre 1917.
52. BA, R901/71183, Karl Pistor à Adolf Reucker, Berlin, 14 janvier 1918.
53. PA, Bern 1378, Erhard Deutelmöser à Harry Kessler, [décembre 1917].
54. BA, R901/72525, Harry Kessler à Paul Eger, Berne, 19 juillet 1917.
55. BA, R901/71195, Karl Pistor à Paul Eger, Berlin, 15 septembre 1917.
56. Tous les détails de cette tournée se trouvent dans: BA, R901/72720, Aufführung Pfitzners Palestrina in der Schweiz, 1917-1919.
57. Alexis Schwarzenbach, *Annemarie Schwarzenbach...*, *op. cit.*, pp. 115-116. Harry Kessler s'était d'ailleurs déjà rendu à Bocken, le lieu de résidence de Renée Schwarzenbach.
58. BA, R901/71199, Comptabilité générale, 1917-1918.
59. *Zürcher Post*, 24 et 26 septembre 1918. Concernant cet événement, consulter la cote R901/71230, Schweizer Musikfest in Leipziger, Jul.-Sep. 1918.
60. BA, R901/71226, Harry Kessler à Wilhelm von Stumm, Berne, 28 août 1918.
61. BA, R901/71230, Leipziger Illustrierter Zeitung, N° 3927.
62. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 16 septembre 1918, pp. 545-546.
63. *Tribune de Lausanne*, 12 juillet 1917.
64. *Berner Intelligenzblatt*, 10 juillet 1917; *Feuille d'Avis de Lausanne*, 14 juillet 1917.
65. *L'Express*, 10 juillet 1917.
66. BA, R901/71183, Rapport du D^r Ernst Jäckh sur son voyage en Suisse, Berlin, 30 octobre 1916.
67. Sur l'histoire du Werkbund en Suisse, voir Thomas Gnägi *et al.*, *Gestaltung, Werk, Gesellschaft. 100 Jahre Schweizerischer Werkbund SWB*, Zurich: Scheidegger & Spiess, 2013.
68. BA, R901/71197, Division pour les Numéros spéciaux à la NA, sl., 1^{er} mars 1917.
69. *Berner Intelligenzblatt*, 15 avril 1917.

70. BA, R901/71198, chancelier impérial à Gisbert von Romberg, Berlin, 26 mai 1917.
71. *Idem*, Contrat entre Intergast et la Verband der Damenmode und ihrer Industrie zu Berlin E.V., Berlin, 26 juin 1917.
72. Edgar Junod, «L'infiltration allemande», *Gazette de Lausanne*, 8 juin 1917. Edgar Junod s'apprête à reprendre la rédaction en chef de la *Tribune de Genève*, devenant l'homme de main de Guy de Pourtales et des Français. Il est tenu informé des coûts de l'exposition allemande et annonce la somme de 150 000 fr.
73. *L'Épicier suisse*, numéro de juillet 1917.
74. BA, R901/71198, Séance à l'AA entre Deutelmoser, Kessler, Jäckh et Haas-Heye, Berlin, 6 juin 1917.
75. *Schweizer Büchermarkt*, 11 juillet 1917.
76. Paul Perret, «L'exposition du Werkbund allemand», *L'Œuvre*, N° 2, 1917, pp. 10-12.
77. AFS, E2001(A), vol. 1413, capitaine Fischer (Police de sûreté) à la Direction de la police de la Ville de Berne, Berne, 27 septembre 1917.
78. «La propagande allemande en Suisse», *L'Express*, 15 septembre 1917.
79. PA, Bern 1374, Rapport d'Harry Kessler, Berne, 3 octobre 1917.
80. «Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la participation de la Confédération aux efforts pour le développement des arts appliqués (arts décoratifs et industriels) du 9 juin 1917», *Feuille fédérale*, vol. 3, N° 24, 1917, p. 409.
81. BA, R901/71892, *Frankfurter Zeitung*, 15 novembre 1917.
82. *Neue Zürcher Zeitung*, 14 octobre 1917, cité par Thomas Gnägi *et al.*, *op. cit.*, p. 126.
83. Voir la critique positive de l'exposition dans *Das Werk*, novembre 1916.
84. Lukas Gloor, «Kunst als Propaganda im Ersten Weltkrieg», Carl Montag als «Ambassadeur de l'art français», in *Carl Montag: Maler und Kunstvermittler, 1880-1956*, Baden: Stiftung Langmatt, 1992, pp. 19-26.
85. Alexandre Kostka, «La modernité tronquée? Quelques aspects de la propagande culturelle allemande en Suisse», *20/21 siècles, cahiers du Centre Pierre Francastel*, N° 4, hiver 2006-2007, pp. 49 ss.
86. *Neue Zürcher Zeitung*, 21 août 1917; *Bund*, 24 août 1917; BA, R901/71197, J. Schertlin et J. Wartmann (Zürcher Kunstgesellschaft) à Harry Kessler, slnd.
87. *Das Werk*, août 1917.
88. BA, R901/72820, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 25 mars 1918.
89. Alexandre Kostka, «La modernité tronquée?...», *op. cit.*, p. 54.
90. Raoul Nicolas, *op. cit.*, p. 373.
91. Paul Cassirer, «Krieg und Kunst», *Die Weissen Blätter*, sept. 1918, cité dans *Die Geschichte des Basler Kunstvereins...*, *op. cit.*, p. 152.
92. BA, R901/72820, Gisbert von Romberg au chancelier Michaelis, Berne, 4 septembre 1917.
93. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 15 décembre 1917, p. 1377.
94. BA, R901/71197, Erhard Deutelmoser au Commandement général adjoint du 3^e Corps d'armée, Berlin, 10 janvier 1917.
95. Christian Kennert, *Paul Cassirer und sein Kreis, Ein Berliner Wegbereiter der Moderne*, Francfort: Peter Lang, 1996, p. 128.
96. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 15 décembre 1917, p. 1377.
97. BA, R901/71937, Directeur de la Königliche National-Galerie (Mackowsky) au ministre des Affaires ecclésiastiques et de la formation, Berlin, 15 août 1918.
98. Les détails se trouvent dans: BA, R901/71191, Bilderausstellung in der Schweiz, Paul Cassirer, février-décembre 1918.
99. BA, R901/72820, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 17 mars 1918.
100. Voir la cote BA, R901/71862, Bibliotheken im neutralen Ausland, 1917-1919.
101. Voir Albert M. Debrunner, «Bücher gegen den Krieg – René Schickeles Europäisches Bibliothek», *Librarium*, N° 2, août 2001, pp. 100-117.
102. BA, R901/71862, Harry Kessler à Kurt Hahn, 29 octobre 1917. Voir aussi les explications postérieures de Cassirer, qualifiées dans une note marginale d'«absurdité!» par un diplomate berlinois: BA, R901/71191, Paul Cassirer à Gisbert von Romberg, Zurich, 8 février 1918.
103. Voir Albert M. Debrunner, *Freunde, es war eine elende Zeit! René Schickele in der Schweiz 1915-1919*, Frauenfeld: Huber, 2004.

104. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 10 avril 1918, p. 351.
105. [Andreas Latzko], *Menschen im Krieg*, Zurich: Rascher & C^{ie}, 1917.
106. Helen Lewis, *Dada turns red. The politics of surrealism*, Édimbourg: Edinburgh University Press, 1990, pp. 1-6.
107. Citée sur le deuxième de couverture de Andréas Latzko, *Les hommes dans la guerre*, trad. par H. Mayor, Berne: Ferd. Wyss, 1918.
108. *Berner Intelligenzblatt*, 25 septembre 1917.
109. Ernst Bloch, *Kampf, nicht Krieg. Politische Schriften, 1917-1919*, Martin Korol (éd.), Francfort: Suhrkamp, 1985, p. 608.
110. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 20 novembre et 15 décembre 1917, pp. 1360 et 1374-1376.
111. Stefan Zweig, *Tagebücher*, Francfort: S. Fischer, 1984, p. 553.
112. Idem, entrée du 12 décembre 1917, p. 289.
113. Lettre de Stefan Zweig à Romain Rolland, Rüschiikon, 8 juin 1918, citée dans *Romain Rolland-Stefan Zweig... op. cit.*, pp. 452-453.
114. BA, R901/71191, Adolf von Montgelas au chancelier impérial, Berne, 8 juin 1918.
115. BA, R901/71183, chancelier impérial à Gisbert von Romberg, Berlin, 22 juin 1918.
116. BA, R901/71197, Wilhelm von Radowitz au secrétaire d'État du Reichsschatzamt, Berlin, 16 juin 1917.
117. Une photographie de l'arrivée de Wille à l'exposition est reproduite dans *Du atlantis*, 1966, p. 670.
118. Konrad Escher, «Kriegsbilder-Ausstellung im Wolfsberg Zürich 2», *Allgemeine schweizerische Militärzeitung*, 15, 1916, pp. 245-247.
119. Hans Trog, cité dans *Kriegsbilderausstellung*, Berne: Ferd. Wyss, 1916, p. 10.
120. Friedrich von Wiesner, «Mémoire sur l'organisation de propagande extérieure», 8 mars 1917 cité par Heinz Lunzer, *Hofmannsthals politische Tätigkeit in den Jahren 1914 bis 1917*, Francfort: Peter Lang, 1981, pp. 221-222.
121. Berta Szeps-Zuckerkindl, *Souvenirs d'un monde disparu, Autriche 1878-1938*, Paris: Calmann-Lévy, 1939, p. 177, citant une entrée de son journal du 18 octobre 1916.
122. Lettre de Hugo von Hoffmannsthal à Leopold von Andrian, Rodaun, 13 octobre 1916, citée dans *Hugo von Hoffmannsthal, Leopold von Andrian, Briefwechsel*, Francfort: Fischer, 1968, p. 241.
123. BA, R901/71183, Note de la ZFA, Berlin, 15 mars 1917.
124. BA, R901/71182, Harry Kessler à l'AA, Berne, 13 juillet 1917.
125. BA, R901/72525, Harry Kessler à Paul Eger, 13 juillet 1917.
126. Voir Michaël Bourlet, «Le deuxième bureau et la diplomatie secrète: les négociations Armand-Revertera de 1917», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, N° 221, 2006, pp. 33-49; Tamara Griesser-Pecar, *Die Mission Sixtus*, Vienne: Amalthea Verlag, 1988.
127. Harry Kessler, *Das Tagebuch, op. cit.*, entrée du 20 avril 1918, pp. 361-364.
128. NAK, CAB 24/18, [Colonel Jones (Intelligence Bureau, Department of Information)], «Memorandum on the present situation», [15 novembre 1917].
129. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 20 novembre 1917, p. 1359.
130. BA, R901/72525, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, Berne, 21 mars 1917.
131. Voir Peter Becher, «Der Sopran Gottes. Werfels Schweizer Vortragsreise, Januar bis März 1918», *Le monde de Franz Werfel et la morale des nations*, Michel Reffet et al., Berne: Peter Lang, 2000, pp. 214-229.
132. BA, R901/72655, Margarete Gärtner à Fritz Thiel, Zurich, 14 juin 1915.

10. UNE PROPAGANDE POUR LES MASSES

Les images de guerre? Avant tout du bluff. Pour des raisons compréhensibles, seules des images d'idylle nous sont données à voir du front.

Carl Spitteler, 1916¹

Les arts dits mineurs constituent le second niveau d'action de la propagande culturelle allemande. «Le but est d'atteindre toutes les couches de la population suisse, tout en mettant le plus de poids sur les larges masses [*breiten Massen*]»², explique le comte Kessler. Ainsi, dans les deux dernières années de conflit, le grand public n'est plus seulement visé par les images des illustrés et des actualités filmées, mais aussi par les longs métrages du cinématographe et les spectacles de music-hall. L'organisation binaire de la division K est grandement dépendante des intérêts esthétiques propres de Harry Kessler. Si ce dernier s'occupe personnellement des arts majeurs, les arts mineurs sont laissés en sous-traitance à des hommes de confiance. Pour les théâtres de variétés et les cabarets, Kessler engage le Viennois Heinrich Zeller, un directeur de troupe installé jusque-là à Berlin. L'objectif qui lui est fixé à la fin de l'année 1916 consiste à prendre le contrôle de la majorité des scènes alémaniques. Zeller est à la fois un administrateur, un directeur de revue et un prête-nom. Tous les contrats qu'il conclut avec les propriétaires de salles alémaniques sont doublés avec les autorités allemandes par le biais de la société-écran Intergast. La même méthode est employée pour le cinéma par l'intermédiaire de l'agent Hermann Fellner, un producteur berlinois.

AU PETIT THÉÂTRE DE LA GRANDE GUERRE

Dès le printemps 1917, les Allemands s'emparent de la majorité des salles de cabaret et de variétés alémaniques, ce qui leur permet de toucher jusqu'à 25 000 spectateurs par semaine. Ce champ du divertissement léger est défini formellement en juillet 1917 par Richard Otto Frankfurter, son responsable auprès de l'Auwärtiges Amt: «Le théâtre de variétés comprend l'ensemble des arts mineurs parlés (opérettes, théâtre en dialecte ou populaire, cabaret, marionnettes) et les arts mineurs non parlés (que sont la danse, le ballet, les virtuoses de musique, les concerts-peintures, les jeux d'ombres, les athlètes lourds-légers, le dressage, l'équilibrisme, les cartes, la magie, les comiques, le grotesque, etc.).»³

Les Allemands ne se placent donc pas dans la lignée des cabarets littéraires inaugurée par le Chat Noir en 1881, mais bien dans celle du Théâtre des Variétés parisien, du music-hall anglo-saxon ou encore du Tingeltangel allemand. En Suisse alémanique, l'installation définitive de ce type de divertissement, succédant aux cirques itinérants, s'est réalisée au tournant du siècle. Deux théâtres imposants ouvrent leur porte en 1900, le Corso-Theater à Zurich et le Kardinaltheater à Bâle (remplacé par le Kùchlin Varieté-Theater en 1912)⁴. Pour la division K, le théâtre de variétés, lieu de socialisation, de restauration et de fête où il faut voir et être vu, permet d'influer sur les «classes moyennes»⁵. L'architecture imposante du Corso et du Kùchlin symbolise leur caractère d'objet culturel de masse: 3500 spectateurs peuvent par exemple prendre place dans la salle du Kùchlin, 1000 dans le Corso, qui fait aussi office de salle de cinéma⁶.

En 1916, ce que l'on appelle «cabaret» constitue un sous-ensemble du théâtre de variétés. Même s'ils proposent plusieurs numéros chantés ou satiriques, les cabarets sont bien plus destinés à une audience masculine et les soubrettes y occupent le haut de l'affiche. Le public habitué de ces lieux intimistes se compose ainsi majoritairement de «noceurs et de cocottes»⁷, selon les termes de Frankfurter, alors que les théâtres de variétés attirent un spectre social plus large, dont des artisans ou des ouvriers. Ces différentes salles possèdent un fort caractère international et le divertissement léger en Suisse reste un art importé. Surtout, les Allemands n'ont pas sur ces établissements, aussi appelés *Kleinkunstbühne*, la mainmise qu'ils ont sur le théâtre classique et lyrique. Cette absence de suprématie et la renommée entourant

le Paris de Montmartre expliquent l'intérêt des autorités allemandes pour le music-hall alémanique. À Berlin comme à Berne, les propagandistes affirment la nécessité politique de tenir ces scènes pour répondre à l'influence supérieure de la France. « Même la Française la plus ordinaire venant d'une province éloignée apporte aux citoyens et citoyennes suisses l'atmosphère de Paris », se désole Harry Kessler, qui entend « casser l'idée que l'amusement, l'élégance et l'humour ne sont chez eux qu'à Paris »⁸. En l'absence d'une réaction allemande, le comte craint la « francisation » de l'ensemble des scènes alémaniques. Les Allemands engagent ainsi de formidables moyens – plus d'un million de marks en dix-huit mois – dans une optique purement défensive et par anticipation d'un possible engagement adverse. Rien ne prouve, en l'état actuel des recherches, que l'État français contrôlait bel et bien de tels lieux de divertissement. Les historiens qui se sont penchés sur la propagande française en Suisse ne mentionnent pas cet outil particulier⁹. Et seul un article épinglant la « propagande » des tournées de chanteuses françaises, signé par les *Neue Zürcher Nachrichten*, alors sous contrôle allemand, a pu être localisé¹⁰.

À la toute fin de la guerre, Kessler rédige une brochure rétrospective sur les menées culturelles françaises en Suisse. Dans le chapitre consacré aux théâtres de variétés, le comte se contente de préciser que la forte offensive allemande sur les salles alémaniques de premier plan a permis d'étouffer toute velléité de l'Entente, même si les Français restent actifs dans des établissements de seconde zone¹¹. Un seul lieu, le cabaret Luxemburg à Zurich, est cité nommément. Les autres sources allemandes ne sont jamais très disertes sur le mode opératoire précis des Français. Kessler évoque simplement la ponctualité avec laquelle les artistes de l'Entente s'annoncent aux propriétaires de salles, contrairement aux difficultés douanières rencontrées par les artistes des Empires centraux. Deux hypothèses peuvent expliquer les informations lacunaires fournies par les archives allemandes : dans une guerre qui engage tous les moyens disponibles, les propagandistes ont pu voir la main du gouvernement français là où ne se trouvait qu'une domination privée du marché artistique, leur jugement critique ne résistant pas au tourbillon causé par la guerre. Mais une logique opportuniste a peut-être aussi joué : Kessler a-t-il grossi le danger représenté par l'action française pour donner plus de poids à ses propres initiatives ? Misant sur le pouvoir d'attraction sensoriel des

variétés sur les foules, le comte désire à tout prix utiliser le potentiel d'un art qu'il définit, en 1917, comme «hautement nerveux, cérébral, illusionniste»¹². Avant-guerre déjà, Kessler était fasciné par le théâtre de variétés. Après avoir vu la danseuse américaine Ruth St. Denis à Berlin en 1906, il écrivait à son ami autrichien Hugo von Hofmannsthal: «C'est un miracle. J'ai eu la plus forte impression qu'une danse en tant qu'art ait jamais provoquée en moi. Une danse de temple indien, complètement nue, mais dans un habit féerique avec de lourds bijoux en or [...]: beauté animale et mystique [...], déesse asexuée et pourtant femme sexuée.»¹³ La fascination de Kessler fait écho à celle des avant-gardes du début du XX^e siècle pour cette forme moderne d'expression scénique, mélange d'attraction érotique et de goût du scandale. Le futuriste italien E. F. T. Marinetti prônait ainsi, dans un manifeste de 1913, la fin du théâtre bourgeois et son remplacement par *il teatro di varietà*.

UNE ARME INCONTRÔLABLE

En quelques mois, l'Allemagne s'assure le monopole des *Kleinkunstbühnen* alémaniques, à coups de centaines de milliers de francs. Kessler estime qu'au 1^{er} mai 1917, le Reich contrôle la totalité des théâtres de première catégorie¹⁴. Pour les plus petites salles, qui «tolèrent le goût français»¹⁵, des mesures sont prises pour qu'aucune propagande en faveur de l'Entente n'y soit faite. Le point central du dispositif se situe à Zurich, considérée comme la capitale artistique de la Suisse, avec la location du Corso et de son cabaret annexe, le Palais Mascotte, du cabaret Bonbonnière et du théâtre Wintergarten. Les Allemands arrivent même à placer certains de leurs protégés dans le Café de Paris, réputé francophile. Le cas du Stadthalle dans le *Kreis IV* zurichois est particulier: en été 1917, Kessler plaide pour son contrôle dans le but d'y influencer sur les «masses» ouvrières qui utilisent le lieu, notamment pour leurs rassemblements syndicaux. Convaincus de l'importance de l'investissement, les Allemands s'engagent dans une location de cinq années. Le coût d'exploitation est estimé à 50 000 fr. par an et la Stadthalle-Betriebs AG, d'apparence indigène, est mise sur pied¹⁶. Les avocats Fritz Fick et Fritz Ernst Bühlmann, le conseiller national membre de la Commission de neutralité, servent de couverture¹⁷. Du théâtre de variétés et du cinéma sont proposés par le Stadthalle à des prix modiques.

Le réseau allemand s'étend à toute la Suisse alémanique. À Bâle, la division K s'assure le contrôle du Kuchlin Theater et du cabaret Palais Mascotte; à Berne celui du Variété Maulbeerbaum et du cabaret d'été du Schänzli, situé sur les hauteurs. Les Allemands s'engagent aussi dans de plus petites villes, comme Lucerne, Saint-Gall ou encore Interlaken. Cette pénétration des capitaux allemands est facilitée par un contexte économique morose pour les salles de variétés. À la fin de l'année 1916, l'Allemand Karl Kuchlin éprouve notamment des difficultés à s'acquitter de son loyer¹⁸.

Des grands noms des scènes berlinoises (Milda Breiten, Else Wart, Rudolf Nelson) débarquent en Suisse. Des tournées sont organisées par Heinrich Zeller, comme celle du *Miroir déformé*. L'affiche présentant ce spectacle, réalisée par Otto Baumberger, symbolise l'aspect léger et espiègle de ce « Petit théâtre »¹⁹.

Car il n'y a pas véritablement de numéros de propagande pensés expressément pour le public suisse. Ce qui compte, pour les dirigeants allemands, revient à occuper le terrain pour empêcher l'ennemi d'y prendre pied. Cette retenue s'explique aussi par l'aspect formel des soirées: les spectacles comprennent souvent une douzaine de numéros, dont une minorité seulement sont chantés ou parlés et permettraient de faire passer des messages ciblés de propagande. Au-delà de cette limite structurelle, les Allemands font le choix conscient de ne pas proposer au public alémanique des numéros trop offensifs, de peur qu'ils ne deviennent offensants. En automne 1917, suite à une mission d'inspection en Suisse, Richard Frankfurter plaide pour que les chansons et les petites revues satiriques « qui font discrètement passer des idées de propagande »²⁰ soient écrites depuis Berlin, puis introduites insidieusement dans les numéros de variétés. Pour l'Allemand, les cabarets constituent une meilleure plateforme d'influence, mais leur caractère reste trop confidentiel pour satisfaire les besoins de la propagande. Justifiant l'action effectuée jusque-là, Kessler conseille au contraire de poursuivre sur la voie de la prudence. « L'an passé, nous avons d'abord voulu montrer aux Suisses que les variétés allemandes disposaient également de belles femmes et des gags nécessaires, ce qui a été réussi »²¹, explique-t-il. Les idées défensives de Kessler l'emportent et les



tinyurl.com/hseuxew

Cette affiche d'Otto Baumberger annonce la tournée de la troupe d'Heinrich Zeller en 1917.

Allemands comptent agir par une « contamination des consciences »²². Le théâtre léger de la propagande allemande n'est pas un théâtre *de* propagande.

Pour s'assurer contre tout débordement, une censure préventive est mise sur pied depuis Berlin. Tout conférencier allemand chargé de la présentation des numéros doit soumettre son texte à la direction d'Interkast et aux autorités militaires avant de se rendre en Suisse. Le caractère inoffensif de la *Variétépropaganda* ressort également des contrats d'engagement. Toute « production de politique nationale »²³ y est interdite. Les contrats insistent en revanche sur la nécessité pour les artistes féminines de changer de toilette de scène toutes les deux semaines. Les exigences particulières du monde des variétés ne s'arrêtent pas là. Comme l'ingérence allemande ne peut apparaître au grand jour, Zeller a la possibilité d'engager des artistes en provenance de pays ennemis pour donner à ses revues, « périodiquement », une apparence cosmopolite. Une condition est toutefois ajoutée : ces numéros d'artistes de l'Entente doivent être de moins bonne qualité que les numéros proposés par les artistes des Puissances centrales. Un autre artifice consiste à faire jouer des artistes allemands sous des noms à consonance étrangère, probablement pour les numéros non parlés. Si Zeller se fournit auprès des contingents allemands pour ses conférenciers et ses chanteurs, il enrôle aussi des artistes des pays alliés aux Allemands, surtout des soubrettes autrichiennes, des Bulgares et des Turcs, mais aussi des ressortissants de pays neutres. Vu la rareté des artistes suisses à disposition, la propagande allemande ne peut les utiliser en couverture²⁴.

Des critiques ne tardent pas à surgir à l'interne contre Zeller et ses programmes, car l'action de propagande n'est pas aussi apolitique et discrète que désiré. En mars 1917, la police criminelle berlinoise enquête sur demande du contre-espionnage sur la personnalité de Heinrich Zeller. Un agent l'a entendu chanter *La Marseillaise* dans le cabaret zurichois Bonbonnière²⁵. Un mois plus tard, une plainte officielle émane de la section politique de l'état-major allemand. Les militaires s'étonnent que de l'argent soit injecté dans les cabarets suisses, estimant que « la direction du Reich devrait avoir plus important à faire »²⁶. Zeller a en outre déclaré ouvertement qu'il travaillait pour le compte de la propagande allemande, précisant que les coûts ne jouaient aucun rôle. Le subventionnement généreux des scènes helvétiques se fait d'ailleurs

directement sentir sur le marché allemand. Un agent berlinois se plaint de devoir s'aligner sur les primes « exorbitantes » offertes en Suisse. L'humoriste Paul Steinitz pouvait prétendre à 1000 fr. suisses auparavant, alors qu'il gagne désormais pas moins de 3000 fr. par mois. Or Steinitz épingle ouvertement la cherté de la vie et le manque de nourriture outre-Rhin dans ses numéros. Les autorités militaires goûtent peu à la franchise de ces déclarations. Elles s'en prennent à la mauvaise réputation de Zeller, dont les troupes se composeraient majoritairement de piètres danseuses, de « dames vraiment très douteuses » devant surtout pousser les clients à la consommation.

Contacté, Kessler se contente de couvrir totalement l'action de Zeller, estimant qu'il remplit parfaitement la tâche qu'on lui a donnée. Le décalage de jugement est total : le comte propose en octobre 1917 à l'*Auswärtiges Amt* d'honorer Zeller du titre de « *Königlich Preussischen Kommissionsrats* »²⁷. Zeller bénéficie d'ailleurs d'un train de vie plus qu'honorable pour un cabarettiste. Il loge à l'hôtel Savoy à Zurich, sur la Paradeplatz. Son salaire annuel est de 45 600 fr., ce qui le situe au-dessus des revenus de la classe moyenne. Le contraste est marqué avec les autres artistes de variétés actifs sur les scènes helvétiques durant la guerre. L'expérience du dadaïste Hugo Ball, homme à tout faire de la troupe Flamingo en 1915-1916, est proche de la misère, comme il le relate dans son roman *Flametti*²⁸.

En automne 1917, les autorités suisses relèvent à leur tour que Zeller travaille ouvertement pour le compte de l'Allemagne²⁹. Malgré la volonté de ne pas faire de propagande offensive, certains numéros présentés sont détournés par les artistes dans un sens défavorable à la cause allemande. En décembre 1917, une chanson du cabarettiste Theo Körner tourne Guillaume II en ridicule. Kessler se fait durement remettre à l'ordre par l'attaché militaire : « Si on ne peut déjà pas venir devant le peuple suisse avec des caricatures, alors que penser d'une telle saleté ? »³⁰ Kessler tente de justifier cet écart, expliquant qu'il s'agit d'un malentendu et que l'artiste s'est moqué des Français de 1870 et non des Allemands de 1914. Signe de la faute probable commise par Körner, Kessler craint cependant qu'une justification officielle n'entraîne pour l'artiste de sérieux problèmes avec l'autorité militaire à son retour en Allemagne³¹. L'effet le plus inattendu de la compromission de l'entreprise provient finalement de la nationalité de Heinrich

Zeller. Ce dernier étant Autrichien, la majorité du public zurichois considère que ses spectacles sont une émanation de la propagande austro-hongroise³².

LA GUERRE DANS LES SALLES OBSCURES

L'intervention de la propagande allemande dans les salles obscures helvétiques n'intervient qu'en 1916, suite à la « militarisation »³³ du cinéma. Avec le Bild- und Filmamt (BUFA), le 3^e OHL entend faire usage des potentialités d'influence du cinéma sur les masses. En automne 1916, à la demande d'Erich Ludendorff, des films « artistiques » sont préparés sur le thème de la guerre pour démontrer la solidité économique de l'Allemagne. Le quartier-maître général insiste pour que les messages allemands pénètrent les salles de cinéma suisses, danoises et hollandaises, même dans les « coins les plus reculés »³⁴. En Suisse, les milieux bourgeois reconnaissent alors pleinement le pouvoir mobilisateur de ce nouveau médium. Des craintes sont présentes, comme celles du greffier du Tribunal fédéral, pour qui le public des salles représente les « classes les moins cultivées » de la société, « celles qui naguère se repaissaient de romans-feuilletons et se délectaient aux mélodrames »³⁵. Quant à Joseph Lang, directeur d'une entreprise de production cinématographique à Zurich, il déplore la prise en otage des salles suisses par les propagandes en indiquant que « le cinéma est capable d'agir sur les grandes masses [*grossen Massen*] de façon similaire à un journal ! »³⁶.

Sur le plan pratique, l'Allemagne reprend la tactique utilisée pour les théâtres de variétés. Un flot ininterrompu de capitaux lui permet de prendre le contrôle d'une part conséquente de l'offre des salles alémaniques dans le courant de l'année 1917. Ces manœuvres donnent lieu à une réplique massive de la part de l'Entente, aidée alors par l'entrée en scène de la puissance américaine. Mélange de divertissement et d'information, apparu pour la première fois en Suisse lors de l'Exposition nationale de Genève en 1896, le cinéma a déjà été mobilisé à des fins politiques lors des guerres balkaniques. Son utilisation atteint cependant une ampleur inédite au cours de la Première Guerre mondiale. En Suisse, l'industrie du film est en plein développement, alors que les premières salles viennent de se sédentariser. Le pays compte 80 salles en 1911, 200 en 1921³⁷. Au début de la guerre, la plupart

des cantons disposent de salles permanentes et les représentations sont classifiées selon différents genres distincts, comme les drames, les vues scientifiques, les actualités... Phénomène avant tout urbain, le cinéma attire les foules: le Lumen à Lausanne peut accueillir 900 spectateurs, l'Orient à Zurich 700. Ces premiers lieux affichent un luxe ostentatoire qui témoigne de la recherche de respectabilité d'un art en plein essor. Parallèlement à l'ouverture de grandes salles, la branche helvétique se structure dans les années 1910, avec la création en 1911 de la revue *Kinema* et les premières sociétés de distribution des films. Les professionnels établis en Suisse dépendent cependant grandement de l'offre étrangère, menée alors par les firmes Pathé et Gaumont, qui disposent de succursales à Zurich.

Avec la guerre, les salles suisses ne subissent qu'un rapide temps d'arrêt. À Bâle par exemple, le Fata Morgana rouvre ses portes dès le 16 août 1914³⁸. Le Conseil d'État s'en plaint, mais le Conseil fédéral refuse d'entrer en matière. Les joies du cinéma ne sont pas retirées au public suisse au temps de la mobilisation. Sur le plan des institutions de propagande, la France et l'Autriche sont les deux premiers États à engager une lutte sur les écrans. Vienne installe son agent Erwin Janischfeld en Suisse dès la fin de l'année 1915 et vise avant tout les cinémas tessinois³⁹. Son activité reste, jusqu'en 1918, très limitée, car le matériel reçu n'est pas à la hauteur des attentes. Quant à la propagande française, elle dépêche une mission en Suisse en février 1916. L'agent Robert Kastor, un spécialiste de la branche, s'installe à Berne pour le compte de la Chambre syndicale française de cinéma, prête-nom des intérêts du Service cinématographique de l'armée⁴⁰. Kastor peut profiter des liens étroits tissés dès l'avant-guerre entre les salles romandes et les investisseurs français. S'il parvient à placer des films français sur les écrans alémaniques, Kastor relève malgré tout une différence de réception entre les parties linguistiques. Les films français sont projetés sans retouche en Suisse romande, ce qui n'est pas le cas en Suisse alémanique⁴¹.

Dès son lancement, la division Kessler s'active dans le domaine des salles obscures. Elle enrôle un spécialiste allemand, Hermann Flegenheimer, dit Fellner, âgé de 39 ans et actif avant-guerre à Berlin en tant que producteur⁴². Le plan de Kessler passe par le contrôle de la location des bobines et des salles. L'Allemagne espère dicter l'offre des cinémas alémaniques tout en influant sur

les programmes présentés en Suisse romande. Pathé et Gaumont jouissent alors de la meilleure position pour la distribution des films en Suisse, tandis qu'une douzaine de petits loueurs se partagent le reste du marché. Une première société-écran est mise sur pied le 8 décembre 1916. Rachetée par Fellner, l'entreprise d'un loueur suisse devient la Max Stoehr Kunstfilm AG⁴³.

Ce plan est complété par l'acquisition progressive d'un solide réseau de salles, géré à partir de mai 1917 par la nouvelle Lichtspiele AG à Zurich, dont le capital est de 200 000 fr.⁴⁴ L'idée initiale d'une offre de cinéma itinérant touchant les milieux paysans et les petites villes est en revanche abandonnée. Dans un premier temps, l'Allemagne achète le cinéma Zentral à Zurich et loue les cinémas Roland à Zurich, Appolo à Lucerne et Union à Saint-Gall⁴⁵.

Cette première structure est complétée lors de la saison 1917-1918 par la prise de contrôle de la firme lucernoise Christian Karg, qui devient pour 250 000 fr. une seconde société de distribution en mains allemandes. Six salles s'ajoutent alors au réseau allemand (l'Eden et le Radium à Zurich, le Flora et le Renomma à Lucerne, les Elektrische Lichtbühne à Saint-Gall et l'American à Genève). Trois salles bâloises passent également sous la coupe allemande (le Greifen, l'Odeon et le Central)⁴⁶. Ce développement permet à l'Allemagne, d'après Kessler, «d'atteindre une position de quasi-monopole en Suisse allemande»⁴⁷. Seules les négociations entamées avec Hipleh-Walt à Berne pour l'achat du Saint-Gothard échouent, malgré les 150 000 fr. que l'Auswärtiges Amt est prêt à débloquer. À la fin de l'année 1917, le Département politique estime que le Reich possède les deux tiers de l'offre helvétique⁴⁸. Joseph Lang critique cette ingérence économique dans une lettre



Cette publicité pour la société Max Stoehr, dont le siège a été déplacé à Zurich, représente la star allemande Henny Porten.

adressée au DPF: «Germanisation partout, par tous les moyens. L'argent ne joue pour ces gens absolument aucun rôle, comme les films allemands introduits en Suisse [...] sont payés avec de l'argent suisse, ce qui fait que cette propagande n'est pas seulement gratuite, mais rapporte de l'argent.»⁴⁹

TENSIONS INTERNES ENTRE BERNE ET BERLIN

Efficace en apparence, le contrôle logistique de l'offre des cinémas souffre cependant des fortes

tensions entre la légation bernoise et la BUFA berlinoise. En mai 1917, un rapport de la BUFA s'en prend au trop grand laxisme de Kessler et met en cause la probité de Fellner⁵⁰. Sa qualité de directeur artistique de la Nordische Filmgesellschaft est critiquée. L'état-major est persuadé que cette entreprise danoise, alors leader de l'industrie cinématographique en Allemagne, travaille à l'extension de l'influence de l'Entente dans les cinémas européens. Son directeur, l'Allemand David Oliver, est contraint de défendre systématiquement les buts patriotiques de son entreprise⁵¹. Oliver est un poids lourd sur le marché allemand. Il produit 48 films en 1916, 72 en 1917 et 50 en 1918. Il n'est pas impossible que les critiques des militaires couvrent en réalité de puissants intérêts économiques. Le champ cinématographique allemand est alors la proie d'une véritable foire d'empoigne. La BUFA a rapidement été concurrencée par une création privée de capitalistes allemands, la Deutsche Lichtbildgesellschaft, dont la fondation est acceptée par l'Auswärtiges Amt le 18 novembre 1916⁵². Alfred Hugenberg, le président du directoire de la société Krupp, y siège. Instrument de l'industrie lourde allemande de la Ruhr, l'initiative est parallèle aux plans de politique culturelle privée lancés avec le Deutsche Überseedienst GmbH et l'Allgemeine Anzeigen GmbH⁵³. La rivalité entre la BUFA et la Deutsche Lichtbildgesellschaft provoque une certaine immobilité du système. Une autre grande entreprise est alors mise sur pied par l'état-major. Le 18 décembre 1917, l'entreprise UFA (Universal Film Aktiengesellschaft) est créée avec un capital confortable de 25 millions de marks⁵⁴. Placé sous le contrôle de l'Empire, son directoire se compose de capitalistes prussiens, tels Emil Georg Strauss de la Deutsche Bank ou Wilhelm Cuno de l'HAPAG. L'UFA représente les intérêts des principales entreprises allemandes, comme le groupe Messter ou la Nordische Filmgesellschaft. Elle entraîne une étatisation partielle de la branche. La nouvelle société contrôle l'offre cinématographique de manière verticale, de la production à la distribution, tout en possédant un important réseau de salles dans les pays neutres. Au printemps 1918, l'UFA impose son autorité sur les structures contrôlées jusque-là par la division Kessler.

Les militaires sont clairement insatisfaits du rendement de l'action cinématographique en Suisse. Or, la légation bernoise s'est aussi plainte des œuvres reçues de la part de l'état-major. Kessler met rapidement en cause la qualité des productions allemandes et

l'avance artistique des longs métrages italiens, français et américains. Le film *Mères françaises*, avec la star Sarah Bernhardt, est cité en contre-exemple⁵⁵. Si la première réalisation d'envergure de la BUFA, *Graf Dohna und seine Möwe*, attire en nombre les spectateurs, son angle thématique est en effet loin de faire l'unanimité. Le film allemand héroïse le torpillage de bateaux ennemis alors que la Suisse est aussi touchée par la réduction des échanges transatlantiques⁵⁶. Une seconde production allemande illustre les problèmes connus par les films de guerre allemands. En 1916, le Royaume-Uni investit énormément dans la documentation de la bataille de la Somme, censée être le tournant de la guerre. Son film *The Battle of the Somme* est alors un événement médiatique aussi bien à Londres qu'au sein des pays neutres. La BUFA réagit et lance sa propre production, *Bei unseren Helden an der Somme*. Ces deux films sont tournés à proximité du feu. Ils s'inscrivent en rupture de la représentation traditionnelle, édulcorée, de la violence de guerre par le cinéma, même si la bataille réelle reste parfaitement invisible⁵⁷. Fatigué par les multiples vues de défilé militaire ou de populations enthousiastes, le public neutre espère voir les combats au plus près. Sur ce plan, les Anglais parviennent à faire du désastre militaire de la Somme un grand succès populaire. *The Battle of the Somme* est le premier film à donner à voir les souffrances des soldats sans diaboliser l'ennemi.

La BUFA, au contraire, échoue dans sa prétention à convaincre le public que son film représente fidèlement la réalité du combat. Il n'y a pas de blessés allemands dans cette bataille, seulement des soldats qui ne cessent d'avancer. La plupart des scènes ont été rejouées loin du feu dans un studio berlinois. Dans certaines prises, les combattants allemands portent un casque à pointe alors que cet équipement a été supprimé au début de l'année 1916.

L'authenticité du film allemand est dès lors mise à mal, puisque la bataille de la Somme débute en juin 1916⁵⁸.

The Battle of the Somme (en français, *L'Offensive anglaise sur la Somme*) fait un véritable carton en Suisse et réunit 75 000 spectateurs. Le British War Office s'est assuré une distribution d'apparence indigène en créant la Société suisse d'exploitation des films à Genève. Présidée par Frederick N. Bates, banquier et propriétaire de



tinyurl.com/gw8a93p

The Battle of the
Somme, 1916 (film).

la *Tribune de Genève*, la société est gérée par Louis Ador, le fils de Gustave Ador⁵⁹. Le désordre interne du dispositif allemand contraste avec le succès anglais et le comte Kessler se plaint de devoir annuler des projections de *Bei unseren Helden an der Somme*, faute de copies disponibles. Face au manque de matériel produit par la BUFA, Fellner doit présenter des films américains, français et italiens dans son réseau de salles⁶⁰. Depuis le début du conflit, l'industrie cinématographique allemande est en retrait, qualitativement et quantitativement, face à ses concurrents franco-britanniques, faute de structures suffisamment développées. Malgré de multiples initiatives publiques, elle ne parvient pas à combler son retard au cours de la guerre⁶¹.

Kessler se soustrait d'ailleurs à l'offre de la BUFA et travaille directement avec l'entreprise privée Bioskop. Son directeur, Lippmann, se rend chaque mois à Berne pour proposer un choix de films à Kessler. Un grand projet de film tourné en Suisse prend également forme. Il est prévu d'utiliser l'expérience que l'Allemagne mène avec l'exposition du Werkbund à Berne pour montrer « indirectement, par une histoire excitante, à quel niveau culturel se situe l'Allemagne »⁶². Le film doit séduire par sa beauté formelle : « Il est important qu'il y ait des comédiens bien habillés pour les rôles principaux, et que de belles femmes soient engagées pour les rôles féminins. [...] Il faut mettre l'accent dans la production sur l'élégance réelle [...]. Il est exclu d'avoir des histoires de fantômes, des choses mythiques et psychologiques. » Les autorités se mettent d'accord sur une série de cinq films. Jamais réalisé, ce projet souligne les attentes esthétiques de Kessler et de ses acolytes. S'ils acceptent une forme de séduction sur le public, celle-ci ne doit pas dégénérer en corruption des mœurs, dans une sorte de *Schundliteratur* imagée. Les plans de Kessler ne semblent pas connaître de limite. Le comte réfléchit aussi à la possibilité de construire une usine de production sur les bords du lac de Zurich pour un coût global de 600 000 fr.⁶³ Cette idée est également abandonnée, un destin qui attend aussi le film *Sammy in Europa*. En 1917, Kessler enrôle à Berlin George Grosz, John Heartfield et son frère Wieland Herzfelde, des artistes de la future avant-garde dadaïste, opposés à la guerre, pour réaliser une production cinématographique. Pour Kessler, il s'agit de tourner rien de moins que le premier film « réellement politique »⁶⁴ de l'histoire. *Sammy in Europa* est un dessin animé qui se moque de l'aide américaine à

l'Entente, présentée comme illusoire. Terminé en été 1918, ce long métrage n'est pas diffusé : l'apport américain aux forces de l'Entente n'est alors plus du tout une source de plaisanterie⁶⁵... Cette action de propagande est pour le moins ambivalente. Le film anti-américain est réalisé par deux artistes, Grosz et Heartfield, qui renient, au cours de la guerre même, leur patronyme allemand (Georg Gross et Helmut Herzfeld) au profit de noms à consonance anglo-saxonne pour exprimer leur rejet du nationalisme allemand.

DES ÉCRANS AUX ENCHÈRES

Le cinéma est une nouvelle illustration de la spirale inflationniste engagée entre les blocs belligérants. En 1918, le service américain du Committee on Public Information (CPI) est le dernier arrivé dans le concert des propagandes en Suisse. Les efforts américains s'amalgament alors aux intérêts franco-britanniques. La position prépondérante occupée par le marché cinématographique américain sur le plan mondial profite grandement à l'Entente. Créé par Charlie Chaplin en 1914, le personnage de Charlot connaît par exemple un succès planétaire. L'acteur d'origine britannique tourne d'ailleurs en septembre 1918 un court métrage de propagande au service des emprunts de guerre américains, intitulé *The Bond*.

La Société suisse d'exploitation des films propose le lancement d'une grande offensive dans les salles alémaniques à Vira B. Whitehouse, l'agent américaine du CPI⁶⁶. Les États-Unis sont persuadés que les salles suisses permettent de toucher, par le bouche-à-oreille, des milliers d'Allemands. Le 1^{er} mai 1918, la Grande-Bretagne et les États-Unis fondent ainsi une nouvelle société à Genève, la Compagnie générale du cinématographe, dotée vraisemblablement d'un capital de 400 000 fr.⁶⁷ Treize actionnaires, dont Frederick Bates et deux membres de Gaumont, siègent au conseil d'administration. Louis Ador est nommé directeur. La France participe probablement à la manœuvre, puisque les maisons Gaumont et Costil de Paris font partie des actionnaires. On retrouve en outre Horace de Pourtalès, le frère de l'écrivain Guy, dans le conseil d'administration. La société renonce à toute exploitation ou location de films, se limitant à la gestion d'une chaîne de salles. « [...] Notre avantage est nettement indiqué à laisser ce domaine entre les mains des puissantes maisons alliées, dont nous sommes les clients »⁶⁸, expliquera la direction.

L'opérateur Christian Karg retourne rapidement sa veste. Il permet à la Compagnie générale de contrôler deux salles zurichoises, l'Olympia et le Sihlbrücke. En août 1918, la société de l'Entente contrôle également, par achat ou par location, l'Excelsior, l'Americain, le Grand Cinéma et le Trianon à Genève, l'Apollo, le Palace, le Royal, le Kork et le Lumen à Lausanne, l'Americain à Saint-Gall, le Central à Berne, sans compter des salles plus modestes à Bex, Payerne, Fribourg, Martigny, Aigle et Saint-Moritz⁶⁹. Un spéculateur de guerre, le journaliste espagnol Fernando Arias, est au cœur de ces opérations. En été 1918, l'Allemagne entre à son tour en négociation avec Arias pour reprendre des cinémas romands, dont le Lumen lausannois. Le 20 septembre 1918, l'UFA projette une mission en Suisse, mais l'armistice met un terme à cette course effrénée.

Au final, les fortes sommes investies par l'Allemagne – environ 650 000 marks pour l'année 1918-1919 – ne permettent pas de dégager un véritable profit. «Les théâtres suisses achetés par l'Auswärtiges Amt n'ont pas été rentables par rapport à leur prix d'achat»⁷⁰, constate amèrement l'UFA à la fin de la guerre. Cherchant à tout prix à se désengager des contrats conclus durant le conflit, la diplomatie allemande relèvera rétrospectivement «l'échec total»⁷¹ de la propagande par le cinéma. La surabondance d'offre a nui à l'ensemble des belligérants, comme le relatera Richard Kiliani, un ancien de la ZFA, en décembre 1919: «Comme la Suisse était déjà totalement inondée par du matériel de propagande, le public ne s'est pas laissé enrôler dans une prise de position politique. Il a plutôt gagné la conviction qu'une telle guerre devait cesser. [...] Les effets des deux propagandes par le film se sont mutuellement annulés.»⁷² En octobre 1916, des soirées de projection du Touring Club de France avaient d'ailleurs donné lieu à une pétition explicite en Suisse romande, publiée par le journal *La Suisse*, pourtant très francophile: «Tous les signataires de la présente sont indignés de la violation de la Belgique. Tous, nous redoutons l'hégémonie allemande comme l'un des plus grands dangers que court actuellement la Suisse. Mais nous savons former nous-mêmes notre opinion et n'avons nul besoin qu'on nous y aide...»⁷³

La géographie de l'action cinématographique recoupe celle des autres vecteurs de propagande. Pour la France comme pour l'Allemagne, le Tessin reste une *terra incognita*. L'agent Fellner avait pourtant mentionné une tentative d'influence sur les cinémas de la

Suisse italienne, mais l'idée est restée dans les tiroirs⁷⁴. L'étude des dispositifs italiens et autrichiens donnerait assurément une autre image de cette bataille sur les écrans. Quant à la Suisse romande, elle reste imperméable aux efforts menés par l'Allemagne. En août 1917 à Genève, une projection privée, destinée à la colonie allemande, du film allemand consacré à la bataille de la Somme provoque notamment une manifestation de protestation. Le carton d'invitation a été opportunément publié par le journal *La Suisse*. À la sortie du film, les quelque 500 spectateurs sont conspués par une foule de plus d'un millier de manifestants. Les forces de l'ordre doivent intervenir⁷⁵. En été 1918, l'absence de films allemands sur les écrans romands contraste avec la pénétration des films produits par l'Entente en Suisse alémanique⁷⁶.

VELLÉITÉS INDIGÈNES

La Confédération n'est pas restée insensible à la problématique de morale publique posée par le cinématographe, même si la responsabilité de la censure est laissée, dans la majeure partie des cas, aux autorités cantonales et communales. Réagissant à la sédentarisation des salles, ces dernières avaient établi des mesures de contrôle à partir de 1909, dans un contexte de réglementation des mœurs⁷⁷. Usant d'un système de censure préventive, les polices cantonales sont donc responsables du blocage des films. Pourtant, la Confédération ne peut ignorer complètement la problématique du cinéma. En novembre 1914, puis en mars 1915, elle insiste auprès des autorités cantonales pour une interdiction des «représentations consacrées à la guerre, qui doivent être qualifiées de bluff sensationnaliste [*Sensationsmache*]»⁷⁸, ou de celles attaquant l'un ou l'autre belligérant. En mai 1915, lorsque le Conseil fédéral charge le Département politique d'un projet de censure renforcée, le cinéma se trouve en première ligne: «Il convient en particulier que ni représentations cinématographiques, ni cortèges démonstratifs, ni conférences abusives, ni écrits haineux n'excitent les passions populaires et ne fassent sortir la Suisse de son rôle qui, outre le soin de sa propre population, est tout de charité pour les belligérants.»⁷⁹

L'ordonnance du 27 juillet 1915 donne alors formellement la responsabilité de la censure cinématographique à la CFCP. La première intervention de cette dernière n'intervient pourtant qu'en février 1917. La police bernoise refuse alors de prendre position à

l'occasion du passage du film italien *Maciste als Alpenjäger* au Volkshaus. La Commission estime que le film est diffusable si une scène lui est retirée. L'Allemagne et l'Autriche contrent cette décision et font pression sur le Département politique⁸⁰. L'affaire remonte même jusqu'au baron Ludwig von Flotow, adjoint du ministre autrichien des Affaires étrangères, mais le DPF est solidaire de la décision prise par la Commission de censure.

L'arrivée des films de propagande étrangers ne modifie pas seulement la perception que les Suisses ont du conflit. Elle inspire également des actions mimétiques aux autorités fédérales. Prenant conscience des capacités mobilisatrices du cinéma, l'état-major commande en 1917 un grand documentaire officiel consacré à la mobilisation. Productrice de petites fictions et d'actualités depuis 1915, la société bâloise Eos-Film est chargée de sa réalisation. Intitulée sobrement *L'Armée suisse*, cette œuvre constitue la toute première initiative des autorités sur les écrans de cinéma. Elle sort en avril 1918 avec des sous-titres en français et en allemand. Présentant les différents corps d'armée au sein d'une nature luxuriante, long de cinquante minutes, *L'Armée suisse* remporte un grand succès public et il faudra attendre la Seconde Guerre mondiale pour que d'autres entreprises de ce genre soient lancées⁸¹.

L'arrivée en masse de capitaux étrangers provoque également des velléités défensives de la part des professionnels suisses de la branche. Peu sont alors capables de régater avec les productions étrangères, mais beaucoup rêvent de l'apparition d'un art national du cinéma. Des tentatives de professionnalisation ont lieu au cours de la guerre. À l'initiative de Joseph Lang, directeur de la nouvelle Iris-Film AG, l'Association cinématographique suisse est fondée en février 1915, suivie par la Coopérative des loueurs de films l'année suivante⁸². En 1917, Lang produit le film *Der Bergführer*, réalisé par Eduard Bienz, le plus ancien long métrage de fiction à être conservé en Suisse⁸³. Célébrant l'espace alpin, ce film est perçu par la revue *Kinema* comme un « instrument de propagande »⁸⁴ nationale envers l'étranger, promouvant la Suisse touristique. *Der Bergführer* s'inscrit dans les projets du nouveau Schweizerische Verkehrsamt, créé par le Conseil fédéral le 16 mars 1917. Ancêtre de l'Office national du tourisme, ce bureau doit notamment promouvoir



tinyurl.com/jobx863

Affiche de
L'Armée suisse.

l'image extérieure de la Suisse par le biais du cinéma. Sorti en janvier 1918, *Der Bergführer* marque un tournant nationaliste dans la culture visuelle de masse en Suisse. D'autres initiatives patriotiques sont lancées dans les deux dernières années de guerre. Une « Journée du Cinéma suisse » se déroule le 30 juillet 1917 et l'année 1918 est marquée par la fondation du Schweizer National-Film à Zurich et d'une école de cinéma à Bâle⁸⁵. Les propagandes étrangères pourraient bien avoir joué un rôle de repoussoir décisif dans cette effervescence du cinéma suisse. Leur action massive a pu favoriser et inspirer les idées de production à caractère national. En témoigne par exemple cet appel de la société Film-Fabrikanten adressé à tous « ceux qui veulent combattre les influences étrangères dans le cinéma et dominer l'étranger lui-même par le modèle suisse »⁸⁶. La revue spécialisée *Kinema* penche elle aussi de plus en plus vers une rhétorique de préférence nationale. Son rédacteur principal n'est autre que l'helvétiste Ernst Utzinger, un spécialiste de la lutte contre l'*Überfremdung* économique⁸⁷. En août 1917, *Kinema* tire les leçons du combat inédit mené par les belligérants sur les écrans. Elle entrevoit l'utilisation du cinématographe pour le compte de la politique économique extérieure du pays dans l'après-guerre en prenant comme exemple une production allemande :

Le film allemand consacré à un sous-marin *Stolz weht die Flagge schwarz-weiss-rot* [est une preuve] de la façon dont le cinéma peut être mis au service de la propagande patriotique. Le fait que les puissances belligérantes concourent à une reconnaissance dans les pays neutres – et cela est aussi une propagande – doit être connu. Plus tard, on passera du domaine de la guerre à celui de l'industrie et de la technique commerciale et on enverra dans le monde des films de propagande qui devront dire : Voyez ce que produit notre industrie, comment travaillent nos usines, nos établissements ! Nous espérons tous que notre Suisse ne restera à cet égard aucunement à la traîne des autres pays. D'où notre parole dès aujourd'hui : occupez-vous de films industriels qui font honneur à la particularité suisse – ils deviendront dans un futur proche de précieux films de propagande. C'est un champ large qui s'ouvre au cinématographe : le cinéma au service de la propagande. Aidons-nous tous [...] pour que nous puissions exister dans le combat pour la suprématie qui se tiendra dans le domaine mercantile après-guerre.⁸⁸

NOTES DU CHAPITRE 10

1. Carl Spitteler, « Meine Bekehrung zum Cinema », *Kinema*, N° 13, 1^{er} avril 1916, p. 4.
2. BAr, R901/71197, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, Zurich, 26 octobre 1916.
3. BAr, R901/71846, Richard Frankfurter, « Kulturpropaganda », slnd., présenté à Erhard Deutelmoser (directeur de la NA) le 12 juillet 1917.
4. Christoph Bignens, *Corso: ein Zürcher Theaterbau 1900 und 1934*, Niederteufen: Arthur Niggli, 1985, p. 33.
5. BAr, R901/71197, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, [Zurich], 26 octobre 1916.
6. BAr, R901/72820, Gisbert von Romberg au chancelier Hertling, Berne, 25 mars 1918.
7. BAr, R901/71846, Richard Frankfurter, Rapport sur les entreprises de variétés en Suisse, [Berlin], [14 juillet 1917].
8. BAr, R901/71197, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, [Zurich], 26 octobre 1916.
9. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, pp. 1191-1201; Pascal Bongard, *op. cit.*
10. *Neue Zürcher Nachrichten*, « Entente-Propaganda », 22 novembre 1916.
11. Voir Harry Graf Kessler, *Feindliche Kunstpropaganda...*, *op. cit.*, p. 36.
12. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 18 novembre 1917, pp. 196-198.
13. Lettre de Harry Kessler à Hugo von Hofmannsthal, Berlin, 29 octobre 1906, citée dans Claudia Balk, Brygida Ochaim, *Variété-Tänzerinnen um 1900: vom Sinnenrausch zur Tanzmoderne*, Francfort: Stroemfeld, 1998, p. 34.
14. BAr, R901/71197, Harry Kessler à Wilhelm von Radowitz, sl., [18 avril 1917].
15. BAr, R901/71846, Rapport de Richard Frankfurter, sl., [14 juillet 1917].
16. PA, Bern 1378, Stadthalle-Betriebs-AG, Statuts de l'assemblée générale constitutive, 27 septembre 1917.
17. BAr, R901/72692, Bureau Fürstner à la division O de la Légation de Berne, Zurich, 20 mars 1919.
18. SKBa, PD-Reg 1, T. 1, 4327, Note du Bureau des autorisations, Bâle, 30 décembre 1916.
19. Museum für Gestaltung (Zurich), N° 80-0140.
20. Voir BAr, R901/71846, Rapport de Richard Frankfurter, sl., [14 juillet 1917].
21. BAr, R901/71846, PV de la séance à l'AA en présence de von Radowitz, Kessler, Frankfurter, Pistor, Otto Fürstner et Johannes Oertel concernant l'entreprise des variétés, Berlin, 5 octobre 1917.
22. Alexandre Kostka, « Sur deux fronts... », *op. cit.*, p. 83.
23. BAr, R901/71846, Contrat entre Intergast et le directeur Heinrich Zeller, Berlin, sans date.
24. *Idem*, PV de la séance à l'AA, concernant l'entreprise des variétés, Berlin, 5 octobre 1917.
25. BAr, R901/71197, Karl Pistor, Note secrète, Berlin, 19 mars 1917.
26. BAr, R901/71198, Section politique de l'état-Major à la NA, Berlin, 6 avril 1917. Ce document est utilisé pour les citations suivantes.
27. BAr, R901/71183, Harry Kessler à Wilhelm von Radowitz, Berlin, 2 octobre 1917.
28. Hugo Ball, *Flametti oder Vom Dandysmus der Armen*, Berlin: Parthas, 2011 [1918].
29. AFS, E27/13893, vol. 1, Document sans en-tête.
30. PA, Bern 1376, Busso von Bismarck à Harry Kessler, Berne, 3 décembre 1917.
31. PA, Bern 1376, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, Berne, 1^{er} décembre 1917.
32. BAr, R901/71846, Richard Frankfurter à Erhard Deutelmoser, Berlin, 5 septembre 1918.
33. Klaus Kreimeier, *op. cit.*, p. 41.
34. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 2 octobre 1916, p. 94.
35. R. Guex, « Le cinématographe et la liberté d'industrie, rapport », *Zeitschrift für Schweizerisches Recht*, 35, 1916, p. 492.
36. AFS, E27/13898, Joseph Lang au DPF, Zurich, 18 décembre 1917.
37. Gianni Haver, Pierre-Emmanuel Jaques, *Le spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, Lausanne: Antipodes, 2003, p. 55. Les informations suivantes sont tirées de cette étude.
38. Paul Meier-Kern, *Verbrecherschule oder Kulturfaktor?: Kino und Film in Basel 1896-1916*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1992, p. 91.

39. AFS, E27/13898, D^r Turnheer (DPF), *Ausländische Filmpropaganda in der Schweiz*, Berne, [11 décembre 1917].
40. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1056 et pp. 1167 ss.
41. Rapport du délégué Robert Kastor, 8 mars 1917, cité par Pascal Bongard, *op. cit.*, p. 196.
42. Kay Weniger, *Lexikon der aus Deutschland und Österreich emigrierten Filmschaffenden 1933 bis 1945*, Hambourg: ACABUS-Verlag, 2011, pp. 169-170.
43. BA, R901/71197, Kessler à l'AA, Berlin, 18 décembre 1916.
44. Idem, Statuts de la Lichtspiele AG du 14 mai 1917.
45. BA, R901/71183, Rapport de Harry Kessler, sl., 24 octobre 1917.
46. PA, Bern 1378, Division Kessler à la NA, Berne, 25 octobre 1917. Cf. Frederick Bates à Vira B. Whitehouse, Genève, 16 février 1918, cité in *Film and propaganda in America*, David Culbert (éd.), vol. 1, New York: Greenwood Press, 1990, p. 376.
47. BA, R901/71183, Harry Kessler, Survol de la réorganisation prévue de notre Konzern cinématographique en Suisse, Berne, 24 octobre 1917.
48. AFS, E27/13898, D^r Turnheer (DPF), *Ausländische Filmpropaganda in der Schweiz*, Berne, [11 décembre 1917].
49. AFS, E27/13898, Joseph Lang au DPF, Zurich, 18 décembre 1917.
50. BA, R901/71198, Rapport de la direction de la BUFA, Berlin, 14 mai 1917.
51. Evelyn Hampicke, « The Danish influence: David Oliver and Nordisk in Germany », in *A second life: German cinema's first decades*, Amsterdam: University Press, 1996, pp. 75-76.
52. Ulrike Oppelt, *Film und Propaganda im Ersten Weltkrieg: Propaganda als Medienrealität im Aktualitäten- und Dokumentarfilm*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2002, p. 121.
53. Jürgen Klosterhuis, « Friedliche Imperialisten »: *deutsche Auslandsvereine und auswärtige Kulturpolitik, 1906-1918*, 2 vol., Francfort: Peter Lang, 1994, p. 445.
54. Klaus Kreimeier, *op. cit.*, pp. 43 ss.
55. Voir Rother Rainer, « Learning from the Enemy: German Film Propaganda in World War I », in *A second life...*, *op. cit.*, pp. 186-187.
56. Adrian Gerber, « Das Kino während des Ersten Weltkriegs... », in *Kriegs- und Krisenzeit. Zürich während des Ersten Weltkriegs*, *op. cit.*, pp. 147-157.
57. Laurent Véray, « Le cinéma de propagande durant la Grande Guerre: endoctrinement ou consentement de l'Opinion? », in *Une histoire mondiale des cinémas de propagande*, Jean-Pierre Bertin-Maghit (dir.), Paris: Nouveau Monde Éditions, 2008, pp. 45-46.
58. Jeanpaul Goergen, « Wirklichkeitsbilder vom Kriegsschauplatz. Bilder und Nachbilder der Schlacht an der Somme 1916 », in *Der Erste Weltkrieg im Film*, Rainer Rother (éd.), Munich: text + kritik, 2009, pp. 28-48.
59. Memorandum « Swiss Cinemas », v. 1918, cité in *Film and propaganda in America*, *op. cit.*, pp. 368 ss.
60. BA, R901/71183, Harry Kessler à Wilhelm von Radowitz, Berne, 17 octobre 1917.
61. Hans Barkhausen, *Filmpropaganda für Deutschland im Ersten und Zweiten Weltkrieg*, Hildesheim: Olms Presse, 1982, p. 11 et p. 105.
62. BA, R901/71182, Note sur la discussion entre Radowitz, Deutelmoser, Pistor, Behrens, Oliver, Bolten-Bäckers, Kessler, Fürstner et Oertel, Berlin, 2 octobre 1917.
63. BA, R901/71183, Kessler, Survol de la réorganisation prévue de notre Konzern cinématographique en Suisse, Berne, 24 octobre 1917.
64. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 2 janvier 1918, pp. 274-276.
65. Alexandre Kostka, « Propagande artistique et subversion: une autre histoire de dada Berlin », in *Berlin 1700-1929, Sociabilités et espace urbain*, Paris: L'Harmattan, 2010, pp. 175-203.
66. Lettre de la Société suisse d'exploitation des films à Vira B. Whitehouse, Genève, 6 février 1918, citée dans *Film and propaganda in America*, *op. cit.*, p. 364.
67. BA, R901/71967, Complément au rapport du 27 mai 1918, slnd.
68. Rapport du Conseil d'administration du 22 septembre 1919, cité dans *Film und Filmwirtschaft in der Schweiz, 1918-1968, Fünzig Jahre Allgemeine Kinematographen Aktiengesellschaft*, Zurich: NZZ Verlag, 1968, p. 14.
69. BA, R901/71967, Rapports hebdomadaires de la division Kessler, Berne, 14 au 20 juillet, 22 au 27 juillet, 10 au 17 août 1918, 25 au 30 août 1918, 1^{er} au 7 septembre 1918.
70. Idem, Karl Bratz (directeur de l'UFA) à Wilhelm von Stumm, Berlin, 20 septembre 1918.

71. BA, R901/71970, Adolf Müller (légat) à l'AA, Berne, 9 septembre 1919.
72. *Idem*, Richard Kiliani, slnd. [v. décembre 1919].
73. *La Suisse*, 4 octobre 1916, cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1058.
74. Lettre de Hermann Fellner à Harry Kessler, 14 novembre 1916, citée par David Riederer, *op. cit.*, p. 29.
75. PA, R11417, Geissler au chancelier impérial, Genève, 9 août 1917.
76. BA, R901/71967, Note du vice-consul Dobrowohl sur les théâtres de cinéma à Genève, [juillet 1918].
77. Consuelo Frauenfelder, *Le temps du mouvement: le cinéma des attractions à Genève (1896-1917)*, Genève: Presses d'histoire suisse, 2005, p. 91.
78. AFS, E27/13898, Direction du service territorial aux commandants territoriaux, Berne, 3 avril 1915.
79. *Idem*, Extrait du PV de la séance du Conseil fédéral du 14 mai 1915.
80. *Idem*, Légation austro-hongroise au DPF, Berne, 21 février 1917; Légation allemande au DPF, Berne, 20 avril 1917.
81. *Casques et caméras: le service cinématographique de l'armée suisse: 1912-1985*, Nyon: Festival international du cinéma, 1985, p. 149.
82. *Film und Filmwirtschaft in der Schweiz...*, *op. cit.*, p. 61.
83. Dominik Schnetzer, *Bergbild und Geistige Landesverteidigung. Die visuelle Inszenierung der Alpen im massenmedialen Ensemble der modernen Schweiz*, Zurich: Chronos, 2009, pp. 135 ss.
84. *Kinema*, 3 novembre 1917, cité par Dominik Schnetzer, *op. cit.*, p. 26.
85. *Film und Filmwirtschaft in der Schweiz...*, *op. cit.*, p. 61.
86. *Idem*, Rapport hebdomadaire de la division Kessler, Berne, 10 au 15 juillet 1918, citant un article de la *NZZ*.
87. Voir Ernst Utzinger, *Wirtschaftliche Überfremdung und Abwehrmassnahmen*, Zurich: Rascher, 1917.
88. Victor Zwicky, «Der Kino im Dienste der Wohltätigkeit und der Propaganda», *Kinema*, 11 août 1917. Cf. Otto Gräser, «Der Filmpropaganda im Dienste des schweizerischen Verkehrswesens», *Kinema*, 18 et 25 août 1917.

11. JUSQU'AU BOUT

Publicistes étrangers, intellectuels itinérants, ministres de la veille ou du lendemain se préoccupent de notre obscurité. Ils ont l'air de croire que les articles de nos journaux peuvent avoir une influence sur les événements du temps et, à force de le leur entendre dire, nous allons finir par le croire aussi. Rude épreuve pour notre modestie!

Edmond Rossier, 1916¹

La propagande artistique n'est de loin pas le seul mouvement d'esquive tenté par les propagandes belligérantes. Dans cette guerre d'usure, les sociétés en guerre assistent à la lutte «jusqu'au-boutiste» des gouvernements contre les courants favorables à la cessation des hostilités, qualifiés de «défaitistes»². L'action de propagande intérieure joue alors un rôle important dans ce refus de tout compromis et les personnalités prêtes à discuter avec l'ennemi sont systématiquement ostracisées et traitées comme des traîtres à la patrie. D'après l'historien Michael Jeismann, l'effort de propagande est ainsi l'une des causes de la durée exceptionnelle du conflit et de l'impossibilité de toute solution négociée³.

En Suisse, les propagandes belligérantes cherchent à battre en brèche la résolution de leurs ennemis en soutenant secrètement les voix de la dissidence. Se servant de la Confédération comme tremplin, trois nouveaux milieux sont ainsi infiltrés, à partir de 1916, par les belligérants pour frapper le territoire de leur ennemi. Il s'agit des internés de guerre, qui sont appelés à retrouver leur patrie d'origine, des défenseurs des «petites nationalités», en butte avec les différents impérialismes, et des militants pacifistes, dont les capacités de démobilisation culturelle sont les plus redoutées (voir chap. 12). Cet élargissement du combat de propagande se

retrouve aussi dans le domaine des imprimés et des images, vecteurs plus « traditionnels » d'influence. Des espaces jusque-là délaissés sont alors formellement enrôlés par les institutions belligérantes qui utilisent des canaux inédits de diffusion, et notamment celui de l'envoi gratuit d'une abondante littérature de propagande aux hôtels.

UN « FEU ROULANT DE PAPIER »⁴

Dans la seconde partie du conflit, l'action de propagande par l'écrit et les images se sectorise. L'Allemagne s'intéresse désormais aux organes satiriques, fournit des clichés à des prix avantageux aux magazines illustrés, expose des images de guerre de façon systématique dans les lieux publics et met sur pied un service d'abonnement gratuit dans les hôtels, les restaurants ou les cafés. Malgré la méfiance grandissante de l'opinion helvétique, l'ampleur de l'action ne cesse de s'étendre et de nouveaux publics spécialisés sont infiltrés par les propagandes belligérantes. À la fin de l'année 1917, l'Allemagne et l'Entente lancent ainsi tour à tour un magazine militaire en Suisse. L'effet de symétrie est saisissant puisque les deux mensuels portent le même titre (*La guerre en...*) et proposent avant tout des cartes détaillées des opérations militaires⁵. Le rire, souvent mordant, devient également un levier de mobilisation pour les États en guerre et le Nebelspalter entre dans la ligne de mire de l'Auswärtiges Amt.

UNE SATIRE À DOUBLE TRANCHANT

À de rares exceptions près, la presse satirique belligérante n'a pas joué son rôle traditionnel de contre-pouvoir durant la guerre. Prise de fièvre nationaliste, elle s'est majoritairement alignée sur l'effort de mobilisation patriotique⁶. Sa réception en Suisse a alors été combattue à la fois par la censure étatique et par les tenants de la concorde nationale. L'exemple du *Simplicissimus*, l'une des revues satiriques allemandes les plus connues, est parlant. Lors de sa mission de l'été 1915, Margarete Gärtner relève la mauvaise impression que ce magazine de tendance progressiste laisse auprès du public suisse⁷. L'intégration de la satire à l'arsenal de propagande en Suisse intervient de façon systématique au cours de l'année 1916. Les autorités impériales s'appuient alors sur le *Simplicissimus* et les

Lustigen Blätter. Des albums compilant leurs caricatures sont publiés pour le compte de la *Wilhelmstrasse* en vue d'une diffusion auprès des neutres. Comme souvent, le projet est une réaction à une initiative menée par l'Entente, qui utilise les gravures acérées du Hollandais Louis Raemaekers. En juillet 1916, la CFCP intervient pour censurer les brochures multilingues que le célèbre caricaturiste a éditées à Londres suite à une exposition à succès. Wellington House est alors à pied d'œuvre pour faire connaître ces dessins dans le monde entier⁸. À Berne, la légation allemande tente par tous les moyens d'empêcher la diffusion de cette iconographie et une plainte bloque la tenue d'une exposition à Genève en avril 1917.

À la fin de l'année 1916, Berlin négocie avec la rédaction du *Simplicissimus*. Après avoir mené une première expérience aux États-Unis, l'*Auswärtiges Amt* décide de lancer une série d'albums adaptés aux neutres européens (suédois, danois, norvégiens, hollandais et suisses) : 50 000 exemplaires sont projetés pour le premier numéro⁹. Le contenu s'en prend surtout au «ridicule du phrasé anglais de «protection des petits»¹⁰. Les 10 000 exemplaires prévus pour la Suisse retournent à leur expéditeur, car la Commission de censure juge la brochure incompatible avec la neutralité suisse. Seuls 1 000 exemplaires sont diffusés gratuitement grâce au réseau mis en place par Attenberger. Dans les autres pays, le bilan est tout aussi négatif. La légation suédoise estime notamment que l'album est plus dommageable qu'autre chose pour la cause allemande.

La diffusion des caricatures produites par l'Entente pousse cependant les Allemands à poursuivre sur cette voie. Kurt Hahn estime que l'Allemagne «ne doit pas rester sur la retenue plus longtemps avec le moyen de propagande par la caricature»¹¹. Berlin entre une année plus tard en contact avec la rédaction du *Nebelspalter* zurichoïse, l'unique revue satirique d'envergure en Suisse alémanique, dont le tirage avoisine les 4 000 exemplaires à la fin du conflit. Son concurrent social-démocrate, *Der Neue Postillon*, a cessé sa parution au début du conflit et la poignée de feuilles qui apparaissent durant le conflit ne dépasse pas quelques numéros. Rattaché au parti radical, le *Nebelspalter* jouit d'une certaine renommée grâce à ses quarante années d'existence. À l'instar de ses homologues étrangers, l'hebdomadaire s'est rallié à la défense nationale une fois le conflit déclenché¹². La revue réduit sa position

critique à l'encontre du pouvoir et préfère thématiser les effets concrets du conflit sur la population suisse.

Dans les deux premières années de guerre, le *Nebelspalter* n'adopte pas vraiment de point de vue partisan à l'égard des blocs belligérants. En 1916 cependant, la revue glisse vers une prise de position nettement favorable à l'Allemagne¹³. Elle connaît alors des difficultés économiques qui l'obligent à réduire le nombre de ses collaborateurs. Il n'est pas impossible que ce changement ait été orchestré par une prise de contact de la diplomatie allemande avec Jean Frey, l'éditeur de la feuille, ou Paul Altheer, son principal rédacteur. Les deux hommes sont alors à l'origine de nombreuses publications condamnant la politique de l'Entente. Parmi les publications de Frey s'en prenant à cette dernière, citons les périodiques *The Great Anti-Northcliffe*, *Die Zürcher Morgenzeitung* et *Das Buch*. Altheer est le rédacteur des deux derniers cités. Frey édite en outre trois brochures favorables à l'Allemagne en 1918. L'une d'elles est citée dans la bibliographie de propagande de la ZFA¹⁴. La germanophilie du *Nebelspalter* se retrouve également dans le traitement très modéré réservé à l'affaire des colonels, ainsi que dans la bienveillance de la feuille envers le démissionnaire Arthur Hoffmann. Le *Nebelspalter* accuse Grimm de l'avoir manipulé dans un dessin où Hoffmann prend les traits du héros grec Achille, dont le talon est percé par une flèche. Sur celle-ci se lit l'inscription «Amour de la paix»¹⁵. Ce choix éditorial est à l'opposé de celui pris par *L'Arbalète*, une revue satirique romande créée en juillet 1916 dans les marges de la *Tribune de Lausanne*. Sous la direction d'Edmond Bille ou de Charles Clément, *L'Arbalète* condamne vigoureusement un pouvoir fédéral qu'elle juge soumis aux seuls intérêts des Empires centraux¹⁶. Jusqu'en 1917, le champ satirique de la contestation du pouvoir est basé en Suisse romande et au Tessin. *Guguss'* et *Le Clairon* ont été les deux premiers organes de presse touchés par la censure politique, alors qu'*Il Ragno* de Lugano est condamné pour un poème injurieux contre Guillaume II¹⁷.

Des sources datées du printemps 1918 actent le rapprochement entre Berlin et le *Nebelspalter*. L'Allemagne finance alors une compilation de caricatures que le *Nebelspalter* a publiées depuis le début du conflit¹⁸. Thématiquement, les dessins choisis s'en prennent surtout à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le président Wilson est présenté comme un stratège cupide dont le combat

pour le droit à l'autodétermination des peuples cache en réalité de puissants intérêts financiers. Les États-Unis sont accusés d'affamer les neutres européens. Parallèlement à cette publication, l'*Auswärtiges Amt* cherche à faire publier des dessins d'auteurs du *Simplificissimus* dans le *Nebelspalter*, mais ces derniers refusent catégoriquement. Ils estiment que la qualité artistique de la revue suisse n'est pas suffisante¹⁹.

L'album de caricatures n'est pas seulement destiné au public suisse, mais doit aussi influencer sur d'autres pays neutres. Or, ces derniers se montrent très peu réceptifs à l'humour du *Nebelspalter*. En juin 1918, la légation allemande de La Haye refuse toute diffusion et celle de Christiania n'en commande que 50 exemplaires. Seule la légation de Stockholm passe une commande plus conséquente de 500 volumes, mais le légat allemand ne s'attend pas à ce que l'album rencontre un large écho²⁰. La germanophilie du *Nebelspalter* se poursuit dans l'immédiat après-guerre. En 1921, la feuille est au bord de la faillite et compte moins de 400 abonnés²¹. Jean Frey revend alors le titre. Menée par le graphiste Otto Baumberger, la nouvelle rédaction qui s'établit à Rorschach initie le renouveau qui permet au *Nebelspalter* d'être qualifié, aujourd'hui encore, d'« instance de l'humour suisse »²².

LA PROPAGANDE DANS LES HÔTELS

En 1916, la montée en grade d'Hans Attenberger, chargé de la logistique des envois de propagande, est une bonne illustration de l'accroissement de l'effort médiatique allemand. Son bureau zurichois occupe désormais une vingtaine de personnes, dont des internés de guerre. Certains sont d'ailleurs chargés de surveiller, en habits civils, le bâtiment de la Bahnhofstrasse, suite au célèbre casse mené par des agents italiens au numéro 69 de cette même rue, siège du consulat austro-hongrois, en février 1917. Cette affaire, connue sous le nom de « *colpo di Zurigo* », permet au contre-espionnage italien de démanteler une bonne partie du réseau de sabotage mis en place par les Autrichiens à l'intérieur de la marine transalpine²³. Comme l'HAPAG cesse de le rémunérer, Attenberger devient un salarié à part entière de la légation allemande à l'été 1917²⁴. La diplomatie allemande se charge également du loyer de ses deux bureaux et de sa salle de stockage. Le principal apport d'Attenberger tient à une nouvelle méthode de

diffusion de la presse allemande. Appelé *Hotelpropaganda*, ce plan consiste à mettre à la disposition des hôtels, lieux de passage internationaux, gratuitement, toute une série de journaux et magazines allemands. L'idée est lancée par Attenberger durant l'été 1916, à la suite d'une discussion avec le directeur allemand du Savoy Hotel de la Paradeplatz. Attenberger profite de ses liens privilégiés avec les hôtels de luxe zurichois²⁵. L'effet de compétition joue à plein. D'après Attenberger, des magazines anglais et français seront fournis dès le 1^{er} septembre à des établissements de seconde catégorie, sous le patronage du consulat britannique. Il entend de son côté activer les hôtels de première classe, où circule «exclusivement le public étranger faisant autorité»²⁶. Cent lieux, dont trois clubs, sont visés dans toute la Suisse.

L'initiative d'Attenberger est concurrencée en Allemagne même. La firme Saarbach & Co. propose au même moment à l'Empire de diffuser à bas prix la *Frankfurter Zeitung* et la *Kölnische Zeitung* à l'étranger et en Allemagne. Mais l'activisme de Gärtner parvient à imposer le plan d'Attenberger. Celui-ci s'annonce alors personnellement dans les établissements pour gagner leur collaboration. Un Allemand «qui parle un français sans accent»²⁷ se charge de la Suisse romande. Attenberger s'attend à un succès exceptionnel et plaide pour que la méthode soit reprise à l'étranger, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix :

[...] Tous les hôteliers et directeurs s'accordent pour dire que cette façon de faire est la meilleure et la plus discrète propagande que l'Allemagne ait faite jusque-là. [...] Il n'y a pas de propagande plus efficace et discrète vis-à-vis du public que la mise à disposition de journaux allemands dans les divers hôtels, avant tout ceux de première classe. Aucun hôte n'échappera sur la durée à cette propagande, qui ne peut être reconnue par les voyageurs.²⁸

En Suisse romande, la tournée se révèle plus délicate que prévue. Deux hôtels fribourgeois, deux hôtels lausannois et un hôtel genevois acceptent l'offre allemande. «Nous n'avons pas pu obtenir assez d'hôtels à Lausanne, car c'est le siège du troupeau de la propagande antiallemande»²⁹, se désole Attenberger. À Leysin, où de nombreux internés de l'Entente se remettent de leurs blessures, aucun établissement ne souscrit à la proposition d'abonnement. «C'est la région la plus obstinée et la plus francophile

de toute la Suisse»³⁰, fulmine Attenberger. Comme beaucoup d'établissements ferment leur porte en hiver, les grands cafés des villes sont aussi contactés. Au début du mois de septembre 1916, une case postale anonyme est montée à Zurich, la «*Vertriebstelle deutscher Zeitungen/Dépôt des journaux allemands*». Elle fournit une douzaine de titres à 70 établissements, dont 20 se trouvent tout de même en Suisse romande. La durée de l'abonnement est limitée à quatre mois. L'entreprise est dénoncée dès son lancement. «Nous protestons contre l'usage de l'étiquette suisse apposée sur cette entreprise de propagande allemande»³¹, écrit le *Journal de Genève*, dont la dénonciation est reprise par la *Neue Zürcher Zeitung*³².

L'action dans les hôtels intéresse les autorités berlinoises, puisque l'expérience est rapidement reprise en Suède³³. La légation allemande de La Haye refuse en revanche l'idée. Elle invoque le cas d'une industrie hôtelière fortement occupée par les exilés belges et donc inaccessible aux propos de la presse allemande³⁴. En Suisse, le nombre de souscripteurs ne cesse de croître. Ils sont une centaine à la fin de l'année 1916 et l'expérience est prolongée à diverses reprises; 200 lieux sont fournis en juin 1917, 400 en décembre 1917. La barre des 800 est dépassée en août 1918 et le maximum est atteint en décembre 1918, avec 890 établissements. L'action se poursuit jusqu'au 25 juillet 1919, fournissant encore 853 clients. Cette intensification est rendue possible par l'extension donnée à la forme des établissements. Il ne s'agit plus du tout de se limiter aux palaces et grands restaurants. En septembre 1917, la décision a été prise de travailler «les petites auberges, cafés et restaurants où domine un passage animé de Suisses, etc.»³⁵. Désirée par l'autorité militaire, cette amplification fait écho à la volonté de l'attaché von Bismarck de diffuser les brochures de propagande auprès de tous les officiers alémaniques, car les espaces militaires sont aussi happés par le phénomène. L'action concerne 65 lieux d'internement à partir de l'été 1917³⁶. L'autorité militaire insiste pour qu'une action de propagande de type «domestique» soit engagée sur ses soldats en Suisse, soumis aux agissements pacifistes et séditeux de la propagande adverse³⁷. Du côté helvétique, les salles de lecture des Foyers du soldat demandent elles aussi à pouvoir profiter de l'offre allemande. Attenberger s'en réjouit: «Nous avons par là l'opportunité d'effectuer une bonne propagande auprès des officiers suisses et des soldats. Nous ne pourrions guère

avoir mieux.»³⁸ La Suisse compte alors environ un millier de Foyers du soldat. Ces espaces de repos et de restauration (sans alcool) ont été lancés au début de la guerre par l'Association des femmes abstinentes et la journaliste Else Spiller-Züblin, avec l'approbation des autorités fédérales³⁹.

Le plan d'*Hotelpropaganda* permet de toucher différents publics, et notamment des associations de jeunesse. Des salles de lecture sociales-démocrates disposent gratuitement du *Schwäbische Merkur*, du *Strassburger Post* et du *Vorwärts*. Lorsque Attenberger plaide pour l'extension de son action, ses arguments répètent sans cesse la concurrence exercée par l'Entente⁴⁰. La France est notamment à l'œuvre pour fournir des magazines et des illustrations de toutes sortes aux hôteliers, aux restaurateurs ou aux salles d'attente des coiffeurs, des dentistes, des médecins et des avocats⁴¹. Ainsi, le budget qui est alloué à Attenberger augmente continuellement. Une liste détaillée des 668 établissements abonnés en mai 1918 est conservée. Elle concerne 44 villes ou lieux de cure. Davos (46 établissements), Zurich (34), Lugano (30) forment le trio de tête. Genève (19) et Lausanne (13) sont bien représentées, avec, notamment, les luxueux hôtels Beau-Rivage des deux villes lémaniques⁴².

Quel est le contenu de cette propagande? Les seize périodiques fournis en 1917 se composent de neuf journaux (parmi lesquels *Die Frankfurter Zeitung*, *Die Kölnische Zeitung* ou *Die Vossische Zeitung*), de quatre illustrés (*Leipziger Illustrierte Zeitung*, *Die Woche*, *Reclams Universum*, *Berliner Illustrierte Zeitung*), d'une revue politique (*Deutsche Politik*), d'une revue économique (*Deutsche Wirtschaftszeitung*) et d'un magazine de mode (*Elegante Welt*)⁴³. La plupart des titres accordent, par engagement patriotique, un rabais conséquent à l'Empire⁴⁴. Seule la *Frankfurter Zeitung* refuse de s'aligner sur la concurrence. Quant à la *Kölnische Zeitung*, après avoir constaté que plusieurs de ses abonnés profitaient de l'offre de propagande, elle retire son soutien à l'entreprise. Même si le public international des hôtels est ciblé, les écrits diffusés restent germanophones. De plus, le message n'hésite pas à être combatif, avec l'intégration à l'offre d'abonnement du satirique *Simplicissimus* et de la *Tägliche Rundschau*, qui, comme s'en plaint le frère de Hans Attenberger, «navigue beaucoup en eaux pangermanistes»⁴⁵. Même si la Suisse latine a été travaillée, l'action dans les hôtels s'appuie avant tout sur les relais germanophiles à disposition,

qu'il s'agisse de propriétaires proches du Reich ou des Foyers du soldat. Le responsable de l'Hôtel du Lac à Lucerne écrit par exemple à Attenberger :

Les nombreuses choses que vous m'avez envoyées jusqu'ici resteront pour moi un beau souvenir de la grande guerre où l'Allemagne a joué le rôle le plus important et s'est battue de façon exemplaire. La lecture elle-même est pour moi, qui me tiens pour ainsi dire continuellement sous les drapeaux depuis août 1914, un divertissement instructif et passionnant et après la guerre, elle sera pour mon beau-frère, qui combat en Flandre, une surprise à son retour, si Dieu le veut.⁴⁶

LES ILLUSTRÉS DANS LE VISEUR

En novembre 1916, l'Allemagne décide d'intensifier son action d'influence par les images. Face à la durée du conflit, l'intérêt pour la photographie a augmenté à mesure que faiblissait celui pour l'écrit, explique-t-on à Berlin⁴⁷. Hans Attenberger est alors nommé responsable suisse d'une nouvelle division, nommée *Bildpropaganda*. Cette structure cherche principalement à faire passer des images allemandes dans la presse suisse ainsi que dans divers espaces d'affichage. L'abandon de la version suisse de l'*Illustrierter Kriegskurier* est contemporain de cette réorientation de la politique allemande. Celle-ci cherche désormais à fournir aux titres helvétiques des clichés à reproduire à des prix préférentiels. La pénétration des clichés allemands en Suisse est jugée « très minime »⁴⁸. Par le biais de la société Transocean, les autorités se substituent alors aux principales agences fournissant des photographies. L'Allemagne compte sur sa rapidité de transmission pour améliorer sa représentativité. La France suit cette évolution de près. Un rapport de son service de renseignement détaille la mise à disposition par l'Allemagne de « clichés en zinc tout préparés pour l'impression. [...] Les Allemands spéculent ici – vraisemblablement non sans raison – sur la paresse du public neutre qui, inondé de publications en toutes langues, ne prend même plus la peine de lire et se contente de regarder les images mises sous ses yeux. »⁴⁹

L'ambassade de France est d'ailleurs en contact avec plusieurs publications, comme la *Tribune de Lausanne* ou *Le Démocrate*,

pour leur fournir les clichés nécessaires à leurs suppléments illustrés⁵⁰. Dans le camp adverse, le service d'Attenberger est en relation avec plus d'une quinzaine d'illustrés et une vingtaine de quotidiens de la petite et moyenne presse. De nombreuses revues familiales et divertissantes (*Schweizerische Familienzeitung*, *In freien Studen...*) profitent de cette nouvelle offre avantageuse. Édité à Zurich par une maison germanophile, le *Schweizer Familienheim* commence par exemple à illustrer ses pages à partir de mai 1917.

Les images offrent une représentation unilatérale du conflit. Concernant l'illustration des quotidiens, ceux-ci reprennent surtout les cartes du front fournies par l'organisation allemande. « Bien entendu, on ne livre que les cartes qui servent notre travail d'information »⁵¹, se sent obligé de préciser Attenberger. Une poignée de revues romandes et tessinoises bénéficient aussi du nouveau service allemand. Cela peut poser certains problèmes, puisque *La Revue des familles* profite notamment de l'offre allemande pour détourner une photographie afin de se moquer de l'empire. « Pour avoir la paix, on doit accepter ce genre de coup manqué en Suisse romande », ajoute Attenberger. Le service zurichois peut également atteindre l'espace italoophone grâce à un intermédiaire tessinois. La plus importante revue transalpine, l'*Illustrazione italiana* de Milan, reprendrait même régulièrement des images allemandes avec des légendes « relativement impeccables ».

Des relations privilégiées existent avec certaines rédactions. Les plus importantes concernent la revue catholique *Alte und Neue Welt*, qui bénéficie au demeurant d'une subvention allemande, la *Schweizer Illustrierte Zeitung* de Ringier, « l'organe collectif d'images actuelles le plus renommé de Suisse »⁵², et *La Guerre mondiale* à Genève. Ce dernier périodique est dominé par les illustrations de l'Entente, mais, comme le précise Attenberger, les légendes des images allemandes « sont toujours parfaites, car cela correspond à l'esprit objectif du directeur littéraire, Jean Debrit, l'un des rares Romands neutres ». Concernant la *Schweizer Illustrierte Zeitung*, qui est « extrêmement lue », l'Allemagne constate que son travail se limite à la fourniture d'images et que la ligne de Ringier reste « très neutre »⁵³. Le travail d'influence le plus important reste celui qui est effectué sur les *Feuilles suisses du dimanche*. L'illustration de ces feuilles au discours patriotique passe alors sous la domination des images allemandes de propagande (voir chap. 6).

En mai 1918, Attenberger tire un bilan rétrospectif extrêmement positif de son action. Sur le plan quantitatif, deux millions d'images allemandes sont, d'après l'agent allemand, publiées chaque semaine par la presse suisse. Le service de clichés, composé de quatre collaborateurs, opère un matraquage intégral sur les illustrés suisses, puisque des organes spécialisés comme le *Schweizerische Motorsport* ou le *Schweizer Kavallerist*, mais aussi des almanachs comme le *Feierabend* ou le *Joggeli-Kalender*, font partie de la clientèle. L'optimisme d'Attenberger n'est cependant pas exempt d'opportunisme. Son action de propagande ne le tient-elle pas éloigné du front? Attenberger tient en haute estime sa capacité d'influence sur l'opinion publique mondiale. Il est persuadé que les illustrés helvétiques touchent la planète entière: «Les Suisses appartiennent aux peuples les plus internationaux de toute la terre, il n'y a pas une partie du monde dans laquelle ils ne sont pas actifs dans toutes les professions. Ils sont bien plus répandus que les Suédois, les Danois et même les Hollandais, qui se trouvent surtout dans leurs colonies.»⁵⁴ Complaisance et idéalisme se mêlent étroitement dans le jugement d'Attenberger et son action se révèle aussi massive qu'ambitieuse. Elle a probablement modifié la façon dont les Suisses ont perçu visuellement le conflit, sans que l'on puisse saisir avec précision l'impact d'une telle manœuvre.

LES IMAGES S'AFFICHENT

Dans les deux dernières années du conflit, l'affichage des images allemandes devient systématique grâce à la division de *Bildpropaganda*. L'Allemagne compte déjà une centaine d'espaces en avril 1917, alors que les Anglais entament également une propagande par l'exposition d'images⁵⁵. Une année plus tard, le nombre d'espaces acquis par le Reich a quintuplé⁵⁶. L'action concerne surtout les villes de Zurich (63 lieux), Bâle (31), Berne (25), Lucerne (22) et Saint-Gall (16). Elle atteint aussi le Tessin. D'après Attenberger, l'Allemagne possède dans les villes alémaniques trois fois plus d'espaces d'affichage que le dispositif de l'Entente. Les photographies allemandes, présentées en trois formats différents, sont affichées par des éditeurs de journaux, des libraires, des vendeurs de tabac, des coiffeurs et quelques industriels. Les lieux d'internement sont également visés. Le message de propagande se veut subliminal. «Pour que les images exposées agissent de façon vraiment

avantageuse, nous les livrons dans des cadres d'insertion échangeables (appelés passe-partout) avec du texte imprimé qui doit frapper l'œil», indique le responsable du réseau Attenberger.

Grâce aux progrès techniques, les photographies deviennent des instruments centraux de propagande. Elles sont d'ailleurs considérées au même moment comme des documents historiques de première importance puisque la Bibliothèque nationale suisse décide d'intégrer les photographies à ses collections en 1917⁵⁷. Chaque semaine, environ 18000 pièces représentant une quarantaine de motifs circulent en Suisse grâce au service de *Bildpropaganda*. Une partie des photographies arrivent directement aux adresses de confiance d'Attenberger, ainsi qu'aux cantines militaires et aux écoles. Certaines finissent dans des albums qui circulent sur les tables des restaurants. L'opération est tentaculaire puisque Attenberger n'hésite pas à louer une vitrine située juste à côté de l'entrée de la librairie Crès à Zurich, une entreprise de l'Entente qui affiche ses propres images. Deux agents effectuent des tournées d'inspection continues, car une importante partie des exposants font preuve de négligence. En avril 1917, le choix des images est critiqué par certains afficheurs pour sa trop forte unilatéralité. Le service d'affichage réagit et «donne exceptionnellement quelques images inoffensives de l'Entente»⁵⁸. Attenberger se charge encore de l'envoi de cartes postales et d'affiches dans les lieux publics et auprès de particuliers. Les cartes sont d'abord transmises aux papeteries et aux kiosques pour «une éventuelle revente», avant d'atteindre des officiers, des hôteliers, des professeurs, des journalistes, des étudiants...

Un projet dirigé par Hans Attenberger durant l'année 1917 montre une nouvelle fois que l'action de propagande n'a pas toujours suivi les principes de précaution prônés par la hiérarchie. Il s'agit d'une idée de calendrier détachable composé d'images allemandes et suisses⁵⁹. L'image de fond est tirée du *Continental Times*. Elle représente la figure allégorique d'Helvetia en robe blanche, se fondant dans un univers alpin. Trois soldats convalescents, un Allemand, un Français et un Anglais, sont à ses pieds et la saluent. Pour Attenberger, cette couverture impartiale doit permettre au calendrier d'atteindre la Suisse romande: «Elle flatterait d'un côté la Suisse et, de l'autre, représenterait aussi pour les amis de l'Entente quelque chose de conciliant. [...] En revanche, le contenu des blocs du calendrier apporterait la propagande quotidienne

souhaitée.»⁶⁰ Les feuilles détachables font la part belle aux élites allemandes et suisses, aux jours fériés helvétiques, aux événements marquants de la guerre et aux réalisations culturelles de l'Empire. Les exemples avancés par Attenberger montrent que celui-ci n'a pas conscience du caractère trop germanophile de son projet. L'agent entend notamment célébrer les signataires du Manifeste des 93 et présenter les dirigeants militaires, tels Hindenburg, Ludendorff ou le Kronprinz, et civils, tels le chancelier ou Romberg. Or, le militarisme allemand est l'un des arguments préférés des adversaires de l'Empire en Suisse. De plus, le catalogue doit illustrer le renforcement du commerce allemand d'exportation, au moment où les Suisses dénoncent vertement la soumission de leur économie nationale. Quant aux batailles décisives de la guerre, elles sont soigneusement choisies. «La Belgique et la Pologne seraient traitées le plus rapidement possible, les combats dans le nord de la France seraient plus détaillés, mais l'accent principal serait mis sur les victoires allemandes en Russie, en Serbie et en Roumanie, tout comme les combats navals et dans les colonies (Afrique allemande de l'Ouest)»⁶¹, précise Attenberger. Faute de temps et de personnel à disposition, le projet est abandonné en automne 1917, non sans avoir été validé par les autorités militaires à Berlin⁶².

LE CONTRÔLE DES KIOSQUES

Assez rapidement après le déclenchement du conflit, les kiosques à journaux et les librairies de gares sont entrés dans l'orbite des propagandes. Ces structures sont des courroies de distribution importantes, tout en ayant une prise directe sur l'espace public. Sur leur devanture s'affichent des couvertures de magazines, des cartes postales et des manchettes. En été 1915, les *Russische Nachrichten*, des feuilles favorables à l'Allemagne, sont par exemple fournies gratuitement aux kiosques par Hans Attenberger, à condition qu'elles soient toujours visibles des passants⁶³.

Sur le marché des kiosques suisses, deux entreprises occupent alors une position centrale: l'agence Naville & C^{ie} à Genève (aussi connue sous le nom d'Agence générale des journaux) et l'agence Paul Schmidt à Bâle. Les Allemands disent bénéficier de contacts privilégiés avec Schmidt. Cette agence diffuse surtout des journaux d'origine germanique. En Suisse romande, une collaboration

franco-suisse s'installe également suite à la mission de Guy de Pourtalès au printemps 1916. Son cousin n'est autre que le directeur de l'Agence générale des journaux, Lucien Naville. Possédant le monopole sur les kiosques romands, l'entreprise compte le groupe français Hachette parmi ses actionnaires. Lucien Naville documente notamment l'ambassade de France sur les menées médiatiques allemandes. Son entreprise collabore à l'envoi de journaux falsifiés en Allemagne, pour le compte du V^e Bureau. «Pour être agréable à Naville, nous l'autorisons à exporter dans de telles proportions qui lui conviennent la production de la librairie française»⁶⁴, détaille Guy de Pourtalès. De «nombreux pourparlers» sont néanmoins nécessaires, car la France effectue un contrôle serré sur les réexportations suisses vers l'Allemagne. Naville obtient un passe-droit en échange de sa coopération. En 1917, la censure allemande met en garde la presse contre l'agence et sa diffusion de pamphlets haineux⁶⁵.

À la fin de l'année 1917, les diplomates allemands prennent conscience de la faiblesse de leur position dans les kiosques suisses, car la *Gazette des Ardennes* est boycottée par une grande partie des revendeurs alémaniques. L'*Allgemeine Zeitung-Expedition* à Bâle est pointée du doigt. Ouverte en 1914, cette entreprise est en fait une ramification de l'agence Naville. «Nous sommes [...] en relations contractuelles avec nos ennemis déclarés»⁶⁶, déplore alors un agent allemand. Pour y remédier, la légation signe un accord secret avec le directeur de l'entreprise bâloise, contre une rémunération personnelle⁶⁷.

L'ENCADREMENT DES INTERNÉS

De nouveaux porteurs de propagande sont stationnés en Suisse à partir du mois de janvier 1916. Il s'agit des prisonniers de guerre «moindres blessés» qui y sont internés suite à des accords entre belligérants initiés par le CICR et relayés par les autorités suisses. Plus de 65 000 internés, dont 21 225 de nationalité allemande, passent par la Suisse jusqu'à la fin du conflit. Ils restent formellement soumis à l'État pour lequel ils combattaient⁶⁸. Les belligérants entament dès lors un encadrement serré du moral de leurs internés. Appelés à retrouver leur patrie d'origine, ces prisonniers de guerre sont fortement travaillés par les propagandes ennemies, qui cherchent par tous les moyens à les démobiliser. Ces soldats

ont subi la guerre au plus profond de leur être et semblent donc être des proies particulièrement vulnérables pour le « défaitisme » instillé par l'adversaire. De multiples productions littéraires cherchent ainsi à maintenir le consentement des internés à la guerre. En juillet 1916, l'Allemagne lance sa *Deutsche Internierten Zeitung*. Le *Journal des Internés français* répond à cette initiative en octobre 1916, le *British Interned Magazine* est fondé en mai 1917, *Le Beffroi – Het Belfort* est créé pour les prisonniers belges en août 1918. Ces différentes feuilles sont distribuées gratuitement dans l'ensemble des lieux d'internement.

Hermann Hesse participe à la création de l'*Internierten-Zeitung* aux côtés de Richard Woltereck. Il quitte la rédaction suite à des désaccords qui se font de plus en plus sensibles avec la politique menée par l'état-major allemand. À la fin de l'année 1917, Hesse critique la qualité des productions littéraires offertes aux prisonniers de guerre et aux internés allemands. « Le papier ne manque pas pour les mauvais livres de propagande et pour les produits misérables comme le petit livre de l'aviateur Richthofen (qui a été imprimé à environ 350 000 exemplaires) »⁶⁹, se plaint l'auteur de *Peter Camenzind*. L'Allemagne est alors en train de mettre en place un réseau de 80 bibliothèques au sein des différents lieux d'internement. Seuls 37 titres y sont mis à la disposition des soldats. La moitié d'entre eux relèvent d'une littérature d'aventure ou de divertissement. Plus politisés, les autres livres portent sur la famille impériale, Hindenburg, le blocus maritime mené par le Royaume-Uni, la question d'Alsace-Lorraine ou les causes de la guerre⁷⁰. De nombreuses conférences sont également données par des personnalités allemandes dans les camps d'internement, comme celles du philosophe Max Scheler au printemps 1918⁷¹ ou, à la fin du conflit, celles qui promeuvent le neuvième emprunt de guerre⁷².

L'AIGUILLON DÉFAITISTE

Si l'Allemagne doit défendre la ténacité morale de ses internés, elle s'active également, à partir du mois d'avril 1917, pour démobiliser celle des internés français, anglais et belges. Plus de 8000 brochures sont envoyées dans cette optique à Constance, qui constitue la dernière étape allemande avant leur arrivée en Suisse⁷³.



tinyurl.com/zlrv44u

En janvier 1917, la Deutsche Internierten Zeitung célèbre l'anniversaire de l'empereur Guillaume II en « une ».

La retenue reste cependant de mise, comme l'indique la légation: «Une propagande à plus grande échelle n'est en aucun cas possible, car de telles tentatives d'enrôlement des internés ennemis seraient interdites et Romberg a déjà porté auprès de Hoffmann le cas d'une telle propagande faite par l'Entente.»⁷⁴

Les plaintes des belligérants sont constantes contre la démoralisation tentée sur leurs internés. La légation allemande se montre de loin la plus dénonciatrice⁷⁵. Dès le mois de mars 1917, les autorités suisses réfléchissent à étendre leur action de censure postale aux plis fermés, car les propagandistes profitent de ce canal de diffusion pour toucher individuellement les internés. La question de la protection des libertés individuelles divise. Malgré les volontés interventionnistes du Ministère public, le *statu quo ante bellum* est maintenu et le secret postal garanti jusqu'à la fin du conflit. Une nouvelle remise en question est étudiée au printemps 1918. La diffusion massive de la *Freie Zeitung* auprès des internés allemands irrite au plus haut point les autorités impériales. Le général Friedrich, directeur du Département des prisonniers de guerre à Berlin, fait pression sur la Suisse pour que la censure soit renforcée⁷⁶. Quant au général Wille, il considère que l'envoi de la *Freie Zeitung* est «un acte inamical contre notre ami l'Allemagne», un exemple inacceptable «d'antimilitarisme»⁷⁷. Calonder est du même avis. Le président de la Confédération précise que des envois fermés sont contrôlés en cas de forte suspicion et si la patrie plaignante fournit des preuves adéquates⁷⁸. Mais le Conseil fédéral refuse d'ordonner le contrôle systématique de la poste entrante des internés. Calonder ajoute que l'Empire allemand n'est pas le seul à souffrir de ce problème, mais que toutes les puissances sont concernées. La propagande allemande reste en effet à pied d'œuvre pour démobiliser les internés ennemis. En mars 1918, les autorités suisses constatent notamment leur impuissance à bloquer les exemplaires interdits du *Journal de la Guerre*, car la feuille est adressée anonymement depuis Zurich à un grand nombre d'hôtels⁷⁹. La CFCP demande au Conseil fédéral d'interdire cette pratique, mais elle n'est pas entendue.

AU CHAMP D'HONNEUR

Les internés ne sont pas seulement des récepteurs de propagande. Ils remplissent également une fonction de relais: leur comportement exemplaire doit donner une image positive aux populations

belligérantes et neutres. Dès l'été 1916, l'internement devient une lutte de prestige. L'accueil chaleureux que la Suisse réserve aux internés anglais est alors utilisé dans les cinémas du *home front* britannique. Le major allemand Bertoletti von Polentz, responsable des internés en Suisse, appelle l'Allemagne à en faire de même⁸⁰. Cette idée débouche à la fin du conflit sur la production d'un court métrage intitulé *Les hôtes de guerre allemands de la Suisse*. L'idée des belligérants revient à célébrer l'action humanitaire de la Suisse tout en soulignant le comportement irréprochable de leurs internés. En juin 1916, des internés français mettent par exemple sur pied une exposition intitulée *L'Art pendant la guerre* à Fleurier (Neuchâtel), dont le catalogue est «dédié à la Suisse». Le professeur Philippe Godet la recommande en ces termes :

Tout cela n'atteste pas seulement le talent des artistes, mais aussi leur vaillance morale. On s'étonne que, dans la condition lamentable où ils ont passé de longs mois, ils aient pu garder l'esprit assez libre, la main assez souple, le regard assez ferme, pour considérer comme une source d'émotion artistique le lugubre théâtre de leur infortune. Ce seul fait suffirait à attester la victorieuse vitalité d'une race.⁸¹

Dans le camp adverse, une exposition de travaux d'internés allemands est organisée à Francfort en mars 1917 au profit de la Croix-Rouge allemande⁸². Au même moment, l'Orchestre symphonique des internés alliés tourne dans la plupart des villes suisses au profit de la Croix-Rouge française. La *Gazette de Lausanne* accueille chaleureusement ce «merveilleux outil de propagande musicale»⁸³. Les témoignages de gratitude envers l'action humanitaire de la Suisse sont appuyés avec emphase au cours de ces manifestations artistiques. Une partie de la presse helvétique n'est pas dupe des intérêts politiques motivant ces événements. En janvier 1917, une soirée franco-suisse est notamment organisée à la Sorbonne par les services de la Maison de presse. Des francophiles romands comme Gustave Ador, Philippe Godet ou Fernand Feyler y écoutent d'anciens ministres français disserter sur l'«effort charitable de la Suisse». La presse alémanique dénonce une «nouvelle forme de propagande»⁸⁴ et Émile Haguénin condamne de son côté une «entreprise irréfléchie»⁸⁵.

Toute une littérature de propagande loue l'œuvre médiatrice accomplie par la Suisse dans cette guerre. En 1915 déjà, les Français avaient célébré le passage de leurs rapatriés civils dans le pays avec un album richement illustré. Signée par le pasteur William Cuendet, président du comité des rapatriés et pasteur de l'Église française à Zurich, la postface illustre la valeur expiatoire de l'œuvre de charité pour de nombreux intellectuels helvétiques: «Nous nous sentions en marge du drame universel, éprouvant le besoin de justifier nos privilèges immérités, de racheter en quelque sorte notre bonheur. Nous risquions d'épuiser nos forces en querelles mesquines. Ils [les rapatriés] sont venus et nous avons moins senti notre inutilité.»⁸⁶ Dès 1917, les Anglais et les Allemands publient également des brochures qui célèbrent l'attitude hospitalière de la Suisse⁸⁷. Les belligérants cherchent à flatter les sentiments de la population. Les élites du pays mettent alors complaisamment en scène leurs institutions charitables et l'intense activité de pacification qui en découle⁸⁸. Cette célébration leur permet de se donner bonne conscience et de légitimer, face à l'extérieur, la neutralité du pays. Les actions humanitaires sont alors très liées aux intérêts de la politique étrangère du pays, mais aussi à ceux, matériels, des hôteliers qui hébergent des internés.

LA MUNDPROPAGANDA, UN BRUIT DE FOND FAVORABLE

Les internés allemands ont également l'avantage d'être en contact avec la population résidente. Ils sont mobilisés par un ambitieux plan de propagande orale de la Militärische Stelle. Décidée le 18 décembre 1916, cette *Mundpropaganda* demande un sérieux effort d'organisation et de centralisation. Il s'agit de distribuer à certains contacts triés sur le volet, en Allemagne et auprès des neutres, des feuilles volantes contenant en quelques points l'essentiel des représentations officielles concernant la guerre. Ces contacts doivent par la suite diffuser ces idées sous la forme de conversations informelles. Ce projet est à la fois une forme de propagande domestique, impliquant la collaboration des officiers du Renseignement intérieur, et étrangère, sous la responsabilité de l'*Auswärtiges Amt*⁸⁹.

La rédaction des feuilles volantes suit un processus défini entre les autorités civiles et militaires. Le responsable du projet, le lieutenant-colonel Hans von Haeften, met l'accent sur la rapidité nécessaire

au bon fonctionnement du système. De par la complexité des échanges institutionnels, les faits vont infirmer ce souhait. Les places dirigeantes retiennent parfois les feuilles plusieurs semaines, ce qui peut rendre le message totalement caduc⁹⁰. La première feuille volante (*Merkblatt*) date du 7 février 1917⁹¹. Elle est envoyée à la légation bernoise. Berlin souhaite influencer l'opinion publique suisse, de façon insidieuse, par le « bouche-à-oreille ». Le secret absolu doit entourer cette manœuvre à destination d'hommes « calmes, sérieux et de sang-froid, sans vanité personnelle »⁹². Ces feuilles sont transmises aux hauts fonctionnaires de la légation, à Harry Kessler ainsi qu'aux proches de l'attaché militaire. Elles doivent être détruites après leur utilisation, car le risque de compromission est particulièrement élevé. La Suisse occupe alors une position originale au sein de ce dispositif mis en place dans différentes missions européennes, puisque le général Erich Ludendorff décide d'y intégrer les internés allemands⁹³.

En janvier 1918, la légation impériale de Berne tire un premier bilan positif de son organisation particulière de *Mundpropaganda*. Le cercle des récepteurs des feuilles volantes n'a cessé d'augmenter, ce qui contredit les principes de précaution prônés au départ. Environ 150 exemplaires de chaque feuille volante circulent dans tout le pays. Suite à des problèmes de contrôle, Romberg décide que les feuilles ne seront plus que prêtées, sans en-tête ni signature⁹⁴. La légation effectue en outre un travail d'adaptation au contexte helvétique. Les messages doivent rester factuels et non polémiques. Les données statistiques sont particulièrement bienvenues, comme les chiffres des pertes subies par l'Entente, alors que les questions politiques, trop sensibles, doivent être abandonnées⁹⁵.

À Berlin, les autorités militaires souhaitent exporter les bons résultats obtenus en Suisse auprès des neutres hollandais et scandinaves, mais également auprès des missions allemandes à Vienne, Budapest, Constantinople et Sofia⁹⁶. La légation bernoise convainc en arguant que « la force suggestive du mot parlé est le facteur le plus fort dans l'influence de la pensée humaine ». Il s'agit donc « d'intégrer, si possible de façon discrète, ces pensées publicitaires dans des discussions inoffensives, pour les affirmer de façon plus forte avec l'intérêt de l'interlocuteur et les défendre logiquement et sûrement en cas de controverse »⁹⁷.

Au moins 109 feuilles volantes sont éditées jusqu'au 19 septembre 1918. Leur fréquence et leur concision augmentent avec le

temps. À partir de la cinquième feuille (15 mars 1917), les informations se concentrent souvent sur un seul thème. L'examen du contenu de ces «*Merkblätter*» est extrêmement riche d'un enseignement. Il démontre avec précision la façon avec laquelle les autorités entendaient s'adresser – mot pour mot – aux opinions publiques, en Allemagne et à l'étranger. Deux *topoi* principaux peuvent être dégagés. Premièrement, l'accent est mis sur l'invincibilité militaire de l'armée allemande et ses succès sur le terrain ennemi. Deuxièmement, les attaques se concentrent sur le monde anglo-saxon et les feuilles dénoncent les appétits impérialistes qui se cachent derrière les idées de «croisade pour la démocratie», défendues notamment par Woodrow Wilson.

À l'étranger, la propagande orale n'est pas pensée que pour les internés et le public neutre. Le consentement des exilés doit aussi être renforcé. Suite à l'entrée en guerre américaine, l'attaché militaire en poste à Berne constate un fléchissement moral au sein de la colonie allemande, qui concernerait même des fonctionnaires de la légation. Il ne peut l'accepter: «[...] Toutes les déclarations timorées, qui arrivent bien sûr directement auprès de nos adversaires, peuvent avoir comme conséquence, de façon extrêmement simple, le renforcement de la ténacité ennemie et une prolongation de la guerre.»⁹⁸ Il n'est donc pas étonnant que les idées défendues dans les différentes feuilles volantes soient similaires aux messages de propagande destinés à la population allemande. Matraquant le thème de sa puissance, l'Empire doit «tenir» à tout prix dans cette guerre d'usure.

La *Mundpropaganda* allemande s'est-elle épanouie ailleurs en Europe? Les sources sont lacunaires, mais il semble que la méthode ait connu un certain développement en Suède et au Danemark. Comme la Suède n'accueille pas d'internés, trois représentants de commerce ont mis sur pied un réseau de 200 interlocuteurs de confiance, bénéficiant notamment du soutien de l'association des jeunes conservateurs⁹⁹. La propagande orale prend également ses marques à Vienne, La Haye et Christiania¹⁰⁰. En Norvège, où l'internement débute en mars 1917, les feuilles volantes servent notamment de référence pour les thèmes à lancer dans la presse. Seules les sources concernant les Pays-Bas sont plus détaillées. Le légat Friedrich Rosen constate dans un premier temps le manque de Hollandais suffisamment fiables pour cette mission. Après l'arrivée des internés allemands dans le pays en

décembre 1917, un lieutenant-colonel est dépêché en Suisse pour tirer profit de l'expérience helvétique. La mise en place effective du plan, en août 1918, intervient à nouveau très tardivement pour être réellement efficace¹⁰¹.

L'Entente ne semble pas s'être dotée d'une organisation similaire de propagande orale. En revanche, une technique semblable apparaît presque simultanément de l'autre côté de l'Atlantique. Peu après leur entrée en guerre, les États-Unis se dotent d'une structure orale de conditionnement de l'opinion publique, les *Four Minute Men*. Stationnés sur l'ensemble du territoire américain, ces porte-voix tiennent de courts discours d'environ quatre minutes qui sont tirés des bulletins transmis par le Committee on Public Information. Lancé en mai 1917, ce système permet la tenue de plus de 750 000 discours, issus de 46 bulletins, jusqu'à la fin du conflit¹⁰². Les exemples allemand (souterrain) et américain (public) sont emblématiques des nouvelles techniques de persuasion de masse mises en œuvre au cours du conflit.

L'ASPIRATION DES « NATIONALITÉS »

Si la Suisse constitue dans cette guerre une plateforme internationale de premier plan, elle ne le doit pas seulement aux dissidents des grandes puissances qui y trouvent refuge. De multiples mouvements dits des « nationalités » militent aussi pour leur indépendance depuis leur exil helvétique. Ils profitent des conditions relativement libérales qui prévalent dans la politique d'asile de la Confédération, au moins jusqu'en automne 1917. Dès 1915, le pays assiste à la floraison d'une littérature militante conséquente. Polonais, Macédoniens, Ukrainiens, Lituaniens, Lettons, Estoniens, Géorgiens, Hindous, Irlandais, Égyptiens ou Syriens s'agitent en développant des plans pour l'après-guerre. La plupart publient de nombreuses brochures et bulletins pour défendre le droit de leur peuple à l'indépendance ou à l'autonomie¹⁰³. Ces mouvements politiques connaissent une résonance grandissante, que confirme le discours du président américain Woodrow Wilson du 8 janvier 1918, dans lequel il défend, dans ses fameux Quatorze Points, le droit des peuples à l'autodétermination. Ces petits groupes étrangers constituent une nébuleuse d'agents et de structures en butte avec les différents impérialismes belligérants. Si la guerre affaiblit surtout les grands empires multiethniques que sont la Russie,

l'Autriche-Hongrie ou la Turquie, elle fragilise l'ensemble des puissances européennes. Le terme de «nationalités» sera utilisé ici de façon large pour définir des mouvements dont les revendications sont basées aussi bien sur des facteurs ethniques et confessionnels que politiques (de type révolutionnaire).

Les propagandes belligérantes comprennent le potentiel subversif qu'elles peuvent tirer de tels mouvements et l'Allemagne entre rapidement en action pour instrumentaliser ces «petites nationalités». Elle s'appuie principalement sur les colonies anglaises en Orient et sur les peuples allogènes de Russie. Dans un premier temps, les prises de contact restent ponctuelles. La colonie polonaise, la plus revendicative vis-à-vis de l'empire tsariste, est surveillée dès le mois de novembre 1914. Puis, en été 1915, des brochures de l'Indian National Party sont envoyées depuis Zurich. La *Gazette de Lausanne* dénonce leur «anglais grotesque»¹⁰⁴. L'action institutionnelle prend une certaine envergure avec la création d'une Division orientale au sein de la légation en juillet 1915, qui prend le dessus sur l'action parallèle menée par la Nachrichtenstelle für den Orient. Plusieurs agents interlopes s'y côtoient. Ils ont tous une même aversion pour l'impérialisme de l'Entente. On y trouve le journaliste irlandais Gerald Gifford, le directeur du Comité pour la Géorgie Indépendante Mikheil Tsereteli, l'Indien Virendranath Chattopadhyaya, impliqué dans l'affaire des bombes du consulat de Zurich, l'Égyptien Farid Bey ou encore le Tatar Zia Bey¹⁰⁵. Le consulat de Zurich finance par exemple le *Bulletin de la Société pour le progrès de l'Islam*, une publication qui cherche à créer de l'agitation nationaliste au sein des populations marocaine, algérienne, tunisienne et tripolitaine¹⁰⁶.

UN DOUBLON ENCOMBRANT

En avril 1916, la Nachrichtenstelle für den Orient se détache de la tutelle formelle exercée jusque-là par la légation bernoise. Elle crée sa propre agence satellitaire à Zurich, sous la direction de Max Rudolf Kaufmann. Établi au début du conflit à Constantinople, ce Bâlois turcophile est en relation à la fois avec l'Orient-Verlag à Zurich, fondée par son père, et la Librairie Nouvelle à Lausanne. En octobre 1916, son bureau a déjà expédié environ 12000 écrits depuis la Suisse, destinés aux colonies arabes de la France et de l'Empire britannique et aux nationalités séparatistes de l'Empire russe¹⁰⁷. Cette

activité parallèle déplaît fortement à l'Auswärtiges Amt, qui prie rapidement Kaufmann de se soumettre à son autorité¹⁰⁸.

Cette mise au pas est probablement due à un scandale provoqué par la NFO au printemps 1916. La brochure antianglaise qu'elle distribue, intitulée *Vérités historiques*, déclenche la fureur de la presse romande. La polémique est lancée par le professeur lausannois Rodolphe-Archibald Reiss, qui reçoit la brochure gratuitement à son domicile¹⁰⁹. La brochure de la NFO falsifie son origine en utilisant le sceau d'un éditeur parisien connu, Alphonse Lemerre¹¹⁰. Reiss s'en prend très précisément aux agissements du « bureau de propagande allemande [...] qui a l'habitude de mettre ses envois à la poste de la Seidengasse »¹¹¹. Hans Attenberger est alors indirectement mis en cause. « Qui a eu l'idée incompréhensible de se servir d'un éditeur parisien en vue ? »¹¹² demande Hermann von Simson, visiblement déconcerté. À Berlin, une enquête interne est nécessaire pour établir la responsabilité de la NFO dans cette affaire. La brochure *Vérités historiques* est loin de constituer, pour les diplomates, une « arme tout à fait irréprochable »¹¹³. L'adresse de l'éditeur sur la page de titre ne correspond pas à celle de la dernière page. La grammaire et l'orthographe de l'auteur anonyme ne sont pas non plus exemptes de tout reproche. On lit par exemple sur la table des matières « conquête de l'Angleterre » ou, à la page 6, « La France se trouvant en guerre avec Charles V, naturellement que l'Angleterre prend le parti de ce dernier »¹¹⁴. En Suisse romande, la pilule rhétorique est pour le moins difficile à avaler, puisque la brochure cherche à diviser les forces de l'Entente en invoquant l'antagonisme franco-anglais de la guerre de Cent Ans. Ce dérapage constitue une nouvelle illustration du caractère polycentrique du dispositif allemand de propagande.

Max Rudolf Kaufmann est impliqué dans une autre réalisation de propagande qui crée d'importants remous en Suisse, la *Correspondance politique de l'Europe centrale*. Cette publication bihebdomadaire émane du bureau Erzberger et est lancée, en apparence, à Zurich au début de l'année 1916. Elle est éditée en français, en anglais, en italien et en espagnol. L'allemand est soigneusement évité. La feuille de quatre pages est en réalité imprimée à Berlin, avant d'être transmise à la légation helvétique. L'Alsacien G. Loretz est engagé par Erzberger pour s'occuper de sa rédaction¹¹⁵. Un procédé de camouflage similaire est utilisé pour le périodique

La Paix/Pace, édité à Zurich, mais produit à Berlin par le bureau Erzberger. Loretz est également responsable de la rédaction de cette feuille destinée aux prisonniers de guerre français et italiens, dans une optique de démoralisation¹¹⁶.

La *Correspondance politique de l'Europe centrale* s'adresse, dans un français hésitant, aux «Hommes politiques, Agents diplomatiques, Banquiers, gros Industriels [*sic*], Financiers, etc.»¹¹⁷. En Suisse, le ton très violent et polémique de la *Correspondance* provoque de multiples interdictions d'envoi ouvert, ce qui n'empêche pas la feuille de poursuivre sa parution jusqu'à la fin de la guerre. Le bulletin est pensé avant tout pour des envois fermés à l'étranger. Il est encore conservé aujourd'hui dans des bibliothèques en France, aux États-Unis ou même au Canada¹¹⁸. La Suisse sert donc de simple boîte postale. Destinée avant tout aux colonies de l'Entente, passées ou présentes, cette propagande au ton outrancier est largement dénoncée en Suisse¹¹⁹. Jouant sur le rejet de la guerre, le long extrait qui suit montre l'exaltation d'une publication de propagande qui ne se destine pas directement à un lectorat neutre :

Voici presque deux ans que la plus épouvantable guerre passée, présente et, espérons-le, future, ensanglante, ruine et décime l'humanité. Sous prétexte de conserver leur cocarde nationale à 7 millions de Belges que personne ne menaçait, on a tué, écopé, mis dans les camps de concentration, abandonné mourants sur les routes de l'exil, et déraciné plus de dix millions d'individus : soldats, civils, femmes, vieillards, enfants, tous innocentes victimes de la plus honteuse, de la plus lâche et de la plus odieuse intrigue politique, ourdie par un Suchomlinoff, voleur et concussionnaire dans un but de dol et de fraude, avec le concours d'un Delcassé inconscient dans son désir de revanche, et d'un Sir Edward Grey, imbu de mercantilisme britannique, avide de ravir à l'Allemagne les marchés du monde qu'à force d'ordre, de méthode, de travail et d'économie, elle avait sû [*sic*] conquérir.

Il paraît que ce n'est pas assez de sept départements envahis, d'une Pologne dépeuplée, d'une Serbie râlante, d'une Belgique réduite à la mendicité américaine et d'un million de réfugiés du Nord vivant en France chichement de l'obole gouvernementale? Ce n'est pas assez de deux millions d'exilés polonais et lithuaniens en Sibérie, de villes détruites, de morts exposés au grand air sur les champs de carnage où ils restent sans sépulture? [...]

Peut-on dire sans mentir que l'Allemagne est épuisée, affamée, impuissante, réduite à l'état d'épave, alors que cinq millions de ses soldats tiennent le front avec ardeur et en font un mur infranchissable de fer et de feu, contre lequel, en vain, vient se briser l'héroïsme audacieux et impuissant des légions françaises qu'on mène à la boucherie et qui ne savent que mourir, au lieu de vaincre, comme on ne cesse de leur promettre, mensongèrement, pour les pousser au sacrifice! [...] Mais la France s'épuise et se meurt. Qu'importe puisque le roman-feuilleton de la guerre marche dans la presse [...].¹²⁰

Responsabilité de l'Entente dans le déclenchement de la guerre et invincibilité de l'armée du Reich : tels sont les lieux communs de la propagande allemande qui se retrouvent dans cet extrait. Suite à des plaintes de la *Tribune de Lausanne* et de l'ambassade de France, la Commission de censure exige que la *Correspondance politique de l'Europe centrale* modifie son sous-titre. La mention «absolument indépendant» est alors retirée¹²¹. L'anonymat du bulletin ne plaît pas non plus à la Commission. Cette dernière modifie ses directives en juin 1916 et exige que «toute la littérature périodique de propagande paraissant en Suisse, qui sera envoyée de façon générale par envoi ouvert, [mentionne] à l'avenir le nom du rédacteur ou de l'éditeur responsable dans chaque numéro»¹²². La *Correspondance* s'y plie et l'agent suisse Max Rudolf Kaufmann apparaît dès lors officiellement à la tête du bulletin¹²³.

FAIRE CHUTER LE TSAR

L'action allemande auprès des nationalités de Russie débute, elle aussi, de façon conséquente au cours de l'été 1915. Une percée austro-allemande sur le front de l'Est met alors à mal l'unité de l'empire tsariste. La Pologne, la Lituanie et une grande partie de l'Ukraine sont désormais sous le contrôle des Empires centraux. Ces différentes nationalités entrevoient la possibilité d'une indépendance. D'après l'historienne Hélène Carrère d'Encausse, «la Suisse devient alors le véritable centre de la politique allemande des nationalités»¹²⁴. Le légat Romberg est au cœur de l'action. Consul général à Sofia avant-guerre, le diplomate est très attentif à la *Mittleuropa*. Il bénéficie d'une grande liberté de mouvement pour engager des forces antirusses. Deux militants nationalistes,

l'Ukrainien Wolodomir Stepankowski et le Lituanien Juozas Gabrys, sont les contacts privilégiés par la légation. Malgré les rapports négatifs émis par Berlin, Romberg finance dès l'automne le Comité national ukrainien, basé à Lausanne, et subventionne *L'Ukraine*, rédigé par Stepankoswki¹²⁵. Quant au militant Gabrys, il permet à l'Allemagne de noyauter, très provisoirement, le réseau de l'Union des nationalités, qui vient de quitter Paris pour Lausanne.

Les émigrés maximalistes russes constituent ici un levier particulier d'action subversive. Établi en Allemagne, l'internationaliste russe Alexander Helphand, dit Parvus, s'active en Suisse et en Scandinavie auprès des cercles exilés pour fomenter une révolution dans l'empire tsariste. Il reçoit le soutien de Berlin et dispose d'un million de marks. En Suisse, Parvus entre notamment en contact avec Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, établi à Berne peu après le déclenchement du conflit, mais celui-ci rejette toute proposition, car il juge Parvus compromis par ses relations allemandes¹²⁶. La légation allemande parvient également à entrer indirectement en contact avec Lénine par le biais de l'Estonien Aleksander Kesküla¹²⁷. La Suisse est alors une terre d'asile centrale pour l'internationalisme ouvrier. Les petites conférences de Zimmerwald (septembre 1915) et Kiental (avril 1916) marquent la renaissance d'un mouvement brisé par les Unions sacrées d'août 1914, même si Lénine ne parvient pas à y imposer ses idées révolutionnaires de guerre civile généralisée. Des suspicions existent quant au financement allemand d'un éditeur de textes de Lénine, mais ce dernier prend soin de rejeter toute offre portant, de près ou de loin, l'empreinte du gouvernement impérial¹²⁸. Établi à Berne puis Zurich, Lénine vit alors dans une grande pauvreté.

Tout change après la révolution de Février et le renversement du tsar. Lénine sait qu'il doit compter sur le soutien intéressé de l'Allemagne pour rallier Petrograd. En mars 1917, des discussions indirectes ont lieu entre le socialiste zurichois Fritz Platten, Arthur Hoffmann et Romberg. Prudent, Lénine se fait représenter par un proche, Grigori Zinoviev. L'état-major allemand compte sur les capacités défaitistes des bolcheviques alors que la menace d'une entrée en guerre des États-Unis se précise. Par télégramme, l'*Auswärtiges Amt* confirme «que les révolutionnaires russes seraient transportés à travers l'Allemagne et seraient pourvus de matériel de propagande pour pouvoir travailler en Russie»¹²⁹. Le 27 mars

1917, Lénine et une trentaine de militants quittent Zurich en train pour la Suède puis la Russie. Ils s'acquittent du prix de leur billet. La légende du wagon «plombé» est alors construite sur le statut d'exterritorialité obtenu par Lénine pour ce voyage.

LAUSANNE ET LA «COMÉDIE DES NATIONALITÉS»

L'action allemande au sein de ce mouvement protéiforme des «nationalités» est importante. À Berlin, les archives de l'Auswärtiges Amt conservent des centaines de cotes consacrées à cette problématique. Plus de 60 volumes s'intéressent notamment aux actions de la colonie polonaise en Suisse, alors que 22 sont réservés au seul agent ukrainien Stepankowski. Cette ampleur illustre la complexité des réseaux tissés par l'Allemagne et les autres belligérants sur le sol helvétique, car les colonies exilées sont bien souvent divisées entre différentes factions. Pour le cas de la Pologne, les émigrés politiques se scindent très clairement en trois tendances. Le cercle du Musée national polonais de Rapperswil représente les militants favorables à l'Autriche, l'Agence centrale polonaise de Lausanne réunit les partisans de l'Entente et l'association La Pologne et la Guerre à Lausanne regroupe les tenants d'une troisième voie, celle d'une indépendance totale. L'Europe du Sud-Est est également un enjeu de pouvoir entre Croates, Monténégrins et Grand Serbes, qui se retrouvent pourtant impliqués, en parallèle, dans des officines combattant la monarchie des Habsbourg¹³⁰. Par son ampleur et ses multiples ramifications à l'étranger, l'étude de l'interaction entre les propagandes belligérantes et les mouvements des «nationalités» dépassent le cadre de cette recherche. Mais une dernière étude de cas, consacrée à la trajectoire fluctuante de Juozas Gabrys, doit permettre d'illustrer les difficultés présentées par l'influence de ces nébuleuses militantes.

Entre diplomates et militants indépendantistes, l'instrumentalisation fonctionne dans les deux sens. Tout «agent» de la propagande allemande ne se contente pas d'effectuer docilement les tâches conférées par ses soutiens financiers. Le cas de Gabrys, héros de la révolution lituanienne de 1905, est exemplaire, car il profite de l'intérêt manifesté par l'Allemagne pour jouer un double jeu. Depuis 1912, Gabrys dirige l'Office central des nationalités à Paris, aussi appelé Union des nationalités. Il déplace cette structure à Lausanne au cours de l'année 1915, déçu par le manque de

soutien reçu de la part de la Troisième République. La France refuse de collaborer à une œuvre dont les revendications affaiblissent son allié tsariste¹³¹. Gabrys décide alors de se lier au dispositif antirusse mis en place par l'Allemagne en Suisse. Il reçoit 1000 marks par mois de la légation à partir de janvier 1916¹³². Gabrys propose peu après la fondation de la Ligue des nationalités allogènes de Russie, un projet qui suscite l'enthousiasme de Berlin. Dans la capitale vaudoise, Gabrys dirige désormais la Librairie centrale des Nationalités, ainsi que les revues *Les Annales des Nationalités et Pro Lituania*.

Si les buts poursuivis par l'Union des nationalités se présentent comme universels, certaines revendications restent conflictuelles, car les attentes des militants lituaniens, polonais et ukrainiens sont contradictoires. Les publications de brochures sont importantes. Traitant d'une vingtaine de nationalités, plus de 70 écrits sont publiés par la Librairie centrale jusqu'en 1919. Un grand nombre est tiré d'un événement majeur organisé à Lausanne du 27 au 29 juin 1916, la troisième Conférence des nationalités. En 1912 et 1915 à Paris, les deux premières Conférences n'ont eu que peu d'impact. Pilotée secrètement par la propagande allemande, la troisième Conférence espère frapper un grand coup. Plus de 400 délégués de 23 nationalités se réunissent au Casino de Montbenon, avec, comme but, la publication d'une Déclaration des droits des nationalités. «Les débats de la conférence auront une haute portée politique et historique», annonce, plein d'espoir, le *Journal de Genève* le 25 juin 1916. Pour assurer une image d'impartialité, le juriste belge Paul Otlet, créateur de l'association Suisse-Belgique à Lausanne, est placé à la tête de la Conférence. Militant pour une organisation internationale fédéraliste, Otlet est proche des milieux dissidents français, notamment de la Société d'études documentaires et critiques de la guerre¹³³. Gabrys occupe le poste de secrétaire général et garde le contrôle sur la manifestation par le biais de la Ligue des nationalités allogènes. Les publicistes genevois René Claparède et Edmond Privat, représentants de la Ligue des droit des peuples, mais aussi Georges Herron, un professeur américain qui se déclare proche de Wilson, prennent part aux débats.

Les observateurs commencent cependant à douter de l'impartialité de la Conférence, car les délégations tchèque, serbe et lettone, défavorables aux Empires centraux, sont représentées par des

délégués romands dont la légitimité paraît douteuse. Le comité letton se distancie notamment des propos tenus par sa porte-parole, une certaine Madame de Meuron. Au demeurant, la presse austro-allemande est fortement représentée à Montbenon. Durant ces trois jours, les débats prennent la forme d'un réquisitoire adressé à la Russie, alors que les Empires centraux sont épargnés. Dans la presse romande, les voix grondent pour dénoncer ce déséquilibre des forces. *La Suisse* parle d'une « comédie des nationalités » et le professeur Reiss se plaint de n'avoir pu s'exprimer pour défendre les Serbes¹³⁴. Dans son ensemble, la presse francophile de Suisse romande refuse de se faire la porte-parole du mécontentement exprimé à Lausanne. Celui-ci est en revanche puissamment relayé par les journaux allemands. Cependant, sur le plan international, la Conférence n'obtient pas une couverture médiatique importante et ne met pas réellement en difficulté les impérialismes de l'Entente¹³⁵.

À la fin de l'année 1916, l'*Auswärtiges Amt* aimerait restreindre les crédits alloués à l'Union des nationalités, mais Romberg poursuit l'opération en engageant le fonds secret dont il dispose à discrétion¹³⁶. L'Union continue à ferrailer jusqu'à la fin de la guerre, publiant d'innombrables plaidoyers en faveur de l'indépendance des peuples. Or, Gabrys travaille désormais contre l'Allemagne. Le Lituanien est déçu par le tournant pris par la politique orientale du Reich à partir de février 1917, car la solution d'une Lituanie autonome disparaît des plans berlinois. Il se montre dès lors attentif aux suggestions émanant d'un agent français du Quai d'Orsay, Jean Pélissier, dépêché en Suisse au premier semestre 1917¹³⁷. Toujours soutenu financièrement par l'Allemagne, Gabrys prépare alors la publication d'un pamphlet antiallemand, qui paraît sous pseudonyme à la fin du conflit¹³⁸. Dans cette somme de plus de 700 pages, le Lituanien s'en prend aux pangermanistes et à la caste militaire dominant la politique allemande.

L'effet obtenu par l'Empire allemand dans son soutien aux « nationalités » n'a ainsi pas toujours justifié l'effort et les sommes investies. Prises dans une rivalité de tous les instants, les puissances européennes ont manifesté un intérêt hors norme pour ces multiples groupes nationaux, qui ne correspondait pas toujours au poids réel que pesaient ces comités d'exilés sur le plan international ou dans leur pays d'origine. D'ailleurs, ces organisations nationalistes disparaissent de Suisse immédiatement après la fin des hostilités,

y laissant l'image d'une sorte de « champ de bataille chimérique »¹³⁹, pour reprendre l'expression de Jasna Adler. L'exemple de la conférence lausannoise montre toutefois que les nationalités constituent pour la propagande allemande l'une des deux stratégies de dissimulation qui lui permettent de mener une action offensive sur sol romand. La seconde est représentée par l'infiltration des milieux qui luttent contre la guerre à Genève et Lausanne.

NOTES DU CHAPITRE 11

1. Edmond Rossier, « Mouvements tournants », *Gazette de Lausanne*, 7 mai 1916.
2. Sur ces débats terminologiques, consulter Galit Haddad, « La querelle du « défaitisme » en 1917 », *Mots. Les langages du politique*, N° 76, 2004, pp. 59-74.
3. Michael Jeismann, « Propaganda », *op. cit.*, p. 208.
4. Cette expression est tirée d'une note de Paul von Hindenburg du 2 septembre 1918, citée dans *Orages de papier*, *op. cit.*, p. 12: « L'ennemi [...] submerge notre front non seulement par un feu roulant de son artillerie, mais aussi par un feu roulant de papier imprimé [das papierne Trommelfeuer]. »
5. *La guerre en...*, Berne: Ferd. Wyss, 1917-1918; *La guerre en...*, Genève: Atar, 1917-1918.
6. Voir Eberhard Demm, « Propaganda and Caricature in the First World War », *Journal of Contemporary History*, N° 1, 1993, pp. 163-192.
7. BAr, R901/72166, ZFA à la NA, Rapport de Margarete Gärtner, Berlin, 27 juillet 1915.
8. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFCP, Berne, 19 juillet 1916.
9. BAr, R901/71865, Schumacher (Bildzentrum) à Peter Scher (rédaction du *Simplificissimus*), Berlin, 2 décembre 1916; et réponse du 20 décembre 1916.
10. *Idem*, affiche publicitaire destinée aux colonies allemandes à l'étranger, slnd.
11. *Idem*, Fritz von Hahn (AA) à Gisbert von Romberg, Berlin, 18 mai 1917.
12. Voir notamment la sentinelle représentée sur la couverture du numéro du 15 septembre 1914.
13. Laurence Danguy, Philippe Kaenel, « La plus ancienne revue satirique du monde. Genève, histoire et visions du monde du *Nebelspalter* des années zurichoises (1875-1922) », *Relations internationales*, N° 153, 2013, p. 36.
14. Mark Fritz, *U-Boote und Kriegs-Ende*, Zurich: Jean Frey, 1918.
15. *Nebelspalter*, 30 juin 1917.
16. Voir Jean-Pierre Chuard, « Un journal satirique lausannois: *L'Arbalète* (1916-1917) », *Des journaux et des hommes, Aspects de l'histoire et de l'évolution de la presse en Suisse romande*, Lausanne: Cabédita, 1993, pp. 191-199.
17. Voir Philippe Kaenel, « Suisse-Allemagne (1848-1918): identités et neutralité du point de vue de la caricature », *Revue suisse d'art et d'archéologie*, vol. 60, 2003, pp. 99-112.
18. *Nebelspalter-Album. Caricaturen betr. den Weltkrieg*, Zurich: Verlag des Nebelspalters, 1918.
19. BAr, R901/71103, Reinhold Geheeb (directeur de la rédaction du *Simplificissimus*) à Fritz von Hahn (NA), Munich, 13 juin 1918.
20. BAr, R901/71104, Hellmuth von Lucius au chancelier impérial, Stockholm, 26 juin 1918.
21. Voir Laurence Danguy, « L'immédiat après-guerre dans la revue satirique suisse *Nebelspalter* (1918-1921) », *Ridiculus*, N° 20, 2013, pp. 27-45.
22. Marlène Sandrin, « Der *Nebelspalter* – Instanz des Schweizer Humors », in *Witzerland*, Zurich: Schweizerisches Landesmuseum, 2009, pp. 45-57.
23. Voir Karl Lüönd, *Spionage und Landesverrat in der Schweiz*, vol. 1, Zurich: Ringier, 1977.
24. BAr, R901/71085, NA à la BUFA, Berlin, 1^{er} août 1917.
25. BAr, R901/72653, Rapport de voyage de Margarete Gärtner, sans en-tête [juin 1915].

26. BAr, R901/71199, Hans Attenberger à Margarete Gärtner, Zurich, 23 juillet 1916.
27. *Idem*, Hans Attenberger à Margarete Gärtner, Zurich, 12 août 1916.
28. *Idem*, Hans Attenberger à Margarete Gärtner, Zurich, 22 août 1916.
29. *Idem*.
30. *Idem*, Hans Attenberger à Margarete Gärtner, Zurich, 28 août 1916.
31. « Propagande allemande », *Journal de Genève*, 27 août 1916.
32. « Gewaltsame Aufklärung », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 août 1916.
33. BAr, R901/71199, Margarete Gärtner à Hans Attenberger, Berlin, 21 septembre 1916.
34. BAr, R901/71998, Friedrich Rosen (Légit impérial) à Paul von Buri (NA), La Haye, 14 décembre 1916, cité par Nicole P. Eversdijk, *op. cit.*, p. 201.
35. BAr, R901/72022, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 7 septembre 1917.
36. BAr, R901/71085, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 11 août 1917.
37. BAr, R901/72023, Lieutenant-colonel von Brentano (AHS) à Hans Attenberger, Berne, 26 février 1918.
38. *Idem*, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 7 janvier 1918.
39. Jakob Tanner, *Fabrik Mahlzeit. Ernährungswissenschaft, Industriearbeit und Volksernährung in der Schweiz, 1890-1950*, Zurich : Chronos, 1999, pp. 275 ss.
40. Voir p. ex. BAr, R901/72002, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 21 septembre 1917.
41. Pascal Bongard, *op. cit.*, pp. 197-198.
42. BAr, R901/72022, Hans Attenberger, Rapport sur l'activité de propagande en Suisse au service de la ZFA, resp. de la légation, Zurich, fin mai 1918.
43. BAr, R901/72000, Formulaire d'abonnement du Dépôt des journaux allemands, slnd.
44. Le détail de ces tractions se trouvent dans BAr, R901/72000, Hotelpropaganda in der Schweiz, vol. 2, 1916-1917.
45. BAr, R901/72022, Joseph Attenberger à la ZFA, Zurich,
46. *Idem*, direction de l'Hôtel du Lac à la Vertreibstelle deutscher Zeitungen, Lucerne, [27 novembre 1917].
47. BAr, R901/72169, D^r Sch[umacher] (Bildzentrale) à Hans Attenberger, Berlin, 16 novembre 1916.
48. *Idem*.
49. AFS, E27/13893, [Service de renseignement central], Note sur les écrits de propaganda [*sic*] allemande, slnd., p. 17. Ce rapport est conservé aux Archives fédérales suisses. Il a pu être capté par le service de renseignement helvétique, ou alors ce dernier l'a reçu de l'Entente.
50. Lettre de Paul Beau à Pierre Marcel, Berne, 19 juillet 1917, citée par Pascal Bongard, *op. cit.*, p. 198.
51. BAr, R901/72169, Hans Attenberger à la société Transocean, Berlin, 27 juin 1917. Les références suivantes sont empruntées à ce document.
52. BAr, R901/72022, Rapport de Hans Attenberger, Zurich, fin mai 1918.
53. PA, R122983, Adolf von Montgelas (Légation allemande) au chancelier impérial, Berne, 11 septembre 1918.
54. BAr, R901/72022, Rapport de Hans Attenberger, Zurich, fin mai 1918.
55. BAr, R901/72169, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 2 avril 1917.
56. BAr, R901/72022, Rapport de Hans Attenberger, Zurich, 28 mai 1918. Les références suivantes proviennent de ce document.
57. Marcel Godet, *Archives suisses de photographie*, Lausanne: Impr. Réunies SA, 1917.
58. BAr, R901/72022, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 10 septembre 1917. Les citations suivantes proviennent de ce document.
59. BAr, R901/71085, ZFA à Hans Attenberger, Berlin, 27 juillet 1917.
60. *Idem*, Hans Attenberger, Projet de calendrier détachable 1918, slnd.
61. *Idem*.
62. *Idem*, MAA à la NA, Berlin, Berlin, 7 septembre 1917.
63. BAr, R901/72166, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 12 août 1915.
64. Guy de Pourtalès, « Six mois de propagande en Suisse », *op. cit.*, p. 567.
65. Oberzensurstelle, « Zensurverfügungen von A-Z », cité dans *Pressekonzentration und Zensurpraxis im Ersten Weltkrieg. Texte und Quellen*, H.-D. Fischer (éd.), Berlin: Volker Spiess, 1973, p. 212.
66. BAr, R901/71183, Hans von Haefen à la NA, Berlin, 25 novembre 1917, citant un rapport d'un agent allemand en Suisse.

67. BA, R901/72022, Rapport de Hans Attenberger, Zurich, fin mai 1918.
68. Édouard Favre, *L'internement en Suisse des prisonniers de guerre malade ou blessés*, Berne: Bureau du Service de l'internement, vol. 3, 1919, p. 37.
69. Lettre de Hermann Hesse à Max Bucherer, Berne, 25 décembre 1917, citée dans Hermann Hesse, *Gesammelte Briefe*, op. cit., pp. 366-368. Richthofen est considéré comme le grand héros de l'aviation allemande.
70. *Idem*, ZFA à Gisbert von Romberg, Berlin, 25 janvier 1918.
71. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit., entrée du 8 avril 1918, p. 347.
72. BA, R901/71892, Auslandsabteilung der OHL à l'AA, Berlin, 30 octobre 1918.
73. BA, R901/72596, ZFA au Lazaret de réserve de la station d'échange de Constance, Berlin, 21 avril 1917.
74. *Idem*, Dietrich von Bethmann Hollweg au chancelier impérial, Berne, 5 mai 1917.
75. Voir AFS, E27/13894, Propagande auprès des internés, 1916-1919.
76. *Idem*, Carl Hauser (Médecin de l'armée) au DPF, Quartier général, 13 juin 1918.
77. *Idem*, Ulrich Wille au président de la Confédération, Berne, 14 juin 1918.
78. *Idem*, Felix Calonder à Ulrich Wille, Berne, 27 juin 1918.
79. AFS, E27/13894, Karl Oftringer (directeur de la poste de campagne) à la Direction générale de la Poste, sl., 30 mars 1918.
80. PA, R122980, Rapport du major von Polentz, Berne, 30 juin 1916.
81. Philippe Godet, « Chronique neuchâteloise », article inséré dans le volume conservé à la BN de : *Éditions de l'Art pendant la guerre*, Neuchâtel: Delachaux & Niestlé, 1916.
82. Bürgerbibliothek Bern, Nachlass Rudolf von Tavel, 6. Nachtrag V, 360, Ausstelllung von Arbeiten deutscher Internierter, Frankfurt a. M., März 1917.
83. *Gazette de Lausanne*, 22 avril 1917.
84. *Berner Tagblatt*, 4 janvier 1917. Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 4 janvier 1917; Bund, 6 janvier 1917.
85. Rapport d'Émile Haguénin, Berne, 4 janvier 1917, cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, op. cit., p. 1207.
86. *Le passage des rapatriés français à Zurich*, Bâle: Nouvelle libr. littéraire, 1915, p. 55.
87. *L'étape libératrice. La vie de nos soldats et de nos alliés internés en Suisse*, Georges Jaccotet et al., Genève: Sadag, 1918; Otto Reichel, *Les internés allemands en Suisse*, Munich: R. Piper & C^{ie}, 1917.
88. Voir Patrick Bondallaz, « *Inter Arma Helvetia* »: faits, représentations et usages politiques de la Suisse charitable pendant la Grande Guerre, thèse en préparation à l'Université de Fribourg.
89. BA, R901/72179, Rapport de Hans von Haeften sur la réunion du 28 février 1917 concernant la propagande orale, Berlin, 5 mars 1917.
90. Voir par exemple BA, R901/72180, Feuille volante N° 51, retenue plus de deux semaines par l'Auswärtigen Amt.
91. Les feuilles volantes sont conservées dans: BA, R901/72179 à 72182, Mundpropaganda des Militärischen Stelle des Auswärtigen Amtes, 1917-1919.
92. BA, R901/72179, chancelier impérial à Gisbert von Romberg, Berlin, 15 février 1917.
93. *Idem*, Rapport de Hans von Haeften, cité, 5 mars 1917.
94. *Idem*, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 27 février 1918.
95. BA, R901/72181, Rapport de la légation impériale concernant la propagande orale, Berne, 23 janvier 1918.
96. *Idem*, Hans von Haeften à la NA, Berlin, 1^{er} mars 1918.
97. *Idem*, Note au sujet de la propagande orale, non signée, Berne, 23 janvier 1918.
98. PA, Bern 1265, Busso von Bismarck à la Division B, Berne, 26 juillet 1917.
99. BA, R901/72181, Rapport de la Légation sur la propagande orale, Stockholm, 12 août 1918.
100. *Idem*, Légation allemande au chancelier impérial, Vienne, 14 mai 1918; BA, R901/72182, Légation allemande au chancelier impérial, Christiania, 15 décembre 1918.
101. *Idem*, Friedrich Rosen au chancelier impérial, La Haye, sd.
102. Voir George Creel, *How we advertised America*, New York: Harper & Brothers, 1920, p. 94.
103. Voici une liste non exhaustive des périodiques créés pendant la guerre en Suisse: *Pro India, La Patrie égyptienne, Pro Lithuania, La Pologne aux Polonais, La Revue ukrainienne, Bulletin des nationalités de Russie, L'Égypte, Journal des Hellènes, La Revue du Maghreb et de*

l'Algérie, Le Moniteur polonais, Mitteilung über Armenien, La Serbie, Bulletin d'Alsace-Lorraine, Bulletin Monténégrin, Echo de Varsovie, Lettische Korrespondanz, Le Nil, Revue de Turquie, La Russie libre, Yougoslavie...

104. «La propagande allemande», *Gazette de Lausanne*, 8 décembre 1915.
105. Wolfdieter Bihl, *Die Kaukasus-Politik der Mittelmächte*, vol. 1, Vienne: Böhlau, 1975, pp. 225-226.
106. Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée: la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX^e siècle*, Genève: Droz, 1981, pp. 509-510.
107. Wolfdieter Bihl, *op. cit.*, vol. 1, p. 105.
108. BAR, R901/71199, Fritz Thiel à Margarete Gärtner, Berlin, 14 juillet 1916.
109. R.-A. Reiss, «Propagande allemande», *Gazette de Lausanne*, 19 mars 1916.
110. Charles Vuille, «À l'usage des neutres», *Tribune de Genève*, 22 mars 1916.
111. R.-A. Reiss, «Propagande allemande», *Gazette de Lausanne*, 19 mars 1916.
112. BAR, R901/72456, Hermann von Simson à Fritz Thiel, Zurich, 11 avril 1916.
113. *Idem*, Fritz Thiel à Hermann von Simson, Berlin, 15 avril 1916.
114. Voir *Vérités historiques*, d'après des documents historiques français: *France et Angleterre*, par un neutre, Paris: Lemerre, 1916
115. Klaus Epstein, *op. cit.*, pp. 121-122.
116. Voir l'article à charge de Frank L. Schoell, «La propagande allemande...», *op. cit.*, p. 246.
117. PA, R121002, Administration de la CPEC, Tract de proposition d'abonnement, slnd.
118. Une recherche sur internet localise la *Correspondance* notamment dans des bibliothèques d'Aix-en-Provence, de Stanford ou d'Ottawa.
119. *Der Bund*, «Fremde Propaganda», 24 novembre 1916.
120. *Correspondance politique de l'Europe centrale*, 30 avril 1916.
121. AFS, E27/13747, CFCEP au Département politique, Berne, 15 mai 1916.
122. *Idem*, CFCEP à la *Correspondance politique de l'Europe centrale*, Berne, 15 juin 1916.
123. AFS, E27/13586, P.V. de la CFCEP, 5 juillet 1916.
124. Hélène Carrère d'Encausse, *Le grand défi, Bolcheviks et nations, 1917-1930*, Paris: Flammarion, 1987, p. 71.
125. Alfred Erich Senn, *The Russian revolution...*, *op. cit.*, pp. 64 ss. Une grande partie des informations utilisées sur le mouvement des nationalités provient de cette étude.
126. Alfred Erich Senn, *The Russian revolution in Switzerland*, *op. cit.*, p. 66.
127. Robert Service, *Lénine*, Paris: Perrin, 2012, p. 276.
128. Willi Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zurich: Benziger, 1973, p. 175.
129. Cité par Hélène Carrère d'Encausse, *Lénine*, Paris: Hachette Littératures, 2000, p. 254.
130. Jasna Adler, *op. cit.*, pp. 167-168.
131. David R. Watson, «Jean Pélissier and the Office Central des Nationalités», *English Historical Review*, N° 439, novembre 1995, pp. 1196 ss.
132. Alfred Erich Senn, *The Russian revolution...*, *op. cit.*, p. 72.
133. Carl Bouchard, *Le citoyen et l'ordre mondial (1914-1919). Le rêve d'une paix durable au lendemain de la Grande Guerre en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Paris: A. Pedone, 2008, pp. 177 ss.
134. Voir resp. *La Suisse*, 29 juin 1916, *Gazette de Lausanne*, 29 juin et 4 juillet 1916.
135. Hélène Carrère d'Encausse, *op. cit.*, pp. 74-76.
136. Alfred Erich Senn, *The Russian revolution...*, *op. cit.*, pp. 200 ss.
137. Voir Georges-Henri Soutou, «Jean Pélissier et l'Office central des Nationalités, 1911-1918: renseignement et influence», *Relations internationales*, N° 78, été 1994, pp. 153-174.
138. Camille Rivas, *La Lituanie sous le joug allemand, 1915-1918*, Lausanne: Librairie centrale des nationalités, 1918.
139. Jasna Adler, *op. cit.*, p. 168.

12. LA PAIX, RIEN QUE LA PAIX ?

Une pluie d'or s'est abattue sur le pays romand. Chouette!...
Dis-moi qui te rente je te dirai qui tu hais.

*La Suisse, 1916*¹

Au printemps 1917, une nouvelle offensive de presse prend ses quartiers en Suisse romande et investit le champ de la dissidence pacifiste. Cette initiative est d'abord la conséquence des échecs connus par les efforts de démoralisation engagés directement au sein de la presse parisienne au cours des deux années précédentes. Berlin prend conscience que de nombreux intermédiaires, dont Bolo Pacha et le khédive d'Égypte, tirent un grand profit personnel de leur fonction. L'offensive est suspendue, faute de résultats. L'Empire allemand s'intéresse alors de près aux revues pacifistes de Genève et Lausanne pour toucher, par contre-coup, l'opinion française. Mais l'offensive s'inscrit aussi dans un contexte marqué par un accroissement des voix protestataires en France. L'échec de l'offensive Nivelle au Chemin des Dames a provoqué de sérieuses fissures dans le moral des troupes. Des mutineries éclatent au milieu du mois de mai 1917 et se manifestent par le refus de monter au front ou la contestation des supérieurs. Ces tensions sont renforcées par des grèves massives qui éclatent à l'arrière. La révolution russe de Février donne alors une énergie nouvelle aux forces pacifistes et internationalistes et l'apparition de protestations collectives touche aussi d'autres armées. Lorsque Kessler aborde l'exemple des mutineries françaises avec Ludendorff, ce dernier reconnaît ainsi que l'armée allemande souffre de problèmes similaires².

Depuis le début du conflit, la Suisse romande constitue une zone d'action primordiale pour les intellectuels français qui refusent, de

façon plus ou moins affirmée, d'apporter leur soutien à la poursuite des hostilités. Ils seront groupés sous le terme générique de « pacifistes » (le sens strict du terme reviendrait à ne tenir compte que des militants actifs, dès l'avant-guerre, dans des associations qui se désignent comme « pacifistes »). Les dissidents exilés dans la région lémanique adoptent en effet de multiples positions, allant de la doctrine non violente à la paix révolutionnaire. Influencés par l'exemple fondateur de Romain Rolland, de nombreux Français et Belges rejoignent la Suisse, et Genève accueille à partir de 1915 un véritable « milieu rollandien »³. Alors que l'esprit belliciste domine leur champ intellectuel, ces voix discordantes cherchent à créer une « contre-culture »⁴ par le biais de petites revues militantes. Au printemps 1917, l'Allemagne saisit l'opportunité qu'elle peut tirer d'une infiltration de ces réseaux et de leurs capacités « défaitistes ». Le même phénomène s'engage d'ailleurs de l'autre côté de la Sarine, quasiment simultanément, puisque l'Entente mobilise les milieux de la « dissidence » allemande par le lancement de la *Freie Zeitung*.

À Genève, trois nouvelles publications – la revue *La Nation* et les journaux *La Feuille* et *Paris-Genève* – sont directement créées par les services de la légation allemande grâce à la médiation de Jean Debrit et de l'Alsacien Charles Hartmann. En parallèle, trois revues de la gauche internationaliste bénéficient du soutien discret de l'empire wilhelmien. Il s'agit de *demain* et des *Tablettes* à Genève et de *L'Aube* à Lausanne. Les deux premiers périodiques restent des exemples célèbres d'engagement pacifiste⁵. Ils ont pourtant été liés indirectement à un belligérant qu'ils combattaient. Ce nouveau front ouvert par la propagande allemande correspond à une stratégie formellement définie à la fin de l'année 1917, au moment où Berlin prend la décision d'une « offensive de paix à l'étranger »⁶. Cette action est pensée comme un soutien moral nécessaire au succès de la grande offensive militaire prévue sur le front occidental pour le printemps 1918, connue sous le nom de *Michael-Offensive*.

En France, les différents acteurs de cette dissidence se sont trouvés sous le feu d'accusations de collaboration avec l'ennemi allemand. Si ces accusations furent pour la plupart haineuses et exagérées, certaines possédaient tout de même une part de vérité. Or, retracer l'histoire des infiltrations souterraines des réseaux pacifistes par l'Allemagne revient à tenter de démêler le vrai du faux, l'accusation ciblée de la simple et pure calomnie, à l'aide de

sources parfois lacunaires et souvent contradictoires ; mais cela revient également à tenir compte des croyances qui ont trouvé leur chemin dans les esprits des contemporains – des croyances qui ont contribué à ostraciser le camp de la dissidence.

L'OMNIPRÉSENCE DE JEAN DEBRIT

Le dispositif allemand de propagande compte principalement sur Jean Debrit pour son action subversive en Suisse romande. À la fin de l'année 1915, mis sous pression par son éditeur, Debrit doit renoncer à toute critique envers l'Entente dans *La Guerre mondiale*. « La feuille a perdu tout son intérêt pour nous », déplore Romberg⁷. Le journaliste genevois cherche alors à rapprocher l'Allemagne de différentes entreprises de presse. Hermann von Simson le considère comme « l'amateur le plus doué au sein des journalistes militaires suisses »⁸. Debrit joue d'abord un rôle d'informateur dans le projet de rachat allemand de la *Tribune de Genève*, une manœuvre probablement orchestrée par les services français pour mettre à nu le dispositif concurrent de propagande. En automne 1915, la somme de 600 000 fr. est évoquée par la légation et la transaction pourrait être couverte par les contacts romands d'Ulrich Wille Jr. D'après Simson, l'idée consiste à contrôler un « quotidien romand absolument neutre et objectif, qui serait lu dans les meilleurs cercles de Suisse romande – particulièrement les cercles protestants – et ceux de France et qui ferait concurrence au *Journal de Genève* et à la *Gazette de Lausanne* [...] »⁹. Romberg indique que les feuilles romandes rencontrent un grand intérêt en France et qu'elles peuvent diffuser des idées qui ne se trouvent pas dans la presse française, comme des critiques à l'état-major russe. Les tractations en restent là puisque les Allemands ignorent que la *Tribune de Genève* est déjà passée sous le contrôle d'un groupe d'investisseurs proches du Quai d'Orsay (voir chap. 5).

LA NATION, « ORGANE SUISSE INDÉPENDANT »

Une année plus tard, Debrit propose à Simson la fondation d'un nouveau quotidien romand. Dans un premier temps, Berlin refuse de soutenir cette idée car les coûts sont très élevés et les penchants pacifistes affichés par Debrit ne plaisent pas à l'*Auswärtiges Amt*¹⁰.

Toutefois, dans un second temps, la peur d'engager une action antiguerre disparaît avec l'éclatement des mutineries françaises du printemps 1917. Debrüt bénéficie de surcroît du soutien d'Edmond Privat, qui apporte une garantie de francophilie indiscutable au projet. En 1915, alors âgé de 26 ans, Privat s'est rendu en Galicie comme reporter de guerre pour le compte du *Journal de Genève* et du *Temps* parisien. Le militant espérantiste entre alors en contact avec Romain Rolland. Suite à son voyage sur le front oriental, Privat déplore auprès de Rolland l'attitude frileuse de la France concernant la question polonaise¹¹. Cette dernière devient le cœur de ses préoccupations internationales et il consacre sa thèse à la naissance de l'idée nationale polonaise au XIX^e siècle. Au printemps 1916, Privat se trouve dans une impasse. Le journaliste veut servir la cause polonaise au sein de la presse française, mais Philippe Berthelot, responsable de la propagande française à l'étranger, lui fait comprendre que la censure sévira pour protéger les intérêts de la Russie dans cette affaire. «Le droit des peuples, c'est de la foutaise!»¹² lui aurait indiqué Berthelot. Rolland suggère alors à Privat d'œuvrer depuis son territoire natal et Privat retourne en Suisse en été 1916. Le journaliste se démène alors pour créer un journal romand réellement «impartial»¹³ à l'image de son modèle alémanique, la *Neue Zürcher Zeitung*. Privat crée en parallèle le Comité international pour l'indépendance de la Pologne. Ses actions de propagande sont multiples, qu'il s'agisse de conférences, d'articles ou de la publication d'une brochure. Privat bénéficie pour ce faire du soutien financier des exilés polonais en Suisse¹⁴.

En octobre 1916, Romberg annonce que le quotidien *La Suisse* est à vendre pour la somme de 800 000 fr. Tirant à 50 000 exemplaires, la feuille est décrite comme «extrêmement antiallemande»¹⁵. Au même moment, Privat déclare à Mathias Morhardt, correspondant du *Temps* à Leysin et célèbre dreyfusard, qu'il possède des fonds importants pour le rachat de *La Suisse*. Il estime que le lancement d'un grand journal impartial en Suisse romande est en bonne voie et articule lui aussi la somme de 800 000 fr.¹⁶ Privat est très probablement l'acteur inconscient des jeux d'influence étrangers au sein du monde médiatique romand, puisque la proposition de rachat de la Suisse n'est en fait qu'un coup monté par le camp francophile pour compromettre la propagande allemande¹⁷.

En mai 1917, Privat trouve en Jean Debrit un allié pour réaliser son projet médiatique. Les Allemands lui versent à deux reprises 10 000 fr. par l'intermédiaire de leur agent ukrainien Stepanowski¹⁸. Privat tente alors de gagner le concours de Romain Rolland. S'il reconnaît le caractère «louable»¹⁹ du projet, le Français refuse d'y participer. Rolland reste fidèle à sa ligne individualiste et refuse de lier son nom, formellement, à une revue. *La Nation*, «organe suisse indépendant», est lancée le 2 juin 1917 à un rythme hebdomadaire auprès de la maison Atar. Debrit défend les idées soutenues par l'Allemagne, alors que Privat est le garant de la francophilie extérieure de la feuille. L'espérantiste représente les intérêts du cercle d'Alice Favre au sein de la revue²⁰. Présidente de la Croix-Rouge de la Ville de Genève, Favre est engagée dans différentes œuvres de charité en faveur des Polonais ou des Serbes. La direction de la revue est assurée par Maurice Rambert, un docteur en droit de 51 ans. Pionnier de l'industrie automobile, ce Montreusien d'origine est occupé dans la Régie des tabacs de Constantinople entre 1914 et 1916. Son attachement à la France est considéré comme «indiscutable»²¹ par Simson.

Dans son premier numéro du 2 juin 1917, *La Nation* se donne pour mission de soutenir «l'entente future des nations libres», tout en renforçant le lien intérieur entre Confédérés. La majorité des créations de propagande, qu'elles soient l'œuvre des Empires centraux ou de l'Entente, utilisent des déclarations d'intention similaires, suffisamment nobles pour laisser le lectorat dans l'expectative. Parmi les plumes de *La Nation*, figurent celles de Natacha Rostowa, traductrice du *Journal intime* de Tolstoï, Hector Hodler, fils du peintre Ferdinand et militant espérantiste, le comte Henri de Fitz-James, proche du cercle du *Réveil anarchiste*. La rubrique «Le droit des peuples» est bien mise en évidence. En revanche, les prises de position univoques, en faveur d'un camp ou de l'autre, sont très difficiles à déceler. La feuille ouvre ses colonnes à ce qu'elle appelle des «débats publics» et laisse s'exprimer des opinions contradictoires sur des questions d'actualité comme celles de l'Alsace-Lorraine ou de l'Égypte. *La Nation* s'inscrit, elle aussi, dans l'instrumentalisation allemande de la «question des nationalités».

Les aspirations divergentes de Privat et de Debrit ne tardent pas à provoquer des tensions. Deux mois seulement après le premier numéro, Privat quitte le navire. Il s'en explique à Romain Rolland : «Debrit n'accepte pas facilement la critique et entend diriger seul

et à son idée. [...] Je ne pouvais pas approuver son ton acerbe et violent ni ses rubriques ironiques dans un journal que je souhaitais calme et conciliant. Ensuite, à force de réagir contre la germanophobie, il ne faut pas tomber dans l'extrême inverse.»²² Rolland est attristé par ce départ et considère que les excès de *La Nation* s'expliquent par ceux de la propagande des « jusqu'au-boutistes » adverses. « On a besoin d'un tel journal à Genève. [...] Bienvenus, tous les souffles qui tâchent d'assainir l'air! S'ils sont parfois excessifs, la faute en est à l'excès contre lequel ils luttent; et ce n'est qu'en remédiant à celui-ci qu'on évitera les violences fatales de ceux-là »²³, confie-t-il à Privat. Dans *La Suisse*, ce dernier, s'il reconnaît la « sincérité » de Jean Debrit, ne cache pas leurs divergences : « Comme [Debrit], je souhaite ardemment la paix des peuples durable et démocratique; mais les fautes de la Russie envers la Pologne ne m'ont jamais fait oublier que les Alliés défendent la Belgique et la Serbie et qu'ils ont avec eux le président Wilson qui lutte pour la Société des Nations. »²⁴

Edmond Privat poursuit son engagement pour la Pologne. Il s'y rend une troisième fois en novembre 1916²⁵. Les propagandes belligérantes ne sont jamais très loin de ces initiatives, car Privat y est l'envoyé spécial de la *Tribune de Genève*. Quant à Jean Debrit, son engagement dans *La Nation* lui vaut la reconnaissance d'un certain nombre de militants indépendantistes. Le Bureau de presse caucasien lui transmet par exemple une carte ethnographique de l'Eurasie dédicacée au « meilleur journaliste du monde »²⁶.

PARIS-GENÈVE, ALLER SIMPLE

En septembre 1917, un nouveau journal au ton iconoclaste apparaît sur le marché romand. Son titre, *Paris-Genève*, indique clairement ses visées transfrontalières. Cette nouvelle feuille résulte notamment de la prise de contact de la légation allemande avec une nouvelle personnalité au profil dissident, Charles Leopold Hartmann²⁷. Cet Alsacien est un riche homme d'affaires de 62 ans. En août 1917, il lance la revue *Die Versöhnung*, dont la rédaction est assurée par le sociologue autrichien Rudolf Broda. De sensibilité socialiste, Hartmann a réalisé avant-guerre de juteuses affaires aux États-Unis, qui l'ont rendu multimillionnaire. En 1912, il dépose ses papiers à Küsnacht, aux bords du lac de Zurich. De retour d'un voyage aux États-Unis

en 1915, il est retenu par le Royaume-Uni à Gibraltar, avant d'être interné sur l'île de Man. Cette expérience semble fondatrice puisque Hartmann entre dans l'orbite de la légation allemande à son retour en Suisse en février 1916. L'homme d'affaires publie ainsi une brochure anti-anglaise consacrée à son internement, qui se retrouve dans les stocks de Hans Attenberger une fois la guerre terminée²⁸.

En novembre 1916, Hartmann lance un projet de grande feuille romande, *Le Soir*, dont la portée doit être internationale. Romberg est prêt à fournir 300 000 fr. et cette somme est déposée par Erzberger auprès d'un grand banquier installé en Suisse, le baron Oskar Rosenberg-Redé²⁹. Ce Hongrois a déjà été mêlé aux tentatives allemandes d'achat de journaux français en 1915. Son associé, l'Autrichien Heinrich Bettelheim, est basé à Lausanne au début de l'année 1916. Bettelheim, voyant la poussée de la presse romande en France, plaidait justement auprès du politicien allemand Hartmann von Richthofen pour la prise de contrôle d'un grand quotidien à Genève, Lausanne ou Neuchâtel. Ces hommes se trouvent mêlés de près au financement occulte de *Paris-Genève*, puisque de l'argent passe des mains de Rosenberg à celles de Hartmann³⁰.

Pour son équipe de rédaction, Hartmann contacte d'abord Henri Guilbeaux, un journaliste français exilé à Genève. Il espère gagner sa collaboration ainsi que celle de Romain Rolland. Ce dernier refuse catégoriquement, malgré les alléchants 22 000 fr. d'honoraires proposés³¹. Guilbeaux se montre plus indécis. Néanmoins, après quelques tergiversations, il refuse l'offre de Hartmann. Mais il accepte tout de même de donner une préface à un ouvrage de Hartmann dans lequel ce dernier s'en prend au socialiste français Gustave Hervé. Celui-ci est devenu, pendant la guerre, le « plus féroce des bochophages »³², d'après Guilbeaux, alors que *Le Canard enchaîné* le considère comme le chef de la tribu des « bourreurs de crâne »³³. En 1916, Hervé a modifié le titre de son journal *La Guerre sociale* en *La Victoire*, ce qui révèle son tournant « jusqu'au-boutiste ». Hartmann cherche par tous les moyens à compromettre Hervé et son nationalisme. Il prétend être le « lieutenant » anonyme qui soutenait financièrement Hervé dans ses démêlés avec la justice dans l'avant-guerre.

Le projet du *Soir* paraît finalement sous le titre de *Paris-Genève* le 10 septembre 1917. L'éditeur responsable est Frédéric-Hermann de Spengler, 52 ans. Cet anarchiste hollandais a dirigé la rédaction

de l'éphémère *Illustration nationale suisse* dans les années 1880. Au sein de la rédaction siègent des journalistes étrangers, comme l'Anglais Victor Samuel Ruelens-Marlier ou le réfractaire allemand Ludwig Christian Häusser. *Paris-Genève* déclare pourtant être composé uniquement de citoyens suisses qui défendent la concorde intérieure et l'indépendance économique du pays. La feuille ajoute que sa ligne de politique internationale est favorable à l'Entente, mais « sans attache officielle ou officieuse »³⁴.

Le journal ne s'intéresse pas seulement à l'actualité politique, mais ouvre ses colonnes à des rubriques sportives, financières et culturelles. En pleine crise du papier, son prix de 5 ct. est faible pour un journal à grand format. Trois jours seulement après son apparition, *La Suisse* dénonce les 300 000 fr. que l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie auraient mis sur la table pour lancer la feuille³⁵. Une note semblable, anonyme, est adressée au président de la CFCP. Le consul autrichien Oskar von Montlong, le banquier Rosenberg et un membre du directoire de Mercedes y sont décrits, avec Hartmann, comme les bailleurs de fonds de *Paris-Genève*³⁶. En l'état des recherches, il n'est pas possible de savoir si les Autrichiens et les Bulgares ont bien contribué au lancement du journal. Cette collaboration tripartite pourrait toutefois expliquer l'ampleur prise par la feuille dès son lancement, car elle dispose également d'une édition dominicale illustrée.

Paris-Genève présente un ton engagé qui dérange très vite les autorités suisses³⁷. Les articles de tête portent des signatures étrangères célèbres pour leur engagement pacificateur, à l'instar de celles des Français Marcelle Capy (édition du 9 septembre), Joseph Cailiaux (2 octobre), Léon Werth (4 octobre) ou de l'Allemand Edward Stilgebauer (13 septembre). *Paris-Genève* parvient également à publier une lettre que Romain Rolland destine à un contact allemand, probablement grâce à l'aide de la censure berlinoise. Fâché, Rolland ne comprend pas comment *Paris-Genève* s'est procuré cette missive³⁸. Les articles ne défendent jamais ouvertement la cause des Empires centraux. Ils s'en prennent surtout aux francophiles romands, comme Frédéric Jules de Rabours (caricaturé dans l'édition du 10 septembre 1917), et les « jusqu'aboutistes » français. Les germanophiles alémaniques sont en revanche épargnés, à l'instar du général Wille, qui est défendu par le journal suite aux attaques du Parlement contre ses méthodes de drill d'inspiration prussienne³⁹. Peu d'articles permettent de

désigner précisément l'engagement allemand. Ici, un article d'H. Sas défend la cause flamande, promue par le gouvernement allemand depuis les premiers temps de l'occupation de la Belgique, là, une publicité vante un ouvrage d'Henri Martinet édité par *La Paix* à Zurich, une feuille du réseau Erzberger⁴⁰.

Les autorités suisses s'en prennent dans un premier temps à l'appartenance étrangère des rédacteurs. Ruelens-Marlier se voit notifier son expulsion du canton de Genève⁴¹. Appelé d'urgence, Jean Debrit tente de faire jouer ses relations avec les autorités de censure. Il déclare à la CFCP avoir accepté le rôle de rédacteur en chef «à l'essai» dans l'espoir de faire changer la ligne «déplorable» de *Paris-Genève*. Son but, précise Debrit, est de ramener *Paris-Genève* sur le chemin de la «saine neutralité», car Hartmann aurait des «idées plutôt bizarres» et serait «un peu despote»⁴². La tentative de médiation de Debrit reste sans effet et le Genevois quitte la rédaction aussi opportunément qu'il l'avait rejointe.

Dès la fin du mois d'octobre 1917, le Ministère public ouvre une enquête en vue d'expulser Hartmann⁴³. Les activités de l'homme d'affaires en Suisse, tout comme sa véritable origine, ne sont pas connues. Hartmann se déclare citoyen américain, mais possède en réalité la nationalité française (étant né en Alsace française en 1855). Le millionnaire se trouve également en lien d'affaires avec l'Empire allemand, puisqu'il acquiert en mars 1917 une partie du capital d'une compagnie allemande de pétrole pour 1,2 million de marks⁴⁴. Cet investissement doit être mesuré à l'aune de son engagement de propagande et laisse clairement songer à une transaction compensatoire. Les colonnes de *Paris-Genève* dérangent aussi de nombreuses officines de l'Entente en Suisse. Pour cacher ses véritables intentions, le journal de Hartmann publie un article assassin à l'encontre de Guillaume II. À la suite d'une plainte de la légation allemande, la Commission de censure avertit la feuille. Les cartes sont brouillées et le journal utilise l'avertissement pour réfuter les accusations de «bochitude» qui lui sont lancées⁴⁵.

Un point de rupture est atteint en novembre 1917, lorsqu'une grande affaire d'espionnage est dénoncée par *Paris-Genève*. Le journal fait la lumière sur le service d'espionnage et de sabotage du sergent français Koetschet et de l'attaché militaire Jacques Mougeot⁴⁶. Ce réseau avait organisé l'attentat à la bombe de l'usine d'aluminium de Chippis, le 1^{er} mai 1917⁴⁷. La France

cherchait ainsi à briser le ravitaillement de l'Allemagne. Le juge d'instruction en charge de l'affaire conclut à la responsabilité du service de renseignement d'Évian. Les faits ne sont pas révélés au public et le mouvement ouvrier valaisan fait office de bouc émissaire. Durant l'affaire Koetschet, les articles accusateurs de *Paris-Genève* sont repris en Allemagne, notamment par la *Frankfurter Zeitung*. Le 26 novembre, 1500 personnes manifestent devant le siège du journal genevois, situé... à la rue des Allemands (l'administration de *Paris-Genève* utilise d'ailleurs l'appellation « rue Basse » sur son en-tête)⁴⁸. Les exemplaires du journal sont saisis par les manifestants et jetés dans le Rhône. Le Conseil fédéral s'inquiète de ces heurts et interdit la feuille lors de sa séance du 27 novembre 1917. Quelques jours plus tard, la police zurichoise questionne Hartmann à son domicile. L'ensemble du personnel de la feuille reçoit une menace d'expulsion du territoire helvétique. La *Berner Tagblatt* ou les *Neue Zürcher Nachrichten* condamnent cette mesure répressive, ce qui fait bondir la *Gazette de Lausanne*:

Ce sera un des côtés les plus curieux de l'histoire de la presse pendant la guerre que l'accueil empressé fait par certains organes suisses à des journaux de propagande allemande. Grâce à l'ignorance, pour ne pas dire à la mauvaise foi, de certains confrères, on nous a montré souvent non pas tels que nous sommes, mais tels que des étrangers intéressés entendaient nous faire voir à nos confédérés.⁴⁹

L'interdiction provoque l'ire de Berlin. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères le fait savoir au ministre suisse en poste dans la capitale, le futur conseiller fédéral Robert Haab. Richard von Kühlmann dénonce le « deux poids deux mesures » de la censure suisse et vise implicitement la *Freie Zeitung*, journal des démocrates allemands de Zurich⁵⁰. Pour Berlin, Gustave Ador, élu depuis l'été au Conseil fédéral, est responsable de la mesure. Celle-ci représente effectivement une rupture dans le travail effectué jusque-là. Il s'agit de la première interdiction totale d'une feuille suisse qui s'en est pris à la politique de l'Entente (voir chap. 13). Ador défend fermement l'impartialité du dispositif de censure⁵¹. Favorables à la suspension de *Paris-Genève*, Schulthess et Calonder relèvent cependant que cette nouvelle manière de procéder, pour un organe dit d'information, doit s'appliquer à l'ensemble des cas similaires⁵². Les deux conseillers fédéraux ont probablement en

vue les publications suisses contrôlées par l'Entente. Un certain équilibre est d'ailleurs trouvé avec l'interdiction de *L'Après-Guerre* au début de l'année 1918⁵³. Le sous-titre de cette feuille est évocateur : « Organe Suisse-Entente de Défense industrielle et commerciale, contre l'invasion et l'infiltration économique des puissances centrales. » La publication est présidée de façon honorifique par Édouard Herriot, maire de Lyon. Elle assure à ses lecteurs : « Par notre répertoire exclusif et permanent des firmes suisses qui viendront se grouper sous notre drapeau, nous pourrions dire aux Alliés : Voici vos amis [...]. Grâce à notre service d'enquête, nous vous donnons l'assurance que leurs capitaux sont exclusivement suisses, leurs commanditaires aussi [...]. »⁵⁴ Suite à l'intervention du Ministère public, la justice vaudoise découvre que les administrateurs du journal n'existent pas. Le président du conseil de direction de *L'Après-Guerre*, le conseiller communal de Lausanne Charles Forny, refuse de révéler l'identité de la quinzaine de collaborateurs⁵⁵.

Supprimé par la censure, *Paris-Genève* n'a laissé que quelques bribes compromettantes dans les archives berlinoises. L'entourage de la feuille lui donne cependant toutes les caractéristiques de l'action subversive menée en Suisse romande. Debrit joue notamment un rôle de garant éphémère. Le président de la CFCP croit d'ailleurs aux chances du journaliste de pacifier la ligne de *Paris-Genève*. Quant à l'imprimeur de la feuille, Albert Renaud, il publie d'autres périodiques liés à la propagande allemande, comme la *Revue de la Presse* ou *La Belgique indépendante*. Enfin, Hartmann est défendu par l'avocat zurichois Fritz Fick, éminent membre des SIS, dans ses démêlés avec la justice suisse⁵⁶.

L'ENVOL DE LA FEUILLE

En été 1917, Maurice Rambert est contacté pour lancer un quotidien en supplément de *La Nation*. Cette proposition est faite par l'Allemagne grâce à un agent suisse, le major Dubois, qui n'a pas pu être identifié. Le 28 août 1917 paraît le premier numéro de *La Feuille*, « journal d'idées et d'avant-garde » de deux pages, dont la rédaction est confiée à Jean Debrit. Le titre fait écho à un fameux journal parisien lancé pendant l'affaire Dreyfus et revendique son appartenance à une « minorité clairvoyante ». Debrit fait aussi directement référence à l'héritage de son père Marc, dreyfusard de la première heure⁵⁷. *La Feuille* entend représenter le « seul point de vue

suisse, c'est-à-dire une vision européenne de ce qui divise le monde en deux camps d'apparence inconciliable»⁵⁸. Rapidement, le nouveau quotidien de Debrit est accusé d'être une entreprise de propagande allemande⁵⁹. Dans son édition du 31 août 1917, *La Feuille* ironise sur une gravure publiée en « une ». Son auteur, l'artiste belge Frans Masereel, y dépeint un gros bourgeois lisant le nouveau journal et s'écriant : « Vérité? Impartialité! Alors, c'est du boche! »

La force de frappe de *La Feuille* provient en grande partie des gravures originales que Masereel, lithographe de 28 ans, livre quasiment quotidiennement. Actif à Paris au début du conflit, Masereel est arrivé à Genève en 1915 sur les conseils de Guilbeaux, avec qui il collaborait à *L'Assiette au beurre*, une revue satirique parisienne de gauche. Forte de 276 dessins et 81 croquis, la collaboration de Masereel à la *Feuille* a marqué les esprits, jusqu'à nos jours⁶⁰. Stefan Zweig n'hésite pas à comparer l'artiste à Van Gogh⁶¹. Sur le plan formel, l'artiste flamand réactualise par ses caricatures la technique xylographique. Le rayonnement de Masereel est également dû à ses *25 images de la Passion d'un homme*, publiées à compte d'auteur à Genève en 1918. Cette œuvre est considérée comme le tout premier roman graphique⁶².

Le 27 novembre 1917, *Paris-Genève* disparaît. Ce jour-là, *La Feuille* adresse un appel à l'aide à son lectorat, par peur de devoir déposer le bilan. Pourtant, trois jours plus tard, son format est agrandi. La suppression de l'organe de Hartmann a très probablement libéré des moyens supplémentaires pour le quotidien de Debrit et *La Feuille* devient le cœur de l'action subversive allemande en Suisse romande. En décembre 1918, Romberg relèvera son importance en ces termes : « La très grande valeur de cet organe orienté tout à gauche est due au fait qu'il est l'unique porte-voix dont nous disposions en Suisse occidentale. »⁶³ À ce moment-là, la légation subventionne la publication à hauteur de 23 000 fr. par mois, ce qui en fait l'une de ses plus importantes entreprises de presse. *La Revue de Paris* la considère d'ailleurs comme l'unique succès de la propagande allemande en Romandie, car le quotidien de Debrit parvient à convertir les idéaux allemands en idéaux suisses, humanitaires ou neutres⁶⁴. La presse anglaise reconnaît elle



tinyurl.com/he2dasj

Dans l'édition du 31 août 1917, Frans Masereel retourne les accusations de corruption qui s'accumulent contre *La Feuille* (les « 30 000 » fr.) en s'en prenant à la vision manichéenne de ses adversaires.



Fig. 16. Une attaque au gaz, dénoncée par Frans Masereel dans *demain* (septembre 1917).

aussi l'«intelligence» de Debrit, qui défend «ostensiblement la philanthropie la plus large – anti-guerre, anti-souffrance, anti-oppression de toutes sortes»⁶⁵.

DES AUTORITÉS CONCILIANTES ?

Bien que *La Feuille* ne coûte que 5 ct., elle ne contient aucune publicité. Les autorités suisses ne semblent pas dupes. Lorsque *La Feuille* prend la défense du journaliste Ruelens-Marlier à la suite de son expulsion, un fonctionnaire fédéral écrit en marge de ce numéro : «Les loups ne se mangent pas entre eux.»⁶⁶ Le 22 janvier 1918, *La Feuille* passe de deux à quatre pages par jour. Or, les nouvelles prescriptions fédérales concernant la presse soumettent les journaux à des conditions drastiques d'utilisation du papier. *La Feuille* bénéficie alors de la réduction du tirage de *La Guerre mondiale*, un titre également édité par la maison Atar. Cette négociation est validée par le président de la commission fédérale en charge du dossier, le conseiller national Oskar Wettstein. Marcel Guinand dénonce cette manœuvre en publiant un fac-similé d'une lettre de Wettstein à Debrit⁶⁷. L'avocat dispose alors d'informations de première main transmises par le service français de contre-espionnage. Il s'indigne du passe-droit accordé à Debrit : «[...] *La Feuille* suit un chemin tellement semblable à celui où chemine la propagande germanique, que les ornières de ces deux cahotants véhicules se confondent sur tout le parcours.»⁶⁸ En 1917, Guinand reste un relais important du combat moral mené par l'Entente. Il publie notamment une brochure qui compile ses reportages effectués sur le front anglais pour le compte de la *Tribune de Genève* et du *Bund*. Quant aux conférences qu'il donne en 1918, elles bénéficient du soutien logistique du service français de propagande par l'image⁶⁹.

La lettre de Wettstein publiée par Guinand a tous les aspects d'un document authentique. Les francophiles romands sont en tout cas convaincus des facilités accordées par Berne à Debrit. Pierre Grellet, correspondant parlementaire de la *Gazette de Lausanne* et président de la société de presse de la ville de Berne, dénonce Wettstein et tous les «journalistes honoraires qui, sans l'assentiment des syndicats professionnels, se sont embusqués à la censure et dans les commissions consultatives»⁷⁰. Pris lui aussi à partie par Guinand, le conseiller fédéral Schulthess doit prendre

publiquement la défense de Wettstein⁷¹. Or, ce dernier, fondateur du séminaire de journalisme de l'Université de Zurich, vient justement de publier une série d'articles intitulée « Comment créer une presse européenne ? » dans *La Nation* et éditée sous forme de brochure par l'imprimerie de *La Feuille*⁷². Y a-t-il eu un échange de bons procédés entre Debrit et Wettstein ? Cette hypothèse paraît défendable, d'autant que le conseiller d'État zurichois, lié à la reprise allemande du *Züricher Post*, est aussi l'aimable interlocuteur du comte Kessler et l'un des hommes de confiance de l'attaché militaire austro-hongrois⁷³, et que ses idées sont, d'après Stefan Zweig qui le rencontre à Zurich, « d'orientation totalement allemande »⁷⁴.

La Feuille n'est en tout cas jamais inquiétée par la censure fédérale. Son ton polémique et ironique et sa rédaction composée de nombreux réfractaires sont pourtant semblables à l'entreprise censurée de *Paris-Genève*. Debrit bénéficie alors d'une aura positive au sein de l'administration fédérale. Tout au long de la guerre, les arguments du journaliste sont écoutés par la Commission de censure. En juillet 1917 par exemple, *L'Écho de Grèce*, une publication soutenue par l'Allemagne, est averti par la Commission de censure à deux reprises. Debrit s'annonce auprès de la CFCP comme collaborateur de la feuille. « Je suis donc un peu comme le garant moral de cette entreprise vis-à-vis des autorités fédérales »⁷⁵, écrit-il. Le Genevois demande alors entre les lignes à la Commission d'effectuer une censure préventive sur *L'Écho de Grèce*. Le professeur Otto Schulthess, membre de la CFCP, lui répond favorablement : « Nous sommes persuadés que de cette façon toute réprobation de notre part pourra être évitée. »⁷⁶

Les accusations de corruption s'accroissent pourtant contre Debrit et sa *Feuille*. Le rédacteur en chef de la *Tribune de Lausanne*, Paul Perret, fait notamment part de ses doutes :

M. Debrit travaille-t-il pour l'Allemagne ? C'est ce que nous nous garderons bien d'affirmer, malgré toutes les hypothèses basées sur le fait que les dépenses de la « Feuille » ne paraissent pas correspondre à ses ressources connues. M. Debrit s'est fait remarquer, dès le début de la guerre, par sa volonté d'être impartial, de ne céder à aucun entraînement. Il y a eu quelque mérite, reconnaissons-le. Mais le bulletinier méthodique et froid de la « Guerre mondiale » est devenu le polémiste amer de la « Feuille », acharné à

exploiter les torts, réels ou imaginaires, de l'Entente, à mettre en valeur tout ce qui pouvait lui nuire dans l'esprit de notre public.⁷⁷

Les autorités françaises ne sont pas dupes, notamment grâce aux informations transmises de Suisse par leur agent Guy de Pourtalès. Dès l'hiver 1917, *La Feuille* est dans le collimateur de la censure française⁷⁸. Pour contrer les suspicions qui l'entourent, la publication se vante le 22 janvier 1918 d'être interdite aussi bien en France qu'en Allemagne, signe prétendu de reconnaissance de son impartialité et de son indépendance. Pour le biographe de Masereel, Joris van Parys, la multilatéralité des attaques produites par *La Feuille* constitue bien une garantie de sa probité. Sur l'accusation de corruption, van Parys indique qu'il «s'agit d'une accusation ridicule puisque *La Feuille* est interdite aussi bien en Allemagne qu'en France. Dans les dessins satiriques de Masereel, le Kaiser et Ludendorff ne s'en tirent pas mieux que Clemenceau et le roi anglais»⁷⁹.

Jusqu'à la fin du conflit, Debrit reste effectivement un personnage écouté au sein du mouvement pacifiste. L'attitude de Romain Rolland est peut-être la meilleure illustration du brouillage des cartes opéré par le flux incessant d'accusations et de récusations entre les puissances en guerre. En février 1918, Rolland et Debrit polémiquent dans les colonnes de *La Feuille*. Leur dispute concerne la protestation de la Croix-Rouge concernant l'utilisation de gaz asphyxiants. Debrit dénonce l'attitude de la grande centrale humanitaire, qu'il juge insuffisamment «pacifiste», alors qu'une gravure de Masereel demande pourquoi la Croix-Rouge ne proteste pas aussi contre les canons⁸⁰. Dans son journal, Rolland note au sujet de Debrit : «On sent dans sa polémique trop de rancunes personnelles. Et sa passion combative lui fait perdre l'équilibre. Dommage ! Il est plein de talent, et sa tâche était belle.»⁸¹ Rolland défend même «l'honnêteté» de Debrit dans une discussion avec le général Maximilian von Montgelas, un pacifiste allemand exilé en Suisse. Ce dernier «s'exprime sur le compte de Debrit d'une manière qui m'étonne, car elle donne raison aux accusations portées contre lui par les journaux francophiles de Suisse romande». Cet échange inspire à Rolland la réflexion suivante :

Comme il est ridicule et un peu tragique que le fanatisme d'une juste cause entraîne ceux qui la défendent – dans un camp

comme dans l'autre – à des exagérations telles qu'ils deviennent suspects, non seulement à ceux qui dans leur propre camp combattent cette cause, mais à ceux qui dans le camp opposé luttent pour la même cause. Ainsi, Debrit est suspect de germanisme même aux Allemands libéraux du parti Foerster. Et la *Freie Zeitung*, organe des Allemands républicains en Suisse, est soupçonnée par Debrit et ses amis d'émarger aux fonds secrets des Alliés. Et tout cela est faux, sans doute.

TOUS COUPABLES

La ligne suivie par *L'Indépendance helvétique*, qui lui avait valu un rapide déclassement, a servi de leçon aux Allemands : comme pour *La Nation*, peu d'articles de *La Feuille* laissent filtrer des prises de position ouvertement germanophiles. Les caricatures féroces et expressives de Masereel ont valeur d'éditorial et brocardent chaque camp. Les magnats de l'armement, les politiciens « jusqu'au-boutistes » et les militaristes de tous bords sont les cibles préférées de l'artiste belge. L'Allemagne n'est pas épargnée. Le numéro du 29 août 1917 représente un Michel tendant un bouquet de fleurs à une Alsacienne, avec pour légende : « Joli petit bouquet de fleurs d'autonomie ? Ne fanent jamais, parole de « Not ». » Dans celui du 20 mars 1918, un géant allemand muni d'un gourdin écrase une ville belge. La légende cite les paroles de Gustav Stresemann au Reichstag : « Depuis le début de la guerre, nous avons pratiqué une politique de ménagement à l'égard des neutres. »

Dans *La Feuille* comme dans *La Nation*, le maître-mot défendu par Debrit est celui du « tous coupables ». *La Nation* compare par exemple l'impérialisme de l'Allemagne à celui de l'Entente :

Si l'Allemagne évacuait le nord de la France et la Belgique, les Alliés évacueraient-ils les colonies allemandes, la Turquie et la Grèce ? Si l'Allemagne accordait son indépendance à l'Alsace-Lorraine, l'Angleterre l'accorderait-elle également à l'Égypte ? [...] Dans le cas où l'Allemagne accepterait l'autonomie complète de la Pologne, l'Angleterre agirait-elle de même avec l'Irlande ?⁸²

Une brochure de Jacques Kohler, un « patriote vaudois » auto-proclamé, est encensée par *La Feuille*. La responsabilité de la

guerre y est laissée à l'ensemble des belligérants, par la faute de leurs ambitions territoriales, à l'exception de la « malheureuse Belgique, victime de sa situation géographique »⁸³. Or, cette brochure a très probablement été publiée sous pseudonyme par le service allemand de propagande. Pour les adversaires de l'Allemagne, telle la *Freie Zeitung*, cette dispersion des responsabilités est le « point de vue [...] le plus agréable aux Empires centraux »⁸⁴.

En automne 1917, un ouvrage de Debrit, ... *et ce fut la guerre!*⁸⁵, consacré aux causes « morales, lointaines et immédiates » du conflit, conclut également à une culpabilité partagée entre les puissances. Le journaliste peut s'appuyer sur le succès de ses ouvrages précédents. De 1915 à 1917, le Genevois a publié cinq volumes qui compilaient ses articles militaires pour *La Guerre mondiale*⁸⁶. En 1917, ... *et ce fut la guerre!* est dédié à « la Suisse, à ses principes démocratiques, à son idéal d'amour et de paix, à ses races volontairement unies et par elles à l'Europe de demain! ». Debrit se réclame du « magnifique » exemple de Spitteler pour s'octroyer le droit, en tant que neutre, de juger. Il dénonce le rôle de la presse suisse et celui des dispositifs de propagande dans la faillite de la mission morale de la Suisse. Le Genevois demande à chaque région linguistique de battre sa coulpe, la Suisse alémanique pour la Belgique et la Suisse romande pour la Grèce. Dans le *Journal de Genève*, l'helvétiste William Martin considère que : « [Debrit] a été trop [sceptique]. Combattant ce qui lui semble être un parti pris, il est tombé dans le parti pris inverse, cent fois pire, puisque l'intérêt national [...] ne l'anime pas. »⁸⁷

Berlin diffuse le livre en Suisse romande et auprès des neutres européens⁸⁸ ; 500 exemplaires sont commandés pour les Pays-Bas, 100 pour la Suède. Lorsque Attenberger demande à Atar de réimprimer l'ouvrage, la maison genevoise accepte à condition d'en tirer 700 à 800 exemplaires. Ce marchandage est validé par le Reich. À la fin de la guerre, l'Allemagne est prête à diffuser un livre qui l'attaque directement, contrairement à ce qui s'était passé pour l'ouvrage *Zur Geschichte des Kriegsausbruches* de Jacob Ruchti en 1915. L'intensité du conflit fait tomber de nombreux blocages internes.

L'exemple des éditions Atar, fondées en 1896 et spécialisées dans les illustrations, prouve aussi que les lignes peuvent fortement se déplacer en quatre années. Depuis août 1914, la direction d'Atar est très à l'écoute des intérêts français. Elle publie

des œuvres de Suisses opposés à l'Allemagne (Alexis François, H. J. Suter-Lerch, Johann Baptist Rusch), d'opposants allemands à l'empire (Carl Max Lichnowsky, Hermann Fernau, Karl Ludwig Krause) et de propagandistes de l'Entente (l'Américain Georges Herron, les Belges Maurice et Lucy Kufferath, les Serbes Marie de Rusiecka et Édouard Petrovitch, les membres de l'Union hellénique de Suisse). Elle est par la suite pourtant prête à négocier sa collaboration avec Berlin. L'intérêt commercial prend le pas sur tout calcul idéologique. En mars 1916, la maison genevoise accepte d'imprimer un livre de propagande allemande à la condition que son nom n'apparaisse pas sur la couverture⁸⁹. En mai 1918, Atar propose une version allemande de ... *et ce fut la guerre!* suite au « succès » de la version française. Berlin accepte, mais doit attendre le mois de février 1919 pour que les 1000 exemplaires traduits soient prêts à être livrés⁹⁰.

L'Entente est à pied d'œuvre pour dénoncer *La Feuille* et sa rédaction. Un ancien rédacteur, Gaston Rub-de-Crousaz, publie une brochure qui dévoile les liens de Debrit avec l'Empire allemand⁹¹. Les attaques de l'ancien reporter local sont ciblées. Elles révèlent le nom des plumes qui participent à la rédaction : les tolstoïens Birukoff, Pierre Jean Jouve et sa femme Andrée, l'anticlérical Fitz-James, les dissidents français Henri Guilbeaux et Claude Le Maguet, le déserteur belge Louis Questiaux, l'étudiant allemand Jacob Feldner ou la féministe Marguerite Debrit. Le correspondant du bureau Wolff à Genève, E.-Ludwig Juillerat, et l'ancien éditeur de *Paris-Genève*, Frédéric de Spengler, font également partie de la rédaction⁹². La composition internationale de *La Feuille* contraste avec la prétendue ligne nationale du « Point de vue suisse » que Debrit rédige chaque jour en première page.

Le réseau allemand de propagande fonctionne en vase clos, puisque *La Feuille* et *La Nation* sont utilisées pour alimenter les agences de presse tenues par Berlin⁹³. Les deux titres romands bénéficient en outre d'une large diffusion gratuite en Suisse alémanique. *La Gazette de Lausanne* s'en émeut :

Ils parviennent jusque sur les tables de rédaction du dernier journal de province ; ils étaient dans toutes les mains au congrès pacifiste qui a siégé l'autre jour à Berne ; pendant la dernière session parlementaire, la *Feuille* et la *Nation* s'étaient sur les pupitres de tous les députés ; les kiosques de la ville fédérale en regorgent ; une

librairie qui s'est fait une spécialité de publications anti-ententistes [nda: Ferd. Wyss] expose chaque jour une collection de ces journaux douteux dans un des carrefours les plus fréquentés de la capitale.⁹⁴

L'ODEUR DU SOUFRE RÉVOLUTIONNAIRE

À Genève et à Lausanne, les capacités séditieuses des forces de gauche intéressent la propagande allemande; *demain*, *Les Tablettes* et *L'Aube* luttent contre le capitalisme, l'impérialisme et la guerre. Par des biais plus ou moins détournés, ces revues perçoivent une aide financière de l'empire wilhelmien jusqu'à la fin du conflit⁹⁵.

Publié le 15 janvier 1916 à Genève, le mensuel *demain: pages et documents* reste le cas le plus connu et le plus combattu par la censure de la Troisième République, qui l'interdit rapidement⁹⁶. Ce que nous savons de son rédacteur Henri Guilbeaux dépend fortement des mémoires de « combat » que ce Français publie en 1918 et 1933⁹⁷. Né en Belgique en 1874, journaliste et écrivain proche du mouvement anarchiste, Guilbeaux a une grande connaissance de la pensée allemande. Il séjourne deux ans à Berlin dans les années 1900 et publie en 1913 une *Anthologie des lyriques allemands contemporains*. En avril 1915, après une courte mobilisation, le militant syndicaliste révolutionnaire est définitivement réformé. Il est alors âgé de 30 ans. Guilbeaux rejoint la Suisse en juin et collabore à l'Agence internationale des prisonniers de guerre grâce à la médiation de Romain Rolland. Ce dernier garde en mémoire l'article publié par Guilbeaux dans la *Bataille syndicaliste* du 13 novembre 1914: « Guilbeaux a été le premier à me défendre publiquement à Paris, en 1914, quand il y avait du danger pour moi »⁹⁸, se souvient Rolland. La première publication de Guilbeaux en Suisse est d'ailleurs un plaidoyer en faveur de la pensée « rollandienne ». L'ancien rédacteur de *L'Assiette au beurre* participe en parallèle à *La Guerre mondiale* à l'invitation de Debrit.

Éditée par Jean-Henri Jeheber, un libraire suisse d'origine allemande, *demain* constitue dès son lancement un forum d'opposition à la guerre. La revue publie des auteurs reconnus tels que l'Anglais Edmund D. Morel, secrétaire de l'Union of Democratic Control, le scientifique vaudois Auguste Forel ou l'anarchiste français Maurice Wullens. Romain Rolland y occupe une place de choix, qui dérange

pourtant celui qui se considère comme un « indépendant irréductible »⁹⁹. Après avoir feuilleté le premier volume, Rolland note :

Je fais grise mine au numéro parce qu'à chaque page de la partie documentaire et quelquefois à chaque demi-page je trouve mon nom. [...] Je ne décolère pas et je vais faire une scène à Guilbeaux. Mais quand je vois le pauvre garçon tout déconfit (il pensait me faire plaisir), la moitié de mes reproches me reste dans la garde. [...] Les amis sont d'aimables traîtres (des traîtres aimants). On use sa vie à lutter contre la Foire sur la Place, ils s'appliquent à vous faire rentrer dans le parc à moutons.¹⁰⁰

Si la signature de Rolland apparaît à onze reprises dans *demain*, seul son célèbre texte « Aux peuples assassinés » est rédigé spécialement pour la revue¹⁰¹.

Celle-ci subit une inflexion fondamentale suite au congrès de Kiental en avril 1916, durant lequel Guilbeaux rencontre Lénine et se rallie à ses idées. Le Français est désormais surveillé par la police genevoise sur ordre du Département politique et Lénine, malgré quelques réserves, en fait son intermédiaire au sein du milieu socialiste genevois¹⁰².

HENRI GUILBEAUX, UN « ROBESPIERRE » DE 1917

Sur le plan financier, *demain* bénéficie notamment de l'aide du pacifiste américain Louis P. Lochner, membre de la mission Henri Ford¹⁰³. À la fin de l'année 1916, la revue connaît des problèmes de liquidités et cesse de paraître. L'autorité allemande de propagande parvient alors à entrer en relation avec Guilbeaux. Au printemps 1917, son agent, le journaliste allemand Paul Schlesinger, propose le soutien d'un riche russe exilé à Saint-Moritz, Jacques Gabriel von Rosenberg. Le chiffre articulé par l'agent allemand se situe entre 10 000 et 12 000 fr.¹⁰⁴ Cette aide substantielle permet la relance de *demain* en mai 1917, qui plus est à un prix abaissé.

Schlesinger et Guilbeaux se sont connus avant-guerre. Les liens de Schlesinger, 38 ans, avec la division de presse de la légation sont indiscutables. Le journaliste travaille alors pour le compte de la *Vossische Zeitung* à Genève. Il reçoit notamment des consignes du comte Kessler et envisage avec ce dernier la création d'une revue culturelle allemande en Suisse, un projet resté sans suite¹⁰⁵. Quant

au nouvel éditeur de *demain*, l'imprimeur des Unions ouvrières de Genève Gustave Noverraz, s'il publie des feuilles anarchistes comme *Le Réveil* ou *Le Falot*, il édite également *L'Écho de Grèce*, un organe subventionné par la propagande allemande. Un autre acteur du réseau germanique, Charles Hartmann, est également en contact avec Guilbeaux et fournit 100 fr. par numéro et se déclare « tout prêt à l'aider encore davantage »¹⁰⁶.

La France cherche alors à faire taire par tous les moyens la revue de Guilbeaux. Avec la révolution de Février, la peur d'un embrasement généralisé gagne les états-majors belligérants. Au printemps 1917, la collaboration de Guilbeaux avec *La Guerre mondiale* est dénoncée par Pascal d'Aix, consul à Genève. Des pressions sont faites sur la maison Atar pour qu'elle mette fin à son contrat. Guilbeaux publie alors ses articles sous pseudonyme¹⁰⁷. Romain Rolland se montre de son côté soucieux de la tournure éditoriale prise par *demain* avec son numéro de juin 1917 : « Sur sept articles, quatre me sont consacrés, en sorte que la revue a l'air d'être dirigée par moi. Or, Guilbeaux se sert de ce patronage pour lancer les idées les plus opposées aux miennes ; il sait que je ne les approuve pas, et, sans peut-être le calculer, il compte me forcer la main et m'entraîner dans son action. »¹⁰⁸ Rolland n'accepte pas les « révélations humiliantes et dangereuses » faites par Guilbeaux sur l'état des troupes françaises ; *demain* est l'une des rares publications à évoquer les cas de mutineries qui fragilisent alors les lignes françaises. L'échec de l'offensive Nivelle est alors quasiment tu dans la presse française¹⁰⁹. L'auteur de *Jean-Christophe* fait part de ces doutes à son ami :

Je vous ai dit et écrit, à maintes reprises, et surtout, avec insistance, ces semaines dernières, que je ne pouvais admettre que, dans votre campagne contre l'impérialisme, vos coups fussent presque entièrement réservés aux Alliés, alors que vous passez presque entièrement sous silence les Empires centraux, qui restent, pour moi, le danger principal de réaction européenne, le principal foyer du mal dont toutes les nations sont plus ou moins atteintes.¹¹⁰

La tournure prise par *demain* plaît en revanche au Ministère de la guerre allemand, qui relève à son sujet : « Noble revue avec des articles et des rapports précieux [...], très habile dans le choix des

voix des différents camps. [...] Attitude contre l'Allemagne pas plus défavorable qu'à l'encontre des autres belligérants.»¹¹¹ Roland cherche dès lors à «dégager, sans équivoque»¹¹², sa pensée de celle de Guilbeaux. Les divisions dans le camp de la dissidence apparaissent désormais de plus en plus nettement. Le poète français Pierre Jean Jouve, un autre proche de Roland, s'inquiète lui aussi des idées désormais défendues par Guilbeaux, qu'il qualifie de «Robespierre atrabilaire»¹¹³, alors que, l'année précédente, Jouve avait publié son *Poème contre le grand crime* aux éditions de la revue *demain*.

La ligne éditoriale de la revue est désormais ouvertement bolchevique. Guilbeaux est impliqué en parallèle dans *La Nouvelle Internationale*, le «journal des ouvriers socialistes internationalistes». En automne 1917, il intègre pleinement le service bolchevique de propagande et travaille comme correspondant officiel de *La Pravda* et de l'agence télégraphique russe¹¹⁴. Pour Romain Roland, Guilbeaux devient «une célébrité révolutionnaire, l'apôtre du Bolchevisme en Occident»¹¹⁵. D'après l'ambassade de France, l'ancien anarchiste bénéficie d'un versement de 50 000 fr. en provenance de Russie pour créer, de Suisse, un «mouvement insurrectionnel international»¹¹⁶. En novembre 1918, le contre-espionnage anglais publie d'ailleurs un «Mémoire sur la Suisse comme centre bolchevique»¹¹⁷. Londres dénonce alors les subventions allemandes accordées à demain, mais aussi à Paul Golay et *L'Aube* et surtout à Jean Debrit et sa *Feuille*. Le Foreign Office écrit : «Personne ne contestera le fait que les Allemands ont dépensé une belle somme d'argent dans les organisations révolutionnaires existantes et les ont même imitées [...] dans le but de hâter la révolution dans les pays de leurs ennemis.»

MISE À MORT DE DEMAIN

En novembre 1917, Georges Clemenceau est nommé à la présidence du Conseil. Devant les Chambres, son programme et son attitude belliqueuse suscitent une salve d'applaudissements : «Plus de campagnes pacifistes, plus de menées allemandes. Ni trahison, ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre.»¹¹⁸ La lutte du gouvernement Clemenceau contre les «défaitistes» a des implications directes sur les mouvements pacifistes basés en Suisse. Joseph Caillaux, l'adversaire politique de Clemenceau, est alors arrêté et

accusé d'avoir travaillé avec l'ennemi allemand dans le cadre de l'affaire Bolo Pacha. Clemenceau et Raymond Poincaré, le président de la République, entendent lutter contre toute paix négociée, une prétention qu'ils prêtent à Joseph Caillaux. Correspondant du *Matin* en Suisse, Georges Casella est alors chargé de rassembler des preuves de la compromission de Caillaux avec l'Allemagne. Condamné en 1920, l'ancien ministre des Finances sera gracié en 1924.

En Suisse, Henri Guilbeaux est l'une des cibles principales du gouvernement Clemenceau, qui l'accuse d'avoir fomenté des mouvements insurrectionnels en France. En février 1918, une instruction est ouverte, de France, contre le rédacteur de *demain* pour intelligence avec l'ennemi. D'après des propos d'Émile Haguénin, les numéros de *demain* consacrés aux troubles dans l'armée française « ont eu une répercussion violente à Paris, dans le monde politique »¹¹⁹. De nombreux numéros parviennent en France par le biais du réseau de *La Vie ouvrière*. À l'échelle du lectorat français, l'impact de la revue reste limité sur le plan quantitatif, d'autant que la censure veille. Il n'en reste pas moins inversement proportionnel à la vigueur répressive progressivement mise en branle par les autorités françaises contre *demain*. D'après Rolland, *demain* compte ainsi 265 abonnés en septembre 1916, 800 acheteurs au numéro au début de 1917, alors que la revue annonce un tirage de 1500 exemplaires en 1918¹²⁰.

Le service français de renseignement est parvenu à mettre la main sur une lettre très compromettante adressée par Schlesinger à Guilbeaux le 16 avril 1917, dans laquelle le Français évoque une aide de 50 000 fr. pour une année d'édition. Cette pièce à conviction est utilisée auprès des autorités fédérales contre la présence de Guilbeaux en Suisse. Le 18 juin 1918, l'attaché militaire Pageot dénonce le responsable de *demain* auprès du Ministère public fédéral. Une grande enquête est lancée pour atteinte à la neutralité suisse. Pour se défendre, Guilbeaux publie une brochure, *Mon crime*, dans laquelle il identifie le « défaitisme » dont on l'accuse à une critique de l'impérialisme français¹²¹. Il n'y évoque pas les aides financières perçues par la revue. Dans son récit autobiographique de 1933, le Français reconnaîtra en revanche avoir reçu de l'argent de Rosenberg et Schlesinger, toutefois « sans contrepartie »¹²².

Romain Rolland est très actif pour défendre la probité de Guilbeaux. Il écrit par deux fois au conseiller fédéral Gustave Ador et

tente, en été 1918, une médiation auprès des autorités françaises. À Berne, il rencontre Haguenin et son adjoint, André François-Poncet, qui lui montrent les pièces à conviction, mais Rolland ne veut pas croire à la culpabilité de son ami, qu'il juge passionné et incorruptible, une qualité reconnue par Haguenin lui-même¹²³. En été 1916 pourtant, Rolland avait cette remarque éclairante au sujet du tempérament de son ami : « Guilbeaux, dans son emportement, est homme à commettre les pires maladresses. »¹²⁴ Il avait d'ailleurs mis Guilbeaux en garde contre les soutiens financiers de sa revue, notamment celui de Rosenberg, qui lui paraissait « un peu équivoque »¹²⁵. Guilbeaux lui-même a cultivé une attitude pleine d'ambiguïté. Suite à une discussion avec Masereel, Rolland relève « l'ironie diabolique avec laquelle [Guilbeaux] semble prendre à tâche de justifier les accusations stupides portées contre lui par ses pires ennemis »¹²⁶. Il ajoute : « [Guilbeaux] s'amuse à parler allemand, avec affectation, parmi des gens qui le soupçonnent d'être boche. Ou, dans la rue, à très haute voix, pour scandaliser, il parle de ses illustres relations avec des Boches, qu'il ne connaît pas et ne connaîtra jamais, « mon ami de Bülow », comme il dit. Ou d'autres propos plus graves. Il y met une forfanterie de gavroche enragé. »

L'enquête suisse montre que Guilbeaux a reçu de l'argent de Schlesinger ainsi que de Jonas Zalkind, représentant du nouveau gouvernement russe en Suisse en mai 1918¹²⁷. Arrêté le 11 juillet 1918, il déclare lors de son interrogatoire à la prison de Saint-Antoine :

Depuis que j'écris, c'est-à-dire depuis 15 ans j'ai toujours combattu avec désintéressement [*sic*] pour l'idéal de fraternité universelle et en plusieurs circonstances j'ai sacrifié ma position matérielle [*sic*] à mon idéal. En toute conscience, je n'ai aucun reproche à me faire et ne rougis pas des divers concours généreux que j'ai rencontrés pour soutenir mon œuvre, alors que tant d'organes travaillent pour la guerre et peut-être sans désintéressement [*sic*].¹²⁸

En août, le procureur général estime cependant que les accusations d'intelligence avec l'Allemagne ne sont pas suffisamment fondées et Guilbeaux est remis en liberté provisoire. En octobre 1918, alors que les tensions sociales augmentent, le Français est assigné

à résidence dans des cantons éloignés de la frontière, sous menace d'internement¹²⁹. Cette répression ne fait que radicaliser sa position. Après l'avoir rencontré, Stefan Zweig note à son sujet : « Sa folie agressive frappe les yeux bandés ; il ne pense à personne qu'à lui-même. [...] Il n'a qu'un dogme, Karl Marx et le léninisme. »¹³⁰ Suite à la grève générale, Guilbeaux est une nouvelle fois arrêté le 16 novembre, bien qu'il n'ait pas participé au mouvement. La *Tribune de Genève* le traite ce jour-là de « paquet d'immondices. » L'anticommunisme imprègne alors fortement la bourgeoisie suisse. Dès le premier jour de la grève générale, les autorités fédérales ont expulsé la mission bolchevique. Guilbeaux est lui aussi expulsé en février 1919 en compagnie d'une quinzaine de militants maximalistes¹³¹.

« DE LA PRESSE HONNÊTE ET PAYANTE »

L'infiltration de l'Allemagne au sein de la rédaction des *Tablettes* est plus délicate à saisir. Cette revue est fondée à Genève en octobre 1916 par Claude Le Maguet, de son vrai nom Jean Salives, avec l'aide de Frans Masereel et d'un autre dissident français, le typographe Albert Ledrappier. Alors âgé de 30 ans, Le Maguet est un typographe français de tendance libertaire. Réfractaire depuis 1908, il a fui en Belgique avant d'arriver en Suisse en 1913¹³². Il ne suit pas l'évolution léniniste de Guilbeaux et *Les Tablettes* se réclament avant tout de l'anarchisme et de l'influence non violente de Tolstoï. En juin 1917, un numéro spécial est consacré au grand écrivain russe, décédé en 1910 et qui séjourna à de nombreuses reprises en Suisse. *Les Tablettes* publient des contributions d'Alfred Hermann Fried, le Prix Nobel de la paix 1911, qui a déplacé la rédaction de sa *Friedenswarte* en Suisse au printemps 1915, de Stefan Zweig ou de Romain Rolland. Ce dernier, très influencé par les œuvres de Tolstoï dans sa jeunesse, est perçu comme un « grand frère »¹³³ par Le Maguet.



tinyurl.com/z3uas2c

Publiée dans le numéro de juin 1917, cette gravure de Frans Masereel représente Léon Tolstoï, la figure tutélaire des *Tablettes*.

La plupart des rédacteurs sont des dissidents français, comme les poètes Marcel Martinet et surtout Pierre Jean Jouve, qui y publie sa « Danse des morts ». Le texte s'ouvre sur un avertissement : « Mon poème n'a pas de patrie.

Il hait la guerre. Il souffre pour tous les hommes¹³⁴.» Sa femme Andrée Jouve collabore également à la rédaction, tout comme l'exilé russe Paul Birukoff, ancien secrétaire et biographe de Tolstoï. Marguerite Debrit, qui traduit en français le *Journal intime* de Tolstoï en 1917, fait également partie de l'équipe des *Tablettes*. Rédactrice pour l'agence Havas à Genève, Marguerite Debrit n'aurait pas respecté les consignes de l'agence – « ne donner que ce qui est favorable à l'Entente et défavorable aux Empires centraux » – si l'on se fie aux souvenirs de son mari¹³⁵. Est-ce que le couple Debrit est utilisé par les Allemands pour influencer sur *Les Tablettes*? Rien ne permet de l'affirmer. Cependant, dès la fin de l'année 1916, le légat allemand indique agir sur la ligne de la revue grâce à l'activation d'un intermédiaire dont il ne cite pas le nom. Le numéro de décembre des *Tablettes*, dont la couleur est jugée « très germanophile »¹³⁶, est alors envoyé par la légation bernoise à l'*Auswärtiges Amt*. Il contient notamment *La Danse macabre*, une série de bois expressionnistes de Frans Masereel. L'Allemagne suit de près *Les Tablettes* puisque l'ensemble des numéros qui paraissent après septembre 1917 est transmis à Berlin¹³⁷.

Peu de revues pacifistes ont ainsi échappé aux appétits de la division de presse de la légation allemande. L'exemple du *Carmel*, paru de 1916 à 1918, semble plutôt isolé. Son rédacteur, Charles Baudouin, était d'ailleurs conscient de l'ingérence tentaculaire des intérêts belligérants dans un monde médiatique aligné sur les nouvelles conditions de production du temps de guerre. Baudouin confiait à Rolland : « Si l'on ne veut pas prostituer sa plume, on se fait fermer toutes les portes, et la vie est plus que difficile. Pensez à moi si vous découvrez cette pierre philosophale : de la presse honnête et payante [...] »¹³⁸.

L'EXTENSION LAUSANNOISE

Des socialistes vaudois sont également pris dans les mailles de la propagande allemande. Dans un premier temps, la revue *L'Aube* est subventionnée par l'intermédiaire de Hartmann. Dans un second temps, la légation relance *L'Impartial vaudois*, un hebdomadaire disparu au début de la guerre. Le socialiste Paul Golay, âgé de 40 ans, est impliqué dans les deux rédactions. Lancé le 1^{er} septembre 1917, *L'Aube* est une revue « politique et littéraire » qui compte 30 numéros jusqu'à sa fin abrupte en décembre 1918,

moment où la légation allemande lui retire son soutien financier. Paul Golay est un socialiste zimmerwaldien, ancien instituteur et rédacteur du *Grutléen*, l'organe du parti ouvrier socialiste vaudois. Le militant est élu conseiller communal en 1914, puis député au Grand Conseil en 1917. Golay est bien intégré dans le parti socialiste suisse, puisqu'il s'occupe de la rédaction de son organe officiel, *Le droit du peuple*, à Lausanne, de mai 1917 à mai 1918. En 1915, dans sa brochure *Guerre de liberté?*, Golay dénonçait les tentatives de justification données par les différents belligérants. Il y réfutait l'idée que les pays de l'Entente défendent le droit et la justice et condamnait une « guerre de débauche capitaliste, guerre qui punit les exactions des privilégiés par la vie de millions d'innocents »¹³⁹.

Le lancement de *L'Aube* est très rapidement dénoncé par la *Gazette de Lausanne*, qui dispose d'informations de première main transmises par Ulrich Gaillard, un militant déçu par le socialisme zimmerwaldien. La *Gazette* s'attaque à la germanophilie de cette nouvelle « propagande pacifiste »¹⁴⁰. Golay s'en défend dans trois lettres ouvertes adressées à la rédaction. Il dit haïr l'Allemagne et souhaiter la destruction du militarisme wilhelmien. Il nuance cependant : « Le militarisme des nations alliées est bien plus destructeur encore des peuples alliés que du militarisme allemand. »¹⁴¹ Sur la question du financement de la revue, le socialiste invoque, comme Guilbeaux, l'aide d'un vieillard pacifiste russe qui souhaiterait garder l'anonymat, soit une « petite somme très modeste »¹⁴² qui permettra à la feuille de tenir six mois. La direction de *L'Aube* s'offre un encart publicitaire de soutien dans les colonnes de la *Gazette de Lausanne*¹⁴³. Paul Birukoff, les députés socialistes Anton Suter et Lucien Mercier, Oscar Forel, le fils du célèbre psychiatre Auguste, et Ernest Gloor, président des Jeunes socialistes, se portent garants de l'indépendance de Golay.

Parmi les rédacteurs de la revue figurent des personnalités du réseau « rollandien », comme Pierre Jean Jouve ou Frans Masereel. L'influence chrétienne-sociale d'Ernest Gloor est également présente, tout comme celle du socialisme religieux de Leonhard Ragaz. *L'Aube* est proche des *Tablettes*. Elle se place sous l'influence conjointe de Tolstoï et de Romain Rolland, dont elle a cherché à obtenir le parrainage. Le Français s'y refuse, évoquant la « grande inconvenance » qu'il y aurait en tant qu'hôte de la Suisse à soutenir ce qu'il considère comme « une revue de jeunes soldats suisses »¹⁴⁴.

Pour Golay, la ligne de la revue est :

internationaliste, pacifiste [...]. Elle est pour la paix, la paix démocratique imposée par les peuples et faite par eux contre la volonté des gouvernements. Elle est contre tous les impérialismes, contre toutes les violences du fort contre le faible [...]. Je suis heureux, tandis que des millions de milliards servent à l'anéantissement de la race, aux massacres d'innocents, au triomphe des castes militaristes, de pouvoir employer quelques milliers de francs en faveur d'une idée qui est la mienne et qui exprime l'espoir de millions d'hommes et de femmes, de toutes les classes et de tous pays.¹⁴⁵

Dans les colonnes de *L'Aube*, la responsabilité principale de la guerre est portée par les différents impérialismes coloniaux et capitalistes. «La guerre est venue par les hommes de proie, les manieurs de finances, les touche-à-tout internationaux qui veulent conquérir la planète. C'est cela. Des ambitions, des ambitions de territoires nouveaux, afin que le produit fabriqué par l'esclave ne reste point à l'entrepôt»¹⁴⁶, écrit Golay. Cette condamnation englobe toutes les puissances : «Dénoncez Guillaume, maudissez-le, caricaturez-le. [...] Mais maudissez avant tout un système : celui des conquêtes et des exploitations, celui des traités secrets et de la mauvaise foi, celui qui donne aux chefs des pouvoirs absolus sur les humbles.»¹⁴⁷

La seconde entreprise lausannoise, *L'Impartial vaudois*, s'inscrit à l'écart de la ligne internationaliste des autres feuilles subventionnées. L'hebdomadaire a d'abord vu ses débuts compromis par la guerre. Lancé le 1^{er} mai 1914 avec le mot d'ordre de « tout dire », le journal « social indépendant » du samedi cesse sa parution le 31 juillet 1914. Son éditeur, Arnold Bovard-Gidey, lance alors un bulletin de la guerre, *L'Helvétie*, auquel participent les socialistes Marie-Louise Meylan et son concubin Ulrich Gaillard, le dénonciateur de *L'Aube*. Jugé trop francophile, le bulletin est interdit par le Conseil fédéral en février 1915. En automne 1917, *L'Impartial vaudois* est soudainement relancé, avec un format agrandi et agrémenté d'une illustration en première page. La couverture du premier numéro représente Woodrow Wilson. Comme *La Feuille*, *L'Impartial* défend un « point de vue suisse » exclusif et une position « impartiale » au sein d'un journalisme romand considéré comme fourvoyé¹⁴⁸. Grâce à l'aide allemande, l'hebdomadaire se

permet le luxe, en pleine crise du papier, de proposer des abonnements gratuits aux hôteliers, aux cafetiers et aux coiffeurs.

Pour comprendre l'intérêt des Allemands, il faut rappeler les mesures de rationnement du papier qui interdisent tout nouveau lancement de presse à partir d'octobre 1917. La division de presse cherche alors à agir sur des titres déjà existants ou disparus depuis peu. La légation est en contact étroit avec l'éditeur Bovard-Gidey, même si ce dernier imprime *Le Grutli*, un organe au ton très francophile¹⁴⁹. La subvention allemande n'est pas très élevée; 175 fr. sont versés pour chaque numéro de *L'Impartial*. Les textes politiques sont écrits par Max Beer, alors que l'Auslandshilfstelle se charge des articles militaires. Paul Golay rédige anonymement les nouvelles consacrées à la politique vaudoise. Le tirage de 2000 exemplaires dépasse la région lausannoise, avec des lecteurs genevois et alémaniques. Ce succès, autoproclamé, serait dû au ton favorable à l'Entente que la feuille emploie en apparence¹⁵⁰.

La ligne de *L'Impartial vaudois* n'est ni antimilitariste ni socialiste. Des accusations contre l'Allemagne existent, mais elles sont souvent relativisées à l'aide d'emphase. Par exemple, si les résultats de la guerre sous-marine sont jugés bien inférieurs aux attentes des pangermanistes, le rédacteur relève toutefois que cette forme de combat a fait du mal à l'Entente¹⁵¹. L'effet du blocus sur les neutres est également dénoncé. Lorsque l'Entente pose un ultimatum à la flotte hollandaise en mars 1918, *L'Impartial* commente: « Certes, on hésite encore à comparer le sort de la Hollande à celui de la Belgique qui connaît les horreurs de l'invasion [...]. Mais les faits sont là, et ils sont des plus graves et sont d'un fâcheux augure pour tous les neutres. »¹⁵²

D'autres indices sont également révélateurs. Les critiques que les Suisses peuvent formuler contre l'armée allemande sont à chaque fois relativisées, que ce soit pour le torpillage du *Sardinero*, un navire espagnol affrété par la Suisse pour aller chercher du blé en Amérique, qualifié de « hasard malencontreux »¹⁵³ par la feuille ou pour la mort d'un diplomate suisse lors du bombardement de Paris¹⁵⁴. À l'instar des autres productions « subversives », *L'Impartial* dénonce les excès romands en faveur de l'Entente¹⁵⁵. La rédaction contrebalance ces prises de position par des illustrations, composées majoritairement d'images de l'armée française. Des légendes parlent parfois de la France comme de « notre patrie ». L'aventure de *L'Impartial vaudois* est éphémère. À la fin

du conflit, la feuille devient *L'Impartial Suisse*, avant de disparaître en décembre 1919.

DOUBLE GAGNANT

Dans cette seconde partie du conflit, l'engagement pacifiste constitue un levier d'action, délicat mais inévitable, pour l'Allemagne en Suisse romande. Berlin a pris conscience de son incapacité à manipuler un grand organe de presse francophone. En février 1916, suite à l'échec de *L'Indépendance helvétique*, Radowitz tire le constat suivant : « Chaque nouvelle fondation est compromise dès son lancement et condamnée à une perte d'influence. De plus, dès que la presse romande dévie, elle est boycottée en France. Nous en avons l'expérience avec une petite feuille. Chaque publication neutre est considérée comme pro-allemande. »¹⁵⁶ À partir de 1917, le dispositif allemand de propagande est prêt à soutenir des publications qui le noircissent, si cela permet de porter des coups à ses ennemis.

Mais l'Empire ne peut user d'une arme de précision et doit se contenter de tirer à l'aveugle. La marge de manœuvre précise de la légation allemande, et notamment sa possible action de censure, sur les différentes rédactions reste quasiment impossible à établir. Toutefois, le degré de collaboration des différentes rédactions semble loin d'être identique. Les titres dirigés par Debrit ou en lien avec ce dernier (*La Nation*, *Paris-Genève*, *La Feuille*) paraissent relativement accessibles aux arguments allemands, alors que dans les cas des revues culturelles de gauche (*demain*, *Les Tablettes*, *L'Aube*), l'Allemagne s'est probablement contentée d'une aide financière indirecte.

Les rapports allemands montrent que Debrit ne pouvait ignorer la véritable identité de ses bailleurs de fonds. Lorsque Debrit perd sa femme Marguerite en décembre 1919, Romberg, désormais retraité, lui fait part de ses condoléances : « Puissiez-vous trouver quelque consolation en continuant l'œuvre que vous aviez jadis si ouvrageusement entreprise en commun avec votre fidèle compagne. »¹⁵⁷ Le cas de Guilbeaux est différent. A-t-il consciemment fermé les yeux sur les intérêts que représentait



tinyurl.com/hagoxbp

Non daté, ce portrait de Jean Debrit signé par S. Bei est conservé dans son fonds personnel.

Schlesinger? Cela paraît vraisemblable et *demain* a probablement profité de façon très opportuniste des largesses de la propagande allemande. Guilbeaux ressort ainsi plutôt de la catégorie des agents doubles, acceptant l'argent allemand d'une main et fouettant l'Empire de l'autre. En ce qui concerne *Les Tablettes* ou *L'Aube*, le voile qui recouvre l'infiltration de l'argent allemand et une hypothétique action d'influence reste à lever.

La sortie de guerre des différents acteurs est également révélatrice de leur rapport à l'Allemagne. En décembre 1918, la diplomatie allemande coupe ses subventions aux revues contestatrices. Le dernier numéro de *L'Aube* paraît en décembre 1918, celui des *Tablettes* en janvier 1919, celui de *La Nation* en mars 1919. Le Maguet reste à Genève et deviendra fonctionnaire de la Société des Nations. Retiré du militantisme politique, il n'est plus surveillé par le service politique de la police genevoise à partir de 1922¹⁵⁸. Un temps proche des communistes, Paul Golay reste jusqu'à sa mort, en 1951, l'une des grandes figures du socialisme vaudois. Il est considéré comme un « modèle de probité et de désintéressement »¹⁵⁹ par plusieurs générations de militants. À l'opposé de ces deux figures, Jean Debrit paye son engagement du temps de guerre. Il est exclu de l'Association de la presse genevoise en décembre 1918. *La Feuille*, ralliée au maximalisme russe, survit un temps à l'arrêt des hostilités. Elle passe alors sous la dépendance financière de John de Kay, un millionnaire américain proche des intérêts bolcheviques¹⁶⁰. L'aventure se poursuit de façon chaotique jusqu'en août 1920, date de l'arrêt d'une *Feuille* devenue hebdomadaire. L'exil du Genevois l'amène pour un temps à Berlin où l'Auswärtiges Amt lui trouve un appartement¹⁶¹. Ostracisé, Debrit n'officiera plus jamais dans une rédaction romande et restera en poste à Berne, à la *Revue automobile*, jusqu'à sa mort en 1956.

La revue *demain* s'est arrêtée dès l'automne 1918, suite aux démêlés judiciaires de Guilbeaux. Après l'armistice, l'Allemagne n'accepte pas, dans un premier temps, le passage du militant bolchevique sur son territoire pour son voyage vers la Russie¹⁶². Condamné à mort par contumace à Paris pour intelligence avec l'ennemi, Guilbeaux peut finalement se rendre à Moscou en mars 1919, non sans que Debrit ait usé de ses relations avec la légation allemande¹⁶³. Fait citoyen russe, Guilbeaux prendra la parole lors du congrès de fondation du Komintern, l'Internationale

communiste. Dans les années 1920, le militant est actif à Berlin et Moscou. En 1932, il se constitue prisonnier dans une France gouvernée par le second Cartel des gauches. Son procès de révision l'amnistie à l'unanimité des voix¹⁶⁴. Le climat parisien est alors à mille lieues de celui qui régnait au moment de sa condamnation à mort. Le pacifisme, loin d'être voué aux gémonies, représente désormais une valeur refuge pour une mémoire combattante qui espère avoir vécu la « der des ders », quand il ne s'agit pas, comme le veut le pacte Briand-Kellogg de 1928, de mettre la guerre hors la loi.

La notion d'« agent » de propagande est donc polysémique et ne définit pas simplement la posture d'un receveur passif d'instructions. Ses intérêts propres interfèrent directement avec ceux de ses commanditaires. Si leur alliance fut contre nature, les propagandistes allemands et certains intellectuels dissidents se sont en tout cas retrouvés unis contre un ennemi commun, le « jusqu'au-boutisme » français, qui étendait son influence sur de nombreux esprits en Suisse romande. La politique « défaitiste » des Allemands a donc fonctionné sur le modèle des doubles gagnants, comme elle l'avait fait dans le cadre du voyage de Lénine et de ses proches de Zurich à Petrograd. Romain Rolland relie d'ailleurs ces deux expériences dans son *Journal*: « [Guilbeaux] n'a pas vu plus d'inconvénient à prendre Schlesinger pour intermédiaire que Lénine à accepter d'être transporté en Russie à travers l'Allemagne. Professant ouvertement une hostilité irréductible contre le gouvernement allemand (comme contre tous les gouvernements), Lénine trouva naturel de se servir de l'un ou de l'autre pour les fins de sa cause propre. »¹⁶⁵

Jusqu'à la fin pourtant, Rolland s'est refusé à condamner publiquement l'attitude de Guilbeaux, qu'il jugeait victime d'un complot orchestré de France. « J'aimerais mieux être condamné injustement que renier un ami qui me fut toujours fidèle »¹⁶⁶, explique-t-il notamment en mars 1918. Quelques mois plus tard, s'il considère que Guilbeaux a bien agi avec une « coupable légèreté »¹⁶⁷, Rolland se refuse toutefois à qualifier son attitude de déshonorante. « Je n'aime pas son fanatisme », écrit Rolland, « mais j'estime sa conviction – toute conviction, même si j'en dois être victime. » Cette fidélité de Rolland à l'égard de son « disciple » a en effet un coût pour celui qui s'est placé « Au-dessus de la mêlée ». Si Rolland a toujours refusé un engagement trop marqué avec un groupe ou une revue, il n'en est pas moins aspiré par les soupçons

de corruption qui entourent les cercles pacifistes, tout spécialement dans le cas de *demain*. Son ami l'écrivain suisse Carl Spitteler reviendra sur cette problématique après-guerre. Il écrit au sujet de Rolland : « Si j'ai gardé le silence, c'est que je déplore les idées politiques de notre cher ami, et plus encore ses associations fâcheuses, les Guilbeaux, les Débrit [*sic*], etc. Ici je ne saurais dire avec le proverbe : les amis de nos amis sont mes amis. »¹⁶⁸

Dans la dernière phase du conflit, le réseau de *L'Action française* et la propagande française se déchaînent contre les attaches de Rolland avec *demain* ou *Les Tablettes*. Un pamphlet de la journaliste genevoise Isabelle Debran, mis en valeur en couverture de la *Freie Zeitung*, l'instrument subversif de l'Entente contre l'Allemagne, a alors beau jeu de considérer Rolland comme l'« initiateur du défaitisme »¹⁶⁹. Le « maître » des uns est devenu un « traître » tout désigné pour leurs ennemis.

LA FREIE ZEITUNG, L'ARME DÉMOCRATE DE L'ENTENTE

Les Allemands ne sont pas les seuls à vouloir utiliser la Suisse comme tremplin subversif pour frapper le territoire de leur ennemi. L'Entente mène une grande offensive de démoralisation contre l'empire wilhelmien à partir du printemps 1917. Les cercles démocrates allemands exilés à Zurich et à Berne fournissent les munitions intellectuelles nécessaires à cette action défaitiste, qui prend la forme d'une nouvelle publication, la *Freie Zeitung*. Le 14 avril 1917, le premier numéro de cette feuille bihebdomadaire annonce un combat pour une « politique démocratique. » La *Freie Zeitung* accueille les plumes acérées de Hugo Ball, Ernst Bloch, Hermann Rösemeier ou encore Richard Grelling. Son financement reste opaque. Si des personnalités suisses apparaissent au grand jour, comme l'industriel Theodor Tobler, de nombreux signes indiquent une participation conjointe des puissances de l'Entente, France et États-Unis en tête¹⁷⁰. D'après le contre-espionnage allemand, la *Freie Zeitung* reçoit de l'argent de la légation française et de George Herron, un professeur américain de 55 ans, que l'*Auswärtiges Amt* considère comme l'émissaire officieux de Wilson à Genève¹⁷¹. Attaché à la légation américaine, Frank Bohn serait également actif en sous-main¹⁷². En été 1918, Romain Rolland relève au sujet de la feuille qu'Hermann Fernau a « avoué naïvement [...] les attaches mon-

nayées avec la propagande ententiste »¹⁷³, alors que le Zurichois Paul Altheer dénonce dans *Das Buch* les 8000 à 9000 fr. mensuels qui seraient versés par une société financière américano-suisse de Genève¹⁷⁴.

La *Freie Zeitung* est d'abord éditée à Laupen près de Berne par la modeste firme de Fritz Haggenmacher. Le libraire et socialiste bernois Hans Huber s'annonce comme responsable d'édition. L'imprimerie Haggenmacher réalise à cette période les emballages de l'entreprise de chocolat Tobler, alors en pleine expansion grâce à son produit phare, le Toblerone. L'entreprise, dont le directeur est Theodor Tobler, un militant pacifiste, publiera de nombreuses publicités dans la *Freie Zeitung*¹⁷⁵. Cette initiative de presse débouche très probablement sur la création d'une importante société anonyme d'édition, la Polygraphische Gesellschaft, qui reprend le capital de l'imprimerie Haggenmacher¹⁷⁶. Dotée d'un important capital d'un demi-million de francs à sa fondation, puis d'un million en octobre 1918, la Polygraphische Gesellschaft (aussi appelée Société Polygraphique, Società Poligrafica, Polygraphic Company) a-t-elle bénéficié d'intérêts étrangers ? La question reste, en l'état des recherches, ouverte, mais les suspicions allant dans ce sens sont extrêmement fortes.

L'APPEL À 1848

L'idée de la *Freie Zeitung* est apparue durant l'année 1916 autour de Hans Schlieben, ancien consul d'Allemagne à Belgrade. Avec l'aide de ses compatriotes Hermann Fernau et Richard Grelling, cet émigré aspire à une démocratisation de l'Empire et fonde le Parti républicain allemand. De premières actions limitées sont menées durant l'été 1916, avec l'envoi de feuilles subversives depuis la Suisse, comme les *Kriegsblätter für das deutsche Volk* ou le pamphlet *Wer hat die Kriegsfackel entzündet?* En novembre 1916, une brochure de Hermann Rösemeier est saisie à Bâle après avoir été envoyée anonymement¹⁷⁷. *Die Vorgeschichte des Krieges* dénonce la responsabilité allemande dans le déclenchement du conflit. Exilé à Bâle au début du conflit, l'écrivain Hermann Fernau publie une accusation similaire dans *Allemands! En avant vers la démocratie!*, qui s'en prend au régime prussien des junkers. Le Quai d'Orsay édite les versions allemande et française de cette brochure¹⁷⁸.

Une lettre que le service français de propagande adresse à Hermann Rösemeier en décembre 1916 est saisie par le renseignement allemand. Elle indique que «la propagande dans la Suisse allemande est de la plus grande importance. [...] Du reste, les rapports qui arrivent nous montrent que la propagande dans la Suisse d'est a de bons résultats.»¹⁷⁹ De courts écrits de Rösemeier et d'autres républicains allemands sont utilisés par le Service de la propagande aérienne française. Responsables de cette action, le dessinateur alsacien Hansi et le germaniste Ernest Tonnelat bombardent en été 1917 les lignes allemandes de pamphlets de la *Vereinigung Deutscher Demokraten*. Un article du *New York Times* annonce que ces imprimés ont été rédigés par des prisonniers de guerre allemands¹⁸⁰. Les services français utilisent notamment une œuvre de Rösemeier publiée sous le pseudonyme de Siegfried Balder, un nom qui joue sur l'idée d'une «paix victorieuse» prochaine. Cette brochure qui condamne Guillaume II porte sur sa couverture les couleurs de l'Allemagne libérale et démocratique de la révolution de 1848 (noir, rouge, jaune)¹⁸¹. Un autre opuscule démobilisateur utilise une fausse page de titre pour tromper les censeurs¹⁸². Ces écrits du cercle de la *Freie Zeitung* sont abondamment utilisés auprès des internés allemands en Suisse.

La légation allemande n'a de cesse de dénoncer la *Freie Zeitung*. La Commission de censure classe de son côté la feuille parmi la «littérature de propagande». Pour Berne, la *Freie Zeitung* se défend «avec une grande habileté, presque raffinée, elle a su jusqu'ici dans ses articles rester dans les limites avec sa critique»¹⁸³. La feuille bernoise défend, comme *La Nation*, le droit des peuples à l'autodétermination, mais elle le fait surtout à la défaveur de l'Autriche-Hongrie. Hugo Ball écrit dans un article programmatique: «Pas de paix, pas de réconciliation, pas d'Internationale sans que la Prusse soit rayée d'Allemagne, les dynasties de soldats et de jésuites combattues et l'abolition de l'Autriche en faveur du droit à l'autodétermination de ses différents groupes nationaux établie.»¹⁸⁴ Le journal de la dissidence allemande s'installe sur un angle «démocratique-républicain»¹⁸⁵, comme le déplore la légation allemande, au moment où le Reich cherche justement à convaincre les neutres que son système de gouvernement entame une importante réforme. En avril 1917, Guillaume II évoque un système de vote en Prusse d'après trois classes. Ses arguments, vagues, ont de la peine à convaincre¹⁸⁶.

L'offensive littéraire de l'Entente est fortement dépendante des nouvelles options de propagande mises en place dans les capitales européennes. Suite à l'entrée en guerre américaine, la propagande extérieure du Royaume-Uni se recentre sur l'Europe. Elle vise désormais directement le territoire ennemi, qu'il s'agisse de l'Allemagne à partir de 1917 ou de l'Autriche-Hongrie à partir d'avril 1918. Le nouveau Department of Enemy Propaganda marque cette volonté de mener des attaques subversives au sein des populations ennemies¹⁸⁷. Deux voies peuvent être utilisées : l'envoi de tracts par les airs au-dessus des lignes ennemies ou le passage clandestin depuis un territoire neutre. En Suisse, Leo Wulfsohn établit un réseau de contrebande qui passe par le Rhin ou le lac de Constance. Ce Suisse d'origine russe, connu sous le nom de Mandelbaum, collabore avec le service français dirigé par Hansi et Tonnelat, puis avec le service américain de propagande¹⁸⁸. Les Français renforcent également leur structure institutionnelle, puisqu'un Centre d'action de propagande contre l'ennemi est créé en mai 1918.

Au final, les actions subversives de l'Entente et de l'Allemagne en Suisse ont passé par des relais de nature très différente. Si l'empire wilhelmien cherche à récupérer le mouvement « rollandien » de dénonciation de la guerre, l'Entente s'appuie bien plus sur des démocrates qui assument leur « défaitisme » et souhaitent ouvertement la capitulation de l'armée allemande. Plusieurs auteurs de la *Freie Zeitung* plaident ainsi pour une victoire totale de l'Entente et s'alignent sur les positions du gouvernement Clemenceau, car ils considèrent que la défaite allemande est le seul moyen de réformer démocratiquement l'Empire. L'absence d'alliance forte entre les « pacifistes » de Genève et de Zurich est une illustration de leurs stratégies divergentes. En outre, si l'argent de la corruption allemand est dispersé au sein de plusieurs publications, l'Entente se concentre principalement sur le cercle de la *Freie Zeitung*. Les deux camps de propagande se sont en revanche appuyés sur les mêmes forces indigènes, à savoir celles de la gauche helvétique.

NOTES DU CHAPITRE 12

1. *La Suisse*, 27 septembre 1916.
2. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 3 octobre 1917, pp. 165-171.
3. Alain Clavien, « Ce faux Christ des nations... » Romain Rolland et quelques intellectuels romands, 1914-1918 », *Études de lettres*, N° 3, 2012, pp. 11-28. Sur le « pacifisme » de Rolland, consulter Roland Roudil, « Au-dessus de la mêlée, un manifeste pacifiste? », in *Romain Rolland, une œuvre de paix*, Bernard Duchatelet (dir.), Paris : Publications de la Sorbonne, 2010, pp. 61-71.
4. Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie...*, *op. cit.*, p. 219.
5. Voir notamment Nadine-Josette Chaline, « Pacifismes pendant la guerre », *Encyclopédie de la Grande Guerre*, *op. cit.*, pp. 842 ss.
6. Stefan Kestler, *op. cit.*, p. 78.
7. PA, R122982, Gisbert von Romberg à Wilhelm von Radowitz, Berne, 23 novembre 1915.
8. *Idem*, Hermann von Simson à Gisbert von Romberg, Zurich, 6 octobre 1915.
9. *Idem*, Hermann von Simson à Gisbert von Romberg, Zurich, 20 août 1915.
10. PA, R122982, Note sans en-tête concernant une discussion entre Romberg et Simson, 17 septembre 1916.
11. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 23 avril 1915, pp. 328 ss.
12. Cité par Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 25 juin 1916, p. 835.
13. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 25 juin 1916, p. 835.
14. Halina Florkowska-Francic, *op. cit.*, pp. 244 ss.
15. PA, R122982, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 3 octobre 1916.
16. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 13 octobre 1916, p. 927.
17. Les cotes suivantes, qui n'ont pas été consultées, donneront une image plus précise du degré d'implication personnelle de Privat : PA, Bern 582, Edmond Privat, mai 1916-janvier 1917 ; Bern 583, Edmond Privat, 1917-1918.
18. PA, Bern 912, Notes manuscrites sans en-tête du 31 mai 1917 et 29 juin 1917.
19. Lettre de Romain Rolland à Edmond Privat, 12 mai 1917, citée dans *Bon voisinage, Edmond Privat et Romain Rolland*, Pierre Hirsch (éd.), Neuchâtel : La Baconnière, 1977, p. 41.
20. Lettre d'Edmond Privat à Romain Rolland, 3 août 1917 in *Bon voisinage*, *op. cit.*, pp. 42-43.
21. PA, Bern 912, Hermann von Simson à Franz von Tattenbach, sl., 17 juillet 1917.
22. Lettre d'Edmond Privat à Romain Rolland, Genève, 3 août 1917, citée dans *Bon voisinage*, *op. cit.*, pp. 42-43.
23. Lettre de Romain Rolland à Edmond Privat, Villeneuve, 7 août 1917, citée dans *Bon voisinage*, *op. cit.*, p. 44.
24. *La Suisse*, 3 août 1917.
25. Mohammad Farrokh, *La pensée et l'action d'Edmond Privat (1889-1962)*, Berne : Peter Lang, 1991, p. 39.
26. Bibliothèque de Genève (BGE), Fonds Jean Debrit, 2002/18, Papiers et documents personnels, *Carte ethnographique du Caucase*, sd.
27. PA, R122983, Légation impériale à Wilhelm von Radowitz, Berne, 7 juin 1917.
28. Charles Leopold Hartmann, *Kriegsgefangener auf Gibraltar und der Insel Man: Tagebuch eines Amerikaners*, Berne : P. Haupt, 1918. Cf. BA, R901/71086, Hans Attenberger à la NA, Zurich, 12 mars 1919.
29. PA, Bern 1130, Lieutenant Gotthard Schulhof à l'attaché militaire austro-hongrois, sl., 1^{er} novembre 1916.
30. PA, R122982, Note manuscrite d'Oskar Trautmann (AA), Berlin, 13 septembre 1916.
31. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, v. la mi-juin 1917, pp. 1234-1235. Sur le séjour prolongé de Romain Rolland en Suisse, consulter notamment le récent numéro : « Romain Rolland et la Suisse », *Études de lettres*, Alain Corbellari (éd.), Lausanne, N° 3, 2012.
32. Le général et le Lieutenant, *Correspondance entre Gustave Hervé et Charles-L. Hartmann*, Introduction d'Henri Guilbeaux, Genève : Édition de la revue demain, 1917, p. 5.
33. *Le Canard enchaîné*, 20 juin 1917.
34. *Paris-Genève*, 15 septembre 1917.
35. Citée par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, pp. 1118-1119.

36. AFS, E27/13820, Note manuscrite sans signataire à August Welti (CFCP), sl., [29 octobre 1917].
37. AFS, E27/13820, Direction de la police au MPF, Genève, 27 septembre 1917.
38. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, septembre 1917, p. 1313.
39. *Paris-Genève*, 28 novembre 1917.
40. *Paris-Genève*, 4 novembre 1917.
41. SKZ, P 239.14 (4), Projet de décret du Conseil fédéral, Berne, sans date.
42. AFS, E27/13820, Jean Debrit à August Welti (CFCP), 19 octobre 1917.
43. SKZ, P 239.14 (4), MPF à la Direction de la police du canton de Zurich, Berne, 16 octobre 1917.
44. *Idem*, Commando de police à la Direction de la police du canton, Zurich, 6 décembre 1917.
45. *Paris-Genève*, 3 novembre 1917.
46. Une série d'articles occupent les « unes » du *Paris-Genève* à partir de l'édition du 15 novembre 1917 (« Le danger de la Suisse »). Sur cette affaire, voir Odoric Porchet, *Le service de renseignement helvétique en 1914-1918*, Les Écoles de Saint-Cyr: mémoire, 2009, p. 45.
47. Voir Frank Garbely, « Valais, le « canton Alusuisse », *Alusuisse 1888-1988*, Lausanne: Éditions d'En bas, 1989, pp. 181 ss.
48. *Gazette de Lausanne*, 27 novembre 1917. À Genève, la rue des Allemands sera renommée rue de la Confédération en février 1919, sous la pression médiatique et populaire.
49. « À propos de Lénine et de *Paris-Genève* », *Gazette de Lausanne*, 2 décembre 1917.
50. AFS, E2001(A), vol. 733, Télégramme de Robert Haab (ministre de Suisse), Berlin, 3 décembre 1917.
51. PA, Bern 913, Hilmar von dem Bussche-Haddenhausen à la légation impériale de Berne, Berlin, 9 décembre 1917.
52. AFS, E2001(A), vol. 807, PV de la séance du Conseil fédéral, Berne, 27 novembre 1917.
53. AFS, E27/13722, PV de la séance du Conseil fédéral, Berne, 18 janvier 1918.
54. *L'Après-Guerre*, N° 1, juillet 1917, p. 4.
55. AFS, E27/13722, Département de justice et police du canton de Vaud au secrétaire du MPF, Lausanne, 28 décembre 1917.
56. AFS, E27/13820, MPF au DJP, 21 janvier 1918.
57. Le capitaine Alfred Dreyfus envoie une lettre de condoléances à l'occasion de la mort de Marc Debrit. Voir *Journal de Genève*, 28 septembre 1911, cité par Gianni Haver, « Une « voix suisse ». Jean Debrit... », *op. cit.*
58. *La Feuille*, 28 août 1917.
59. *Gazette de Lausanne*, 1^{er} septembre 1917 (dépêche de l'agence Radio); *La Suisse*, 8 septembre 1917 (citant une information du *Journal des débats*). Ces deux informations proviennent de sources françaises.
60. Voir par exemple l'exposition « Frans Masereel, artiste et pacifiste dans la Genève de la première guerre mondiale » au théâtre Saint-Gervais de Genève en 2011, complétée par un spectacle musical de Sandro Rossetti.
61. *La Nation*, N° 28, 1917, pp. 6-7, cité par Stéphanie Cudré-Mauroux, « Pierre Jean Jouve chez les Bille pendant la Première Guerre mondiale », *Quarto*, N° 38, 2014, p. 42.
62. David A. Beroná, *Le roman graphique: des origines aux années 1950*, Paris: La Martinière, 2009, p. 15.
63. BAR, R901/71084, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt, Berne, 4 décembre 1918.
64. Franck L. Schoell, « La propagande allemande... », *op. cit.*, p. 256.
65. Mrs. Julian Grande, *The Press*, Berne, [décembre 1918].
66. *La Feuille*, 30 septembre 1917 (exemplaire conservé à la Bibliothèque nationale de Berne).
67. Marcel Guinand, *Derrière le masque*, Genève: Robert, 1918, p. 17.
68. *Ibid.*, p. 14.
69. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1185.
70. Pierre Grellet, « Un peu de lumière », *Gazette de Lausanne*, 23 février 1918.
71. *Gazette de Lausanne*, 24 février 1918.
72. Oskar Wettstein, *Comment créer une presse européenne*, Zurich: [Impr. de La Feuille, Genève], 1918.

73. Voir les différentes mentions de leurs entrevues dans Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrées du 21 octobre 1916, 23 août et 6 décembre 1917. Cf. Peter Schubert, *op. cit.*, p. 235.
74. Stefan Zweig, *Tagebücher*, Francfort : S. Fischer, 1984, entrée du 10 décembre 1917, p. 288.
75. AFS, E27/1371, Jean Debrit au directeur de la CFCP, Genève, 20 août 1917.
76. *Idem*, Otto Schulthess (CFCP) à Jean Debrit, Berne, 23 août 1917.
77. *Tribune de Lausanne*, 1^{er} mars 1918, cité par Gianni Haver, « Une « voix suisse ». Jean Debrit... », *op. cit.*
78. Landry Charrier, *Penser et dire la paix depuis la Suisse...*, *op. cit.*, p. 181.
79. Joris van Parys, *Frans Masereel*, Bruxelles : Archives et Musée de la littérature, 2008, p. 62.
80. *La Feuille*, 7 février 1918.
81. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, février 1918, pp. 1408-1409. Les références suivantes proviennent de cette source.
82. *La Nation*, 13-19 janvier 1918.
83. Jacques Kohler, *Où est le vrai péril?*, Lausanne : Librairie Nouvelle de Lausanne, 1917.
84. Lettre de Siegfried Speicher (directeur de la *Freie Zeitung*) publiée dans *La Nation*, 16-22 septembre 1917.
85. Jean Debrit, *... et ce fut la guerre! : les causes morales : les causes lointaines : les causes immédiates*, Genève : Atar, 1917. Lire particulièrement la conclusion pour l'idée d'une guerre où toutes les puissances sont, à des degrés divers, coupables.
86. Jean Debrit, *La guerre de 1914 : notes au jour le jour par un neutre*, Paris : G. Delandrel/Genève : Atar, 5 vol., 1915-1917. Le *Journal de Genève* du 28 février 1916 publie une critique élogieuse du deuxième volume, qui vante l'indépendance du travail de Debrit.
87. William Martin, *Journal de Genève*, 28 décembre 1917.
88. BAr, R901/71344, Note de lecture d'Ernst Bischoff (NA), Berlin, 22 octobre 1917.
89. PA, Bern 787, Carl von Schubert à Wilhelm von Radowitz, Berne, 15 juillet 1916. Ce projet d'ouvrage signé par l'Alsacien Loretz, agent d'Erzberger, n'aboutit pas.
90. Tous les détails de ces tractations se trouvent dans BAr, R901/71344, Jean Debrit, *... et ce fut la guerre!*, 1917-1919.
91. Gaston Rub-de-Crousaz, *Dans les coulisses de La Feuille*, Genève, 1918.
92. Datée de 1917, une photographie de la rédaction montre un groupe de 17 personnes, dont Juillerat, Debrit, Masereel, Le Maguet et de Spengler. Voir Bernard Antenen, *op. cit.*, p. xv.
93. Pierre Grellet, « L.A. P. », *Gazette de Lausanne*, 5 avril 1918.
94. « À propos de Lénine et de Paris-Genève », *Gazette de Lausanne*, 2 décembre 1917.
95. BAr, R901/71084, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt, Berne, 4 décembre 1918.
96. La revue est interdite dès le 25 février 1916. AEG, 2008 va 50.1.16, rapport du brigadier Kohlenberger (police de sûreté), Genève, 6 août 1918.
97. Henri Guilbeaux, *Mon crime : contre-attaque et offensive*, Genève : Éditions de la revue *demain*, 1918; Henri Guilbeaux, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, Paris : Librairie Gallimard, 1933. Consulter aussi, entre autres : Jean-Pierre Meylan, « Romain Rolland et Henri Guilbeaux. Un parcours commun – des itinéraires divergents (1914-1918) », *Cahiers de Brèves*, N° 20, décembre 2007, pp. 18-23; Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris : Seuil, 1993, pp. 139-156.
98. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 9 mars 1918, p. 1427.
99. Lettre de Romain Rolland à Charles Baudouin, Genève, 10 février 1916, cité dans Antoinette Blum (éd.), *Correspondance entre Romain Rolland et Charles Baudouin (1916-1944)*, Meyzieu : Césura, 2000, p. 37.
100. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 20 janvier 1916, pp. 644 ss.
101. René Cheval, *Romain Rolland, l'Allemagne et la guerre*, Paris : PUF, 1963, pp. 596-597.
102. Mauro Cerutti, « Le mouvement ouvrier genevois... », *op. cit.*, p. 145.
103. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, 18 septembre 1916, pp. 906-907.
104. AFS, E27/13820, Enquête du DJP du canton de Genève, 21 janvier 1918.
105. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 27 novembre 1916 et 14 février 1917.
106. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, mi-juin 1917, p. 1235.
107. Romain Rolland, *JAG*, *op. cit.*, mai 1917, pp. 1177-1178.

108. *Idem*, v. 25 juin 1917, p. 1249.
109. Voir John Horne, « Information, opinion publique et l'offensive Nivelles », in *Images de 1917*, Laurent Gervereau et Christophe Prochasson (dir.), Paris : BDIC, 1987, pp. 72-79.
110. *Idem*.
111. *Handbuch der Auslandspresse, op. cit.*, p. 160.
112. Lettre de Romain Rolland à Henri Guilbeaux, 8 mai 1917, cité dans Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, p. 1250.
113. Lettre de Pierre-Jean Jouve à Romain Rolland, 8 mai 1917, citée dans *JAG, op. cit.*, p. 1176.
114. Nicole Racine, « Henri Guilbeaux », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Jean Maitron (dir.), t. XXXI, Paris : Les Éditions ouvrières, 1988, p. 86.
115. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 1^{er} juin 1918, p. 1479.
116. Rapport du colonel Pageot, 20 février 1918, cité par Odoric Porchet, *op. cit.*, pp. 85-86.
117. NAK, CAB 24/69, Political Intelligence Department (Foreign Office), « Memorandum on Switserland as a bolshevik centre », 2 novembre 1918.
118. Georges Clemenceau, « Discours du 20 novembre 1917 », in *Les grands discours du XX^e siècle*, Paris : Flammarion, 2009, pp. 21-26.
119. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 24 juin 1918, p. 1506.
120. Voir respectivement Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 18 septembre 1916, p. 907 et 22 février 1917, p. 1079 ; *Annuaire de la presse suisse 1917-1918, op. cit.*, p. 336. À titre de comparaison, la plus influente revue culturelle de Suisse, *Wissen & Leben*, tire alors à 2800 exemplaires.
121. Henri Guilbeaux, *Mon crime, op. cit.*, p. 19. La préface est signée en avril 1918.
122. Henri Guilbeaux, *Du Kremlin au Cherche-Midi, op. cit.*, p. 162.
123. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 24 juin 1918, p. 1507.
124. *Idem*, fin juin 1916, p. 839.
125. *Idem*, 20 octobre 1917, p. 1333.
126. *Idem*, 11-12 octobre 1917, p. 1321. La citation suivante est tirée du même extrait.
127. AFS, E27/13820, Rapport du MPF au DJP, Berne, août 1918.
128. AEG, 2008 va 50.1.16, interrogatoire d'Henri Guilbeaux par la police de sûreté, Genève, 11 juillet 1918.
129. AFS, E1004.1, vol. 269, PV de la séance du Conseil fédéral du 30 septembre 1918.
130. Lettre de Stefan Zweig à Romain Rolland, Rüschtikon, 4 octobre 1918, citée dans *Romain Rolland-Stefan Zweig... op. cit.*, pp. 492-493.
131. AFS, E1004.1, vol. 269, PV de la séance du Conseil fédéral du 7 décembre 1918.
132. Daniel Leuwers, *Jouve avant Jouve, ou la naissance d'un poète (1906-1928)*, Paris : Klincksieck, 1984, pp. 131 ss.
133. Lettre de Claude Salives à Romain Rolland, 8 mai 1917, citée dans Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, p. 1176.
134. Cité par Daniel Leuwers, *op. cit.*, p. 136.
135. Jean Debrit, *Marguerite Debrit, journaliste*, Genève, A. Renaud, 1919, p. 6.
136. PA, R122982, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 23 décembre 1916.
137. BA, R901/71292, *Les Tablettes*, 1917-1918.
138. Lettre de Charles Baudouin à Romain Rolland, Saconnex-d'Arve, 3 juillet 1918, citée dans Antoinette Blum (éd.), *Correspondance... op. cit.*, p. 69.
139. Paul Golay, *Guerre de liberté?*, Lausanne : Imprimerie de l'Université, 1915, p. 11.
140. *Gazette de Lausanne*, 6 novembre 1917.
141. *Idem*, 7 et 9 novembre 1917.
142. *Idem*, 10 novembre 1917. Voir aussi *L'Aube*, N° 6, 1^{er} décembre 1917.
143. *Gazette de Lausanne*, 8 décembre 1917.
144. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 14 juin 1917, p. 1231.
145. *L'Aube*, N° 1, 1^{er} septembre 1917.
146. *Idem*, N° 2, 15 septembre 1918.
147. *Idem*, N° 20, 1^{er} juillet 1918.
148. *L'Impartial vaudois*, 19 octobre 1917.
149. PA, R121003, Dietrich von Bethmann-Hollweg au chancelier impérial, Berne, 27 juillet 1918.
150. *Idem*.
151. *L'Impartial vaudois*, 1^{er} février 1918.

152. *Idem*, 22 mars 1918.
153. *Idem*, 8 mars 1918.
154. *Idem*, 5 avril 1918. L'article explique que les regrets de Romberg sont partagés par toute l'Allemagne.
155. *Idem*, 29 28 février 1918.
156. PA, R122982, Wilhelm von Radowitz à Hartmann von Richthofen, Berlin, 22 février 1916.
157. BGE, Fonds Jean Debrit, 2001/34, Gisbert von Romberg à Jean Debrit, Hohenfriedeberg, 12 décembre 1919.
158. AEG, 2008 va 50.2.292, rapport de l'inspecteur Corboz, Genève, 2 juillet 1946.
159. Michel Cambrosio, « Paul Golay : le journalisme comme moyen de lutte », *Mémoire vive*, N° 5, 1996, p. 65.
160. PA, R11419, lettre de l'Auswärtiges Amt au commissaire d'État pour la surveillance de l'ordre public, Berlin, 29 décembre 1919.
161. BGE, Fonds Jean Debrit, 2001/34, Division de presse de l'Auswärtiges Amt au *Wohnungsamt Berlin-Wilmersdorf*, Berlin, 22 février 1921.
162. Télégramme de la Division des affaires étrangères aux légations de Suisse, Berne, 17 janvier 1919, cité dans *Documents diplomatiques suisses*, vol. 7/1, Berne: Benteli, 1979, p. 210.
163. Lettre de Madame Henri Guilbeaux à Auguste Forel, Saint-Maurice, 24 janvier 1919, citée dans Hans Huldrych Walser (éd.), *Auguste Forel. Correspondance 1864-1927*, Berne: Hans Huber, 1968, p. 464.
164. Nicole Racine, « Henri Guilbeaux », *op. cit.*, p. 88.
165. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 24 juin 1918, p. 1508.
166. Lettre de Romain Rolland à Paul Seippel, 9 mars 1918, citée dans *ibid.*, p. 1427.
167. Lettre de Romain Rolland à Paul Seippel, 16 octobre 1918, citée dans *ibid.*, p. 1618.
168. Lettre de Carl Spitteler à Charles Baudouin, Lucerne, 15 juillet 1919, citée dans Antoinette Blum (éd.), *Correspondance... , op. cit.*, p. 133.
169. Isabelle Debran, *Monsieur Romain Rolland: initiateur du défaitisme*, Genève, Henri Jarrys, 1918. Sur l'instrumentalisation du « défaitisme » par la Troisième République: Galit Haddad, *1914-1919: ceux qui protestaient*, Paris: Les Belles Lettres, 2012, pp. 266-271.
170. Martin Korol, *op. cit.*, pp. 294-295.
171. PA, Bern 853, Walther Tiling (AHS) à la division IIIb, Berne, 15 mars 1918.
172. Stephen Vaughn, *Holding Fast the Inner Lines. Democracy, Nationalism and the Committee on Public Information*, Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1980, p. 37.
174. Romain Rolland, *JAG, op. cit.*, 4 juillet 1918, p. 1520.
173. *Das Buch*, N° 3-4, 1918.
175. Voir Patrick Feuz, *Le baron du chocolat: la vie douce-amère de Theodor Tobler (1876-1941)*, Berne: Benteli, 1998.
176. Les contrats sont reproduits dans *Polygraphische Gesellschaft Laupen, 1918-1968*, Laupen: Polygraphische Gesellschaft, 1968, pp. 7 ss.
177. SKBa, POLIT, JJ 4, Consul allemand au Département de la police cantonale, Bâle, 24 novembre 1916.
178. Lettre de Charles Dumas à Theodor Steeg, Paris, 8 septembre 1917, citée dans *Les socialistes français et la Grande Guerre... , op. cit.*, p. 35.
179. PA, Bern 1153, K. Abwehr, [21 décembre 1918] citant une lettre de E. Viktor à Hermann Rösemeier de décembre 1916.
180. « Captured Germans work for a Republic », *New York Times*, 29 septembre 1917.
181. AFS, E27/13895, Siegfried Balder, *Wilhelm II. annoch deutscher Kaiser, wir klagen Dich an!*, slnd., saisie par la CFCP le 18 juillet 1917.
182. Siegfried Balder, *Deutschlands Gegenwart und Zukunft*, Olten: Trösch, 1916. L'exemplaire conservé à la Bibliothèque nationale porte une fausse page de titre mentionnant: « P. Bohliger, *Das Recht Deutschlands auf Vorherrschaft nach dem Kriege*, Zurich: Kommissionsverlag des Verfassers, [sd.] »
183. AFS, E2001(A), vol. 805, CFCP à DPF, Berne, 31 janvier 1918.
184. Cité par Thomas Feitknecht, « Bern ist eine Hölle », *Bund*, 10 juin 2014.
185. BA, R901/72596, Dietrich von Bethmann Hollweg au chancelier Georg Michaelis, Berne, 1^{er} octobre 1917.

186. Ernst Piper, *Nacht über Europa. Kulturgeschichte des Ersten Weltkriegs*, Berlin : Propyläen, 2013, p. 378.

187. Voir notamment le Memorandum de M. P. A. Hankey, « A psychological offensive against Germany », 11 décembre 1917, cité par Michael L. Sanders, Philip M. Taylor, *op. cit.*, p. 134.

188. Lettre de Vera B. Whitehouse à James Kerney, 22 juillet 1918, citée par Michael L. Sanders, Philip M. Taylor, *op. cit.*, p. 214.

PARTIE 4

UNE DÉFAITE AVANT L'HEURE

13. CHANGEMENT DE CAP

En tant que Suisse impartial et neutre, vous n'avez pas simplement compris qu'il fallait garder votre pays en paix, mais vous avez aussi reconnu qu'une paix pour le monde entier était déjà possible aujourd'hui.

Theobald von Bethmann Hollweg à Arthur Hoffmann, 1917¹

En été 1917, une nouvelle grande affaire politique, l'affaire Grimm-Hoffmann, referme la parenthèse du « fossé » culturel². Avec la démission d'Arthur Hoffmann et son remplacement par Gustave Ador, les intérêts de la Suisse latine et de l'Entente bénéficient désormais d'une meilleure représentativité au sein du Palais fédéral. Cette réorientation à l'échelon fédéral est renforcée par la récente entrée en guerre des États-Unis aux côtés de l'Entente en avril 1917 : l'importation du blé américain est alors fondamentale pour le ravitaillement du pays et la Suisse ne peut se permettre de se mettre à dos une démocratie qui s'affirme comme la première puissance mondiale. Alors qu'au début du conflit la Confédération cherchait par-dessus tout à ne pas compromettre ses bonnes relations avec l'Empire allemand, le vent tourne au cours de l'été 1917. Dans une conférence faite à la fin du mois de juin 1917, l'helvétiste Hermann Schoop souligne très nettement l'opportunité de ce revirement : « Au départ, nous nous tenions volontiers, d'après un motif connu, du côté des plus forts, mais maintenant que cela est devenu au moins douteux, on commence à être neutre, et même à pencher de l'autre côté. »³

Dans les rapports de la légation impériale, l'attitude de l'opinion publique alémanique continue à être jugée avec pessimisme, alors que l'Entente parvient à ouvrir de nouveaux fronts d'influence de

part et d'autre de la Sarine. La France et surtout le Royaume-Uni récupèrent de nombreuses voix helvétistes qui plaident pour l'affranchissement culturel du pays. De plus, les forces de l'Entente bénéficient toujours d'un large soutien de la part des autorités et de la population romandes et tessinoises. Un jour avant l'éclatement de l'affaire Grimm-Hoffmann, les autorités genevoises n'hésitent ainsi pas à célébrer ouvertement les services d'information mis en place par l'Entente. Le 17 juin, un grand banquet est donné en l'honneur de la nouvelle Association des correspondants de la presse alliée. Organisée au Kursaal, la cérémonie attire une grande partie des forces politiques genevoises⁴. Un mois plus tard, la tournée du général français Pau en Suisse s'apparente à une parade triomphale. Lors de ses visites des camps d'internement (Interlaken, Charmey, Montreux...) ou lors de réceptions officielles dans les villes, comme à Lausanne ou Bulle, le général est acclamé par la foule. Hormis dans les journaux qu'ils contrôlent, les germanophiles alémaniques ne parviennent plus à faire de ces marques de francophilie des signes de trahison patriotique. Même les francophiles dits « modérés » commencent à prendre des positions très unilatérales en faveur de la Troisième République. L'helvétiste Paul Seippel avoue par exemple ouvertement son admiration pour la France dans une brochure éditée par Georges Crès, l'agent littéraire de la propagande française, au printemps 1918. Il donne également une longue préface à la biographie d'un légionnaire suisse mort au service de la France. « Que le nom du capitaine Édouard Junod demeure donc comme un gage de reconnaissance et d'inaltérable amitié, donné par la Suisse à la France des héros de la grande guerre »⁵, écrit celui qui, au début du conflit, était qualifié par ses adversaires romands de « *neutral* ». Révélatrice de cette ambiance favorable à l'Entente, une boutade circule dès 1916 au sujet de la francophilie des milieux romands : « Paris ferait bien la paix, mais Lausanne ne veut pas. »⁶

Au demeurant, les difficultés économiques grandissantes connues par la population suisse provoquent une remise en question toujours plus importante de la place des étrangers dans le pays et les actions de propagande doivent désormais composer avec des mesures de contrôle et de rationnement qui freinent leur progression et leur rentabilité. Thème central du débat national helvétique, la thématique de la « surpopulation » étrangère (*Überfremdung*) est autant économique que culturelle. En septembre 1917, le jeune

radical saint-gallois Wilhelm Ehrenzeller consacre une conférence à ce qu'il nomme « *geistige Überfremdung* »⁷, dans laquelle il dénonce avant tout les influences germaniques. Pour Gisbert von Romberg, cette prise de position est l'expression de l'opinion dominante en Suisse, une opinion qui s'inscrit dans la lignée de ce que promeut alors la NSH⁸.

RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Depuis le début de la guerre, la politique extérieure est grandement dépendante des orientations personnelles d'Arthur Hoffmann. À partir de 1914, le Saint-Gallois occupe la fonction de chef du Département politique de manière permanente, alors que la charge était jusque-là renouvelée annuellement. Le pouvoir individuel d'Hoffmann est également renforcé par le modeste réseau diplomatique du pays, composé de onze légations étrangères au début du conflit⁹. Jusqu'à l'éclatement de l'affaire qui porte son nom, le conseiller fédéral bénéficie d'une image d'exemplarité auprès de l'opinion. Pour la *Neue Zürcher Zeitung* par exemple, en mars 1916, « aussi longtemps que le conseiller fédéral Hoffmann dirigera la politique fédérale, la Suisse ne sortira pas d'un pouce de sa neutralité »¹⁰. Hoffmann mène pourtant depuis le début des hostilités des initiatives personnelles favorables aux Empires centraux, comme l'ont montré les affaires Schöller et Bolo Pacha (voir chap. 4). Une autre action favorable à l'Empire allemand concerne directement le travail d'influence de l'opinion internationale. En janvier 1917, accompagné d'Edmund Schulthess, Hoffmann donne des conseils amicaux au légat Romberg. Les deux Alémaniques font part de leur certitude de voir l'Entente l'emporter au printemps, non par des succès militaires, mais par l'effondrement économique de l'Allemagne. Le légat rapporte : « Les deux conseillers fédéraux sont [...] personnellement occupés à agir équitablement en faveur de nos intérêts [*in unserem Interesse aufklärend zu wirken*], sans que cela les pousse à sortir de leur neutralité. Mais ils sont d'avis qu'il faudrait en faire plus dans cette direction. Monsieur Hoffmann me demande expressément d'attirer l'attention de Votre Excellence sur ce point. »¹¹

Pour Schulthess et Hoffmann, qualifiés de « germanophiles » par le légat, la perte de confiance dans la victoire allemande est due aux comptes rendus « trop sincères » publiés par la presse germanique. Les deux conseillers fédéraux souhaiteraient que l'accès à

l'Empire soit facilité pour les journalistes neutres, de manière à traiter la question du ravitaillement de « manière impartiale ». Hoffmann accepterait alors de déléguer une mission officielle du Conseil fédéral sous couvert de nouveaux débouchés pour l'industrie suisse d'exportation. L'idée en reste là, car l'état-major allemand se refuse à faire la lumière sur la situation alimentaire de la population. Les autorités allemandes craignent qu'un délégué suisse ne retire des informations compromettantes sur l'état désastreux du ravitaillement dans l'Empire. Pour Berlin, l'opinion internationale ne doit absolument pas retirer d'informations des dégâts provoqués par ce tragique hiver, connu sous le nom d'« hiver des navets »¹².

LA CHUTE D'ARTHUR HOFFMANN

Les discussions menées entre la légation, Schulthess et Hoffmann exigent le plus grand secret, car elles « sortent ouvertement de la neutralité »¹³, indique Romberg, qui ajoute à son télégramme une clause de confidentialité absolue : « Laissez l'opinion publique connaître un détail de cette discussion de presse, par n'importe quel hasard [...], alors les deux hommes sont finis et nous pouvons faire nos valises de Suisse. » Cet avertissement a valeur prémonitoire. En décembre 1916, Arthur Hoffmann estime que les ouvertures pacificatrices des États-Unis et de l'Allemagne laissent entrevoir une possible sortie de guerre. Le conseiller fédéral considère en outre que les difficultés deviennent intenable pour l'économie suisse. En été 1917, les soubresauts révolutionnaires à Petrograd le décident à mener une action de médiation en faveur d'une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie. Cette conciliation implique le socialiste bernois Robert Grimm. De Russie, le conseiller national demande l'aide de Hoffmann pour connaître les buts de guerre allemands. Après sondage de la légation et sans en informer ses collègues, Hoffmann transmet à Grimm un télégramme contenant les conditions de paix allemandes. Déchiffrée par la diplomatie russe, cette information est rendue publique le 16 juin 1917 par la presse suédoise. Le scandale est généralisé. Le Conseil fédéral désavoue une démarche qui déroge au principe de neutralité et Hoffmann est contraint de démissionner le 19 juin. Le principal appui de l'Allemagne au sein du Conseil fédéral est rayé de la carte. Il reçoit sous pli confidentiel les remerciements de l'empereur et

du chancelier impérial¹⁴. Les interprétations divergent quant au rôle et aux intentions précises du Saint-Gallois dans cette affaire. L'expérience accumulée par le conseiller fédéral dans la conduite de la chose publique exclut cependant la possibilité d'une simple maladresse. Hoffmann devait être tout à fait conscient des risques encourus par cette médiation. Suivant l'interprétation de Max Mittler, il semble plus vraisemblable de lier l'affaire Grimm-Hoffmann à la forte communauté d'intérêt existant entre le conseiller fédéral et la diplomatie allemande¹⁵.

La démission rapide d'Arthur Hoffmann calme les esprits en Suisse romande et au Tessin. Des manifestations populaires ont eu lieu à Lugano ou à Lausanne. À Bellinzone, en présence du syndic et de nombreuses personnalités politiques, l'assemblée décidait « la mise en accusation de l'honorable Hoffmann pour haute trahison »¹⁶. À Genève, 15 000 personnes ont manifesté à la place du Molard¹⁷. L'Entente a probablement attisé ce mécontentement, puisque Frédéric de Rabours et la *Tribune de Genève* ont joué un rôle moteur dans le mouvement de protestation. Le consul d'Allemagne à Genève en est convaincu¹⁸. Une fois le rassemblement terminé, quelque 2000 personnes se rendent devant les consulats des Empires centraux. Des pierres sont lancées sur le consulat d'Allemagne. Plusieurs fenêtres sont brisées. L'affaire du drapeau de janvier 1916 semble se rejouer, puisque l'écusson allemand est arraché par un manifestant avant d'être récupéré par la police¹⁹. Face à l'excitation de l'opinion, la légation allemande fait profil bas : « Ce n'est pas dans notre intérêt dans cette affaire de mener campagne contre la Suisse ou les cercles suisses favorables à l'Entente et ainsi, si possible, influencer l'opinion publique suisse en notre faveur. »²⁰ Les responsables du décrochage bénéficient d'ailleurs d'une certaine clémence de la part des autorités, contrairement aux assises fédérales qui avaient condamné le jeune Marcel Hunziker pour « violation du droit des gens » suite à l'affaire du drapeau²¹.

Pour la Confédération, le dégât d'image provoqué par l'action de Hoffmann est alors très important auprès des forces de l'Entente. Pour pallier la crise, le choix du nouveau conseiller fédéral se porte sur l'expérimenté Gustave Ador, alors président du CICR, une organisation alors auréolée de ses multiples réalisations conciliatrices et multilatérales en faveur des victimes de guerre. Déjà âgé de 71 ans et membre d'un parti minoritaire (le parti libéral-conservateur), le Genevois fait pourtant figure

d'homme providentiel pour restaurer le crédit de la Suisse sur la scène internationale. Ador accepte sa candidature à la condition d'obtenir la direction du Département politique²². Le 26 juin, la nomination du Genevois entraîne un revirement radical de la politique extérieure de la Suisse. Le libéral est un francophile affirmé et entretient des liens privilégiés avec les cercles protestants de la Troisième République. Son neveu n'est autre que Victor de Lacroix, premier secrétaire de l'ambassade de France à Berne et Ador est depuis 1900 grand-officier de la Légion d'honneur²³. Gisbert von Romberg demande son rappel à l'Auswärtiges Amt car ses relations avec Ador et le CICR sont empreintes d'animosité. Son ton est extrêmement pessimiste : « À cela s'ajoute le fait que la confiance de la Suisse dans la victoire finale des Empires centraux, comme je dois malheureusement le concéder, n'est plus du tout assez forte pour que l'on soit prêt à se jeter dans nos bras. [...] Nous ne pouvons pas nous cacher que la situation générale a tourné essentiellement et considérablement en notre défaveur. »²⁴

En septembre 1917, le travail de propagande de la légation marque le pas. Il est attaqué par différents rapports d'hommes de confiance de l'Auslandshilfsstelle. Pour ces derniers, l'écart qui se creuse entre la Suisse et l'Allemagne est la conséquence d'un manque d'activisme. Romberg s'inscrit en faux contre ces affirmations. D'après le légat, le mal est plus profond :

Je ne sous-estime pas la signification de la propagande ennemie, qui trouve un sol beaucoup plus fertile que nous non seulement en Suisse romande, mais aussi dans de larges cercles de la Suisse orientale. Des mots-clés comme militarisme, domination des junkers trouvent un écho dans l'ensemble de la Suisse.

On peut aussi admettre, sans aucun problème, que notre propagande a souvent échoué. [...] Je reconnais les manquements de notre propagande mais pas le fait que notre propagande soit plus mauvaise que celle de notre ennemi pour expliquer la diminution de l'atmosphère germanophile. À mon avis, les véritables raisons en sont la détresse économique grandissante de la Suisse et donc la perte de confiance en notre force de résistance.²⁵

Pour Romberg, l'échec de la guerre sous-marine à outrance est perçu comme l'élément déclencheur. Décidée en janvier 1917, cette attaque en règle contre l'ensemble des navires commerçant

avec l'Entente, neutres compris, n'obtient pas les résultats escomptés, à savoir la reddition de l'Empire britannique. Au contraire, la stratégie de « contre-blocus » maritime allemand provoque l'entrée en guerre des États-Unis. Celle-ci entraîne d'importantes difficultés de ravitaillement pour la Suisse. Romberg écrit : « On ne peut pas blâmer les Suisses parce qu'ils nous rendent responsables de cette situation. Tant qu'ils ne souffraient pas eux-mêmes, ils avaient encore une certaine compréhension pour notre guerre sous-marine renforcée, en particulier lorsqu'ils pouvaient compter sur son impact rapide et décisif. »²⁶

GUSTAVE ADOR, LE « VIEUX LION GENEVOIS »

L'arrivée de Gustave Ador au Conseil fédéral ne bouleverse pas en un jour la politique du gouvernement fédéral. Ludwig Forrer rassure les diplomates allemands et garantit qu'Ador ne sera pas en mesure d'entreprendre des actions qui troubleraient les relations germano-suisse²⁷. Edmund Schulthess se montre de son côté particulièrement remuant. D'après Romberg, le conseiller fédéral obtient le retour de la fonction de chef du Département politique à une charge annuelle reliée à la présidence de la Confédération. De plus, l'importante Division du commerce extérieur passe sous son contrôle. Le légat allemand indique avoir grandement influé sur ce compromis²⁸. « Pour nous, cela est finalement le plus important »²⁹, télégraphie la légation bernoise. Cependant, si Schulthess fournit bien des recommandations sur la façon dont la presse allemande devrait traiter les affaires suisses, le Zurichois ne semble pas aussi dévoué à la cause allemande qu'Arthur Hoffmann. Marié à une Française, Schulthess n'en est que plus suspect pour le dispositif allemand³⁰.

Par le biais de sa presse et de ses soutiens en Suisse, l'Allemagne mène une campagne acharnée contre Gustave Ador, qualifié de « vieux lion genevois » par un agent de la légation³¹. La Deutschschweizerische Gesellschaft joue un rôle moteur. Une pétition est d'abord transmise aux parlementaires pour les appeler à refuser la candidature d'Ador³². Une fois le libéral élu, la DSG diffuse un « Appel au peuple suisse » sous forme de tract :

Sans vouloir retirer à Monsieur Ador les qualités qui lui reviennent, le fait qu'un officier de la Légion d'honneur française, donc

un ami unilatéralement orienté d'un parti belligérant, décide du destin de notre pays va à l'encontre de la volonté de tout Suisse désirant rester neutre. [...] Nous protestons contre l'élection de Monsieur Ador! Nous protestons contre la proposition de la minorité de notre peuple de nous éloigner de la neutralité irréprochable suivie jusque-là [...]! Nous voulons conserver la pureté de la croix blanche de notre cher drapeau et rester Suisses!
Vive une patrie indépendante! Vive la Suisse! Vive le conseiller fédéral Hoffmann!³³

Signé par 57 membres, dont Eduard Blocher, Georg Baumberger ou Hermann Bächtold, un second appel est lancé en juillet 1917: «Le danger que les prises de position unilatérales de l'immense majorité de la Suisse latine font peser a fortement augmenté au cours des dernières semaines. Le manque d'une opinion publique décidée en Suisse allemande commence de plus en plus à se faire sentir comme un véritable mal national.»³⁴ Cette campagne orchestrée par le mouvement germanophile rencontre une telle réprobation que la Nouvelle Société helvétique estime qu'elle n'a pas besoin d'y répondre³⁵. Présent à Berlin en automne 1917, Hermann Blocher fait part de ses inquiétudes face à la perte de terrain de la «germanité» en Suisse, alors que «l'esprit français»³⁶ ne cesse d'en gagner en Suisse alémanique. En mars 1918, alors engagé dans le lancement d'une revue en Suède, l'homme politique aimerait que l'Allemagne adopte une position plus énergique à l'égard de l'opinion suisse. Dans sa réponse, Romberg ne croit pas aux chances d'une telle stratégie, faute d'un soutien indigène suffisant: «Les Suisses allemands eux-mêmes ne font rien pour se défendre contre les prétentions des Suisses romands et de l'Entente. Sans le soutien des Suisses allemands, toute intervention énergique de l'Allemagne serait inutile.»³⁷

À terme, l'arrivée de Gustave Ador à la tête du DPF provoque d'importants changements politiques. Les actions étrangères de propagande sont directement concernées. La censure fédérale opère une réorientation de son action et les intérêts de l'Entente bénéficient désormais d'un traitement paritaire, voire préférentiel, par rapport à ceux des Empires centraux. En novembre 1916 déjà, le Conseil fédéral s'était refusé à interdire toutes les conférences tenues par des étrangers, car la mesure aurait été jugée discriminatoire à l'encontre de l'Entente (voir chap. 8). Au même moment,

les *Kriegschronik* et le *Continental-Times*, deux publications de la ZFA, tolérées jusque-là, sont retenues par la censure fédérale³⁸. Cette dernière est à un tournant que l'année 1917 confirme. Une brèche significative est ouverte après l'entrée en guerre des États-Unis. Le 26 avril 1917, la *Solothurner Zeitung* est avertie pour avoir critiqué le gouvernement de Wilson. La presse américaine avait répondu de manière acerbe à la provocation du journal suisse. La Commission de censure justifie sa mesure en insistant sur la forte dépendance économique de la Suisse à l'égard des États-Unis. Elle demande à la *Solothurner Zeitung* de placer ses critiques «derrière le sens patriotique»³⁹. Cette sévérité nouvelle touche également *L'Indépendance helvétique*. L'organe de la propagande allemande à Genève n'avait jusque-là reçu qu'un seul avertissement de la part de la CFCP. En mai 1917 cependant, un article particulièrement violent de Paul Glatz s'en prend une nouvelle fois aux Anglais, cette «race de sadiques et de monstres vouée [...] au mépris universel»⁴⁰. La CFCP aimerait interdire *L'Indépendance helvétique*, mais le Conseil fédéral s'y refuse. Quelques mois plus tard, en septembre, l'exécutif fédéral revoit sa position, suite à un article qui attaque le président Wilson. La feuille genevoise est suspendue pour un mois⁴¹. Le tirage de *L'Indépendance helvétique* du 22 septembre doit être arrêté par les forces de l'ordre. Dans ce numéro, la rédaction n'hésite pas à brocarder les autorités et attaque la partialité de la censure: «Nous sommes un pamphlet hebdomadaire qui publiait des insolences à l'adresse des puissances de l'Entente. [...] Si nous avons dit à l'adresse des puissances de l'Entente la dixième partie de ce que la *Gazette de Lausanne* a publié sur le compte des Puissances centrales, nous nous inclinierions.»⁴²

Le cas de la *Freie Zeitung* est aussi significatif. En août 1917, une grande affaire éclate car le Ministère public fédéral est persuadé que la feuille démocrate est responsable de la diffusion d'une version falsifiée de la *Frankfurter Zeitung* en Allemagne. Les journaux germanophiles de Suisse (*Züricher Post*, *Neue Zürcher Nachrichten* et *Tages-Anzeiger*) relaient la campagne de dénonciation lancée par la grande presse allemande. Franz Stämpfli, le procureur général de la Confédération, ordonne une perquisition de la rédaction de la *Freie Zeitung*. L'Association de la presse suisse réagit vigoureusement et dénonce une soumission aux pressions allemandes. Activé par un agent de l'ambassade de France, Gustave

Ador est lui aussi courroucé. « J'ai fait venir le P.G. [procureur général], lui ai lavé la tête et demandé un rapport détaillé », écrit-il à sa fille Germaine, « c'est une enquête faite d'office pour savoir d'où viennent les fonds ! Tout cela est très fâcheux et bien maladroit. »⁴³

En octobre 1917, c'est au tour de *La Paix*, un organe « défaitiste » du bureau Erzberger, d'être averti par la censure pour avoir attaqué Wilson⁴⁴. Puis, un mois plus tard, *Paris-Genève* est interdit pour toute la durée de la guerre pour ses critiques à l'encontre du service français de renseignement. L'Auswärtiges Amt demande alors à la Confédération de traiter de façon similaire les organes qui s'en prennent à l'Allemagne⁴⁵. Des tensions diplomatiques ne tardent pas à apparaître. Rombert laisse sous-entendre que l'inaction suisse pourrait avoir des conséquences sur les négociations économiques concernant la fourniture de charbon⁴⁶. Berne se plaint de son côté de la « très grande sensibilité de la légation à l'encontre de la presse quotidienne »⁴⁷. Les critiques qui s'en prennent à la partialité de la censure suisse proviennent désormais majoritairement du camp allemand.

UNE NOUVELLE DIRECTION ET SES EFFETS

Les relations entre les autorités suisses et le bureau de Hans Attenberger à Zurich constituent une dernière illustration du changement d'atmosphère à l'œuvre dans le Département politique. Depuis 1916, la censure fédérale connaît très précisément le rôle joué à Zurich par Attenberger, défini comme le « représentant de la littérature allemande de propagande »⁴⁸. L'agent allemand est entré plusieurs fois en contact avec la Commission de censure. Il se présente d'abord, en décembre 1915, comme le représentant suisse de la *Gazette des Ardennes*. Dans ses rapports, Attenberger indique obtenir à plusieurs reprises un adoucissement des mesures répressives grâce à l'attitude compréhensive des deux présidents successifs de la CFCP, Ernst Röthlisberger et August Welti. Cette affirmation est confirmée par les procès-verbaux de l'organe de censure politique. En février 1916, la CFCP demande à la direction de la poste de ne plus retenir les imprimés suspects transmis par Attenberger et d'agir uniquement lorsqu'une décision officielle est prise. Cette mesure permet aux écrits allemands de disposer d'un certain temps de flottement pour atteindre leurs cibles avant qu'une éventuelle interdiction ne soit décidée⁴⁹. Puis, en juillet 1916, August

Welti fournit à Attenberger des informations confidentielles sur les raisons de la censure de la *Gazette des Ardennes*⁵⁰. Comme la Commission n'accepte pas la publication des listes de disparus français, le journal allemand supprime ses nécrologies. Quelques mois plus tard, Attenberger reçoit les explications de la Commission sur les raisons de la censure du *Kriegs-Chronik*. « Je me permets de relever que cette lettre est arrivée de façon très confidentielle et qu'elle ne m'a été transmise que grâce à mes bonnes relations avec Monsieur le D^r Welti »⁵¹, détaille Attenberger. Hermann von Simson considère de son côté que l'action effectuée par Attenberger est « irremplaçable », car « il veille toujours à obtenir l'accord des autorités suisses de censure »⁵².

Cette tolérance prend fin en automne 1917. La France est parvenue à divulguer le nom du bureau Attenberger dans la presse française et suisse⁵³. En octobre 1917, puis en mars 1918, deux enquêtes de la police zurichoise sont alors menées « contre Attenberger Hans et consorts concernant des opérations suspectes »⁵⁴. Les autorités de la Ville promettent de tenir le bureau à l'œil⁵⁵. L'orientation nouvelle prise par la Commission fédérale de censure à Berne ne change pourtant pas complètement la donne au niveau régional et Attenberger peut poursuivre son action sans trop d'inquiétude jusqu'à la fin du conflit⁵⁶. La présence d'Oskar Wettstein, l'homme du rapprochement entre Berlin et le *Züricher Post*, à la tête de la police zurichoise, a peut-être joué un rôle dans la liberté de mouvement laissée à l'agent allemand.

Les publications allemandes de propagande ne sont pas les seules à souffrir du nouveau contexte provoqué par la nomination d'Ador. La position d'Ulrich Wille se retrouve, elle aussi, en ballottage défavorable. En août 1917, le ministre de Suisse à Berlin Robert Haab annonce à l'*Auswärtiges Amt* que le général, physiquement affaibli, rencontre une forte hostilité de la part du Conseil fédéral. La légation allemande fait tout pour permettre le maintien du général à son poste. Robert Haab est notamment utilisé comme levier de pression par Romberg⁵⁷. Le ministre de Suisse, qui sera nommé au Conseil fédéral à la fin de l'année, reconnaît à cette occasion que le général a « sans aucun doute commis des imprudences en trois ans »⁵⁸. En novembre 1917, le Conseil fédéral cherche à écarter Wille du pouvoir. Le médecin de l'armée rapporte un état de sénilité et Alfred Audéoud, commandant de corps genevois, considéré comme francophile, est mentionné comme possible

successeur. Mais le Romand décède subitement le 19 novembre 1917 et met fin au projet du Conseil fédéral. Wille conserve son poste jusqu'à la fin du conflit⁵⁹.

L'arrivée de Gustave Ador au Département politique provoque enfin une remise en cause du personnel diplomatique rattaché à chaque légation. Le Genevois entend limiter le droit d'extraterritorialité accordé aux employés auxiliaires « qui bénéficient d'immunités qui les soustraient au contrôle de la police locale »⁶⁰. Ador vise par là l'inflation prise par les divisions commerciales ou celles de propagande et de renseignement. Une grande enquête est menée et révèle la forte extension prise par la légation allemande. Elle emploie en tout 618 personnes, dont 195 auxiliaires et 370 internés. L'ambassade de France compte de son côté 309 employés, dont 23 auxiliaires et 260 internés. Les autres puissances sont loin de ces chiffres ; 87 employés sont annoncés par la légation anglaise, 62 par la légation austro-hongroise et 46 par la légation italienne. Le Département politique cherche à soumettre à la juridiction civile et pénale du pays les personnes qui ne sont pas de la « carrière ». La mesure d'Ador vise ainsi en premier lieu la légation allemande, la plus forte quantitativement. Or, Schulthess s'oppose à ce que celle-ci serve de « bouc émissaire »⁶¹. Le conseiller fédéral zurichois dénonce de son côté l'action de la diplomatie française, et notamment celle d'un agent qui voyagerait partout en Suisse « à des fins de propagande politique et économique ». Les engagements personnels d'Ador et de Schulthess apparaissent clairement dans cet échange musclé. La proposition d'Ador n'y résiste pas.

LA CONQUÊTE DE L'OUEST : UNE MISSION SUISSE DE PROPAGANDE

Pour l'Allemagne, la décision de guerre sous-marine à outrance provoque la rupture de ses relations avec les États-Unis le 3 février 1917. Ministre suisse aux États-Unis, Paul Ritter entame alors, à la demande de Berlin mais sans mandat du Département politique, une tentative de médiation entre l'Allemagne et l'American Peace Society. Lorsque l'affaire est révélée, Ritter est désavoué aussi bien par le Conseil fédéral que par l'Auswärtiges Amt, qui n'entend pas se montrer en position de faiblesse. Face au scandale, Ritter est remplacé en mai 1917 par Hans Sulzer, un grand industriel de Winterthur⁶².

Suite aux affaires Ritter puis Hoffmann, les autorités suisses s'inquiètent de l'image renvoyée par la Confédération outre-Atlantique, d'autant qu'une partie de la presse américaine accuse la Suisse de ravitailler les Empires centraux avec le blé que son agriculture fournit⁶³. Les États-Unis sont alors le principal fournisseur de céréales du pays. Le 1^{er} juin 1917, le Conseil fédéral décide de dépêcher une mission suisse aux États-Unis à des fins assumées de propagande économique. Une délégation accompagne le nouveau ministre de Suisse à Washington⁶⁴. Elle se compose de trois personnalités proches des États-Unis : le professeur William Rappard, l'industriel et conseiller national John Syz et le lieutenant-colonel Wilhelm Stämpfli. Les deux premiers cités sont nés sur sol américain, alors que l'éditeur bernois Stämpfli y a séjourné et que sa femme y a des attaches familiales. Stämpfli avait d'ailleurs quitté la direction de l'Association de l'orchestre de Berne suite au rapprochement de cette dernière avec la division Kessler⁶⁵. Cette mission exceptionnelle s'inscrit en rupture avec la pratique diplomatique usuelle et constitue l'une des premières actions de « propagande étrangère » explicite de la part du Conseil fédéral. À son retour en Suisse, Rappard reconnaît avoir plaidé « la cause de son pays devant le tribunal de l'opinion américaine »⁶⁶. Si, depuis août 1914, les belligérants défendent leur guerre devant le « tribunal des neutres », ces derniers sont amenés, eux aussi, à convaincre les États belligérants de l'impartialité de leur politique. À l'image de la Suisse, les Pays-Bas entament également une campagne de séduction par l'envoi d'une mission sur le territoire américain en 1918⁶⁷.

L'action de la délégation suisse s'effectue auprès des autorités, des industriels et de la presse par des prises de contact personnelles, mais aussi auprès de la population par le biais de conférences. Le professeur genevois Rappard note au sujet de ces différents vecteurs de mobilisation : « Si la conversation individuelle peut être comparée à un fusil de précision, dont les victimes, tout spécialement visées, sont forcément assez peu nombreuses ; si la conférence, avec ses effets moins certains mais plus étendus, sur des objectifs collectifs et anonymes quoique encore nettement définis, rappelle la mitrailleuse, la presse, c'est l'artillerie lourde de la propagande. »⁶⁸

Ancien professeur à Harvard, Rappard joue habilement de l'argument de parenté entre la Suisse et les États-Unis, ces « deux républiques sœurs [...] démocratiques, fédératives et libérales »⁶⁹.

L'économiste publie notamment un article sur huit colonnes dans le *New York Times* dans lequel il réfute toute possibilité de réexportation de vivres américains vers l'Allemagne⁷⁰. À son retour en Suisse en hiver 1917, Rappard devient le porte-parole des intérêts américains au cours d'une tournée de conférences. Le professeur parle de l'idéal républicain américain dans 17 villes. Il est notamment en contact avec le colonel Edward Mandell House, représentant spécial de Wilson à la Conférence interalliée de Paris. Rappard lui écrit :

Votre gouvernement peut être assuré avec insistance que la livraison régulière des quelques cargaisons de céréales dont notre pays a absolument besoin chaque mois est le moyen de propagande le plus efficace, et en même temps le plus économique, qui puisse être utilisé à l'étranger. Nourrir la Suisse, et donc la prévenir de tomber sous la dépendance économique absolue des Puissances centrales et pointer discrètement les raisons de sympathie démocratique qui vous poussent à le faire, convaincra non seulement l'opinion publique suisse, mais aussi l'opinion publique allemande de la sincérité et du sérieux de votre but juste et pacifique envers la nouvelle Europe.⁷¹

En été 1918, le comte Kessler déplore la forte impression laissée par les livraisons américaines de farine blanche, qu'il qualifie de « propagande par le ventre » (*Bauchpropaganda*)⁷². Cinq « grands » journaux suisses sont alors invités aux États-Unis pour œuvrer à un rapprochement entre les deux pays. Eduard Fueter pour la *Neue Zürcher Zeitung*, William Martin pour le *Journal de Genève*, Albert Oeri pour les *Basler Nachrichten*, Walter Strub pour la *Basler National-Zeitung* et Ernst Schürch pour le *Bund* font partie d'un voyage qui décrit la puissance industrielle des États-Unis. La propagande allemande n'est plus en mesure d'influer sur la ligne des titres alémaniques. Romberg est plutôt pessimiste quant à ses chances de réaction, même s'il espère compter sur le soutien d'Oeri et de Strub, deux journalistes « dont l'esprit est, dans une certaine mesure, neutre »⁷³. La légation prévoit de publier les impressions de Strub, affilié à la DSG, dans un grand quotidien libéral allemand, en échange d'un honoraire « important ». Faute de sources, il n'est pas possible de savoir si cette action d'influence a porté ses fruits, mais il paraît probable que

l'idée ait été abandonnée dans les tourments de l'immédiat après-guerre. Cet exemple est tout de même révélateur de la distance prise par la grande presse alémanique à l'égard de l'influence allemande à la fin du conflit.

UN DERNIER PION DANS L'ÉCHIQUIER

En janvier 1918, les relations entre la Suisse et les États-Unis sont renforcées par le détachement d'un agent américain pour le compte du Committee on Public Information (CPI). Cet organisme central de propagande est dirigé à partir d'avril 1917 par George Creel. Une suffragette, Vira B. Whitehouse, est chargée de cette mission helvétique. Elle vise dans un même mouvement l'influence directe de l'opinion suisse et, par extension, l'influence indirecte de l'opinion allemande⁷⁴. Cet engagement féminin est à mettre en parallèle de celui de Margarete Gärtner pour le camp allemand. Marginale dans la constellation des propagandistes, leur action reste cependant le signe d'une diplomatie d'exception, qui offre à certaines femmes des possibilités inédites d'engagement par rapport au temps de paix.

En janvier 1918, Attenberger indique que l'influence de la propagande américaine commence à se faire sentir en Suisse, notamment par la prise de contrôle d'éditeurs en Suisse alémanique⁷⁵. Harry Kessler relève aussi cette arrivée et la totalisation qu'elle provoque dans ce combat spirituel :

La guerre de propagande devient plus violente et plus compliquée avec l'intervention des Américains ; ils ont plus d'argent, nous la ruse de nos juifs que j'accrédite et la précision de notre travail. Chaque instant dans la vie de chaque individu devient le champ de bataille des partis ennemis. Rien n'échappe au politique. Cet étrangement des espaces libres des âmes par la guerre et d'énormes moyens financiers est une conséquence étrange. Des falsifications puissantes et constantes se disputent entre elles pour les âmes.⁷⁶

L'action américaine angoisse les diplomates allemands. En février 1918, des grèves éclatent en Allemagne. Le nouveau ministre de Suisse à Berlin, Philippe Mercier, rapporte les craintes de l'Auswärtiges Amt envers les bureaux américains établis en Suisse,

« pour réaliser depuis là une propagande révolutionnaire en Allemagne avec de l'argent américain »⁷⁷. En mai 1918, l'industriel allemand Georg Ahrens est détaché à Berne pour lutter contre les effets supposément destructeurs de la propagande américaine. L'Empire allemand cible principalement la *Freie Zeitung*, même si cette dernière bénéficie d'une collaboration multipartite entre les dispositifs de l'Entente. Dans les faits, l'action de Whitehouse démarre réellement au cours de l'été 1918. Repris par l'ATS, l'American Service est alors lancé. Puis, en septembre 1918, la Freie Verlag apparaît dans les marges de la *Freie Zeitung*. Dirigée par Hugo Ball, cette entité publie plusieurs brochures du CPI, dont des discours du président Wilson⁷⁸. L'agent anglais Julian Grande et le dissident allemand Ernst Bloch font également partie des auteurs publiés. L'après-guerre et les négociations de paix qui s'annoncent sont déjà dans le viseur de cette campagne littéraire menée par les États-Unis.

LA RÉCUPÉRATION DE L'HELVÉTISME PAR L'ENTENTE

L'Entente tire profit du basculement intérieur engagé par l'affaire des colonels et confirmé par l'affaire Grimm-Hoffmann. La France et la Grande-Bretagne soutiennent habilement les discours qui cherchent à combler le fossé intérieur et à bâtir des remparts contre les influences extérieures. En effet, ces murs symboliques se dressent avant tout contre l'Empire allemand et le courant helvétiste, ou les militants qui lui sont proches, affichent de plus en plus ouvertement leur attachement au combat mené par l'Entente. À la fin du mois d'avril 1917, une délégation de l'Institut de France se rend à Zurich pour développer les relations franco-suisse. Le comité de direction est dirigé par Paul Seippel. Des discours sont tenus par Carl Spitteler, Ernest Bovet ou August Egger, professeur à l'Université de Zurich. Offert par l'ambassade, le banquet se tient dans un lieu hautement symbolique, la Zunfthaus zur Zimmerleute, là où Spitteler avait tenu sa conférence sur le « Point de vue suisse » en décembre 1914⁷⁹.

En octobre 1917, l'ambassade de France se félicite du combat mené par la Nouvelle Société helvétique. Paul Beau est bien conscient que la lutte protectionniste du mouvement affaiblit fortement l'influence allemande. L'ambassadeur relève :

Grâce à son caractère national et à son souci de la neutralité, [la NSH] eut dans les cantons alémaniques une autorité réelle qui lui permit de battre en brèche l'influence allemande dans les milieux mal disposés à notre égard et qui échappaient à notre action. [...] L'Entente ne peut que suivre avec intérêt l'activité de la Nouvelle Société helvétique dont la force a été grandissante et dont les idées générales, malgré quelques réserves, se rapprochent de plus en plus de la cause soutenue par les Alliés. [...]

Dans les écrits de quelques membres de la Société, dans ceux de M. Zurlinden en particulier, on rencontre même des déclarations formelles : ces Suisses allemands se sont prononcés en faveur de l'Entente précisément parce qu'ils sont Suisses, et qu'ils veulent, en résistant à l'influence de Puissances autoritaires et impérialistes, rester fidèles au vieil idéal de leur pays. [...]

[L'Entente] a d'autant plus de raisons de prendre [la NSH] en considération que le modeste groupement de 1914 est en passe de devenir une Association puissante. Le nombre des Comités locaux s'accroît sans cesse. [...] L'heure lui apparaît singulièrement favorable : il est indéniable qu'en ces derniers mois, le sentiment helvétique s'est affermi ; on a, dans des milieux divers, de moins en moins tendance à regarder « la Sarine comme une frontière plus réelle que le Rhin ou le Jura ». ⁸⁰

En conclusion, Beau propose d'engager une stratégie d'influence :

Il faudrait aussi laisser entendre [...] que si l'Entente a été amenée à organiser une certaine propagande, c'est à son corps défendant [...], que cette propagande n'a été instituée que pour combattre la propagande organisée, systématique, et si puissante de nos ennemis, et qu'en luttant contre celle-ci, l'action de l'Entente n'a, en définitive, que servi les intérêts naturels et moraux de la Suisse, qu'elle a été certainement parallèle à celle de la Nouvelle Société helvétique.

Dès l'automne 1916, la France entame ainsi le « siège » et la « conquête » ⁸¹ de Gonzague de Reynold, alors engagé à l'Université de Berne. Ce dernier n'est pas dupe de cette soudaine sollicitude, comme il le rapporte à Charles Lardy, ministre de Suisse à Paris : « Ce n'est certes pas pour mes beaux yeux, mais il y a la NSH, il y a le professeur à l'Université ; et puis, à tort ou à raison, l'on se

figure, je le sais maintenant, que j'ai une influence et à l'État-major et auprès de M. Hoffmann tout au moins. Bref, de l'ambassadeur à de simples agents officieux, on s'est montré à mon égard d'une extrême amabilité; je me suis fait de nouveaux amis [...].»⁸² Émile Haguénin cherche alors à convier de Reynold à un voyage en France. Une conférence et des prises de contact politiques sont évoquées, sans que cela débouche sur un engagement concret. À la fin du conflit toutefois, Gonzague de Reynold se rend au Royaume-Uni à l'invitation du Foreign Office. En 1915, l'helvétiste était déjà en contact avec James Bryce, l'auteur du fameux rapport sur les « atrocités » allemandes, pour raffermir les échanges universitaires anglo-suisse⁸³. En décembre 1917, une invitation émane de la section suisse du War Propaganda Bureau. Gonzague de Reynold a cependant conscience des risques de compromission de la NSH dans cette affaire, lui qui se considère comme son « *spiritus rector* »⁸⁴. La DSG ne manquerait pas d'accuser les helvétistes « d'être agents de l'Entente. » De Reynold cherche déjà à justifier un engagement qu'il sait incompatible avec l'esprit de la NSH : « Et puis, si j'ai toujours réagi contre les influences et les propagandes étrangères, j'ai toujours prêché en même temps l'esprit européen, le contact de la Suisse avec la vie intellectuelle des grands pays. »

Ces appréhensions tombent à la fin du conflit. Gonzague de Reynold collabore dans un premier temps avec la librairie Georges Crès pour le compte d'une nouvelle « collection franco-suisse »⁸⁵. Dans un second temps, il part pour Londres, où il délivre une conférence publique à l'University College consacrée à « l'influence anglaise dans la formation du sentiment national suisse et de l'esprit helvétique »⁸⁶. Ce voyage est organisé en octobre 1918 par la structure anglaise de propagande à l'étranger, alors que l'issue de la guerre est déjà décidée. L'intellectuel fribourgeois s'exprime également au sujet de la « Suisse neutre » à l'Université de Cambridge et à la British Academy⁸⁷. Un projet de relations universitaires entre la Suisse et les pays de l'Entente est alors esquissé pour « rétablir l'équilibre rompu jusqu'ici en faveur de l'Allemagne »⁸⁸.

LA DISSIDENCE ALÉMANIQUE

Gonzague de Reynold n'est pas le seul intellectuel à être convoité par la France ou le Royaume-Uni. Trois auteurs alémaniques qui participent périodiquement à la rédaction de la *Freie Zeitung* sont

notamment utilisés par les autorités britanniques. Il s'agit de Carl Albert Loosli, Samuel Zurlinden et Johann-Baptist Rusch. Cette activation marque une rupture dans le travail opéré par la propagande britannique en Suisse. Jusqu'en 1916, la Grande-Bretagne ne s'est que peu intéressée à la Confédération. Si elle participe à la fondation de *Mars* et de la *Neue Korrespondenz*, si Payot édite ses brochures de propagande, Londres reste en retrait du dispositif français. Mais, dans la seconde partie du conflit, la propagande britannique engage une action décidée d'influence de l'opinion helvétique.

Son relais indigène le plus important est l'écrivain Carl Albert Loosli, âgé de 37 ans au début du conflit. Le Bernois est une figure atypique. Fils illégitime, pensionnaire d'institutions éducatives, cet autodidacte s'est formé au journalisme à Paris à la fin du XIX^e siècle. De retour à Bümpliz, Loosli devient écrivain indépendant et publie des ouvrages de critique sociale. L'auteur est actif dans le milieu associatif. Il cofonde en 1912 la Société des écrivains suisses et devient son premier président. Ses écrits d'avant-guerre luttent déjà contre la prussianisation de la culture helvétique et appellent à une régénération morale de la nation. Loosli considère que le républicanisme a dégénéré en matérialisme démagogique. Ce positionnement intellectuel fait écho aux réflexions menées alors par les cercles helvétistes⁸⁹.

Loosli connaît un succès grandissant dans le contexte de guerre, au moment où la culture suisse paraît perdre le nord, au propre comme au figuré. En mars 1915, une première brochure relative à la politique culturelle, *Schweizerische Zukunftspflichten*, éditée à compte d'auteur trouve, son public. Les critiques adressées à l'influence morale de l'étranger en Suisse, et particulièrement de l'Allemagne, font mouche. Sans surprise, Loosli est particulièrement bien reçu par la presse romande. Le *Journal de Genève* le qualifie par exemple de « type très savoureux de Suisse alémanique »⁹⁰. Cette réussite éveille la curiosité du journaliste Julian Grande, un agent du dispositif britannique de propagande à Berne. À la fin de sa brochure, Loosli avouait d'ailleurs son manque de moyens financiers et appelait les bonnes volontés à le rejoindre pour la fondation d'une revue de défense du « point de vue suisse »⁹¹.

Dans un premier temps, Grande offre un travail de traducteur à Loosli. Sans revenu fixe, ce dernier accepte de collaborer à la parution de brochures soutenant le combat spirituel de l'Entente⁹².

Une avance de 1000 fr. est alors débloquée pour la commande d'un livre dont le titre de travail est *Die Klufft* («L'Abîme»). À sa parution en mars 1917, l'ouvrage dénonce le rôle primordial joué par les «influences étrangères» dans le creusement du «fossé» national⁹³. Le succès est à nouveau au rendez-vous avec le tirage de 12 000 exemplaires. L'œuvre est immédiatement traduite en français et en italien. Pour la *Gazette de Lausanne*, rien de plus vrai n'aurait été écrit depuis le *Point de vue suisse* de Spitteler⁹⁴. La bonne réception de l'œuvre outre-Sarine surprend Loosli. Comme il l'indique dans une lettre à l'enseignant et helvétiste Pierre Cérésolle, il y aurait en Suisse alémanique «plus qu'un désillement, je dirais un vrai réveil de la conscience nationale»⁹⁵. La collaboration littéraire de Loosli et du service anglais se poursuit avec la parution rapide d'une seconde brochure aux thématiques semblables, intitulée *Influences étrangères en Suisse*. En 1917, l'édition allemande est tirée cette fois à 15 000 exemplaires. Loosli est lui aussi invité à voyager au Royaume-Uni aux frais du Foreign Office. Il est notamment l'hôte du groupe NSH de Londres et y donne une conférence. Loosli rend compte de son voyage dans des brochures au ton apologetique.

LA CORDE RÉPUBLICAINE

À l'instar de Loosli, plusieurs publicistes alémaniques ont refusé la ligne germanophile dominant leur milieu dès le début de la guerre. Samuel Zurlinden est l'un d'eux. Journaliste pour la conservatrice *Zürcher Freitagszeitung* en 1914, l'helvétiste est l'une des premières plumes alémaniques à critiquer l'invasion de la Belgique, ce qui aurait provoqué l'arrêt de sa collaboration avec la feuille zurichoise après 24 années de service⁹⁶. Le Bernois se retrouve par la suite engagé dans les marges de la rédaction du magazine *Mars*. Il publie un volume richement illustré consacré au passage des évacués français à Zurich⁹⁷. Membre actif du groupe zurichois de la NSH, Zurlinden travaille alors à une grande œuvre historique consacrée à la guerre. Trois volumes sont publiés entre 1917 et 1919⁹⁸. Le journaliste sort également un volume «populaire» qui décrit les effets du conflit sur la population suisse⁹⁹. Ces publications à succès font du tort à la cause allemande. D'après Romberg, les buts poursuivis par Zurlinden consistent à «prouver la culpabilité allemande dans la guerre, à garder vive la pitié à l'encontre de la

ILLUSTRIERTE RUNDSCHAU LE MOIS ILLUSTRÉ

INHALT:

1. DEUTSCHE KRIEGSGEFANGENE IN ENGLAND
2. KRIEGSGEFANGENE? OFFIZIERE IN DONINGTON HALL
3. DAS LEBEN IN EINEM KRIEGSGEFANGENENLACER (GROSSBRITANNIENS)
4. EIN BESUCH IM ALEXANDRA-PALACE

SCHRIFTFLEITUNG:

D^r C. URECH
D^r JEAN LUTFOLD
EMIL COLOMBI

DIE
«ILLUSTRIERTE
RUNDSCHAU»
ERSCHEINT AUCH IN
ITALIENISCHER SPRACHE

DRUCK UND
EXPEDITION:
ART. INSTITUT
ORELL FÜSSLI
ZÜRICH.



IN ENGLISCHER GEFANGENSCHAFT

EN CAPTIVITÉ ANGLAISE

SOMMAIRE:

- 1° LES PRISONNIERS DE GUERRE ALLEMANDS EN ANGLETERRE
- 2° OFFICIERS ALLEMANDS A DONINGTON HALL
- 3° LA VIE DANS LES CAMPS DE PRISONNIERS DE GUERRE DE LA GRANDE BRETAGNE
- 4° UN CAMP D'INTERNÉS CIVILS ALLEMANDS ET AUTRICHIENS. UNE VISITE AU PALAIS ALEXANDRA

RÉDACTION:

D^r JEAN LUTFOLD
D^r C. URECH
EMIL COLOMBI

«LE MOIS ILLUSTRÉ»
PARAIT AUSSI
EN ÉDITION ITALIENNE

**IMPRESSION ET
EXPÉDITION:**

ART. INSTITUT
ORELL FÜSSLI
ZÜRICH

Abonnementspreise: Bei der Post bestellt: Im Buchhandel oder bei der Expedition:	Monate	3	6	12	Preis de l'abonnement: Commandé à la poste: Aux librairies ou à l'expédition:	mois	3	6	12	
		Fr.	1.10	2.-		3.50	frs.	1.10	2.-	3.50
			-.90	1.83	3.00			-.90	1.83	3.00

Fig. 17. Contrôlé par le Royaume-Uni, *Le Mois illustré* met en avant, dans son édition de mars 1918, le bon traitement qui serait réservé aux prisonniers allemands.

Belgique envahie, à rappeler de façon bienveillante l'innocence de la France et de la Russie tout comme la défense anglaise du droit des petits États»¹⁰⁰.

En octobre 1917, Zurlinden participe à la création d'un nouveau magazine illustré à Zurich. Le trilingue *Rivista illustrata* – *Le Mois illustré* – *Illustrierte Rundschau* reprend le modèle imposé par *Mars* et l'*Illustrierter Kriegs-Kurier*. Légendées en différentes langues, des images du conflit y magnifient la grandeur de l'armée britannique. Le magazine propose 32 pages de photographies grand format pour la modique somme de 30 ct., alors que le papier est de grande qualité. Le magazine est édité par la prestigieuse maison Orell Füssli, chargé notamment de l'impression des billets par la Banque nationale. Chaque numéro traite d'un thème particulier: le (bon) traitement des prisonniers de guerre allemands, l'effort industriel britannique, la Croix-Rouge anglaise...

Représentant les trois régions linguistiques, Zurlinden, Jean Lupold et Emilio Colombi participent à cette aventure éditoriale. Reporter de guerre pour la *Gazette de Lausanne* et la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, l'économiste neuchâtelois Jean Lupold publie en 1917 un ouvrage qui relate ses *Impressions d'un neutre* sur le front ouest. Il y célèbre l'«ordre méticuleux» régnant dans les rangs britanniques¹⁰¹. Quant à Emilio Colombi, journaliste tessinois de père italien et correspondant parlementaire à Berne, il s'est engagé du côté de l'Entente dès l'entrée en guerre de l'Italie¹⁰². Cet ancien banquier et militant radical se rend sur le front italien pour le compte, notamment, de la *Gazette de Lausanne*. Séjournant à Milan, l'état-major italien le charge d'un travail de dépouillement de la presse allemande. Accusé d'espionnage en Suisse, il séjourne un temps à Milan. De retour dans la Confédération au printemps 1917, Colombi est engagé par le bureau de presse de la légation britannique. Le Tessinois traduit en italien un écrit de Loosli et voyage en Angleterre et en Irlande à l'invitation de la diplomatie britannique. Il donne notamment une conférence sur la «*Democrazia ticinese*» auprès du groupe NSH de Londres¹⁰³. Ce dernier est la plus importante antenne de la NSH à l'étranger, forte de quelque 900 membres.

Dans cette dernière année de conflit, la légation britannique est à pied d'œuvre pour inviter des défenseurs de la «concorde» nationale à s'exprimer dans l'empire. Un autre exemple est celui du pasteur zurichois Adolf Keller, le coauteur du sermont *Nous voulons être*

un seul peuple de frères au début du conflit. Le protestant est notamment reçu à la faculté de théologie d'Edimbourg en février 1918¹⁰⁴.

En 1917, une dernière entreprise de presse est engagée par l'Entente grâce à la collaboration de l'Appenzellois Johann Baptist Rusch. Ce dernier a été, d'après l'agent français Georges Ducrocq, « congédié pour son ententophilie »¹⁰⁵ par la catholique *Aargauer Volksblatt*. À la suite de sa prise de position favorable à la Belgique, Rusch s'était mis à dos l'Association argovienne de la presse. Le journal projeté par la France serait alors « démocratique et républicain et défendrait les intérêts économiques et politiques de la Suisse qui doivent l'attirer vers l'Entente »¹⁰⁶, précise Ducrocq dans un rapport non daté. Ce projet prend forme dans le courant de l'année 1917. La Russie tsariste est sortie du conflit par la révolution de Février et la corde « démocratique » peut s'ajouter pleinement à l'arc moral utilisé par l'Entente en Suisse. Dans sa conférence de 1914, Carl Spitteler parlait déjà de la « parenté » politique entre les régimes suisse et français : « Quoi qu'il en soit, nous n'allons cependant pas, nous autres Suisses, mépriser les Français parce qu'ils manquent de rois, d'empereurs et de « Kronprinzen ». »¹⁰⁷

En octobre 1917, la *Neue Zürcher Zeitung* dénonce la parution prochaine d'un journal à paraître sous le nom de *Der Republikaner*. Le quotidien zurichois s'étonne de la possibilité d'une nouvelle fondation vu le contexte économique morose provoqué par l'augmentation du coût du papier¹⁰⁸. De nouvelles directives fédérales interdisent alors la fondation de nouveaux quotidiens. L'Entente revoit son projet à la baisse et se contente, selon toute vraisemblance, de reprendre les droits d'un hebdomadaire zurichois fondé quelques mois auparavant, les *Neue Republikanische Blätter*. Celles-ci deviennent en octobre 1917 les *Schweizer Republikanische Blätter* et passent sous la direction de Rusch. Une Ligue républicaine suisse est créée dans les marges de la revue¹⁰⁹. Jakob Horner, le rédacteur en chef du *Zürcher Post*, dénonce auprès de Felix Calonder la place occupée par Heinrich Seeholzer, qui serait l'homme de la France, dans cette publication¹¹⁰. Ce dernier, avocat zurichois, faisait notamment partie des initiateurs du banquet donné en l'honneur de l'Institut de France au printemps 1917. Il revenait alors tout juste de Bordeaux, où il avait donné une conférence sur les relations franco-suisse.

Jusqu'à la fin du conflit, l'angle du combat des démocraties contre les autoritarismes est mobilisé de façon intensive par l'Entente en Suisse. Les messages de propagande cherchent alors à opérer une division manichéenne entre une direction prussienne militarisée et le « bon » peuple allemand. En août 1918, un lieutenant allemand interné à Lucerne relève ainsi avec dépit : « L'Entente a très bien aperçu notre point faible, car elle a utilisé ses idées d'appât démocratique comme principal instrument de propagande. »¹¹¹

L'ÉCONOMIE PAR-DESSUS TOUT

Dans les deux dernières années de guerre, la situation économique s'aggrave de façon inquiétante pour la population suisse, déjà affaiblie par une inflation galopante et l'absence d'allocations pour perte de gain en faveur des travailleurs mobilisés. L'impôt de guerre voté au printemps 1915 ne suffit pas à éviter une forte paupérisation de la société. Or, les profits engendrés par l'industrie d'exportation et le secteur financier contrastent douloureusement avec cette évolution. Si la Confédération intervient avec l'introduction d'un impôt sur les bénéfices de guerre en 1917, le « fossé » entre les classes sociales ne cesse d'augmenter. Signe de l'inflation, l'indice des prix à la consommation passe d'un index de 100 en 1914 à 299 en 1918¹¹². À la fin du conflit, un cinquième de la population se trouve à l'assistance publique, ce qui représente environ 700 000 personnes. En réaction, les rangs du Parti socialiste suisse et des syndicats se renforcent. Le mécontentement contre la vie chère est pourtant généralisé et touche aussi les cercles bourgeois. En été 1916, des « protestations de la faim » (*Hungerproteste*) ont lieu à Berne, Zurich, Bienne ou Thouné à l'initiative de consommatrices désarçonnées. L'année suivante, le manque de denrées devient critique avec les effets provoqués par la guerre sous-marine à outrance sur le marché mondial des exportations. À cela s'ajoute, sur le plan intérieur, une récolte au rendement très déficitaire¹¹³. Le 30 août 1917, une grève générale d'une demi-journée est décrétée dans plusieurs villes. Deux mois plus tard, les premières mesures de rationnement sont prises sur le plan fédéral avec la carte du pain. D'autres denrées alimentaires, comme le sucre, la graisse, le fromage et le lait, seront également contingentées.

En novembre 1917, suite à la révolution d'Octobre, Zurich est en ébullition. La production de deux fabriques de munitions est stoppée par des manifestants pacifistes. Le mécontentement est relayé par le groupe *Forderung*, une dissidence de la Jeunesse socialiste. Des milliers de personnes manifestent sur l'Helvetiaplatz. Violents, les heurts avec la police font quatre morts (trois manifestants et un policier) ainsi qu'une vingtaine de blessés. La ville est occupée par l'armée. Ces mouvements sociaux ne cessent de s'étendre et culminent à la fin du conflit avec la grève générale de novembre 1918, qui implique 250 000 ouvriers, surtout dans les centres industriels alémaniques. La grève générale, la première et la dernière connue dans le pays, est principalement provoquée par la stratégie de confrontation voulue par le général Wille et le Conseil fédéral à l'encontre du Comité d'Oltén et de son programme en neuf points (droit de vote des femmes, semaine de 48 heures, réforme de l'armée, assurance vieillesse et invalidité...) ¹¹⁴.

LA MAIN DE FER DES MILITAIRES ALLEMANDS

En 1917, les propagandistes étrangers doivent composer avec une opinion focalisée sur ses propres besoins économiques. Dans les journaux, la question d'une guerre « juste » n'est plus la préoccupation principale et les problèmes sociaux concentrent l'attention. Une caricature du *Nebelspalter*, intitulée « *Propaganda* » et datée de février 1918, est éclairante sur ce glissement. On y voit un bourgeois pris à parti par deux hommes qui cherchent à lui remettre un bulletin de guerre. Désintéressé, le personnage central leur répond : « S'il vous plaît, Messieurs, enrroulez-moi cette chose autour d'une saucisse avec du pain – je la lirai alors peut-être. » ¹¹⁵ Cette généralisation des problématiques socio-économiques a des répercussions sur les dispositifs belligérants de propagande. Jusque-là, la campagne économique de l'Allemagne se limitait à quelques actions sporadiques avec la diffusion des *Handelstags-Nachrichten* et l'action spécialisée du journaliste Leo Jolles. Docteur en économie publique, Jolles est en lien avec les rédactions de plusieurs journaux, dont celle du *Tages-Anzeiger* ¹¹⁶. Quant à la littérature économique



tinyurl.com/zfrmsae

Le personnage central, un Suisse, n'a plus le cœur à écouter les propagandistes dans cette fin de conflit marqué par la crise économique, d'après le Nebelspalter.

de propagande, elle restait modeste par rapport à la globalité de la production¹¹⁷. En 1917 toutefois, la Nachrichten-Abteilung berlinoise se dote d'une division consacrée au domaine économique. Mais il faut attendre le début de l'année 1918 pour que ce changement influe sur le contexte helvétique. Georg Warnecke est alors détaché à la légation bernoise pour prendre la tête d'une division de propagande économique¹¹⁸. Ce major est familier du travail d'opinion puisqu'il occupait la fonction de responsable du Kriegspresseamt de Francfort. Actif auprès du Hollandsch Nieuwsbureau, une création allemande, l'officier était alors en contact avec le Schweizer Press-Telegraph. Warnecke crée rapidement une Correspondance économique (« *Wirt. Korr.* »), reprise surtout par la moyenne et petite presse germanophile¹¹⁹. En outre, des journalistes suisses reçoivent de l'argent pour écrire des articles flatteurs à l'égard de l'économie de guerre allemande. Enfin, une revue bimensuelle bilingue, *Der Welthandel*, perçoit une subvention régulière de 1700 fr. par mois¹²⁰. Cette publication s'intéresse aux problèmes d'importation et d'exportation vécus par le marché suisse.

Le champ médiatique assiste à l'arrivée de différentes revues consacrées à cette question. En novembre 1916, le Royaume-Uni s'est doté d'un hebdomadaire commercial. Le Foreign Office transforme *Der Economist*, fondé en 1912, en une publication trilingue (en français, allemand et anglais) intitulée *Revue suisse d'exportation*. Le titre est augmenté d'un *Journal d'importation* en janvier 1918¹²¹. Le cas de l'*Après-Guerre*, lancé en été 1917, a déjà été évoqué (voir chap. 12). La question de son interdiction a placé la Commission de censure dans une position qu'elle se refuse à assumer: «La propagande économique qui est déployée ici est d'une nature si particulière que la Commission de contrôle de la presse ne se considère pas compétente pour prendre des mesures en raison de son règlement.»¹²² C'est finalement le Conseil fédéral qui intervient en janvier 1918 en vertu de ses pleins pouvoirs.

Arrivée tardivement, la division de propagande économique dirigée par Warnecke se plaint du manque de matériel transmis par la centrale berlinoise. Son bilan paraît mince comparativement aux 10 000 fr. investis chaque mois pour son fonctionnement¹²³. Cette propagande économique est restée une prérogative militaire, à l'image de la politique commerciale menée par l'Empire. L'action de Warnecke doit être replacée dans le contexte du durcissement

des relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne. En novembre 1916, la société Metallum est créée par le Ministère de la guerre et de grands industriels allemands « pour placer l'industrie suisse au service de la fabrication allemande de munitions »¹²⁴, comme le relève Kessler. Cette structure semi-étatique s'installe dans les marges de la légation et emploie, après une année d'activité, 84 personnes¹²⁵.

Les tensions économiques se cristallisent sur la renégociation du prix du charbon exporté par le Reich en Suisse. Un raidissement intervient en automne 1917 avec la nomination de Louis Ravené au poste de chef de la division militaire du commerce à Berne. Ce major représente la ligne dure voulue par l'OHL. Les besoins économiques passent alors devant toute considération politique. Alors que le mark est en chute libre et que l'Allemagne s'enfonce dans une grave crise économique, l'Empire cherche à obtenir des compensations pour ses livraisons de charbon. Pour Ravené, la fragilisation de la position commerciale allemande demande une réponse énergique. Il plaide alors pour une mise sous pression des autorités fédérales¹²⁶. Cette évolution inquiète l'agent social-démocrate Adolf Müller, rattaché à la légation bavaroise. Au printemps 1918, l'état-major allemand semble convaincu des chances de succès de son offensive sur le front occidental. D'après Müller, le soutien moral des neutres tiendrait dès lors pour quantité négligeable¹²⁷. La position personnelle de Ravené n'est pas exempte de tout reproche. Le Berlinoise n'est-il pas le puissant représentant de la firme Jacob Ravené & Söhne, active dans la livraison de fer et de métal vers la Suisse? Dans cette affaire, le major réalise d'importants profits personnels, qui seront dénoncés dans l'immédiat après-guerre par le Département politique et la colonie allemande de Zurich¹²⁸.

Romberg est conscient que les négociations sur le prix du charbon ont un effet dévastateur sur l'opinion publique: « C'est justement le sentiment de dépendance économique de la Suisse à notre rencontre qui nous a fait perdre de nombreuses sympathies ici [...]. Il faut absolument éviter, et je l'ai déjà relevé, [...] de donner le sentiment que nous voudrions prendre la Suisse totalement sous notre sphère d'influence [...]. Ce n'est pas avec cette position énergique que nous gagnerons l'amour des Suisses. »¹²⁹ L'état-major ne tient pas compte des craintes exprimées par Romberg. Le 22 mai, les autorités germano-suissees signent une Convention

pour le ravitaillement en matières premières. Le prix du charbon double et une Schweizerische Treuhandstelle est formellement mise sur pied¹³⁰. La politique oppressive imprimée par l'Empire à l'encontre de l'économie helvétique condamne par avance l'action de la division Warnecke : la dénonciation de la politique d'asservissement de l'Entente, menée par la Société suisse de surveillance économique, devient caduque.

DES LABELS SUISSES

Sur le plan économique, les propagandes belligérantes se déplacent sur un champ de mines. Les besoins de la guerre mondiale ont suspendu la pleine souveraineté économique des petits pays neutres et des listes noires sont établies par les belligérants pour écarter les entreprises suisses soupçonnées de travailler pour le commerce ennemi. Pour éviter cette exclusion, les sociétés helvétiques actives sur le marché international engagent une nationalisation de leur capital et de leurs conseils d'administration. Discutée au cours de la guerre et influencée par une « *Überfremdung-Kommission* », la révision du droit des sociétés anonymes de 1919 oblige à ce que la moitié des membres d'un conseil d'administration, au moins, soit de nationalité suisse. Les grandes entreprises doivent également publier leur bilan, afin de faire connaître de façon plus précise les capitaux étrangers qui s'y activent¹³¹.

À l'instar du champ intellectuel, le domaine économique est donc lui aussi la cible d'une rhétorique de préférence indigène. L'*Überfremdung* est un mot en vogue et la mouvance helvétiste ne cesse de dénoncer l'envahissement « pacifique » mené par les économies étrangères¹³². Dès 1915, des productions culturelles nationales sont mises en valeur, avec l'organisation d'une Semaine suisse du livre et de l'image dans une centaine de librairies¹³³ ou la fondation de l'Industrie suisse du jouet¹³⁴. Le groupe NSH de Schaffhouse lance en septembre 1915 l'idée de Semaines suisses pour fortifier la sensibilité des consommateurs à l'égard de la production indigène, qu'elle soit agricole, artisanale ou industrielle. L'initiative s'inspire du succès des All British Shopping Weeks¹³⁵. Le fait qu'elle germe dans une zone frontière n'est pas anodin, puisque les populations de ces espaces sont en contact direct avec les industries étrangères. Le projet des Semaines suisses se pense comme une « entreprise de promotion de l'autodétermination économique »¹³⁶.

Signe de son importance, la manifestation reçoit un très large soutien au sein des organisations de la société civile : Werkbund suisse, APS, Société d'utilité publique des femmes suisses, Union suisse des paysans, Union des sociétés féminines suisses, Ligue des femmes catholiques suisses, etc. Treize gouvernements cantonaux apportent également leur appui et la Confédération octroie une subvention de 10 000 fr. Le *Journal suisse des photographes* se fait l'écho des préparatifs :

Un des principaux moyens d'action de la « Semaine suisse » réside dans l'organisation de ventes-expositions, pendant lesquelles les producteurs et les marchands s'efforceront, d'un commun accord, de développer, par tous les moyens appropriés et loyaux, l'écoulement des articles indigènes, et d'amener les acheteurs, au moyen d'une réclame à la fois mesurée et bien comprise, à donner en toute connaissance de cause la préférence aux articles du pays, et par là, à soutenir un mouvement qui, dépourvu de tout chauvinisme et de tout exclusivisme, tend uniquement au développement de l'économie nationale suisse.¹³⁷

Pour rallier les commerces à la manifestation, 60 000 tracts sont distribués dans toute la Suisse, alors que le quatrième hiver de guerre promet des moments difficiles. Des conseils pratiques sont donnés aux magasins, notamment pour la mise en valeur des produits locaux dans leurs vitrines. La première Schweizer Woche/Semaine suisse/Settimana Svizzera se tient du 27 octobre au 4 novembre 1917, avec pour slogan : « Honorez la production indigène ! » Le bilan est positif : 20 000 commerces, détaillants, sociétés de consommation, grands magasins et industriels y prennent part, même si le Tessin reste peu représenté. Il y a 15 668 participants alémaniques, 4 741 romands et seulement 264 tessinois¹³⁸. Plus de 150 conférences sont organisées en parallèle, dont certaines dans les écoles, et un système de labellisation est créé. Il marque la création de l'actuelle société Swiss Label, dont l'arbalète est, depuis 1931, la marque distinctive.

Une seconde manifestation économique créée en 1917 a subsisté jusqu'à nos jours. Il s'agit de la Foire suisse d'échantillons de Bâle (*Schweizer Mustermesse*), connue aujourd'hui sous le nom de Muba. Elle est également pensée en soutien aux entreprises suisses touchées par la réduction des échanges internationaux. Peu après

le déclenchement des hostilités, le directeur de l'école industrielle de Bâle, le Belge Jules de Praetere, propose l'organisation d'une Foire nationale d'échantillons. Le Conseil d'État bâlois soutient l'initiative et la première foire ouvre ses portes le 15 avril 1917¹³⁹. La *Gazette de Lausanne* salue l'organisation d'une foire qui «aidera aussi à reconquérir notre indépendance économique en faisant connaître au public les nombreux articles qu'il peut depuis la guerre se procurer en Suisse au lieu de les faire venir de l'étranger»¹⁴⁰. Le président de la Confédération Edmund Schulthess ouvre officiellement une exposition qui s'inscrit en opposition à ce que proposent alors la France, avec son Exposition d'échantillons présentée en été 1916 dans les villes de Genève, Berne ou Zurich¹⁴¹, et l'Allemagne, avec sa triple exposition du Werkbund.

LE RATIONNEMENT DU PAPIER

En automne 1917, la contraction du champ économique complique aussi le travail pratique des propagandes étrangères. De nouvelles restrictions fédérales provoquent d'importants dommages collatéraux. La première mesure touche les éditeurs de journaux. L'augmentation du prix du papier, consécutive à la réduction de son offre, oblige l'État à prendre des mesures sévères de rationnement. Le prix est passé d'un indice 100 en 1914 à 205 en 1918¹⁴². Le 27 octobre 1917, le Conseil fédéral décrète une limitation de la consommation de papier pour les éditeurs de journaux. Une Commission de presse est créée. En principe, toute nouvelle publication périodique est interdite¹⁴³. Présidée par Oskar Wettstein, la Commission peut toutefois accorder des dérogations. Elle se compose de professionnels de la presse comme Paul Rochat, le journaliste Albert Oeri des *Basler Nachrichten* ou le président de la Société suisse des éditeurs de journaux. Cette mesure est complétée par une décision de rationnement général du papier. Les journaux fondés depuis le début du conflit sont les plus durement touchés. Ils doivent réduire leur consommation de papier de 40 %. L'intervention de l'État vise donc en première ligne les créations du temps de guerre, bien souvent reliées aux propagandes belligérantes. L'argument provient d'un postulat de l'Association suisse des éditeurs de journaux, selon lequel l'économie intérieure, «saine», doit être protégée de l'invasion des influences étrangères¹⁴⁴. Ce rationnement renforce le rejet indigène

exprimé à l'encontre des envois de littérature de propagande. Un paysan neuchâtelois se plaint notamment des imprimés gratuits qu'il reçoit de la part de l'Allemagne et notamment de l'*Album de la Grande Guerre*. Ce lecteur ironise: «Bon: il est formé de fort et beau papier, demi-cartonné, et remontera peut-être un peu le moral des administrateurs de journaux suisses sous le nez desquels passent tant de riches et abondantes pages illustrées.»¹⁴⁵

De leur côté, les dispositifs médiatiques belligérants se démènent pour contourner le rationnement du papier. La tactique la plus utilisée consiste à fusionner les stocks de papier de plusieurs périodiques. Les Allemands réalisent ce coup avec *La Feuille*, qui profite de la diminution du tirage de *La Guerre mondiale* (voir chap. 12). L'Entente a moins de succès. En mai 1918, d'après des informations allemandes, elle rachète la *Tessiner Zeitung* pour la faible somme de 7000 fr. La Polygraphische Gesellschaft de Laupen sert d'intermédiaire et l'Entente espère transférer le quota de papier du périodique tessinois pour faire de la *Freie Zeitung* un quotidien. Mais la Commission de presse interdit cette transaction¹⁴⁶. La pression allemande sur la *Freie Zeitung* est alors extrêmement forte. Les négociateurs de l'Empire conditionnent notamment l'accord sur l'importation de charbon à la suppression de la feuille de Laupen. Le Conseil fédéral semble faire un pas dans cette direction puisqu'en août 1918, la *Freie Zeitung* est mise sur la sellette pour avoir dépassé son quota d'utilisation de papier. Un arrêté secret est préparé et, pour équilibrer la mesure, l'exécutif fédéral relie ce projet d'interdiction de la *Freie Zeitung* à la suppression de *L'Indépendance helvétique*. Or, le conflit tourne à la défaveur de l'Empire allemand et ce double arrêté d'interdiction est abandonné¹⁴⁷. Un revirement semblable concerne d'ailleurs l'expulsion de l'écrivain démocrate Hermann Rösemeier, rédacteur pour la *Freie Zeitung*, décidée par un arrêté du Conseil fédéral du 8 novembre 1918. À la suite de la pression de l'Américaine Vira B. Whitehouse, qui menace elle aussi de sanctionner l'économie suisse, l'exécutif revient sur sa décision¹⁴⁸.

Le rationnement du papier pousse les belligérants à investir chaque parcelle d'influence disponible. Pour combattre la *Freie Zeitung*, la propagande allemande accepte alors, un peu à contrecœur, d'apporter une aide financière au *Freie Wort*. Cet hebdomadaire a été fondé en août 1917 comme instrument de combat opposé à la *Freie Zeitung*. En décembre 1917, ses deux responsables, le comte

et éditeur zurichois Karl Graf et l'écrivain allemand Heinrich Bernstiel, demandent une aide de 1500 fr. par mois à la légation, alors qu'une offre de rachat de 15 000 fr. aurait été faite par la légation anglaise. « Nous avons toujours proposé de publier tous les articles et les appels servant spécialement les intérêts allemands (même s'ils sont habillés en point de vue suisse) »¹⁴⁹, se flatte Bernstiel. Romberg refuse dans un premier temps tout soutien étatique, « car le *Freie Wort* travaille malgré sa bonne volonté de façon peu adéquate et l'éditeur ou « rédacteur en chef » Bernstiel ne peut pas être vu comme fiable à cause de son caractère vaniteux et bavard »¹⁵⁰. Le légat précise tout de même qu'en cette période d'interdiction de nouvelle publication, l'hebdomadaire pourrait trouver une autre utilité.

L'Allemagne est alors en négociation avec la Deutschschweizerische Gesellschaft pour fournir à cette dernière un quotidien et une coopérative d'édition. La somme de 100 000 fr. est articulée pour lutter contre les effets ravageurs du courant helvétiste. La DSG propose le rachat de la *Zürcher Morgenzeitung*, éditée par Jean Frey et rédigée par Paul Altheer. Le colonel déchu Karl Egli est pressenti pour contrôler secrètement cette rédaction dont le ton est déjà favorable à l'Empire¹⁵¹. Engagé comme lecteur en sciences militaires à l'Université de Bâle après sa mise à pied, ce dernier continue à servir la cause allemande, notamment par ses chroniques militaires dans les *Basler Nachrichten*.

Le sous-secrétaire d'État Wilhelm von Stumm refuse de valider l'achat de la *Zürcher Morgenzeitung* « suite aux expériences faites avec l'achat de petits journaux »¹⁵². De Berne, le comte Tattenbach revient à la charge en précisant le soutien apporté par le nouveau conseiller fédéral Robert Haab au projet éditorial de la DSG¹⁵³. La nomination de Haab avait été chaudement accueillie par les cercles militaires allemands. Stumm indique alors qu'il n'a aucun problème avec la transaction si celle-ci est financée par l'armée, « qui est tout particulièrement redevable à Egli »¹⁵⁴. Les transactions en restent là car l'état-major se refuse à garantir une telle faveur personnelle au colonel suisse, pour un organe dont le tirage ne dépasse pas les 8000 exemplaires quotidiens. Quant à l'*Auswärtiges Amt*, il ne compte pas « assurer une position aux neutres qui l'ont servi durant la guerre ». « Comme de telles personnalités sont fortement compromises dans leur patrie d'origine, il faudrait plutôt penser à un engagement à l'étranger »¹⁵⁵, indique-t-on à Berlin.

Ces pourparlers ont toutefois une influence sur le *Freie Wort*, car la légation allemande accepte en dernière analyse de lui apporter son soutien pour le mettre au service du combat culturel mené par la DSG¹⁵⁶. La revue est même rachetée par l'Empire juste avant la fin du conflit et la rédaction est désormais tenue par le secrétaire de la DSG, Hans Buchli.

DES PERTES ABYSSALES

Un second cas de rationnement entrave l'action de propagande des belligérants. Les problèmes de ravitaillement en charbon provoquent en octobre 1917 une limitation de sa consommation. Le Département de l'économie publique ordonne dans ce but la fermeture des « cinématographes, théâtres-variétés et autres établissements semblables » douze jours par mois, alors que les salles ne peuvent être chauffées à plus de 13° C¹⁵⁷. Déjà importantes, les pertes financières de la propagande artistique allemande deviennent abyssales. Un autre problème se pose pour l'entrée des artistes allemands en Suisse. La frontière se fait de plus en plus étanche au cours du conflit. Dans la seconde moitié de la guerre, la politique suisse en matière d'asile se durcit, en rupture totale avec la libéralité appliquée jusque-là. Défendues dans l'avant-guerre par des intellectuels conservateurs, les idées de surpopulation étrangère deviennent centrales en 1917. Cette « question des étrangers » met un terme pratique aux volontés politiques d'assimilation des immigrés. La Nouvelle Société helvétique participe pleinement à ce mouvement. Elle mène une campagne contre les hôtes jugés « indésirables » et vise avant tout les réfractaires (ceux qui n'ont pas répondu à leur appel à la mobilisation) et les déserteurs (ceux qui ont fui les combats). Leur nombre est alors en augmentation suite aux différentes démobilisations culturelles belligérantes. Ils sont quelques centaines en 1916, plus de 10 000 en 1917 et 20 000 en 1918¹⁵⁸. Des propos racistes et antisémites sont patronnés par la NSH, comme ceux exprimés par Max Koller. Ce dernier veut exclure les non-Européens et les Juifs de la naturalisation pour ne pas opacifier une culture « qui est cultivée de façon pure et naturelle »¹⁵⁹. Certains helvétistes tentent de légitimer leur action en insistant sur le fait qu'ils ne rejettent pas les « bonnes » influences étrangères et que celles-ci doivent alimenter le droit, la littérature, l'histoire, l'éducation, la morale et la religion de la nation. Le but

ne serait dès lors pas de bâtir « une grande muraille de Chine »¹⁶⁰, comme le précisera rétrospectivement le professeur Gottfried Bohnenblust en 1920.

Malgré ces réserves de principe, la montée du discours identitaire se teinte de xénophobie et appelle à une fermeture des frontières face au « péril » extérieur. Le durcissement de la culture politique dominante provoque alors une modification fondamentale des lois migratoires avec l'ordonnance du Conseil fédéral du 21 novembre 1917, qui impose la volonté de contrôler les mouvements de migration. Un Office central de police des étrangers est créé. Désormais, l'assimilation est le préalable de la naturalisation, et non le contraire. Cette nouvelle conception se retrouve dans de multiples dénonciations de l'étranger. Lancé en mars 1918 à Olten, le mouvement pétitionnaire de « La Suisse aux Suisses » en est le point culminant. Il exige l'expulsion de tous les étrangers « troubleurs d'ordre » et trouve un écho favorable aux Chambres. Le 1^{er} mai 1918, le Conseil fédéral décide par arrêté le refoulement général des déserteurs et réfractaires, à l'exception de ceux qui pourront prouver un établissement antérieur ou des relations familiales ou commerciales avec la Suisse. Cet arrêté est abrogé le 29 octobre 1918, car une partie de la droite refuse de mettre un terme à la tradition d'asile du pays¹⁶¹.

Mêlant étroitement prérogatives économiques et conceptions idéologiques, ce discours de fermeture touche directement les flux d'artistes en provenance de l'étranger. En août 1917 déjà, le Théâtre aux Armées français doit annuler sa tournée en Suisse car sa troupe ne peut franchir la frontière¹⁶². Entre janvier et mars 1918, les rapports allemands relatifs aux cabarets font eux aussi état de nombreux artistes qui n'arrivent plus à entrer en Suisse pour s'y produire. Les mêmes numéros se retrouvent alors à l'affiche, ce qui leur fait perdre tout attrait auprès du public. À la fin de 1917, 134 membres du Berliner Domchor, dont des femmes et des enfants, sont retenus à la frontière de Lindau sur ordre des autorités suisses¹⁶³. Hermann Blocher mène alors une action de lobbying auprès des conseillers fédéraux Robert Haab et Eduard Müller, mais ceux-ci indiquent que les nouvelles conditions d'entrée ne permettent plus d'accepter de telles troupes, sans compter que cette manifestation connue de longue date n'avait pas été annoncée au Département de justice et police¹⁶⁴. Le chœur parvient finalement à passer la frontière, mais seules

quatre représentations peuvent être données à Bâle, Berne et Zurich, avec un programme raccourci contenant des œuvres de Berlioz et Mahler¹⁶⁵.

La volonté affichée par le comte Kessler de réduire l'offre de propagande artistique pour la saison 1917-1918 est donc loin d'être respectée. Le projet de la tournée du Berliner Domchor est estimé à près de 250 000 marks. Codirigé par Hugo Rüdel et Oskar Fried, le Domchor se produit avec l'Orchestre de la ville de Berne. Le bilan flatteur que Romberg tire de ce qui devait être la « grande fête de la musique allemande » est révélateur. Le légat estime que la manifestation est le plus grand succès qu'ait connu la propagande artistique, grâce à l'intégration de musiciens indigènes¹⁶⁶. Kessler est tout aussi enthousiaste : « Une nouvelle possibilité de propagande ressort de cette expérience, car elle éveille l'intérêt du public suisse en utilisant un corps de musique suisse dans une entreprise de propagande allemande. »¹⁶⁷ Ces paroles enthousiastes sont toutefois contredites par la décision prise par Berlin, en mars 1918, d'arrêter l'organisation de tournées collectives trop importantes¹⁶⁸, sans compter que la France avait réalisé en été 1916 déjà une opération similaire par le biais de la tournée Huguenin.

En été 1918, l'épidémie de grippe n'arrange pas les affaires allemandes et enterre définitivement toute attente de bénéfice commercial dans le domaine du divertissement. Le réseau des cinématographes est par exemple complètement paralysé entre juillet et août 1918. Seuls huit films allemands peuvent être diffusés, alors que la majorité des cantons interdit l'ouverture des lieux publics¹⁶⁹. À Zurich, la rotonde de la Tonhalle est ainsi réquisitionnée pour accueillir des soldats souffrant de la grippe¹⁷⁰. Le système mis en place par Kessler semble toutefois ne pouvoir être arrêté. Jusqu'au bout, les agents allemands s'obstinent à conserver leur mainmise sur l'offre culturelle helvétique. Apprenant l'achat par l'Entente du cinéma Royal Biograph de Lausanne en novembre 1918, à quelques jours de l'armistice, la légation bernoise obtient une avance de 50 000 fr. pour s'assurer l'acquisition de onze salles de cinéma, pour un coût total estimé à 340 000 fr.¹⁷¹

NOTES DU CHAPITRE 13

1. PA, R11407, Theobald von Bethmann Hollweg à Arthur Hoffmann, Berlin, 22 juin 1917.
2. Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne...*, *op. cit.*, pp. 310-312.
3. Hermann Schoop, « Unsere Presse und der Weltkrieg », *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 1917.
4. *Gazette de Lausanne*, 18 juin 1917.
5. Edgar Junod, capitaine à la Légion étrangère (1875-1915), *Lettres et souvenirs*, Paris: Georges Crès & C^{ie}, 1918, p. xl.
6. Charles Baudouin, *Un pays et des hommes: carnet de route (1915-1919)*, Lausanne: L'Âge d'homme, 2014, p. 197.
7. Wilhelm Ehrenzeller, *Die geistige Überfremdung der Schweiz*, Zurich: Gebr. Leemann & Co., 1917.
8. PA, R122983, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 4 février 1918.
9. Voir Jean-François Tiercy, « Les tentatives de médiation suisse pendant la Première Guerre mondiale », *Relations internationales*, N° 30, 1982, pp. 125-140.
10. *Neue Zürcher Zeitung*, 11 mars 1916, cité par Edgar Bonjour, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, vol. 2, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1980, p. 612.
11. PA, Bern 1272, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 29 janvier 1917. Ce document est utilisé pour les citations suivantes.
12. *Idem*, Wilhelm von Stumm (sous-secrétaire d'État auprès de l'AA) à Gisbert von Romberg, Berlin, 18 mai 1917.
13. *Idem*, Gisbert von Romberg à Wilhelm Radowitz, Berne, 11 février 1917. Les citations suivantes proviennent de ce document.
14. PA, R11407, Theobald von Bethmann Hollweg à Arthur Hoffmann, Berlin, 22 juin 1917.
15. Max Mittler, *op. cit.*, pp. 821 ss.
16. Cité par Sandra Rossi, *Il Ticino durante la Prima guerra mondiale*, Université de Zurich: mémoire de licence, 1986, p. 66.
17. *Journal de Genève*, 20 juin 1917.
18. PA, R11407, le consul Geissler au chancelier Bethmann Hollweg, Genève, 20 juin 1917. Cf. Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne...*, *op. cit.*, p. 312.
19. AFS, E21/13918, Conseil d'État du canton de Genève au DPF, Genève, 21 juin 1917.
20. PA, R11407, Dietrich von Bethmann Hollweg à l'AA, Berne, 20 juin 1917.
21. AFS, E21/13918, Conseil d'État du canton de Genève au Département de justice et police de Suisse, Genève, 29 septembre 1917.
22. Yves Collart, « L'affaire Grimm-Hoffmann et l'entrée de Gustave Ador au Conseil fédéral », *Gustave Ador: 58 ans d'engagement politique et humanitaire*, Genève: Fondation Gustave Ador, 1996, pp. 289 ss.
23. Gustave Ador, *Lettres à sa fille Germaine et à son gendre Frédéric Barbey*, vol. 2, Genève: Slatkine, 2009, p. 695.
24. PA, R11407, Gisbert von Romberg au chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 29 juin 1917.
25. *Idem*, Gisbert von Romberg à la chancellerie impériale, Berne, 22 septembre 1917.
26. *Idem*.
27. *Idem*, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 26 juin 1917.
28. *Idem*, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 24 juin 1917.
29. *Idem*, Dietrich von Bethmann Hollweg à l'AA, Berne, 21 juin 1917.
30. Voir PA, BERN 1272, Unterredung zwischen Bundesrat Schulthess und von Romberg über den deutschen Nachrichtendienst, 1917. Cf. Karl Heinrich Pohl, *Adolf Müller, Geheimagent und Gesandter in Kaiserreich und Weimarer Republik*, Cologne: Bund-Verlag, 1995, p. 211.
31. PA, R11408, Rapport d'Adolf Müller (rédacteur en chef de la *Münchener Post*) à son excellence von Treutler, Munich, 28 avril 1918. Sur la campagne de presse allemande, consulter AFS, E27/13983, vol. 1, DPF à la légation suisse à Berlin, Berne, 24 octobre 1917.
32. Stephan Winkler, *op. cit.*, pp. 76-78.
33. PA, R122992, Deutschschweizerische Gesellschaft, *Aufruf an das Schweizervolk*, Berne, 25 juin 1917.

34. PA, R11407, Deutschschweizerische Gesellschaft, *Aufruf an das Schweizervolk*, Berne, juillet 1917.
35. *Bulletin mensuel de la NSH*, N° 25.
36. BAR, R901/71869, Kurt Hahn à Gisbert von Romberg, Berlin, 17 septembre 1917.
37. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 7 mars 1918, p. 320.
38. BAR, R901/72169, Hans Attenberger à Margarete Gärtner, Zurich, 6 novembre 1916.
39. AFS, E27/13848, CFPC à la rédaction de la *Solothurner Zeitung*, Berne, 26 avril 1917.
40. Paul Glatz, « Les responsabilités », *L'Indépendance helvétique*, 2 mai 1917.
41. AFS, E27/13793, PV de la séance du Conseil fédéral du 14 septembre 1917.
42. AFS, E27/13793, article non signé « Liberté secrétariste » de *L'Indépendance helvétique* du 22 septembre 1917 transmis à la CFPC, 4 décembre 1917.
43. Lettre de Gustave Ador à Germaine Ador, Berne, 11 août 1917, citée dans Gustave Ador, *Lettres à sa fille Germaine...*, *op. cit.*, t. 2, p. 698.
44. AFS, E27/13819, Gustave Ador à la CFPC, Berne, 26 octobre 1917.
45. PA, Bern 913, Hilmar von dem Bussche (AA) à Gisbert von Romberg, Berlin, 9 décembre 1917.
46. AFS, E2001(A), vol. 805, Note verbale non signée, 29 octobre 1917.
47. *Idem*, CFPC au DPF, Berne, 31 janvier 1918.
48. AFS, E27/13586, PV de la séance de la CFPC, Berne, 9 février 1916.
49. *Idem*, 9 février 1916. Voir aussi le PV de la séance du 1^{er} novembre 1916.
50. *Idem*, 12 juillet 1916.
51. BAR, R901/72168, Attenberger à la ZFA, Zurich, 28 février 1917; en annexe: August Welti (CFPC) à Hans Attenberger, Berne, 18 janvier 1917.
52. BAR, R901/72168, Hermann von Simson à Paul von Buri (directeur de la ZFA), Zurich, 23 mars 1917.
53. La première dénonciation nominale est l'œuvre de Stéphane Lazonne, futur collaborateur de la *Tribune de Genève*, dans un numéro du *Journal des Débats, politiques et littéraires* non daté qu'Attenberger relaie à Berlin en octobre 1916. Voir BAR, R901/72168, Propaganda in der Schweiz, 1916-1917.
54. AFS, E27/13893, Rapport spécial du commando de police, Zurich, 19 octobre 1917; *idem*, 6 mars 1918.
55. *Idem*, Oskar Wettstein (Direction de la police), au DPF, Berne, 11 mars 1918. Cf. O. P., *Die Freie Zeitung*, 27 février 1918.
56. Section de renseignements de l'état-major général au DPF, Zurich, 30 janvier 1919, cité dans *DDS*, *op. cit.*, vol. 7a, pp. 291-293.
57. PA, R11407, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 26 septembre 1917.
58. PA, R11407, Note de Hilmar von dem Bussche (AA), Berlin, 29 août 1917.
59. Max Mittler, *op. cit.*, pp. 779 ss.
60. AFS, E7350, vol. 30, Gustave Ador (DPF) au Conseil fédéral, Berne, 26 novembre 1917, concernant l'exterritorialité du personnel des légations étrangères en Suisse.
61. *Idem*, Edmund Schulthess (Département de l'économie publique) au Conseil fédéral, 14 janvier 1918.
62. Jean-François Tiercy, « Les tentatives de médiation suisse... », *op. cit.*, pp. 134-135.
63. *New York Times*, 19 août 1917.
64. William E. Rappard, *La mission suisse aux États-Unis*, Genève: Sonor, 1918, pp. 9 et 13. Sur la mission suisse aux États-Unis, consulter Victor Monnier, *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*, Genève: Slatkine, 1995, pp. 99 ss.
65. Thomas Feitknecht, *Hermann Hesse in Bern*, Berne: H. Huber, 1997, p. 41.
66. William E. Rappard, *op. cit.*, p. 57.
67. Ismee Tames, *op. cit.*, pp. 201-216.
68. William E. Rappard, *op. cit.*, pp. 51-52.
69. *Ibid.*, p. 28.
70. William E. Rappard, « Swiss Reply to charge of feeding Teutons », *New York Times*, 26 août 1917.
71. Lettre de William Rappard au colonel Edward House, Valavran, Genève, 31 janvier 1918, citée dans *DDS*, vol. 6, pp. 674-675.

72. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 22 août 1918, pp. 517-518.
73. PA, R11418, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 10 septembre 1918.
74. Sur la mission Whitehouse, voir Christophe Schuwey, *op. cit.* Consulter aussi les mémoires des protagonistes : George Creel, *op. cit.*, pp. 317-326 ; Vira B. Whitehouse, *A year as a government agent*, New York : Harper & Brothers, 1920.
75. BAr, R901/71085, Hans Attenberger à la ZFA, Zurich, 28 janvier 1918.
76. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 10 janvier 1918, pp. 241-242.
77. Philippe Mercier à Félix Calonder (Département politique), Berlin, 5 février 1918, cité dans *DDS*, *op. cit.*, vol. 6, p. 678.
78. Par exemple Woodrow Wilson, *Die Reden Woodrow Wilsons: Englisch und deutsch*, CPI (éd.), Berne : Der Freie Verlag, 1919.
79. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, pp. 1207-1209.
80. Archiv für Zeitgeschichte (Zurich), MF A 3705, Paul Beau au ministre des Affaires étrangères, Berne, 4 octobre 1917.
81. ALS, Fonds Charles Lardy, J.I.139, Gonzague de Reynold (secrétariat central NSH) à Charles Lardy, Berne, 21 février 1917.
82. *Idem.*
83. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. cop. I, Gonzague de Reynold à James Bryce, Berne, 15 décembre 1915.
84. *Idem*, Gonzague de Reynold à Arnold Lätt, Berne, 4 décembre 1917. Les citations suivantes proviennent de ce document.
85. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. cop. I, Gonzague de Reynold à Georges Crès, Berne, 24 juin 1918.
86. La carte d'invitation est reproduite dans *Gonzague de Reynold, 1880-1970*, Jean-René Bory (dir.), Genève : Fondation pour l'histoire des Suisses à l'étranger, 1983, p. 86.
87. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, Corr. cop. I, Gonzague de Reynold à Alex W. Randall, 21 décembre 1918.
88. *Idem*, Gonzague de Reynold à G. Forster, Berne, 21 décembre 1918.
89. L'ensemble des informations relatives à Carl Albert Loosli est tiré de la biographie extrêmement fouillée d'Erwin Marti, *op. cit.*, pp. 21-75.
90. «Ce qui nous unit», *Journal de Genève*, 5 août 1915.
91. Carl Albert Loosli, *Schweizerische Zukunftspflichten*, *op. cit.*, p. 96.
92. Par exemple Benjamin Vallotton, *Im Lande des Todes: Berichte aus besetzten Ländern*, (trad. de C. A. Loosli), Neuchâtel : Attinger, 1918.
93. Carl Albert Loosli, *Wir Schweizer und unsere Beziehungen zum Ausland*, Zurich : Orell Füssli, 1917.
94. Pierre Grellet, «La voix du terroir», *Gazette de Lausanne*, 28 mai 1917.
95. Lettre de Carl Albert Loosli à Pierre Cérésolle, Bümpliz, 12 mai 1917, citée par Erwin Marti, *op. cit.*, p. 61.
96. Paul Rochat, «La guerre, la presse et la censure», *op. cit.*, p. 11.
97. *Le passage des rapatriés français à Zurich...*, *op. cit.*
98. Samuel Zurlinden, *Der Weltkrieg. Vorläufige Orientierung von einem schweizerischen Standpunkt aus*, 3 vol., Zurich : Orell Füssli, 1917-1919.
99. Samuel Zurlinden, *La guerre mondiale et les Suisses*, Zurich : Orell Füssli, 1917.
100. BAr, R901/71264, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 19 juillet 1917.
101. Jean Lupold, *Sur le front britannique. Impressions d'un neutre*, Neuchâtel : Delachaux & Niestlé SA, [1917], p. 73.
102. Voir Mauro Cerutti, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini...*, *op. cit.*, pp. 120 ss.
103. Arnold Lätt, *Le groupe londonien de la Nouvelle Société helvétique*, Londres : The Polyglot Printing Company, 1919, p. 10.
104. Voir Marianne Jehle-Wildberger, *Adolf Keller (1872-1963): ecumenist, world citizen, philanthropist*, Eugen : Cascade Books, 2013, pp. 29-30.
105. Rapport «La guerre de presse», s.d., cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure...*, *op. cit.*, p. 1100.
106. *Idem.*
107. Carl Spitteler, *Unser Schweizer Standpunkt*, Zurich : Rascher, 1915, p. 16.
108. *Neue Zürcher Zeitung*, 23 octobre 1917, cité par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1100.

109. Voir Annetta Bundi, *Die Schweizerischen Republikanischen Blätter des konservativen Publizisten J. B. Rusch*, Fribourg: Éditions universitaires, 1999, pp. 29 ss.
110. AFS, E27/13842 Jakob Horner à Felix Calonder, Zurich, 5 mai 1918.
111. PA, R11409, Lieutenant de la réserve (Abt. IV B) à M. D.I.R.O., Lucerne, 1^{er} août 1918.
112. François Walter, *Histoire de la Suisse*, t. 4, Neuchâtel: Alphil, 2010, p. 131.
113. Juri Auderset, Peter Moser, «Krisenerfahrungen, Lernprozesse und Bewältigungsstrategien. Die Ernährungskrise von 1917/18 als agrarpolitische «Lehrmeisterin», *Krisen. Ursachen, Deutungen und Folgen*, Zurich: Chronos, 2012, p. 135.
114. Voir notamment Marc Vuilleumier, «La grève générale de 1918 en Suisse», *Histoire et combats*, Lausanne/Genève: Éditions d'En bas/Collège du Travail, 2012, pp. 461-512.
115. Karl Czerpien, «Propaganda», *Nebelspalter*, 2 février 1918.
116. PA, R122983, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 4 mai 1918.
117. Un exemple, *Les forces économiques de l'Allemagne pendant la guerre*, Berlin: Dresdner Bank Berlin, 1916.
118. PA, R121001, Hans von Haefen à la NA, Berlin, 10 décembre 1917.
119. PA, R121004, Knipping (légation) à l'AA, Berne, 10 décembre 1918 et rapport slnd. de Georg Warnecke consacré à la propagande économique.
120. BA, R901/71084, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 4 décembre 1918.
121. Carolina Garcia Sanz, «British Propaganda Dilemma over Neutrals during the Great War: More Business than Usual?», *War & Propaganda...*, *op. cit.*, p. 32.
122. AFS, E27/13722, CFCP à DPF, Berne, 29 novembre 1917.
123. PA, R121004, Rapport du major Georg Warnecke au sujet de la propagande économique, slnd.
124. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 30 novembre 1916, pp. 116-117.
125. AFS, E7350, Gustave Ador au Conseil fédéral, Berne, 26 novembre 1917.
126. PA, Bern 1272, Louis Ravené à Erhard Deutelmoser, Berne, 21 octobre 1917.
127. Lettre d'Adolf Müller à Otto von Dandl (ministre de Bavière), 13 avril 1918, citée par Karl Heinrich Pohl, *op. cit.*, p. 217.
128. AFS, E2001(B), vol. 32, Note du DPF du 29 janvier 1919; PA, Bern 1348, Plainte de la colonie allemande de Zurich, 7 décembre 1918.
129. PA, R11408, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 7 mai 1918.
130. Voir Malik Mazbouri, «Capital financier et politique extérieure à la fin de la Première Guerre mondiale: la création de la Centrale des Charbons (1917) et de la Société financière suisse (1918)», in *Les relations internationales et la Suisse*, Lausanne: Antipodes, 1998, pp. 45-67.
131. Martin Lüpold, *Der Ausbau der «Festung Schweiz»*. *Aktienrecht und Corporate Governance in der Schweiz, 1881-1961*, Université de Zurich: thèse, 2010, p. 896, cité par Jakob Tanner, «Plaidoyer pour une histoire transnationale», *op. cit.*, p. 12.
132. Voir Ernst Utzinger, *Wirtschaftliche Überfremdung und Abwehrmassnahmen*, Zurich: Rascher, 1917.
133. Hermann Böschstein, *50 Jahre Schweizer Woche, 1917-1967*, Berne: Geschäftsstelle der Schweizer Woche, 1967, p. 2.
134. *Gazette de Lausanne*, 8 avril 1916.
135. Thomas Oberer, «Armbrust und Schweizerwoche – Symbole der nationalen Warenpropaganda», in *Typisch? Objekte als regionale und nationale Zeichen*, Bâle: Museum für Völkerkunde, 1990, p. 48.
136. *Das Werk*, octobre 1917.
137. «Semaine suisse», *Journal suisse des photographes*, 3 août 1917, p. 3.
138. Gonzague de Reynold, *La Nouvelle Société helvétique*, Londres: Polyglot Printing Co., 1918, p. 15.
139. Voir SKBa, PA 1189, MCH Group AG, 1916-2001.
140. G[orges] R[igassi], «À la Foire de Bâle», *Gazette de Lausanne*, 15 avril 1917.
141. *Journal de Genève*, 23 juillet 1917.
142. Alain Clavien, *Grandeurs et misères de la presse politique...*, *op. cit.*, p. 101.
143. Arrêté du Conseil fédéral concernant la limitation de l'utilisation du papier, 27 octobre 1917, cité dans *Die schweizerischen Kriegs-Verordnungen, 1917*, vol. 3, Zurich: Schulthess & Co., 1918, pp. 377-378.
144. J. Auer, «Die Papierrationierung der Presse in den Kriegsjahren 1917-1919», in *Le livre des éditeurs de journaux suisses, 1899-1924*, Zurich: Verlag des Schweizerischen Zeitungverlegervereins, 1925, p. 303.

145. «Cadeaux de Berlin», *Gazette de Lausanne*, 19 juillet 1918.
146. PA, R122983, Adolf von Montgelas au chancelier impérial, Berne, 18 juin 18 juin 1918.
147. AFS, E27/13793, Arrêté secret du 7 août 1918. Cf. *Gazette de Lausanne*, 18 août 1918.
148. AFS, E27/13892, vol. 3., Arrêtés du Conseil fédéral du 8 novembre et du 21 novembre 1918.
149. PA, R122983, Rapport de Heinrich Bernstiel, Zurich, sd.
150. *Idem*, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 29 janvier 1918.
151. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit., entrée du 12 janvier 1918, pp. 243-245.
152. PA, R122983, Wilhelm von Stumm à Franz von Tattenbach, Berlin, 3 avril 1918.
153. *Idem*, Franz von Tattenbach à Wilhelm von Stumm, Berne, 10 avril 1918.
154. *Idem*, Wilhelm von Stumm à Franz von Tattenbach, Berlin, 21 avril 1918.
155. BA, R901/72172, Arthur Schmidt-Elskop (AA) à Adolf von Montgelas, Berlin, 12 février 1919.
156. PA, R11408, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 19 avril 1918.
157. Arrêté du Conseil fédéral concernant la limitation de l'utilisation de charbon et de l'énergie électrique, 9 octobre 1917, cité dans *Die schweizerischen Kriegs-Verordnungen, 1917*, vol. 3, Zurich: Schulthess & Co., 1918, pp. 358-359.
158. Thomas Birgisser, «Les déserteurs et les réfractaires: <des hôtes indésirables>, 14/18. *La Suisse et la Grande Guerre*, op. cit.
159. Max Koller, *Die kulturelle Überfremdung der Schweiz*, Zurich: Rascher & Cie, 1918, p. 23.
160. Gottfried Bohnenblust, *Wesen und Wille der Neuen Helvetischen Gesellschaft*, Zurich: Genossenschaft Schweiz. Sonntagsblätter, 1920, p. 19.
161. Gérald et Silvia Arlettaz, *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1848-1933)*, Lausanne: Antipodes, 2004, p. 77.
162. *Lausanne Artistique*, 25 août 1917.
163. BA, R901/71185, le conseiller comptable Liebert (AA) au vice-consul Karl Pistor, Lindau, 11 janvier 1918.
164. *Idem*, Erich von Prittwitz à l'AA, télégramme transmis depuis Lörrach, Berne, 20 janvier 1918.
165. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, op. cit., entrée du 5 janvier 1918, pp. 239-240.
166. BA, R901/71185, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 17 mai 1918.
167. *Idem*, Projet de lettre de Harry Kessler pour le chancelier impérial, Berne, 17 mai 1918.
168. BA, R901/71194, Albert Saunier (NA) à la MAA, Berlin, 19 mars 1918.
169. BA, R901/71967, Rapport hebdomadaire de la division Kessler, Berne, 20 juillet au 20 août 1918.
170. Voir la photographie parue dans *Die Schweiz*, reproduite dans Mario Lüscher, «Garçons, chevaux, soldats... Éléments de corporalité helvétique, 1914-1918», *Les Lettres & les Arts*, hors-série N° 2, 2014, p. 51.
171. BA, R901/71968, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 3 novembre 1918 et réponse positive de Richard Kiliani du 5 novembre.

14. UN SYSTÈME INALTÉRABLE

Trop de bien nuit.
Ulrich Wille, 1915¹

Accroché à son ancien pré carré alémanique, le système allemand de propagande ne désarme pas. Au contraire, l'acharnement est de mise et le dispositif prend des proportions toujours plus importantes, alors que certaines structures suivent leur propre logique, hors de tout contrôle centralisé. En janvier 1917, le conseiller Dietrich von Bethmann Hollweg décrit en des termes univoques un système devenu incontrôlable : « Des milliers de fils, qui ne convergent nulle part, une immense quantité de forces individuelles, qui ne sont pas organisées, chacun fait plus ou moins assidûment son truc, livre son travail et le tout est envoyé aveuglement, sans classement, à Berlin, où l'on ne sait pas par où commencer face à un tel déluge. »² Le réseau mis en place par les Allemands les dépasse et Romberg perd le contrôle sur le monstre institutionnel qu'il a lui-même contribué à créer.

Cependant, dans la dernière année du conflit, les actions de propagande doivent être étroitement reliées aux chamboulements vécus par les belligérants sur les champs de bataille. De la victoire des Austro-Allemands à la bataille de Caporetto (octobre-novembre 1917) jusqu'à l'arrêt de la grande offensive allemande sur le front occidental (juillet 1918), le moral des diplomates allemands en Suisse est à la hausse. En décembre 1917, le colonel déchu Karl Egli indique d'ailleurs que d'anciennes connaissances recommencent à le saluer dans la rue³. L'évolution sur le front oriental provoque même une certaine euphorie dans le camp germanique. En février 1918, l'Ukraine déclare formellement son indépendance, mais l'Allemagne en fait un État satellite qui soulage

les difficultés alimentaires connues par les Empires centraux. Cette « Paix du pain » illustre l'affaiblissement de la jeune Russie soviétique, alors engagée dans les délicates négociations de Brest-Litovsk. Puis, en mars 1918, alors que son armée entame à nouveau une offensive victorieuse, l'Allemagne parvient à imposer des conditions de paix extrêmement dures à la Russie. Les troupes libérées à l'est sont alors concentrées sur le front occidental pour entamer une dernière grande offensive, censée prendre de vitesse l'arrivée effective de l'aide américaine en Europe. De mars à juillet 1918, Ludendorff lance les dernières forces de son armée dans la bataille. Paris est alors bombardée par la « Grosse Bertha ». De retour de Berlin en avril 1918, le diplomate Erich von Prittwitz parle d'une ambiance proche de celle d'août 1914 au sein de la population. Il relève toutefois les doutes émis par l'*Auswärtiges Amt* quant aux chances réelles d'un succès décisif de l'Allemagne⁴. Le 27 mai 1918, la percée des troupes de Ludendorff au Chemin des Dames inquiète en tout cas les Suisses favorables à l'Entente, comme le montre une correspondance privée de Gustave Ador⁵.

Le 14 juillet 1918, les forces de l'Entente reprennent toutefois l'offensive et, le 8 août, percent les lignes allemandes au cours de la bataille d'Amiens. « Les Allemands viennent de perdre de l'espace et du temps. L'espace peut être regagné, mais pas le temps. Il travaille désormais pour l'Entente, et en particulier pour les États-Unis »⁶, indique un journaliste suisse au baron autrichien Musulin. Épuisées, exsangues, les troupes allemandes sont aux abois. Simson s'inquiète de la ferveur favorable à l'Entente qui s'empare de l'opinion alémanique, particulièrement à Zurich. Les dépêches transmises par Havas seraient alors deux fois plus nombreuses que celles reprises de l'agence Wolff⁷. Kessler constate que Simson « a l'air pris de panique »⁸. Le comte ne veut cependant pas croire à l'effondrement de l'Empire. Pour lui, les soubresauts sur le front ouest ne représentent que des « éraflures » par rapport aux gains obtenus dans la *Mittleuropa*⁹. La confiance aveugle de Kessler fait écho à celle d'une grande partie des autorités politiques et de l'opinion allemandes, qui ne sont que très imparfaitement informées des défaites militaires de leurs troupes. Le choc est alors extrême à la fin du mois de septembre 1918, lorsque l'état-major allemand appelle à un cessez-le-feu et à la formation d'un gouvernement parlementaire.

Il faut tenir compte de cette évolution chronologique pour comprendre pourquoi la propagande allemande poursuit son offensive en Suisse jusqu'à la fin du conflit. Ainsi, le 21 août 1918, la direction de la Nachrichten-Abteilung à Berlin décide l'« élargissement des actions d'information et de propagande à l'intérieur et à l'étranger »¹⁰. Un regard rétrospectif sur la défaite allemande a tendance à minoriser l'indécision dans laquelle se trouvaient les acteurs contemporains. L'action de propagande est menée jusqu'au bout, et même au-delà, car l'armistice ne met qu'un terme apparent aux efforts allemands au sein du champ culturel suisse.

LE DÉRAILLEMENT ARTISTIQUE

L'histoire de la division allemande de propagande artistique illustre les excès d'un système devenu incontrôlable. Dès 1917, la ligne internationaliste et avant-gardiste de plusieurs actions du comte Kessler a provoqué de multiples critiques au sein des cercles conservateurs berlinois. Quant au grand état-major, il met en doute les compétences des agents engagés par Kessler pour gérer les salles de cinéma et celles de cabaret ; enfin, les autorités financières attaquent la gestion comptable très lâche du comte Kessler et de sa filiale Intergast. Un audit doit être mené pour tenter d'y voir clair. En janvier 1918, le Reichschatzamt obtient la fin de l'autonomie financière de la division K. Échaudé par les dérapages de son agent, l'Auswärtiges Amt entend limiter le domaine de la propagande culturelle au profit de l'action de presse, perçue « tout de même comme plus efficace »¹¹. La dévaluation constante du mark explique aussi cette volonté d'économie. Son cours passe de 75 ct. en juillet 1917 à 60 ct. en novembre 1917.

Les comptes sont soldés en mars 1918 et Berlin ordonne à Kessler le démantèlement de son organisation¹². Pourtant, la propagande culturelle se poursuit jusqu'à la toute fin du conflit et Kessler reste un pion essentiel de la propagande menée par la légation bernoise. Le soutien total octroyé par Gisbert von Romberg explique le sursis offert à l'action artistique. Le légat défend bec et ongles les réalisations de Kessler. Ce dernier lui avait été recommandé par Eberhard von Bodenhausen, un ancien camarade de la fraternité des Bonner Borussen, devenu un cadre important de l'entreprise Krupp¹³. En mars 1918, dans un document long de plus de quarante pages, Romberg répond aux dures critiques

émises par l'état-major¹⁴. La concurrence de l'Entente reste l'élément central de son argumentaire. Dans ce document clé, Romberg fait preuve d'une conviction absolue dans les bienfaits de la propagande culturelle. L'action n'est quasiment pas remise en cause. Tout juste concède-t-il le besoin d'un agent supplémentaire chargé de contrôler les représentations cinématographiques et scéniques. Cette volonté d'encadrement reste relative, puisque plusieurs dérapages ont lieu au cours de l'année 1918. En avril 1918, des artistes de cabaret, déguisés en Alsaciens, font de l'agitation en faveur de l'indépendance des « provinces perdues ». *La Marseillaise* est entonnée sur scène au frais de l'Empire allemand. Kessler justifie cet écart par un engagement d'urgence provoqué par la pénurie d'artistes allemands consécutive à la fermeture des frontières¹⁵.

L'action de propagande culturelle se poursuit désormais sous la responsabilité formelle de la légation bernoise. Romberg possède un contrôle discrétionnaire sur l'ensemble du fonds de propagande qui lui est alloué. Pour la saison 1917-1918, l'action culturelle a dépensé plus de 4 millions de marks, alors que les entrées ne se montaient qu'à un million et demi¹⁶. Pour la saison 1918-1919, des ajustements budgétaires sont décidés et l'enveloppe débloquée représente désormais 1 145 535 marks, soit le tiers de la somme investie l'année précédente¹⁷. Seule la rubrique des compensations offertes à l'art helvétique, augmente pour atteindre plus de 230 000 marks. Les investissements de la division Kessler se poursuivront dans l'immédiat après-guerre, puisque Alexander Moissi effectuera notamment une tournée à guichets fermés en Suisse allemande au printemps 1919¹⁸.

UN ENGRENAGE COÛTEUX

En 1918, le tour de vis donné depuis Berlin à la propagande culturelle provient d'un calcul autant politique que commercial. L'exemple des théâtres de variétés est parlant. Malgré les possibilités de rendement offertes par cette branche, l'entreprise allemande génère d'énormes déficits. En mai 1917 déjà, quelque 125 000 marks ont été investis à perte, soit un peu moins du quart du déficit global de l'entreprise Kessler¹⁹. Surtout, entre le 1^{er} juillet 1917 et le 30 juin 1918, la perte générée représente un peu moins d'un million de marks (un tiers du déficit global)²⁰. Kessler et ses agents dépensent à tout-va, car les chiffres de fréquentation

des salles sont plutôt bons. Une illustration : pour la seule seconde quinzaine de novembre 1917, malgré plus de 26 000 spectateurs payants dans cinq théâtres de variétés et cabarets, le déficit atteint 8 000 fr.²¹ Ainsi, les pertes sont moins générées par un désistement du public que par un déséquilibre commercial. Le public suisse peut assister à des spectacles d'artistes normalement réservés aux grandes villes allemandes (Rudolf Nelson, Willy Prager, Milda Breiten...) à des prix défiant toute concurrence. Sur les 28 quinzaines de statistiques financières à disposition, seules deux génèrent du bénéfice²².

En janvier 1918 déjà, l'Auswärtiges Amt a demandé à Romberg de « liquider toutes les entreprises de variétés », à l'exception du Corso²³. Malgré ces directives, les investissements dans les cabarets suisses se poursuivent. La confiance accordée par Romberg à Kessler n'est pas la seule explication à cette persévérance, car un désengagement allemand se révèle délicat. Les nombreux contrats conclus avec les professionnels suisses, s'ils sont rompus, risqueraient en effet de provoquer des révélations et des polémiques de presse pour le moins désagréables²⁴.

Les Allemands sont pris dans un engrenage coûteux. Ils prônent alors des mesures de privatisation censées être rentables sur le long terme. Cette stratégie a été évoquée en octobre 1917 déjà. Constatant que les conditions de location du Corso sont défavorables, les autorités impériales entament des négociations d'achat. Les actionnaires suisses, Otto Ulmer et Carl Helbling, acceptent à condition que l'achat concerne également l'hôtel bâlois Zum Storchen et les deux cabarets Mascotte de Bâle et Zurich²⁵. Kessler agit l'argument de l'arrivée prochaine de dollars américains pour convaincre l'Auswärtiges Amt. Le montant est fixé à 1,5 million de francs, hypothèques comprises. Au printemps 1918, les Allemands passent à l'action et prennent le contrôle de la société du Corso, avec l'aide de la Diskontogesellschaft, une grande banque allemande contactée par Kessler, qui engage un demi-million dans l'affaire. Proche de Kessler, Eberhard von Bodenhausen vient d'être nommé à la tête de cette banque. Heinrich Zeller entre au conseil d'administration du Corso en mai²⁶. En juin, le même calcul débouche sur l'achat du Küchlin, alors géré par la nouvelle Küchlin-Theater AG. Un versement de 250 000 fr. est effectué et un engagement de 750 000 fr. pris sur dix ans²⁷. Ces investissements doivent permettre à l'Allemagne d'assurer sa domination sur le marché helvétique une fois la victoire obtenue.

Or, le Reich est vaincu et les investissements colossaux de la propagande allemande se retournent contre leurs concepteurs. Les autorités de la toute nouvelle République de Weimar doivent continuer à honorer les contrats de leurs prédécesseurs. Si Zeller quitte la direction de la société du Corso le 15 mai 1920²⁸, les stratégies de désengagement se poursuivent encore quelques années. Il faut attendre le mois de décembre 1924 pour que l'Immobilien-Betriebs-Gesellschaft, qui gérait l'ensemble des contrats de variétés en Suisse depuis avril 1918, cède ses parts du Corso à une société autrichienne, la Dianabad-Aktien-Gesellschaft. Les acteurs du temps de guerre restent apparemment impliqués, puisque Richard O. Frankfurter, l'ancien responsable de la propagande des variétés, entre alors au conseil d'administration. La société du Corso est finalement liquidée le 29 décembre 1930 par l'avocat Wolfgang Börlin, compagnon de route des Stimmen im Sturm et de la DSG pendant le conflit²⁹. Dans l'après-guerre, ce Bâlois siège également au conseil d'administration de la nouvelle Küchlin-Theater AG³⁰. Les germanophiles suisses semblent ainsi continuer à servir d'intermédiaires pour les engagements allemands. Ces derniers sont-ils privés ou publics? Une étude de la politique culturelle menée par la République de Weimar en Suisse révélera peut-être les intérêts qui se cachent derrière ces sociétés anonymes.

DES FEMMES MODÈLES

En 1918, les projets des propagandistes allemands ne cessent de s'étendre à de nouveaux champs d'influence. Le propriétaire des grands magasins berlinois Tietz propose par exemple à Kessler de démarrer une propagande par le biais des biens de consommation destinés aux femmes de la classe moyenne helvétique³¹. Si cette idée reste dans les cartons d'archives, elle montre qu'il faut attendre l'été 1918 pour que les femmes soient finalement visées explicitement par la propagande allemande. Jusque-là, elles restaient les grandes délaissées des actions de propagande étrangère. La presse illustrée et familiale est le seul moyen, implicite, mobilisé par les propagandes pour toucher les femmes suisses. Dans les esprits (masculins) des propagandistes, la femme reste cantonnée à son rôle traditionnel de maîtresse de maison ou dans celui, bourgeois, de consommatrice de mode et ne représente qu'une

quantité négligeable pour l'influence de l'opinion publique. En juillet 1917, la propagande française est la première à cibler ouvertement les femmes suisses par son quotidien économique *L'Après-Guerre*. La Ligue nationale suisse d'acheteuses est créée parallèlement à cette publication pour que les Suissesses arrêtent de consommer des produits allemands. « Or, la femme tient en général les cordons de la bourse et sa volonté, quand elle y met les formes, sait toujours triompher. Ce sont donc les acheteuses qu'il faut grouper, éclairer, discipliner »³², lit-on dans le premier numéro.

En été 1918, la propagande allemande convoite à son tour les femmes suisses avec un ambitieux plan de propagande par la mode (*Modepropaganda*). Il émane du publiciste Norbert Stern, détaché en Suisse pour organiser le défilé de mode de l'exposition du Werkbund, et vise à toucher aussi bien les populations allemandes qu'étrangères. Les arguments avancés par Stern en disent long sur la conception des femmes comme objets passifs de consommation :

La mode fournit un instrument presque idéal pour organiser non seulement l'habillement féminin, mais aussi le jugement féminin, de façon invisible, particulièrement d'un point de vue politique. Bientôt, on assistera à un mécontentement des célibataires, non pas volontairement mais par manque d'hommes. Les organisations de mode pourront alors servir de soupape de sécurité. [...] Au travers de la mode, l'Allemagne a l'occasion de suivre une politique de la « main de fer, gantée de velours [en français dans le texte] ». ³³

Stern et Kessler ont besoin de leur allié autrichien pour réaliser ce plan, car la mode viennoise possède une bien meilleure réputation que celles de Berlin et Munich³⁴. Une certaine condescendance se lit toutefois dans les attentes allemandes. Stern imagine qu'il serait bon de « laisser volontairement la prédominance à notre allié dans un domaine où il est manifestement le maître. [...] Mais il manque à Vienne le véritable talent d'organisation allemand dans l'utilisation d'une ressource économique populaire. »³⁵

Le coût projeté pour cette *Modepropaganda* est de un million et demi de marks, dont un tiers devrait provenir de l'industrie textile. Avec cette somme, l'Allemagne fonderait une revue de première catégorie, organiserait de nombreux défilés ou événements en lien avec le cinéma, le théâtre et les expositions. Le comte Kessler est

alors électrisé par le contexte dans lequel il s'active en Suisse. En janvier 1918, suite à une réunion privée consécutive à un concert d'Oskar Fried, il écrivait : « Cette confusion de tant de sentiments, d'expériences, d'idées, d'hommes a quelque chose d'onirique, irréel, fantastique. »³⁶ Pour Kessler, le cadre symbolique de son action s'inscrit dans le passé, celui des ordres monastiques, de la France sous Louis XIV, des missionnaires anglais ou de l'extension de la mode vestimentaire française en Europe au moment des guerres napoléoniennes³⁷. La défaite allemande met un terme à cet énorme projet de propagande vestimentaire. Mais la rivalité des dispositifs de propagande se retrouve tout de même sur les podiums helvétiques, puisque les Français organisent eux aussi un défilé de mode à la Tonhalle de Zurich en août 1918. Avec succès, si l'on se fie au journal de Kessler : « Le public, et pas seulement féminin, se bat pour y entrer. »³⁸

UNE ULTIME ACTION DANS LES LIBRAIRIES

Les principes de précaution prônés au printemps 1915 sont contredits tout au long de la guerre. Une ultime entreprise littéraire est révélatrice sur ce point. Son origine remonte à l'été 1917 et émane de l'historien Karl Hönn, engagé comme spécialiste littéraire au sein de la Nachrichten-Abteilung. Ce professeur de 34 ans projette la création d'un réseau de salles de lecture allemandes auprès des neutres. Hönn entend se servir de la Suisse comme ballon d'essai : « Des salles de lecture de ce type seraient d'abord à fonder en Suisse (en tant que pays le plus fertile [...] pour une compréhension réciproque et une reprise des relations intellectuelles). »³⁹ Pour Hönn, l'aspect commercial est secondaire et passe après la qualité des éditions, car le projet « cherche à transférer les principes de la propagande du Werkbund au livre »⁴⁰. L'Allemagne entend surtout contrer l'offensive littéraire menée par la France dans les librairies alémaniques. Au printemps 1916, la mission culturelle de Guy de Pourtalès a débouché sur la fondation de trois nouvelles librairies françaises, qui s'ajoutent à la Nouvelle librairie littéraire créée à Bâle en février 1915. Pour de Pourtalès, il s'agit de véritables foyers de culture française. Il note au sujet de l'entreprise bâloise : « Incontestablement, c'est ici que se fait l'œuvre de propagande la plus directe et la plus efficace. [...] Nous pouvons nous flatter d'avoir obtenu des conversions intéressantes et des

dévouements d'autant plus remarquables que Bâle est l'une des villes où l'influence allemande prend les formes les plus actives et où nos ennemis dépensent sans compter ni leurs peines ni leur argent.»⁴¹

Sont ainsi débloqués par Londres et Paris, bientôt rejoints par Rome, 50 000 fr. pour permettre à l'éditeur parisien Georges Crès d'installer une succursale, « Les Éditions françaises », au centre-ville de Zurich. Le succès est au rendez-vous et la première boutique devient rapidement trop exigüe face à l'affluence. Un second local est alors loué et la première adresse est transformée en salle de lecture et de dépêches. D'après de Pourtalès, la réussite de la librairie est en partie due au soutien reçu de la part des professeurs Paul Seippel, Leonhard Ragaz, Ernest Bovet et Antoine Guiland, qui en font la promotion auprès de leurs étudiants⁴². L'offensive de l'Entente touche encore les villes de Berne et Fribourg, avec l'ouverture de librairies françaises en 1917. L'action ne se limite pas à la seule vente de livres, car l'Entente organise en parallèle des expositions de livres d'art qui attirent de nombreux bibliophiles⁴³. L'agence Radio, dont la fondation est permise par la France et la Grande-Bretagne, ouvre de son côté des salles de dépêches à Berne, Lucerne et Bâle en été 1918. Profitant d'un contexte militaire favorable, ces lieux sont bien fréquentés. Des dépêches, des albums de guerre, des cartes postales, des cartes du front, de la littérature militante sont proposés aux visiteurs. Le combat des propagandes se termine ainsi, comme il avait commencé, par un déluge d'imprimés.

La contre-attaque allemande vise elle aussi la fondation de salles de dépêches, qui doivent devenir des lieux d'échange culturel. Une série de conférences, des soirées musicales ou théâtrales et une trentaine d'expositions sont prévues pour l'ouverture d'une salle de lecture à Zurich⁴⁴. Parmi les conférenciers projetés, à côté de noms dont la germanophilie est établie (l'écrivain suisse Jakob Schaffner, le pasteur zurichois Hermann Kutter, l'industriel allemand Walther Rathenau...) figurent des personnalités connues pour leur refus de la guerre, comme Romain Rolland, Albert Einstein, Leonard Frank ou Käthe Kollwitz. Hönn prévoit en outre des expositions sur des thèmes polémiques, comme des « études allemandes sur la culture belge » ou celles concernant les « apports scientifiques en architecture et en peinture dans les zones occupées ». L'historien ne semble pas se rendre compte du caractère à la fois irréalisable et

déplacé d'un tel projet. Il faut attendre l'intervention critique d'un Suisse germanophile, Hermann Blocher, pour que ce plan grandiloquent soit abandonné. Pour le conseiller d'État, l'idée de Hönn porte un trop fort caractère de propagande :

En l'état actuel des choses, chaque événement allemand se place sous le soupçon d'être de la propagande politique pour le compte de l'Auswärtiges Amt et provoque ainsi, dès le départ, une attitude intérieure méfiante et défensive chez les Suisses. [...] Il s'agit précisément de la prise de conscience que tout cela ne surgit pas de lui-même mais – pour le dire une fois de façon forte – afin d'acheter l'attitude politique des Suisses par des cadeaux éclatants. Cela est ressenti involontairement comme une humiliation morale.⁴⁵

Pour Blocher, le mieux est l'ennemi du bien : « Le Suisse est maintenant embarrassé de se voir proposer tous ces cadeaux qu'il n'a pas demandés. »⁴⁶

CONCRÉTISATIONS DANS L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE

Le plan de Karl Hönn ne survit pas à une telle charge critique. L'agent est alors chargé d'un projet d'almanach célébrant les liens entre les cultures alémanique et allemande du sud en lien avec les membres de la DSG⁴⁷. Un nouveau plan de diffusion du livre allemand à l'étranger est cependant lancé par l'Auswärtiges Amt en été 1918. Il est réalisé en association avec l'éditeur Anton Kippenberg, qui représente les intérêts du syndicat allemand des libraires (*Börsenverein*) de Leipzig. Kippenberg dirige alors l'Insel-Verlag dans cette même ville. Il est envoyé en mission d'étude en Suisse, un pays qu'il connaît pour avoir effectué son apprentissage de libraire à Lausanne. Kippenberg propose la fondation d'une société privée qui couvrirait les intérêts du gouvernement et proposerait des conditions préférentielles aux éditeurs de la Bourse d'Oltén. L'Allemand est frappé par « l'émancipation » du champ éditorial alémanique, qui profite d'un sursaut nationaliste. Il cite les exemples des collections de littérature suisse ou le rachat par Rascher des droits sur les œuvres de Gottfried Keller et Ferdinand Hodler⁴⁸.

Durant sa mission, Kippenberg est entré en contact avec la librairie d'Alfred Kober à Bâle, un membre de la DSG. En

décembre 1918, la légation note qu'« il ne s'agit plus de tout d'éveiller de nouvelles sympathies en [sa] faveur, mais de conserver celles qui existent déjà »⁴⁹. Un plan de librairie et de maison d'édition est esquissé avec Kober. Karl Hönn est également impliqué puisqu'une revue, l'*Allemannische Rundschau*, doit servir de point de contact entre les Allemands du sud et les Suisses. La légation évoque un investissement de 150 000 marks. Ce projet est réalisé au cours de l'année 1919. Premièrement, la Buch- und Kunsthandlung AG, forte d'un capital de 130 000 fr., est créée à Bâle en mai. Dirigée par Kober, cette société relève, selon toute vraisemblance, d'un investissement de l'État allemand⁵⁰. Elle gère la Basler Bücherstube, une petite bibliothèque située au centre-ville, qui propose à la fois les nouveautés de l'édition suisse et allemande et des expositions. Son offre fait fortement penser à celle fournie par la librairie Crès à Zurich. Deuxièmement, l'*Alemannenbuch* est publié à Berne en décembre 1919 par une nouvelle maison d'édition, la Seldwyla, du nom d'un recueil de Gottfried Keller. Cet ouvrage illustré réunit les plumes des écrivains suisses Jakob Schaffner, Robert Faesi ou Robert Walser, et allemandes de René Schickele, Otto Flake ou Hermann Hesse⁵¹. À la demande de Karl Hönn, l'initiateur du projet, Hesse a accepté en janvier 1919, alors qu'il était toujours actif au sein de la Bücherzentrale, de prendre la responsabilité éditoriale de cette publication⁵². La maison Seldwyla publiera encore six œuvres jusqu'en 1924, sans qu'il soit possible, en l'état actuel des recherches, de déterminer les rapports exacts de l'entreprise zurichoise avec la nouvelle République de Weimar.

Les investissements médiatiques de l'Entente débordent eux aussi sur l'immédiat après-guerre. Lorsque les diplomates franco-britanniques apprennent en été 1918 que *Le Démocrate*, quotidien radical du Jura, est à vendre, ils avancent 150 000 fr. pour en prendre le contrôle. Dirigé par Bertrand Schnetz, actif six années à Paris avant-guerre, le journal s'est pourtant déjà fait remarquer pour son ton très francophile et sa proximité avec le Ministère français de la guerre⁵³. Une nouvelle société anonyme est contrôlée pour un tiers par la légation britannique, pour un tiers par l'ambassade de France et pour le dernier tiers par un groupe d'intérêts privés français⁵⁴. Le journal allemand *Germania* dénonce alors *Le Démocrate* « comme l'organe principal de la propagande française en Suisse »⁵⁵. En décembre 1919, la Grande-Bretagne vendra à la France 150 actions du capital du *Démocrate* pour que la feuille reste dans les mains des Alliés⁵⁶.

TABULA RASA À LA LÉGATION

Dans les pays de l'Entente, le mois de juillet 1918 est marqué par une remobilisation des esprits, d'autant plus forte que le vent de la défaite a soufflé au printemps et que celui de la victoire se dessine de plus en plus nettement⁵⁷. La politique de la terre brûlée suivie par les Allemands lors de leur retraite ravive la diabolisation des « Boches » au sein de la population française et la thématique des « atrocités » de 1914 vient de nouveau occuper les discours guerriers⁵⁸. Cela se répercute sur la Suisse. Dans une discussion avec le consul d'Allemagne à Zurich, Oskar Wettstein conseille, au nom des amis de l'Allemagne, « d'éviter à tout prix l'exécution apparemment planifiée par l'état-major allemand de destruction de toutes les villes, arbres fruitiers, vignes, etc. durant le retrait [des] troupes des territoires occupés »⁵⁹. L'Allemagne contre-attaque en diffusant en Suisse romande et au Tessin, en grande quantité, une brochure illustrée intitulée *Tombeaux de soldats détruits par les Français*, 1918⁶⁰. Cette œuvre essentiellement composée de photographies est éditée par le libraire de l'Université de Fribourg, le lieutenant allemand Otto Gschwend, en contact avec les autorités allemandes⁶¹. Cette « propagande scandaleuse »⁶² est dénoncée par la presse romande.

Pour l'Empire allemand, la guerre est perdue dès la fin du mois de septembre 1918. Une proposition de cessez-le-feu est transmise au président Wilson. Nommé chancelier, le prince Max von Baden engage une « parlementarisation » du régime impérial. Le 9 novembre, face à la poussée des mouvements révolutionnaires, le chancelier annonce de sa propre autorité l'abdication de Guillaume II et nomme le social-démocrate Friedrich Ebert à sa succession. La République est proclamée par Philipp Scheidemann, le collègue de ce dernier, depuis une fenêtre du Reichstag. Le lendemain, le Conseil des commissaires du peuple entre en fonction et l'armistice est signé à Compiègne le 11 novembre. À Berne, la légation du ministre Romberg vit ses derniers instants. Le 21 novembre, des membres du cercle de la *Freie Zeitung* signent un appel destiné aux autorités de la nouvelle République allemande. Ils protestent notamment contre l'action de propagande menée jusque-là par la légation :

Étant donné les nombreuses et lourdes plaintes de la presse suisse et de l'ensemble de la presse étrangère contre la légation bernoise, représentée par des gens qui ne pourront que difficilement se

séparer des méthodes impériales et qui travaillent aujourd'hui encore avec les agents de propagande du courant Ludendorff, nous avons choisi, en accord avec une grande partie de la population locale et de la presse domestique et étrangère, [de porter] à votre connaissance ce fait si regrettable et nuisible avec la demande pressante de mettre un terme à cette situation inquiétante en rappelant immédiatement le personnel actuel de cette légation impérialiste.

Sign. Hugo Ball, D^r Ernst Bloch, Karl Ludwig Krause, D^r Hans Schlieben.⁶³

À Berne, le dispositif de propagande mis en place durant la guerre ne résiste pas aux soubresauts vécus à Berlin. Au début du mois de décembre 1918, la légation entame une réflexion sur la « suppression des divisions de propagande »⁶⁴. Le 1^{er} décembre 1918, la division de l'Auslandshilfstelle est dissoute. Le bureau littéraire, la propagande auprès des internés et la division Kessler sont supprimés le 1^{er} janvier 1919. Mais Gisbert von Romberg et ses proches se montrent réticents à tirer un trait définitif sur les nombreuses relations de confiance bâties en Suisse. Le légat considère ainsi que le maintien de la division de presse, de celle de propagande économique et du bureau Attenberger sont « indispensables », même si leur ampleur doit être revue à la baisse. Le travail de presse doit être soutenu en premier lieu : « Dans aucun autre État neutre, la presse n'a été aussi abîmée qu'en Suisse même, où les deux groupes de puissances ont propagé leurs vues avec des moyens financiers considérables »⁶⁵, précise Romberg. Une poignée de feuilles restent alors acquises à la cause allemande et le légat estime que seule la poursuite des subventions sera à même d'améliorer la situation. Romberg aimerait continuer à investir dans *La Feuille*, le *Schweizerische Press-Telegraph*, l'*Allgemeiner Pressedienst* ainsi que dans deux publications récemment acquises, *Der Welthandel* à Bâle et *Das Freie Wort* à Zurich. En revanche, un soutien n'est plus souhaité pour *L'Aube*, *demain*, *La Nation*, *Les Tablettes*, *L'Impartial vaudois*, *l'Alte und Neue Welt*, *L'Écho de Grèce* ainsi que l'Agence hellénique.

L'argument de la concurrence est évoqué une ultime fois par la légation : la poursuite de l'action de propagande se légitimerait par le discours du président de l'Alliance française publié par la *Neue Zürcher Zeitung*, qui assure que sa société continuera son effort de

rapprochement culturel avec la Suisse⁶⁶. Romberg demande d'ailleurs la création d'une nouvelle place d'observation pour « se faire une idée de l'ambiance politique dominante dans le pays » et soigner les contacts avec les journaux et les cercles bourgeois « qui, en ce moment plus que jamais, dominent la Suisse »⁶⁷. Le légat a alors à l'esprit la mise au pas rapide de la grève générale. Pour le diplomate, il ne fait aucun doute que la Suisse jouera dans le futur un rôle de premier ordre sur les plans économique et culturel.

La hardiesse de Romberg est celle d'une fin de règne, car la nouvelle Allemagne républicaine ne tarde pas à remplacer cet encombrant représentant de l'ancien régime, tout comme les consuls généraux de Zurich et Bâle. Dans la presse suisse, la pression est alors généralisée contre la légation. *Le Journal du Jura* reprend un article signé par Theodor Wolff de la *Berliner Tageblatt*. Le rédacteur en chef du grand quotidien libéral considère que la légation bernoise est pleine de « privilégiés de la réaction prussienne jugés trop délicats pour les tranchées »⁶⁸. Certaines voix au sein de l'*Auswärtiges Amt* estiment en outre que la question des neutres en temps de paix n'est plus aussi centrale pour la politique extérieure de l'Allemagne. Un employé de la propagande cinématographique écrit sans détour : « Suite à la décision de paix [...], la Suisse ne va plus jouer, et même pas approximativement, le rôle politique attendu de carrefour spirituel entre les puissances belligérantes qu'elle a eu, comme les autres petits pays neutres, durant la durée de la guerre. Elle va peu à peu à nouveau sombrer dans son insignifiance passée. »⁶⁹

Romberg reçoit sa « mise à disposition » en janvier 1919. Agent de la légation bavaroise en Suisse pendant la guerre, Adolf Müller est nommé à sa succession le 19 janvier 1919. Son profil d'*outsider*, d'homme extérieur à la carrière, est significatif d'un changement radical à l'œuvre à la Wilhelmstrasse. Il s'agit en effet de l'un des premiers politiciens socialistes nommé ministre plénipotentiaire d'une légation⁷⁰. Müller entame une remise en question fondamentale de toute l'œuvre de propagande menée pendant le conflit et écrit dans un rapport du 27 février 1919 : « Il est maintenant vraiment grand temps que nous abandonnions les anciennes méthodes purement schématiques avec lesquelles nous avons réalisé notre propagande durant la guerre et qui ont mené presque partout à un échec complet [...]. Les neutres à l'étranger sont gavés par de tels produits de l'esprit allemand. »⁷¹ En mars 1919,

d'après un subalterne, Adolf Müller « défend de manière générale l'idée que, pour la Suisse, la propagation d'écrits ne doit se faire qu'en de rares cas. » Premièrement, les autorités allemandes ne sont pas encore décidées sur ce qu'elles comptent « montrer comme ligne allemande et esprit allemand aux neutres »⁷². Surtout, la réprobation contre la propagande allemande atteint son apogée : « Dans les faits, les capacités d'accueil de la Suisse pour notre matériel de propagande sont très faibles et nous avons des preuves qu'une grande partie des écrits, brochures, etc. que nous diffusons atterrissent dans la corbeille à papier sans avoir été lus [...] »⁷³

La détermination de Müller rencontre cependant des résistances au sein de l'*Auswärtiges Amt*. S'il travaille désormais pour un régime républicain, le personnel diplomatique n'a pas foncièrement changé après l'armistice. Plusieurs responsables en poste à Berlin ne partagent pas l'idée de l'abolition du réseau de propagande. La discordance se focalise sur la fonction occupée par Hans Attenberger. Au sein de la *Nachrichten-Abteilung*, l'ancien responsable de la *Greuelabteilung*, Richard Kiliani, défend l'« énorme succès »⁷⁴ du service mis en place pour fournir la presse suisse en clichés, alors que Johannes Sievers, historien de l'art chargé du *Kunstreferat*, appuie la poursuite de l'action de propagande dans les hôtels⁷⁵. Müller rédige alors de nombreux rapports pour dénoncer des pratiques qu'il estime compromises et dépassées :

Le nom Attenberger signifie pour le connaisseur de la situation en Suisse un système qui a été refusé unanimement par l'opinion publique suisse à cause de sa propagande maladroite et souvent intrusive et qui a grandement démoli la réputation allemande. On pensait ici que les changements des rapports en Allemagne entraîneraient sans délai une renonciation à nos méthodes précédentes de propagande étrangère, reconnues comme nuisibles, et partout, l'on considère cela comme absurde qu'on essaie encore et toujours de gagner l'opinion publique par des personnalités compromises [...].⁷⁶

Müller a finalement raison de l'engagement d'Attenberger et ce dernier se rend à Berlin pour prendre acte de la cessation de ses activités⁷⁷.

Lorsqu'il revient sur l'année 1919, le nouveau légat ne se fait pas d'illusions sur la perte d'influence allemande. Il considère d'ailleurs

que le travail de propagande porte une grande responsabilité dans cette évolution :

Ni les succès fictifs de ces dernières années, ni le service allemand de propagande construit de la façon la plus dépensière possible n'auraient pu changer le fait que, depuis longtemps, le nombre de nos amis est devenu de plus en plus faible; la propagande a au contraire vraiment contribué à nous rendre impopulaires ici comme partout ailleurs, par sa façon bruyante de travailler, sans tact et facilement identifiable par les esprits neutres.⁷⁸

Le légat classe les soutiens germanophiles en trois catégories : la première est constituée par les « amis » qui se sont détournés de l'Allemagne une fois que celle-ci n'était plus en mesure de les payer; la seconde comporte les soutiens qui n'ont pas pu conserver leur poste, à l'instar de Stegemann au *Bund* ou d'Egli aux *Basler Nachrichten*; la troisième, enfin, définit les Suisses qui ont dû opter pour une attitude très prudente « pour ne pas s'attirer les foudres des tout-puissants de Paris. » Müller pense ici, sans les nommer, aux « amis du Conseil fédéral, de certains gouvernements cantonaux et du Parlement ». Le légat émet un constat implacable concernant l'ancien système de propagande : si les feuilles romandes, hormis celles de gauche, sont restées passionnément francophiles durant le conflit, les grandes feuilles alémaniques n'ont plus osé se montrer réellement favorables à l'Allemagne suite à l'invasion de la Belgique. Müller ajoute enfin que le *Zürcher Post* et les *Neue Zürcher Nachrichten* ont perdu toute influence à cause de leur proximité avec l'Empire.

D'AMERS LENDEMAINS

Pour les propagandes belligérantes, la période transitoire située entre la signature de l'armistice et celle du Traité de Versailles oscille entre une volonté de démantèlement de leur réseau et la crainte de perdre un terrain chèrement acquis. Au demeurant, le système connaît une certaine inertie et le désengagement vis-à-vis de plusieurs affaires contractuelles se révèle pour le moins ardu, comme l'a montré le cas du Corso-Theater. Les connaissances recueillies sur les processus de désengagement se réduisent malheureusement à quelques notes. Les Allemands mentionnent par

exemple un rapport qui traite du cas précis du *Züricher Post*, mais celui-ci n'a pas pu être retrouvé dans les fonds berlinois⁷⁹. Un manque d'informations similaire entoure le contrôle français de la *Tribune de Genève*. Le passage de ces organes de combat dans les mains d'intérêts privés semble probable. Il est notamment établi que la société Transocean, alors dirigée par la grande industrie allemande, reprend à son compte la Schweizerische Press-Telegraph dans l'immédiat après-guerre⁸⁰. L'entreprise réalise une opération similaire aux Pays-Bas, puisqu'elle s'empare du Hollandsch Nieuwsbureau, créé par la propagande allemande en août 1915⁸¹.

La République de Weimar n'entend pas reprendre les coûts du dispositif de guerre. Elle n'en a de toute façon pas vraiment les moyens. Quant à la France, elle démantèle la Maison de la presse, deux mois après la signature du traité de Versailles⁸². Les démocraties s'accommodent mal de structures officielles de propagande étrangère, même si les implications secrètes des uns et des autres ne se défont pas du jour au lendemain. Des actions du *Démocrate* sont toujours en mains françaises en 1920, alors que l'immeuble qui abritait le bureau des dépêches Radio à Berne est repris par la firme Pathé Frères⁸³. Mais cette continuité des appareils est plutôt l'exception que la norme et la culture suisse a bien vécu un temps d'exception pendant la guerre. De très nombreux organes nés durant la guerre cessent leur parution, parfois avant la fin du conflit: *Das französische Buch* en septembre 1918, *L'Impartial vaudois* et *Le Nouvelliste* en décembre 1918, *Mars* en janvier 1919, *La Guerre européenne illustrée* en février 1919, *La Nation* en mars 1919... Quant à la librairie Ferd. Wyss à Berne, elle est reprise par l'éditeur Herbert Lang en octobre 1921, à la suite de problèmes de liquidités⁸⁴.

Ainsi, d'après Adolf Müller, la fin des hostilités a également provoqué un cessez-le-feu des propagandes: «Les temps durant lesquels un bureau de propagande cherchait à surpasser un autre et répandait de bon gré de l'argent à droite et à gauche sont révolus. Comme la concurrence ne valait plus la peine, le combat pour l'âme du libre Suisse a été abandonné.»⁸⁵ Le légat prend acte de la disparition rapide du bureau de presse italien, de celle du CPI américain, du renoncement des Britanniques à toute propagande et de l'envoi d'Émile Haguénin et de ses proches à Berlin. En ce qui concerne la légation allemande, Müller indique qu'il doit repartir de très loin: «Une rupture avec l'ancien système de propagande

– qui s’est révélé en outre comme exorbitamment cher et ridiculement inutile – était absolument nécessaire.»⁸⁶ Si la République de Weimar entend bel et bien rompre avec les expériences de propagande du temps de guerre, la politique de rayonnement culturel se poursuit à l’étranger. En mars 1920, l’Auswärtiges Amt se dote d’une *Kulturabteilung*, un écho direct au Service des œuvres françaises à l’étranger mis en place une année auparavant par le Quai d’Orsay. La propagande de la Grande Guerre laisse donc des traces tant institutionnelles que pratiques sur le plan de la politique culturelle des États. Elle n’en demeure pas moins un mot tabou au sein des diplomaties. Johannes Sievers, le responsable du *Kunstreferat* allemand, relève notamment la gêne de ses subalternes face à l’emploi du terme de propagande⁸⁷.

Pour les Suisses qui se sont engagés pour l’Allemagne, l’après-guerre est particulièrement douloureux. Le déclassement de ces militants est particulièrement marqué en Suisse romande, à l’instar de l’ostracisme vécu par Jean Debrit. Les rédacteurs respectifs de *L’Indépendance helvétique* et du *Nouvelliste*, Eugène Sadoux et Édouard Pfeffer, se retrouvent eux aussi dans une situation difficile. Pour le premier cité, la diplomatie allemande a cherché à engager des intérêts privés dans la feuille, notamment ceux de la Chambre de commerce allemande de Genève, sans succès. À la fin de l’année 1918, un virement de 5000 fr. est effectué pour solder les comptes⁸⁸. La même démarche a lieu avec *Le Nouvelliste*. Pfeffer reçoit 2800 fr. le 6 janvier 1919⁸⁹. Pour Sadoux et Pfeffer, leur engagement partisan du temps de la guerre leur coûte réputation et carrière. Ruinés, les deux Suisses tentent durant plusieurs années d’obtenir un dédommagement de la part de l’Allemagne. En 1919, l’imprimeur Édouard Pfeffer menace l’Allemagne de révélations compromettantes. Le nouveau légat, Adolf Müller, ne les craint pas, car Pfeffer « en tant qu’imprimeur et éditeur n’a rien su de ce qui pourrait effaroucher l’opinion publique »⁹⁰. Sadoux entame un bras de fer similaire. Müller ne montre pas la même assurance face aux menaces de procès faites par Sadoux, un journaliste en contact avec les sphères de propagande. « Le dévoilement des affaires de propagande de l’ancien régime devant un tribunal romand aurait [...] des conséquences vraiment néfastes »⁹¹, redoute le nouveau légat. Mais l’affaire en reste là car, si Sadoux met effectivement ses menaces à exécution, ses dénonciations ne trouvent aucun écho dans la presse romande. « Pour avoir défendu les intérêts et

l'honneur de l'Allemagne, j'ai ruiné mon avenir dans mon pays, parce que je suis en butte à des rancunes féroces et des inimitiés terribles», épilogue amèrement Sadoux⁹². En 1925, Pfeffer, alors âgé de 66 ans, s'adressera encore au maréchal von Hindenburg, désormais président de la République, pour obtenir réparation⁹³. Les autorités allemandes estiment alors que Pfeffer effectue un «chantage pur et simple»⁹⁴, qu'il sait «changer d'opinion selon les besoins de la cause»⁹⁵. Or, ce sont justement ces «qualités» qui faisaient de l'imprimeur un relais de leur propagande durant la guerre...

LES PERMANENCES GERMANOPHILES

Sur le plan de la politique extérieure, la Suisse est à un tournant dans cette sortie de guerre. Dès l'été 1918, le conseiller fédéral Felix Calonder pousse pour que le pays adhère aux idées wilsoniennes de coopération internationale⁹⁶. William Rappard est envoyé comme délégué officieux du Conseil fédéral à la Conférence de paix de Paris, avant que Wilson favorise le choix de Genève comme siège de la Société des Nations, au détriment de Bruxelles, soutenue par la France. Le peuple suisse accepte à une courte majorité, en mai 1920, l'entrée du pays dans la Société des Nations, notamment grâce au ralliement massif de la Suisse romande et du Tessin. Cette décision prolonge les fronts intellectuels constitués durant le conflit. Les anciens soutiens de la propagande allemande s'engagent avec force contre le nouvel ordre mondial issu des Quatorze Points de Wilson. Le rédacteur en chef du *Züricher Post*, Jakob Horner, est par exemple membre du comité zurichois d'opposition à l'entrée dans la Société des Nations.

À la fin du mois de mai 1920, ce réseau d'opposants alémaniques se fédère autour de la revue des *Schweizerische Monatshefte für Politik und Kultur*, dont le premier numéro paraît à Zurich en avril 1921⁹⁷. Les anciens admirateurs de l'empire autoritaire allemand se placent désormais derrière la bannière de la «neutralité intégrale», tout en cherchant à définir un espace de «germanité» commun entre la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche⁹⁸. Eduard Blocher, Hermann Bächtold, August Schmid, Ulrich Wille Sr. et Theophil Sprecher participent à la nouvelle rédaction. Celle-ci est dirigée par le docteur en lettres argovien Hans Oehler. Ce membre

de la DSG et du parti démocrate a notamment reproché à la NSH la « francisation » de la Suisse dans un article publié par le *Freie Wort* en automne 1919. Les helvétistes estiment qu'une réplique n'est pas nécessaire contre un organe qui défend la politique menée par Ludendorff⁹⁹. Les adversaires politiques du cercle des *Schweizer Monatshefte* sont d'anciens contradicteurs helvétistes du temps de guerre, comme Ernest Bovet, William Rappard, Samuel Zurlinden ou Paul Seippel. Ces derniers s'activent au sein de la Ligue suisse pour la Société des Nations, dont Bovet est le secrétaire et qui cherche elle aussi à gagner les faveurs de l'opinion depuis Genève. Un journal, un service de presse, un bureau de conférences et des cours scolaires sont prévus pour influencer de larges couches sociales, sans que le succès soit réellement au rendez-vous¹⁰⁰.

Les *Schweizer Monatshefte* sont lancées au moment où le *Freie Wort* cesse sa parution (la propagande allemande lui a retiré sa subvention) et où le dernier bulletin de la DSG paraît. Parmi les sociétaires de sa coopérative d'édition figurent Fritz Fick, Edgar Schmid, Alexander von Senger et Christian Beyel, soit d'anciens participants des *Stimmen im Sturm*, ainsi que Karl Egli et Gerhard Börlin, deux Bâlois proches de ce mouvement en 1915. La rhétorique de repli farouche défendue par la nouvelle publication est révélatrice de la perte de repères des anciennes élites germanophiles. Ces dernières sont inquiètes et luttent contre l'imposition de l'agenda des vainqueurs de la guerre sur la politique suisse. Le tournant est aussi culturel. Le champ universitaire illustre bien le virage pris dans les relations extérieures du pays. En 1919, lorsque l'Université de Berne publie une offre d'engagement dans la *Frankfurter Zeitung*, elle provoque un véritable tollé médiatique. Or, les relations universitaires avec la France sont favorisées suite à une conférence tenue à Genève en automne 1919, en lien avec le Ministère français de l'enseignement et l'Association nationale des universitaires suisses. Les échanges académiques avec le Royaume-Uni sont également facilités par l'ouverture d'un bureau à Londres¹⁰¹.

Le cercle des *Schweizer Monatshefte* est très proche de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse (LPIS), créée en mars 1921. La *Berner Tagblatt* apporte un soutien important à cette union, qui est dirigée de 1923 à 1933 par Hektor Ammann, l'ancien responsable de la DSG. Parmi les membres fondateurs de la LPIS figurent les deux Ulrich Wille, Sprecher et le responsable de la Fédération patriotique suisse, Eugen Bircher.

Ces personnalités n'arrivent plus à se projeter vis-à-vis d'une Allemagne devenue républicaine et vont progressivement tisser des liens avec les forces réactionnaires d'outre-Rhin. Il faut relever qu'aux Pays-Bas, une société œuvrant au rapprochement germano-néerlandais créée en 1921 est elle aussi issue des élites germanophiles actives durant la Première Guerre mondiale. Elle combat, tout comme la LPIS, les conséquences du Traité de Versailles¹⁰².

Les partisans helvétiques du frontisme seront nombreux à provenir du vivier de la LPIS. Hans Oehler rencontre Hitler en 1923. Au début des années 1930, il crée, avec un groupe de jeunes intellectuels antilibéraux issus du parti radical, le Nouveau Front, qui sera absorbé par le Front national en 1933. La direction des *Schweizer Monatshefte* lui retire sa charge de rédacteur en 1934. En contact lui aussi avec Hitler au début des années 1920, Hektor Ammann, alors archiviste d'État du canton d'Argovie, reste pour sa part actif au sein de la rédaction des *Monatshefte*. L'historien est le premier signataire de la Pétition des 200 en novembre 1940, qui demande un alignement de la Suisse sur la nouvelle Europe dominée par l'Allemagne nazie¹⁰³. Des anciens membres des *Stimmen im Sturm* sont également proches du mouvement hitlérien. Le pasteur Hans Baur fait l'éloge de la prise de pouvoir des nazis en 1933¹⁰⁴. Cette même année, l'avocat Edgar Schmid est condamné par l'Association de la presse suisse pour avoir pris position en faveur de Hitler dans les *Hamburger Nachrichten*¹⁰⁵. Quant à l'officier Ulrich Wille Jr., il représente la figure clé des premiers contacts helvétiques du parti nazi. Il rencontre Hitler à Munich en décembre 1922 et lui offre un soutien de 2000 fr. Hitler voyage au printemps suivant en Suisse et s'exprime devant une assemblée d'une trentaine de personnes proches de la LPIS à la villa de Wille afin de lever des fonds¹⁰⁶. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les officiers germanophiles favorables au renforcement des relations germano-suisse, dont Wille Jr., se recrutent en très grande majorité parmi les membres de la LPIS. Dans la première moitié du XX^e siècle, la continuité a donc été grande dans l'engagement des élites germanophiles alémaniques. Dans les années 1930, ces dernières se coupent de plus en plus d'une opinion publique dominée par le rejet du nazisme¹⁰⁷. Il ne faut cependant pas conclure à une adhésion totale des membres de la LPIS à l'idéologie nazie. Les composantes racistes et antisémites de la LPIS n'ont jamais atteint le niveau défendu par les nazis¹⁰⁸.

NOTES DU CHAPITRE 14

1. AFS, E27/13897, Ulrich Wille à Paul Block (rédaction de la *Berliner Tageblatt*), Berne, 25 janvier 1915. Le journal berlinois voudrait publier un article élogieux en l'honneur du général et lui demande son accord préalable. Wille refuse poliment : « Je suis effectivement très touché par tout le bien que vous voulez apporter dans votre feuille internationale, mais je dois vous dire qu'à mon avis, cet article ne trouvera pas d'approbation auprès des Suisses. Il me vèneré bien trop pour le goût de notre peuple et je trouve aussi qu'en l'État, trop de bien nuit [*des Guten etwas zu viel geschieht*]. »
2. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 23 janvier 1917, pp. 137-138.
3. *Idem*, entrées du 19 et 20 décembre 1917, pp. 220-222.
4. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 7 avril 1918, pp. 346-347.
5. Lettre de Gustave Ador à Frédéric Barbey, 30 et 31 mai 1918, citée dans Gustave Ador, *Lettres à sa fille Germaine...*, *op. cit.*, t. 2, p. 713.
6. Rapport du légat Alexander von Musulin, 21 août 1918, cité par François Fejtő, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris: Seuil, 1993, p. 295.
7. PA, R11409, Hermann von Simson à Carl von Schubert, sl., 9 août 1918.
8. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 23 août 1918, pp. 518-519.
9. *Idem*, entrée du 29 août 1918, p. 522.
10. PA, R120762, Note du directeur de la NA aux différentes divisions, Berlin, 21 août 1918.
11. BAr, R901/71199, Wilhelm von Stumm (AA) à Gisbert von Romberg, Berlin, 9 février 1918.
12. BAr, R901/71199, Gisbert von Romberg à Wilhelm von Stumm, Berne, 15 février 1918.
13. Lettre d'Eberhard von Bodenhausen à Gisbert von Romberg, 29 juillet 1916, citée par David Riederer, *op. cit.*, p. 24.
14. BAr, R901/72820, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 25 mars 1918.
15. Bern 1376, Adolf von Montgelas à Harry Kessler, Berne, 2 avril 1918 et réponse du 6 avril 1918.
16. *Idem*, Comptabilité du 1^{er} juillet 1917 au 30 juin 1918.
17. *Idem*, Gisbert von Romberg à Wilhelm von Stumm, Berne, 15 février 1918, projet de budget 1918/1919 au 1^{er} avril.
18. BAr, R901/71892, Adolf von Montgelas à la NA, Berne, 15 mai 1919.
19. BAr, R901/71197, Kessler à la ZfA, Berne, 9 mai 1917.
20. BAr, R901/71199, Comptabilité détaillée du 1^{er} juillet 1917 au 30 juin 1918.
21. BAr, R901/71847, Direction théâtrale Heinrich Zeller, Statistiques du 16 au 30 novembre 1917.
22. *Idem*, Listes statistiques bimensuelles transmises par Zeller à l'AA.
23. PA, Bern 1378, Note sur la rencontre entre le secrétaire Schmid, le vice-consul Pisator et le Geheimrat Koch, Berlin, slnd. [v. janvier 1918].
24. BAr, R901/71846, Richard O. Frankfurter à Erhard Deutelmoser, Berlin, 5 septembre 1918.
25. BAr, R901/71849, Fritz Fick, Rapport sur l'offre d'achat, Zurich, 3 décembre 1917.
26. SKZ, Z 2.1099, Corso-Gesellschaft, Inscription au registre du commerce, 24 mai 1918.
27. BAr, R901/71856, Otto Friedrich Berger (directeur de la Diskontogesellschaft) au directoire de la Banque impériale, Berlin, 11 juin 1918.
28. SKZ, Z 2.1099, Corso-Gesellschaft, Inscription au registre du commerce, Zurich, 17 septembre 1920.
29. *Idem*, PV de l'assemblée générale ordinaire, Zurich, 7 décembre 1924; Inscription au registre du commerce, Zurich, 20 janvier 1926.
30. SKBa, PD-Reg 1, T. 1, 4327, Bureau d'avocats Göttisheim, W. Börlin, Labhardt au Conseil d'État, Bâle, 30 août 1922.
31. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 9 mars 1918, pp. 320-322.
32. *L'Après-Guerre*, N° 1, juillet 1917, p. 5.
33. PA, Bern 360, Rapport de Norbert Stern, « Mode viennoise » contre « mode parisienne ». Incitation à intégrer la mode dans les relations économiques austro-allemandes,

- resp. d'utiliser la mode comme un objet macroéconomique de compensation», Berne, 4 juin 1918.
34. *Idem*, Harry Kessler à Gisbert von Romberg, sl., 5 juin 1918.
35. *Idem*, Rapport de Norbert Stern, Berne, 4 juin 1918.
36. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, entrée du 10 janvier 1918, pp. 241-242.
37. *Idem*, entrée du 28 janvier 1918, p. 262.
38. *Idem*, entrée du 30 août 1918, pp. 522-523.
39. BA, R901/71869, Rapport de Karl Hönn, slnd.
40. *Idem*, Karl Hönn à Kurt Hahn, Berlin, 24 juillet 1917.
41. Rapport de mission de Guy de Pourtalès (10-27 mars 1916), cité par Pascal Bongard, *op. cit.*, p. 174.
42. Rapport de Guy de Pourtalès, «Six mois de propagande en Suisse», *op. cit.*, p. 565.
43. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, pp. 1139 ss.
44. BA, R901/71869, Rapport de Karl Hönn concernant le *Bücherschau* de Zurich, slnd.
45. *Idem*, Kurt Hahn à Gisbert von Romberg, Berlin, 17 septembre 1917.
46. *Idem*.
47. Voir BA, R901/71297, Süddeutsch-schweizerischen Sammelwerkes kultur-politischen Inhalts, 1917-1918.
48. BA, R901/71084, Rapport d'Anton Kippenberg, «La situation actuelle de la librairie suisse en fonction de l'Allemagne», Leipzig, 5 octobre 1918.
49. BA, R901/72172, Adolf von Montgelas à l'AA, Berne, 28 décembre 1918.
50. *Idem*, Adolf Müller à l'AA, Berne, 24 juin 1919.
51. *Alemannenbuch*, Hermann Hesse (éd.), Berne: Verlag Seldwyla, 1919.
52. D'après la postface de Volker Michels de la réédition de *Alemannenbuch*, Waldkirch: Waldkircher-Verlag, 1986, p. 137.
53. AFS, E27/13757, Commando de la police militaire au MPF, Berne, 11 janvier 1915.
54. Pascal Bongard, *op. cit.*, p. 165.
55. D'après une information du bureau Wolff reprise par le *Berner Intelligenzblatt* du 9 août 1918.
56. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1097.
57. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, 14-18, *retrouver la Guerre*, *op. cit.*, p. 153.
58. Bruno Cabanes, Guillaume Piketty, «Sortir de la guerre: jalons pour une histoire en chantier», *Histoire@Politique*, N° 3, novembre-décembre 2007, pp. 3-4.
59. PA, R11409, Consul général de Zurich à l'AA, Zurich, 10 octobre 1918.
60. *Tombeaux de soldats détruits par les Français, 1918*, Fribourg: Librairie de l'Université, 1918.
61. BA, R901/71084, Anton Kippenberg à l'AA, Leipzig, 10 octobre 1918.
62. *Gazette de Lausanne*, 3 et 8 octobre 1918; *La Liberté*, 5 octobre 1918.
63. Cité par Martin Korol, *Dada, Præxil und die Freie Zeitung...*, *op. cit.*, p. 413.
64. BA, R901/71084, Gisbert von Romberg à l'AA, Berne, 5 décembre 1918.
65. *Idem*, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt (AA), Berne, 4 décembre 1918.
66. *Idem*, Division O au chancelier impérial [sic], Berne, 17 décembre 1918.
67. *Idem*, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt (AA), Berne, 4 décembre 1918.
68. Cité par *Le Journal du Jura*, 28 décembre 1918. Cf. Bern 1130, Adolf von Montgelas à l'AA, Berne, 11 janvier 1919.
69. BA, R901/71968, Otto Schmidt (Zentralstelle der Ausfuhrbewilligung für kinematographische Films) à la NA, Berlin, 23 novembre 1918.
70. Karl Heinrich Pohl, *op. cit.*, pp. 269 ss.
71. BA, R901/71084, Copie d'un rapport d'Adolf Müller sans destinataire, Berne, 27 février 1919.
72. *Idem*, Wilhelm von Vietsch à Kurt Hahn, Berne, 13 mars 1919.
73. *Idem*.
74. BA, R901/71969, Richard Kiliani au Referat B, Berlin, 5 juin 1919.
75. *Idem*, Johannes Sievers à la NA, Berlin, 30 juin 1919.
76. BA, R901/71970, Adolf Müller à l'AA, Berne, 7 septembre 1919.
77. *Idem*, Hans Attenberger à la NA, Zurich, 13 octobre 1919.
78. PA, R11409, Adolf Müller à l'AA, Berne, 5 janvier 1920. Les citations suivantes proviennent de ce document.

79. Voir la mention dans BA, R901/71084, Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt (AA), Berne, 4 décembre 1918.
80. Cornelius Klee, «Die Transocean GmbH», *Telegraphenbüros und Nachrichtenagenturen in Deutschland: Untersuchungen zu ihrer Geschichte bis 1949*, Jürgen Wilke (dir.), Munich: K. G. Saur, 1991, p. 174.
81. Nicole Eversdijk, *op. cit.*, pp. 189 ss.
82. Jean-Claude Montant, «L'organisation centrale...», in *Les sociétés européennes et la guerre...*, *op. cit.*, p. 142.
83. Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1083.
84. Marc Fehlmann, «Eberhard W. Kornfeld und der Kunsthandel in Bern», *Berner Zeitschrift für Geschichte*, N° 3, 2011, p. 36.
85. PA, R11409, Adolf Müller à l'AA, Berne, 5 janvier 1920.
86. *Idem.*
87. Kurt Düwel, «Die Gründung der kulturpolitischen Abteilung Auswärtigen Amt 1919/20 als Neuanatz», in *Deutsche auswärtige Kulturpolitik seit 1871*, *op. cit.*, p. 56. Voir aussi Frank Trommler, *Kulturmacht ohne Kompass: deutsche auswärtige Kulturbeziehungen im 20. Jahrhundert*, Cologne: Böhlau, 2014, pp. 289-418.
88. PA, R123005, Ferdinand Friedensburg au D' Mechlenburg (consulat de Genève), 18 décembre 1918.
89. PA, R123004, Ambassade d'Allemagne à l'AA, Berne, 13 août 1925.
90. *Idem*, Adolf Müller à l'AA, Berne, 30 août 1919.
91. PA, R123005, Adolf Müller à l'AA, Berne, 4 mars 1919.
92. PA, R123005, Eugène Sadoux à Son Excellence Simons (ministre des Affaires étrangères à Berlin), Genève, 27 novembre 1920.
93. PA, R123004, Edouard Pfeffer à Paul von Hindenburg, Genève, 10 juin 1925.
94. *Idem*, Ambassade d'Allemagne à l'AA, Berne, 13 août 1925.
95. *Idem*, Copie d'un rapport de Drescher à Wys Müller & Co. (firme hollandaise à Zurich), Genève, 25 juillet 1925.
96. Voir Antoine Fleury, «La politique étrangère de la Suisse et la «Nouvelle Diplomatie», *Itinera*, fasc. 7, 1987, pp. 54-75.
97. Voir Klaus Urner, «Das Jahr 1921: 50 Jahre Schweizer Monatshefte», *Schweizer Monatshefte*, N° 12, 1970-1971, pp. 1064-1078.
98. Gilbert Grap, *Differenzen in der Neutralität: der Volksbund für die Unabhängigkeit der Schweiz (1921-1934)*, Zurich: Chronos, 2011, pp. 38 ss.
99. *Bulletin mensuel de la NSH*, septembre-octobre 1919.
100. Georges Büttiker, *op. cit.*, pp. 92 ss.
101. Richard Feller, *Die Universität Bern 1834-1934*, Berne: Paul Haupt, 1935, p. 503.
102. Nicole P. Eversdijk, *op. cit.*, pp. 363-364.
103. Voir Christian Simon, «Hektor Ammann – Neutralität, Germanophilie und Geschichte», *Intellektuelle von rechts. Ideologie und Politik in der Schweiz, 1918-1939*, Aram Mattioli (éd.), Zurich: Orell Füssli, 1995, pp. 29-53.
104. Hermann Kocker, «Baur, Hans», *DHS*, 2002.
105. Consulter AFS, E4320(B), 1971/78, Edgar Schmid, 1915-1942.
106. Raffael Scheck, «Swiss Funding for the Early Nazi Movement: Motivation, Context, and Continuities», *The Journal of Modern History*, N° 4, 1999, pp. 803 ss.
107. Pour une approche de cette problématique par le biais des champs littéraire et théâtral, voir Ursula Amrein, «*Los von Berlin!*»: die Literatur- und Theaterpolitik der Schweiz und das «Dritte Reich», Zurich: Chronos, 2004.
108. Aaron Kamis-Müller, *Antisemitismus in der Schweiz, 1900-1930*, Zurich: Chronos Verlag, 2000, pp. 149-150.

CONCLUSION

Entre 1914 et 1918, l'opinion publique helvétique a été partie prenante, bon gré mal gré, de la lutte « jusqu'au-boutiste » des propagandes belligérantes. Bon gré, parce que les « cultures de guerre », bientôt relayées par les institutions de propagande à l'étranger, y ont trouvé un terreau réceptif à leur éclosion, contribuant de façon déterminante au creusement du « fossé » entre germanophiles et francophiles. Mal gré, parce que les actions étrangères de propagande ont aussi aidé, par leur caractère tentaculaire et exponentiel, au remblaiement de ce « fossé » dans un contexte de guerre de position puis d'usure. En dépit des critiques que leurs manœuvres généraient en Suisse, les propagandistes n'ont cependant jamais cessé de croire à la nécessité de leur action. La Confédération, par son rôle de plaque tournante européenne, a dès lors représenté un théâtre imaginaire de la guerre où les belligérants ont tenté de promouvoir une image irréprochable d'eux-mêmes, une image qui s'est révélée, une fois la paix revenue, largement déréalisée.

Cet investissement massif de la guerre sur les esprits neutres est ainsi l'une des illustrations de la totalisation culturelle à l'œuvre. Si ce phénomène s'établit spontanément en Suisse dès l'ouverture des hostilités, son maintien tout au long du conflit est étroitement dépendant de l'activisme des institutions de propagande et de leurs relais. À mesure que la guerre se prolonge, l'ensemble du champ culturel suisse se retrouve contaminé par les manœuvres d'influence menées par les États en guerre. L'intensité des ingérences, qu'elles soient médiatiques, littéraires ou artistiques, rend l'image générale d'un surinvestissement de la culture suisse, provoqué par une rivalité de tous les instants, pour des résultats souvent en deçà des attentes affichées. Les déceptions connues, qui paraissent

forcément plus importantes dans le camp des perdants, n'ont cependant pas empêché l'action propagandiste de modifier la façon dont le public suisse a perçu le conflit qui se jouait. Pour autant, l'impact des ingérences étrangères est resté grandement dépendant de conditions sur lesquelles les propagandistes n'avaient pas prises. L'action de ces derniers, forcément supplétive, ne pouvait construire que sur des mentalités prêtes à l'accueillir. En mars 1918, Kessler relève notamment les sentiments du légat Romberg sur l'action de propagande menée par l'Allemagne en Suisse :

Discussion de toute la question de la propagande avec [Romberg]. Son point de vue: cette activité est neuve pour le Bureau [AA], nous avons rassemblé de précieuses expériences, au final, malgré des fluctuations dans les effets, un « plus » positif ne fait aucun doute. Bien entendu, la propagande reste toujours une aide qui renforce des dispositions déjà existantes. Tout à fait mon avis.¹

Les victoires militaires et les puissances symboliques des coalitions sont restées fondamentales pour les chances de succès des propagandes. L'agent français Georges Ducrocq détaille cet état de fait avec une certaine amertume en mai 1917: « On se lasse à la longue de faire le siège de ces obstinés de Suisses. Il y a des résultats mais si lents, si fragiles. C'est la victoire qui décidera ces neutres que ni la raison, ni le sentiment de justice, ni la clairvoyance politique ne peuvent convaincre. »² Jusqu'à l'été 1918, l'indécision a toutefois largement subsisté sur les champs de bataille. Elle a ainsi permis aux composantes endogènes du débat helvétique d'influer sur les stratégies développées par chaque camp. Et, dans ce cadre précis, l'Allemagne reste la puissance qui a le plus souffert de l'évolution des rapports de force sur le plan national.

UN RAPPORT DE FORCE TRÈS INÉGAL

Outre l'exemplification du phénomène de totalisation culturelle au sein d'un pays neutre, quels sont les apports de cette recherche? Premièrement, l'étude a montré que, pour les propagandes belligérantes, fantasmes et réalités, peurs et opportunisme se sont entremêlés pour installer une machine d'intoxication qui, une fois lancée, s'est révélée quasiment inarrêtable. Pour le dispositif allemand,

cette course à la performance fut particulièrement coûteuse, en tenant compte des rapports de plus en plus alarmants sur l'état de son action en Suisse ainsi que des sommes gigantesques dépensées pour s'assurer les faveurs de l'opinion. Au demeurant, la propagande allemande s'est développée dans un processus fait de tensions constantes entre les autorités militaires et civiles qui luttaient pour son contrôle, mais aussi entre les structures institutionnelles et les agents individuels que ces dernières mobilisaient.

Cette remarque amène à un second apport, qui concerne les mécanismes d'acceptation et de refus proposés par les faiseurs d'opinion helvétiques face à ces assauts de propagande. Au début du conflit, les « cultures de guerre » belligérantes se situent en amont du phénomène de « fossé » qui oppose, surtout par voie de presse, les intellectuels germanophiles et francophiles. Les influences étrangères constituent métaphoriquement une force centrifuge qui décuple les passions divergentes des différents espaces linguistiques helvétiques. Ceux-ci sont alors des terreaux extrêmement favorables d'implantation pour des discours belligérants en recherche de soutiens indigènes complaisants. Cet état de fait dépend alors fortement des relations médiatiques et intellectuelles tissées à l'étranger par les élites helvétiques dans l'avant-guerre. Les propagandes étatiques, qui se mettent progressivement en place, se situent dans le même temps en aval de ce « fossé », car elles peuvent récupérer de nombreuses voix partisans qui s'engagent de leur plein gré dans la polémique nationale et internationale. Cette forte alimentation entre les opinions belligérantes et neutres correspond principalement au temps d'une guerre de mouvement, dont les effets psychologiques, toutefois, se prolongent. À la spirale continue d'accusations et de contre-accusations entre les puissances se greffe une acculturation des polémiques dans le contexte intérieur helvétique.

Malgré ces effets d'écho, le passage à une guerre de position puis d'usure modifie progressivement les fronts intellectuels en Suisse et fait apparaître un important discours de mise en garde à l'encontre des « propagandes » étrangères. Dans les premiers mois du conflit, celles-ci sont encore majoritairement issues du champ privé et leur institutionnalisation est en cours. Il en résulte un déchaînement mal contrôlé de voix étrangères appelant les Suisses à prendre parti. Ce trop grand empressement contribue à l'émergence d'un discours de repli identitaire. Une fronde est alors ouverte pour lutter

contre les effets pernicieux conjugués du « fossé » et des propagandes étrangères. Celles-ci ne sont alors plus seulement des forces qui divisent, mais deviennent également des forces centripètes qui soudent les différentes cultures nationales sous une même bannière, celle de la défense de l'esprit national. Ce mouvement se réalise en lien étroit avec la Nouvelle Société helvétique, qui mène un combat de « contre-propagande » explicite. La Confédération est également forcée à réagir contre une problématique inédite à cette échelle, celle du contrôle de l'opinion publique. Bénéficiant du régime d'exception des « pleins pouvoirs », le Conseil fédéral ordonne une censure militaire puis politique des écrits qui tentent d'encadrer les effets pernicieux des propagandes. Quant à l'état-major, il met en place dès le premier hiver de guerre une structure de soutien au moral des mobilisés, qui ressentent très vite l'ennui provoqué par une guerre qui paraît de moins en moins menaçante.

Les stratégies des propagandes doivent tenir compte de la réception négative qui est réservée à leurs ingérences psychologiques. Ainsi, l'installation du réseau allemand de propagande, qui intervient formellement au printemps 1915, est déterminée par le sentiment de scepticisme et de rejet qui s'empare progressivement de l'opinion helvétique à l'encontre de cette « guerre intellectuelle ». Les actions de propagande sont alors « nationalisées » par la prise de contrôle secrète d'entreprises indigènes. Comme la bataille des propagandes est avant tout menée la plume à la main, les champs médiatique et littéraire sont ceux qui connaissent la plus forte arrivée d'argent et d'agents de corruption. Les conférences et les images sont deux autres vecteurs qui sont fortement mobilisés par les belligérants pour leur travail d'influence dans ces premiers mois de conflit.

La position de l'Allemagne sur son « pré carré » alémanique est moins assurée que la dichotomie présentée par l'image du « fossé » ne le suggère. La violation de la neutralité belge a provoqué une première mise à distance critique d'une frange intellectuelle dès l'automne et l'hiver 1914, comme le montrent les prises de position de la *Neue Zürcher Zeitung*, de la revue *Wissen und Leben* ou de l'écrivain Carl Spitteler. Mais c'est une affaire intérieure qui porte un coup décisif à l'influence germanique en Suisse orientale. Tout au long de l'année 1916, l'Allemagne doit composer avec les effets politiques de l'affaire des colonels, qui fragilise sa position. Face à ces difficultés, l'action allemande se raidit, d'autant plus que

les faibles avancées sur les champs de bataille provoquent, par contrecoup, un durcissement de l'effort belligérant de propagande auprès des neutres. Les manœuvres d'influence psychologique se massifient avec l'arrivée d'une action décidée de propagande cinématographique et se radicalisent avec l'ouverture de nouveaux champs d'intoxication – dans les arts et dans les hôtels, auprès des internés, des militants pour la paix et du mouvement des nationalités. La propagande emprunte alors la totalité des canaux culturels à disposition, dans un mouvement évolutif qui calibre ses méthodes à mesure que des expériences nouvelles sont tentées. Cet accroissement de l'effort est bien souvent déterminé par la logique de concurrence qui enserre les dispositifs belligérants. Chaque État analyse la situation à l'aune des succès présumés accomplis par son adversaire, ce qui l'encourage à renforcer son propre dispositif d'endoctrinement. Cette radicalisation contribue dans le même temps à renforcer le mouvement de repli opéré par l'opinion helvétique, un mouvement qui est également soutenu par la forte paupérisation de la société suisse. Les voix partisanses sont stigmatisées pour leur manque de patriotisme au moment où la notion de «surpopulation étrangère» (*Überfremdung*) se généralise dans le débat politique.

L'image d'une opinion alémanique largement acquise à la cause allemande est battue en brèche par les rapports que les autorités allemandes produisent sur les résultats de leur action de propagande à partir de 1915. La réciproque n'est pas forcément valable pour les actions de l'Entente en Suisse romande et au Tessin. Ainsi, la montée en force des discours de concorde intérieure, attestée par les différentes diplomaties, ne touche pas de la même façon les partisans de l'un ou l'autre camp. Les conditions-cadres dans lesquelles les propagandistes allemands se débattent sont, dès le départ, défavorables. La violation de la neutralité belge et le comportement des troupes allemandes lors de leur avancée d'août-septembre 1914 marquent profondément l'opinion helvétique, même s'il faut un certain temps pour que se généralise l'idée d'une violation du droit des gens. La «propagande» allemande connaît peut-être ses succès les plus importants avant même son institutionnalisation formelle, au moment où les relations conniventes de la presse alémanique avec l'Empire permettent aux sources allemandes de déterminer fortement la perception que la population de Suisse orientale se fait des causes du conflit et du

déroulement des combats. Contrairement à l'idée propagée par la *Dolchstosslegende*, la propagande alliée n'a donc pas été foncièrement mieux organisée que sa concurrente allemande, mais elle a bénéficié, au départ, d'un « meilleur dossier »³ pour se défendre devant le tribunal des neutres. Cet avantage a encore été favorisé par les décisions inflexibles imposées par l'état-major germanique par la suite, ce qui a permis à l'Entente de dicter les fronts sur lesquels le combat de propagande devait se mener auprès des neutres. Les thèmes et les stratégies mis en place par l'*Auswärtiges Amt* ont dès lors été fortement marqués par leur caractère réactif et défensif.

Dès le printemps 1915, les Allemands investissent une somme importante dans le *Züricher Post*, car ils ne supportent pas l'attitude de la *Neue Zürcher Zeitung* à leur égard – si cette attitude n'est pas encore défavorable, elle ne correspond pas à ce que l'Empire attend de la part d'un parent de « race » dans une lutte pour son existence. Le décrochage de l'influence allemande dans l'opinion apparaît au grand jour lors de l'affaire des colonels, avant d'être établi, dans les sphères gouvernementales, par la réorientation de la politique extérieure de la Suisse suite à l'affaire Grimm-Hoffmann. Dans le camp de l'Entente, la disparition de la Russie tsariste et l'apparition des États-Unis au cours de l'année 1917 permettent désormais de jouer à fond la carte républicaine au sein de la « plus vieille démocratie du monde ». L'autoritarisme de l'État allemand, dominé par son état-major, ressort alors sous une lumière bien crue, d'autant que la décision de guerre sous-marine à outrance péjore aussi le commerce suisse. L'Allemagne tente bien de faire de la *Deutschschweizerische Gesellschaft* son bras armé contre la Nouvelle Société helvétique, mais la société germanophile ne parvient pas à combler les attentes placées en elle.

C'est donc l'Entente, et non l'Allemagne, qui peut tirer profit de l'évolution de la polémique nationale et prendre appui sur les discours de concorde promus par les forces helvétistes. Le déséquilibre de l'action des puissances en dehors de leur zone d'influence traditionnelle d'avant-guerre illustre cette dynamique. L'Entente parvient à imposer plusieurs structures de propagande en Suisse alémanique, avant tout dans les villes de Bâle, Berne et Zurich, à l'instar de *Mars*, de la *Neue Korrespondenz*, de son action dans les musées ou sur les écrans de cinéma. Les Empires centraux connaissent en revanche plus de difficultés pour établir des structures pérennes en Suisse romande et au Tessin. Tout au long du

conflit, seules des actions soigneusement camouflées leur permettent de contourner la désapprobation majoritaire qui règne à leur égard dans l'espace latin.

Enfin, les quatre années et demie de guerre soulignent un changement considérable dans la façon d'appréhender l'action institutionnelle de propagande belligérante. Au départ, les diplomaties et les états-majors ne sont pas totalement convaincus de la nécessité de mener des opérations d'influence à l'étranger et la main est laissée, en grande partie, à l'action privée. Mais le caractère eschatologique du conflit, son enlisement sur le front occidental et les réactions contrastées des opinions neutres amènent les États à revoir leurs positions et à instituer un réseau serré de bureaux et d'agents. À la fin du conflit, des divisions spécialisées, richement dotées, se consacrent à l'œuvre d'influence de l'opinion publique et la propagande est pleinement intégrée à la politique extérieure des États belligérants.

L'action de propagande artistique paraît dès lors particulièrement significative d'une évolution qui mène à l'institutionnalisation des relations culturelles internationales. En février 1917, Harry Kessler considère ainsi que la propagande artistique représente « le début d'un nouveau concours pacifique, pour la nouvelle Europe, recherchée justement par nous, les Allemands, après la guerre »⁴. À l'aide de ses soutiens à Berlin, principalement ceux de Wilhelm von Radowitz et Eberhard von Bodenhausen, Kessler peut présenter aux autorités impériales un ambitieux plan de propagande artistique en temps de paix, qui serait menée à l'aide d'une grande centrale privée soutenue secrètement par l'*Auswärtiges Amt*. En janvier 1918, le comte évoque la somme de 20 millions de marks auprès du Reichsschatzamt. Si cette idée n'est pas reprise dans l'après-guerre, Kessler est conscient de la massification de la culture et des leçons qui en sont tirées par les États. Il note à ce sujet dans son *Journal*:

Il s'agit d'une nouvelle branche de la diplomatie, qui s'adresse aux masses comme l'ancienne diplomatie s'adressait aux politiciens influents. Cela coûtera très cher (d'où Roedern [nda: Secrétaire du Reichsschatzamt]), mais c'est aussi nécessaire que des munitions ou des navires cuirassés, qui sont aussi chers. [...] Influence du goût et des sentiments des masses étrangères dans le sens de sa propagande politique, voilà la nouvelle forme de la diplomatie

pour l'Allemagne que Radowitz et moi avons bâtie dans les deux dernières années et qui est entrée en fonction avec le soutien de Ludendorff à l'[Auswärtiges Amt] et dans ma «division K» à Berne.⁵

L'exemple de la propagande artistique, annonciatrice de la formalisation de la diplomatie culturelle des États dans la seconde moitié du XX^e siècle, souligne le rôle de laboratoire joué par cette Première Guerre mondiale. Avant le conflit, les relations culturelles internationales restaient majoritairement issues d'associations privées liées de façon plus ou moins lâche à l'État central. La guerre brouille les cartes et engage une action décisive des structures gouvernementales. Le terrain d'expérimentation ouvert par la Grande Guerre est donc fondamental pour saisir le socle sur lequel s'appuiera par la suite l'action de «propagande» étrangère, aussi bien pour les États totalitaires que pour les démocraties⁶. En Suisse aussi, la Première Guerre mondiale représente une césure importante sur ce plan.

L'OMBRE DE 14-18 SUR LA DÉFENSE SPIRITUELLE

En novembre 1918, la culture helvétique se retrouve en état de choc, bouleversée par une bataille psychologique d'une ampleur sans précédent. Dans l'entre-deux-guerres, les autorités et les élites intellectuelles construisent une image pacifiée de la Suisse de 1914-1918. Cet assainissement mémoriel s'impose dès l'arrêt des hostilités et installe l'idée de neutralité comme valeur intangible de la Confédération depuis l'époque moderne, alors que le principe même de neutralité politique a été remis en cause par cette guerre «totale»⁷. Le 8 février 1919, le Conseil fédéral adresse un mémorandum aux puissances de la Conférence de Paris, dans lequel la «plus ancienne des Républiques existantes» défend la parfaite conformité de la politique de neutralité suivie pendant le conflit :

La Confédération est en droit d'insister sur le caractère non pas occasionnel, mais permanent de sa neutralité. Sa politique de paix est l'application d'un principe érigé, dès le début du XVI^e siècle, en maxime d'État. [...] La neutralité de la Suisse a un caractère propre qui la distingue de toutes les autres. Elle est une des conditions essentielles de la paix intérieure, de l'union et, par suite, de

l'indépendance d'une nation formée d'éléments divergents par la langue et par la culture. [...] Demeurée une île de paix au milieu de la tourmente, elle a pu assurer, pendant quatre ans, l'hospitalisation et le transport des victimes de la guerre [...].⁸

Renforcée tout au long du conflit, l'image de l'« île de paix » est consacrée par cette sortie de guerre. Dans la mémoire collective, les représentations dominantes sont celles d'une « union sacrée » qui gomme opportunément les disputes du « fossé » intérieur, les tensions sociales et les dévoiements connus par la politique extérieure du pays. L'ouvrage historique de Jacob Ruchti, qui est pourtant partie prenante du débat du temps de guerre, dresse le portrait artificiel d'un pays qui n'a souffert que de quelques « dérapages » en politique intérieure, alors que le « point de vue suisse » aurait « uni toutes les couches de la population, à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud »⁹. Le destin national réservé à Carl Spitteler s'inscrit dans cette dynamique révisionniste. Décrié par toute une partie de l'intelligentsia alémanique en 1914, l'écrivain fait désormais l'unanimité et son 75^e anniversaire en avril 1920 est l'occasion de célébrer une figure qui a su se lever pour exprimer l'esprit de résistance de la nation. Le Prix Nobel qu'il reçoit en novembre 1920 finit d'établir la stature d'un homme qui personnalisera, lors de chaque crise internationale, la « neutralité séculaire »¹⁰ du pays.

Au final, les années de guerre, par leur fonction de catalyseur et d'accélérateur, représentent un moment décisif pour le temps moyen de l'entre-deux-guerres. Le combat des propagandes laisse sa trace dans les définitions de l'action de mobilisation culturelle helvétique des années 1920 et 1930. Si l'impact du conflit psychologique résulte en grande partie du domaine du refoulé, le souvenir douloureux du « fossé » aidera à la fin des années 1930 à la structuration du mouvement de « défense nationale spirituelle »¹¹. Des figures stéréotypées de la culture de la Première Guerre mondiale sont alors intégrées à l'arsenal de défense symbolique de la nation. Deux films à succès, *Le Fusilier Wipf* (1938) et *Gilberte de Courgenay* (1941), rendent par exemple, sous forme romancée, l'image d'une forte concorde nationale pendant la période 1914-1918.



tinyurl.com/gvcymyk

Carte postale
« La Suisse, l'île
de paix ».

Deux caractéristiques du combat des propagandes de la Grande Guerre semblent fondamentales dans la cristallisation de cette défense spirituelle. Premièrement, si la guerre ne révèle pas les pouvoirs de la culture de « masse », elle les confirme fermement. Tout au long du conflit, les techniques de mobilisation culturelle déployées par les belligérants ont inspiré les élites helvétiques, qui se les sont réappropriées. Or, l'entre-deux-guerres marque à la fois l'accroissement du pouvoir d'influence du cinématographe et l'arrivée d'un nouveau médium de masse, la radiodiffusion, qui fait fi des frontières nationales. La seconde caractéristique est plus significative encore. Il s'agit du glissement de perception engagé vis-à-vis de l'action culturelle intérieure et extérieure de l'État fédéral. Engagée dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la politique culturelle de la Confédération a découvert ses carences à mesure que se creusait le « fossé » culturel de 1914. L'arrivée des propagandes belligérantes a pris les autorités et les citoyens suisses au dépourvu et les discours d'armement moral de la nation sont défendus par à-coups réactifs par l'État et les intellectuels. Des solutions sont improvisées dans l'urgence du moment, et des structures, aussi pionnières que fragiles, prennent forme dans un jeu de va-et-vient constant avec les actions d'ingérence belligérantes.

Sur le plan du débat intellectuel, les helvétistes sont parvenus à imposer largement leur volonté de « régénération » de la culture helvétique, alors que la question ne concernait que quelques mouvements avant-gardistes dans l'avant-guerre¹². Mais si la NSH a réussi à amalgamer des forces plurielles au cours du conflit, l'armistice met un terme à l'union des forces progressistes et conservatrices et les anciennes lignes de faille politiques se reforment rapidement. Le camp progressiste remporte une courte victoire avec l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations, mais le nouveau paradigme qui s'impose est résolument conservateur et anticommuniste. Si la révolution d'Octobre a pu soulever un certain enthousiasme, la peur provoquée par la grève générale dans le camp bourgeois cristallise des positions très fermes sur le plan social¹³.

Dans les années 1920, la politique culturelle de l'État ne trouve pas de consensus entre les intérêts concurrents des différents groupes de pression, au moment où la Suisse assume sa neutralité « différentielle » à la Société des Nations et où les relations internationales sont marquées par une désescalade apparente, le fameux

«esprit de Genève». Il faut attendre la crise économique des années 1930 et les menaces représentées par les régimes fascistes et leur propagande agressive pour que ressurgisse l'idée politique d'une défense spirituelle¹⁴. Dès 1933, politiques et intellectuels plaident pour le renforcement étatique de la culture nationale. Un puissant voisin, l'Allemagne nazie, amène tout particulièrement l'effort de propagande à un degré d'intensité jusque-là inconnu. Avec le lancement du *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*, dirigé par Joseph Goebbels, la propagande passe du statut de tabou républicain à celui de nouveau totem «totalitaire». À la suite de l'aggravation des tensions internationales, l'État fédéral ne se contente plus de son rôle d'intermédiaire et, en 1938, la *Magna Charta* du Conseil fédéral marque la formulation officielle de la défense spirituelle. Ce message du 9 décembre 1938 cherche à «maintenir et faire connaître le patrimoine spirituel de la Confédération» par une action assumée de «propagande» en Suisse et à l'étranger, même si le rôle principal est laissé, en principe, à la société civile. L'auteur du texte, Philipp Etter, conseiller fédéral conservateur, est alors fortement influencé par Gonzague de Reynold et la Nouvelle Société helvétique. D'après son message de 1938, la NSH «recommande d'inclure dans notre politique étrangère le domaine des sciences et des arts (musique, arts plastiques et littérature) et de la faire connaître la culture suisse par la radio et par le cinéma»¹⁵.

L'argumentation du Conseil fédéral prend très clairement acte des développements initiés par le dernier conflit mondial :

Depuis la dernière guerre, il s'est opéré dans de grands pays d'Occident un changement d'une portée considérable: La culture n'y est plus reconnue comme indépendante de l'État. Ce dernier, assis sur des idées nouvelles et façonné par elles, s'est emparé de la culture et l'a mise au service de ses idées. Il contrôle tous les domaines de l'esprit. [...] Le sort de la grande guerre a été décidé par la supériorité des armes et la préparation économique des peuples, mais aussi par la supériorité de la propagande. Depuis lors, de nombreux États, et non pas seulement ceux qui sont totalitaires, ont créé, pour les besoins de leur propagande politique et spirituelle, des instituts permanents, dont certains sont pourvus de ressources considérables.¹⁶

Face à l'impossible isolement moral du pays, le conseiller fédéral Etter met l'accent sur une défense spirituelle active, qui doit se faire aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger :

[...] Il est illusoire de vouloir empêcher par de simples mesures *défensives et négatives* la propagande étrangère dans notre pays [...]. Elle dispose de moyens si nombreux – pensons à la radio, au cinéma, à la littérature – que nous ne réussirions jamais à la juguler complètement. [...] Pour lutter efficacement contre les idées étrangères, il faut entretenir la conscience positive de notre originalité nationale, du caractère particulier de notre État, par une connaissance raisonnée de notre histoire et de nos institutions.¹⁷

Cet arrêté est accepté au début de l'année 1939 par les Chambres. Plusieurs initiatives sont alors déjà au service d'une défense spirituelle, qu'il s'agisse de la Société suisse de radiodiffusion (1931), de la Chambre suisse du cinéma (1938), de l'intégration du romanche comme langue nationale (1938). Ouverte en mai 1939, l'Exposition nationale de Zurich incarne aussi cet effort d'autonomisation culturelle du pays. Décidée par la *Magna Charta*, la création de la commission Pro Helvetia intervient dans la situation d'urgence de l'automne 1939 et cette première plateforme se dédouble entre une structure civile et une structure militaire, Armée et Foyer, toutes deux chargées de la mobilisation culturelle du pays¹⁸. Le souvenir des effets centrifuges des propagandes sur les communautés linguistiques en 1914 semble bel et bien fondateur de cette défense spirituelle, qui apparaît dès lors comme un baume sur une mémoire encore à vif.

NOTES DE LA CONCLUSION

1. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 10 mars 1918, pp. 322-323.
2. Lettre de Georges Ducroq à Louis Marin (député), mai 1917, citée par Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France...*, *op. cit.*, p. 1245.
3. John Horne, Alan Kramer, *op. cit.*, p. 293.
4. Harry Kessler, *Das Tagebuch*, *op. cit.*, entrée du 3 février 1917, p. 143.
5. *Idem*, 28 janvier 1918, pp. 260-262.
6. Concernant l'exemple soviétique, consulter Jean-François Fayet, *VOKS. Le laboratoire helvétique. Histoire de la diplomatie culturelle soviétique durant l'entre-deux-guerres*, Chêne-Bourg: Georg, 2014.
7. Hans Ulrich Jost, « Origines, interprétations et usages de la « neutralité helvétique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, N° 93, janvier-mars 2009, pp. 7 et 9. Cf. l'étude fondatrice sur le plan international de Nils Orvik, *The decline of neutrality, 1914-1941*, Oslo: J. Grundt Tanum, 1953.
8. Mémoire relatif à la neutralité de la Suisse, adressé par le Conseil fédéral aux Puissances représentées à la Conférence de la paix, Berne, 8 février 1919, cité dans *DDS*, vol. 7-1, Berne: Benteli, 1979, pp. 352-354.
9. Jacob Ruchti, *Geschichte der Schweiz...*, *op. cit.*, p. 98, cité par Jakob Tanner, « Plaidoyer pour une histoire transnationale », *op. cit.*, p. 9.
10. François Vallotton, « Naissance d'une nation... », *op. cit.*, p. 133.
11. Sur les différents courants politiques qui composent cette défense spirituelle, voir Josef Mooser, « Die « Geistige Landesverteidigung » in den 1930er Jahren. Profile und Kontexte eines vielschichtigen Phänomens in der schweizerischen politischen Kultur in der Zwischenkriegszeit », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, N° 47, 1997, pp. 685-708.
12. Voir Alain Clavien, *Les Helvétistes...*, *op. cit.*; Hans Ulrich Jost, *Les avant-gardes réactionnaires*, *op. cit.*
13. Alain Clavien, « Les intellectuels suisses et la Grande Guerre... », *op. cit.*, p. 122.
14. Voir Pauline Milani, *Le diplomate et l'artiste: construction d'une politique culturelle suisse à l'étranger (1938-1985)*, Neuchâtel: Alphil, 2013, pp. 23 ss. Sur la propagande nazie en Suisse, consulter Matthieu Gillibert, *La propagande nazie en Suisse. L'affaire Gustloff, 1936*, Lausanne: PPUR, 2008; Kurt Humbel, *Nationalsozialistische Propaganda in der Schweiz, 1931-1939*, Berne: Paul Haupt, 1976.
15. « Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 9 décembre 1938 », *Feuille fédérale suisse*, N° 50, vol. II, 14 décembre 1938, p. 1004. Pour une analyse détaillée du message, voir Pauline Milani, « Made in Switzerland, ou la dimension identitaire de la politique culturelle suisse », *Le Made in Switzerland: mythes, fonctions et réalités*, Bâle: Schwabe, 2012, pp. 97 ss.
16. « Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 9 décembre 1938 », *op. cit.*, pp. 1008-1009.
17. *Ibid.*, p. 1010.
18. Claude Hauser, Bruno Seger, Jakob Tanner (dir.), *Entre culture et politique: Pro Helvetia de 1939 à 2009*, Zurich: NZZ Verlag/Genève: Slatkine, 2010.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Pour une documentation exhaustive classée thématiquement, consulter ce lien : [tinyurl.com/znm95qx]



FONDS D'ARCHIVES

ARCHIVES D'ÉTAT DU CANTON DE GENÈVE (AEG)

Département de justice et police

ARCHIVES DU ROYAUME DE BELGIQUE (ARB), BRUXELLES

Bibliothèque

ARCHIVES FÉDÉRALES SUISSES (AFS), BERNE

E1005, Procès-verbaux du Conseil fédéral

E2001, Département politique fédéral

E27, Département militaire fédéral

ARCHIVES LITTÉRAIRES SUISSES (ALS), BERNE

Fonds Gonzague de Reynold

Nachlass Carl Albert Loosli

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DE GENÈVE (BGE)

Papiers Jean Debrit et Agnès Vogel (préarchivage)

BUNDESARCHIV (BAR), BERLIN-LICHTERFELDE

Reich R901

CABINET DES ESTAMPES, BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (BN), BERNE

Fonds Nouvelle Société helvétique

Fonds des cartes postales

Fonds des affiches

NATIONAL ARCHIVES (NA), KEW

The Cabinet Papers. En ligne: [www.nationalarchives.gov.uk/cabinet/papers]

POLITISCHES ARCHIV DES AUSWÄRTIGEN AMT (PA), BERLIN

Bern

SCHWEIZERISCHE WIRTSCHAFTSARCHIV (SWA), BÂLE

Dokumentensammlung

STAATSARCHIV DES KANTONS BASEL-STADT (SKBA)

PA 507, NHG

POLIT JJ

STAATSARCHIV DES KANTONS ZÜRICH (SKZ)

P 239.14, Pressekontrolle

L. 60.1, Neutralität im Weltkrieg

SOURCES PUBLIÉES

1^{er}-20^e Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les mesures prises par lui en vertu des arrêtés fédéraux du 3 août 1914, 3 avril 1919 et 19 octobre 1920, Berne: Wyss Erben, 1914-1923.

ADOR Gustave, *Lettres à sa fille Germaine et à son gendre Frédéric Barbey*, Daniel Barbey, Roger Durant (dir.), 3 vol., Genève: Fondation Gustave Ador; Slatkine, 2009.

Alphabetisches und Systematisches Verzeichnis der von der Zentralstelle für Auslandsdienst vom Oktober 1914 bis Ende März 1918 verbreiteten Drucksachen, [Berlin].

Annuaire de la presse suisse, Zurich: Orell Füssli, 1914-1918.

- BILLE Edmond, *Au pays de Tell, 1914-1915*, Lausanne: Payot, 1915.
- BLOCHER Eduard, *Belgische Neutralität und schweizerische Neutralität*, Zurich: Verlag der Stimmen im Sturm, 1915.
- Bon voisinage, Edmond Privat et Romain Rolland*, Pierre Hirsch (éd.), Neuchâtel/Paris: La Baconnière/A. Michel, 1977.
- Bulletin mensuel, Nouvelle Société helvétique*, Berne: Neue Helvetische Gesellschaft, 1914-1919.
- Comment il faut dire aux neutres la vérité*, [Paris]: [Plon-Nourrit], [1916].
- Documents diplomatiques français, 1914-1915*, vol. 1 à vol. 4, Paris: Ministère des affaires étrangères, 1999-2004.
- Documents diplomatiques suisses*, vol. 5 à 7, 1904-1914, 1914-1918, 1918-1920 (2 vol.), Berne: Benteli, 1981-1984.
- EHRENZELLER Wilhelm, *Die geistige Überfremdung der Schweiz*, Zurich: Gebr. Leemann & Co., 1917.
- FREY Ernst, *Vorschläge für die Umgestaltung der Schweizer Presse*, Berne: K. J. Wyss Erben, 1919.
- [GRELLING Richard], *J'accuse!*, par un Allemand, Paris: Payot, 1915.
- GUINAND Marcel, *Derrière le masque*, Genève: Robert, 1918.
- HÄNGGI Karl, *La propagande allemande et la presse suisse*, Laupen/Berne: Société polygraphique, 1918.
- Handbuch der Auslandspresse 1918*, Auslandstelle des Kriegspresseamts (dir.), Berlin: Mittler, 1918.
- HESSE Hermann, *Gesammelte Briefe, Erster Band, 1895-1921*, Francfort: Suhrkamp, 1973.
- JANISCHFELD Erwin, *Kultur: Ein Schreiben an die gesittete Welt und drei Briefe an Professor Reiss in Lausanne*, Zurich: [s.n.], 1915.
- KESSLER Harry Klemens Ulrich von, *Das Tagebuch 1880-1937*, vol. 6: 1916-1918, Roland S. KAMZELAK et al. (éds), Stuttgart: Cotta, 2006.
- KESSLER Harry Klemens Ulrich von, *Feindliche Kunstpropaganda in der Schweiz*, Berlin: Reichskanzlei, [1918].
- KOLLER Max, *Die kulturelle Ueberfremdung der Schweiz*, Zurich: Rascher & C^{ie}, 1918.
- L'indépendance de la presse suisse*, Paul Usteri et al., Neuchâtel/Genève: Éditions Forum, 1921.
- L'indépendance intellectuelle de la Suisse*, Paul Seippel et al., Zurich: Orell Füssli, 1917.
- LOOSLI Carl Albert, *Ausländische Einflüsse in der Schweiz*, Zurich: Orell Füssli, 1917.

LOOSLI Carl Albert, *Wir Schweizer und unsere Beziehungen zum Ausland*, Zurich: Orell Füssli, 1917.

«Louvain..., Reims: (pendant la guerre)», *Les Cahiers vaudois*, 2 vol., Lausanne: C. Tarin, 1914-1915.

MEIER H. [Edgar SCHMID], *Die deutschfeindliche Bewegung in der französischen Schweiz*, Zurich: Verlag der Stimmen im Sturm, 1915.

Nebenspalter-Album: Caricaturen betr. den Weltkrieg, sl., [1918].

OLTRAMARE André, *L'indépendance de notre presse (1914-1916)*, Genève: Sonor, 1917.

POURTALÈS Guy de, *Journal de la guerre, 1914-1919*, Stéphane PÉTERMANN (éd.), Carouge: Zoé, 2014.

POURTALÈS Guy de, *Correspondance. Vol. I: 1909-1918*, Genève: Slatkine, 2006.

RAPPARD William E., *La mission suisse aux États-Unis, août-novembre 1917*, Genève: Sonor, 1918.

Rapport de la commission d'enquête sur les atrocités allemandes nommée par le Gouvernement de sa Majesté Britannique et présidée par le Très Honorable Vicomte [James] Brice, Lausanne: Payot & C^{ie}, 1915.

REISS Rodolphe Archibald, *Wie die Österreicher und Ungaren in Serbien Krieg führten: Persönliche Beobachtungen eines Neutralen*, Lausanne: Payot & C^{ie}, 1915.

ROCHAT Paul, «La défense de la censure», *Travaux présentés à la 17^e Assemblée générale de l'Association de la Presse vaudoise*, Aigle: J. Borloz, 1916, pp. 11-16.

ROLLAND Romain, *Journal des années de guerre 1914-1919*, établi par Marie Romain ROLLAND, Paris: Albin Michel, 1952.

Romain Rolland – Stefan Zweig. Correspondance, 1910-1919, Jean-Yves BRANCY (éd.), Paris: Albin Michel, 2014.

SCHOELL Franck L., «La propagande allemande en Suisse française», *La Revue de Paris*, mars-avril 1918, pp. 240-262 et 519-549.

Schweizerische Kriegsgraphik, 1914-1920: illustrierter Katalog der Sammlung der Schweizerischen Landesbibliothek in Bern, Berne: Benteli, 1921.

SEIPPEL Paul, «Vérités helvétiques», *Opinions suisses*, Genève: Sonor, 1916.

Soldat und Bürger: ein Beitrag zur nationalen Erziehung des Schweizers, Vortragsbureau beim Armeestab (éd.), Zurich: Schulthess, 1916.

SPITTELER Carl, *Notre point de vue suisse*, trad. par Catherine GUILLAND, Zurich: Rascher & C^{ie}, 1915.

STECK Gerhard, *L'activité de la Nouvelle Société helvétique*, Lausanne: Imprimerie La Concorde, 1917.

STEINER Emil, *Wesen und Ursprung der Stimmen im Sturm*, Zurich: Orell Füssli, 1916.

WEILLER Lazare, «La propagande allemande chez les neutres, la Suisse et la guerre», *La Nouvelle Revue*, mars-avril 1915, pp. 241-251.

Wir Schweizer, unsere Neutralität und der Krieg: Eine nationale Kundgebung, Carl Albrecht VON BERNOULLI, Gottfried BOHNENBLUST *et al.*, Zurich: Rascher & Co., 1915.

ZURLINDEN Samuel, *Der Weltkrieg, Vorläufige Orientierung von einem schweizerischen Standpunkt aus*, Zurich: Orell Füssli, 1917, 3 vol., 1917-1919.

ZWEIG Stefan, *Tagebücher*, Francfort: S. Fischer, 1984.

LITTÉRATURE SECONDAIRE

«14-18 et la Suisse: Artistes et écrivains dans la tourmente», *Les Lettres & les Arts*, hors-série N° 2, 2014.

«1914-1918: Nouvelles approches et perspectives de recherche en Suisse», *Revue suisse d'histoire*, N° 3, 2013, pp. 337-535.

ADLER Jasna, «L'Autriche et la Suisse à la fin de la Première Guerre mondiale, quelques aspects de leurs relations diplomatiques», in *Les Relations internationales et la Suisse*, Lausanne: Antipodes, 1998, pp. 165-179.

AHLUND Claes, *Scandinavia in the First World War: studies in the war experience of the Northern neutrals*, Lund: Nordic University Press, 2012.

ALBES Jens, *Worte wie Waffen. Die deutsche Propaganda in Spanien während des Ersten Weltkriegs*, Essen: Klartext, 1996.

ALTERMATT Urs (éd.), *Die Schweizer Bundesräte: ein biographisches Lexikon*, Zurich: Artemis & Winkler, 1992.

AMERSFOORT Herman, Wim KLINKERT, *Small powers in the age of total war, 1900-1940*, Leyde: Brill, 2011.

ARLETTAZ Gérald et Silvia ARLETTAZ, *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1848-1933)*, Lausanne: Antipodes, 2004.

ARLETTAZ Gérald, «La Nouvelle Société helvétique et les Suisses à l'étranger (1914-1924): aspects de la construction d'un nationalisme de type ethnique», *Études et sources*, 2002, pp. 37-64.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, Jean-Jacques BECKER (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris: Bayard, 2004.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, Annette BECKER, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris: Gallimard, 2003.

BARKHAUSEN Hans, *Filmpropaganda für Deutschland im Ersten und Zweiten Weltkrieg*, Hildesheim: Olms Presse, 1982.

BASSE Dieter, *Wolff's telegraphisches Bureau 1849 bis 1933, Agenturpublizistik zwischen Politik und Wirtschaft*, Munich: K. G. Sauer, 1991.

BEAUPRÉ Nicolas, *Écrire en guerre, écrire la guerre: France, Allemagne 1914-1920*, Paris: CNRS, 2006.

BECKER Jean-Jacques *et al.*, *Guerre et cultures, 1914-1918*, Paris: A. Colin, 1994.

BECKER Jean-Jacques *et al.*, *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Paris: Université de Nanterre, 1990.

BECKER Jean-Jacques, « Romain Rolland, la Suisse et la France pendant la Première Guerre mondiale », in *Aspects des rapports entre la France et la Suisse de 1843 à 1939*, Neuchâtel: La Baconnière, 1982, pp. 113-124.

BEURIER Joëlle, *Images et violence, 1914-1918: quand « Le Miroir » racontait la Grande guerre*, Paris: Nouveau Monde Éditions, 2007.

BIHL Wolfdieter, *Die Kaukasus-Politik der Mittelmächte*, 2 vol., Vienne: Böhlau, 1975 et 1992.

BILLETER Nicole, « *Worte machen gegen die Schändung des Geistes!* », *Kriegsansichten von Literaten in der Schweizer Emigration 1914-1918*, Berne: Peter Lang, 2005.

BLASER Fritz, *Bibliographie der Schweizer Presse*, 2 vol., Bâle: Birkhäuser, 1956-1958.

BLUM Roger *et al.*, *Die AktualiTäter, Nachrichtenagenturen in der Schweiz*, Berne: Paul Haupt, 1995.

BONDALLAZ Patrick, « *Inter arma Helvetia* ». *Faits, représentations et usages politiques de la Suisse charitable pendant la Grande Guerre*, Université de Fribourg, thèse en préparation.

BONGARD Pascal, *L'« autre guerre ». Intellectuels et propagande française en Suisse pendant la Grande Guerre (1914-1918)*, Université de Fribourg, mémoire de licence (non publié), 1996.

BREMM Klaus-Jürgen, *Propaganda im Ersten Weltkrieg*, Darmstadt: Theiss, 2013.

BROYE Eugène, *La censure politique et militaire en Suisse pendant la Guerre de 14-18*, Neuchâtel: Éditions Victor Attinger, 1934.

BÜCHI Christophe, *Mariage de raison: Romands et Alémaniques, une histoire suisse*, Carouge: Zoé, 2015.

BUSSEMER Thymian, *Propaganda: Konzepte und Theorien*, Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften, 2008.

BÜTTIKER Georges, *Ernest Bovet, 1870-1941*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1971.

CAOIMHEE Galagher, « Neutralité éclatée : la réaction de la presse suisse à l'invasion de la Belgique », in *1914-1918, Identités troublées*, François Bouloc *et al.* (éds), Toulouse : Privat, 2011, pp. 313-326.

CAVIEZEL Gion, NÄPFLIN Markus, *Die Zensur der Schweizer Presse im Ersten Weltkrieg*, Université de Berne, mémoire de licence (non publié), 2005.

CERUTTI Mauro, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini : fascisme et antifascisme, 1921-1935*, Lausanne : Payot, 1988.

CERUTTI Mauro, « Le mouvement ouvrier genevois durant la Première Guerre mondiale et la grève générale », in *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève : Grounauer, 1977, pp. 103-210.

CHARBON Rémy, « Der 'Graben' zur Zeit des Ersten Weltkriegs und die Deutschweizer Literatur », in *Zeitschrift für Schweizerische Archäologie und Kunstgeschichte*, vol. 60, 2003, pp. 165-172.

CHARRIER Landry, *Penser et dire la paix depuis la Suisse, de la Grande Guerre à Locarno*, vol. 2, Université Lumière-Lyon 2, thèse d'habilitation, 2015.

CHARRIER Landry, « Réseaux de sociabilités et échanges internationaux en Suisse pendant la Grande Guerre », *Revue d'histoire suisse*, vol. 62, N° 3, 2012, pp. 424-438.

CLAVIEN Alain, *Grandeurs et misères de la presse politique, Le match Gazette de Lausanne-Journal de Genève*, Lausanne : Antipodes, 2010.

CLAVIEN Alain, *Histoire de la Gazette de Lausanne. Le temps du colonel 1874-1917*, Vevey : L'Aire, 1997.

CLAVIEN Alain, *Les Helvétistes, Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne : SHSR/Éditions d'En bas, 1993.

CLAVIEN Alain, HAUSER Claude, « États neutres et neutralité dans la Première Guerre mondiale », *Relations internationales*, 2 vol., N°s 159 et 160, 2014 et 2015.

CORNWALL Mark, *The Undermining of Austria-Hungary: the Battle for Hearts and Minds*, Basingstoke : Macmillan Press, 2000.

CREEL George, *How we advertised America*, New York : Harper & Brothers, 1920.

CREUTZ Martin, *Die Pressepolitik der kaiserlichen Regierung während des Ersten Weltkriegs. Die Exekutive, die Journalisten und der Teufelskreis der Berichterstattung*, Francfort : Peter Lang, 1996.

D'ALMEIDA Fabrice, *Une histoire mondiale de la propagande, de 1900 à nos jours*, Paris : La Martinière, 2013.

D'ALMEIDA Fabrice, *Delporte Christian, Histoire des médias en France, de la Grande Guerre à nos jours*, Paris : Flammarion, 2010.

DANGUY Laurence, Philippe KAENEL, « La plus ancienne revue satirique du monde. Genèse, histoire et visions du monde du *Nebelspalter* des années zurichoises (1875-1922) », *Relations internationales*, N° 153, 2013, pp. 23-44.

DEBRUNNER Albert M., *Freunde, es war eine elende Zeit! René Schickele in der Schweiz 1915-1919*, Frauenfeld: Huber, 2004.

DEMM Eberhard, « Nationalistische Propaganda und Protodiplomatie als ethnisches Geschäft: Juozas Gabrys, die « Union des Nationalités » und die Befreiung Litauens (1911-1919) », in *Ostpolitik und Propaganda im Ersten Weltkrieg*, Berne: Peter Lang, 2002, pp. 139-259.

DEMM Eberhard, « Les thèmes de la propagande allemande en 1914 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, N° 150, avril 1988, pp. 3-16.

DEN HERTOOG Johan and Samuël KRUIZINGA (éds), *Caught in the middle: neutrals, neutrality and the First World War*, Amsterdam: University Press, 2011.

Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), publié par la Fondation DHS, Hauterive: G. Attinger, 2002-2014. En ligne: [www.hls-dhs-dss.ch].

DING GUCCIONE Sophie, *La plume et l'encre pour l'honneur du Reich. La propagande allemande en Suisse pendant la Grande Guerre. Le cas de l'« Indépendance helvétique »*, Université de Fribourg, mémoire de licence (non publié), 2003.

Dire et montrer la guerre, Le Temps des médias, N° 4, Paris: Nouveau Monde Éditions, 2005.

DU BOIS Pierre, « Mythe et réalité du fossé pendant la Première Guerre mondiale », in *Union et division des Suisses, Les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois aux XIX^e et XX^e siècles*, Lausanne: L'Aire, 1983, pp. 65-91.

ELLUL Jacques, *Propagandes*, Paris: Economica, 1990.

ELSIG Alexandre, « La paix, rien que la paix? La propagande allemande et la dissidence pacifiste de Suisse romande », in *Centenaire d'« Au-dessus de la mêlée ». Regards sur un texte de combat*, Landry CHARRIER et Roland ROUDIL (dir.), Dijon: Presses universitaires de Dijon, 2015, pp. 143-160.

Elsig Alexandre, « Le Centenaire de la Grande Guerre en Suisse. Une parenthèse pour une guerre « oubliée », Observatoire du Centenaire, Université Paris 1, 2015. En ligne: [http://doc.rero.ch/record/258969], consulté le 14 juillet 2016.

ELSIG Alexandre, « Au petit théâtre de la Grande Guerre. La propagande allemande dans les cabarets alémaniques », in *Théâtre et scènes politiques. Histoire du spectacle en Suisse et en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Lausanne: Antipodes, 2014, pp. 137-156.

- ELSIG Alexandre, « Propagande allemande et renouveau patriotique: l'enjeu médiatique des 'Feuilles suisses du dimanche' (1915-1918) », *Relations internationales*, N° 153, 2013, pp. 57-69.
- ELSIG Alexandre, « Un 'laboratoire de choix'? Le rôle de la Suisse dans le dispositif européen de la propagande allemande (1914-1918) », *Revue suisse d'histoire*, N° 3, 2013, pp. 382-404.
- ERNST Andreas, Erich WIGGER (éds), *Die neue Schweiz? Eine Gesellschaft zwischen Integration und Polarisierung (1910-1930)*, Zurich: Chronos, 1996.
- ERNST Wilhelm, *Die antideutsche Propaganda durch das Schweizer Gebiet im Weltkrieg, speziell die Propaganda in Bayern*, Munich: Beck, 1933.
- ERZBERGER Matthias, *Souvenirs de guerre*, Paris: Payot, 1921.
- EVERSDIJK Nicole P., *Kultur als politisches Werbemittel: ein Beitrag zur deutschen kultur- und pressepolitischen Arbeit in den Niederlanden während des Ersten Weltkrieges*, Münster: Waxmann, 2010.
- FAYET Jean-François, VOKS. *Le laboratoire helvétique. Histoire de la diplomatie culturelle soviétique durant l'entre-deux-guerres*, Chêne-Bourg: Georg, 2014.
- FLORKOWSKA-FRANCIC Halina, « Die Freiheit ist eine grosse Sache ». *Aktivitäten polnischer Patrioten in der Schweiz während des Ersten Weltkrieges*, Bâle: Schwabe, 2013.
- FORCADE Olivier, « Information, censure et propagande », *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris: Bayard, 2004, pp. 451-466.
- FUHRER Hans-Rudolf, *Die Schweizer Armee im Ersten Weltkrieg. Bedrohung, Landesverteidigung und Landesbefestigung*, Zurich: NZZ Verlag, 2003.
- FUHRER Hans-Rudolf, Paul Meinrad STRÄSSLE (éds), *General Ulrich Wille: Vorbild den einen – Feinbild der anderen*, Zurich: NZZ Verlag, 2003.
- GÄRTNER Margarete, *Botschafterin des guten Willens. Außenpolitische Arbeit 1914-1950*, Bonn: Athenäum-Verlag, 1955.
- GAUTSCHI Willi, *Der Landesstreik, 1918*, Zurich: Chronos, 1988.
- GAUTSCHI Willi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zurich: Benziger Verlag, 1973.
- GERBER Adrian, « Das Kino während des Ersten Weltkrieges und die Ambivalenzen der Filmpropaganda », in *Kriegs- und Krisenzeit. Zürich während des Ersten Weltkrieges*, Zurich: Chronos, 2014, pp. 147-157.
- GERVEREAU Laurent, *Montrer la guerre? Information ou propagande*, Paris: Isthme, 2006.
- GILLABERT Matthieu, *La propagande nazie en Suisse. L'affaire Gustloff, 1936*, Lausanne: PPUR, 2008.

GILLES Benjamin, Weinrich ARNDT, *Une guerre des images: 1914-1918, France-Allemagne*, Paris : La Martinière, 2014.

GLANT Tibor, «Against all odds: Vira B. Whitehouse and Rosika Schwimmer in Switzerland», *American Studies International*, vol. XL, N° 1, février 2002, pp. 34-51.

GLOOR Lukas, «Kunst als Propaganda im Ersten Weltkrieg, Carl Montag als «Ambassadeur de l'art français», in *Carl Montag: Maler und Kunstvermittler, 1880-1956*, Baden: Stiftung Langmatt, 1992, pp. 19-26.

GNÄGI Thomas *et al.*, *Gestaltung, Werk, Gesellschaft. 100 Jahre Schweizerischer Werkbund SWB*, Zurich: Scheidegger & Spiess, 2013.

GRUPP Peter, *Harry Graf Kessler: 1868-1937: eine Biographie*, Munich: C. H. Beck, 1995.

GRUPP Peter, «Voraussetzungen und Praxis deutscher amtlicherkulturpropaganda in den neutralen Staaten während des Ersten Weltkrieges», in *Der Erste Weltkrieg: Wirkung, Wahrnehmung, Analyse*, Munich: Piper, 1994, pp. 799-820.

GUANZINI Catherine, Peter WEGELIN, *Patriotisme critique. La Nouvelle Société helvétique, 1914-1989*, Berne: Haupt, 1989.

HADDAD Galit, *1914-1919: ceux qui protestaient*, Paris: Les Belles Lettres, 2012.

HANSI, E. TONNELAT, *À travers les lignes ennemies, Trois années d'offensive contre le moral allemand*, Paris: Payot, 1922.

HAUSER Claude *et al.*, *La diplomatie par le livre: réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris: Nouveau Monde Éditions, 2011.

HAUSER Claude, Bruno SEGER, Jakob TANNER (éds), *Entre culture et politique. Pro Helvetia de 1939 à 2009*, Genève: Slatkine, 2010.

HAYER Gianni, «Une «voix suisse». Jean Debrit et son quotidien illustré *La Guerre mondiale*», communication faite dans le cadre du colloque «La Grande Guerre des magazines illustrés», Paris, 5 et 6 juin 2013.

HAYER Gianni, «La presse illustrée en Suisse: 1893-1945», in *Photo de presse: usages et pratiques*, Lausanne: Antipodes, 2009, pp. 39-65.

HAYER Gianni, Pierre-Emmanuel JAQUES, *Le spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, Lausanne: Antipodes, 2003.

HEBEISEN Erika *et al.*, *Kriegs- und Krisenzeit. Zürich während des Ersten Weltkriegs*, Zurich: Chronos, 2014.

HERBER Rahel, «Zürich bei Kriegsbeginn 1914: Erwartungen, Reaktionen und Folgen», in *Kriegs- und Krisenzeit. Zürich während des Ersten Weltkriegs*, Erika HEBEISEN *et al.*, Zurich: Chronos, 2014, pp. 65-74.

HIRSCHFELD Gerhard, Gerd KRUMEICH, « Propaganda », in *Deutschland im Ersten Weltkrieg*, Francfort : S. Fischer, 2013, pp. 99-118.

HIRSCHFELD Gerhard, Gerd KRUMEICH, « Wozu eine Kulturgeschichte des Ersten Weltkrieges? », in *Durchhalten! Krieg und Gesellschaft im Vergleich, 1914-1918*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2010, pp. 31-53.

HIRSCHFELD Gerhard, Gerd KRUMREICH, Irina RENZ (éds), *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*, Paderborn/Zurich : Schöningh-Verlag/NZZ Verlag, 2004.

HORNE John (éd.), *State, Society and Mobilisation in Europe during the First World War*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997.

HORNE John, Alan KRAMER, 1914, *Les atrocités allemandes*, Paris : Tallandier, 2005.

HUMBEL Kurt, *Nationalsozialistische Propaganda in der Schweiz, 1931-1939*, Berne : Paul Haupt, 1976.

HUONKER Gustav, *Literaturszene Zürich, Menschen, Geschichten und Bilder, 1914 bis 1945*, Zurich : Unionsverlag, 1985.

IMHOF Kurt, Heinz KLEGER, Romano GAETANO (éds), *Zwischen Konflikt und Konkordanz : Analyse von Medienereignissen in der Schweiz der Vor- und Zwischenkriegszeit*, Zurich : Seismo, 1993.

JAUN Rudolf, *Preussen vor Augen. Das schweizerische Offizierkorps im militärischen und gesellschaftlichen Wandel des Fin de siècle*, Zurich : Chronos, 1999.

JEISMANN Michael, « Propaganda », *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*, Gerhard HIRSCHFELD *et al.*, Paderborn/Zurich : Schöningh-Verlag/NZZ Verlag, 2004, pp. 198-209.

JOST Hans Ulrich, « La Suisse, un pays neutre en guerre », *Le XX^e siècle des guerres*, Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2004, pp. 150-157.

JOST Hans Ulrich, *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse 1880-1914*, Lausanne : Éditions d'En bas, 1992.

JOST Hans Ulrich, « Menace et repliement, 1914-1945 », *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, t. 3, Lausanne : Payot, 1983, pp. 91-173.

KAENEL Philippe, François VALLOTTON (dir.), *Les images en guerre (1914-1945)*, Lausanne : Antipodes, 2008.

KEIPERT Maria, Peter GRUPP *et al.*, *Biographisches Handbuch des deutschen Auswärtigen Dienstes 1871-1945*, 3 vol., Paderborn : F. Schöningh, 2000.

KENNERT Christian, *Paul Cassirer und sein Kreis. Ein Berliner Wegbereiter der Moderne*, Francfort : Peter Lang, 1996.

KESTLER Stefan, *Die deutsche Auslandsaufklärung und das Bild der Ententemächte im Spiegel zeitgenössischer Propagandaveröffentlichungen während des Ersten Weltkrieges*, Berne : Peter Lang, 1994.

KLEE Cornelius, «Die Transocean GmbH», in *Telegraphenbüros und Nachrichtenagenturen in Deutschland: Untersuchungen zu ihrer Geschichte bis 1949*, Munich: K. G. Saur, 1991, pp. 135-211.

KOLLER Christian, «Die schweizerische ‹Grenzbesetzung 1914/18› als Erinnerungsort der ‹Geistigen Landesverteidigung›», in *Der Erste Weltkrieg im Alpenraum: Erfahrung, Deutung, Erinnerung*, Innsbruck: Universitätsverlag Wagner, 2006, pp. 441-462.

KOROL Martin, *Dada, Præxil und die Freie Zeitung. Ernst Bloch, homo ludens und Tänzer; der rastlose Hugo Ball auf der Suche nach Heimat; und ihre Weggefährten und Gegner in der Schweiz 1916-1919*, Brème: thèse, 1997.

KOSTKA Alexandre, «La modernité tronquée? Quelques aspects de la propagande culturelle allemande en Suisse», *20/21^e siècles, Cahiers du Centre Pierre Francastel*, N° 4, hiver 2006-2007, pp. 43-54.

KOSTKA Alexandre, «Sur deux fronts, Harry Kessler et la propagande culturelle allemande en Suisse», in *Écritures franco-allemandes de la Grande Guerre*, Arras: Artois Presses Université, 1996, pp. 83-108.

KOSZYK Kurt, «Entwicklung der Kommunikationskontrolle zwischen 1914 und 1918», in *Pressekonzentration und Zensurpraxis im Ersten Weltkrieg, Texte und Quellen*, H.-D. FISCHER (éd.), Berlin: Volker Spiess, 1973, pp. 152-193.

KOSZYK Kurt, *Deutsche Pressepolitik im Ersten Weltkrieg*, Düsseldorf: Droste, 1968.

KOTTE Andreas (dir.), *Dictionnaire du théâtre en Suisse*, 3 vol., Zurich: Chronos, 2005.

KREIS Georg, *Insel der unsicheren Geborgenheit. Die Schweiz in den Kriegsjahren 1914-1918*, Zurich: NZZ Verlag, 2013.

KUHN Konrad J., Béatrice ZIEGLER, *Der vergessene Krieg. Spuren und Tradition zur Schweiz im Ersten Weltkrieg*, Baden: Hier und Jetzt, 2014.

KUHN Konrad J., Béatrice ZIEGLER, «Dominantes Narrativ und drängende Forschungsfragen. Zur Geschichte der Schweiz im Ersten Weltkrieg», *Traverse*, N° 3, 2011, pp. 123-141.

KUPFERMAN Alfred, «Les débuts de l'offensive morale allemande contre la France (décembre 1914-décembre 1915)», *Revue historique*, N° 505, 1973, pp. 91-114.

KUPFERMAN Alfred, «L'Offensive morale allemande contre la France (1914-1917)», *Revue d'Allemagne*, t. IV, 1972, pp. 887-906.

LABHARDT Robert, *Krieg und Krise. Basel 1914-1918*, Bâle: Christoph Merian Verlag, 2014.

LABORIE Pierre, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième siècle*, N° 18, 1988, pp. 101-117.

LANG Gustav Adolf, *Kampffplatz der Meinungen: die Kontroverse um Kriegsursachen und Friedensmöglichkeiten 1914-1919 im Rahmen der «Neue Zürcher Zeitung»*, Zurich: NZZ Verlag, 1968.

LASSWELL Harold D., *Propaganda Technique in First World War*, Massachusetts: MIT Press, 1971 [1927].

L'histoire culturelle en Suisse – une esquisse historiographique, numéro spécial de *Traverse*, N° 1, 2012.

LUCIRI Pierre, *Le prix de la neutralité, la diplomatie secrète de la Suisse en 1914-1915 avec des documents d'archives inédits*, Genève: HEI, 1976.

LÜÖND Karl, *Spionage und Landesverrat in der Schweiz*, 2 vol., Zurich: Ringier, 1977.

MAGGETTI Daniel, « Ramuz, les écrivains suisses et la Grande Guerre », *Mémoires et antimémoires littéraires au XX^e siècle: la Première Guerre mondiale*, vol. 1, Bruxelles: P.I.E./Peter Lang, 2008, pp. 111-128.

MAISSEN Thomas, *Die Geschichte der Neue Zürcher Zeitung, 1780-2005*, Zurich: NZZ Verlag, 2005.

MARTI Erwin, *Carl Albert Loosli 1877-1959, Im eignen Land verbannt*, vol. 3/1, Zurich: Chronos, 2009.

MARTI Hans, *Paul Seippel, 1858-1926*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1973.

MATTIOLI Aram, *Gonzague de Reynold, Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg: Éditions universitaires, 1997.

MATTMÜLLER Markus, *Leonhard Ragaz und der religiöse Sozialismus. Eine Biographie*, vol. 2, Zurich: EVZ, 1968.

MEIENBERG Niklaus, *Die Welt als Wille & Wahn: Elemente zur Naturgeschichte eines Clans*, Zurich: Limmat Verlag, 1987.

MEIER-KERN Paul, « Deutsche Hilfsgelder für den «Basler Vorwärts». Agentenberichte aus dem Ersten Weltkrieg », *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde*, vol. 92, 1992, pp. 167-176.

MEIER-KERN Paul, « Basel zu Beginn des Ersten Weltkriegs: die Grabenproblematik und die Rolle der Neuen Helvetischen Gesellschaft », *Basler Zeitschrift für Geschichte*, vol. 88, 1988, pp. 109-132.

MESSERLI Jakob, JON MATHIEU, « Unterhaltungs- und Belehrungsblätter in der deutschen Schweiz 1850-1900 », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, N° 42, 1992, pp. 173-192.

MÉTRAUX Joséphine, *Héros et anti-héros au service de la critique politique romande. Les cartes postales suisses censurées par la poste fédérale pendant la*

Première Guerre mondiale, Université de Fribourg, mémoire de master (non publié), 2013.

MEYER Conrad, *Das Unternehmen NZZ, 1780-2005*, Zurich: NZZ Verlag, 2005.

MILANI Pauline, *Le diplomate et l'artiste: construction d'une politique culturelle suisse à l'étranger (1938-1985)*, Neuchâtel: Alphil, 2013

MILANI Pauline, «Made in Switzerland, ou la dimension identitaire de la politique culturelle suisse», in *Le Made in Switzerland: mythes, fonctions et réalités*, Bâle: Schwabe, 2012, pp. 93-108.

MITTLER Max, *Der Weg zum Ersten Weltkrieg: wie neutral war die Schweiz? Kleinstaat und europäischer Imperialismus*, Zurich: NZZ Verlag, 2003.

MOMMSEN Wolfgang (éd.), *Kultur und Krieg. Die Rolle der Intellektuellen, Künstler und Schriftsteller im Ersten Weltkrieg*, Munich: Oldenburg, 1996.

MONTANT Jean-Claude, «Émile Haguenin, un «homme d'influence» en Suisse pendant la Grande Guerre», in *Écritures franco-allemandes de la Grande Guerre*, Arras: Artois Presses Université, 1996, pp. 109-126.

MONTANT Jean-Claude, «Propagande et guerre subversive», in *La Première Guerre mondiale*, Paul-Marie DE LA GORCE (dir.), vol. 2, Paris: Flammarion, 1991, pp. 324-339.

MONTANT Jean-Claude, *La propagande extérieure de la France pendant la Première Guerre mondiale: l'exemple de quelques neutres européens*, Lille: Atelier national de reproduction des thèses, 1988.

MONTANT Jean-Claude, «Propagande et guerre psychologique: la Maison de Presse», *Histoire de l'administration française. Les affaires étrangères et le corps diplomatique français*, t. II, Paris: CNRS, 1984, pp. 334-345.

MOSSE Georges L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris: Hachette, 1999.

Musen an die Front!: Schriftsteller und Künstler im Dienst der k.u.k. Kriegspropaganda 1914-1918, 2 vol., Munich: Adalbert-Stifter-Verein, 2003.

MUSULIN Alexander Gimirje VON, *Das Haus am Ballplatz: Erinnerungen eines oesterreich-ungarischen Diplomaten*, Munich: Verlag für Kulturpolitik, 1924.

NIEDERER Ulrich, *Geschichte des schweizerischen Schriftsteller-Verbandes. Kulturpolitik und individuelle Förderung: Jakob Bühler als Beispiel*, Tübingen: Francke, 1994.

Notes historiques, 25^e anniversaire de l'Agence télégraphique suisse, 1895-1920, Berne: Pochon-Jent & Bühler, 1920.

- OCHSENBEIN Heinz, *Die verlorene Wirtschaftsfreiheit, 1914-1918, Methoden ausländischer Wirtschaftskontrollen über die Schweiz*, Berne: Stämpfli, 1971.
- ODERMATT Christine (éd.), *Dieser Krieg ist uns zum Heil. 1914 – Wortgefechte in Texten der Zeit*, Zurich: Limmat Verlag, 2014.
- OPPELT Ulrike, *Film und Propaganda im Ersten Weltkrieg: Propaganda als Medienrealität im Aktualitäten- und Dokumentarfilm*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2002.
- OSTERMANN Patrick, *Duell der Diplomaten: die Propaganda der Mittelmächte und ihrer Gegner in Italien während des Ersten Weltkrieges*, Weimar: Verlag und Datenbank für Geisteswissenschaften, 2000.
- PIPER Ernst, *Nacht über Europa. Kulturgeschichte des Ersten Weltkriegs*, Berlin: Propyläen, 2013.
- POHL Karl Heinrich, *Adolf Müller, Geheimagent und Gesandter in Kaiserreich und Weimarer Republik*, Cologne: Bund-Verlag, 1995.
- POLLET Jean-Jacques, Anne-Marie SAINT-GILLE (dir.), *Écritures franco-allemandes de la Grande Guerre*, Arras: Artois Presses Université, 1996.
- PORCHER Odoric, *Le service de renseignement helvétique en 1914-1918*, Les Écoles de Saint-Cyr, mémoire (non publié), 2009.
- PRAZ Anne-Françoise, *Un monde bascule. La Suisse de 1910 à 1919*, Prilly/Lausanne: Eiselé, 1991.
- PROCHASSON Christophe et Anne RASMUSSEN (dir.), *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, Paris: La Découverte, 2004.
- PROCHASSON Christophe, Anne RASMUSSEN, *Au nom de la patrie: les intellectuels et la Première Guerre Mondiale (1910-1919)*, Paris: La Découverte, 1996.
- PROST Antoine, Jay WINTER, *Penser la Grande Guerre. Essai d'historiographie*, Paris: Seuil, 2004.
- QVARNSTRÖM Sofi, «Sweden», in *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, Berlin: Freie Universität Berlin, 2014.
- RIEDERER Günter, «Zwischen Fronteinsatz, Propagandakrieg und Diplomatie – Harry Graf Kessler und sein Tagebuch in der zweiten Hälfte des Ersten Weltkriegs (1916-1918)», in *Tagebuch 1916-1918*, Stuttgart: Cotta, 2006, pp. 9-66.
- RIESENBERGER Dieter, «Deutsche Emigration und Schweizer Neutralität im Ersten Weltkrieg», *Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte*, N° 2, 1988, pp. 127-150.
- ROSHWALD Aviel, Richard STITES (éds), *European culture in the Great War, the arts, entertainment, and propaganda, 1914-1918*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

ROSSFELD Roman, Thomas BUOMBERGER, Patrik KURY (éds), *14/18. La Suisse et la Grande Guerre*, Baden : Hier und Jetzt, 2014.

ROSSFELD Roman, Tobias STRAUMANN (éds), *Der vergessene Wirtschaftskrieg. Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zurich: Chronos, 2008.

ROSSI Sandra, *Il Ticino durante la Prima guerra mondiale. Neutralità, questione nazionale e questione economico-sociale*, Zurich, mémoire de licence (non publié), 1986.

RUCHTI Jacob, *Geschichte der Schweiz während der Weltkrieges 1914-1919. Politisch, wirtschaftlich und kulturell*, 2 vol., Berne: Paul Haupt, 1928 et 1930.

SANDERS Michael L., Philip M. TAYLOR, *British propaganda during the First World War, 1914-1918*, Londres: Macmillan Press, 1982.

SCHMALE Wolfgang (éd.), *Kultur der Propaganda. Überlegungen zu einer Propagandageschichte als Kulturgeschichte*, Bochum: Winckler, 2005.

SCHMIDT Anne, *Belehrung – Propaganda – Vertrauensarbeit, Zum Wandel amtlicher Kommunikationspolitik in Deutschland 1914-1918*, Essen: Klartext, 2006.

SCHMITT Hans A., *Neutral Europe between war and revolution, 1917-23*, Charlottesville: University Press of Virginia, 1988.

SCHUBERT Peter, *Die Tätigkeit des k.u.k. Militärattachés in Bern während des Ersten Weltkrieges*, Osnabrück: Biblio Verlag, 1980.

SCHULZE Sabine, Leonie BEIERSDORF, Dennis CONRAD (éds), *Krieg & Propaganda 14/18*, Hambourg: Museum für Kunst und Gewerbe, 2014.

SCHUWEY Christophe, *La propagande américaine en Suisse durant la Première Guerre mondiale*, Université de Fribourg, mémoire de master (non publié), 2013.

SEGESSER Daniel Marc, *Recht statt Rache oder Rache durch Recht. Die Abndung von Kriegsverbrechen in der internationalen wissenschaftlichen Debatte, 1872-1945*, Paderborn: Ferdinand Schöningh, 2010.

SENN Alfred Erich, *Diplomacy and Revolution, The Soviet Mission to Switzerland, 1918*, Londres: University of Notre Dame Press, 1974.

SENN Alfred Erich, *The Russian revolution in Switzerland 1914-1917*, Londres: University of Wisconsin Press, 1971.

SERGEEV Evgeny, «The influence of Russian official propaganda upon neutral countries during the First World War», in *War & Propaganda in the XXth Century*, Maria Fernanda ROLLO et al. (dir.), Lisbonne: IHC, 2013, pp. 34-39.

SIEGENTHALER Hansjörg (dir.), *Statistique historique de la Suisse*, Zurich: Chronos, 1996.

SPRECHER Daniel, *Generalstabschef Theophil Sprecher von Bernegg*, Zurich: NZZ Verlag, 2000.

STAUFFACHER Werner, *Carl Spitteler: Biographie*, Zurich: Artemis Verlag, 1973.

STEGEMANN Hermann, *Erinnerungen aus meinem Leben und aus meiner Zeit*, Stuttgart: Deutsche Verlags-Anstalt, 1930.

STOVALL Pleasant Alexander, *Switzerland and the World War*, Savannah: Inc. Publishers, 1939.

TAMES Ismee, «War on our Minds». War, neutrality and identity in Dutch public debate during the First World War», *First World War Studies*, N° 2, 2012, pp. 201-216.

THIMME Hans, *Weltkrieg ohne Waffen, Die Propaganda der Westmächte gegen Deutschland, ihre Wirkung und ihre Abwehr*, Stuttgart: Cotta, 1932.

ULRICH-PIER Raphaële, *René Massigli. Une vie de diplomate*, 2 vol., Paris: Archives du Ministère des affaires étrangères, 2006.

URNER Klaus, *Die Deutschen in der Schweiz, Von der Anfängen der Kolonienbildung bis zum Ausbruch des Ersten Weltkrieges*, Frauenfeld: Huber, 1976.

VALLOTTON François, «Entre adaptation idéologique et nécessité commerciale, l'avènement de la culture de masse en Suisse (1900-1940)», in *Culture de masse et culture médiatique en Europe et dans les Amériques, 1860-1940*, Paris: PUF, 2006, pp. 179-191.

VALLOTTON François, *L'édition romande et ses acteurs, 1850-1920*, Genève: Slatkine, 2001.

VALLOTTON François, *Ainsi parlait Carl Spitteler, Genève et réception du «Notre point de vue suisse» de 1914*, Lausanne: Histoire et société contemporaine/Université de Lausanne, 1991.

VÉRAY Laurent, «Le cinéma de propagande durant la Grande Guerre: endoctrinement ou consentement de l'Opinion?», in *Une histoire mondiale des cinémas de propagande*, Paris: Nouveau Monde éditions, 2008, pp. 27-62.

VERHEY Jeffrey, «Überlegungen zu einer Kulturgeschichte der Propaganda im Ersten Weltkrieg», in *Persuasion und Propaganda in der öffentlichen Kommunikation*, Leipzig: Institut für Kommunikations- und Medienwissenschaft, 1999, pp. 39-47.

VIC Jean, *La littérature de guerre, Manuel méthodique et critique des publications de langue française (août 1914-août 1916)*, 2 vol., Paris: Payot, 1918.

VON UNGERN-STERNBERG Jürgen et Wolfgang, *Der Aufruf «An die Kulturwelt!»*, in *Das Manifest der 93 und die Anfänge der Kriegspropaganda im Ersten Weltkrieg*, Stuttgart: Franz Steiner, 1996.

WALTER François, «La Suisse comme île», in *Tour de France: eine historische Rundreise*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2008, pp. 419-428.

WELCH David, *Propaganda. Power and Persuasion*, Londres: The British Library, 2013.

WHITEHOUSE Vira B., *A year as a government agent*, New York: Harper & Brothers, 1920.

WIEHLERS Rudolf, *Deutsche Wirtschaftspropaganda im Weltkrieg*, Berlin: Mittler & Sohn, 1922.

WILKE Jürgen, «Deutsche Auslandspropaganda im Ersten Weltkrieg. Die Zentralstelle für Auslandsdienst», in *Pressepolitik und Propaganda: historische Studien vom Vormärz bis zum Kalten Krieg*, Cologne: Böhlau, 1997, pp. 79-125.

WINKLER Stephan, *Die «Stimmen im Sturm» (1915-1916) und die «Deutscheschweizerische Gesellschaft» (1916-1922)*, Université de Bâle, mémoire de licence (non publié), 1983.

YERLY Frédéric, «Grande Guerre et diplomatie humanitaire. La Mission catholique suisse en faveur des prisonniers de guerre (1914-1918)», *Vingtième siècle*, N° 58, avril-juin 1998, pp. 13-28.

ZALA Sacha, *Geschichte unter der Schere politischer Zensur: amtliche Aktensammlungen im internationalen Vergleich*, Munich: Oldenburg, 2001.

ZÜHLKE Raoul (éd.), *Bildpropaganda in Ersten Weltkrieg*, Hambourg: Kämpfer, 2000.

«Zürich 1914-1918. Bilder, Dokumente, Texte», *Du – Atlantis*, août 1966.

ZWEIG Stefan, *Die Welt von Gestern, Erinnerungen eines Europäers*, Frankfurt: S. Fischer Verlag, 1990 [1944].

SITOGRAFIE

14-18. *La Suisse en cartes postales*, site réalisé par Alexandre Elsig et Patrick Bondallaz de l'Université de Fribourg, en collaboration avec la Bibliothèque nationale suisse et [infoclio.ch] [www.14-18.ch].

Archives fédérales suisses, publications officielles numérisées. [www.amts.druckschriften.bar.admin.ch].

Collection de journaux suisses numérisés: *Berner Intelligenzblatt*, *Gazette de Lausanne*, *Journal de Genève*, *Le Confédéré*, *L'Express*, *L'Impartial...* [http://newspaper.archives.retro.ch/olive/ODE/index_fr.html].

Collection de revues suisses numérisées: *Kinema*, *Revue militaire suisse...* [http://retro.seals.ch/digbib/home].

1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War, Ute Daniel *et al.*, Freie Universität Berlin. [<http://encyclopedia.1914-1918-online.net/home>].

International Society of First World War Studies, Collaborative Bibliography. [www.firstworldwarstudies.org/bibliography.php].

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AA	Auswärtiges Amt
AEG	Archives d'État de Genève
AFS	Archives fédérales suisses (Berne)
AFZ	Archiv für Zeitgeschichte (Zurich)
AMAE	Archives du Ministère des affaires étrangères (La Courneuve)
APS	Association de la presse suisse
ATS	Agence télégraphique suisse
BAR	Bundesarchiv (Berlin)
BN	Bibliothèque nationale (Berne)
BGE	Bibliothèque universitaire de Genève
BUFA	Bild- und Filmamt
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CFCP	Commission fédérale du contrôle de la presse
CPEC	Correspondance politique de l'Europe centrale
CPI	Committee on Public Information
DDS	Documents diplomatiques de la Suisse
DHS	Dictionnaire historique de la Suisse
DPF	Département politique fédéral
DJP	Département fédéral de justice et police
DSG	Deutschscheizerische Gesellschaft
DÜD	Deutsche Überseedienst
GHQ	Grosses Hauptquartier
GSSB	Genossenschaft Schweizerische Sonntagsblätter
HAPAG	Hamburg-Amerikanische Packetfahrt-Actien-Gesellschaft
JAG	<i>Journal des années de guerre</i> de Romain Rolland

MAA	Militärische Stelle des Auswärtigen Amt
MAE	Ministère français des affaires étrangères
MPF	Ministère public fédéral
NA	Nachrichten-Abteilung des Auswärtigen Amt
NAK	National Archives (Kew)
NFO	Nachrichtenstelle für den Orient
NSH	Nouvelle Société helvétique
OHL	Oberste Heeresleitung
PA	Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (Berlin)
SES	Société des écrivains suisses
SIS	Stimmen im Sturm (« Voix dans la Tempête »)
SKBa	Staatsarchiv des Kantons Basel-Stadt
SKBe	Staatsarchiv des Kantons Bern
SKZ	Staatsarchiv des Kantons Zürich
SWA	Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (Bâle)
UFA	Universal Film Aktiengesellschaft
ZFA	Zentralstelle für Auslandsdienst

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Remarque : ont été relevés les noms apparaissant dans le corps du texte, non dans les notes.

- A**
Abbas II Hilmi (khédivé d'Égypte) : 173, 182, 419
Addy, Charles : 135
Adler, Jasna : 92, 414
Ador, Germaine : 474
Ador, Gustave : 59, 85, 97, 136, 216, 232, 266, 324, 375, 401, 428, 442, 465, 469-472, 474-476, 506
Ador, Louis : 375-376
Aellen, Hermann : 218
Ahrens, Georg : 480
Ahrens, Georg : 480
Aix, Pascal d' : 220
Albes, Jens : 34
Altheer, Alfred : 343, 347
Altheer, Paul : 238, 291, 388, 453, 496
Ammann, Hektor : 314-315, 524-525
Andreae, Volkmar : 339-341
Andreev, Leonid : 350
Angell, Norman : 351
Arendt, Hannah : 26
Arlettaz, Gérald : 32
Armand, Abel : 356
Arndt, Ernst Moritz : 312
Arp, Hans : 94
Astier, Placide : 220
Asquith, Herbert Henry : 180
Attenberger, Hans : 136, 163-168, 175, 250, 258-259, 267, 292, 387, 389-397, 407, 425, 436, 474-475, 479, 517, 519
Attinger, Joseph : 33, 132, 273
Audéoud, Alfred : 475-476
Audoin-Rouzeau, Stéphane : 13, 23, 34
Avenarius, Ferdinand : 277, 295
- B**
Baden, Max von : 516
Bächlin, Hans : 305
Bächtold, Hermann : 169, 221, 291, 312-313, 472, 523
Ball, Hugo : 94, 101, 369, 452, 454, 480
Ballin, Albert : 164
Bandelier, Albin : 121
Barbusse, Henri : 350-1
Bates, Fredrick N. : 374, 376
Baudouin, Charles : 445
Baudrillart, Alfred : 182
Baumberger, Georg : 183, 192, 214-216, 472
Baumberger, Otto : 333-334, 367, 389
Baur, Hans : 525
Beau, Jean-Baptiste Paul : 72, 139, 222, 272, 480
Becker, Annette : 13
Bédier, Joseph : 281
Beer, Max : 160, 176, 276-277, 448
Beethoven, Ludwig van : 78
Behrens, Peter : 11, 77, 342, 344, 347

- Benoît XV: 185
 Benziger, Carl Joseph: 273
 Bergson, Henri: 109
 Berlinger, Georg August: 237
 Berlioz, Hector: 499
 Bernays, Edward: 31
 Bernhardi, Friedrich von: 282
 Bernhardt, Sarah: 374
 Bernstiel, Heinrich: 496
 Berthelot, Philippe: 86, 422
 Bertoni, Luigi: 163
 Berzine, Jan: 87
 Besson, Marius: 182
 Bethmann Hollweg, Dietrich von: 158
 Bethmann Hollweg, Theobald von: 51, 223, 302, 322, 465
 Bettelheim, Heinrich: 425
 Bettex, Gustave: 207
 Bey, Zia: 173, 406
 Beyel, Christian: 195, 524
 Biedermann, Jean: 308-309
 Bienz, Eduard: 379
 Bierbaum, Paul Willy: 213
 Bille, Edmond: 114, 208, 388,
 Billot, Albert: 213
 Bircher, Eugen 123-124, 200, 524
 Birukoff, Paul: 437, 445-446
 Bismarck, Busso von: 161, 179, 303, 322-323, 391
 Bismarck, Otto von: 161, 187
 Bissegger, Walter: 213
 Bleibtreu, Hedwig: 355
 Bloch, Ernst: 452, 480
 Blocher, Eduard: 32, 44, 47, 192-197, 215, 291, 314-315, 472, 523
 Blocher, Hermann: 169, 187, 192, 312-314, 316, 338, 346, 472, 498, 514
 Blümner, Hugo: 76
 Bode, Wilhelm von: 349-350
 Bodenhausen, Eberhard von: 322, 507, 509, 535
 Böhm, Gottfried von: 158
 Börlin, Gerhard: 312
 Börlin, Wolfgang: 192, 312
 Bohn, Frank: 452
 Bohnenblust, Gottfried: 498
 Bois, Pierre du: 32
 Bolliger, Adolf: 215, 220, 315
 Bolo, Paul-Marie (dit Bolo-Pacha): 173, 191, 419, 442, 467
 Bonal, Jacques de (Joseph Bertourieux): 283-286
 Bongard, Pascal: 33
 Bonjour, Félix: 289
 Bonnard, Albert: 46
 Bopp, Arnold: 193, 266-267, 273
 Borgese, Giuseppe Antonio: 87
 Bossi, Emilio: 129
 Bourbon-Parme, François-Xavier de: 356
 Bourbon-Parme, Sixte: 356
 Bovard-Gidey, Arnold: 447-448
 Bovet, Ernest: 41, 47-48, 50, 103-104, 109-111, 140, 248-249, 318, 480, 513, 524
 Breiten, Milda: 367, 509
 Breysig, Kurt: 73
 Briand, Aristide: 86, 191, 451
 Brockhausen, Carl: 248
 Broda, Rudolf: 424
 Brun, Fritz: 341
 Bryce, James: 85, 281, 482
 Buchli, Hans: 314, 497
 Büchner, Georg: 334
 Bühler, Michael: 222
 Bühlmann, Fritz Ernst: 175, 366
 Bühler, Jakob: 112-114, 118, 261-262, 264-265, 311, 338
 Bülow, Bernhard von: 184, 443
 Bündgens, Leo: 76
 Bürke, Karl: 112
 Bundi, Gian: 334, 338-339
 Burckhardt, Walter: 248

- Bussche-Hadenhausen, Hilmar von dem : 331
- C**
- Caillaux, Joseph : 190, 441-442
 Calonder, Felix : 111, 114, 288, 400, 428, 487, 523
 Capy, Marcelle : 426
 Cardinaux, Emil : 48
 Carrère d'Encausse, Hélène : 409
 Casella, Georges : 442
 Cassirer, Paul : 329, 347-350, 352, 354
 Cavell, Edith : 197
 Cecil, Robert : 310
 Cérésolle, Pierre : 484
 Cézanne, Paul : 348
 Chaplin, Charles Spencer (dit Charlie) : 376
 Charle, Christophe : 19
 Charles I^{er} : 88, 302
 Charrier, Landry : 33
 Châtillon, Pierre : 61-62
 Chattopadhyaya, Virendranath : 162, 406
 Chaudet, Gustave : 287
 Cingria, Alexandre : 48
 Cingria, Charles-Albert : 48
 Claparède, René : 412
 Clemenceau, Georges : 86, 434, 441-442, 455
 Clemenceau, Sophie : 357
 Clément, Charles : 304, 388
 Colombi, Emilio : 486
 Colombi, Plinio : 48
 Comtesse, Robert : 137, 142
 Coninx, Otto : 219, 236
 Conrad von Hötendorf, Franz : 303, 306-307
 Constantin I^{er} de Grèce : 199-200
 Courbet, Gustave : 348
 Courcoux, Jules-Marie : 182
 Courgenay, Gilberte de : voir Gilberte Montavon
- Creel, Georges : 88, 479
 Crès, Georges : 396, 466, 482, 513, 515
 Croce, Benedetto : 350
 Cuendet, William : 103, 402
 Cuno, Wilhelm : 144, 373
 Czernin, Ottokar : 355
- D**
- Dami, Aldo : 30
 Darquet, Gabriel : 222, 254
 Dausat, Albert : 57
 David, Heinrich : 232
 Debran, Isabelle : 452
 Debrit, Jean : 28, 172, 177-181, 226, 394, 420-424, 427, 429-430, 432-438, 441, 445, 449-450, 452, 522
 Debrit, Marc : 179, 429
 Debrit, Marguerite : 179, 437, 445, 449
 Decoppet, Camille : 120, 289, 305, 307, 319
 Degas, Edgar : 348
 Dehmel, Richard : 77
 Delcassé, Théophile : 86, 408
 Denis, Ernest : 89
 Deutelmoser, Erhard : 82, 323
 Diesbach, Max de : 134, 311
 Ding-Guccione, Sophie : 33
 Dittmann, Otto : 185-186
 Doetsch-Benziger, Richard : 273
 Domizlaff, Hans : 30
 Doret, Gustave : 338
 Drechsel, Max : 273-274, 280
 Dubois, Paul : 56
 Ducrocq, Georges : 237, 318, 487, 530
 Dürr, Emil : 116
 Dumstrey, Gustav : 168, 183
 Dunant, Alphonse : 282
 Durieux, Tilla : 354
 Durrer Robert : 117

E

Eberlein, Gustav: 217-218, 275
 Ebert, Friedrich: 516
 Eger, Paul: 340
 Egger, August: 480
 Eggspühler, Hans Xaver: 182-183
 Egli, Karl: 58, 222, 291, 303, 305, 315, 496, 505, 520, 524
 Ehrenzeller, Wilhelm: 467
 Einem, William von: 88
 Einstein, Albert: 513
 Ellul, Jacques: 18
 Erler, Fritz: 292
 Erzberger, Matthias: 30, 79, 81-82, 157, 182-187, 214, 226, 247, 258, 407-408, 425, 427, 474
 Escher, Konrad: 104, 355
 Eschyle: 72
 Etter, Philipp: 539
 Eucken, Rudolf: 13
 Eversdijk, Nicole K.: 34

F

Faber du Faure, Georg von: 193
 Faesi, Robert: 118, 122-123, 515
 Fahmy, Mohamed: 172-174, 180
 Faivre, Abel: 292
 Falk, Felix: 173-176, 180
 Falke, Konrad: 112, 118, 140, 194
 Falkenhayn, Erich von: 93, 307-310, 322
 Fallières, Armand: 45-46
 Farid Bey, Mohamed: 172-173, 180, 406
 Favre, Alice: 423
 Feldner, Jacob: 437
 Fellner, Hermann:
 voir Hermann Flegenheimer
 Fernau, Hermann: 275, 283, 432, 452-453
 Ferrari, Ernesto: 304
 Feuerbach, Anselm: 348

Feyler, Fernand: 130, 189, 224, 401
 Fichte, Johann Gottlieb: 312
 Fick, Fritz: 192-195, 315, 366, 429, 524
 Filliol, Frank: 231, 234, 236
 Filsinger, Richard: 319
 Finckh, Ernst: 220, 273, 314-315
 Fisch, Karl: 126
 Fischer, Eugen: 182, 184, 214
 Fitz-James, Henri de: 423, 437
 Flake, Otto: 515
 Flaubert, Gustave: 346
 Flegenheimer, Hermann (dit Fellner):
 363, 371-373, 375, 377
 Flotow, Ludwig von: 379
 Flüe, Nicolas de: 117, 139
 Forel, Auguste: 438, 446
 Forel, Oscar: 446
 Forny, Charles: 429
 Forrer, Ludwig: 108, 132, 134, 318, 471
 François, Alexis: 437
 Fränkel, Jonas: 109
 Francke, Wilhelm: 51
 Frank, Leonard: 354, 513
 Frankfurter, Edwin: 273-274, 309
 Frankfurter, Richard Otto: 364, 367, 510
 Frey, Emil: 81, 108
 Frey, Ernst: 212
 Frey, Jean: 266, 273, 388, 496
 Frey, Jean Richard: 238-239
 Frey, Paul Hermann: 238, 256
 Freymond, Arthur: 106
 Fried, Alfred Hermann: 94, 444
 Fried, Oskar: 339, 499, 512
 Froidevaux, Léon: 129, 309
 Fueter, Eduard: 212-213, 478
 Füglistner, Albert: 128-129
 Führ, Alexander: 176, 235
 Fürstner, Otto: 335
 Fuhrer, Hans-Rudolf: 307
 Fulda, Ludwig: 78

G

Gabrys, Juozas: 277, 410-413
 Gärtner, Margarete: 143-145, 162-163, 169, 183, 193, 358, 386, 390, 479
 Gagern, Maximilian von: 88
 Gagliardi, Ernst: 54
 Gaillard, Ulrich: 446-447
 Gauchat, Louis: 104
 Gauguin, Paul: 348
 Gautschi, Willi: 31
 Gerlach, Rudolf von: 184
 Gifford, Gerald: 406
 Gilliard, Edmond: 274
 Girardet, Wilhelm: 219
 Glatz, Paul: 176, 473
 Gloor, Ernest: 446
 Godet, Philippe: 56, 60, 89, 218, 401
 Goebbels, Joseph: 539
 Goethe, Johann Wolfgang von: 78
 Göthisheim, Emil: 192
 Gogh, Vincent van: 348, 350, 430
 Golay, Paul: 441, 445-448, 450
 Gos, Charles: 122
 Gottberg, Otto von: 273-274
 Gotthelf, Jeremias (Albert Bitzius): 117, 264, 315
 Graber, Ernest-Paul: 50, 239
 Graf, Karl: 496
 Grande, Julian: 222, 237, 480, 483
 Grant Duff, Eugen: 160, 193
 Grellet, Pierre: 239, 265, 432
 Grelling, Kurt: 275, 283
 Grelling, Richard: 281-282, 452-453
 Grey, Edward: 408
 Grimm, Robert: 58, 190, 216, 388, 465-469, 534
 Grosz, George (Georg Gross): 375-376
 Grumbach, Salomon: 351
 Grupp, Peter: 33
 Guggisberg, Paul: 222

Guilbeaux, Henri: 87, 425, 430, 437-439, 440-444, 446, 449-452
 Guiland, Antoine: 513
 Guillaume II: 12, 41, 43-46, 58, 61-62, 164, 198, 212, 278, 280, 282, 309, 369, 388, 399, 427, 447
 Guinand, Marcel: 307, 316, 432
 Guyer, Adolf: 211
 Gygax, Paul: 213

H

Haab, Robert: 428, 475-476, 498
 Haas-Heye, Otto: 343
 Haas, Robert: 211
 Häberlin, Paul: 248-249
 Haeften, Hans von: 321, 323, 402
 Hänggi, Karl: 29, 91, 145, 211, 228, 237, 254-255, 261, 291, 332
 Hagenmacher, Fritz: 453
 Haguénin, Émile: 86, 145, 167, 202, 237, 335-336, 401, 442-443, 482, 521
 Hall, Stuart: 26
 Hammann, Otto: 323
 Hansi (Jean-Jacques Waltz): 135, 454
 Hartmann, Charles Leopold: 420, 424-430, 440, 445
 Hartmann, Ludo Moritz: 248
 Häusser, Ludwig Christian: 426
 Haupt, Paul: 280
 Hauptmann, Gerhart: 77
 Hauser, Henri: 115
 Heartfield, John (Helmut Herzfelde): 375-376
 Heckel, Erich: 348
 Hedin, Sven: 274
 Helbling, Carl: 509
 Helfferich, Karl: 30, 81
 Heller, Hugo: 357
 Hellmüller, Carl Th.: 126
 Helphand, Alexander (dit Parvus): 410
 Herr, Jakob Christoph: 63, 192

Herriot, Edouard : 317, 429
 Herron, George D. : 412, 437, 452
 Hervé, Gustave : 425
 Herzfelde, Wieland : 375
 Hesse, Hermann : 25, 248, 399, 515
 Hindenburg, Paul von : 180, 198, 302, 322, 397, 399, 523
 Hitler, Adolf : 525
 Hodler, Ferdinand : 52, 118, 423, 514
 Hodler, Hector : 423
 Hohenzollern, Guillaume de (Kronprinz) : 282, 397
 Hönn, Karl : 278, 512
 Hofer, Cuno : 143
 Hoffmann, Arthur : 48, 58-59, 73, 85, 104, 126, 128, 170, 178, 187-191, 193, 215, 223, 229, 231-232, 248, 263, 309, 311, 319, 324, 388, 400, 410, 465, 467-469, 471-472, 477, 482
 Hofmannsthal, Hugo von : 355-356, 366
 Horner, Jakob : 211-212, 487, 523
 House, Edward Mandell : 478
 Huber, Emil : 275
 Huber, Eugen : 248
 Huber, Hans : 453
 Huber, Max : 248
 Huguenin, Charles : 330, 499
 Humbert, Charles : 190
 Hunziker, Marcel : 469

I

In der Gand, Hanns (Ladislaus Krupski) : 122
 Inglin, Meinrad : 9

J

Jäckh, Ernst : 81-82, 342-343
 Jagow, Gottlieb von : 321
 Jakoby, Heinrich : 177
 Janischfeld, Erwin : 89, 371
 Jaques-Dalcroze, Émile : 52

Jegerlehner, Johannes : 139, 287
 Jeheber, Jean-Henri : 275, 438
 Jeismann, Michael : 385
 Joffre, Joseph : 63, 198
 Johnson, Hiram : 72
 Jollès, Leo : 236, 489
 Jost, Hans Ulrich : 33, 37
 Jouve, Andrée : 437, 445
 Jouve, Pierre Jean : 349, 353, 437, 441, 444, 446
 Juillerat, E.-Ludwig : 236, 437
 Jünke, Arnold : 235

K

Kalifa, Dominique : 19
 Kamber, Esther : 136
 Kant, Immanuel : 78, 338
 Karg, Christian : 372, 377
 Kastor, Robert : 371
 Kaufmann, Max Rudolf : 406-407, 409
 Kaul, Louis : 184
 Kay, John de : 450
 Kehm, Albert : 338
 Keller, Adolf : 103, 486
 Keller, Gottfried : 117-118, 312, 514-515
 Keller-Huguenin, Eugen : 195
 Kellogg, Frank : 451
 Kesküla, Aleksander : 410
 Kessler, Harry Graf : 11, 29, 33, 111, 159, 167, 291, 319, 322-323, 330-341, 344, 346-352, 354-356, 363, 365-367, 369, 371-373, 375, 403, 419, 433, 477-479, 491, 499, 506-512, 530, 535
 Kienzle, Wilhelm : 341
 Kieselhausen, Lucy : 344
 Kiliani, Richard : 377
 Kippenberg, Anton : 514
 Kjellén, Rudolf : 199
 Klimt, Gustav : 348
 Klingler, Karl : 335
 Knellwolf, Arnold : 315

Kober, Alfred : 514-5
 Köllwitz, Käthe : 513
 Körner, Theo : 369
 Kohler, Pierre : 112-113
 Kokoschka, Oskar : 348
 Koller, Max : 196, 497
 Korol, Martin : 33
 Korrodi, Eduard : 109, 213
 Kostka, Alexandre : 33, 334
 Krämer, Hermann : 75-76
 Krause, Karl Ludwig : 437, 517
 Kreis, Georg : 31
 Kühlmann, Richard von : 428
 Kufferath, Lucy : 437
 Kufferath, Maurice : 91, 437
 Kuhn, Konrad : 31
 Kutter, Hermann : 513

L

Laborie, Pierre : 21
 Lacroix, Victor de : 470
 Lamprecht, Karl : 80, 333
 Lang, Herbert : 521
 Lang, Joseph : 370, 379
 Lardy, Charles : 481
 Lasker-Schüler, Else : 350
 Lasswell, Harold D. : 31
 Lasswitz, Rudolf, 234
 Latzko, Andreas : 351-352, 354
 Laur, Ernst : 75
 Lavisie, Ernest : 109, 281
 Lazarsfeld, Paul Felix : 31
 Le Bon, Gustave : 27
 Ledrappier, Albert : 444
 Le Maguet, Claude (Jean Salives) : 437, 444, 450
 Lénine, voir Oulianov, Vladimir Ilitch
 Lenoir, Pierre : 191
 Lichnowsky, Carl Max : 437
 Liebermann, Max : 77, 347
 Lienert, Meinrad : 315

Lippmann, Walter : 31
 Lissauer, Ernst : 74
 Liszt, Franz von : 77
 Lloyd George, David : 85
 Lochner, Louis P. : 439
 Loosli, Carl Albert : 33, 71, 103, 261, 483-486
 Lothar, Rudolf : 357
 Loyson, Paul-Hyacinthe : 317
 Luciri, Pierre : 31
 Ludendorff, Erich : 30, 302, 319, 322, 331, 370, 397, 403, 419, 434, 506, 517, 524, 536
 Lüthi, Emanuel : 273-274
 Lupold, Jean : 486

M

Maeterlinck, Maurice : 109
 Mahler, Gustav : 339, 499
 Manet, Édouard : 348, 350
 Mangold, Burckard : 341
 Mangold, Fritz : 169
 Mantler, Heinrich : 233
 Marinetti, E.F.T. : 366
 Marti, Erwin : 33
 Martin, William : 113, 436, 478
 Marx, Karl : 444
 Masaryk, Tomàs : 89
 Masereel, Frans : 349, 430-431, 434-435, 443-446
 Massigli, René : 41, 145, 159
 Matthey, Hubert : 114
 Mattioli, Aram : 32
 Maurras, Charles : 48, 120
 Mercier, Lucien : 446
 Mercier, Philippe : 479
 Messenger, André : 337
 Messerli, Hanni : 234
 Messter, Oskar : 83, 293, 373
 Meunier, Paul : 190-191
 Meyer, Albert : 213

Meyer, Arnold: 187
 Meyer, Conrad Ferdinand: 117, 312, 315
 Michaelis, Georg: 302
 Millioud, Maurice: 15, 52, 89, 130
 Moissi, Alexander: 330, 335, 518
 Moltke, Helmuth Johannes Ludwig von: 44, 165
 Montag, Carl: 347-348
 Montant, Jean-Claude: 20, 33
 Montavon, Gilberte (dite Gilberte de Courgenay): 122, 537
 Montgels, Adolf von: 324
 Montgels, Maximilian von: 434
 Montlong, Oskar von: 92, 357, 426
 Morax, René: 60, 119, 272
 Morel, Edmund D.: 438
 Morel, Yves-Alain: 123
 Morhardt, Mathias: 422
 Mosse, Rudolf: 209, 212
 Motta, Giuseppe: 130, 266, 289, 304, 319
 Mougeot, Jacques: 427
 Müller, Adolf: 237, 491, 518-522
 Müller, Eduard: 319, 498
 Müller, Karl: 62
 Münzinger, Ludwig: 169
 Muret, Maurice: 46
 Musulin von Gomijre, Alexander: 92, 346, 357, 506

N

Naine, Charles: 50
 Naville, Lucien: 135, 398
 Nelson, Rudolf: 367, 509
 Nicolai, Georg: 275
 Nicolai, Walter: 84
 Niedermann, Alfred: 162, 192-194
 Niehans, Paul: 288
 Nikisch, Arthur: 332, 335-337
 Nobs, Ernst: 217

Nolde, Emil: 348

O

Ochsenbein, Heinz: 31
 Oechsli, Wilhelm: 104, 313
 Oehler, Hans: 523, 525
 Oeri, Albert: 222, 478, 494
 Oliver, David: 373
 Oltramare, André: 21, 57, 175, 229
 Oppenheim, Louis: 292
 Oppenheim, Max von: 144
 Oppenheimer, Francis: 85
 Ostermann, Patrick: 34
 Otlet, Paul: 412
 Ott, Emil: 287
 Oulianov, Vladimir Ilitch (dit Lénine): 87, 94, 101, 410-411, 439, 451

P

Pabst, Eugen: 339
 Pageot, Gaston: 92, 224, 442
 Painlevé, Paul: 357
 Parys, Joris van: 434
 Pau, Paul Marie: 44, 466
 Payot, Charles: 89
 Payot, Samuel: 281
 Pechstein, Max: 348
 Péliissier, Jean: 413
 Perret, Paul: 433
 Pétain, Philippe: 198
 Petrovic, Edouard: 437
 Pfeffer, Edouard H.: 170, 172, 175, 522-523
 Pfitzner, Hans: 340
 Philipp, Fabian: 171
 Picot, Albert: 316
 Pierre de Serbie: 63
 Pistor, Karl: 340
 Pittard, Eugène: 121
 Plenge, Johann: 30
 Poincaré, Raymond: 12, 224, 442

- Polentz, Bertoletti von : 401
 Porten, Henny : 372
 Pourtalès, Guy de : 33, 272, 275, 337, 360, 376, 398, 434, 512-513
 Pourtalès, Horace de : 376
 Praetere, Jules de : 494
 Prager, Willy : 509
 Prittwitz, Erich von : 506
 Privat, Edmond : 412, 422-424
 Privaz, Etienne : 176-177
 Prost, Antoine : 32
- Q**
 Quervain, Fritz de : 79
 Questiaux, Louis : 437
- R**
 Rabours, Frédéric Jules de : 307, 316, 426, 469
 Radowitz, Otto von : 324
 Radowitz, Wilhelm von : 158, 181, 279, 449, 535-536
 Raemaekers, Louis : 387
 Ragaz, Leonhard : 54, 79, 109, 115, 194, 303, 446, 513
 Rambert, Maurice : 423
 Ramuz, Charles Ferdinand : 60, 119-120, 272, 294
 Rappard, William : 115, 477-478, 523-524
 Rascher, Max : 112, 118, 194, 275, 351-354, 514
 Rathenau, Walther : 513
 Ravené, Louis : 491
 Reinhardt, Max : 332-334
 Reiss, Rodolphe-Archibald : 89, 175, 407, 413
 Remarque, Erich Maria : 231
 Renaud, Albert : 429
 René-Jean (René Hippolyte Jean) : 347
 Renoir, Auguste : 348
 Reucker, Alfred : 338-340
 Revertera, Nikolaus : 356
 Reynold, Gonzague de : 14, 28, 47-48, 51, 86, 103, 107, 111, 116, 119-124, 143, 247-248, 265, 481-482
 Richter, Adolf : 168-169
 Richthofen, Hartmann von : 399, 425
 Riesenberger, Dieter : 38
 Rifat, Mansur Mustapha : 172-173
 Rigassi, Georges : 51, 317
 Rifat, Mansur Mustapha : 172-173
 Rikli, Herbert : 64, 66-67
 Rimensberger, Emil : 237
 Ringier, Paul : 250, 394
 Ritter, Paul : 476-7
 RoCHAT, Paul : 56, 61, 131, 134, 136, 138, 283, 311, 494
 Rocheblave, Samuel : 289
 Rodin, Auguste : 348
 Röthlisberger, Ernst : 151, 474
 Roger, Noëlle : 119
 Rohrbach, Paul : 80, 333
 Rösemeier, Hermann : 452-454, 460, 495
 Rolland, Romain : 22, 29, 32, 51, 77, 85, 94-95, 109-111, 138, 224, 248, 272, 349, 352-353, 357, 420, 422-426, 434, 438-446, 451-452, 513
 Romberg, Gisbert von : 93, 96, 104, 126, 144, 146, 158, 160, 179, 181, 188-191, 193, 209, 211, 214, 217, 219, 225, 234, 240, 263, 269, 308, 310, 316, 320-321, 323-324, 331, 336, 346, 348, 350, 400, 403, 409-410, 413, 421-422, 425, 430, 460, 467-468, 470-472, 474-475, 478, 484, 491, 496, 499, 505, 507-509, 516-518, 530
 Rosen, Friedrich : 404
 Rosenberg, Jacques Gabriel von : 439, 442-443
 Rosenberg-Redé, Oskar : 425-426
 Rosny aîné, J. H. (Joseph Henri Honoré Boex) : 317
 Rossier, Edmond : 385
 Rostowa, Natacha : 423

- Rub-de-Crousaz, Gaston : 437
 Ruchti, Jacob : 31, 277-280, 312, 339, 436, 537
 Rüdel, Hugo : 499
 Rüeegg, August : 114
 Ruelens-Marlier, Samuel : 426-427, 432
 Rusch, Johann Baptist : 437, 483, 487
 Rusiecka, Marie de : 437
 Russell, Bertrand : 351
- S**
 Sacchi, Filippo : 234
 Sadoux, Eugène-Henri : 172, 174-177, 522-523
 Salis-Guyer, Ludwig von : 210-212
 Salten, Felix : 336
 Schäppi, Emanuel : 231-232
 Schaffner, Jakob : 513, 515
 Schaller-Mouillot, Charlotte : 66-67
 Scharnhorst, Gerhard von : 336
 Scheidemann, Philipp : 516
 Scheurer, Karl : 138-139
 Schickele, René : 350-351, 515
 Schiemann, Theodor : 282-283
 Schiller, Friedrich von : 312
 Schlesinger, Paul : 439, 442-443, 450-451
 Schlieben, Hans : 453, 517
 Schlieffen, Alfred von : 44
 Schmid, Edgar : 310, 524-525
 Schmidt, Anne : 322
 Schmidt, August : 315, 523
 Schmidtbonn, Wilhelm : 335
 Schnetz, Bertrand : 515
 Schoeck, Othmar : 341
 Schöller, Arthur : 190-191, 467
 Schoop, Hermann : 17, 56, 136, 212, 225, 229, 249, 465
 Schubert, Carl von : 158, 190
 Schürch, Ernst : 478
 Schulthess, Edmund : 97, 428, 432, 467-468, 471, 476, 494
 Schulthess, Otto : 433
 Schuwey, Christophe : 33
 Schwarzenbach, Emil : 236
 Schwarzenbach, Renée : 340
 Schweizer, Paul : 54
 Séailles, Gabriel : 94
 Secretan, Edouard : 46, 54, 71, 129, 224, 305, 308
 Seeholzer, Heinrich : 487
 Seippel, Paul : 77, 79, 82, 95, 107, 109, 115, 118, 140-141, 180, 320, 322, 466, 480, 513, 524
 Senger, Alexander von : 195, 524
 Senn, Alfred Erich : 33
 Sievers, Johannes : 519, 522
 Simson, Hermann von : 162-163, 174, 209-210, 212-213, 238-239, 276-278, 306, 320, 407, 421, 423, 475, 506
 Sombart, Werner : 198
 Sommer, Heinz : 234
 Speiser, Paul : 192, 338
 Spengler, Frédéric-Hermann de : 425, 437, 458
 Spitteler, Carl : 17, 54, 107-110, 112, 114-115, 117, 137, 140-141, 176, 196, 197, 201, 217, 255, 312, 436, 452, 480, 484, 487, 532, 537
 Sprecher von Bernegg, Anton : 192
 Sprecher von Bernegg, Theophil : 44, 218, 223-224, 303, 305, 307, 311, 315, 523-524
 Stämpfli, Franz : 473
 Stämpfli, Wilhelm : 273, 477
 St. Denis, Ruth : 366
 Steck, Gerhard : 107, 265
 Stegemann, Hermann : 62, 222-224, 520
 Steiger, August : 315
 Steinitz, Paul : 369
 Stepankowski, Wolodomir : 410-411, 423
 Stern, Norbert : 343, 511
 Stern-Rubarth, Edgar : 30
 Stilgebauer, Edward : 426

Stoehr, Max : 372
 Strasser, Charlot : 351
 Strauss, Emil Georg : 373
 Strauss, Richard : 332, 335-337, 339
 Strub, Walter : 478
 Sudermann, Hermann : 78
 Sulzer, Hans : 476
 Sury d'Aspremont, Paul de : 176
 Suter, Anton : 446
 Suter, Hermann : 341
 Suter-Lerch, H. J. : 437
 Syz, John : 477

T

Tanner, Arminio : 114
 Tanner, Karl : 222
 Tartini, Rodolfo : 186
 Tattenbach, Franz von : 160, 316, 232, 335, 496
 Tavel, Rudolf von : 217-218
 Tetmayer, Włodzimierz : 95
 Thiel, Fritz : 285
 Thoma, Hans : 348
 Tobler, Theodor : 452-453
 Tolstoï, Léon : 423, 437, 444-446
 Tonnelat, Ernest : 135, 454
 Traz, Robert de : 47, 116, 118
 Treutler, Karl Georg von : 278, 309
 Trog, Hans : 213, 335
 Tschärner, Friedrich von : 217-219
 Tschumi, Hans : 128
 Tseretli, Mikheil : 406

U

Ulmer, Otto : 509
 Utzinger, Ernst : 380

V

Vallière, Paul de : 88
 Vallotton, Benjamin : 118-119
 Vallotton, François : 33

Valyi, Felix : 226
 Velde, Henry Van de : 351
 Vénizélos, Elefthérios : 199
 Verhaeven, Émile : 109, 129, 317
 Vic, Jean : 29
 Vietsch, Wilhelm von : 324
 Vetter, Ferdinand : 42
 Vetter, Theodor : 210
 Vogel, Walter : 80
 Vogt, William : 60
 Vuille, Charles : 74, 132

W - X - Y

Wagnière, Georges : 49, 52, 225
 Waldmann, Emil : 347
 Walser, Robert : 181, 515
 Walter, Bruno : 340
 Walz, Fritz : 219, 236-237
 Warnant, Julien : 290
 Warnecke, Georg : 490, 492
 Wart, Else : 367
 Wattenwyl, Moritz von : 58, 303, 305, 315
 Waxweiler, Emile : 90-91, 96, 140, 142, 199
 Weber, Karl : 282
 Weese, Arthur : 280
 Wehler, Hans-Ulrich : 19
 Weiller, Lazare : 93
 Weingartner, Felix von : 337, 342
 Wells, Herbert G. : 350
 Welti, August : 131, 136, 283, 474-475
 Werfel, Franz : 350, 357
 Wernle, Paul : 109, 169, 192, 312
 Werth, Léon : 426
 Wetterlé, Émile : 318-319
 Wettstein, Oskar : 54, 75, 210-211, 432-433, 475, 494, 516
 Whitehouse, Vira B. : 88, 144, 376, 479-480, 495
 Wiesner, Friedrich von : 355

- Wille, Ulrich (général): 44, 51, 60, 81, 108, 119-123, 130, 187-192, 200-201, 223-224, 282, 303-305, 309-311, 315, 340, 355, 400, 426, 475-476, 489, 505, 524-525
- Wille, Ulrich Jr.: 192, 275, 421, 524-525
- Wilson, Woodrow: 197, 351, 388, 404-405, 412, 424, 447, 452, 473-474, 478, 480, 516, 523
- Winkler, Stephan: 32
- Winter, Jay: 32
- Wirz, Adalbert: 183
- Woker, Philipp: 279-280
- Wolff, Theodor: 143, 518
- Wollenberger, Sigmund: 171
- Woltereck, Richard: 140, 222, 399
- Wulfsohn, Leo (dit Mandelbaum): 455
- Wullens, Maurice: 438
- Wunderlich, Karl: 167
- Wyss, Ferdinand: 223, 227, 273, 275-279, 283, 285-288, 352, 354-355, 438, 521
- Z**
- Zahn, Ernst: 60, 76, 114, 117, 192, 195, 218
- Zalkind, Jonas: 443
- Zeller, Heinrich: 363, 367-370, 509-510
- Zellweger, Otto: 222
- Ziegler, Béatrice: 31
- Zimmerli, Gottlieb: 63
- Zinoviev, Grigori: 410
- Zuckerlandl, Berta: 356
- Zurlinden, Samuel: 54, 194, 481, 483, 486, 524
- Zutt, Ernst Theodor: 114
- Zweig, Stefan: 17, 94, 109, 159, 248, 350, 353, 430, 433, 444

ICONOGRAPHIE

- [Couverture] Edmond Bille, « Mensonges », *Une danse macabre*, Lausanne: Éditions Spes, 1919, planche N° 11. © Association Edmond-Bille, Juriens.
- [Page 43–QR] Paul Berger, *Après la grande débâcle. Le partage de la Suisse*, Lausanne: Jean Biedermann, 1914. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [45–fig. 1] Paul Langhans, *Die Westschweiz mit deutscher Ortsbenennung, nach Eduard Blocher und Emil Garraux*, Gotha: J. Perthes, 1907. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [45–QR] Film *Kaiserbesuch Wilhelm II. In Bern 1912*, Berlin: Pathé Frères; Freiburg i. B.: Welt-Kinematograph, [1912]. Source: AFS, E5361-01#2006/171#249.
- [48–QR] Émile Cardinaux, affiche pour l'Exposition nationale suisse, 1914. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [55–fig. 2] Jos. de Saint-André, *Réparation! Expiation! 1914-1915*, Paris: Levé 1915. Source: AFS, E27/13892, vol. 1.
- [55–fig. 3] Erwin Janischfeld, *Kultur. Ein Schreiben an die gesittete Welt und drei Briefe an Professor Reiss in Lausanne*, sl., 1915. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [55–fig. 4] *Russische Greuelthaten*, sl., [1915]. Source: AFS, E27/13893, vol. 1.
- [61–fig. 5] Pierre Châtillon, *L'Antéchrist*, sl.: Éd. Aymé-Vé, sd. Source: Bibliothèque nationale suisse, Cabinet des estampes, Kriegspostkarten.
- [63–QR] « Jeu de la guerre 1914 », Genève: Rojoux & Schaufelberger, [1914-1915]. Source: AFS, E2001 (A), vol. 798.
- [64-65–fig. 6 et 7] Herbert Rikli, *Hurra! Ein Kriegs-Bilderbuch*, Stuttgart: Loewes F. Carl, 1915. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [66–fig. 8] Charlotte Schaller-Mouillot, *Suite de 6 lithographies*, Paris: chez l'auteur, 1915. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [74–QR] K. Lehmann-Dumont, *Humoristische Karte von Europa im Jahre 1914*, Dresde, 1914. Source: AFS, E27/13893, vol. 2.
- [114–QR] *Der Schweizer Kamerad*, 1^{er} janvier 1916. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [122–QR] Extrait du film *Gilberte de Courgenay*, réalisé par Franz Schyder, Zurich: Praesens-Film AG, 2003 [1941], disponible sur le site de la srf.ch: [www.srf.ch/play/tv/bonusmaterial-film/video/das-lied-zum-schweizer-mythos?id=3b7444c1-0b02-47a8-8b54-aa7411f88170].
- [123–QR] Extrait du film *Füsilier Wipf*, réalisé par Hermann Haller et Leopold Lindtberg, Zurich: Praesens-Film AG, 2009 (1938), disponible sur le site de la srf.ch: [www.srf.ch/play/tv/me_gipfelfstuermer/video/fuesilier-wipf-1938?id=029cfd95-eb03-4273-b3a9-6f04d452825a].
- [125–fig. 9] *Gugus*, 19 septembre 1914, p. 381. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [132–QR] Tract publicitaire de la maison Attinger Frères, Neuchâtel, 1915. Source: AFS, E27/13892, vol. 2.
- [135–fig. 10] Charles Addy, Carte postale « La censure », sl., 1915. Source: Bibliothèque nationale suisse, Cabinet des estampes, Kriegspostkarten.
- [135–QR] Auteur anonyme, Carte postale « À nos grands emmerdeurs nationaux. Anno 1915 », Lausanne: Perrochet-Matile, 1916. Source: Bibliothèque nationale suisse, Cabinet des estampes, Kriegspostkarten.
- [165–fig. 11] *Journal de la Guerre*, juillet 1916. Source: PA, Bern 1320.

- [208–QR] Edmond Bille, «Les vassaux», *Au pays de Tell*, Lausanne: Payot, 1915. Source: BCU Fribourg. © Association Edmond-Bille, Juriens.
- [210–QR] *Züricher Post*, 6 septembre 1914. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [215–QR] Carte postale anonyme, [1915]. Source: Archives PTT, vers-057 A 00011.
- [218–QR] Capplair, «Au Bristol à Berne», *L'Arbalète*, 15 janvier 1917. Source: BCU Fribourg.
- [230–QR] Edmond Bille, «La vérité en 1914», *Au pays de Tell*, Lausanne: Payot, 1915. Source: BCU Fribourg. © Association Edmond-Bille, Juriens.
- [253–fig. 12] *Illustrierter Kriegs-Kurier*, N° 27, [1914-1915]. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [255–fig. 13] *Mars*, N° 34, janvier 1916. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [276–QR] Emil Huber, *Schweizer Militär: Ein Album von 24 farbigen Blättern*, Berne: Ferd. Wyss, 1915. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [282] *J'accuse!*, von einem Deutschen, Lausanne: Payot, 1915. Source: AFS, E27/13892, vol. 1.
- [292–QR] Affiche de Louis Oppenheim, «Wir Barbaren!», Berlin: Dr. Selle & Co., sd.
- [304–QR] Charles Clément, carte postale «La tache», slnd. Source: Bibliothèque nationale suisse, Cabinet des estampes, Kriegspostkarten.
- [333–QR] Affiche d'Otto Baumberger, *Oresteia*, Zurich: Graphische Anstalt J. E. Wolfensberger AG, 1917. Source: Museum of Design, Zurich, [sammlungen-archiv.zhdk.ch/view/objects/asitem/id/17083].
- [345–fig. 14 et 15] Arthur Moeller van den Bruck, *Die Ausstellung des Deutschen Werkbundes in Bern*, 1917, Munich: Bruckmann, 1917, p. 104. Source: Bibliotheken der Universität Bern.
- [351–QR] [Andreas Latzko], *Menschen im Krieg*, Zurich: Rascher & Cie, 1917. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [367–QR] Affiche d'Otto Baumberger, *Tournée Zeller – Der schiefe Spiegel*, Zurich: Graphische Anstalt J. E. Wolfensberger AG, 1917. Source: Museum of Design, Zurich, [sammlungen-archiv.zhdk.ch/view/objects/asitem/Objects\$004066604/92].
- [372–QR] *Kinema*, 28 juillet 1917. Source: Swiss electronic academic library service (retro.seals.ch).
- [374–QR] Film *The Battle of the Somme*, Londre: War Office, 1916. Source: site de l'Imperial War Museum [www.iwm.org.uk/collections/item/object/1060008206].
- [379–QR] Georges Darel, affiche pour le film *L'Armée suisse*, Genève: Sonor, 1918. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [399–QR] *Deutsche Internierten Zeitung*, 27 janvier 1917. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [430–QR] Frans Masereel, «Les Allemands perdent leur argent», *La Feuille*, 31 août 1917. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [431–fig. 16] Frans Masereel, «Une attaque au gaz», *demain*, septembre 1917. Source: Bibliothèque nationale suisse. © 2017, ProLiteris, Zurich.
- [449–QR] S. Bei, Portrait de Jean Debrist, slnd. Source: Bibliothèque de Genève, Fonds Jean Debrist, I Bis.
- [485–fig. 17] *Le Mois illustré*, N° 6, mars 1918. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [489–QR] Karl Czerpien, «Propaganda», *Nebelspalter*, 2 février 1918. Source: Bibliothèque nationale suisse.
- [537–QR] X. Wehrli, carte postale «La Suisse, l'île de paix», Bâle: Éssig, 1917. Source: Bibliothèque nationale suisse, Cabinet des estampes, Kriegspostkarten.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	11
L'embrigadement moral des neutres	15
<i>Propaganda</i> et <i>Aufklärung</i>	17
Les propagandes face à l'opinion	19
Un riche corpus de sources	27

PARTIE 1

ENTRE DISCORDE ET CONCORDE

1. LES POMMES DE LA DISCORDE	41
La force d'attraction allemande	42
Les -philies s'en vont en guerre	50
2. UNE DÉFLAGRATION SPONTANÉE	71
Les civils au garde-à-vous	73
Une institutionnalisation à contretemps	79
«Sentir battre le pouls de cette Europe en guerre»	91
3. LES VOIX DE LA CONCORDE	103
L'appel au calme helvétiste	105
La réaction de la Confédération	119
Mai 1915, une plaque tournante	136

PARTIE 2

L'INSTALLATION D'UN RÉSEAU DE PROPAGANDE

4. INSTITUTIONS, ACTEURS ET IDÉES	157
Structures et géographie de la propagande	158
En terrain miné: l'action dans le monde latin	169
Le soutien des réseaux indigènes	187
Effet miroir: les thèmes de propagande	196
5. VÉNALITÉ ET CONNIVENCE DU MONDE DE LA PRESSE	207
Une «avalanche de papier» en Suisse alémanique	208
Les agences, nerf de la guerre d'information	228
6. LES PUBLICS CIBLES DE LA PRESSE SPÉCIALISÉE	247
Guerre imaginée, guerre d'images	249
Une presse dominicale «dénationalisée»?	259
7. LA PLUME, LA PAROLE ET LES IMAGES	271
Wyss et Payot, un combat littéraire	273
Des formes secondaires de propagande	288

PARTIE 3

TOTALISATION ET MASSIFICATION

8. MOUVEMENTS DE BASCULE	301
Pertes et profits de l'affaire des colonels	303
L'offensive à tout prix	316
9. GRANDEUR ET DÉCADENCE DE LA PROPAGANDE ARTISTIQUE ...	329
Harry Kessler, avec tambours et trompettes	330
L'occupation des musées	342
L'argent trouble de Paul Cassirer	349
La sécession austro-hongroise	355

10. UNE PROPAGANDE POUR LES MASSES	363
Au petit théâtre de la Grande Guerre	364
La guerre dans les salles obscures	370
11. JUSQU'AU BOUT	385
Un « feu roulant de papier »	386
L'encadrement des internés	398
L'aspiration des « nationalités »	405
12. LA PAIX, RIEN QUE LA PAIX ?	419
L'omniprésence de Jean Debrit	421
L'odeur du soufre révolutionnaire	438
La <i>Freie Zeitung</i> , l'arme démocrate de l'Entente	452
PARTIE 4	
UNE DÉFAITE AVANT L'HEURE	
13. CHANGEMENT DE CAP	465
Réorientation de la politique extérieure	467
La récupération de l'helvétisme par l'Entente	480
L'économie par-dessus tout	488
14. UN SYSTÈME INALTÉRABLE	505
Le déraillement artistique	507
Une ultime action dans les librairies	512
<i>Tabula rasa</i> à la légation	516
CONCLUSION	529
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	543
LISTE DES ABRÉVIATIONS	563
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	565
ICONOGRAPHIE	577

AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR WWW.ANTIPODES.CH

GRHIC

Florence Bays et Carine Corajoud, *Edmond Gilliard et la vie culturelle romande. Portrait de groupe avec maître (1920-1960)*, 2010.

Alain Clavien, *Grandeurs et misères de la presse politique. Le match Gazette de Lausanne – Journal de Genève*, 2010.

Alain Clavien, Claude Hauser et François Vallotton, *Théâtre et scènes politiques. Histoire du spectacle en Suisse et en France aux XIX^e et XX^e siècles*, 2014.

Alain Clavien et François Vallotton, « *Devant le verre d'eau.* » *Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, 2007.

Alain Clavien et Nelly Valsangiacomo, *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres*, 2006.

Alexandre Elsig, *Les shrapnels du mensonge. La Suisse face à la propagande allemande de la Grande Guerre*, 2016.

Franziska Metzger et François Vallotton, *L'historien, l'historienne dans la cité*, 2009.

Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste. La Commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, 2010.

LITTÉRATURE, CULTURE, SOCIÉTÉ

Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz, *Formes de l'engagement littéraire (XV^e-XXI^e siècles)*, 2006.

HISTOIRE

Alain Clavien, Hervé Gullotti et Pierre Marti, « *La province n'est plus la province.* » *Les relations culturelles franco-suisse à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, 2003.

HISTOIRE MODERNE

Daniel Tröhler, *Pestalozzi et le « tournant pédagogique »*, 2016.

MÉDIAS ET HISTOIRE

Philippe Kaenel et François Vallotton, *Les images en guerre (1914-1945). De la Suisse à l'Europe*, 2008.

Alexandra Walther, *La Suisse s'interroge ou l'exercice de l'audace*, 2016.

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

CONTEMPORAINES

Malik Mazbouri et François Vallotton, *Scandale et histoire*, 2016.

Impression
La Vallée –Aoste
Janvier 2017

Loin de se limiter aux champs de bataille, la Grande Guerre se livre aussi, à l'arrière et dans les pays restés neutres, au nom de la civilisation ou de la *Kultur* contre la barbarie adverse. De la dépêche au pamphlet, de l'affiche à la conférence, du théâtre au cinéma, du jeu pour enfants à la publicité, tous les vecteurs culturels sont mobilisés par les sociétés belligérantes pour convaincre de la légitimité de leur combat.

Entre 1914 et 1918, l'opinion publique helvétique est partie prenante de la lutte symbolique engagée par les puissances belligérantes. Utilisant l'action allemande comme pivot, cet ouvrage cherche à déterminer les mécanismes d'acceptation et de refus que les élites helvétiques ont progressivement actionnés face aux assauts des propagandes, ces « shrapnels du mensonge ».

En dépit des critiques que leurs manœuvres généraient, les propagandistes n'ont jamais cessé de croire à la nécessité de leur action dans ce conflit « total ». La culture suisse, par son rôle de plaque tournante européenne, a dès lors représenté un théâtre imaginaire de la guerre où les belligérants ont tenté de promouvoir une image irréprochable d'eux-mêmes, une image qui s'est révélée, une fois la paix revenue, largement déréalisée.

Alexandre Elsig est docteur en histoire contemporaine de l'Université de Fribourg. Ce livre est une version remaniée de sa thèse de doctorat. Il a également publié *La Ligue d'Action du Bâtiment. L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres* (En Bas, 2015).

